MAIRIE DE PARIS

N° 6 - Jeudi 8 septembre 2011
Imprimé sur papier recyclé

BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

VILLE DE PARIS



Raymond MESNILDREY - Mairie de Paris

Débats du Conseil de Paris

Séance des lundi 20 et mardi 21 juin 2011

http://www.paris.fr

Abonnement annuel : 10,80 euros. Prix au numéro : 1 euro. Les paiements sont effectués par chèque bancaire ou postal à l'ordre du TRESOR PUBLIC et adressés à la "Régie de la Caisse intérieure - Service des Publications administratives - Bureau 262 - 4, rue de Lobau - 75196 Paris cedex 04". Pour les réclamations, changements d'adresse et renouvellements, prière de joindre la dernière étiquette d'abonnement.
Jouve, 11, boulevard de Sébastopol 75001 Paris *ISSN 0151-8291*

La séance est ouverte à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mmes Marie-Laure HAREL, Emmanuelle BECKER, M. Gauthier CARON-THIBUALT et Mme Hélène BIDARD, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Adoption de comptes rendus.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Le compte rendu sommaire de la séance des lundi 16 et mardi 17 mai 2011 a été affiché.

Le compte rendu intégral de cette même séance a été publié.

Avez-vous des observations sur ces documents ?

Il n'y en a pas.

Ils sont donc adoptés.

Désignation d'un président de séance pour le vote des comptes administratifs.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous rappelle que, dans le cadre de l'examen du compte administratif, le Maire n'a pas le droit d'être présent au moment du vote.

Je suis désespéré !

Donc, en application des articles L. 2121-14 et L. 3312-5 du Code général des collectivités territoriales, je vous propose de procéder, pour le vote de ces comptes, à la désignation du président de séance qui ne peut être le Maire.

Je vous propose de désigner Mme Gisèle STIEVENARD.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Mme Gisèle STIEVENARD présidera tout à l'heure, au moment du vote.

Comptes administratifs de la Ville et du Département de Paris. Discussion commune.
2011, SG 169 - Approbation du rapport social (exercice 2010).
2011, SG 163 - Approbation du rapport environnemental (exercice 2010).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, chaque année, comme la loi nous en fait l'obligation, nous présentons au Conseil de Paris le compte administratif de notre collectivité.

Mais, cette fois, nous avons choisi d'innover. Comme je l'avais annoncé en janvier dernier, sur la suggestion de notre Secrétaire générale Véronique BÉDAGUE-HAMILIUS, l'équipe municipale joindra désormais à son compte administratif un bilan environnemental et un rapport social.

Nous sommes la première grande collectivité locale à instaurer cette pratique et l'exercice sera renouvelé annuellement.

Ce sera pour nous à la fois une discipline, une exigence et une occasion de faire régulièrement le point sur les progrès et les besoins de notre Ville.

Commençons donc par l'examen du compte administratif. Nous maintenons un investissement très élevé, en progression par rapport à l'année précédente, avec 1.480 milliards d'euros.

Un effort important nous a permis de financer en 2010 7.100 logements, soit 1.000 de plus qu'en 2009.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, l'augmentation la plus notable est due à l'effort social, qui progresse de 5,7 %, après 3,5 % en 2009, pour atteindre aujourd'hui hors masse salariale 1,4 milliard d'euros.

L'aide sociale à l'enfance a augmenté de 10 %. Elle s'élevait fin 2010 à 250 millions d'euros.

Quant aux dépenses de notre collectivité pour le R.M.I. et le R.S.A., elles continuent à augmenter : + 5,6 %.

Une fois encore sur ce point, je suis contraint, je dis bien contraint, comme à chacun de nos débats budgétaires, de demander à l'État de respecter l'obligation constitutionnelle de compensation des dépenses transférées.

Nous avons d'ailleurs à ce sujet déposé une question prioritaire de constitutionnalité, qui a été admise par le Conseil d'État et transmise au Conseil constitutionnel, car nous ne nous résignons pas à voir les Parisiens spoliés de ces sommes qui leur sont dues.

Un mot de notre endettement : il atteignait 2,7 milliards d'euros au 31 décembre, soit 41 % de nos recettes de fonctionnement. Cela reste très raisonnable, au regard de la moyenne de l'endettement des villes françaises de plus de 100.000 habitants (cette moyenne s'élève à 85 %).

Nos dépenses de fonctionnement courant ont par ailleurs été strictement contenues, n'augmentant que d'1,5 %, de même que nos frais de personnel dont la progression est limitée à 2,2 %.

En somme, le compte administratif 2010 fait apparaître une situation saine et une gestion extrêmement sérieuse, pour laquelle je tiens à remercier chaleureusement Bernard GAUDILLÈRE.

Mais, je veux le dire clairement, la situation de 2011 ne ressemblera pas à celle de 2010. Nous serons amenés, à la séance de juillet, à reparler des finances parisiennes et des risques extrêmement lourds que fait peser sur elles la péréquation, dont nous ne contestons nullement le principe, mais dont la mise en œuvre posera de sérieux problèmes d'équité.

Passons maintenant au bilan environnemental, qui est donc le premier du genre.

En la matière, chacun le sait, les deux premiers objectifs sont de consommer moins et de produire autrement.

Dans cet esprit, depuis 2004, la consommation énergétique pour l'éclairage public a baissé de 4,2 % et, depuis 2007, le parc des véhicules municipaux a été réduit de 10 %.

Mais, au-delà d'un effort de rationalisation, c'est une véritable modification profonde et durable des comportements et des modes de production qui doit être impulsée.

Nous misons ainsi résolument sur les énergies renouvelables. Pour s'en tenir à l'année 2010, ce sont par exemple plus de 500 mètres carrés de panneaux photovoltaïques qui ont été installés sur le gymnase Jules Noël dans le 14e arrondissement et un grand puits de géothermie a été foré dans le 20e arrondissement, qui permettra de chauffer 12.000 logements.

Nous avons également lancé cette année à l'école Wattignies dans le 12e arrondissement une expérience inédite de chauffage issu à 75 % du traitement des eaux usées.

Dans le même esprit, nous avons lancé la procédure pour la rénovation de 100 écoles et la remise aux normes du Plan Climat. Depuis sept ans, nous veillons à la haute qualité environnementale de tous les immeubles que nous produisons, depuis sept ans.

Ainsi, la consommation énergétique du bâti parisien, qui ne cessait d'augmenter depuis des décennies, a baissé depuis cinq ans de près de 5 %.

Rien de tout cela ne se fait facilement. Il y faut de la constance et la volonté de mener un vrai combat politique contre l'immobilisme.

Nous venons d'ailleurs, dans ce combat, de remporter une victoire décisive, puisque le Tribunal administratif a validé, contre l'avis de l'État, notre contrat de performance énergétique. Celui-ci permettra de réduire de 30 % en 10 ans la consommation liée à notre éclairage public.

J'ajoute deux dimensions importantes, qui caractérisent l'ensemble de notre politique environnementale : la première, c'est bien entendu la diversification de l'offre de déplacement, du tramway à Vélib', et cela se poursuivra bientôt avec Autolib'. Cela a déjà permis une réduction de la circulation automobile d'un quart en 10 ans.

La seconde dimension, c'est le traitement des déchets dont le volume a baissé de 7 % depuis 2004. Beaucoup reste à faire et, sur un tel sujet, le travail est par définition toujours inachevé.

Mais l'exigence, la vigilance et le volontarisme ont déjà permis une diminution de plus de 80 % de deux des polluants les plus nocifs, le dioxyde de carbone et le benzène.

Nous devons donc persévérer et nous encouragerons les changements en profondeur des comportements individuels et collectifs.

C'est un enjeu qui relève du civisme et, pour tous ces objectifs, je sais pouvoir compter sur l'énergie (c'est le cas de le dire) et le travail de Denis BAUPIN.

Enfin, mes chers collègues, le troisième volet du bilan que nous vous présentons aujourd'hui s'exprime à travers le rapport social de notre collectivité. Celui-ci fait le point sur la situation de nos quelques 50.000 agents à qui je vais exprimer ici, à nouveau devant vous, notre confiance et notre gratitude.

Dans un contexte de crise très lourd, le gel du point d'indice de la fonction publique, décidé en 2011 par le Gouvernement, a lourdement atteint les revenus les plus faibles. Pour soutenir le pouvoir d'achat des agents de ces catégories, nous avons décidé la revalorisation des primes de plus de 30.000 de nos fonctionnaires.

Vous savez d'autre part l'importance que nous accordons à l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est pour nous une orientation prioritaire, qu'il s'agisse de la mixité des métiers, et surtout de la représentation équilibrée des femmes et des hommes à tous les niveaux de responsabilité. Ainsi, en termes de déroulement des carrières, l'analyse des promotions de l'année 2010 fait apparaître, dès à présent, un strict respect des exigences de la parité.

Nous entendons, d'autre part, donner un nouvel élan à la formation pour laquelle nous avons signé un accord cadre avec une majorité d'organisations syndicales. L'objectif est clair, que chaque agent de la Ville puisse, dans les meilleures conditions, bénéficier de son droit à la formation, c'est-à-dire aussi le cas échéant de son droit à la réorientation et à la mobilité professionnelle.

Je souligne avec une certaine fierté, mais encore plus d'exigence et de gravité, un dernier point : en 2010, Paris est devenue la première grande collectivité française à dépasser l'objectif légal d'employer au moins 6 % de travailleurs handicapés ; ils n'étaient que 3 % en 2004. Je précise que les dépenses réalisées pour faciliter le travail et la vie quotidienne des personnels handicapés ont progressé de 17 % en 5 ans.

Vous le voyez, la collectivité parisienne avance avec ces personnels et grâce à eux. Je tiens à remercier tout particulièrement Maïté ERRECART pour son travail efficace et patient, et son grand sens de l'intérêt général.

Mes chers collègues, je vous livre donc l'ensemble de ces résultats, en y trouvant des encouragements à persévérer et à ne jamais se satisfaire des acquis.

L'année prochaine, trois nouveaux rapports financier, social, environnemental, nous apporteront des indications actualisées. Je n'ai qu'un seul vœu à formuler : que ces données nouvelles dans un an montrent que Paris continue à progresser.

Soyez sûrs qu'en dépit des contraintes très nombreuses, nous nous en donnerons les moyens.

Merci.

Je donne donc la parole, selon les décisions de la conférence d'organisation, au président Jean-François LAMOUR.

M. Jean-François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, Monsieur le Maire, depuis 2001, et malgré les demandes renouvelées du groupe U.M.P., vous avez toujours refusé le lancement d'audits budgétaires et financiers réalisés par un organisme indépendant.

Heureusement, c'est la Chambre régionale des comptes - d'ailleurs vous n'en avez absolument pas parlé dans votre communication - qui fait office d'auditeur et son rapport sur la collectivité parisienne révèle une dégradation générale de sa gestion, dégradation qui se traduit par plusieurs dysfonctionnements majeurs.

Premier point : le rapport déplore la chute des investissements de 12 % entre 2007 et 2009 et précise qu'en diminuant ainsi les dépenses d'équipement, la Ville fait figure de mauvais élève, quand on la compare à la moyenne nationale des collectivités qui s'établit à une baisse moyenne de 3 % pendant la même période. Alors que dans le même temps, Monsieur le Maire, vous avez augmenté massivement les impôts locaux, en nous expliquant que cette hausse devait justement servir à maintenir un haut niveau d'investissement.

Deuxième point, le rapport souligne l'endettement massif et croissant de Paris, qui pourrait atteindre 3,3 milliards d'euros en 2013, soit trois fois plus qu'en 2001. Pire, le niveau d'endettement, rapporté aux recettes réelles de fonctionnement, est passé de 42 % en 2007 à 49 % en 2009. L'avertissement de la Chambre est là aussi sévère. Je la cite : "Même en prenant en considération le produit fiscal supplémentaire, la Ville devra nécessairement arbitrer entre les dépenses d'équipement à financer et le niveau du recours à l'emprunt".

Troisième point, troisième dysfonctionnement : la Chambre relève également l'augmentation des dépenses réelles de fonctionnement, qui ont augmenté de 900 millions d'euros en cinq ans et, sur les trois dernières années, de près de 7 %. Là aussi avec un moyenne de 2.177 euros de dépenses par habitant, Paris se situe largement en tête des villes de plus de 100.000 habitants.

Monsieur le Maire, j'en viens à la très lourde augmentation de la masse salariale. Elle représente aujourd'hui 2 milliards d'euros. Le rapport de la Chambre régionale des comptes stipule que cette augmentation aura une influence négative sur le montant de l'autofinancement brut. Les charges de personnel ont donc augmenté de plus de 6 % entre 2007 et 2009.

Enfin, dernier point, le rapport dénonce, là aussi comme nous le faisons chaque année, le manque de transparence sur l'ensemble de la gestion de la Ville, qu'il s'agisse de la comptabilité patrimoniale défectueuse, mais aussi de l'absence d'indicateurs sur la réalité des équilibres financiers de la Ville.

Par exemple, ce rapport dit clairement, je le cite à nouveau : "La qualité de la prévision devient une arme indispensable, c'est pourquoi les prévisions strictement annuelles gagneraient à être transformées en une véritable programmation pluriannuelle des investissements." C'est précisément, Monsieur le Maire, ce que mon groupe vous a demandé à chaque séance budgétaire et que vous avez toujours refusé. Dernier exemple en date : lors du Conseil de Paris de mai, le P.I.P.P. concernant l'enseignement supérieur ne nous a pas été communiqué.

J'ajoute enfin l'allongement préoccupant des délais de paiement des fournisseurs de la Ville : vous êtes passés de 43 jours en moyenne à 67 jours pour certaines directions et vous en conviendrez, là aussi, il y a un sérieux dysfonctionnement.

En outre, l'examen des comptes administratifs 2010 s'avère également riche d'enseignements sur votre gestion. Tout d'abord, que faut-il penser du gonflement des opérations d'ordre de la Ville : 867 millions d'euros contre 306 millions d'euros budgétés, rendu possible par l'inscription en recettes de fonctionnement de produits qualifiés d'exceptionnels, de cessions foncières ? Le chiffre est éloquent : 568 millions d'euros, soit trois fois plus de cessions immobilières, sans aucune autre explication.

Vous admettrez, Monsieur le Maire, que constater un écart aussi important en terme de prévision budgétaire pose d'emblée le problème de la gouvernance des finances de Paris.

La même remarque vaut, dans une moindre mesure, pour la contribution de la Ville au budget du Département, qui passe de 580 millions au budget primitif à 380 au compte administratif. Si l'on peut admettre certains écarts en matière d'investissement, on ne peut que s'interroger sur de tels dérapages de fonctionnement.

Il faut aussi rappeler que l'année 2010 a été celle de toutes les richesses pour la Ville. Vous avez encaissé près de 1 milliard d'euros de rentrées de droits de mutation, auquel se sont ajoutés 170 millions consécutifs à la hausse des impôts locaux et fonciers.

Alors, Monsieur le Maire, au vu de ces chiffres, et conformément à notre position en décembre 2008, ces hausses fiscales étaient inutiles, puisque leur produit n'a fait que gonfler les excédents de trésorerie, ce qui n'est en rien l'objectif de gestion d'une collectivité territoriale.

C'est bien une cagnotte que vous vous êtes constituée sur le dos du contribuable parisien.

Je voudrais à présent évoquer le rapport social, qui constitue certes une nouveauté, mais ne fait que rassembler des chiffres et des données invérifiables relatives au personnel. Il est en outre assorti de commentaires pour le moins contestables sur la politique de ressources humaines, dont la partie consacrée à la politique de rémunérations est qualifiée de, je vous cite : "Responsable et particulièrement attentive aux personnels les moins rémunérés" et suivie d'une page, on croit rêver, sur "les écarts de rémunération qui se resserrent". Le rapport social fait totalement abstraction de celui de la Chambre, encore une fois de septembre 2010, qui a révélé notamment le problème des primes départementales, l'importance de leur montant, leur évolution et surtout la disparité entre les attributaires de cette prime.

Il est d'ailleurs regrettable que vous ne mentionniez pas, dans ce rapport, le coût de l'absentéisme, évalué à 200 millions d'euros par an, soit 10 % de la masse salariale. Vous devriez savoir que l'absentéisme est un indicateur de tout premier plan sur la performance économique d'une collectivité, et surtout sur le climat social qui y règne.

Je suis également étonné que le rapport fasse l'impasse sur la réforme du compte épargne temps, les solutions envisageables et leur programmation budgétaire.

Quant à la transparence à établir sur les 15 plus hautes rémunérations et l'application de la décision de la C.A.D.A., je vous remercie de la réponse que vous m'avez faite le 16 juin dernier, mais qui ne comprend que les éléments en question depuis 2008 jusqu'à 2011. Or, la C.A.D.A. acte une information depuis 2000. Je vous serai donc reconnaissant, Monsieur le Maire, et je viens de vous écrire pour cela, de bien vouloir faire compléter ce tableau en conséquence.

En un mot, ce rapport social, ces comptes administratifs et le rapport de la Chambre régionale des comptes démontrent que la facture s'alourdit pour le contribuable parisien qui doit régler la note salée des 10.000 agents embauchés depuis 2001 et du dérapage incontrôlé des dépenses de fonctionnement depuis 10 ans.

Monsieur le Maire, nous sommes à mi-mandat et il apparaît, à l'appui du constat et des prévisions du rapport de la Chambre régionale des comptes, que vous gérez très mal Paris. En dépit de recettes colossales liées aux droits de mutation et à la hausse de la fiscalité, vous gaspillez l'argent des Parisiens dans des dépenses inutiles, qui ne répondent pas à leurs priorités.

Je vous ai lancé plusieurs avertissements lors des séances budgétaires : dépenser n'est pas investir et, aujourd'hui, vous prouvez une nouvelle fois que vous n'avez pas investi pour l'avenir des Parisiens et de la Capitale.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je n'attendais pas des félicitations, j'ai un avertissement, même pas des encouragements…

Monsieur le professeur, je vais essayer d'analyser le mieux possible ce que vous…

M. Jean-François LAMOUR. - Répondez aux questions !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Oui, bien sûr.

Monsieur le président POZZO di BORGO, vous avez la parole.

M. Yves POZZO di BORGO. - Mes chers collègues, si la rigueur est un vilain mot, dont vous souhaitez bannir l'usage, à en juger par les propos de votre adjoint aux Finances, la flambée des dépenses n'en est ni plus glorieuse ni plus enviable.

Il est vrai que la progression des recettes de fonctionnement, liée au rebond de la fiscalité immobilière mais surtout à la hausse de la fiscalité locale directe, semble, à première vue, conforter votre marge de manœuvre financière, quand bien même une analyse plus poussée remettrait en question cette impression.

Pourtant, comment se satisfaire de l'utilisation faite des 928 millions d'euros de droits de mutation inscrits au compte administratif 2010 et des 501 millions d'impôts et taxes supplémentaires engrangés par rapport à 2009, alors que la dette gonfle, que les charges de personnel souffrent d'une rigidité à la hausse, que les subventions aux associations flambent ou encore que la capacité d'investissement diminue ?

Que faites-vous, Monsieur le Maire, du surplus de recettes fiscales liées à la hausse successive du taux d'imposition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, de 5,75 % en 2009 et de 6,21 % en 2010, mais aussi à la progression de 8 millions d'euros des recettes générées par la taxe sur l'électricité ou de 3 millions d'euros pour les droits de stationnement ou encore les 2,2 millions d'augmentation du produit de la taxe sur les spectacles ?

Nous ne saurions vous donner quitus pour l'explosion des charges de fonctionnement, tandis que les dépenses de personnels pèsent pour près d'un tiers du budget de la collectivité et que ces charges ont augmenté obstinément de 6 % depuis 2007.

Comment se féliciter d'une progression de 2,8 % des charges de gestion courante, inférieure, je vous l'accorde, aux 3,4 % constatés en 2009 et en 2008 ?

Nous n'avons, de toute évidence, pas la même définition de la maîtrise des charges.

Face à cet état de fait et aux perspectives financières incertaines d'ici 2013, votre entêtement à refuser de réduire les effectifs sous couvert d'un engagement a minima pour une stabilisation depuis 2008 paraît peu prévoyant.

Il suffirait pourtant d'acter le non-remplacement d'une partie des départs à la retraite, ainsi que mon groupe l'a appelé de ses vœux à maintes reprises, sans susciter plus d'effet au sein de l'Exécutif qu'un rejet pur et simple.

Alors, quelle est donc votre botte secrète pour faire les économies substantielles qui seront dès lors nécessaires ? Si vous n'allez pas aux économies, celles-ci ne viendront pas à vous !

La seule force incantatoire n'y changera rien, pas plus que l'auto persuasion.

Quant aux investissements, vous plébiscitez de vos vœux les équipements utiles aux Parisiens au détriment des projets pharaoniques et pourtant, en 2010, seuls 7 millions d'euros ont été dédiés à la rénovation des équipements sportifs de proximité, tels que gymnases, piscines ou encore terrains d'éducation physique, à mettre en regard des 160 millions de Jean Bouin.

Permettez-nous de douter, Monsieur le Maire, de votre appétence pour le quotidien des Parisiens.

Votre action en faveur de l'emploi ne nous comble pas davantage. Vous vous targuez d'un taux de chômage parisien sensiblement inférieur au taux national en 2010, avec respectivement 8,9 et 9,3. Si ces chiffres sont exacts, le propos est tronqué. Paris a certes des performances honorables au regard de la moyenne nationale, mais il n'en demeure pas moins le mauvais élève de la Région Ile-de-France, fort d'une hausse du taux de chômage de + 0,7 % fin octobre 2010, juste devant la Seine-Saint-Denis, alors même que la Région Ile-de-France enregistrait une baisse de 0,1 %.

Il y a loin de la coupe de l'insertion dans un contexte de crise aux lèvres du retour à l'emploi.

La durée excessive du chômage des Parisiens, de 14 mois en moyenne contre 11,5 mois dans la Région Ile-de-France, ou encore 10,5 mois pour la France entière, n'abonde pas dans le sens d'une autosatisfaction.

Enfin, et non des moindres, le rapport financier de l'exercice 2010 présente, non sans fierté, la collectivité parisienne comme l'une des plus modérément endettées. Le niveau d'endettement rapporté aux recettes réelles de fonctionnement est effectivement en dessous de la moyenne des villes de plus de 100.000 habitants, mais parce que la Ville est riche, on l'a vu dès le départ. Rapportée au nombre d'habitants, la dette est de 1.193 euros par habitant et une tendance à l'augmentation place Paris dans le peloton de tête des villes de plus de 100.000 habitants, loin derrière avec leur moyenne de 1.052 euros.

La rigueur a ceci de bon qu'elle ne saurait tolérer l'approximation. Une gestion responsable est une gestion qui a à cœur de ne pas faire porter le poids de l'investissement aux citoyens, de ne pas grever les ressources des Parisiens et d'avoir un horizon d'attente à long terme.

Je vous en remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est au président Jean-Pierre CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, s'il est un moment de vérité en matière budgétaire, c'est sans doute celui de l'examen du compte administratif, c'est-à-dire de l'exécution du budget de l'année précédente. Cet examen permet, en effet, de faire le point sur les politiques auxquelles les deniers publics ont été affectés et d'apprécier la qualité de leur gestion.

Je crois que nous pouvons l'affirmer d'emblée, ce compte administratif est excellent, il confirme en les améliorant les grandes orientations budgétaires adoptées il y a maintenant 18 mois.

En 2010, en effet, nos engagements auront été tenus et marqués par la persévérance dans l'action, persévérance nécessaire, puisque cette année encore, nombre de Parisiens souffrent de la crise. Le frémissement de la croissance au premier trimestre 2011 ne peut masquer leurs difficultés, notamment en matière de logement ou d'emploi.

L'an dernier, notre budget a fait la preuve de sa capacité à traiter ces difficultés en renforçant la solidarité de notre collectivité à l'égard des Parisiens.

Ce compte administratif témoigne de ce choix stratégique par une dépense sociale accrue et ajustée, qui s'est conjuguée à une maîtrise des dépenses courantes de fonctionnement, tout en maintenant le niveau élevé de l'investissement au bénéfice des Parisiens d'aujourd'hui et de demain.

Renforcement de la solidarité tout d'abord. Il s'exprime par une progression des dépenses sociales de 75 millions d'euros, soit une augmentation de près de 6 % par rapport à 2009.

Ce sont ainsi 23 millions d'euros supplémentaires qui ont été consacrés à l'aide sociale à l'enfance, 11 millions à l'A.P.A. ou encore un peu plus de 3 millions à destination du dispositif "Paris Logement". Et parce que l'effort n'a de sens que s'il est collectif, les participations de la Ville au bénéfice des services collectifs franciliens ont également évolué à la hausse avec 9 millions d'euros supplémentaires pour le S.T.I.F. ou 5 millions d'euros pour le fonds "Solidarité Logement" par exemple.

L'approfondissement de la solidarité n'est en revanche possible qu'à la condition d'une maîtrise efficace des dépenses courantes de fonctionnement, qui n'ont progressé que de 2,8 %. Ce chiffre est d'ailleurs de 1,5 % pour 2010, s'agissant des charges à caractère général.

Alors que Paris a fait le choix résolu d'un maintien du niveau de l'emploi tout en contenant la progression de la masse salariale pour partie inévitable, pour tenir compte de l'évolution des carrières, le Gouvernement, lui, a décidé du gel du point d'indice qui, d'ores et déjà, a conduit à une baisse significative du pouvoir d'achat des agents publics.

Quant à notre choix d'une augmentation raisonnable de la fiscalité, il porte aujourd'hui ses fruits. Les recettes de fonctionnement ont bénéficié pour la dernière année, en 2010, de la hausse des impôts directs, complétés par une fiscalité immobilière dynamique. Dépenses de fonctionnement maîtrisées et recettes dynamiques ont donc permis de dégager une épargne brute de près de 800 millions d'euros, en progression de plus de 300 millions par rapport à 2009. La solidité d'une gestion se mesurant au niveau d'épargne qu'elle dégage, ce résultat témoigne de la bonne santé financière de notre collectivité.

Cependant, l'épargne n'a de sens que si elle est redistribuée aux Parisiens sous la forme d'investissements d'avenir. Ce fut le cas en 2010, avec un niveau exceptionnel de dépenses d'investissements - n'en déplaise à M. LAMOUR - de l'ordre de 1,5 milliard, en priorité à destination du logement, 330 millions d'euros, qui auront permis de financer 7.064 logements sociaux nouveaux. En matière de transport également, avec l'investissement dans le prolongement du T3, destiné à désengorger l'Est de la Capitale et la petite couronne.

Malgré des recettes d'investissement en diminution, la vérité est simple. N'en déplaise à la Droite parisienne, le recours à l'endettement à hauteur de 215 millions d'euros a été contenu, et conforme à l'ampleur des enjeux auxquels doit faire face une collectivité comme la nôtre. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'épargne brute dégagée par notre gestion a permis de financer 85 % de nos investissements.

Rappelons pour mémoire que le ratio d'endettement, qui s'élève à 41 % des recettes de fonctionnement à Paris, est de 83 % en moyenne pour les communes de plus de 100.000 habitants, 55 % pour Bordeaux et pas moins de 185 % pour la Ville de Marseille. Cette réussite certaine ne doit pour autant pas masquer les menaces qui pèsent sur les collectivités locales, en particulier dans les relations financières qu'elles entretiennent avec l'Etat.

A cela plusieurs raisons : d'abord, la diminution des dotations de l'Etat de l'ordre de 20 millions d'euros ; ensuite, l'augmentation de certaines participations de la Ville, auxquelles il faudra ajouter la mise en œuvre d'un vaste dispositif de péréquation dès cette année, en matière de droit de mutation.

Si nous ne contestons pas ces versements nouveaux, la solidarité métropolitaine restant bien entendu au nombre de nos priorités, il faut toutefois constater que notre épargne sera amputée d'un montant encore inconnu aujourd'hui, mais qui se chiffrera à coup sûr, en plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de millions d'euros. Chers collègues, les budgets à venir n'auront pas le même visage, à commencer par le budget primitif pour 2012, qui sera adopté dans un contexte d'incertitude quant au montant exact de ses péréquations, dont les modalités ne seront définitivement adoptées qu'avec la loi de finances pour 2012.

De manière récurrente enfin, l'insuffisance de la compensation par l'Etat des dépenses sociales obligatoires est patente. Je ne citerai qu'un seul exemple : celui du taux de couverture des dépenses relatives à l'A.P.A. qui n'atteint que 6 %. Et cela continue, l'Etat ayant annoncé une diminution considérable des moyens affectés à l'hébergement d'urgence, qui est pourtant de sa compétence. Si bien que des centaines de familles risquent de se retrouver à la rue cet hiver. Le message envoyé à notre collectivité est simple et tient en deux mots : débrouillez-vous !

Ce désengagement massif est d'ailleurs confirmé par le rapport de la Chambre régionale des Comptes, Jean-François LAMOUR, qui constate avec nous la volonté de l'Etat, non seulement de se décharger de ses obligations sur les collectivités locales, mais encore de les confiner au rôle de guichet de délivrance de prestations sociales, et de plus en plus à leurs frais.

Mes chers collègues, puisqu'il me faut conclure, je dirai simplement que budget après budget, s'impose à nous le devoir de faire face à un gouvernement qui s'est volontairement rendu impécunieux en se privant de la contribution des Français les plus aisés, et qui fait ensuite peser sur les collectivités locales le poids de son inconséquence financière.

C'est pourquoi, dans cet environnement contraint, notre politique budgétaire ne trouvera de solutions qu'en persistant dans l'équilibre entre la bonne gestion et le volontarisme politique, démarche à laquelle, Monsieur le Maire, le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés continuera à s'associer de toutes ses forces.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Monsieur le Président.

La parole est à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme vous l'avez souligné, Monsieur le Maire, les comptes administratifs 2010, ainsi que le rapport financier qui nous ont été communiqués, témoignent avant tout d'une gestion rigoureuse et équilibrée des finances de notre Ville.

Cette gestion permet à notre majorité municipale de poursuivre son action et les priorités pour lesquelles les Parisiennes et les Parisiens nous ont élus, et ce, malgré la situation économique, sociale et environnementale très dégradée que nous subissons depuis l'automne 2009, qui pèse fortement sur les Parisiennes et les Parisiens et sur les finances de la Ville.

En matière budgétaire, le Gouvernement ne peut bien évidemment pas présenter le même bilan, et cela devrait inciter les représentants de l'opposition municipale dans notre hémicycle à davantage de prudence dans leurs critiques très acerbes envers la gestion du budget de notre Ville.

Nous nous réjouissons que ce débat sur les comptes administratifs s'accompagne pour la première fois de la présentation d'un rapport social ainsi que d'un rapport environnemental, qui permettent d'appréhender de façon plus précise les initiatives de notre Exécutif dans deux domaines, sur lesquels notre groupe est particulièrement attentif et mobilisé. Mes collègues Fabienne GIBOUDEAUX et Jacques BOUTAULT reviendront dans un instant plus particulièrement sur ces deux rapports.

Pour ma part, je ne reviendrai pas en détail sur les éléments que vous nous avez présentés, qui sont dans la continuité des équilibres budgétaires auxquels s'attache notre majorité, budget après budget, à savoir, au niveau des dépenses, des dépenses de fonctionnement maîtrisées, un niveau d'investissement élevé, en maintenant notre effort sur des dépenses sociales et de solidarité - ce dont nous nous réjouissons - et des investissements importants pour le logement social dans le domaine scolaire, pour l'accueil de la petite enfance, etc.

Cela répond véritablement à une attente forte des Parisiennes et des Parisiens. Au niveau des recettes, les résultats enregistrés en 2010 indiquent une hausse significative (près de 15 %) sous le double effet de la hausse des impôts directs et d'une reprise significative des droits de mutation. Nous étions favorables à cette hausse d'impôts, car elle permet d'aider les personnes, de plus en plus nombreuses dans notre Ville, qui sont malheureusement confrontées à d'importantes difficultés, même si - comme nous l'avons déjà dit - nous aurions préféré qu'elle soit davantage étalée dans le temps.

Les élus de l'opposition municipale, pour leur part, préfèrent continuer de hurler contre ce qu'ils appellent le matraquage fiscal, ayant, tout comme le Gouvernement - semble-t-il - rayé depuis bien longtemps de leur logiciel et de leur vocabulaire toute notion de justice sociale et fiscale et de solidarité avec les populations les plus fragilisées. C'est bien regrettable, mais les habitants de Paris et les Français ne s'y trompent pas.

A l'occasion de ce débat, nous souhaitons cependant souligner deux aspects en particulier : en matière d'investissement, nous ne pouvons - comme vous, Monsieur le Maire - que nous réjouir lorsque la Ville de Paris poursuit en 2010 d'importants investissements pour construire des logements sociaux, des crèches, pour prolonger le tramway T3 à la Chapelle, un investissement de 137 millions d'euros, pour les travaux ambitieux dans le domaine scolaire et universitaire, pour l'entretien des voies et des espaces verts, pour l'isolation thermique des bâtiments.

Cependant, d'autres investissements, et notamment en période d'incertitude et de difficultés budgétaires, ne nous semblent - vous le savez et nous nous en sommes déjà expliqué - tout simplement pas souhaitables.

Ainsi, lorsque la Ville consacre près de 150 millions à la démolition-rénovation du stade Jean Bouin, que la Canopée envisagée pour les Halles coûtera vraisemblablement près de 350 millions d'euros, sans parler des dépenses pour l'extension de Roland Garros ou le plan "1.000 caméras", non seulement cela ne nous semble pas des priorités défendables mais ce sont des décisions qui vont à l'encontre de nos valeurs.

En cette période de restrictions budgétaires, il nous semble préférable de faire des choix et de concentrer notre action et nos efforts budgétaires sur les priorités qui rendent véritablement service aux Parisiens. Ainsi, à titre d'exemple, les 350 millions nécessaires à la construction de la Canopée, telle qu'envisagée, permettraient la construction d'environ 120 crèches.

En matière de recettes, malgré des transferts de compétence importants, le désengagement constant et croissant de l'Etat, ajouté aux incertitudes que font désormais peser les décisions récentes en matière de péréquation, influe significativement sur les capacités budgétaires de notre Ville.

Vous l'avez rappelé récemment, la diminution du concours de l'État représente près d'un point de fiscalité locale pour les habitants de Paris. C'est un chiffre que les Parisiennes et les Parisiens doivent connaître.

Par ailleurs, notre budget dépend étroitement des fluctuations de la fiscalité immobilière. Ceci n'est pas satisfaisant parce que cette fiscalité correspond de plus en plus à de la spéculation immobilière.

Aussi, nous devons poursuivre notre travail pour que nos recettes soient davantage ancrées sur une fiscalité, directe et indirecte, courageuse et volontaire. Ainsi, des améliorations sont sans doute possibles pour certaines redevances de la Ville qui demeurent à des taux anormalement bas ou, par exemple, pour les droits de stationnement qui restent à un niveau particulièrement faible dans notre Ville.

C'est le sens des propositions que nous porterons, notamment à l'occasion du budget primitif 2012.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. le Président Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, avant toute chose, la présentation du compte administratif est l'occasion d'un coup d'œil dans le rétroviseur et, cette année, c'est un double coup d'œil qui s'impose, à la fois sur le budget 2010 mais encore sur les budgets qui précèdent.

A l'évidence, nous passons un cap: celui qui relègue provisoirement au rang de souvenir ce temps où les recettes des droits de mutation s'effritaient puis plongeaient. En cette année 2010 de tous les records immobiliers, celles-ci sont en effet reparties à la hausse : 928 millions, à quelques encablures des 940 millions de 2007.

Ce chiffre est important non seulement parce qu'il permet à la Ville de dégager des marges financières mais encore parce qu'il s'agit d'un trompe-l'œil. L'immobilier se porte bien, dit-on ; en fait, la spéculation immobilière se porte bien, oui, mais pas les Parisiens qui subissent, eux, toujours les coups répétés de la crise et du désengagement de l'Etat.

Ce compte administratif laisse apparaître notre bonne santé financière et c'est une chance, une chance pour les Parisiens, car ils ne sont pas sortis du cercle vicieux du pouvoir d'achat exsangue et de l'accroissement des inégalités. Ils ont besoin de nous, ils ont besoin de notre détermination, d'une Ville forte qui se préoccupe de chacun.

C'est, d'une certaine manière, mon souhait, exaucé par ce compte administratif. Comme l'année dernière, comme l'année d'avant, il confirme les orientations prises par la Ville et nous invite à continuer.

Pour commencer, considérons quelques chiffres.

Ainsi, en ce qui concerne les dépenses d'investissement, il faut se féliciter qu'elles restent élevées, de l'ordre de 1,477 milliard d'euros, soit 14 millions de plus qu'en 2009. A l'aune de ces dernières années, les subventions d'équipements sont en hausse de 37 % par rapport à 2008. Cela traduit, avec des fluctuations, la continuité de la politique ambitieuse menée par notre Ville.

Mais je reste persuadé également qu'il faut aller plus loin, car, je veux le redire, si 2010 est une excellente année en termes de recettes fiscales immobilières, c'est parce que la spéculation s'est encore envolée. C'est une véritable maladie qui ronge notre ville. Jour après jour, il est plus difficile pour les Parisiens, et notamment pour les familles, de se loger à un prix décent dans le parc privé.

Nous sommes très loin d'en avoir fini avec ce combat-là et je me félicite de l'accord que nous avions trouvé avec les groupes de la majorité au mois de décembre dernier pour abonder davantage le compte foncier. C'est un minimum, c'est le seul antidote, le seul espoir pour les Parisiens ; il nous faudra encore l'augmenter, c'est une évidence.

Mieux, c'est une question de valeur, une question de logique et de moyens.

Or, à Paris, aujourd'hui, un chiffre reste exceptionnel : c'est celui de notre très faible taux d'endettement.

En 2010, l'épargne brute a progressé de plus de 300 millions pour atteindre 797 millions d'euros. Cumulée à nos dépenses d'investissement, elles aussi en hausse, cette épargne brute porte la capacité d'autofinancement des investissements de la collectivité à 85 % de nos dépenses réelles. Pour rappel, et pour rappel à nos collègues de Droite notamment, nous sommes très loin des chiffres de grandes villes comme Bordeaux ou Marseille. C'est une chance, et nous devons la saisir.

Le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche considère en effet qu'il vaut mieux prévenir que guérir et que l'emprunt est ce levier qui pourrait nous permettre de le faire. C'est l'occasion d'investir plus encore que nous le faisons et pas seulement parce que les Parisiens nous le demandent aujourd'hui, mais parce qu'ils nous le demanderont demain. Un nouvel investissement, un nouveau service, c'est un bien commun que nous léguons à tous.

Et il n'est pas illogique qu'en ayant recours à la dette, les Parisiens d'aujourd'hui et de demain se tendent la main, qu'ils soient solidaires. Il y a une justice à répartir la dépense. C'est une ville que nous réalisons ensemble dans le temps et, alors que la collectivité dispose d'une vraie force de frappe, je trouve que ce serait une erreur d'hésiter et de nous retenir d'intervenir.

A ce titre, d'autres chiffres sont révélateurs : ceux de nos dépenses de fonctionnement, dont le compte administratif fait apparaître une méprise, dont les plus orthodoxes se réjouiraient sans doute.

La hausse des dépenses de personnels demeure exceptionnellement contenue, de l'ordre de 2,2 %, et s'explique, par ailleurs, par l'évolution du point d'indice ou la réévaluation du salaire minimum, ce qui n'est pas du ressort de la Ville de Paris.

Aujourd'hui, alors que nous continuons d'ouvrir de nouveaux équipements et de nouveaux services publics pour les Parisiens, nous tâchons d'y pourvoir par redéploiement uniquement, ce qui n'est pas sans laisser quelques traces, comme certains mouvements de protestation...

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît ! Vous vous laissez aller !

Une seconde !

Vous avez plutôt convenablement écouter les premiers orateurs. Et là, le temps passe et vous fatiguez. Il faut tenir encore un moment ! Merci.

M. Ian BROSSAT. - Aujourd'hui, nous procédons essentiellement, en matière de personnels, par redéploiement, ce qui n'est pas sans laisser quelques traces, comme certains mouvements de protestation parmi les agents ces dernières semaines ont pu nous le rappeler.

Aussi, quand j'entends certains suggérer, avec plus ou moins de conviction, que Paris devrait diminuer le nombre de ses agents, je me dis que nous ne vivons certainement pas dans la même ville, que nous ne regardons pas la même réalité ou alors pas avec les mêmes yeux. Il est criant que les Parisiens ont besoin de nouveaux équipements et de nouveaux services publics. C'est d'ailleurs au cœur du programme que nous avons proposé à leur suffrage en 2008 et qui nous a valu d'être élus. Mais encore faut-il pour cela des personnels pour les faire fonctionner ! Je redoute aujourd'hui qu'on alourdisse leurs tâches jusqu'à les rendre pénibles, voire impossibles. Il nous paraît donc important de rester extrêmement attentifs à cette question des personnels et à ce que nous ayons, dans les nouveaux équipements publics que nous ouvrons, les personnels nécessaires pour les faire fonctionner convenablement.

C'est la raison pour laquelle, Monsieur le Maire, nous nous réjouissons de ce compte administratif et nous souhaitons que les leviers dont nous disposons encore puissent être utilisés à plein dans le cadre du débat que nous aurons à l'occasion du budget supplémentaire.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur LEGARET, vous avez la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Mes chers collègues, quand on est responsable des finances publiques, il y a des formules qu'il vaut mieux éviter. Quand Bernard GAUDILLÈRE nous dit : "Il n'est pas question d'un plan de rigueur", cela fait tout de suite très peur !

Le compte administratif, comme l'a rappelé Jean-Pierre CAFFET, est un moment de vérité et j'insisterai plus particulièrement sur les éléments de cette vérité.

Parlons d'abord de l'endettement, le cumul de la dette de la Ville et du Département atteint aujourd'hui 2,7 milliards et les projections qui sont faites, par la Chambre régionale des comptes notamment, c'est 3,3 milliards en 2013.

3,3 milliards en 2013, cela représente un triplement par rapport à 2001, la situation que vous avez trouvé au début de votre première mandature.

Lorsque vous nous dites que Paris est peu endettée, Paris reste globalement peu endettée par rapport à tout ce qui est comparable, c'est parce que vous avez trouvé une situation d'endettement très faible en 2007.

Ceci étant, les augmentations dont vous êtes responsables sont considérables.

Ajoutez à cela la charge de la dette qui va chaque année prélever une part importante de vos recettes.

Et puisqu'on parle du moment de vérité, d'ailleurs, j'aimerais savoir quel est le vrai chiffre, puisque, dans le rapport financier que vous nous avez distribué, on lit que l'encours de la dette en capital comparé aux recettes réelles de fonctionnement est à 40,8 (41, arrondi) dans la présentation du rapport. Mais, si l'on va dans le document lui-même, on lit 43,53. C'est le ratio n° 11, qui est à la page 5 du rapport financier. Je suis un peu perplexe.

Ceci étant, si l'on se rapporte à votre rapport financier, la lecture simplement de l'évolution de cet encours se passe de commentaires.

L'encours de la dette en capital, rapporté aux recettes réelles de fonctionnement :

- en 2005 : 27,8 ;

- en 2006 : 31,8 ;

- en 2007 : 35,5 ;

- en 2008 : 39,5 ;

- en 2009 : 39,1 ;

- en 2010 : 41 ou 43,53.

C'est donc une montée très importante de la dette et cet encours de dette, plus les charges de la dette, sont précisément parmi les préoccupations affichées par la Chambre régionale des comptes.

Je voudrais mentionner une fois de plus, comme chaque année, un autre ratio, le ratio n° 10, les dépenses d'équipement brutes comparées aux recettes réelles de fonctionnement. C'est votre fameux effort d'investissement, dont vous soutenez, d'interview en interview, qu'il ne cesse d'augmenter.

Là aussi, lisons les chiffres : ce ratio était de 28,7 en 2007, de 23,2 en 2008, de 21,9 en 2009 et il est aujourd'hui à 18,18. Voilà votre effort d'investissement et voilà sa progression au cours des cinq exercices passés.

Vous avez des recettes qui n'ont cessé d'augmenter, grâce aux augmentations massives d'impôts et grâce à la très bonne tenue, en 2010, des recettes des droits de mutation : 928 millions.

Vous n'avez absolument pas, contrairement à tout ce que vous affirmez, investi à la même hauteur et ce ratio le dit de la manière la plus nette.

Vous avez un résultat cumulé en chute, il passe de 257 millions à 200 millions. C'est tout à fait préoccupant, puisque c'est une chute malgré, je le répète, la hausse massive des impôts et les surplus de recettes.

Je reviens d'un mot sur les recettes de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, sur laquelle, j'en ai déjà parlé à la dernière séance, vous avez perçu plus que vous n'étiez autorisé à le faire, selon les mécanismes légaux.

Les dépenses de personnel : 2 milliards d'euros, c'est une augmentation très importante. Puisque vous aimez, Monsieur GAUDILLÈRE, que l'on fasse la comparaison avec les autres villes françaises, je voudrais signaler que cette dépense représente une dépense par habitant de 804 euros à Paris, alors qu'elle n'est que de 603 à Lyon et de 626 à Marseille.

J'en viens enfin aux observations de la Chambre régionale des comptes, qui sont tout à fait intéressantes.

Que nous dit, pour l'essentiel, la Chambre régionale des comptes ?

"Votre effort d'investissement est en diminution". Voilà ! Cela confirme exactement ce que nous n'avons cessé d'affirmer, ce que vous n'avez jamais cessé de nier. Le débat est officiellement tranché par les magistrats de la Chambre régionale des comptes.

Il y a un autre point sur lequel l'analyse de la Chambre régionale des comptes me paraît fort intéressante, quand ils font une projection sur la période 2011-2013, en disant que la contraction probable de la capacité d'investir rendra nécessaire une véritable programmation financière. C'est dire à quel point cette programmation financière, aujourd'hui, est lacunaire.

Le dernier paragraphe du rapport de présentation de la Chambre régionale des comptes est tout à fait délectable pour nous, qui n'avons jamais cessé de demander la transparence d'un fameux plan d'investissement pluriannuel, P.I.P.P. dont nous n'avons, nous, élus de l'opposition, jamais vu la couleur.

Je lis simplement ce paragraphe : "En toute hypothèse, la qualité de la prévision devient une arme indispensable, c'est pourquoi les prévisions strictement annuelles gagneraient à être transformées en une véritable programmation pluriannuelle des investissements".

Tiens, tiens…

"Formalisée et communicable". C'est exactement ce que nous demandons.

Et surtout : "Accompagnée des moyens de son financement, en intégrant toutes les contraintes qui pèsent sur les coûts de fonctionnement et sur les dotations aux provisions et aux amortissements".

On ne saurait mieux dire que les magistrats de la Chambre régionale des comptes sur ce point. Vous n'avez jamais cessé, là-dessus, de fermer tout accès aux documents qui, semble-t-il, sont des documents internes, qui ne sont communiqués qu'aux élus de la Majorité, jamais à ceux de l'Opposition et jamais aux Parisiens.

Voilà un rappel fort bien formulé par la Chambre régionale des comptes, dont nous vous demandons de tenir un compte scrupuleux.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Madame BERTRAND, vous avez la parole.

Mme Geneviève BERTRAND. - Merci, Monsieur le Maire.

La présentation d'un rapport social aux côtés des comptes administratifs de la collectivité parisienne est une première qu'il convient de saluer.

Bien qu'il existât déjà un bilan social annuel, la démonstration financière annuelle prend, à partir de ce jour, de la chair et des os, puisque ne sont plus seulement présentées des données globales en termes d'effectifs et de masse salariale, mais bien plus clairement ce qui fait la vie professionnelle des personnes, agents de la Ville et du Département, qui font tourner la grande et prestigieuse mécanique municipale parisienne.

A côté d'une analyse détaillée des évolutions de personnel, ce sont les actions, c'est-à-dire les politiques de personnel, selon un vocable un peu ancien, la gestion des ressources humaines, pour faire plus moderne et managérial, qui sont exposées par le menu.

Qu'il s'agisse des recrutements, de la formation, des carrières, des conditions de travail, des problèmes de logement ou des rémunérations, ce rapport fournit aux élus de très abondantes données chiffrées et des perspectives qui permettent d'affiner la réflexion, les critiques et débats.

A titre d'exemple, je voudrais mettre en exergue un certain nombre de caractéristiques, mises à jour dans le rapport social, qui éclairent d'une lumière neuve certains clichés, tabous ou préjugés.

Tout d'abord, ce rapport social nous apprend que les effectifs de la Ville tournent autour de 50.000 agents, ce qui n'évoque pas un important renouvellement dû à la hausse importante des départs à la retraite (plus 13 %) et des départs en disponibilité.

La fonction publique parisienne apparaît, à la lecture de ce rapport, fortement féminisée (55,5 % des agents sont des femmes). Elle est composée à 87 % de fonctionnaires.

Quant à la moyenne d'âge des agents, qui est de plus de 44 ans, soit une augmentation de six mois en un an, nous constatons le vieillissement, peut-être regrettable, des effectifs, malgré la rotation accrue des agents déjà soulignée.

En ce qui concerne les travailleurs en situation de handicap travaillant pour la Ville, vous vous félicitez à juste titre que leur nombre atteigne 6,11 % au 31 décembre 2010, chiffre supérieur à la moyenne nationale. Il faut toutefois constater que 89,5 % d'entre eux appartiennent à la catégorie C (alors qu'ils ne sont que 69,4 % pour la Ville), contre seulement 10,5 % en catégories A et B. Il y a donc un retard certain quant à l'intégration des personnes en situation de handicap dans l'encadrement.

Concernant la formation interne, qui facilite la promotion et la mobilité des effectifs, vous vous félicitez du nombre de journées de formation continue enregistrées : + 4,5 % en 2010, mais le nombre d'agents formés n'est que de 0,14 %. C'est donc avant tout la durée de formation d'un agent qui augmente, plutôt que le nombre d'agents formés.

Quant aux conditions de travail, si les hauts fonctionnaires et cadres de la Ville trouvent à s'épanouir dans des tâches exaltantes, il n'en est pas de même pour toutes les catégories. Il faut absolument porter attention à la pénibilité et à la souffrance au travail que peuvent connaître les agents dédiés à des tâches polluantes ou fatigantes, voire exposés au danger.

Je pense aux éboueurs, aux égoutiers, aux dégraffiteurs, aux surveillants de lieux publics, mais aussi aux personnels de crèche, situation que mon groupe évoquera plus tard au cours de ce Conseil.

Sur la nécessaire transparence des rémunérations, et notamment des salaires les plus élevés, gonflés par l'octroi d'une prime départementale, nous prenons acte que cette prime a été ramenée à de plus justes proportions, à la suite des préconisations de la Mission d'information et d'évaluation et peut-être du rapport de la Chambre régionale des comptes.

Dans son rapport social 2010, la Ville se félicite que le rapport entre la rémunération brute moyenne des 10 % d'agents les mieux rémunérés et celle des 10 % d'agents les moins bien rémunérés demeure, en 2010, inférieur à 3, mais cette rémunération brute s'entend hors primes. Or, les primes impactent plus fortement les hauts salaires.

Il serait donc utile à la compréhension des élus et des citoyens de connaître le rapport entre les rémunérations réelles des agents concernés, primes comprises.

Nos concitoyens attendent toujours plus de transparence concernant l'usage de l'argent public et il faut concilier du mieux possible le respect de la vie privée et l'exigence de transparence.

Si le rapport social naît ou découle des travaux de la Mission d'information et d'évaluation sur les effectifs et la gestion des ressources humaines qui s'est déroulée dans le courant de l'année 2010, alors cette mission aura déjà servi à quelque chose ; c'était la première des 32 préconisations.

Avec cette bonne base de travail pour l'exercice de clarté entrepris, les travaux du comité de suivi de la M.I.E. sont de bon augure.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame.

M. Marinette BACHE a la parole.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

La crise liée à la spéculation boursière n'a, bien sûr, pas épargné notre Ville. Aussi, en avant-propos, je voudrais féliciter l'Exécutif municipal de ne pas avoir sombré dans le dogme de la politique d'austérité et d'avoir choisi de maintenir l'emploi municipal. C'est ce que démontre cette première présentation d'un rapport social.

La Ville a même fait mieux, puisqu'elle a également sorti de la précarité un grand nombre d'emplois, qu'elle a resserré l'éventail des rémunérations, qu'elle a augmenté des primes indiciaires et l'A.P.S. Mesurons les avancées sociales ainsi effectuées, en opposition totale avec la politique du Gouvernement !

L'action de la Ville n'a cessé de croître en raison, d'une part, des désengagements de l'Etat, d'autre part, de notre volonté de développer notre politique sociale et économique, sportive, environnementale, culturelle, etc.

Ainsi, nous demandons beaucoup à nos agents, je pense que l'ensemble de l'hémicycle s'associera à ma voix pour les en remercier.

Ces remerciements sont d'autant plus sincères que nous savons que nous devons et donc que nos personnels doivent participer activement à la décentralisation vers les mairies d'arrondissement.

C'est dans ce contexte que la qualité des services municipaux a réussi à augmenter, que ce soit en termes d'accueil ou en termes d'offres, mais une telle dynamique a ses limites et il me semble que la question des créations d'emplois dans des secteurs difficiles comme, par exemple, les parcs et jardins, se pose, de même que la présence de plus de personnel formé dans un secteur qui me tient à cœur de par ma délégation dans le 20e : l'accueil des usagers dans les arrondissements. Je m'interroge sur les 800 postes non pourvus quand beaucoup de services et de mairies d'arrondissement sont en flux tendus.

Comme je l'ai déjà dit, des efforts conséquents ont été faits sur la déprécarisation des emplois et la Ville continue en cette direction de manière volontariste.

Cependant, quelques situations restent à améliorer ; j'en citerai deux exemples.

D'abord, celui des gardiennes d'école qui oscillent entre contrat à taux horaire et période de chômage. Ensuite, les personnes s'occupant des points école. Si cela permet de resocialiser des personnes, et c'est bien, et également à certains retraités de compléter leur faible pension, et c'est bien aussi, leur rémunération reste très faible. Ne pourrait-on pas étudier une possibilité de les employer, pour ceux qui le souhaitent, à d'autres missions, comme, par exemple, et j'y reviens, la surveillance des parcs et jardins, afin, non seulement, de leur offrir une rémunération correcte, mais de les employer tout au long de la journée ?

Enfin, une interrogation sur les concours. Des cas nous sont rapportés de personnes réussissant un concours qui attendent parfois plus d'un an, pendant que d'autres perdent le bénéfice de ce même concours.

Autre point fort de ce rapport : l'égalité hommes/femmes. Si nous étions fort peu au départ à mener ce combat, tout le monde s'accorde désormais pour reconnaître que les premières victimes de la précarité et de la crise sont les femmes. En cas de crise, en effet, elles sont les premières en ligne et doivent, en plus, souvent faire face à l'augmentation des impératifs familiaux.

Dans notre Municipalité, les femmes représentent les trois quarts des emplois non titulaires hors vacataires et moins de la moitié des postes d'encadrement, alors qu'elles représentent à peu près 55,5 % du personnel de notre collectivité. L'attribution des aides sociales conforte cette analyse, puisque 68 % concernent des femmes.

La seule solution passe donc par leur promotion. Aussi, les élues républicaines et socialistes apparentées au groupe S.R.G.A. trouvent particulièrement encourageant le fort taux de promotion de femmes, de 49 à 64 % selon les grades.

Nous nous félicitons également d'un accès à l'ensemble des corps historiquement masculins. Ainsi, désormais, presque un ingénieur des services techniques sur trois est une femme, contre seulement un sur cinq en 2005.

Bien sûr, il reste à faire et nous ne doutons pas de la volonté déterminée du Maire de Paris et de Maïté ERRECART pour que la situation s'améliore progressivement mais significativement.

Je tiens également à saluer avec insistance l'excellence de notre politique pour l'accès à l'emploi des personnes porteuses de handicap. Notre Ville montre l'exemple par l'intégration à l'emploi de 6 % supérieure à la moyenne nationale par rapport à la fonction publique, et également par rapport à la fonction publique territoriale.

Une inquiétude sur le nombre important d'accidents de travail et de maladies professionnelles qui représentent une absence sur dix. Pourrait-on connaître les raisons, d'après vous, de l'importance de ce chiffre et les mesures prises afin de le faire baisser ?

L'amélioration des conditions de travail passe aussi par le fait de ne pas passer sa vie dans les transports, et en particulier dans les transports en commun. Aussi, nous sommes particulièrement sensibles à l'ensemble des mesures que prend la Ville concernant le logement de ses agents.

Dernier point, la formation ; c'est un instrument essentiel de l'égalité réelle d'accès aux différents grades et emplois, c'est faciliter la progression des moins qualifiés et favoriser le développement professionnel des agents. Nous tenons donc à saluer l'augmentation de 4,5 % des jours de formation en 2010, d'autant que cette augmentation concerne davantage les femmes et la catégorie C.

Je terminerai en remerciant Maïté ERRECART de sa disponibilité sur ce sujet et de la manière dont elle a répondu aux questions de la M.I.E. sur les ressources humaines.

A l'opposé de l'austérité imposée aux plus faibles, à l'opposé de l'amplification des inégalités dues à la politique gouvernementale, cela est significatif de l'attention portée à nos personnels comme de la volonté de conjuguer rigueur et justice sociale.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

M. Jacques BOUTAULT a la parole.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - La production d'un rapport social de la collectivité, sorte de bilan social amélioré, est l'une des préconisations de la M.I.E. sur les ressources humaines. Le groupe des élus écologistes et apparentés se réjouit de sa mise en œuvre rapide. Il permet de mieux associer les élus à la politique sociale de la Ville et du Département.

La lecture de ce rapport nous inspire un certain nombre de réflexions ; le temps nous manque pour les approfondir. Nous nous contenterons donc de faire une réserve importante, puis, sans être trop pontifiant, nous décernerons quelques bons points ; enfin, nous nous efforcerons de tracer à grands traits quelques pistes d'amélioration.

La principale de ces réserves concerne le dogme de la stabilité des effectifs. A y regarder de près, le maintien des effectifs est appliqué avec tant de zèle qu'il aboutit, en réalité, à une diminution du nombre de personnels en équivalent temps plein. Le nombre d'agents travaillant pour notre Ville et notre Département diminue, en effet, de 0,3 % entre 2009 et 2010.

Cela ne serait pas aussi problématique si notre collectivité ne continuait pas à ouvrir de nouveaux équipements et à créer de nouveaux services.

Bien entendu, nous devons continuer à investir pour améliorer la vie des Parisiens, cela ne doit pas être remis en cause. Mais le personnel ne doit pas être la variable d'ajustement de notre politique d'investissement continu. La stabilité des effectifs doit s'entendre à périmètre égal.

Ouvrir de nouveaux équipements et offrir de nouveaux services nécessitent le recrutement d'un personnel spécialisé et diplômé, pas de personnes qui se voient, parfois contre leur gré, changer d'affectation.

Le redéploiement atteint ses limites. Le personnel travaille dans des conditions de plus en plus difficiles. La tension est plus que palpable dans les crèches, dans les espaces verts, en mairie d'arrondissement où, par exemple, la création des Relais Informations Familles se fait sans personnel supplémentaire.

En mairie, seul, aujourd'hui, le recours aux emplois aidés pour la gestion du site internet, l'accueil des demandeurs de logement ou la permanence du secrétariat, par exemple, permet d'assurer la continuité du service public municipal.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le taux global d'absence ait à nouveau augmenté en 2010 pour atteindre 11,54 %. Cet indicateur montre bien qu'un certain ras-le-bol gagne progressivement le personnel.

Cette dégradation des conditions de travail se traduit aussi par la persistance d'un nombre toujours trop élevé d'accidents. Certes, avec 7 % d'accidents du travail en moins en 2010 par rapport à l'année précédente, nous faisons mieux. Mais leur nombre, d'ailleurs bizarrement pas indiqué dans le rapport, demeure bien trop élevé et les taux de fréquence et de gravité restent très largement supérieurs à ceux de 2008, de 8,6 % et de 35,3 %.

Un malaise du personnel que souligne aussi l'augmentation du taux de départs à la retraite en hausse de 13 % par rapport à l'année précédente, départs qui ne peuvent être exclusivement liés au changement de statut des mères de trois enfants. Un malaise que confirme, par ailleurs, les 14,3 % de mises en disponibilité, pointant aussi la volonté de changer de vie exprimée par un grand nombre d'agents.

Cette situation tendue n'est pas compensée par une politique salariale motivante qui permettrait, par exemple, à un nombre plus important d'agents de se loger à Paris. Or, plus de 30 % du personnel municipal habite au-delà de la petite couronne.

Le gel par l'Etat de l'indice du point de la fonction publique est la principale cause de cette politique de modération salariale, qui ne permet pas de compenser l'augmentation du prix de l'immobilier.

En compensation, l'effort de la Ville qui attribue 16,8 % de ses logements sociaux aux personnels de la collectivité doit être poursuivi et même amplifié en direction des personnels astreints à être présents sur leur lieu de travail tôt le matin, comme les personnels de propreté ou le personnel des crèches. Cette compensation ne doit toutefois pas se substituer à la poursuite de la politique de rattrapage des bas salaires. Celle-ci doit continuer en lien avec les partenaires sociaux. Et cela me permet une transition vers les bons points.

Principal bon point relevé par le rapport : la politique du handicap. La Ville a dépassé en 2010, pour la première fois, l'objectif d'employer au moins 6 % de travailleurs handicapés, atteignant 6,11 %. Ce taux est d'autant plus satisfaisant qu'en comparaison il n'est que de 4 % dans l'ensemble de la fonction publique française.

La Ville doit cependant désormais porter ses efforts vers les catégories A et B, afin d'aboutir à une répartition plus harmonieuse des agents en situation de handicap dans ces catégories où ils sont sous représentés.

Autre point positif relevé par le rapport : le nombre de jours de formation, qui a progressé en 2010 de 4,5 %. Le budget formation correspond à 2,9 % de la masse salariale de la Ville, et devra atteindre 3,5% en 2012. Néanmoins, on ne trouve aucun volet sur la formation au développement durable et la sensibilisation à l'environnement. Cela viendra…

En matière d'efforts à poursuivre, s'il fallait n'en choisir qu'un, faute de temps, je retiendrais la nécessité de ne pas relâcher l'effort en matière d'accès du personnel féminin aux postes à responsabilité. Les femmes restent moins présentes que les hommes dans les postes d'encadrement N-2 et ne représentent que 38 % des effectifs dans les postes de sous directions N-1. Si leur nombre augmente dans ces catégories, nous sommes encore loin de la parité.

Pour terminer, permettez-moi de remercier et de féliciter, pour la qualité de leur travail, le personnel de la Direction des Ressources humaines et, en particulier, les agents de la Mission analyse, prévisions et emplois.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Mme Hélène BIDARD a la parole.

Mme Hélène BIDARD. - Monsieur le Maire, chers collègues, Ian BROSSAT l'a rappelé tout à l'heure, ce compte administratif fait apparaître, je cite : "La maîtrise des dépenses de fonctionnement", et notamment de personnel. Les 2,2 % de hausse de cette dernière sont en grande partie dus à l'évolution du point d'indice et aux ajustements du salaire minimum. Autrement dit, des variables qui ne sont pas du ressort de la Ville.

Les plus orthodoxes s'en réjouiront donc. Le groupe Communiste et les élus du Parti de Gauche s'en inquiéteraient plutôt, car en effet le Gouvernement a décidé de geler l'évolution du point d'indice. Selon lui, les agents de la fonction publique doivent probablement avoir d'ores et déjà des revenus bien suffisants.

Ils gagnent certainement même un peu trop, puisqu'en gelant ce point d'indice, il diminue mécaniquement leur pouvoir d'achat vulnérable à l'inflation, à la spéculation immobilière, à la hausse des prix d'énergie et des produits de consommation courante. Les boucs émissaires de ce Gouvernement, les fonctionnaires, le seront jusqu'au bout. Moins nombreux pour plus de travail et de missions et avec désormais des revenus en baisse.

La Ville de Paris ne peut pas et doit pas suivre cet exemple. Si nous avons réussi à maîtriser nos dépenses de personnel en intégrant l'évolution du point d'indice l'année dernière, il faudra ces prochaines années améliorer les conditions de travail et d'emploi.

En tant que collectivité, en tant qu'employeur de plus de 50.000 travailleurs, Paris mène une véritable politique de l'emploi et doit assumer les choix financiers en rapport.

Aujourd'hui, un marché du travail sinistré et la politique inefficace menée par le Gouvernement conduisent à des résultats désastreux. A nous de montrer qu'il est possible de faire autrement. Car jugez en plutôt : l'embauche en dessous du salaire minimum se généralise avec le recours à des temps partiels et la mise en place du R.S.A.

Les femmes continuent à être discriminées, qu'il s'agisse de rémunération ou de responsabilité. Le droit du travail et les revendications salariales sont même ignorées et soumises à un odieux chantage. Saluons le jugement historique du tribunal de police d'Evry qui a condamné l'enseigne de grande distribution Carrefour à 3,66 millions d'euros d'amende pour non-respect du S.M.I.C. auprès d'environ 1.200 salariés en France.

Quelle honte pour les politiques salariales qui mènent à de telles oppressions sur les salaires ! Cette situation est inacceptable et Carrefour n'est qu'un exemple parmi d'autres.

La Ville de Paris doit faire partie de ces forces qui démontrent qu'un autre chemin est possible, plus juste, plus solidaire, respectueux des hommes et des femmes qui se dévouent au service des Parisiens. La Municipalité a ainsi mis en place un certain nombre de mesures qui vont dans ce sens, dont le rapport social de la Ville montre les résultats.

Mais il y a également des limites. Des efforts restent à fournir en effet. La bonne santé financière de la Ville de Paris est à ce titre une opportunité politique, dont nous devons faire une chance pour les agents de la collectivité.

Ainsi, j'aimerais faire deux remarques : la première concernant l'égalité hommes/femmes. Si les femmes représentent 55,5 % des personnels et si leur part dans les emplois de direction n'a cessé de progresser depuis 2009, nous notons que la parité reste encore à conquérir. De même, à l'autre extrémité de la pyramide, 49 % des contractuels sont des temps incomplets, dont 75 % de femmes.

Malgré nos efforts, la tendance à l'inégalité de la société et à l'exclusion à l'œuvre en général sur le marché du travail se retrouve à Paris. Particulièrement évidente parmi les salariés les plus défavorisés et les plus précaires. C'est un signe. Sachons l'entendre et travailler drastiquement à résoudre cette discrimination.

Ensuite, en ce qui concerne les conditions de travail, nous partageons bien évidemment l'objectif de la Municipalité de s'attaquer aux accidents et aux maladies professionnelles, à l'exemple des justes revendications des grutiers. Ce devrait être d'ailleurs un objectif commun pour tous les élus parisiens, quelle que soit leur tendance politique. Et je ne peux que déplorer que la Droite s'attaque justement aux directions les plus touchées par les accidents, la pénibilité et les maladies, au titre d'un soi-disant absentéisme.

Cela relève d'un obscurantisme idéologique libéral du travailleur jetable et corvéable, car oui l'absentéisme est un phénomène préoccupant, comme le relève le rapport social. Mais ne prenons pas les choses à l'envers. C'est la pénibilité, les flux tendus qui sont à l'origine de l'absentéisme, l'explication.

A ce titre, je trouve surprenant que le rapport social de la Ville additionne les absences dues aux accidents de travail, aux congés bonifiés, ceux liés à la parentalité ou encore à des mouvements de grève. Ce calcul est pour le moins déplacé et un véritable inventaire à la Prévert sans rapport avec la réalité sur le terrain.

Si notre collectivité connaît aujourd'hui des tensions sociales, qu'expriment les mouvements récents de personnel, nous en connaissons les raisons. C'est le travail à flux tendu, les bas salaires. Ne confondons pas une maîtrise des dépenses de personnel et la volonté de maîtrise à tout prix, sans prise en compte du contexte social et économique.

Aujourd'hui de nombreux emplois manquent à notre collectivité. Je pense à la petite enfance, aux médecins dans les centres de santé, aux spécialistes également dans les centres de santé.

La légère baisse des effectifs de 2010 doit être enrayée. C'est à ce seul prix que, d'une part, nous améliorons le quotidien des Parisiennes et des Parisiens par un service public plus efficace, et que nous améliorons d'autre part les conditions de travail de nos agents.

Pour conclure, je veux dire un mot de la précarité, car à force de vouloir baisser ce que l'on appelle à tort le coût du travail, comme le fait le Gouvernement, l'emploi ne protège plus de la misère. Nous le constatons même à Paris. En 2010, des assistantes sociales ont versé une aide financière à 1.400 agents et les urgences sociales ont mis 213 d'entre eux à l'abri. Ce qui représente presque 5 millions d'euros au titre d'allocation d'hébergement d'urgence ou d'hébergement à l'hôtel.

Je me félicite de cette politique sociale mise en place par Paris, mais heureusement c'est une leçon à double tranchant : elle peut nous apparaître également comme détestable.

Le travail n'est pas un coût, ce n'est pas seulement une ligne parmi d'autres dans un budget. Le travail, ce sont des personne et je souhaite que la Ville continue à opposer cette vision là des choses à un Gouvernement indifférent et négligeant.

Je vous remercie, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

La parole est à M. BERTHAULT.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, l'intention qui aboutit à la présentation de votre rapport environnemental est louable et participe aux efforts que doit entreprendre toute collectivité publique, au regard du caractère exemplaire qu'elle revêt dans ces choix et actions. Il est cependant regrettable, admettez-le, que ce rapport ne soit réalisé que plus de quatre ans après l'adoption du Plan climat de la Ville.

Vaste catalogue des actions entreprises par Paris en matière de développement durable, ce document présente une ville qui semble à mon groupe bien plus souvent rêvée que réalisée. Il convient en effet de relever certains points du rapport qui méritent que des éclaircissements soient apportés ou des vérités rétablies, et en cela, Monsieur le Maire, mon propos sera loin d'être exhaustif.

Je souhaite tout d'abord rappeler que l'ensemble des démarches entreprises par la Ville en matière de développement durable participe d'une logique globale initiée à l'échelle, voire européenne.

Car à la lecture du rapport soumis à notre examen, et notamment son avant-propos, force est de constater l'irrépressible inclination de la Municipalité à s'ériger en mère de toutes les vertus dans ce domaine. En l'espèce et pour ne citer qu'un exemple, l'objectif affiché de réduire de 75 % les émissions de gaz à effet de serre en 2050 par rapport à 2004, adopté dans le cadre du Plan Climat de la Ville, correspond à une contrainte inscrite dès juillet 2005 dans les objectif de la loi de programme fixant les objectifs de la politique énergique.

La Ville n'a donc fait qu'intégrer cet objectif dans le cadre de son Plan Climat, et je pourrais citer de nombreux exemples analogues dans ce rapport.

Ce rappel étant réalisé, j'en viens à relever certains points plus précis du document que vous nous présentez aujourd'hui, qui révèlent la perplexité de mon groupe sur le bilan dont vous vous félicitez.

Ainsi doit-on se féliciter d'avoir réalisé, je cite le rapport en page 4, "moins 2 % en 2010 depuis 2004, en ce qui concerne l'objectif de réduction de 25 % des émissions de gaz à effet de serre du territoire, voté dans le Plan Climat de 2007."

En effet, avec seulement 2 % de réduction en six ans, l'effort de 23 % à réaliser à l'horizon 2020 est de taille.

De même, le rapport annonce que "13 % de la consommation énergétique du territoire proviennent des énergies renouvelables en 2010, pour un objectif de 25 % en 2020."

Ce chiffre de 13 % est le même au niveau national. Le Gouvernement a fixé l'objectif au travers du Grenelle de produire 23 % d'énergie à partir de sources renouvelables en 2020. De 10 % en 2006, notre pays a atteint les 13 % fin 2010.

Si ce chiffre est intéressant, notre groupe ne peut néanmoins que déplorer que ce développement ne s'appuie pas plus sur l'énergie solaire. Alors que le Maire de Paris s'était engagé sur l'installation de 200.000 mètres carrés de panneaux dans son dernier programme de campagne, au 30 juin 2010, il n'en était recensé que moins de 20.500 mètres carrés (je prends le chiffre du Bleu climat dans le budget 2011). Notre groupe l'avait alors déjà déploré.

Si l'on cite le rapport environnemental, on peut lire au début de la page 8 que "l'on compte fin 2010 17.023 mètres carrés de panneaux solaires à Paris". Loin de progresser, Paris régresserait-elle véritablement ?

J'en viens à une autre volonté qu'avait exprimée le Maire dans son programme "Paris, un temps d'avance" : réduire de 15 % l'ensemble des émissions des gaz à effet de serre produites à Paris.

Loin de cet objectif, la Ville avouait elle-même en décembre 2010 que les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments municipaux étaient en croissance de 8 % par rapport à 2004.

Le développement du patrimoine municipal ne peut à lui seul justifier cet échec et les Parisiens ne pourront se contenter d'une telle justification, mettant en exergue le décalage total entre les bonnes intentions affichées et les résultats de votre action dans ce domaine.

Si l'on s'attache d'ailleurs plus en détail à la question des bâtiments, je rappellerais que, s'agissant des logements sociaux réhabilités "Plan Climat", notre groupe a souhaité à plusieurs reprises que la Ville nous fournisse une cartographie précise des lieux impactés (vœu à l'occasion de l'examen du budget 2011 en décembre 2010 et question écrite déposée au Conseil de Paris de février 2011).

Si un document a été présenté en 8e Commission lors du Conseil de mars dernier par les services de la D.L.H. sur ce sujet, aucune cartographie précise n'était jointe. Quand pouvons-nous l'espérer ?

S'agissant des rénovations thermiques engagées dans le secteur privé, l'efficacité du dispositif "Copropriétés : Objectif Climat" instauré par la Ville est véritablement à questionner au regard de son coût : 171.000 euros en 2010.

Le Bleu budgétaire climat du budget 2011 précise en effet que, sur les quelques 520 copropriétés rencontrées au 1er novembre 2010, seules 25 sont entrées dans une phase de préparation de vote ou de réalisation d'un projet de travaux.

Ce sujet est délicat et complexe, mais la pertinence des dispositifs mis en place devra être évaluée.

Je conclus mon intervention par une note d'actualité : alors que l'année 2010 avait été consacrée comme l'Année internationale de la biodiversité, la Ville de Paris n'aura pu présenter en Conseil avant 2011 les contributions recueillies dans le cadre du Livre Blanc de la biodiversité à Paris.

Toutefois, les mois passent et la présentation de ce document se fait toujours attendre. Il nous est désormais promis pour l'automne, nous nous lassons d'espérer.

2011 consacre pour sa part l'Année internationale de l'arbre. Les arbres sont pourtant souvent mis à mal par les projets d'aménagement qu'engage la Municipalité.

Nos élus l'ont souvent dénoncé, et je voudrais associer à ces propos ma collègue Claire de CLERMONT-TONNERRE, dont vous connaissez l'implication, notamment en Commission, sur tous ces sujets et la qualité de la connaissances des problématiques environnementales.

Je voudrais dans cette perspective souligner que nous serons vigilants sur le développement de la végétalisation du bâti afin que cette démarche ne soit pas considérée comme un pis-aller à cet égard.

Les perspectives apportées par cette pratique en matière de régulation thermique naturelle des bâtiments méritent d'être exploitées à leur juste valeur.

Notre groupe avait d'ailleurs déposé au budget 2011 un vœu demandant que la végétalisation du bâti et des espaces publics soit fortement incitée au travers d'une dotation portée à 6 millions d'euros, mais Paris doit préserver ses arbres et cette question est non négociable.

En outre, il convient de s'interroger sur la localisation des 43.600 mètres carrés de toiture végétalisée, mentionnés dans le rapport environnemental. A nouveau, le Conseil devrait bénéficier d'une cartographie des sites concernés.

Qu'en est-il, par ailleurs, de la végétalisation verticale ? Le Bleu climat au budget 2010 annonçait le compte rond de 100 murs réalisés depuis 2004, où en sommes-nous désormais ?

Un dernier point sur les dernières pages de ce rapport consacrées aux ressources en eau. Je ne peux pas m'en empêcher sinon Anne LE STRAT serait terriblement déçue.

Au-delà des objectifs de protection de la ressource, qui font l'objet d'une réflexion actuelle au Conseil d'administration d'Eau de Paris (nous aurons un débat sur le sujet jeudi prochain), l'enjeu majeur demeure la baisse régulière de la consommation d'eau potable à Paris.

Cette tendance, constatée depuis plusieurs années consécutives, peut apparaître comme une bonne nouvelle sur le plan environnemental. Elle implique pourtant une réflexion beaucoup plus poussée sur la nature de notre approvisionnement, sur notre politique d'investissement, sur la qualité des rejets en milieu naturel et, bien évidemment, sur l'avenir du réseau d'eau non potable dont il n'est fait aucune mention dans ce rapport.

Je pourrais bien évidemment aller beaucoup plus loin dans la démonstration autour de ce sujet de l'eau à Paris, mais l'objectif ici est surtout de ne pas occulter cet enjeu majeur, en raison des conséquences qui peuvent résulter de votre choix politique de passage en régie en 2010.

Monsieur le Maire, alors que le rapport environnemental que vous nous présentez aujourd'hui est réalisé pour la première fois par la Ville, il tarde à mon groupe d'en lire les futures éditions, afin d'effectuer une lecture comparative aujourd'hui bien difficile, vous en conviendrez.

Pour l'heure, les différentes observations que je viens de partager invitent mon groupe à beaucoup de prudence et de circonspection sur ce bilan, dont vous n'avez finalement que peu de raisons de vous féliciter trop hâtivement.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je ne dois pas me féliciter, mais c'était quand même moins que les avertissements.

Je n'ai pas eu de blâme, encore. Ce sera au moment du vote.

La parole est à Mme GASNIER.

Mme Fabienne GASNIER. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Vous avez décidé d'annexer un rapport environnemental au débat sur les comptes administratifs.

Les plus critiques y verront une énième démarche publicitaire sur l'exemplarité des efforts de la collectivité, quand les plus optimistes y trouveront l'occasion d'une discussion sincère autour d'une collecte de données, issues pour partie de l'outil "bilan carbone".

A cet égard, je me fie à l'édition 2009 de "bilan carbone" : 6,7 millions de tonnes équivalent carbone ont été émis à Paris avec, est-il indiqué, une réduction de 2 % par rapport à 2004.

L'évaluation donnée en 2004 est, elle, je le rappelle, de 6,55 millions. La réduction suit donc un calcul assez impénétrable, dont vous ne manquerez pas de fournir les explications.

En 25 pages, ce document commente donc des résultats obtenus au sein de l'administration et du territoire parisien, mais ces 25 pages cheminent vers une singulière conclusion, je la cite : "La baisse globale des émissions montre que les politiques menées depuis 2001, notamment en matière de réduction de la circulation automobile, commencent à produire leurs premiers effets."

Avouez que cette référence louangeuse à la réduction automobile est optimiste.

Nous avons avec vous, et ce n'est pas un scoop, une divergence profonde sur les effets de la politique que vous menez en matière de déplacement.

Pour éviter de suite une accusation sur le tramway, je rappelle que le groupe centriste "canal historique" en a voté le principe, les extensions comme le tracé sur les Maréchaux.

Dois-je aussi préciser que les transports en commun et les circulations douces ont notre faveur ?

En revanche, nous ne sommes pas adeptes de l'embouteillage organisé et ne prenons pas pour seul critère la baisse du nombre de véhicules automobiles.

Bien sûr, nous prenons tous acte de la diminution numérique des véhicules particuliers, amorcée d'ailleurs dans les années quatre-vingt-dix, mais la qualité de l'air, qui s'apprécie à l'échelle de l'Ile-de-France, reste, ainsi que le souligne Airparif, globalement insatisfaisante.

Les jours où se constatent les dépassements relatifs au seuil réglementaire de pollution sont en progression sur les stations de relèvement, en hausse certaine sur l'avenue des Champs-Élysées et en hausse acharnée, bien sûr, sur le boulevard périphérique.

Pourtant, c'est bien le périphérique qui est appelé à supporter une partie du report automobile, lié aux aménagements des berges.

Par ailleurs, un indicateur n'apparaît pas dans ce rapport, il concerne l'utilisation en forte hausse des deux-roues motorisés, dont on sait la contribution à la pollution de l'air. Ils participent davantage aux émissions régionales d'hydrocarbures que les poids lourds (6 % contre 2 %).

Leur développement est l'un des effets les plus manifestes de votre politique, il suffit de voir les colonnes de motos dans et aux abords de Paris, matin et soir, pour constater qu'il s'agit de motards obligés, de ceux qui, pour travailler, ont remisé leur voiture et ne disposent pas de transports collectifs.

J'ajoute que leur part dans la mortalité routière est elle aussi malheureusement très lourde.

La référence élogieuse à la réduction de la circulation automobile surprend également en ce qu'elle s'arroge une place qui n'est pas tout à fait la sienne en terme de tonnes équivalent carbone.

Je n'ai certes pas vocation à défendre le bilan des autres délégations, mais en se référant au tableau synthétique graphique, on voit par exemple une inflexion significative dans le bâti parisien : 8 % en moins déclarés par rapport au bilan carbone 2004.

Nul n'ignore que les immeubles constituent l'un des postes les plus émetteurs de CO^2 et des plus consommateurs en énergie, et s'il y a un domaine désormais où les règles, prescriptions et indicateurs ne manquent pas, c'est bien celui du bâtiment.

Cette inflation normative a appelé une fiscalité écologique et des aides financières ou techniques que le Gouvernement, notre Ville et la Région s'emploient à mettre en place. Sans elles, on serait loin de la coupe aux lèvres de diagnostics aux travaux de rénovation énergétique, par exemple.

On le constate d'ailleurs à la lecture des résultats d'étape des deux dispositifs expérimentaux que sont l'outil "copropriétés : objectif climat" et l'O.P.A.T.B. 13e ; ils sont encore modestes et nous amènent à adopter en cette même séance une nouvelle aide aux copropriétés de l'O.P.A.T.B. 13e. Naturellement, mon groupe la votera, sans souhaiter, comme d'autres, une réflexion globale pour évaluer et ajuster l'ensemble des cadres réglementaires et outils des différents échelons décisionnaires.

Je vais conclure, puisque mon temps s'épuise…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, il est épuisé !

Allez-y, concluez !

Mme Fabienne GASNIER. - Le rapport annonce un certain nombre de dispositifs qui constituent autant de rendez-vous pour le futur débat. Qu'il me soit juste permis de rappeler que 54 % des Parisiens sondés en mars dernier sont mécontents de la propreté à Paris. Cette note est aussi un élément environnemental dont on peut tenir compte.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Mme Frédérique PIGEON.

Mme Frédérique PIGEON. - Monsieur le Maire, je vous remercie.

La présentation dans ce débat du rapport environnemental 2010 met la lumière sur un dossier à très gros enjeu. En effet, il s'agit de l'effort de notre Ville dans les questions environnementales et énergétiques : accès à l'eau et à l'énergie, sauvegarde de la planète et de ses ressources, dérèglement climatique, urgence à réduire les gaz à effet de serre, à limiter le réchauffement climatique. C'est le sommet de Rio, bientôt, qui nous conduira, en décembre prochain, au sommet de Durban.

Or, les villes sont les premières concernées par ces questions. En effet, aujourd'hui, sont rejetées près de 500 millions de tonnes d'équivalent carbone par les 500 millions d'habitants des 50 plus grosses agglomérations mondiales et à l'horizon de 2030, la consommation d'énergie dans les villes représentera 73 % du total de la consommation mondiale.

Il se trouve que les villes, dans ce dossier, sont en première ligne, avec une stratégie internationale coordonnée, le pacte de Mexico, et sont parfois même en avance sur les Etats, et la Ville de Paris n'est certainement pas en reste dans cet effort.

En effet, petit rappel : 2001, la Ville de Paris engage une politique de réduction de la circulation automobile ; 2007 : notre Conseil adopte un Plan climat exigeant ; 2008, Paris devient membre du groupe des 40 grandes villes qui luttent contre le changement climatique ; 2010 : pacte de Mexico, Bertrand DELANOË se déplace en personne pour signer et parapher cet accord aux côtés de 137 autres maires de 43 pays pour s'engager d'une manière extrêmement claire et coordonnée dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Ainsi, aujourd'hui, nous sommes à un stade significatif de l'avancement de ce dossier. En effet, nous sommes engagés avec un rapport d'émission et un plan d'action, des stratégies et des dispositions locales, une coproduction avec la société civile et une coopération avec les villes dans cette lutte. Et nous souhaitons entraîner de nombreux acteurs, citoyens, aménageurs, architectes, promoteurs, constructeurs, bailleurs, partenaires institutionnels, économiques et associatifs.

Concrètement, voici trois clefs de lecture, me semble-t-il, du rapport environnemental 2010.

La Ville de Paris ancre les pratiques de sobriété et d'atténuation des impacts ; c'est la baisse de la consommation en énergie et en eau dans les bâtiments et logements publics ou privés, en emballage, c'est la baisse des émissions, c'est l'amélioration de la gestion locale des déchets avec le triptyque prévention-tri-réutilisation, c'est l'entretien durable des équipements, des espaces verts, les éco-gestes, ce sont des marchés plus responsables, énergies-renouvelables, direction des achats, clauses, c'est la protection des populations face au dérèglement climatique (canicule, inondations, ouragans).

Deuxième trait de ce rapport 2010 : nous considérons la nature comme un but et comme un moyen à Paris. En effet, il s'agit de ramener progressivement la nature dans la ville, avec la création de dizaines d'hectares d'espaces verts, de jardins partagés, de toits végétalisés, etc. Il s'agit de la restauration de kilomètres de canaux et de la qualité de l'eau. Il s'agit de la restauration de trames bleues et de trames vertes à Paris, de la continuité écologique et donc de la restauration de la biodiversité, à telle enseigne que nous avons pu atteindre la restauration de 2.000 espèces animales et de 30 espèces de poissons aujourd'hui dans la Seine au lieu de trois il n'y a pas si longtemps.

Il s'agit aussi d'exploiter les ressources qu'offre la nature en termes d'impact positif, bien sûr, sur les gaz à effet de serre, sur la santé, mais également sur la qualité de vie, c'est essentiel dans une ville aussi dense que Paris, et, accessoirement, sur l'emploi. Dans le domaine des éco-techno-activités, la Ville concourt à l'échelle de la Région Ile-de-France à la création de plus de 112.000 emplois, d'un chiffre d'affaires de 17 millions d'euros, etc.

Troisième grand trait, et j'en finirai là, le rapport 2010 montre que la qualité environnementale est conçue pour tous les habitants, quel que soit leur niveau de vie. J'en veux pour preuve le dispositif "Nature +", diffusé dans tous les quartiers politique de la ville, dans tous les quartiers populaires, les opérations programmées d'habitat thermique des bâtiments telle que celle lancée courageusement par le 13e arrondissement, les panneaux photovoltaïques qui sont présents d'une manière très large dans le 11e arrondissement, dans le 14e et, bien sûr, dans le 18e, le programme de lutte contre la précarité énergétique expérimenté dans le 19e et qui sera étendu en 2011.

Voici donc, au service de ce dossier urgent et complexe, de la transversalité, des budgets, des stratégies et des actions concrètes, des dynamiques vertueuses.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Mme GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Le rapport environnemental 2010 marque une étape importante dans l'action environnementale déjà accomplie par Paris. Il permet de mesurer concrètement, grâce à des indicateurs quantitatifs, l'avancée et l'efficacité des politiques de notre collectivité.

Il dresse un premier bilan encourageant des actions déjà entreprises et cible une dynamique environnementale positive à l'horizon 2020.

C'est la première fois que nous disposons d'un document qui fait état de notre politique environnementale dans les domaines du logement, des équipements publics, des transports, des espaces verts, des marchés publics et de l'innovation économique.

Je tiens à remercier Denis BAUPIN d'avoir piloté ce rapport et l'Agence d'écologie urbaine pour avoir su produire ce document d'évaluation à la fois très précis et très clair.

Nous souhaitons que ce travail qui rend visibles les efforts des différentes administrations de la Ville et leur capacité à poursuivre des objectifs communs soit reproduit et enrichi chaque année avec de nouveaux indicateurs.

Par exemple, le Plan Biodiversité qui sera présenté au Conseil de Paris cet automne va permettre de disposer d'une connaissance approfondie et systématique de la nature à Paris et d'affirmer la protection du vivant comme une composante des politiques municipales.

De ces savoirs et de ces actions seront issus de nouveaux indicateurs.

Le rapport environnemental rend lisible la spécificité des services écologiques qui peuvent être évalués comme mise à disposition et production de biens communs et valorisés comme tels.

Par exemple, les toitures végétalisées, 43.000 mètres carrés depuis 2005, lorsqu'elles sont bien conçues, rendent des services écologiques en termes de régulation des îlots de chaleur, de filtrage et de drainage des eaux, de biodiversité et d'agrément esthétique.

Malheureusement, la reconnaissance de leur efficacité environnementale se heurte à deux obstacles.

Le premier est l'absence de normes d'évaluation scientifiques et techniques qui permettraient de produire des indicateurs écologiques pertinents et des cahiers des charges optimaux.

Le deuxième tient au fait que le service écologique n'étant pas financièrement évalué et valorisé et n'appartenant à aucune catégorie comptable, la toiture végétalisée n'est envisagée que sous la forme d'un surcoût.

Des études scientifiques qui mesurent l'impact de la végétalisation des toitures sur le climat sont en cours ; il faudrait rapidement évaluer et prévoir les objectifs chiffrés à l'horizon 2020 si nous voulons minimiser l'impact du dérèglement climatique sur notre ville.

Un autre aspect absent de ce rapport mérite absolument d'être évalué, quantifié et de faire l'objet de mesures et de projets pilotés par la Municipalité : celui des risques environnementaux, qu'ils soient industriels ou naturels.

Nous savons désormais que le risque contingent attaché à l'industrie nucléaire se situe dans une fréquence statistique tellement élevée que la probabilité d'un accident grave en France ne peut plus être ignorée.

Il ne s'agit pas, pour nous, élus d'une grande métropole, d'accorder arbitrairement un privilège à l'hypothèse de la catastrophe, mais d'accepter l'exercice rationnel de notre responsabilité politique.

Devant l'incapacité de l'Etat à arbitrer en faveur de l'intérêt commun à long terme dans ce domaine, nous nous devons d'évaluer le risque nucléaire à Paris et en Ile-de-France, nous nous devons d'envisager les mesures utiles à la protection des populations.

Nous avons, vis-à-vis des habitants, le devoir de construire un plan susceptible de compenser en partie les carences prospectives de l'Etat et du Gouvernement en matière de risque nucléaire.

Au-delà de la visibilité et de la quantification des politiques environnementales locales, ce rapport à mes yeux ouvre sur la question de la stratégie de développement métropolitain à moyen et à long termes.

Je partage avec beaucoup le sentiment que la France est en train de manquer la mutation écologique de son industrie et de ses services. La divergence désormais radicale des orientations énergétiques respectives de l'Allemagne et de la France illustre bien que nous sommes à l'heure du choix.

Ce sont les collectivités territoriales qui doivent aujourd'hui faire l'effort pour ne pas rater le train de l'innovation écologique. De ce point de vue, l'initiative prise par la Région et les collectivités locales d'Ile-de-France de créer une société d'économie mixte pour promouvoir les énergies renouvelables et l'isolation thermique des bâtiments est un exemple qu'il faudrait reproduire dans d'autres domaines de l'innovation économique.

L'interaction Ville-Région est plus inventive et réactive que la relation Ville-Etat. Elle est plus en capacité de mobiliser efficacement les ressources intellectuelles territoriales et économiques.

Une authentique décentralisation...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame GIBOUDEAUX, votre temps est épuisé…

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, rapporteure. - Je conclue.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Comme les ressources…

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, rapporteure. - … donnerait de véritables moyens et la capacité politique d'engager enfin une véritable économie de l'intelligence qui doit être une économie de la bonne intelligence avec les écosystèmes et la planète.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'était un très, très léger dépassement.

Monsieur GOUJON, vous avez la parole.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Vous ne serez pas étonné que mon intervention porte sur le compte administratif de la Préfecture de police, mais le discours s'adresse également bien sûr à vous.

Je voudrais dire d'abord quelques mots de la situation des investissements, et plus particulièrement des bâtiments de l'administration générale où la situation, il faut le reconnaître, s'est améliorée en 2010, s'agissant des autorisations de programmes dont le taux d'individualisation est passé quand même de 30 % en 2009 à près de 47 % en 2010. Et le taux de mandatement des crédits de paiement s'est aussi amélioré.

En revanche, en ce qui concerne les investissements immobiliers de la Brigade des sapeurs pompiers, la situation s'est modifiée, s'est dégradée sur le plan du taux d'individualisation des autorisations de programmes, puisqu'il est tombé à 32 %. Je suppose que vous pourrez nous donner, Monsieur le Préfet, les explications quant à cette diminution.

En ce qui concerne les achats d'autres équipements, les engagements comptables sur les autorisations de programmes disponibles se sont élevées à près de 70%, soit 68,85%, mais si ce taux a pu être atteint, c'est parce que lors de la DM2 en 2010, il a été procédé à la suppression de 3,3 millions d'AP. Quant au taux de mandatement des crédits de paiement, l'acquisition par la brigade de véhicules et d'engins lourds lui a permis de passer aussi de 34 à 60 %.

En matière de charges de personnel, pour la première fois, il faut le constater, il n'y a pas eu lors de la DM2 de transferts de plusieurs millions de l'article 921.12.11, qui supporte les dépenses concernant les A.S.P., vers les lignes de rémunération des personnels des articles 920.201 (administration générale) et 920.27 (police administrative).

En effet, en ce qui concerne les agents de surveillance de Paris, la réduction du nombre de vacances d'emplois amorcée en 2008 s'est poursuivie, et conformément d'ailleurs aux engagements pris par le Préfet de police devant cette Assemblée.

J'observe cependant que les crédits de personnel consommés, figurant au compte 64, ont été supérieurs de plus de 1,100 milliard d'euros par rapport à ceux inscrits au budget primitif de 2010, ce qui prouve bien, une fois de plus - je le dis chaque année - que la dotation budgétaire initiale était insuffisante.

N'ayant reçu aucun crédit supplémentaire de la part de la Ville de Paris, la Préfecture de police a payé les salaires des agents de surveillance de Paris, en procédant à des redéploiements de crédit au sein du chapitre 921.

Et le même phénomène s'est produit pour les agents payés sur l'article 920.27, c'est-à-dire la police administrative : les crédits de personnel consommés ont été supérieurs de 2,3 milliards d'euros à ceux inscrits au budget primitif de 2010, démontrant là aussi que la dotation budgétaire initiale, prévue par la Ville de Paris n'était pas suffisante.

Alors, traditionnellement, la Ville compte sur l'excédent de fonctionnement du compte administratif pour que les dépenses de personnel obligatoires sous dotées au budget primitif - cela devient un habitude - soient financées lors de la DM1, le complément se faisant lors de la DM2 par redéploiement de crédit.

Or, la section de fonctionnement du budget spécial a enregistré en 2010 un excédent cumulé absolument dérisoire de 500.000 euros, qui sera affecté intégralement à la section d'investissement. La Ville là doit nous expliquer comment elle va s'en sortir au mois prochain lors de la DM1.

Un dernier mot sur la situation des crédits destinés à payer les sociétés d'enlèvement de véhicules. Comme je l'ai fait remarquer de nombreuses fois - pour ne pas dire chaque année là encore, sans succès d'ailleurs -, les crédits en question, dont la charge incombe à la Ville, et qui sont positionnés à chaque budget primitif pour payer les sociétés d'enlèvement de véhicules, sont toujours insuffisants.

La Préfecture de police doit alors, face à l'attitude de la Ville, soit augmenter les recettes des fourrières, soit prendre des crédits sur ses moyens de fonctionnements courants afin de gérer la pénurie.

Et l'année 2010 illustre encore une fois cette situation récurrente, étant donné qu'au budget primitif de 2011 figure, comme en 2009 et comme en 2010, un montant de 13,6 milliards d'euros. Si les dépenses de 2010 se confirment - il n'y a pas de raison qu'elles ne se confirment pas -, il manquera cette année à la Préfecture de police, encore une fois, 1,2 milliard d'euros, qu'elle devra trouver ailleurs que dans des crédits supplémentaires en provenance de la Ville de Paris

La Ville - il faut le redire encore une fois - a un intérêt financier majeur à ce que l'activité d'enlèvement de véhicules soit très soutenue, et là je ne parle pas de politique de circulation mais de politique budgétaire, puisque, vous le savez, les recettes des fourrières abondent le budget spécial, et plus elles sont importables, moins la Ville versera de crédits au budget spécial de la Préfecture de police.

Là aussi, j'attends les prochaines DM1 et DM2 pour voir comment la Ville s'en sortira, car les recettes générées par l'activité des fourrières - malheureusement, si je peux dire, d'un point de vue budgétaire, mais heureusement pour les Parisiens finalement - enregistraient en 2010 une moins-value de 843.000 euros.

Il sera donc difficile de justifier une augmentation de ces recettes lors de la DM1 de 2011.

Monsieur le Maire, vous démontrez simplement une nouvelle fois, au travers du compte administratif du budget spécial, et là les chiffres sont les chiffres et les faits sont têtus, que vous n'accordez évidemment pas à la Préfecture de police les moyens dont elle a réellement besoin.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Heureusement que je lui accorde beaucoup plus de moyens que du temps où vous étiez adjoint à la sécurité.

La parole est à M. Julien BARGETON.

C'est totalement vrai.

Monsieur BARGETON.

Même la Préfecture de police le reconnaît.

Allez, Monsieur GOUJON, vous allez maintenant écouter avec beaucoup de sérénité Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON. **-** Monsieur le Maire, chers collègues.

Les comptes administratifs sont un moment de débat politique. Chaque année, c'est le cas, mais cette année encore plus car ils marquent un tournant : ce sera peut-être les derniers du genre et les budgets à venir ne seront plus comme cela. On ne va pas rejouer Beckett, "Oh les beaux jours !" que nous avions eus, mais je voudrais dire quelques mots sur le sujet.

En effet, la lecture de ses comptes devrait nous délivrer de toute inquiétude. Cependant, les menaces sont lourdes et paradoxalement, grâce à notre bonne gestion car elle aiguise aussi les appétits de ceux qui, eux, gèrent mal. Quel paradoxe ! C'est ce paradoxe que je voudrais développer.

Les comptes administratifs montrent la bonne gestion et le fait que la situation est bonne. D'abord car nous respectons les priorités et quoi de mieux que des comptes qui traduisent les ambitions fixées. L'effort de solidarité avec 1,4 milliard d'euros représente le quart du budget de fonctionnement. Les Parisiens qui souffrent en ont besoin.

A cet effort de solidarité s'ajoute une action déterminée en faveur de l'emploi. Pour la première fois, le taux de chômage est inférieur au taux national.

Nous agissons pour le logement social : l'objectif de 20 % de logements sociaux sera sans doute atteint avec une hausse de 16 % en 2010.

Cela participe de la dynamique d'investissement : avec 1,5 milliard euros, notre collectivité reste la première collectivité locale investisseuse de France, et de loin !

Je citerai 137 millions d'euros pour la poursuite du tramway entre les portes d'Ivry et de la Chapelle, mais aussi de belles réalisations d'aménagement de l'espace public. Je pense, par exemple, à la rue d'Avron et à la place de la Réunion dans le 20e.

Dans le domaine culturel qui m'est cher, nous avons de grandes réalisations parisiennes, telles que la Gaîté lyrique, mais je n'oublie pas l'effort en faveur de la lecture publique, avec l'ouverture de la médiatique Marguerite Duras et celle, par exemple, de la bibliothèque Louise Michel dans le 20e arrondissement. Ce sont des exemples qui montrent que l'investissement est là et bien là.

Ensuite, nous préservons nos marges de manœuvre pour l'avenir, grâce à la maîtrise des charges de fonctionnement conjuguées à l'utilisation responsable de nos marges fiscales. Et, en matière de dépenses, il ne faut pas comparer des villes qui sont seulement des villes avec Paris qui est à la fois une ville et un département. Quand on compare des taux de dépenses, il faut évidemment à Lyon, à Marseille, additionner les dépenses des conseils généraux. Ne soyez pas de mauvaise foi sur ces sujets.

Le rattrapage effectué sur la fiscalité directe locale, que nous avions annoncé, et qui avait été accepté par une majorité de Parisiens, a permis également d'y contribuer. L'épargne, ce n'est rien d'autre que ce qui nous donne la capacité d'investissement. Du fait des droits de mutation, la charge de la dette est toujours bien inférieure aux autres grandes collectivités françaises et à l'Etat, Monsieur POZZO di BORGO. C'est onze fois plus par habitant - mais là encore, pas trop de comparaison - mais enfin, c'est quand même onze fois plus de dettes !

Dans ce cadre, je crois que nous avons à prolonger notre programme d'investissement, et la possibilité d'initier de nouveaux projets n'est pas en cause, notamment pour l'effort de rattrapage en faveur des arrondissements de l'Est parisien.

Décidément, nous n'avons pas lu le même rapport de la C.R.C. que l'opposition, car la C.R.C. met en évidence la réactivité de la gestion parisienne dans un cadre dégradé, et le contexte de lente sortie de crise, qui a encore prévalu en 2010, a témoigné de l'effort que nous avons dû fournir.

Enfin, troisième élément de satisfaction : les réformes de gestion, la déconcentration des enveloppes d'investissement d'intérêts locaux, qui donnent plus de responsabilités, mais qui doivent tenir compte aussi des critères d'usage et de vétusté, participent effectivement à l'amélioration et à la modernisation de la gestion parisienne.

Mais je voudrais dire qu'il y a un paradoxe, car effectivement, si on s'en tient à la lecture de nos comptes, on voit cette belle gestion. Et pourtant, les inquiétudes sont vives, les inquiétudes sont là. Cela concerne bien sûr toutes les collectivités locales, et Paris ne fait pas exception.

La baisse de la D.G.F., pour la deuxième année consécutive, sur laquelle la Droite glisse d'ailleurs très rapidement, phénomène inédit - enfin, plus tellement inédit, puisque c'est maintenant la deuxième année - mais extrêmement grave, extrêmement préoccupant, dans le cadre des relations entre l'Etat et les collectivités locales. Il ne faut pas être discret sur ce point. C'est extrêmement grave.

Autre exemple : les désengagements de l'Etat, constatés, là aussi, par la Chambre régionale des comptes. Nous n'avons vraiment pas lu le même rapport. Et elle indique effectivement les transferts des compétences au Département de Paris, sans transfert équivalent en recettes. C'est écrit en toutes lettres dans ce rapport. Les exemples sont nombreux. Je ne vais pas développer, mais nous avons l'occasion souvent d'en parler.

Mais permettez-moi, Monsieur le Maire, d'affirmer que non seulement Paris n'est pas une exception, mais que nous sommes peut-être aussi une cible de choix pour un gouvernement aux abois. Allons-nous être victimes de notre bonne gestion ? Allons-nous être victimes de notre bonne gestion ? Le Gouvernement, fort dépourvu quand la bise fut venue, cherche comment se refaire et à réactiver sa pompe à finances fort défaillante. Bon, "l'arbre à finances", chez Ubu, quand même, c'est plus drôle. Il a regardé ; il a vu ; il a un peu tourné et il a décidé de fondre sur la ville.

Quelqu'un a dû se dire "banco !" ; peut-être quelqu'un a dû se dire "bingo !" ; car la péréquation, c'est une bonne chose ; c'est un objectif partagé. Mais ne nous y trompons pas : il s'agit moins de péréquation que de s'en prendre à Paris, car en 2011, cela commence. Et où est le plan Marshall pour les banlieues annoncé à corps et à cris ? Il a sombré, sans doute, avec la ministre précédente. Où est le recul des inégalités territoriales ? Elles explosent. Où est l'amélioration de la situation dans les quartiers en difficulté ? On le constate chaque jour : elles n'ont jamais été dans un tel état de déshérence.

C'est tout le contraire d'une péréquation. L'Etat se retire de la politique de la ville et vous avez écrit, Monsieur le Maire, sur ce sujet. Il s'agit de renflouer les caisses d'un Etat impécunieux. La loi T.E.P.A. de 2007, le péché originel, corrigé, détricoté au fur et à mesure (là, du coup, on est peut-être plus chez les "Shadoks" que chez Ubu. "Paf", le bouclier fiscal ; "bim", les intérêts d'emprunts ; "boum", les droits de succession), il n'en restera rien, mais elle a asséché les finances de l'Etat. La politique fiscale de votre gouvernement - enfin, du Gouvernement de la Droite - explique le tiers du déficit que nous constatons - et pas seulement la crise - mais le tiers, un peu plus, vient de la politique fiscale.

La preuve en est que la vraie réforme des finances locales se fait toujours attendre - et notamment de la taxe d'habitation que payent tous les ménages - lutter réellement contre les inégalités, faire vraiment la péréquation, nécessite de refondre les finances locales, et notamment cette taxe d'habitation. Au lieu de cela, les parlementaires de la majorité, les députés, les sénateurs - et j'ai cru comprendre, d'ailleurs, que sur les bancs de la droite, il y avait un certain nombre de talents, en tout cas, que les talents ne manquaient pas - participent à ce qui s'apparente à un hold-up pour Paris. Et vous assumerez cette contradiction. Dans cette enceinte, on donne des leçons ; dans d'autres, on vote des amendements, des critères qui sont défavorables aux Parisiens.

Ici, c'est toujours plus : vous ne gérez pas bien ; là-bas, c'est toujours moins : moins pour le logement social, moins pour les quartiers en difficulté, moins pour les personnes âgées. Elle est là, la réalité, et c'est les Parisiens qui sont le témoin de ce double langage.

Monsieur le Maire, vous avez su, nous avons su préserver l'avenir de la Capitale, car cela est conforme à l'intérêt général. Il faut voir loin. D'autres n'ont pas ce souci. Les marges de manœuvre maintenues grâce à une gestion sérieuse attirent les convoitises de ceux qui ont mis l'Etat en faillite. Vous pouvez compter sur la vigilance du groupe socialiste, radical et apparentés pour ne pas laisser les Parisiens se faire dérober.

Merci beaucoup.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup. Merci à tous les intervenants. Je vais maintenant donner la parole aux adjoints pour répondre, mais comme cette fois-ci, ils vont être trois à répondre, puisque nous avons enrichi notre présentation, bien entendu, chacun des trois va s'efforcer à la densité, pour passionner l'auditoire en permanence.

La parole est d'abord à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Je commence, puisque c'est sûrement moi qui ai le sujet, de très loin, le plus captivant, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, le compte administratif - vous le savez - n'a guère de portée pratique, parce que lorsque nous votons le budget, nous prenons des décisions importantes et tout à fait concrètes. Ce n'est pas le cas avec le compte administratif. En revanche, ce débat a un immense mérite, puisqu'il permet aux Parisiens, à travers leurs élus, de se faire rendre des comptes sur la manière dont leurs contributions ont été utilisées en 2010.

Et c'est la raison pour laquelle je veille personnellement à ce que la brochure du rapport financier que vous avez reçue soit extrêmement claire et pédagogique. Et ce débat est l'occasion pour moi de souligner, pour la troisième fois dans cette mandature, le respect de nos engagements en dépenses, en recettes et sur les grands équilibres budgétaires.

Les dépenses de fonctionnement d'abord : je ne citerai que deux exemples de continuité, qui me paraissent particulièrement symboliques de notre politique.

Premièrement : les dépenses sociales, puisque nous nous sommes engagés à soutenir les Parisiens les plus défavorisés, mais aussi bien d'autres, face à une crise sociale dont les effets ne fléchissent pas. L'effort de solidarité a progressé, en 2010, de presque 6 %, c'est-à-dire un pourcentage très supérieur à la progression de l'ensemble du budget, ce qui signifie bien qu'il s'agit d'une incontestable priorité, comme les années précédentes.

Deuxièmement : notre volonté de solidarité francilienne qui est importante…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Attendez une seconde : les adjoints prennent la peine de répondre à tout le monde, ce qui est leur devoir. Et tout d'un coup, cela n'intéresse absolument pas certains. D'ailleurs, je respecte, mais qu'ils aillent ne pas s'y intéresser plutôt dehors. C'est mieux ! Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Je disais que notre volonté de solidarité francilienne - qui, vous le savez, est extrêmement importante à nos yeux - s'est exprimée par une progression de presque 3 % de notre contribution au S.T.I.F., soit une dizaine de millions.

Quelques mots sur l'investissement : dans ce domaine, nos priorités sont évidemment dans la continuité des années précédentes, parce qu'on ne construit pas une politique d'investissement en la changeant tous les ans. On retrouve donc - ce qui est notre priorité cardinale depuis dix ans - le logement social, avec 330 millions d'euros, mais aussi, entre autres, les 145 millions du tramway, les 200 kilomètres de pistes cyclables et les 530 places de crèches.

Je résumerai mon jugement sur l'investissement en deux constatations sur son montant et sur son objet.

Sur le montant d'abord, l'opposition, débat budgétaire après débat budgétaire, tente d'accréditer l'idée que nous investissons peu et que notre investissement diminue.

Ce serait cocasse, mais je crois qu'il est bon de répondre précisément à cet argument. Je vais donc le faire le plus précisément possible.

Il vous suffira, Monsieur LAMOUR, il vous suffira, Monsieur LEGARET, d'ouvrir le rapport financier à la page 5 et de lire, à la ligne 34, le montant des dépenses d'investissement pour 2008, 2009 et 2010. La moyenne annuelle de ces dépenses d'investissement a été de 1,509 milliard - 1,509 milliard ! -, c'est-à-dire 25 % de plus que dans la mandature précédente et 110 % de plus que la mandature où vous étiez adjoint aux Finances, Monsieur LEGARET.

110 % de plus que ce que vous investissiez ! Je comprends effectivement que ces chiffres vous gênent et que vous fassiez tout ce que vous pouvez pour les faire oublier.

C'est pour le montant.

Sur la nature ou l'objet de ces dépenses, contrairement à ce que soutient souvent l'opposition, nos investissements ne sont en rien des investissements de prestige. Les exemples que j'ai cités, et qui sont cités abondamment dans la brochure, montrent que nous construisons ce dont les Parisiens ont besoin dans leur vie quotidienne et ce que nous leur avons promis.

Venons-en aux recettes.

En matière de recettes, nous avons enregistré deux éléments positifs :

- d'abord, des rentrées majorées au titre des décisions fiscales de la fin de 2009. Je voudrais souligner au passage, d'ailleurs, que l'augmentation des impôts directs a été très exactement de 8 %. Là aussi, vous pouvez reprendre : tableau page 4, première ligne. Pas 8,5, ni 8,4, ni 8,2 : 8,0 % ! Ce qui décrédibilise les chiffres exagérés et polémiques qu'avait dénoncés l'opposition.

- deuxièmement, les droits immobiliers ont heureusement augmenté, après les 300 millions d'euros perdus en 2008 et 2009, mais, hélas, sans retrouver tout à fait le niveau antérieur de 2007.

Toujours au titre des recettes, comment ne pas évoquer l'évolution des dotations de l'Etat ?

Là aussi, je vais être précis, puisque nos chiffres sont souvent contestés. Vous trouverez les dotations de l'Etat sur deux lignes du tableau de la page 4 : la ligne 12 et la page 15. N'importe qui, armé d'une simple calculette, pourra constater que les dotations de l'Etat ont reculé en 2010 de 19 millions d'euros.

Je saisis, d'ailleurs, l'occasion pour reparler du rapport de la C.R.C.

Monsieur le Maire, si vous le permettez, je répondrai en détail sur le rapport de la C.R.C. demain, puisqu'il est inscrit à l'ordre du jour demain, mais je ne peux tout de même pas m'empêcher de citer ce que la C.R.C. dit ou écrit des relations de la collectivité parisienne avec l'Etat. Je cite, et là aussi, je donne mes sources : page 27, 28 et 31 du rapport :

"- premièrement, diminution des dotations de l'Etat ;

- deuxièmement, transfert des compétences sans transferts équivalents de recettes ;

- troisièmement, restriction de l'autonomie locale en matière de fixation des taux."

Ce n'est pas l'adjoint aux Finances du Maire de Paris qui écrit cela, ce sont des magistrats financiers, que vous avez d'ailleurs abondamment cités tout à l'heure.

Au total, ces dotations reculent de 19 millions.

19 millions, mes chers collègues, c'est un point de fiscalité locale.

Un point de fiscalité locale !

Monsieur le Président LAMOUR, je trouve que votre silence assourdissant sur ce chiffre accablant relativise beaucoup, c'est le moins qu'on puisse dire, votre défense des contribuables parisiens.

J'en viens maintenant aux grands équilibres budgétaires.

Vous savez que notre Municipalité est très attachée à présenter un budget aux équilibres solides parce que nous savons que, sans ces équilibres, il n'est pas de politique durable, et notamment il n'est pas de politique de gauche durable. C'est pourquoi, en 2010 plus encore qu'auparavant, nous avons veillé à éviter tout dérapage des dépenses de fonctionnement : les charges à caractère général, représentant le coût des services n'ont progressé, comme l'a souligné le Président CAFFET, que de 1,5 %, c'est-à-dire à peine l'inflation ; la masse salariale, qui représente 1/3 de nos dépenses, n'a augmenté que de 2,2 % et en fonction de facteur dont aucun, je le souligne, ne dépend des décisions de la Municipalité ; enfin, l'ensemble des subventions est resté globalement identique à 2009, ce qui montre bien notre sérieux.

Cet effort considérable de prudence, joint aux évolutions de recettes dont je viens de parler, nous a permis de dégager une épargne importante affectée au financement de l'investissement.

Vous pouvez d'ailleurs vérifier une fois de plus - une fois de plus ! - que la croissance des droits immobiliers, quand il y en a une, n'est pas affectée aux dépenses de fonctionnement, ce qui serait effectivement dangereux, mais est consacrée à l'investissement.

M. le Président LAMOUR a une fois de plus expliqué, ou tenté d'expliquer, que ces recettes gonflaient notre trésorerie.

Excusez-moi de vous le répéter, Monsieur le Ministre, ce raisonnement n'a aucun sens ! La réglementation ne nous permettrait pas, à supposer que nous en ayons l'intention, de constituer la moindre cagnotte. Je le redis et je pourrais le démontrer en détail pendant des heures, mais ce serait peut-être un peu fastidieux : l'excédent de notre budget de fonctionnement est affecté uniquement, exclusivement à l'investissement. Et c'est justement parce que cet excédent du budget de fonctionnement a été important en 2010 que l'investissement a été autofinancé à 85 %, ce qui n'était pratiquement jamais arrivé dans l'histoire de la collectivité parisienne, et financé seulement à 15 % par l'emprunt.

Non seulement Paris reste l'une des villes les moins endettées de France, on l'a dit, 41 % contre 83 % en moyenne pour les autres, mais elle est aussi, personne ne l'a dit, mais je souhaite le souligner, l'une de celles qui empruntent le moins cher, le taux d'emprunt étant de 2,2 % pour notre stock d'emprunts à la fin de 2010.

Quelques mots de conclusion sur l'avenir.

Au-delà des résultats de 2010, il n'est pas inutile d'éclairer l'avenir proche. C'est ce qu'ont d'ailleurs essayé de faire un certain nombre d'orateurs, notamment le Président CAFFET et Julien BARGETON.

En matière budgétaire, il est fondamental de réfléchir au-delà de 12 ou 18 mois. Notre budget est un paquebot et, quand on conduit un paquebot, il est évidemment préférable d'anticiper.

Quand j'essaie d'anticiper, j'identifie trois tendances lourdes de notre budget :

- premièrement, une croissance très dynamique des dépenses sociales, c'est-à-dire de 1/4 de nos dépenses de fonctionnement ; la persistance de la crise et le devoir que nous avons de ne laisser aucun Parisien au bord du chemin s'inscrivent et s'inscriront chaque année davantage dans notre budget. C'est un fait et il faut donc le reconnaître.

- deuxièmement, le désengagement de l'Etat. Je l'ai chiffré pour ces dotations de fonctionnement mais on le rencontre tout autant dans l'investissement, notamment dans la baisse scandaleuse de sa contribution au logement social. En l'état actuel des choses, et sous réserve, bien entendu, de changements nationaux que nous souhaitons, ce désengagement pèsera de plus en plus lourd.

- troisièmement, enfin, les péréquations qu'à évoquées Jean-Pierre CAFFET tout à l'heure, dont la loi de finances 2011 a défini un premier socle que la loi de finances 2012 complètera. Nous y sommes tout à fait favorables sur le principe et mon seul propos est de souligner que leur impact, sans doute très important à court et à moyen termes, sur les finances parisiennes, doit être pris en compte.

Cette situation nous impose donc beaucoup de prudence.

Au passage, je ferai un commentaire sur ce que j'ai dit à la presse cette semaine : nous ne préparons pas, c'est exact, ce que l'on appelle un plan de rigueur. Je le maintiens et je m'étonne que M. LEGARET, qui équivoque sur cette expression, ne sache pas ce qu'elle signifie !

Un plan de rigueur, Monsieur LEGARET, en matière de gestion de finances publiques, c'est la baisse drastique des effectifs, c'est la diminution des subventions, c'est le gel ou le report d'un très grand nombre de projets d'investissement. Ce n'est pas à l'ordre du jour, je le confirme.

En revanche, la politique de prudence est plus que jamais à l'ordre du jour, parce que chacun des trois éléments que j'ai rappelés, et plus encore leur cumul, nous invite à poursuivre dans la politique à la fois ambitieuse, généreuse et très prudente dont ce compte 2010 administre une nouvelle preuve.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, je vous ai trouvé presque indulgent sur la spoliation des Parisiens par l'État, parce que si l'on y ajoute les centaines de millions d'euros que l'État prend aux Parisiens sur les dépenses sociales, cela atteint des sommes vertigineuses.

C'est pourquoi j'appréciais tant le propos de Julien BARGETON, je pense qu'effectivement Paris est ciblée. Ce qui n'a pas pu être obtenu dans les urnes cherche à être obtenu en affaiblissant, en démolissant la bonne gestion de cette ville, mais, bien entendu, nous résisterons.

La parole est maintenant à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je suis très heureuse du débat organisé autour de ce rapport social, qui est effectivement une première, car il valorise notre action en faveur des personnels, envers lesquels nous avons des responsabilités et obligations, à côté de nos obligations vis-à-vis des Parisiens.

Ce rapport montre nos grands choix : la solidarité, qui est l'une de nos valeurs fortes, en accueillant les travailleurs handicapés au-delà des obligations légales, en développant l'accès à une prévoyance santé, en permettant à des agents de la Ville d'accéder au logement social à Paris ou dans la première couronne, ou encore en accueillant en insertion des jeunes et des contrats aidés. Vous avez des chiffres très éloquents sur ce sujet.

Ce rapport montre également notre sens des responsabilités concernant l'avenir des agents et de la collectivité, avec la stabilité des emplois, anticipant les difficultés à venir et laissant des marges de manœuvre pour aujourd'hui et demain.

Il montre aussi ce sens de l'avenir, avec l'effort en matière de formation, car la formation, c'est l'emploi d'aujourd'hui, mais aussi de demain, selon une formule célèbre. C'est des possibilités de promotion pour ceux qui n'ont pas eu la chance de faire des études, voire de bien maîtriser notre langue.

Il montre enfin notre ambition de justice sociale, avec le traitement de l'égalité professionnelle, notre politique de rémunération qui privilégie les plus basses rémunérations à la Ville, bien que nous n'ayons pas à rougir de celles-ci, évidemment en valeur relative et en comparant avec des salaires équivalents, puisque nous avons un salaire moyen de la catégorie C de 1.722 euros.

J'en profite pour dire à Mme BERTRAND que la hiérarchie des salaires vous est évidemment donnée toutes primes comprises. Cela n'aurait pas de sens de dissocier la partie indiciaire de la partie primes.

Ce rapport confirme aussi notre souci constant de transparence, bien que nous ayons en interne depuis longtemps un bilan social que nous commentons, notamment avec les partenaires. C'est une étape supplémentaire de le commenter devant cette Assemblée, conformément au souhait de la mission d'information.

Monsieur LAMOUR, c'est dommage que vous sortiez, quand vous nous dites que ces données ne sont pas vérifiables, je trouve cela scandaleux. Au-delà de mettre notre parole en doute, c'est mettre en doute tout le travail de la D.R.H.

Je voudrais à cette occasion remercier et saluer ce travail extrêmement important de collation des données que fait la D.R.H.

C'est aussi mettre en doute la vigilance des partenaires sociaux qui regardent bien sûr avec attention toutes ces données.

De la même façon, je suis extrêmement peinée que M. LEGARET livre des chiffres à l'Assemblée sans aucun souci de périmètre, comme l'a relevé M. BARGETON. Quand on compare des chiffres, il faut comparer aussi des périmètres.

Ceci étant, j'ai bien entendu, notamment Marinette BACHE, Ian BROSSAT et Jacques BOUTAULT, émettre des souhaits pour les uns et les autres, sur ce que nous devons faire encore : plus d'emplois dans certains domaines, des emplois complétés pour ceux à temps partiel, moins d'accidents du travail (effectivement, nous en avons encore trop, bien que seuls les accidents de trajet continuent à progresser à l'heure actuelle), moins d'absences et pas d'accroissement de la pénibilité.

Sachez que, sur tous ces sujets, forts des valeurs et du sens des responsabilités qui nous animent, nous persévèrerons comme l'a dit M. le Maire.

Je souligne ainsi que, avec la Secrétaire générale, nous nous sommes donnés comme objectif de réduire de 10 % les absences compressibles sur deux ans, avec de véritables plans dans les directions.

Nous espérons cette année conclure avec les partenaires sociaux un accord sur la santé et les conditions de travail à la Ville, qui vont encore marquer un progrès pour les agents.

Nous visons aussi à renforcer la qualité du management, car vous avez été plusieurs à souligner qu'il était important que le climat social soit satisfaisant et que la motivation reste au rendez-vous.

Par ailleurs, des groupes de travail se réunissent pour examiner toutes nos possibilités de compléter les temps partiels. Là, il y a certes les points d'école, mais aussi les caisses des écoles sur lesquelles nous réfléchissons.

Voilà ce que je crois bon de souligner, étant entendu que je vous remercie les uns et les autres de vos hommages appuyés aux personnels, que je ne manquerais pas de relayer dès cette semaine en comité technique paritaire central.

Merci aussi pour la D.R.H. qui ne ménage pas sa peine.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci. Vous êtes un exemple, y compris pour dire beaucoup de choses essentielles en peu de temps.

La parole est à M. Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Il y a un message implicite, j'ai l'impression.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Taquinerie amicale, mais toi aussi tu es très bon pour cela.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au nom de la 4e Commission. - J'aimerais d'abord remercier l'ensemble des intervenants qui sont intervenus sur ce bilan environnemental et me réjouir de cette innovation qui, aujourd'hui, permet à la Ville de Paris, lorsque nous présentons notre compte administratif, non seulement d'expliquer comment on a dépensé l'argent, ce qui est très important, mais aussi de montrer qu'un certain nombre de choses que nous faisons ont des impacts en matière environnementale, et des impacts positifs. C'est pour cela qu'on le fait, ce ne sont pas simplement des dépenses.

Ce rapport a pris deux angles, qui compliquent sans doute l'exercice, mais qui témoignent d'une volonté d'être le plus efficace possible. D'une part, il vise l'ensemble du territoire parisien, pas simplement les équipements municipaux et l'action directe de la Municipalité, mais également les impacts sur l'ensemble du territoire des politiques que nous menons. D'autre part, il intègre des indicateurs objectifs, qui essaient de mesurer l'état de la situation, avec l'ensemble de ses impacts, positifs et négatifs.

Notre propos n'est pas de dire aujourd'hui que tout va bien sur Paris en matière d'environnement. Il existe des pollutions et des consommations énergétiques. L'objectif est bien de montrer l'évolution et comment la politique municipale permet d'améliorer cette situation, mais sans préjuger du fait que tout serait déjà résolu.

Nous avons pour cela pris un certain nombre d'indicateurs. Je remercie les intervenants qui ont proposé qu'on en ajoute d'autres, notamment M. BERTHAULT, sur la biodiversité, sur le fait qu'il puisse y avoir une cartographie, je pense que c'est une bonne idée, ainsi que les propositions de Mme GIBOUDEAUX sur la prise en compte des risques et la vulnérabilité de la Ville. La vulnérabilité est un élément que nous devons toujours avoir en tête, quand on prend en compte les enjeux écologiques au sens large, notamment les impacts que la question énergétique pourraient avoir sur les prix (impacts sociaux, impacts économiques, impacts en matière d'alimentation de la Ville, etc.). Ces vulnérabilités, nous devons les avoir en tête et mettre en place des indicateurs qui nous permettent d'évaluer ces éléments serait extrêmement utile.

En réponse aux intervenants, je voudrais dire, par rapport à l'intervention de M. BERTHAULT qui s'étonnait qu'entre 2004 et 2009, les émissions de gaz à effet de serre du territoire n'aient baissé que de 2 %, disant que cela augurait mal pour la mise en œuvre du Plan Climat, que le bilan carbone de la Ville sur l'année 2009 comparée à 2004 fera prochainement l'objet d'une présentation. Je veux juste dire et rappeler à l'ensemble des membres de cette Assemblée que ce bilan carbone juge l'évolution sur cinq ans, entre 2004 et 2009, mais le Plan Climat n'a été adopté qu'à la fin de l'année 2007.

Sur ces cinq années, nous n'avons que deux années de Plan Climat. Que cette baisse soit déjà de 2 % est un signal plus positif que ce que nous aurions pu penser.

C'est une évolution qui s'enclenche. Je vais répondre sur un certain nombre d'éléments, Monsieur BERTHAULT, qui ne vont pas forcément vous rassurer.

Je voudrais indiquer que l'action de la Ville, en ce qui concerne les transports, en ce qui concerne le bâti (aussi bien les écoles, les logements sociaux ou les logements privés), la question énergétique, l'éclairage public, la biodiversité, les déchets, l'eau, tous ces éléments, toutes ces politiques permettent d'aller vers une amélioration de la situation environnementale.

Je n'en dirais pas autant des politiques de l'État qui viennent contrevenir pour une bonne part ce que mettons en place.

Vous avez évoqué, Madame GASNIER, la question de la pollution de l'air et de la circulation automobile. Oui, la politique municipale menée depuis 10 ans a permis de réduire de 25 % la circulation automobile, mais elle n'a pas permis de faire évoluer le parc automobile ; le parc automobile, ce n'est pas une décision qui incombe à la Municipalité.

Si, aujourd'hui, la France va être condamnée par la Cour européenne de justice pour la pollution aux particules fines, c'est parce que les politiques nationales n'ont pas permis de réduire la part des véhicules diesel. La pollution aux particules fines, ce n'est évidemment pas une question purement parisienne. Beaucoup d'agglomérations, aujourd'hui, sont concernées par cette surpollution aux particules fines, qui n'est pas qu'une vue de l'esprit, puisque toutes les études médicales montrent que c'est une pollution particulièrement nocive pour la santé, avec des niveaux de mortalité et de surmortalité pour la population, notamment les personnes âgées, les jeunes enfants, les insuffisants respiratoires, qui sont importants.

De la même façon, sur la question du solaire, excusez-moi, Monsieur BERTHAULT, mais, franchement, venir dire, quand on soutient le Gouvernement actuel qui a modifié les réglementations tous les trois mois en matière de solaire pour modifier les tarifs d'achat, en cassant systématiquement par là même les capacités à développer une politique de développement du photovoltaïque sur le territoire national, que la politique municipale serait insuffisante, c'est largement se moquer du monde.

Nous ne souhaitons qu'une chose : qu'enfin nous ayons un cadre stable et favorable au développement des énergies renouvelables qui permette à la Ville de Paris de développer ses projets sans devoir les remettre en question dans leur équilibre économique tous les trois mois en fonction des décisions du Gouvernement.

Enfin, sur la rénovation thermique des logements et notamment dans le privé, il est vrai que le dispositif "copropriétés : objectif climat" et que l'O.P.A.T.B. sur le 13e arrondissement sont des dispositifs qui démarrent et qui, aujourd'hui, sont encore insuffisants en termes de résultats. Nous en acceptons évidemment la remarque. C'est logique, mais je me permets quand même de signaler que le Grenelle de l'Environnement, qui devait permettre d'aider à la rénovation thermique des logements, a certes débouché sur la mise en place l'éco-PTZ. Mais celui-ci n'est quasiment pas valable sur le territoire parisien, parce que c'est surtout valable pour des pavillons, ce que nous n'avons pas sur notre territoire.

Nous essayons d'inventer des nouveaux dispositifs, des dispositifs innovants. Avec la Région Ile-de-France notamment, la S.E.M. qui se mettra en place sera un outil indispensable.

Dernier mot, Monsieur le Maire, pour dire, comme cela a été rappelé notamment par Mme PIGEON, que les collectivités locales, aujourd'hui, sont à la pointe de la volonté de lutter contre le dérèglement climatique et contre les problèmes environnementaux. Plus que les Etats. C'est pour cela qu'il y a le Pacte de Mexico que vous avez signé, c'est pour cela qu'il y a la Convention des maires qui a été aujourd'hui signée par plus de 2.700 villes en Europe, villes qui s'engagent sur la lutte contre le dérèglement climatique. Plus on ira vers des compétences supplémentaires pour les collectivités pour agir, plus on sera en mesure d'avoir des résultats plus importants.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup aux trois adjoints.

Conformément à la loi que je vous rappelais ce matin et au vote que vous avez mis, je donne maintenant la présidence à Gisèle STIEVENARD.

(Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

(M. le Maire de Paris quitte l'hémicycle).

2011, DF 30 - Compte administratif d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous allons donc procéder aux opérations de vote.

Je vous demanderai un peu d'attention.

Je mets aux voix, à main levée, tout d'abord le projet de délibération DF 30 relatif au compte administratif d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DF 30).

2011, DF 34 - Compte de gestion d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 34 relatif au compte de gestion d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DF 34).

2011, DF 31 - Compte administratif des états spéciaux des arrondissements de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 31 relatif au compte administratif des états spéciaux des arrondissements de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DF 31).

2011, DF 32 - Compte de gestion des états spéciaux des arrondissements de la Ville de Paris de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 32 relatif au compte de gestion des états spéciaux des arrondissements de la Ville de Paris de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DF 32).

2011, DILT 16 - DF 7 - Compte administratif du budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DILT 16 - DF 7 relatif au compte administratif du budget annexe du Service technique des Transports Automobiles municipaux de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DILT 16 - DF 7).

2011, DILT 26 - DF 8 - Compte de gestion du budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DILT 26 - DF 8 relatif au compte de gestion du budget annexe du Service technique des Transports Automobiles municipaux de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DILT 26 - DF 8).

2011, DPE 18 - DF 3 - Compte administratif du budget annexe de l'assainissement de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 18 - DF 3 relatif au compte administratif du budget annexe de l'assainissement de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DPE 18 - DF 3).

2011, DPE 19 - DF 5 - Compte de gestion du budget annexe de l'assainissement de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 19 - DF 5 relatif au compte de gestion du budget annexe de l'assainissement de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DPE 19 - DF 5).

2011, DPE 20 - DF 4 - Compte administratif du budget annexe de l'eau de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 20 - DF 4 relatif au compte administratif du budget annexe de l'eau de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DPE 20 - DF 4).

2011, DPE 21 - DF 6 - Compte de gestion du budget annexe de l'eau de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 21 - DF 6 relatif au compte de gestion du budget annexe de l'eau de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DPE 21 - DF 6).

2011, DEVE 60 - DF 9 - Compte administratif du budget annexe du fossoyage de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 60 - DF 9 relatif au compte administratif du budget annexe du fossoyage de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DEVE 60 - DF 9).

2011, DEVE 61 - DF 10 - Compte de gestion du budget annexe du fossoyage de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 61 - DF 10 relatif au compte de gestion du budget annexe du fossoyage de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DEVE 61 - DF 10).

2011, PP 26 - Compte administratif du budget spécial de la préfecture de police de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 26 relatif au compte administratif du budget spécial de la Préfecture de police de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, PP 26).

2011, PP 25 - Compte de gestion du budget spécial de la Préfecture de police de 2010.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 25 relatif au compte de gestion du budget spécial de la Préfecture de police de 2010.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, PP 25).

Il n'y a pas de vote sur le rapport social, non plus que sur le rapport environnemental, donc nous passons maintenant au Conseil général…

Je vous en prie ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Le vote est terminé, mais j'avais interrogé le Préfet de police sur le compte administratif de la Préfecture de police et je constate qu'il n'y a pas eu d'intervention du Préfet de police. Il y a peut-être eu un petit problème à la tribune…

J'aurais aimé avoir la réponse du Préfet de police à mes interrogations. Je n'en ai pas eu de la mairie non plus d'ailleurs.

Que je n'aie pas eu de réponse de la mairie et de M. GAUDILLÈRE, j'ai l'habitude, mais du Préfet de police, j'aurais aimé, puisque je l'ai interrogé sur le budget spécial de la Préfecture de police, avoir une réponse.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Monsieur GOUJON, je pense qu'il aurait fallu nous interpeller plus rapidement, pour que ceci soit pris en compte, j'en suis désolée, mais on ne va pas rétropédaler.

Par ailleurs, on a beaucoup d'occasions d'entendre l'expression du Représentant du Préfet de police…

… Ecoutez, j'en suis désolée, là, nous sommes dans les opérations de vote ; si vous le voulez bien, par courtoisie, on va poursuivre.

Nous passons au Conseil général.

On est en pleine opération de vote. Si vous voulez, on peut reprendre votre interpellation ensuite, si vous en êtes d'accord.

Si M. le Représentant du Préfet de police souhaitait prendre la parole, il aurait du l'indiquer. Habituellement nous lui donnons la parole chaque fois que ceci est prévu. Par conséquent, il y a eu un loupé, puisqu'on ne nous a pas signalé son souhait de parole. Pour autant, s'il souhaite s'exprimer, il aura le droit de s'exprimer.

Comme nous venons de passer en Conseil général pour la suite des opérations de vote, si vous le voulez bien, à cinq minutes près, je propose que nous y procédions.

Je vous en prie, Madame DOUVIN. Ma proposition paraît très raisonnable.

Mme Laurence DOUVIN. - Je voudrais que nous ayons une suspension de séance, Madame, si vous ne donnez pas maintenant la parole au Préfet de police qui, je suis sûre, nous fera une réponse rapide et circonstanciée. Nous reprendrions les opérations de vote après.

Si vous n'acceptez pas, nous demandons une suspension de séance.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Très clairement, M. le Représentant du Préfet de police aura la parole. Il nous reste simplement trois projets de délibération sur lesquels nous devons nous prononcer.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à dix heures cinquante-cinq minutes, est reprise à onze heures, sous la présidence de Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Selon le souhait qui a été exprimé ici, je donne maintenant la parole à M. le Représentant du Préfet de police. C'est ce que je vous ai expliqué il y a un instant, mais il y a un déficit d'écoute.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Madame la Maire.

Monsieur le Conseiller, le projet de compte administratif pour 2010 se découpe, comme d'habitude, en deux éléments : le fonctionnement et l'investissement.

S'agissant du fonctionnement, la gestion 2010 se caractérise par un très léger excédent pour la deuxième année consécutive, ce qui montre des efforts de gestion et une certaine tension en budgétaire qui s'explique par plusieurs éléments.

D'abord une progression très mesurée...

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Attendez !

Je souhaiterais au moins que ceux qui ont demandé expressément que M. le Représentant du Préfet de police s'exprime de bien vouloir l'entendre et l'écouter !

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - … depuis plusieurs années, donc, la Préfecture de police se caractérise par une modération budgétaire très forte puisque son budget n'a augmenté que de 1 % en part Ville. Et encore, lorsque l'on intègre les éléments de la décision modificative et l'absence de report - car chaque année, autrefois, on avait des reports -, le budget a, en fait, été réduit de 0,48 % en 2010.

Le niveau de consommation des crédits est très, très élevé, puisqu'il dépasse 99 %, ce qui est exceptionnel, dont 99,7 % pour la masse salariale.

Ce léger excédent est donc le fruit d'un pilotage budgétaire très vigilant. En effet, les dépenses n'augmentent que très modérément.

Les dépenses de personnels, par exemple, ont augmenté de 2,5 % par rapport à l'an dernier du fait du recrutement d'A.S.P. qui était une priorité et du fait du recrutement par la B.S.P.P. du groupement des appuis. Bien évidemment, cet effort maîtrisé a aussi des contreparties en termes de vacance d'emplois administratifs et techniques, notamment dans les antennes.

Par ailleurs, les dépenses de fonctionnement courant diminuent très significativement de 3,86 %, ce qui est fort, et encore, en tenant compte de la progression des marchés d'enlèvement de véhicules dont parlait tout à l'heure l'intervenant.

S'agissant des recettes, certaines prévisions ont pu être un peu optimistes, notamment en matière de fourrière et de scellés judiciaires. C'est grâce à l'accélération des ressources que nous avons pu dégager, mais c'est pour une seule fois seulement, c'est un fusil à un coup, un appel en trésorerie qui équivaut à un treizième mois. Comme l'a constaté la Chambre régionale des comptes à l'occasion du contrôle qu'elle finalise actuellement sur la P.P., nous devrons poursuivre les ajustements budgétaires en 2011 et la Préfecture de police a proposé de profiter du fait que l'Etat ait remboursé à la Ville de Paris et ait pris en charge le financement du S.T.I.C. pour poursuivre cet ajustement structurel.

Enfin, s'agissant de l'investissement, après plusieurs années d'investissements et de programmes qui avaient été bouleversés par des questions de marché ou de retard dans les grandes opérations immobilières, le retard est totalement résorbé en 2010, puisque la section d'investissement présente un déficit de 10 millions d'euros, ce qui permet de ramener l'excédent cumulé des années antérieures à 7,8 millions d'euros. On notera que les travaux immobiliers ont fortement avancé, notamment pour la caserne Masséna dans le 13e arrondissement et la caserne Champerret.

Au total, les investissements immobiliers ont progressé de 15 % l'an dernier, de même que les matériels de la B.S.P.P.

Le débat aura l'occasion de se poursuivre le mois prochain, à l'occasion de l'examen de la Décision modificative.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

2011, DASCO 32 - Subvention (5.000 euros) à l'association Fédération de Paris de la Ligue de l'Enseignement Paris (19e) pour le dispositif parisien Lire et faire lire.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous reprenons le cours du Conseil de Paris par l'examen des projets de délibération : 7e Commission avec le projet de délibération DASCO 32. Il s'agit du dispositif parisien "Lire et faire lire".

La parole est à M. Philippe DUCLOUX.

M. Philippe DUCLOUX. - Oui, Madame la Maire, Merci.

Je pense que ma collègue Odette CHRISTIENNE va revenir sur ce projet de délibération et elle complètera mon propos.

Je n'utiliserai pas, bien entendu, les 5 minutes qui me sont imparties, mais je voudrais vous parler de ce dispositif parisien "Lire et faire lire", pour lequel nous donnons aujourd'hui une subvention de 5.000 euros à la Fédération de Paris de la Ligue de l'Enseignement au titre de l'année 2011.

Ce programme national, initié en 1999 par le romancier Alexandre JARDIN et l'ancien président du Relais civique, Pascal GUÉNÉE, a pour objectif de développer le goût de la lecture auprès des enfants, grâce à l'organisation de séances de 20 à 40 minutes, en petits groupes de 3 à 8 enfants, une ou plusieurs fois par semaine sur le temps périscolaire, par des retraités bénévoles tout au long de l'année.

En 2010, ce dispositif a concerné plus de 7.100 enfants chaque semaine et 700 retraités bénévoles sont intervenus dans 371 structures éducatives, dont 180 écoles maternelles et 122 écoles élémentaires. Grâce à son réseau parisien de 550 associations laïques regroupant 35.000 adhérents et l'adoption de nouveaux statuts en 2004, la Fédération de la Ligue de l'Enseignement remplit sa mission de participer à l'amélioration du service public de l'Education nationale en prenant en charge le dispositif parisien "Lire et faire lire", dans le cadre d'un protocole entre la Ville de Paris, l'Académie de Paris, l'Union Départementale des Associations Familiales (l'U.D.A.F.), la Fédération de Paris de la Ligue de l'Enseignement et l'Association "Lire et faire lire".

Ce dispositif, mes chers collègues, remplit deux objectifs principaux.

Le premier est éducatif et culturel. Il s'inscrit dans les priorités, relatives au développement de la lecture et de la maîtrise de la langue, du Ministère de l'Education nationale et participe à la promotion de la littérature de jeunesse auprès des enfants et à la découverte de notre patrimoine littéraire.

J'associe bien entendu les deux élus référent Colombe BROSSEL et Christophe GIRARD.

Le second est un objectif d'échanges intergénérationnels, destinés à favoriser la rencontre et le dialogue entre des enfants et des retraités. Là, j'associe bien entendu notre collègue Liliane CAPELLE.

Vous l'aurez compris, mes chers collègues, c'est un beau dispositif qui vous est proposé aujourd'hui. Je vous invite à l'aider financièrement. C'est dans ce projet de délibération, qui permet à travers la lecture de favoriser les échanges culturels et littéraires.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à Mme Odette CRHISTIENNE.

Mme Odette CHRISTIENNE, adjointe. - Merci.

La Fédération de Paris de la Ligue d'enseignement, issue d'un mouvement d'éducation populaire, a parmi ses objectifs la coordination des actions éducatives et sociales. Aujourd'hui, le projet qu'elle présente concerne un dispositif parisien : "Lire et faire lire". Elle s'appuie sur un protocole associant la Ville de Paris à l'Académie et à l'U.D.A.F.

L'U.D.A.F. (Union départementale des associations familiales de Paris) est constituée d'un réseau d'associations familiales laïques ou de toutes confessions, ou ayant un but spécifique comme par exemple la défense contre les sectes. L'U.D.A.F fédère 16.000 familles et représente ces familles auprès des pouvoirs publics.

Nous mesurons l'importance de l'action "Lire et faire lire" qu'elle pilote. Un extrait du discours de Victor Hugo en 1878 nous paraît tout à fait d'actualité : "Qui que vous soyez, qui voulez cultiver, vivifier, édifier, attendrir, apaiser, mettez des livres partout." Il faut lire, c'est une nécessité.

Rien n'est plus convaincant que la déclaration en 2009 à la presse écrite d'une jeune femme ayant bénéficié d'un apprentissage tardif : "Savoir lire m'a ouvert au monde". Et chacun sait que la maîtrise de la langue, acquise par les pratiques conjointes de la lecture et de l'écriture, est la clef de toutes les réussites.

Faut-il rappeler les discriminations créées par l'inégal accès à la culture, qui est fortement conditionné par le milieu familial et la catégorie socioprofessionnelle des parents. L'Observatoire des inégalités signale, dans un rapport récent, que plus on a de livres à la maison, plus on a de chances de lire.

"Lire et faire lire" apporte aux enfants des milieux dits populaires une égalité d'accès à la culture et donne l'habitude de fréquenter des bibliothèques.

Georges CHARPAK, Prix Nobel, qui fut enfant immigré, a écrit dans son livre "Grisha alias Georges" : "Dès l'âge de 9 ans, je passais de longues heures à la bibliothèque municipale qui avait l'avantage aussi d'être calme et chauffée".

Un autre avantage de l'opération "Lire et faire lire" consiste, dans le délitement des liens entre générations et avec les perturbations plus ou moins longues subies par les enfants en proie aux déstructurations la cellule familiale, à remettre en place, grâce aux bénévoles de plus de 50 ans, les valeurs qui d'ordinaire font partie des transmissions familiales.

Il faut faire l'éloge de la lecture à voix haute, qui captive et apaise les enfants. Moment de partage qui leur fait défaut, les parents ne pouvant pas toujours assurer de tels temps en raison de leur vie quotidienne surchargée.

Cependant, si la spontanéité de l'engagement volontaire peut faire croire à une simplicité de l'opération, on se rend vite compte que cette mobilisation citoyenne exige, pour être efficace, une formation des bénévoles, des coordinateurs, des échanges pour maintenir une cohérence entre les actions et les systèmes éducatifs.

Ainsi devons-nous soutenir cette association et, en conséquence, voter massivement pour l'attribution de la subvention qu'elle souhaite.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

Pour répondre, la parole est à Mme Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 7e Commission. - Ma foi, après deux si belles interventions, je n'ai pas grand-chose d'autre à rajouter. Oui, les louanges que vous exprimez sur l'opération "Lire et faire lire" sont amplement méritées, et c'est bien pour cela que nous soutenons ces associations et ces projets.

Merci à vous.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci pour votre brièveté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet DASCO 32.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DASCO 32).

Unanimité, sauf si les choses m'ont échappé.

2011, DASCO 80 - Subvention exceptionnelle à la Caisse des écoles du 18e arrondissement. Montant : 640.000 euros.
2011, DASCO 81 - Subvention exceptionnelle à la Caisse des écoles du 4è arrondissement. Montant : 450.000 euros.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, nous allons examiner conjointement les projets de délibération DASCO 80 et 81, avec l'accord de l'orateur inscrit, M. Jean-Pierre LECOQ, à qui je donne la parole pour 5 minutes.

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - J'ai souhaité effectivement intervenir conjointement sur ces deux projets de délibération, dans la mesure où ils concernent, comme le dit le titre, des subventions exceptionnelles, respectivement de 640.000 euros et de 450.000 euros qui doivent être versés aux caisses des écoles du 18e et du 4e arrondissements.

Au-delà du versement de ces subventions, nous aurions aimé, à partir du moment où nous savons que la Direction des Affaires scolaires a entamé, depuis le début de l'année avec chacune des vingt caisses, un dialogue - j'allais dire constant et intense - afin de déterminer et de modifier le mode de subventionnement de ces caisses, nous aurions souhaité que l'attribution de ces subventions, si elles doivent intervenir, interviennent dans un cadre, je dirais, global, où on nous aurait fait le point sur la situation financière de chacune des vingt caisses.

Celà à la lumière d'ailleurs, je vous le rappelle mes chers collègues, de l'audit réalisé sur chacune de nos caisses, à la demande du Maire de Paris il y a deux ans, et qui avait conduit à un certain nombre de constatations. Or, là, aujourd'hui, on nous propose de voter rapidement, cursivement, deux subventions importantes : 640.000 et 450.000 euros, ce n'est pas rien - j'ajoute d'ailleurs que les caisses de nos arrondissements sont peu habituées à recevoir des subventions d'un même montant ; c'est en général avec un ou deux zéro en moins - et sans que l'exposé des motifs soit particulièrement développé.

Quand on nous dit : les modalités de financement de la restauration n'ont pas permis de compenser l'impact des recettes familiales, en réalité, on sait très bien que dans le 18e arrondissement, on a un mode de facturation peu performant. Et en utilisant ce terme de peu performant, je suis volontairement cursif dans mon appréciation. Cela mériterait, bien sûr, de plus grands développements.

Quant à la caisse des écoles du 4e arrondissement, 450.000 euros pour une caisse qui sert 1.800 repas par jour, c'est un taux de subventionnement considérable.

A cet égard, je rappellerai d'ailleurs que pour la caisse des écoles du 18e arrondissement, la Ville avait déjà versé une subvention de 1.800.000 euros en 2008. Pour ces mêmes raisons. Mais le projet de délibération qui était un peu plus long à l'époque précisait alors que la Ville mettrait tout en œuvre pour établir un certain équilibre et qu'elle avait lancé un audit technique sur l'inventaire des biens et équipements actuels mis à disposition du délégataire, puisque nous savons effectivement que depuis de nombreuses années la caisse des écoles du 18e arrondissement fait appel à un délégataire, comme d'ailleurs elle en a le droit.

Alors, trois ans après, on nous propose de voter une subvention considérable sans nous donner davantage de motifs et sans d'ailleurs répondre à la suite de l'intervention et de la réponse qui avait été faite en 2008.

Qu'ont donné les conclusions de cet audit, s'il a eu lieu ? La caisse des écoles du 18e arrondissement envisage-t-elle de reconclure une D.S.P. quand celle-là arrivera à terme ? Peut-on lui imposer de revenir à un régime normal, puisque visiblement celui-ci génère des difficultés financières ?

Bref, nous attendons, comme bien sûr les élus du 18e arrondissement, des réponses à ces questions.

Pour la caisse des écoles du 4e arrondissement, il est évident que la situation est aussi critiquable. Elle avait reçu en 2010 une subvention exceptionnelle de 250.000 euros, après une subvention de 130.000 euros attribuée en 2009 et de 85.000 euros, portant toujours la mention de subvention exceptionnelle, en 2008.

Une aide exceptionnelle, mes chers collègues, octroyée quatre années de suite n'est plus exceptionnelle. La Ville a-t-elle travaillé plus en profondeur sur ces différents sujets, afin de ne pas systématiser ces soutiens supplémentaires qui en outre augmentent considérablement d'une année à l'autre ?

Sur tous ces sujets, et également sur la réforme du financement de la caisse des écoles, dont on nous avait dit qu'elle serait présentée à cette séance, ou du moins lors de l'examen du budget supplémentaire au mois de juillet, nous attendons impatiemment des réponses.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je donne la parole à Colombe BROSSEL pour vous répondre.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 7e Commission. - Pour essayer de répondre aux impatiences de M. LECOQ.

Au-delà de ces subventions exceptionnelles, la question que vous posez est à mon avis tout à fait pertinente. C'est bien la question du financement et de la structure globale du financement des caisses des écoles et de la restauration scolaire.

Je vous ai écrit, à chacun d'entre vous, maires d'arrondissement, il y a de cela quelques mois afin de vous informer que la Direction des Affaires Scolaires se mettrait en contact avec vous et avec vos directeurs de caisses des écoles, afin que nous puissions réfléchir et mettre en œuvre un dispositif de financement, qui permette notamment d'éviter que des caisses, qui ont structurellement des coûts plus importants que le système de financement, tel que bâti il y a de cela de nombreuses années, ne continuent à être pénalisées, je prends l'exemple de la caisse des écoles du 4e arrondissement, par une structure qui est trop petite.

Pour dire les choses rapidement, on voit bien à quel point une caisse des écoles qui sert 1.800 repas par jour n'a évidemment pas les mêmes armes, d'un point de vue des négociations financières, avec les fournisseurs et les prestataires qu'une caisse des écoles qui va servir 10.000, 12.000 voire 16.000 repas par jour.

C'est donc notamment pour que nous puissions avancer sur ce sujet que je vous ai proposé que nous travaillions ensemble à un projet de réforme du financement de la restauration scolaire.

Un certain nombre de maires d'arrondissement ont souhaité à ce sujet me rencontrer. J'en rencontre encore et dans les jours qui viennent, je crois avoir rendez-vous avec M. LEGARET et avec M. GOUJON, si ma mémoire ne me trompe pas.

Vous me rassurez sur mes problèmes d'Alzheimer, merci !

Je ne souhaitais pas que la réforme puisse être imaginée et présentée avant d'avoir vu l'ensemble des maires d'arrondissement qui souhaitaient me rencontrer sur ce sujet, ce qui n'empêche pas que la Direction des Affaires scolaires travaille avec vos directeurs des caisses. Je souhaite que nous puissions échanger sur des projets un peu étayés.

Nous serons amenés, je l'espère rapidement, parce que je pense réellement que, que ce soient les présidents des caisses des écoles ou la Ville, nous aurions tous intérêt à travailler à améliorer ce système, dont je reconnais en séance publique et en toute honnêteté qu'il a un certain nombre de défauts en matière d'organisation du financement de la restauration scolaire.

Je suis à l'entière disposition des maires d'arrondissement qui souhaiteraient me rencontrer là-dessus, bien que, je le répète, vos directeurs de caisses aient évidemment déjà vu la Direction des Affaires scolaires sur les grands principes que je vous avais exposés dans mon courrier.

J'ai donc tout à fait l'intention, si cela était possible, que nous avancions rapidement sur ce sujet. L'une des conséquences (pas la seule, je la minore bien que ce soit des éléments importants) devrait être normalement que nous n'ayons plus à voter de subventions exceptionnelles, puisque nous travaillerions à intégrer les coûts de production dans le financement des caisses des écoles.

Voilà, en essayant de répondre à vos impatiences, Monsieur LECOQ, et en vous donnant de fait rendez-vous très prochainement.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 80.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DASCO 80).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 81.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DASCO 81).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au recrutement d'enseignants non titulaires par le Rectorat via Pôle Emploi le 26 mai 2001.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen de vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 1 relatif au recrutement d'enseignants non titulaires par le Rectorat via Pôle Emploi a été déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

La parole est à Mme Anne-Christine LANG, pour une minute.

Mme Anne-Christine LANG. - Mes chers collègues, en mai dernier, le Rectorat de Paris organisait avec l'aide de Pôle Emploi une journée de pré-recrutement d'enseignants non titulaires, afin de faciliter les remplacements de professeurs des collèges et des lycées parisiens pour l'année 2011-2012, alors même qu'en septembre, 16.000 postes ne seront pas remplacés dans l'Education nationale.

L'Académie se constitue ainsi un stock de vacataires précaires, voire très précaires, auxquels elle peut faire appel à tout moment, et surtout au tout dernier moment, et compense ainsi la baisse du nombre de remplaçants titulaires que l'on constate depuis plusieurs années.

Cette démarche conjointe entre l'Académie et Pôle Emploi révèle le cynisme du Gouvernement qui, dans le cadre de sa politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, et alors que 33.000 enseignants partiront à la retraite cette année, se targue de recruter 17.000, je cite : "jeunes talents".

Elle révèle aussi la situation catastrophique et la précarité dans laquelle se trouvent les jeunes diplômés qui, faute de mieux, sont contraints de faire des heures de queue devant le Rectorat pour obtenir ne serait-ce qu'un poste de vacataire.

Ces remplaçants seront bien sûr mis devant les élèves sans aucune formation ni aucune préparation pédagogique, ce qui traduit non seulement un désintérêt total pour la qualité de la formation dispensée aux élèves, mais aussi un profond mépris pour le métier d'enseignant dont on bafoue les compétences.

Nous notons également que la campagne nationale de recrutement que le Ministère de l'Education nationale a engagé pour recruter ces 17.000 nouveaux enseignants s'appuie sur des clichés sexistes les plus éculés et les plus archaïques, en présentant d'un côté Julien l'ambitieux qui, muni de son ordinateur portable, s'apprête sans doute à faire une brillante carrière, et Laura la rêveuse, dont on pressent qu'elle est littéraire parce que c'est une fille.

Compte tenu de tous ces éléments et sur proposition des élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, le Conseil de Paris émet le vœu que le Maire de Paris interpelle le Ministre de l'Education nationale pour qu'il ouvre immédiatement plus de postes de titulaires sur zone de remplacement.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - La parole est à Mme Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci beaucoup.

Cette campagne de recrutement organisée dans le 14e arrondissement met en lumière un certain nombre de points.

Le seul aspect positif, c'est qu'il nous révèle que le Ministre de l'Education nationale sait compter, ce qui est bien. Il sait compter, il y aura en effet 33.000 départs à la retraite et il y aura 16.000 postes de supprimés.

Le Ministre de l'Education nationale peut donc expliquer partout sur les ondes qu'il va recruter 17.000 postes, mais, vous comme moi, mes chers collègues, nous ferons l'addition ou plus exactement la soustraction. Ce sont bien 16.000 postes de profs qui seront supprimés.

Ces 16.000 postes de profs viennent s'ajouter à ceux qui ont déjà été supprimés, ce sont donc 70.000 postes qui ont été supprimés depuis 2008 dans l'Education nationale.

La situation ahurissante de l'absence de remplaçants dans les collèges et les lycées parisiens est une situation que l'on vit dans tous les établissements du second degré aujourd'hui.

Nous avons tous reçu des pétitions, des appels au secours d'enseignants ou de parents d'élèves, qui nous faisaient remonter le fait que plusieurs centaines d'heures de cours n'avaient pas été remplacées dans des matières absolument fondamentales.

Dans des classes avec des objectifs particuliers, comme la 3e où l'on a le brevet à la fin de l'année, des gamins ont été privés d'enseignement sur plusieurs dizaines ou centaines d'heures dans l'Académie de Paris cette année.

C'est une situation totalement ubuesque, désastreuse pour la qualité de l'enseignement, que subissent les élèves. Dans ce contexte, plutôt que de répondre par exemple à la crise des vocations (on sait qu'il y a de moins en moins de personnes qui se présentent aux concours, parce qu'à force d'être stigmatisées, à force de se voir proposer une formation au rabais, à force de ne pas être considérées, c'est une véritable crise des vocations à laquelle nous à assistons), plutôt que de recruter des enseignants remplaçants titulaires, qui soient déjà formés, habilités à venir devant des élèves, surtout du jour au lendemain comme le sont les remplaçants, non, c'est à une grande foire que nous avons assisté, parce que ce n'était pas un forum de recrutement.

Nous sommes un certain nombre, dans cet hémicycle, à avoir dans nos mairies d'arrondissement organisé des forums de recrutement. Un forum de recrutement, c'est organiser la rencontre entre une offre et une demande, mais dans le respect de la dignité des personnes. Ce n'est pas laisser une centaine de personnes dehors, attendre une demi-journée entière avec vaguement l'espoir de pouvoir éventuellement déposer un C.V., sans pouvoir rencontrer leur futur recruteur.

Ce n'est pas cela respecter la dignité des personnes qui sont dans le besoin, parce qu'elles sont demandeuses d'emploi et qu'elles sont prêtes à tout pour retrouver un emploi, c'est exactement l'inverse que nous faisons.

Je vois à ma droite Christian SAUTTER qui organise cela au niveau parisien ; c'est bien l'inverse que nous faisons.

C'est donc sur le fond et sur la forme que cette opération a été un véritable scandale et que nous devons dénoncer ce scandale. Nous devons le dénoncer, parce que la rentrée sera encore pire cette année, si cela était encore possible.

L'Académie a de nouveau, alors que le nombre d'élèves scolarisés dans le second degré augmente, diminué les moyens du second degré à Paris et elle a baissé le nombre de remplaçants dans le premier degré.

Nous allons donc assister à une contagion dans le premier degré, dans nos écoles, de ce qui existait déjà depuis quelques années dans le second degré et à partir de la rentrée prochaine, eh bien ce sont des enfants en maternelle et en élémentaire qui, désespérément, attendront que des remplaçants viennent leur faire classe et qu'ils viennent continuer à leur apporter un enseignement qui est un minimum que la Nation doit fournir à ces enfants. C'est bien au devant de ce désastre que nous courons.

Évidemment, pour toutes ces raisons, vous l'aurez compris, j'appelle à voter extrêmement favorablement à ce vœu.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 138).

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif au classement en ZEP des écoles Alain Fournier, Maurice d'Ocagne et Maurice Rouvier (14e).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu n° 2, relatif au classement en Z.E.P. des écoles Alain Fournier, Maurice d'Ocagne et Maurice Rouvier, dans le 14e arrondissement, vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

La parole est à Mme Olivia POLSKI pour une minute.

Mme Olivia POLSKI. - Madame la Maire, mes chers collègues, effectivement, nous n'avons, dans le 14e, aucune école classée en Z.E.P., nous avons un quartier politique de la ville dans lequel nous avons quatre écoles qui sont les écoles maternelles et élémentaires Alain Fournier, 188-190, rue d'Alésia, Maurice d'Ocagne et Maurice Rouvier, pour lesquelles nous pouvons maintenant avoir des données sociales assez objectives, puisque, avec l'harmonisation de la tarification de la restauration scolaire sur tout Paris, nous disposons maintenant de données à la disposition du Rectorat et nous pouvons donc maintenant annoncer que s'agissant du groupe solaire 188-190 rue d'Alésia, 82 % de ces familles se voient appliquer les quatre premiers tarifs, que pour le square Alain Fournier, c'est près de 90 % qui sont dans les quatre premiers tarifs, pour Maurice d'Ocagne 78 % et pour Maurice Rouvier 80 % des familles qui se voient appliquer ces quatre premiers tarifs. Autrement dit, cela veut dire que ces familles ont un revenu C.A.F. maximum de 960 euros par mois.

Considérant que dans le quartier politique de la ville où se situent ces écoles, on a le taux de familles monoparentales le plus élevé de tout Paris, puisqu'on est à près de 48 % de familles monoparentales - un rapport de l'A.P.U.R., téléchargeable sur www.paris.fr, dit que dans ce quartier, presque 34 % des élèves entrent en sixième avec un an de retard ou plus, soit le double du taux parisien -, considérant aussi que les enseignants et les parents d'élèves ont exprimé toutes leurs difficultés, nous demandons, sur proposition de Pascal CHERKI, des élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, que le Maire de Paris puisse interpeller le Recteur de l'Académie de Paris afin de demander le classement des groupes scolaires Ocagne, Fournier, Rouvier et Alésia en zone d'éducation prioritaire, afin d'avoir l'application officielle des critères Z.E.P. dans ces écoles, soit 25 élèves au maximum par classe, et, conséquemment, de faire les ouvertures de classes nécessaires et d'annuler les fermetures de classes annoncées.

Merci.

(M. François DAGNAUD, adjoint, remplace Mme Gisèle STIEVENARD, au fauteuil de la présidence).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci.

La démonstration faite par Olivia POLSKI était éloquente, on voit bien à quel point le classement en Z.E.P. et en R.E.P., dont j'ai déjà rappelé ici et en 7e Commission à quel point il a été, en son temps, un classement politique et à quel point, à l'époque, les maires d'arrondissement avaient refusé que des écoles de leur quartier puissent être classées en Z.E.P. et R.E.P., est parfois déconnecté de la réalité.

Il est déconnecté de la réalité et, néanmoins, depuis ces années, le Rectorat de Paris avait, dans une sorte de lucidité tout à fait positive, accepté le fait que si ces écoles n'étaient pas formellement classées en Z.E.P. et en R.E.P., de manière informelle, comme dans d'autres arrondissements, il fallait leur appliquer des ratios qui soient des ratios reprenant ceux des écoles classées en Z.E.P. et R.E.P. et un certain nombre d'écoles parisiennes avaient bénéficié de ce "traitement de faveur". Je mets beaucoup de guillemets à "traitement de faveur", parce que le rappel que vous avez fait de la composition sociologique de ces écoles relativise évidemment cette terminologie.

Néanmoins, aujourd'hui, le Rectorat de Paris suit les consignes qui lui ont été données par le Ministère de l'Education nationale et, de nouveau, malgré une augmentation du nombre d'élèves scolarisés à Paris, c'est donc à une diminution du nombre d'enseignants que nous assistons et donc, pardon pour la trivialité du propos, on assiste aujourd'hui au raclement de fonds de tiroirs.

Après avoir supprimé les postes de R.A.S.E.D., après avoir supprimé des postes d'enseignants, après avoir essayé de supprimer des postes d'enseignants à l'hôpital, après avoir supprimé des postes de remplaçants pour la rentrée prochaine, eh bien oui, c'est de nouveau aux plus faibles que le Rectorat s'attaque et c'est donc dans les écoles telles que celles que vous avez décrites qu'il est proposé de récupérer des moyens pour pouvoir faire face à la rentrée et à l'augmentation des effectifs dans un certain nombre d'écoles et de groupes scolaires.

Alors, bien entendu, nous relaierons le vœu que vous avez proposé aujourd'hui, bien entendu, nous serons aux côtés des parents et des enseignants dans leur combat, car leur combat n'est pas un combat purement de forme, leur combat est bien un combat pour l'école de la République et pour l'égalité de tous les enfants, d'où qu'ils soient et où qu'ils vivent à l'accès à des conditions d'enseignement et d'éducation qui soient les meilleures pour tous.

Merci donc à vous pour votre alerte et c'est, bien entendu, un avis favorable que j'émettrai sur ce vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Avant de passer au vote, une demande d'explication de vote de M. MARTINS qui est réservée normalement aux groupes, mais on va considérer que l'élu du MoDem peut se référer à ces dispositions en n'en abusant pas.

Merci.

M. Jean-François MARTINS. - Je n'abuserai pas de cette dérogation, Monsieur le Maire.

Je partage les inquiétudes de Mme BROSSEL et de Mme POLSKI sur, notamment, les effectifs dans les classes à Maurice d'Ocagne, à Fournier et rue d'Alésia et j'entends bien leur objectif de réussir avec ce classement en Z.E.P. à obtenir des moyens conséquents et suffisants pour permettre un enseignement de qualité à ces enfants et arriver à 25 élèves par classe ; c'est évidemment une volonté que je partage.

J'ai juste une inquiétude : les chiffres de la sociologie de ces écoles citées par Mme POLSKI révèlent quelque chose : ces écoles ne sont pas strictement fidèles à la sociologie du quartier qui évolue, qui a une tradition de quartier populaire, car, aujourd'hui, on assiste à l'arrivée d'éléments de la classe moyenne dans ces quartiers qui s'efforcent d'éviter ces établissements scolaires, ce que nous regrettons tous en tout cas dans cette Assemblée et je crains que le classement en Z.E.P. de ces établissements n'aboutisse à renforcer ces phénomènes d'évitement.

Partagé entre la volonté d'un meilleur enseignement et la crainte d'un évitement renforcé et d'une endogamie sociale dans ces établissements qui serait encore plus terrible d'un point de vue pédagogique, je m'abstiendrai sur ce vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

M. le Maire du 14e souhaitait naturellement intervenir et je suis saisi d'une nouvelle demande d'explication de vote de M. MENGUY.

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement. - Très brièvement, parce qu'Olivia POLSKI a dit l'essentiel et c'est juste l'intervention de M. MARTINS qui me faisait réagir. Je suis d'accord que l'on peut placer le débat à un niveau stratosphérique et sociologique sur pourquoi il y a de l'évitement.

Attention, en attendant, on a une réaction beaucoup plus prosaïque avec la communauté scolaire, on se défend avec les armes à notre disposition. C'est simple, tant qu'il y a ce Gouvernement de Droite et cette politique éducative de suppression massive des postes, la question du classement en Z.E.P. est un rapport de force avec l'Académie.

C'est ce que l'on avait fait sur Fournier l'an dernier, on avait demandé le classement en Z.E.P. qu'on n'a pas obtenu, que la Ville avait soutenu ; bilan des courses : on vient de nous ouvrir une classe à Fournier.

Vous le savez, on est des gens un peu ras du bonnet, Monsieur MARTINS, on n'est pas très intelligent, mais on se bat avec les outils qui sont à notre disposition et on espère que ce classement en Z.E.P. aura pour effet que l'an prochain, on arrêtera de fermer des classes au 188-190 rue d'Alésia, voire même qu'on en rouvrira une.

Si la majorité nationale change, on mènera une politique d'une autre ampleur, Monsieur MARTINS, celle que vous appelez de vos vœux, mais en attendant, à titre défensif, et si, par malheur, elle ne changeait pas, au moins on se bat avec les armes à notre disposition.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mme CARRÈRE-GÉE a la parole.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je n'ai pas trouvé que le point de vue de M. MARTINS était stratosphérique, je partage au contraire un grand nombre de ses préoccupations.

Je veux m'insurger contre cette logique qui veut que dans certains quartiers à Paris, notamment dans le 14e, on construise exclusivement des logements sociaux, et que même quand on a une opportunité foncière aussi massive que celle de la reconstruction de l'hôpital Broussais, on ne prévoie, dans ces quartiers, que des logements sociaux. Et ensuite, vient le cercle infernal : on constate la ghettoïsation et il faut classer en Z.E.P. et il faut des interventions de la politique de la ville, etc.

Moi, je pense que la Majorité municipale a les moyens, notamment quand il y a des opportunités foncières comme celle de Broussais, de promouvoir une véritable mixité sociale, notamment dans ces quartiers qui sont désormais très déséquilibrés. Oui, Madame POLSKI, les chiffres que vous citez sont justes, globalement, mais vraiment, cette logique infernale qui consiste à entrer dans des logiques de ghettoïsation de certains quartiers parisiens, suivie d'un classement en Z.E.P., etc., on ne peut pas s'associer à cela et nous voterons contre ce vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Bien. Je pense que les débats du Conseil du 14e arrondissement seront nourris.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 139).

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à l'application Base-élèves dans les écoles du 1er degré.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu n° 3 relatif à l'application Base-élèves dans les écoles du premier degré, présenté par Mme DUBARRY. Je rappelle que les vœux doivent être présentés en une minute et que la présentation d'un vœu ne signifie pas la relecture du vœu que chacun a sous les yeux. Donc merci de respecter le règlement.

Vous avez la parole, Madame.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - L'inquiétude sur Base-élèves a commencé dès que les parents et l'ensemble des politiques ont été informés de l'existence de ce fichier. Il y a, depuis lors, une régulière montée en charge contre l'utilisation de ce logiciel.

A de nombreuses reprises, les parents ont découvert que ce système soit disant "ultra sécurisé" était en réalité totalement poreux, puisque encore récemment, on a trouvé des données qui étaient censées être confidentielles, directement sur Internet. La C.N.I.L. a d'ailleurs rendu un avis sur ce fichier et demandé qu'il soit traité avec la plus grande précaution. C'est la raison pour laquelle nous redemandons - puisque cela avait déjà été fait en 2007 - que les utilisateurs de ce fichier soient alertés sur sa dangerosité et les risques qu'ils font encourir à la confidentialité des données qui y figurent.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Parfait. Merci beaucoup, Véronique DUBARRY.

Pour vous répondre : Mme Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Je vais essayer de faire en une minute, Madame DUBARRY, juste pour voir si j'y arrive.

Merci pour ce vœu qui rappelle, effectivement, à quel point il est nécessaire de porter la plus grande attention à la collecte, au stockage et à l'utilisation des données qui sont recueillies dans l'application Base-élèves. C'est important, parce que si un certain nombre de doutes ou d'ambiguïtés ont été levés, suite à une mobilisation de parents d'élèves, d'enseignants et d'associations qui œuvrent dans le champ de la défense des Droits de l'Homme, et bien, les difficultés peuvent réapparaître au fur et à mesure que les réformes dans l'Education nationale fleurissent. Et Dieu sait qu'elles fleurissent toutes les semaines.

Donc, par exemple, la question du livret de compétences fait maintenant partie des questions posées par Base-élèves. Ce n'était pas le cas il y a quelques années et, pour autant, cela mérite bien entendu d'être regardé de près.

C'est donc pourquoi, évidemment, j'émettrai un avis favorable à votre vœu, parce que dans la continuité de ce que nous avons toujours fait auprès de l'Académie de Paris et du Ministère de l'Education nationale, nous réaffirmerons évidemment notre souci constant de garantir la confidentialité des données personnelles recueillies dans l'application Base-élèves, qui a été mise en œuvre au niveau national.

Et je vous remercie de nouveau de cette alerte.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, ce voeu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour son adoption ?

Qui s'y oppose ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 140).

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la vidéosurveillance dans les établissements scolaires.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu n° 4 relatif à la vidéosurveillance dans les établissements scolaires, déposé par le groupe E.E.L.V.A. présenté, lui aussi, par Véronique DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Dans le même ordre d'idées que le vœu précédent, ce vœu concerne donc la vidéosurveillance dans les établissements scolaires. La C.N.I.L., là aussi, a rendu un avis assez négatif à propos de cinq établissements scolaires qui avaient installé, avec assez peu de précautions, des caméras de vidéosurveillance à l'intérieur des établissements. Or, les principes sont clairs en matière de vidéosurveillance : cela ne doit pas être une surveillance systématique de lieux de vie.

Les établissements scolaires en question les avaient installées en direction des préaux - et donc de lieux de vie des élèves - et non pas, comme on aurait pu s'y attendre, éventuellement, pour des raisons de sécurité, vers les entrées et sorties des établissements scolaires, ce qui - je le redis - peut éventuellement s'expliquer.

C'est la raison pour laquelle nous souhaiterions que soient rappelés ces principes d'installation à l'ensemble des établissements scolaires parisiens, de façon à ce que nous ne découvrions pas un jour - nous qui sommes, pour certains d'entre nous, parents d'élèves également - que nos enfants sont surveillés dans leurs moindres faits et gestes, alors que - nous le redisons : c'est un principe, là aussi, qui nous est cher - l'important est d'avoir des hommes et des femmes qui seraient à la disposition, du personnel enseignant, mais également à la disposition des élèves, pour régler d'éventuels conflits.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous remercie.

Mme Colombe BROSSEL a la parole.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci beaucoup. Je vais donc vous répondre - j'avais envie de dire "comme à mon habitude" - puisque c'est un sujet que nous avons l'habitude d'évoquer en Conseil de Paris. Ma réponse ne sera donc pas modifiée par rapport au vœu précédent que vous avez déposé.

Néanmoins - vous avez raison de le dire - l'avis de la C.N.I.L. est un élément nouveau dans le débat, non pas nouveau pour la doctrine de la Ville de Paris - si je peux m'exprimer ainsi - mais un élément nouveau qui mérite d'être étudié avec attention. Le Secrétaire général de la C.N.I.L. a donc indiqué, au sujet de ces cinq établissements français, qui étaient donc cinq établissements de tous niveaux, que son propos n'était pas de prendre position pour ou contre la vidéosurveillance dans les établissements scolaires, mais bien de rappeler les règles qui en encadrent l'utilisation.

Ces lieux doivent faire une déclaration à la C.N.I.L. avant d'installer toute vidéosurveillance et la C.N.I.L. a également le pouvoir de vérifier si cet usage est proportionné. Et, c'est là que les choses sont intéressantes, si les personnes concernées ont été informées et si la sécurité des données personnelles est bien garantie. Or, nous n'avons quasiment pas de déclaration, ce qui n'est pas normal.

Et c'est à ce sujet que l'avis de la C.N.I.L. est important, parce qu'il met bien en lumière la disproportion entre les dispositifs et les réalités de situation… Et j'en profite évidemment pour rappeler que quand on supprime à tour de bras des postes d'enseignants, des postes de surveillants, des postes d'infirmiers, des postes d'assistants sociaux, évidemment, c'est la présence adulte qui est réduite dans les établissements, et c'est donc aussi, évidemment, la capacité de réagir face à diverses situations désagréables. Et donc, bien entendu, il est tout à fait important que nous n'actions pas que le désengagement de l'Etat en matière de personnel d'encadrement et d'éducation puisse être comblé uniquement par des moyens informatiques, moyens qui n'auraient pas été expliqués, ni mis en place en respectant les avis de la C.N.I.L.

C'est donc la raison pour laquelle j'apporterai un avis favorable à votre vœu. Si vous en étiez d'accord, Madame DUBARRY et Madame LOPEZ, étant donné que nous avons déjà eu un échange de cette nature il y a de cela quelques mois, est-ce que nous pourrions nous exempter du premier alinéa, qui demande à ce que nous rappelions aux responsables des établissements scolaires le refus de la Ville de Paris de ce type de surveillance, puisque cela a déjà été fait il y a à peine quelques semaines, et que nous puissions nous mettre d'accord pour voter uniquement le second alinéa ?

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Oui.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Elle a dit oui.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci. Oui. Merci de cet accord.

Donc je mets aux voix, à main levée, le vœu ainsi amendé avec un avis favorable sur ces bases de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est d'un avis contraire ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est donc adopté. (2011, V. 141).

Vœu déposé par le groupe PCF/PG pour l'arrêt du gel des concours de recrutements des professeurs de la Ville.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu n° 5 relatif à l'arrêt du gel des concours de recrutement des professeurs de la Ville, déposé par le groupe Communiste et Parti de Gauche, présenté par Alexis CORBIÈRE en une minute.

M. Alexis CORBIÈRE. - Vous savez tous qu'il existe ce corps particulier, les professeurs de la Ville de Paris (les P.V.P.), qui interviennent dans nos écoles. Ils y jouent un rôle important, qui est indiscutablement une richesse. Je me fais l'écho d'une certaine inquiétude, notamment de l'organisation syndicale qui les représente concernant leurs conditions de travail et le nombre de postes ouverts.

Depuis l'année dernière, la Ville a gelé le nombre de postes au recrutement lors des concours, considérant qu'il y avait assez de postes et que les postes étaient tous pourvus.

Mais il y a un désaccord avec les organisations syndicales qui représentent les P.V.P. Elles considèrent que près d'une soixantaine de P.V.P. vont partir à la retraite dans les années qui viennent et que les personnes attendant sur les listes complémentaires ne suffiront pas à pourvoir ces remplacements.

Je sais que Mme BROSSEL répondra tout à l'heure. Je sais qu'elle tient à rassurer l'ensemble des représentants des P.V.P. J'écouterai ses arguments avec précision.

Je tiens à rappeler que, en 2002, les représentants des P.V.P. avaient signé un protocole d'accord avec M. Éric FERRAND, adjoint au Maire de Paris chargé des Affaires scolaires, selon lequel la Ville s'engageait à ce qu'en quatre ans nous passions de 827 postes à 862.

Aujourd'hui, il n'y a que 812 P.V.P. à Paris. Peut-être que cela correspond au nombre d'enfants que nous avons dans nos écoles, mais j'ai fait ce rappel parce qu'il y a un sentiment de la part des P.V.P. de ne pas être pris au sérieux, à la hauteur du travail qu'ils réalisent.

Voilà pourquoi j'attends des réponses, merci beaucoup.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Madame BROSSEL, vous avez la parole.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci beaucoup.

Tout d'abord, merci à Alexis CORBIÈRE d'avoir mis en lumière les Professeurs de la Ville de Paris, dont je découvre avec surprise, de jour en jour, qu'un certain nombre de personnes, intervenant de près ou de loin dans le champs de l'éducation à Paris, ne connaissent pas l'existence.

Or, les Professeurs de la Ville de Paris sont d'abord des intervenants absolument incroyables dans les établissements scolaires du premier degré, en élémentaire, où ils assurent l'enseignement aux enfants de la musique, des arts visuels et du sport.

Sans eux, nous n'aurions pas la même qualité d'enseignements. J'ai souhaité, dès que j'ai été en relation avec eux, au tout début de mon mandat, que nous puissions mettre les P.V.P. au cœur du projet éducatif parisien.

Le projet éducatif parisien fait la part belle à toutes les opérations que nous avons appelées "l'Art pour grandir". L'accès de tous les enfants de Paris à la culture et à la pratique artistique amateur est un projet qui s'appuie, au jour le jour, sur les professeurs de la Ville de Paris.

Il m'apparaît important que nous puissions en permanence les maintenir au cœur du projet éducatif parisien et les associer à toutes les réalisations que nous menons.

Je suis en ce moment même en train de faire la tournée d'un certain nombre de projets qui sont arrivés à maturation. On voit à quel point la qualité des travaux menés par les P.V.P. est importante. Cela me semblait important de redire cela aujourd'hui.

Un sujet n'est pas évoqué, mais c'est pourtant un sujet important et il me semblait important d'en dire un mot au Conseil de Paris aujourd'hui, c'est la question de la masterisation, puisque les Professeurs de la Ville de Paris ont un corps construit par homologie avec celui des professeurs des écoles.

Ce corps a été modifié, vous le savez, et un décret a suivi avec une nouvelle échelle indiciaire. Il a évidemment mis du temps à être publié, le décalage entre les lois et les décrets étant souvent important.

Aujourd'hui, on demande un master à nos P.V.P. pour pouvoir concourir et la contrepartie de ce master est évidemment une revalorisation indiciaire pour un certain nombre d'entre eux.

Je souhaitais vous annoncer que, lors du dernier C.T.P. de la DASCO qui s'est tenu il y a de cela dix jours, j'ai annoncé aux organisations syndicales qu'un groupe de travail allait être mis en place dès aujourd'hui, afin de pouvoir travailler à la transposition des modifications dans le statut de nos Professeurs de la Ville de Paris, avec pour objectif de pouvoir voter une délibération en cette fin d'année, pour que la mesure puisse se mettre en place dès le début de l'année 2012.

Evidemment, le SNADEM est associé à ces discussions. C'est la première chose, mais c'est important, puisque la revalorisation s'appliquera à un certain nombre de P.V.P.

Sur la question des concours, effectivement, le concours a été gelé l'année dernière. Il a été gelé tout bêtement, si je puis m'exprimer ainsi, parce que les personnes qui avaient été recrutées précédemment n'ont pas pu toutes être mises en poste, et ce parce que les P.V.P. sont un corps plutôt jeune, sur lequel il y a donc moins de départs en retraite.

J'ai le plaisir de pouvoir dire aujourd'hui que trois des P.V.P. qui avaient obtenu le concours il y a de cela deux ans seront enfin affectés sur un poste à la rentrée. On est sur une différence entre le nombre de postes ouverts à concours et la réalité concrète de la mise en emploi, de la mise en poste de ces personnes.

J'en ai pris l'engagement, je le redis aujourd'hui, évidemment, il n'y aura ni à cette rentrée ni à la rentrée suivante, d'enfants sans P.V.P. devant eux pour assurer cet enseignement de qualité.

Cela signifie que s'il devait y avoir des besoins en termes de recrutement, il y aurait ouverture de concours pour que les départs puissent être compensés, de manière à ce que les enfants aient en face d'eux les enseignants nécessaires à leur bonne réussite scolaire et à leur épanouissement personnel.

Un tout petit sujet reste difficile à maîtriser, c'est la date effective de départ en retraite, à laquelle vous faisiez allusion, Monsieur CORBIÈRE. Il y a divergence entre les chiffres que vous avez cités et ceux qui sont aujourd'hui actés par la Direction des Affaires scolaires et la D.R.H.

Atteindre un âge, dans les années à venir, ne veut malheureusement plus dire un départ en retraite automatique, puisqu'un certain nombre de personnels, comme c'est le cas dans l'Education nationale, repoussent leur date de départ en retraite.

C'est la raison pour laquelle le Rectorat de Paris s'est retrouvé avec 300 personnes en surnombre l'année dernière, car les gens partent moins en retraite, puisqu'ils subissent les conséquences de la réforme des retraites.

Nous avons exactement le même problème, c'est pourquoi il faut être vigilant sur l'analyse faite du nombre de personnes qui auront atteint l'âge de départ en retraite et le nombre de départs effectifs en retraite.

Je le redis, il n'y aura pas de classes sans P.V.P., pas d'enfants sans P.V.P., et si nous devons rouvrir des concours, nous les rouvrirons pour que les enfants de Paris puissent bénéficier de cet enseignement.

Le SNADEM va être reçu dès mardi par la directrice des Affaires scolaires. Je le recevrai évidemment, s'il le demande, pour que nous évoquions ce sujet.

Je vous propose bien volontiers que nous revenions sur ce sujet à la rentrée prochaine et dans les étapes qui seront pertinentes, par rapport aux départs effectifs en retraite, que ce soit en fin d'année calendaire ou en fin d'année scolaire, puisque l'on a deux étapes avec les enseignants.

Que nous puissions revenir sur ce sujet est en tout cas un engagement que je prends devant vous.

Comprenez bien que je ne souhaite pas en rouvrir si c'est pour que des personnes lauréates mettent plusieurs mois, voire plusieurs années à pouvoir enfin intégrer un poste.

Cela ne me paraît être ni de bonne gestion ni surtout de bonne gestion humaine pour les personnes en attente.

C'est pourquoi, si vous en êtes d'accord, espérant avoir répondu aux questions qui sont les vôtres, je vous demande de retirer ce vœu et que nous puissions refaire le point sur ce sujet.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Monsieur CORBIÈRE, à la lumière des explications très complètes qui viennent de vous être données, est-ce que vous… ?

M. Alexis CORBIÈRE. - Je prends acte des explications et des engagements que vous venez de prendre.

Je sais que vous rencontrez prochainement la principale organisation syndicale, je suis en contact avec elle. Au regard des conclusions qu'elle tirera de sa rencontre avec vous, je propose que nous en reparlions.

J'ai entendu votre engagement : vous ouvrirez des postes en cas de besoin. Je vous prendrai au mot, si vous ne respectiez pas votre parole à l'avenir.

Je retire momentanément ce vœu, mais c'est un sujet qui continuera à vous occuper, sans doute.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous confirme que Colombe BROSSEL a l'habitude de tenir ses paroles.

Nous prenons acte du retrait.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci.

2011, DJS 343 - Signature d'un marché article 30 relatif à la gestion du centre d'animation Marc Sangnier (14e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DJS 343, sur lequel Jean-Baptiste MENGUY est inscrit.

M. MENGUY a la parole.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Je souhaitais prendre la parole sur ce projet de délibération, parce que je crois qu'il y a une certaine évolution sur les centres d'animation à Paris et sur leur gestion. Nous nous sommes fait l'écho à plusieurs reprises de dysfonctionnements et de problèmes qui nous paraissaient importants pour que la jeunesse parisienne puisse se voir proposer des activités et un suivi dans de bonnes conditions.

Pourquoi je prends la parole sur ce projet de délibération, même si ce n'est pas évidemment illégal ? Nous avons noté que, pour le marché article 30 concernant le centre d'animation Sangnier dans le 14e, une seule association avait soumissioné. Afin de parvenir à une mise en concurrence dans de bonnes conditions, il faut quand même que collectivement nous puissions nous interroger sur la portée de telles évolutions, parce que je crois qu'une offre est de qualité si elle peut se comparer à d'autres.

Mais ce n'est pas le seul problème concernant ces centres d'animation faisant l'objet d'un marché article 30. Nous avons reçu, jeudi dernier, une invitation pour l'inauguration du centre dans le 13e arrondissement, et quelle ne fut pas notre surprise de constater dans un article d'un journal de la Capitale que, par un communiqué, la Ville de Paris, concernant le centre d'animation Masséna dont la gestion avait été attribuée en novembre à "Macaq", avait décidé de résilier ce contrat en raison de ce qu'elle qualifie de ruptures du respect de la concurrence.

Je cite : "Nous avons appris jeudi qu'avant l'attribution du contrat, "Macaq" avait reçu par le biais d'un agent municipal des informations financières qu'elle n'aurait pas dû avoir. Nous sommes dans le cas d'une rupture d'égalité de concurrence par rapport aux deux autres candidats à la gestion du centre. C'est susceptible d'être qualifié de délit de favoritisme". Je cite les propos de la majorité actuelle.

Or, nous sommes un certain nombre dans les arrondissements et au Conseil de Paris à avoir mis en avant ces interrogations, à avoir demandé des comptes à la Ville, à avoir dit que des choses n'étaient pas normales. Et M. JULLIARD, en Conseil de Paris, avait répondu la chose suivante : "Concernant "Macaq"dans le 13e, il n'y a eu aucune faveur et la gestion sera strictement évaluée et contrôlée par l'administration, ce qui est particulièrement le cas pour un article 30.

La question que nous posons est la suivante : nous attendons la publication, nous l'avons déjà évoqué, d'un rapport de l'Inspection générale.

Est-ce que la décision que l'Exécutif a prise concernant "Macaq", pour laquelle les élus du 17e arrondissement notamment ont beaucoup agi pour que la population soit au courant de tous les tenants et aboutissants, est-ce que la décision qui a été prise fait suite aux conclusions du rapport ? Pourquoi ce rapport dans ces cas-là n'a toujours pas été publié, alors que nous l'avions demandé, alors que l'Exécutif s'était engagé à nous fournir ces informations ?

Je prends la parole dans le cadre du centre d'animation du 14e car nous ne voulons pas que les autres centres d'animation pâtissent d'un discrédit découlant des conclusion d'un rapport, éventuellement des décisions que l'Exécutif pourrait prendre concernant "Macaq".

Croyez qu'en tout état de cause l'opposition reste particulièrement vigilante, particulièrement mobilisée. Je l'espère l'Exécutif en fera de même, mais nous demandons des réponses concrètes et, si possible, la publication du rapport de l'Inspection générale.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur MENGUY, pour votre question, dont une partie n'est pas en lien direct avec le projet de délibération qui est soumis aujourd'hui au vote du Conseil de Paris, mais je vais bien entendu vous répondre.

D'abord, concernant le marché du centre d'animation Marc Sangnier, qu'il vous est demandé aujourd'hui de valider en séance, je suis d'accord avec vous sur une analyse - j'en ai d'ailleurs fait état à plusieurs reprises en 7e Commission -, nous avons des difficultés pour avoir une réelle mise en concurrence sur l'ensemble des marchés des centres d'animation, en raison d'un nombre de candidats trop faible pour les marchés article 30, ou alors encore pire pour les D.S.P. Ce qui se traduit par un nombre d'associations très restreint, qui est amené à gérer les centres d'animation parisiens.

Nous avons essayé de trouver des solutions pour favoriser une diversification des associations gestionnaires afin que nous n'ayons pas toujours en face de nous les mêmes quelques grosses associations gestionnaires des centres d'animation à Paris. Il y a plusieurs pistes pour cela : il s'agit d'abord de favoriser le maintien de petits marchés, plutôt que des regroupements de centres d'animation qui, de fait, demandent des exigences financières très lourdes aux associations. C'est la raison pour laquelle nous maintenons, dans certains arrondissements, des centres démarchés avec un seul centre d'animation.

Par ailleurs, nous maintenons également des articles 30, qui sont beaucoup plus contraignants pour les associations gestionnaires, mais qui permettent à de nouvelles associations plus jeunes, plus petites, de candidater.

Je pense qu'il faut poursuivre cet effort de diversification des associations gestionnaires des centres d'animation, notamment en poursuivant cette politique de marchés plus petits et de maintien d'article 30 qui sont donc plus accessibles.

Ensuite, un deuxième sujet concernant ce centre, ce n'est pas parce qu'il y a un seul candidat - je le regrette pour des raisons évidentes de mise en concurrence - que l'offre est caduque ou qu'elle n'est pas bonne. En l'occurrence, l'association qui a remporté le marché de Marc Sangnier est une excellente association, qui a toute notre confiance, comme d'ailleurs l'ensemble des associations gestionnaires des centres d'animation à Paris. Après négociation fructueuse, nous pouvons bien évidemment, en toute légalité, attribuer le marché, y compris lorsqu'il n'y a pas eu d'autres candidatures que l'association "Casdal" ; c'est ce qui a été le cas pour le centre d'animation Marc Sangnier.

J'ajoute que l'offre est une excellente offre pédagogique. Elle était à l'origine, d'un point de vue économique et financière, trop exigeante, mais nous avons proposé, en négociant avec l'association correspondante, de diminuer notamment les horaires d'ouverture pour atteindre le cadrage financier adéquat pour la gestion du centre, ce qui a été possible.

J'ajoute enfin, pour terminer sur Marc Sangnier, que l'association gestionnaire est donc l'association "Casdal" qui a également en charge la gestion du centre d'animation Vercingétorix, qui est le deuxième centre d'animation du 14e arrondissement. Je crois que le maire du 14e arrondissement pourra se joindre à moi pour féliciter l'association qui gère très bien les deux centres. Il y a une certaine cohérence à ce qu'il y ait des liens entre les deux centres d'animation.

Voilà pour ce qui est de votre première partie de question.

Concernant votre deuxième interrogation qui n'est pas directement liée à ce centre d'animation, car ce sont deux sujets radicalement différents, le communiqué de presse de la Ville que vous avez lu exprime l'essentiel des informations que nous avons en notre possession. A savoir que nous avons appris, jeudi dernier pour être tout à fait précis, que des informations - probablement d'ailleurs par inadvertance ou par erreur - ont été données à l'association "Macaq", concernant la gestion du centre d'animation Masséna dans le 13e arrondissement.

Dès lors que nous avons appris cela, nous avons bien évidemment résilié le marché. Cela a été notifié à l'association vendredi dernier. L'association "Macaq" devra rendre les clefs avant mercredi midi ; c'est ce qui lui a été demandé par la Ville. Il n'y a pas de lien direct avec le rapport de l'Inspection générale qui, bien évidemment comme nous nous y sommes engagés, sera rendu public au mois de septembre prochain.

Au-delà de la résiliation de ce marché, la diligence de la Ville est parfaite, puisque nous avons par ailleurs informé le procureur d'un possible délit de favoritisme et que nous avons suspendu l'agent concerné.

Je veux simplement dire qu'au vu des éléments dont j'ai connaissance aujourd'hui, il apparaît de manière assez incontestable qu'il s'agit d'une erreur, certes très regrettable mais d'une erreur, car l'agent n'avait pas du tout conscience que les informations qu'il transmettait étaient des informations publiques.

Cela n'en demeure pas moins un fait de favoritisme dans la réalité. C'est la raison pour laquelle nous avons résilié immédiatement le marché. Une autre procédure sera lancée le plus rapidement possible pour que les habitants du 13e arrondissement puissent bénéficier des services de ce centre, de la meilleure des manières possibles.

Je termine simplement en vous confirmant que le rapport de l'Inspection générale, qui fait état de l'ensemble des demandes, dont régulièrement vous alertez la majorité, que les informations seront publiées d'ici le mois de septembre.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement a souhaité dire un mot.

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement. - Très brièvement pour remercier Bruno JULLIARD et la Ville de Paris de la décision, même s'il y avait qu'un seul candidat mais c'est du fait de personne, d'avoir attribué le marché à l'association "Casdal" qui gère déjà le centre d'animation Marc Sangnier et le centre Vercingétorix.

Nous sommes très contents de cette association. Depuis qu'elle est en place, elle a permis de nettoyer - je ne vais pas en dire plus là - la situation à Marc Sangnier, parce qu'on a trouvé des choses pas très jolies que nous a laissées la précédent attributaire du marché, qui avait été désigné avant 2001, parce qu'il était, à l'époque, de la majorité parisienne. Avec des faits même assez graves, dont certains sont pendants devant les juridictions. On l'a fait en douceur, ce n'est pas nos habitudes de mettre sur la place publique les turpitudes de nos prédécesseurs.

C'est un centre très bien géré, qui s'est développé, avec des adhérents en nombre, un programme qui correspond beaucoup plus aux aspirations des populations de ce quartier. Nous nous réjouissons de cette synergie de gestion des deux centres.

Juste un petit bémol : Bruno JULLIARD l'a rappelé, je sais qu'il fait avec les moyens qui lui sont donnés, mais à un moment donné, il faut que la logique financière concorde avec les besoins sociaux, c'est-à-dire que l'on ne peut pas, à un moment donné, reprocher à un centre d'animation de vouloir être ouvert plus longtemps, plus tard et pendant les vacances, alors qu'il y a un immense besoin social à couvrir dans ces quartiers, mais cela renvoie à nos priorités municipales, aux choix que nous faisons, à la hiérarchie des priorités que nous effectuons. Nous serons, au niveau de l'arrondissement, très vigilants à ce qu'à un moment donné, la bonne gestion ne se traduise pas par une restriction des moyens pour l'action publique.

Mais je sais que Bruno JULLIARD nous accompagne dans ce combat.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Avant de passer au vote, Madame CARRÈRE-GÉE, 30 secondes, de façon exceptionnelle et au nom de la courtoisie.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Merci de votre bienveillance.

Nous avons eu des débats animés à ce sujet au Conseil du 14e arrondissement. Sur la question de Marc Sangnier, non seulement une seule association a répondu à l'appel d'offres mais les notes obtenues, après examen des services de la Ville, sont assez catastrophiques. Elles s'échelonnent entre une note de 2 sur 10, quand même, et une note de 10 sur 10 sur le seul critère purement subjectif.

Le maire du 14e nous a expliqué que les services instruisant les demandes à l'Hôtel de Ville étaient des crétins ! Il l'a rappelé d'ailleurs à plusieurs reprises en estimant que les services privilégiaient des approches du type R.G.P.P.

Nous, nous souhaitons que cet appel d'offres, que cette procédure soit déclarée infructueuse pour deux raisons : une seule association qui répond et de mauvaises notes obtenues après examen du dossier par les services de la Ville. Donc, nous vous demandons vraiment de revenir sur cette décision et de déclarer l'appel d'offres infructueux.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - C'est noté. Merci, Madame.

Nous passons au vote, à la lumière des explications très convaincantes qui ont été fournies par Bruno JULLIARD et l'éclairage donné par Pascal CHERKI.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 343.

Qui est favorable ?

Qui s'y oppose ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DJS 343).

2011, DFPE 15 - Signature de deux avenants avec l'association l'Arbre Bleu (18e), gestionnaire d'un lieu d'information et d'un lieu d'accueil enfants parents pour l'attribution de deux subventions au titre de l'année 2011. Montant total : 112.994 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DFPE 15, sur lequel Roxane DECORTE s'est inscrite et Christophe NAJDOVSKI lui répondra.

Mme DECORTE a la parole.

Mme Roxane DECORTE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, comme je l'ai dit lors du Conseil du 18e arrondissement, il n'est pas question de remettre en cause cette subvention à une association remarquable, gestionnaire d'un lieu d'accueil enfants - parents, mais il était difficile de laisser passer toutes ces subventions à des établissements de petite enfance sans réagir.

Il s'agit pour nous de faire un point précis sur une situation qui n'a que trop duré depuis le mois de février : la énième grève qui touche l'ensemble des personnels des crèches à Paris. Faut-il décrire, comme l'a fait ma collègue, lors de la dernière question d'actualité le mois dernier, Valérie MONTANDON, le désarroi des parents confrontés à une telle situation, aggravée lorsque l'information n'est pas diffusée à temps ?

Le personnel est dans son droit de choisir de faire grève le matin même. C'est ainsi qu'au lycée où j'exerce, une collègue est venue faire cours avec sa fille âgée de deux ans à peine. Que dire de la maman qui laisse seul son enfant lors de ces journées de grèves très nombreuses ? Comment fait-elle face, alors que, pour elle, il est plus que vital d'aller travailler ?

Après, on parle de missions d'évaluation relatives aux familles monoparentales !

Or, depuis le mois de février, la situation est extrêmement tendue, avec plusieurs jours d'affilée de grève. Les parents usagers se mobilisent aussi avec le collectif "SOS crèche en détresse".

Monsieur le Maire, il est pour nous important, vital de nous faire un point précis de vos négociations sur cette situation qui n'a que trop duré, sur un sujet de vie quotidienne qui constitue l'essentiel, le fil de nos vies.

Merci de votre attention.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI, pour répondre.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

L'intervention de Mme DECORTE n'avait strictement rien à voir avec le projet de délibération qui porte sur le financement d'un lieu d'accueil enfants - parents dans le 18e arrondissement, "l'Arbre Bleu", pour lequel la Ville, bien entendu, poursuit son effort, comme elle le fait depuis de nombreuses années.

Je répondrai tout de même, bien entendu, à l'interpellation de Mme DECORTE.

J'interviendrai aussi en réponse, d'ailleurs, à un vœu qui a été déposé sur le même sujet, ainsi qu'une question d'actualité cet après-midi, toujours sur la même question.

Depuis le mois de janvier dernier, un dialogue approfondi a été mené avec les représentants des personnels de la petite enfance et d'ailleurs un certain nombre de mesures ont d'ores et déjà été prises par l'Exécutif puisqu'une délibération avait été adoptée en mars 2011 concernant la revalorisation indemnitaire des responsables d'établissement et des adjointes.

Nous avons également mis en œuvre la simplification des tâches administratives, l'affectation d'emplois tremplin préalablement formés qui viendront aider les responsables d'établissement dans ces tâches administratives. Ce dialogue s'est poursuivi courant mars avec une proposition de la Ville d'avoir une réflexion globale avec l'ensemble de l'intersyndicale de la petite enfance sur toutes les catégories de personnels. Malheureusement, malgré cette volonté de la Ville, les représentants des personnels ont déposé un préavis de grève au mois de mai pour - je cite - "créer un rapport de force" et - je cite toujours - "perturber de façon durable le fonctionnement des établissements".

Malgré cela, la Ville a poursuivi et approfondi le dialogue avec les organisations syndicales, qui s'était déroulé jusqu'à présent dans un cadre serein et cinq rencontres ont eu lieu ces dernières semaines, qui ont débouché sur de nouvelles propositions de la Ville de Paris, qui sont à la fois précises et concrètes :

- notamment la refondation et la reconstitution d'un volant de remplacement avec des personnels remplaçants, avec 126 agents titulaires supplémentaires, ce qui est un effort conséquent et considérable de la Ville de Paris,

- le remplacement de la prime d'assiduité, qui est aujourd'hui variable et à 100 % en fonction de l'assiduité, par une prime petite enfance qui aura une part forfaitaire principale,

- le doublement des attributions de logement du parc social de la Ville en faveur des personnels municipaux de la petite enfance,

- ou bien encore l'amélioration de l'offre de formation continue pour enrichir les parcours professionnels des agents.

Vous le voyez, toutes ces propositions sont aujourd'hui sur la table. Elles représentent d'ailleurs un effort financier extrêmement important, puisqu'en volume annuel, cela représentera 6,5 millions d'euros de fonctionnement pour la Ville. Je crois qu'on peut mesurer là aussi l'importance que consacre la Municipalité à l'effort en matière de conditions de travail des personnels de la petite enfance.

Voilà ce que je peux vous dire à ce stade.

Je compléterai en disant que, pour ce qui est de l'information des parents, nous essayons, bien entendu, de la donner le plus en amont possible pour adapter, évidemment, l'offre et l'accueil aux besoins des parents et faire en sorte qu'ils soient perturbés le moins possible, mais il y a également un droit, auquel je crois que nous tenons tous ici, qui est le droit de grève et les personnels expriment leurs revendications de la sorte.

Voilà, en tout cas, ce que je peux vous dire, à savoir que les propositions de la Ville visent à ce que nous puissions sortir par le haut de ce conflit qui nous oppose depuis quelques semaines à une partie des représentants des personnels de la petite enfance. En tout cas, la volonté de l'Exécutif municipal est bien de faire en sorte que les conditions de travail et les conditions d'accueil des enfants soient toujours optimales dans les établissements.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de ces éléments d'actualité sur un mouvement important.

On peut regretter quand même, Madame DECORTE, qu'on utilise des inscriptions pour évoquer des sujets qui n'ont rien à voir avec le sujet du projet de délibération. Un vœu est déposé par un autre groupe ; la formule des vœux est offerte aux différents groupes pour demander ce genre d'information.

Non, je ne vous redonne pas la parole ! C'est un détournement de procédure, je le constate et je le regrette.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 15.

Qui est pour ?

Monsieur LAMOUR ?

M. Jean-François LAMOUR. - Merci bien.

Monsieur le Président, les leçons de morale et de maintien que vous faites, en permanence d'ailleurs, à l'opposition sont inacceptables. Mme DECORTE a tout à fait le droit de s'exprimer comme elle le souhaite sur ce vœu. Peu importe, c'est de sa responsabilité. Vous n'avez pas à intervenir sur le contenu, comme vous êtes en train de le faire.

D'autant plus que vous ne vous gênez pas, Monsieur DAGNAUD, quand cela arrange l'Exécutif, pour faire en sorte d'adapter le règlement comme bon vous semble !

Je vous dis encore une fois que Mme DECORTE était tout à fait dans son droit pour parler comme elle l'a fait il y a quelques instants.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Monsieur le Président, dans mes propos, il n'y a aucune leçon de morale. Il y a simplement le constat objectif que le sujet de son intervention n'était pas directement lié au texte du projet de délibération, point barre. On ne va pas épiloguer !

C'est un rappel que je fais à l'attention de tout le monde. Mme DECORTE n'est sans doute pas la première à utiliser cet artifice, mais je voulais en profiter pour le rappeler très aimablement.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 15.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DFPE 15).

2011, DFPE 134 - Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'Association Familiale Catholique Saint Pierre - Saint Dominique pour l'attribution d'une subvention. Montant : 57.046 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le projet de délibération DFPE 134 concerne un avenant avec une association familiale.

M. Alexis CORBIÈRE a la parole.

M. Alexis CORBIÈRE. - Je voulais intervenir sur ce projet de délibération ; sans doute que M. NAJDOVSKI répondra, mais je voulais que le maire du 14e aussi entende ce que j'avais à dire, s'il est dans le couloir et s'il m'entend, car, de quoi s'agit-il ?

Il y en a beaucoup d'autres projets de délibération de ce type. Je prends celui-ci en exemple d'un problème plus général.

Il s'agit d'une convention que nous passons avec une association familiale catholique, dont le nom est Saint Pierre - Saint Dominique, qui gère actuellement une crèche dans le 14e, et l'objet de cette association est le suivant : "Cette association a pour but de promouvoir la famille, ainsi que le mariage". Pour ma part, je considère que cela n'a pas à figurer dans l'objet d'une association que nous subventionnons.

On peut très bien défendre le mariage, mais cela doit rester un choix personnel et nulle association gérant une crèche financée par la Ville ne doit se méler à ce qui relève d'un choix privé…

Dans une ville où 30 % des familles sont des familles monoparentales, je ne vois pas en quoi une structure qui fait la promotion du mariage doit gérer une crèche.

Je demande donc à ce que, clairement, ses statuts soient toilettés.

De mon point de vue, c'est une question de principe, et je crois que c'est une stricte application de la laïcité. Lorsque nous attribuons des fonds publics à des structures, je souhaite que, véritablement, l'objet de ces associations respecte la laïcité et la claire mise à distance entre ce qui relève des convictions intimes - la défense du mariage en est une - et ce qui relève des missions de service public ouvert à tous, quel que soit le rapport que les familles entretiennent avec leur famille ou le mariage, afin qu'elles puissent y placer leurs enfants.

J'invite à avoir vis-à-vis de chacun cette boussole-là, sans quoi nous avons une laïcité à géométrie variable, particulièrement tatillonne vis-à-vis de certaines confessions, mais qui considère vis-à-vis d'autres qu'après tout, cela fait partie de nos "traditions".

Je n'accepte pas cette position-là et j'invite à ce que la Ville soit ferme vis-à-vis de l'ensemble des confessions et rappelle que lorsqu'il y a des crèches associatives, l'objet d'une association ne doit pas être la promotion de certaines valeurs religieuses.

Voilà pourquoi, à ce stade-là, je ne voterai pas ce projet de délibération. Je demande à ce que la Ville se tourne vers cette association afin qu'elle modifie ses statuts afin que, véritablement, l'esprit de la laïcité s'applique vis-à-vis des structures que nous subventionnons.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Monsieur NAJDOVSKI, vous avez la parole.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Puisque nous évoquons ce projet de délibération concernant l'association familiale catholique Saint Pierre - Saint Dominique, qui gère une halte-garderie dans le 14e arrondissement, je rappellerai que c'est une association qui a été créée il y a maintenant 30 ans et qui est subventionnée par la Ville de Paris, je le crois, depuis l'origine, en tout cas depuis très longtemps.

Je voudrais rappeler que pour ce qui concerne nos relations avec les associations, la Ville de Paris a mis en place de nouvelles conventions qui ont été votées, je crois, à l'unanimité de ce Conseil à la fin de l'année 2009 et dans lesquelles il est écrit noir sur blanc que les associations s'engagent à accueillir les enfants dans le respect de la laïcité et que nous cherchons également à promouvoir un accueil universel.

J'ai eu l'occasion, d'ailleurs, de rappeler à l'ensemble des présidents d'associations gestionnaires d'établissements d'accueil de jeunes enfants en mars 2011, les obligations qui sont contenues dans ces conventions, notamment au regard de ces deux aspects que sont la laïcité et l'accueil universel des enfants.

Pour ce qui concerne l'association citée, je voudrais simplement dire à M. CORBIÈRE qu'il n'est pas nécessaire d'être adhérent de l'association pour avoir son enfant accueilli au sein de la halte-garderie. Autrement dit, cette association accueille tous les enfants, quelle que soit la composition familiale du ménage ou son éventuelle religion, elle respecte donc l'article 1er de la convention qu'elle a signée et ce n'est pas l'objet de l'association et son nom qui doivent poser problème à la Ville de Paris.

D'ailleurs, je précise, pour prendre un autre exemple, que nous subventionnons la Crèche israélite de Montmartre qui, malgré son nom, est une crèche qui accueille des enfants dans un cadre tout à fait laïc et neutre.

De par ses statuts, c'est vrai que les membres actifs de l'association sont proches de la doctrine de l'église, mais, je le répète, la halte-garderie est gérée dans un cadre strictement neutre et laïc et les parents ne sont pas membres actifs de l'association.

Nous sommes et nous continuerons à être vigilants sur l'accueil laïc des enfants au sein des établissements d'accueil de la petite enfance. Pour ce qui est de la question du mariage, je crois que c'est une institution républicaine qui n'a pas forcément de connotation religieuse, puisqu'il existe certes des mariages religieux, mais aussi des mariages civils que nous célébrons dans nos mairies.

Je remercie M. CORBIÈRE d'avoir alerté notre Assemblée sur ce souci de respect de la laïcité et d'un accueil universel qui, je crois, nous est commun à tous ici.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 134.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DFPE 134).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'accueil des enfants dans les établissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Avant de suspendre la séance, il nous reste un vœu et deux inscriptions. Nous allons essayer de ne pas perdre de temps.

Le vœu n° 6, relatif aux conditions d'accueil des enfants dans les établissements d'accueil, va être présenté en une minute par Danielle SIMONNET et Christophe NAJDOVSKI répondra.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, comme cela a été dit précédemment, le mercredi 8 juin dernier, nous avons connu une forte mobilisation - il y a eu un rassemblement devant l'Hôtel de Ville -, à la fois de l'ensemble des personnels qui encadrent les crèches, les établissements petite enfance, mais aussi de nombreux parents.

Nous savons que nous sommes confrontés à de grosses difficultés d'effectifs, avec des conditions de remplacement du personnel qui deviennent de plus en plus difficiles, que les volants de remplacement de personnel sont régulièrement absorbés par les ouvertures de crèches et que les conditions de travail sont à flux tendu et se détériorent, ce qui provoque une forme d'insécurité et d'inquiétude pour les enfants et les familles.

Des négociations ont commencé suite à ces mobilisations, la preuve que la lutte paye. D'ores et déjà, 126 recrutements ont été actés, il y a eu d'autres avancées en termes de primes pour les personnels, d'engagement en matière d'accès au logement, de prise en charge de formation pour ceux qui passent le concours d'entrée pour devenir éducateurs de jeunes enfants, mais la DFPE avait estimé à 250 le nombre de postes supplémentaires nécessaires.

Dans ce vœu, nous demandons que 124 postes supplémentaires soient créés afin de pouvoir atteindre les 250 créations de postes, que le volet de remplacement soit étoffé de façon significative avec une proportion d'un professionnel supplémentaire pour les établissements de moins de 60 enfants et de deux professionnels supplémentaires pour les établissements supérieurs à 60 enfants, que la Ville s'engage à ne pas aller au-delà des capacités d'accueil strictes des établissements et qu'elle s'assure que les taux d'encadrement puissent être respectés à tout moment de la journée.

Voilà un peu l'esprit, en une minute, de ce vœu.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI, qui a déjà beaucoup répondu, me semble-t-il.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Madame SIMONNET, dans son vœu, rappelait les avancées et les propositions faites par la Ville. Je ne reviens pas dessus.

Je me bornerai simplement à dire que la question des remplacements est une question centrale aujourd'hui, à laquelle nous devons apporter une réponse efficace.

L'objectif de l'Exécutif municipal est bien de garantir le respect des normes d'encadrement des enfants et d'éviter les surcharges de travail des personnels présents qui peuvent générer à leur tour de l'absence supplémentaire.

Je rappelle ici que 610 personnels sont aujourd'hui mobilisés au quotidien sur des tâches de remplacement. Pour renforcer ce dispositif, l'Exécutif municipal a proposé de travailler dans deux directions pour couvrir le besoin en personnels remplaçants complémentaires, estimé à 250 équivalents temps plein, comme vous l'évoquez dans votre vœu.

D'une part, une meilleure répartition des 475 personnels qui doublent des personnels à temps partiel ou en poste aménagé et, d'autre part, la constitution d'un vivier complémentaire par le recrutement de personnels supplémentaires.

Donc, nous avons proposé de satisfaire à la demande de l'intersyndicale et d'avoir une majorité de nouveaux vrais postes, comme elle l'exigeait. Nous nous sommes engagés à recruter 126 agents supplémentaires. Ce seront des postes de titulaires et non pas des postes de contractuels.

Ces créations de postes correspondront d'ailleurs majoritairement à des postes d'auxiliaires de puériculture et ils pourront intervenir de manière échelonnée d'ici à janvier 2012.

Pour ce qui est des autres aspects de votre vœu, je voudrais simplement rappeler que, concernant le deuxième alinéa de votre vœu, vous demandez à ce que nous ayons, en plus de ces 250 recrutements, des effectifs supplémentaires, ce qui aurait pour conséquence le recrutement de 700 à 800 postes supplémentaires dans les établissements.

Je rappelle que nous avons, d'un commun accord avec des organisations syndicales, identifié les besoins à 250 et non pas à 250 plus 800, c'est-à-dire au bas mot un millier, revendication qui était d'ailleurs la revendication si j'ose dire première des syndicats.

Je crois qu'il ne faut pas mélanger les deux, il ne faut pas additionner les deux. Il y a une revendication, qui est aujourd'hui de 250 équivalents temps plein pour assurer le volant de remplacements. C'est ce sur quoi la Ville de Paris s'est engagée et, dans cette mesure et compte tenu de tout ce qui a été par ailleurs dit sur les efforts de la Ville de Paris pour répondre de manière efficace, durable et pérenne aux revendications des personnels pour faire en sorte que les établissements fonctionnent, je serai amené à donner un avis défavorable de l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je soumets ce vœu avec avis défavorable de l'Exécutif, à moins que vous le retiriez, Madame SIMONNET ?

Mme Danielle SIMONNET. - Nous le maintenons, puisque les réponses ne nous satisfont pas. Si 250 postes ont été évalués, il faut au moins y répondre.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je propose de ne pas reprendre le débat. Vous avez été claire dans la présentation.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

2011, DJS 111 - Signature d'une convention avec l'Evolution Sportive et Culturelle du XVe pour l'attribution d'une subvention. Montant : 27.000 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DJS 111, sur lequel Odette CHRISTIENNE s'est inscrite. Jean VUILLERMOZ lui répondra.

Madame CHRISTIENNE, vous avez la parole.

Mme Odette CHRISTIENNE, adjointe. - Monsieur le Maire, non seulement j'interviens sur le DJS 111, mais j'y associe également les 106, 85, 108, 23, 125 et 89, de façon globale.

Quelle place pour le sport dans notre société en mutation ? Quelle importance lui accorde la Ville ?

Pour nous, la pratique du sport est avant tout un plaisir, le plus souvent celui d'un vivre ensemble et donc un facteur d'équilibre individuel et aussi de cohésion sociale.

Sans doute n'avons-nous pas la mentalité des Anglo-Saxons qui valorisent le sport à l'école et à l'université. Dans notre système scolaire, il est encore considéré comme une curiosité exotique nettement séparée des autres disciplines.

Dans les ouvrages concernant l'école, actuellement encore, le sport est absent et occupe tout au plus parfois trois lignes. Il a été au cours de l'histoire quasiment exclu des programmes, sauf dans un contexte national spécifique.

Encore faut-il qu'alors l'usage en soit exemplaire. Il peut étonner, comme dans un contre-exemple que je vais citer et que l'on ne doit pas occulter, bien qu'il entache l'image de quelques hommes, auxquels nous sommes redevables d'un merveilleux héritage : l'école publique.

Jugez-en. Nous sommes en 1878, le contexte prête à des mises en cause et inévitablement celle de la morale inculquée aux élèves. Littré déclare : "Nous qui élevons nos enfants dans le bienveillant respect des pays étrangers, il faut changer tout cela."

Et alors on pense, comme remède, au sport.

Voilà que Jules Ferry met en valeur le rôle éducatif et patriotique des sociétés de gymnastique, de tir et d'instruction militaire.

Et voilà que, dans un large consensus, tant chez les enseignants que dans l'opinion publique, et même chez le fondateur de la Ligue de l'enseignement Jean Macé, on intègre par la loi du 27 janvier 1880, dans les programmes d'enseignement, y compris dans les écoles élémentaires, le couple gymnastique et instruction militaire.

Imaginez-vous : le 14 juillet 1882, le bataillon scolaire de 650 petits soldats des écoles élémentaires du 5e arrondissement est passé en revue.

Les usages critiquables, il y en a eu ! Cela incite à la vigilance contre les dérives possibles, encore de nos jours, dans l'utilisation du sport. Mais telle n'est pas notre perception de l'intérêt du sport.

Pour nous, il est évident que l'enjeu du sport est avant tout le bien-être. Nous voulons que le sport garde tout son sens, sa noblesse et la place qui lui revient dans la cité.

La politique de la Ville est à cet égard remarquable, contrairement à ce qui a été dit, qui, au-delà des activités périscolaires pour les enfants, veut favoriser la pratique des sports dans leur diversité pour l'ensemble de la population parisienne, pour les Parisiens de tous âges et de toutes conditions.

Rappelons que plus de 2.000 associations sportives utilisent 400 équipements de la Ville.

C'est dans cette perspective qu'aujourd'hui nous voulons particulièrement nous féliciter de la décision prise dès 2001 de conclure des conventions avec les associations sportives parisiennes et que 52 conventions devraient être renouvelées pour la saison sportive 2011-2012.

Comment ne pas saluer les engagements des associations dont les projets sont aujourd'hui soumis à nos délibérations ?

Ne citons que quelques exemples, comment ne pas soutenir le "Cercle des Escrimeurs Parisiens" qui manifeste avec une belle réussite la volonté de promouvoir les femmes désireuses d'exercer une discipline qui a toujours été réservée aux hommes ?

Comment ne pas se féliciter en constatant que le Sporting club universitaire de France investit dans le développement de la pratique sportive en milieu scolaire et participe, notamment aux ateliers bleus de la Ville, en organisant une bonne approche de la vie sportive, avec sept sections (rugby, natation, tennis, escrime, volley, basket et golf), proposées pour les 13e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements, et veille à concilier l'éthique sportive et le sport de haut niveau.

Oui, le sport pour tous est une nécessité et nous devons mettre en évidence l'association "Evolution Sportive et Culturelle" du 15e, qui s'emploie notamment à permettre l'accès au sport à des familles aux revenus modestes.

Quant à l'association "Ménilmontant Patro Sport", créée en 2001, elle a diversifié les sections, elle favorise la pratique du sport au féminin. Il est intéressant de souligner que des activités peu répandues, telles que l'aquagym, qui ne concerne pas que des personnes présentant des handicaps ou en rééducation à la suite d'accident, ou la gymnastique rythmique.

Elle soutient également la pétanque, pratiquée à tous les âges, qui allie effort, adresse et convivialité dans la mixité.

La prise en compte des personnes en situation de handicap se développe également, "Cap Sport Art Aventure et Amitié" propose le basket fauteuil, en loisir ou en compétition selon les souhaits, le vélo à main comme loisir, mais l'association a également mis au point des ateliers de sensibilisation au handicap, déclinables selon tous les âges.

Un des projets soumis à notre projet de délibération concerne l'appui à 17 associations handisport.

Le Paris Alésia Football Club du 14e arrondissement, créé en 1907, perdure. Il est fortement engagé dans la vie locale. Il s'agit d'un club, filiale du P.S.G. qui accorde la priorité à la formation des jeunes et accueille notamment 435 joueurs licenciés.

Bien d'autres associations mériteraient vraiment d'être citées en exemple, pour les services qu'elles rendent aux Parisiens, aussi engageons-nous à voter favorablement pour la signature des diverses conventions.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pour vous répondre, M. Jean VUILLERMOZ a la parole.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Je voudrais simplement remercier Odette CHRISTIENNE pour ses encouragements.

Effectivement, j'essaie de faire le maximum pour développer le sport dans la Ville, la réponse aux scolaires, aux associations et, plus largement, aux Parisiennes et aux Parisiens, ainsi d'ailleurs qu'à ceux qui travaillent dans Paris et qui souhaitent faire du sport dans Paris. Il faut aussi réserver des créneaux.

Je profite de cette occasion pour remercier Mme la directrice de la D.J.S. ainsi que les personnels de la D.J.S.

Voilà en quelque sorte ce que je pouvais dire. Evidemment, on pourrait largement développer sur le sport de proximité à Paris et sur les efforts fournis dans la dernière période.

Je voudrais simplement dire que, en ce qui concerne le sport de proximité, le budget est en hausse constante depuis 2001 et surtout depuis 2008, mais il faudra tous les ans que ce budget augmente, car c'est aussi une bonne réponse sociale notamment dans les quartiers et les quartiers politique de la ville, notamment à travers le football et d'autres sports.

Voilà. Merci, Odette, pour ces compliments et continuons le combat !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 111.

Qui est favorable à son adoption ?

Pas d'opposition ?

Pas d'abstentions ?

Le projet de délibération est donc adopté. (2011, DJS 111).

2011, DFPE 337 - Approbation de la signature du contrat enfance jeunesse entre la Caisse d'Allocations Familiales de la Paris et la Ville de Paris (2011-2014).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Chers collègues, avant d'aller déjeuner, nous allons examiner le projet de délibération DFPE 337 sur lequel Anne-Christine LANG est inscrite.

Vous avez la parole, Madame.

Mme Anne-Christine LANG. - Un nouveau contrat enfance jeunesse entre la Caisse d'allocations familiales de Paris et la Ville pour la période 2011-2014 vient d'être signé, dont il nous paraît nécessaire de souligner l'importance. Il s'agit, en effet, d'une convention d'objectifs et de cofinancement, qui porte à la fois sur l'effort de création de places d'accueil pour les 0-3 ans et sur l'offre périscolaire de loisirs et de vacances en faveur des enfants et des adolescents de 6 à 17 ans.

Un premier contrat enfance jeunesse avait été signé pour 2007-2010 pour fixer les modalités du partenariat entre la C.A.F. de Paris et la Ville.

Pour comprendre l'importance de ce contrat entre la Ville et la C.A.F., il faut revenir sur quelques spécificités du territoire parisien qui ont été rappelées par la dernière mission d'information et d'évaluation du Conseil de Paris relative aux familles monoparentales.

Le nombre de familles parisiennes a augmenté depuis 1999. Le taux d'activité des mères parisiennes est plus élevé que la moyenne nationale et près de 76 % des couples parisiens sont bi-actifs. Le nombre de foyers monoparentaux continue de croître et représente près de 28 % des familles, soit un taux plus élevé que la moyenne nationale qui est de 20 %. Enfin, dans 85 % des cas, il s'agit de femmes seules avec leurs enfants.

Ce nouveau contrat comprend deux volets, dont le premier est la petite enfance et, en premier lieu, l'accueil des enfants entre 0-3 ans, qui reste un besoin prioritaire, compte tenu du dynamisme de la natalité et de la sociologie spécifique des familles parisiennes.

Si la Ville entend développer l'ensemble des modes d'accueil, l'accroissement de l'accueil collectif, qui garde la préférence des familles, constitue une priorité. Ce nouveau contrat s'inscrit dans l'effort soutenu de la Ville de créer 4.500 nouvelles place d'accueil d'ici 2014, dont un peu plus de 1.600 entre 2011 et 2012. La participation de la C.A.F. à hauteur de 4,2 millions d'euros permet à la Ville de Paris de bénéficier d'un cofinancement supplémentaire de la C.A.F. : la prestation de service enfance jeunesse, au-delà de recettes dites ordinaires.

Nous nous félicitons que, dans le cadre de ce nouveau contrat, tous les nouveaux établissements d'accueil de la petite enfants, municipaux ou associatifs, puissent bénéficier de la prestation de service enfance jeunesse, quelle que soit leur implantation dans le territoire parisien, alors que seuls les établissements situés en quartier politique de la ville pouvaient jusqu'ici bénéficier de ce complément de financement.

Sont également prévues l'extension du service de trois lieux d'accueil enfants parents en 2011 et 2012, la création d'un R.A.M. en 2012 et la création de quatre ludothèques en 2011-2012.

Quant au volet jeunesse, la participation de la C.A.F. est de 2,18 milliards d'euros. Les objectifs de ce nouveau contrat visent prioritairement l'amélioration de l'offre périscolaire, plus spécifiquement pour les enfants scolarisés à l'école préélémentaire, et la poursuite du développement d'une offre adaptée pour les enfants porteurs de handicap, ainsi qu'un développement d'une offre de loisirs et de séjour de vacances pour les 6-17 ans, plus particulièrement dans les arrondissement de l'Est parisien.

Parmi les nouvelles actions dans le domaine périscolaire, il convient de souligner la création à titre expérimental d'une nouvelle offre périscolaire avant la classe : l'accueil matinal au sein de dix écoles élémentaires et maternelles, dont pourront bénéficier les familles qui commencent à travailler très tôt.

En faveur de l'accueil des enfants et adolescents porteurs de handicap, le schéma de développement de cette nouvelle convention comprend la création de nouveaux accueils de loisirs municipaux pour handicapés et valides, en faveur des enfants scolarisés en primaire ou en instituts spécialisés, ainsi que la création de deux nouveaux accueils de loisirs municipaux par an au sein des collèges pour adolescents sur les quartiers politique de la ville, soit à nouveau 90 enfants en 2011-2012.

En ce qui concerne l'offre de loisirs et de séjours de vacances, cette nouvelle convention comprend entre autres le développement de l'offre de séjour dans le cadre des vacances "Arc-en-ciel" et de "L'Action Collégiens", à raison de 440 places supplémentaires par an dès 2011, et la création d'une offre adaptée de loisirs en faveur des adolescents de 14 à 17 ans pour environ 700 jeunes.

Dans l'attente de la nouvelle convention d'objectifs et de gestion qui sera signée entre l'Etat et la C.N.A.F., dont nous souhaitons qu'elle soit à la hauteur des besoins, je me félicite de la signature de ce nouveau contrat en France et des bonnes relations entre la Ville de Paris et la C.A.F. de Paris depuis des années au bénéfice des jeunes Parisiens.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame LANG.

Alors Christophe NAJDOVSKI, puis Colombe BROSSEL vont se partager le temps de réponse de l'Exécutif, pour vous répondre.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci à Christine LANG pour son intervention puisqu'elle démontre ici aussi son intérêt sur les questions de petite enfance, après les travaux de la mission d'information et d'évaluation dont vous aviez été la rapporteure.

Vous l'avez rappelé à juste titre, le schéma de développement a été déterminé pour les années 2011 et 2012, et cela correspond à la durée liée au plan de financement défini dans la convention d'objectifs et de gestion conclu entre la C.N.A.F. et l'Etat pour la période 2009-2012.

Pour ce qui est du volet enfance, ce schéma de développement sur ces deux années va permettre la création de nouvelles places d'accueil dans les établissements d'accueil de jeunes enfants à Paris : 653 places en 2011, 881 places en 2012.

Cela va nous permettre aussi de créer deux nouveaux lieux d'accueil enfants/parents, un relais d'assistante maternelle supplémentaire et également quatre ludothèques.

Je crois qu'on peut se féliciter, comme vous l'avez fait, Madame LANG, du bon partenariat que nous avons avec la C.A.F. de Paris, avec laquelle nous travaillons main dans la main et vraiment en très bonne intelligence et très bon accord depuis de nombreuses années.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Mme Colombe BROSSEL aura le mot de la fin.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 7e Commission. - Un mot très rapide, partenariat complet qui nous permet de répondre à un certain nombre de demandes et de besoins qui émergent et je crois que c'est aussi l'intelligence de ce dialogue avec la C.A.F. qu'il faut mettre en lumière.

Nous sommes, par le biais de ces discussions et donc du partenariat qui émerge, en mesure de répondre à des modifications ou à des besoins qui émergent dans la société parisienne. J'en veux pour preuve, et je n'en dirai qu'un mot, mais cela me paraît important, le fait que c'est dans ce cadre-là que nous mettons en œuvre une expérimentation dans le 12e arrondissement sur l'accueil du matin.

En effet, nous sommes, moi, le Maire, la direction, les directeurs d'école, régulièrement sollicités sur l'impossibilité à Paris, alors que cette possibilité existe évidemment très largement en banlieue et en province, de répondre aux besoins de familles qui commenceraient à travailler avant 8 heures 20 et qui auraient donc besoin de voir leurs enfants bénéficier d'un accueil matinal.

C'est donc dans ce cadre-là que nous allons mettre en place une expérimentation à la rentrée, dans une dizaine d'écoles du 12e arrondissement de façon à avoir un panel diversifié d'écoles, groupes scolaires, écoles isolées, écoles maternelles et écoles élémentaires, écoles de quartiers populaires et écoles de quartiers plus favorisés qui nous permettront d'évaluer la demande et de voir de quelle manière il nous est possible d'y répondre.

Evidemment, cette expérimentation sera évaluée, tant sur l'aspect qualitatif que sur l'aspect quantitatif de l'accueil et c'est bien au regard de cette évaluation que nous pourrons éventuellement décider de sa généralisation. C'est en tout cas un besoin qui a été confirmé par la mission sur les familles monoparentales menée par Ian BROSSAT et je suis tout à fait ravie que le partenariat avec la C.A.F. nous permette d'avancer sur des sujets qui émergent dans la société parisienne.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 337.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DFPE 337).

Dépôt de questions d'actualité.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous informe que des questions d'actualité ont été déposées.

La première question est posée par M. GOUJON au nom du groupe U.M.P.P.A. Elle est relative "à la légalisation du cannabis".

La deuxième question du groupe Centre et Indépendants concerne "le personnel des crèches parisiennes".

La troisième posée par M. FÉRAUD et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés est relative "au désengagement social de l'Etat".

La quatrième question d'actualité posée par M. BOUTAULT au nom du groupe EELVA est relative à l'équilibre économique du projet Autolib' et à sa pertinence écologique. En voici le texte :

"La presse s'est récemment fait l'écho d'un rapport du Conseil d'analyse stratégique (CAS) sur la voiture électrique dans lequel il met en doute la pertinence écologique des motorisations à propulsion électrique et qualifie de "véhicule propre" le seul véhicule hybride. Outre la production nucléaire de l'électricité, l'absence de filière de recyclage des batteries pose problème.

Mais le cœur du rapport n'est pas là. Ses auteurs ont porté une attention particulière aux flottes de voitures en libre service et étudié particulièrement l'économie du projet parisien Autolib'.

Pour les experts ayant mené l'étude, la rentabilité économique d'Autolib' ne pourra être atteinte que si l'opération enregistre 200.000 abonnements et si les véhicules sont en utilisation payante au moins sept heures par jour, toute l'année.

C'est effectivement le seul scénario, pourtant peu probable, qui ait été retenu par le syndicat mixte, car le seul permettant de dégager les recettes nécessaires à l'équilibre du projet.

Or, le CAS qui a mené des études comparatives, constate en effet que, dans les villes qui exploitent une flotte de véhicules électriques en libre service, le temps moyen d'utilisation quotidien n'excède pas une heure.

L'hypothèse d'une utilisation sept heures par jour est d'autant moins probable que le temps de recharge des batteries des véhicules risque d'être prolongé en hiver par l'impact du chauffage dont la puissance est équivalente à la station de recharge elle-même, constatent, en outre, les auteurs du rapport.

Dans l'hypothèse la plus probable, le bilan d'Autolib' serait donc largement négatif, et coûterait, toujours d'après le CAS, plus de 60 millions d'euros par an.

Par ailleurs, il semble que de plus en plus de communes refusent de participer au syndicat mixte et que le Préfet de Région lui-même rechigne à entériner la création d'un syndicat mixte ouvert permettant l'adhésion des communes.

Aussi, le groupe des écologistes et apparentés souhaiterait obtenir plusieurs précisions. Il aimerait savoir si le calendrier d'implantation des station Autolib' est confirmé et si les constructeurs seront bien en mesure de proposer un parc de 3.000 à 4.000 voitures électriques, comme prévu d'ici l'année prochaine.

Les éluEs écologistes souhaiteraient également savoir si Bolloré, l'exploitant, assumera les pertes probables jusqu'à 60 millions d'euros tous les ans ou si cette charge incombera aux collectivités membres du syndicat mixte ?

L'autopartage est une bien meilleure solution, car n'entraînant aucun investissement d'infrastructure, ni frais de dégradations ou de personnel, puisque les personnes empruntant les véhicules sont recensées et qu'elles doivent remettre le véhicule à la station où elles l'ont trouvé.

Ne pensez-vous pas que dans un contexte de rigueur budgétaire, il serait plus sage, pendant qu'il en est encore temps, de réorienter le projet vers un système d'autopartage, plus facile à exploiter et répondant mieux aux enjeux écologiques de notre époque ?"

Enfin, la dernière question d'actualité du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Préfet de police est relative "au respect de l'accord visant la régularisation des travailleurs sans papiers".

Chers collègues, la séance est suspendue, nous reprendrons à 14 heures 45 avec les questions d'actualité.

Bon appétit.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures vingt minutes, est reprise à quatorze heures cinquante minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, nous passons à l'examen des questions d'actualité.

I - Question d'actualité de M. GOUJON au nom du groupe U.M.P.P.A. relative à la légalisation du cannabis.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous commençons par M. Philippe GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Plus fort que la dépénalisation, la légalisation contrôlée.

Le vote par votre majorité, Monsieur le Maire, de l'ouverture de salles de "shoot" à Paris constituait donc bien le préalable à l'organisation par l'Etat de la production sur des dizaines de milliers d'hectares et de la vente de haschisch dans des "cannabistrots" ouverts avec l'aval des douanes, le tout supervisé par une agence nationale sur le modèle de la SEITA.

L'annonce par l'Etat de la vente libre du cannabis est, en tout cas, la proposition, certes défaitiste, mais quand même d'un de vos proches, qui plus est ancien Ministre de l'Intérieur.

Certes, légaliser et donc légitimer, justifier et, in fine, encourager l'usage de stupéfiants ne fait pas l'unanimité dans vos rangs. "Cela va à l'encontre de mes valeurs" a déclaré Emmanuel VALLS, tout en s'interrogeant : "Si, demain, le crack, l'héroïne, la cocaïne prennent la même ampleur, cela veut-il dire qu'il faudra aussi légaliser les drogues dures ?"

Ségolène ROYAL considère tout autant que si on dépénalise le cannabis, le trafic se fera sur des drogues plus dures.

Arnaud MONTEBOURG rappelle quant à lui que les pays qui ont dépénalisé révisent leur jugement et c'est effectivement vrai pour l'Espagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et même la Suisse.

Alors, Monsieur le Maire, vous qui savez si bien vous affranchir des questions embarrassantes, chacun s'interroge, dans ce débat ambigu qui agite le P.S., sur un sujet essentiel pour l'avenir de notre jeunesse. Briserez-vous avec M. VAILLANT le tabou de l'interdit, dont on sait pourtant qu'il incite au moins la moitié des jeunes non consommateurs à renoncer et croyez-vous que parce que la lutte contre les stupéfiants est difficile, il faut l'abandonner ? Ne pensez-vous pas, au contraire, que si la consommation est légalisée, elle augmentera, car son accès sera plus facile et son coût réduit ? Etes-vous prêt, Monsieur le Maire, à prendre le risque d'atteindre des chiffres identiques à ceux du tabac ou de l'alcool ? Faites-vous l'impasse sur l'attrait pour les organisations criminelles du commerce parallèle des produits licites comme les cigarettes et sur leur capacité à gérer des stratégies d'adaptation en se tournant, par exemple, vers d'autres trafics ou vers les mineurs ?

Enfin, ne voyez-vous pas le paradoxe d'accroître la disponibilité d'un produit dont la dangerosité est de plus en plus avérée, au moment même où la politique globale menée par la France sous tous les Gouvernements d'ailleurs, quelle que soit leur couleur politique, et associant étroitement prévention, soin, réduction des risques et application ferme de la loi, a permis de réduire, et de façon sensible, le nombre des expérimentateurs de cannabis ?

Alors, Monsieur le Maire, puisque le Parti socialiste a décidé d'ouvrir ce débat pour 2012, est-ce là son programme pour la jeunesse ?

Votre message à vous, Monsieur le Maire, votre message à la jeunesse sera-t-il celui de la démission et de la compromission ou celui de l'espoir et du courage politique ?

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mme Myriam EL KHOMRI a la parole.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le député-maire, la question du statut du cannabis dans notre pays me semble excéder très largement les prérogatives et les compétences de notre collectivité.

Le problème de la consommation de cannabis se pose avec une intensité qui n'a sans doute jamais été aussi importante qu'aujourd'hui dans tous nos départements, en métropole comme en outre-mer, des agglomérations aux zones rurales en passant par les zones périurbaines.

Ce problème constitue clairement un enjeu de politique nationale et générale. A ce titre, il est normal et sain qu'il suscite au niveau des partis et d'un certain nombre de responsables politiques des prises de position.

A ce titre, il est normal et sain qu'il fasse débat dans notre pays.

Pour autant, il me semble absurde de demander à un Exécutif municipal de prendre position sur ce sujet. Reposez votre question dans deux jours à l'Assemblée nationale, elle y a bien davantage sa place qu'au Conseil de Paris.

Peut-être est-ce justement au Conseil de Paris que vous avez souhaité la poser, pour instruire le sempiternel procès en laxisme, auquel vous vous plaisez à assigner notre Exécutif.

Ce procès en laxisme est bien mal inspiré, émanant d'une majorité dont la décennie passée au pouvoir aura correspondu à l'explosion du nombre de consommateurs réguliers et à une forme de faillite policière et sanitaire.

Dans un pays qui compte plus de 4 millions de consommateurs et plus de 12 millions d'expérimentateurs d'une substance, dont je vous accorde volontiers qu'elle est loin d'être anodine pour la santé, il ne me semble ni illogique ni dangereux de questionner une législation qui met hors-la-loi un cinquième de la population.

D'autres pays européens ont engagé cette réflexion, optant pour des solutions différentes des nôtres, des solutions raisonnées et respectables, dont il serait audacieux de dire qu'elles sont moins efficaces que les nôtres.

C'est donc bien le souci de l'ordre et non la passion du laxisme qui est au fondement de la réflexion engagée sur cette question, un ordre mis à mal avec 600.000 nouveaux consommateurs depuis 1999 et un prix à l'achat qui ne diminue pas, malgré la hausse continue des saisies qu'orchestre bien le Gouvernement, un ordre injuste également, puisqu'il a abouti à une hausse des condamnations pour détention et usage et à une baisse des condamnations pour offre et cession, c'est-à-dire pour trafic.

La collectivité parisienne, confrontée à une recrudescence des violences liées au trafic de stupéfiants, considère que le débat sur le statut du cannabis est un débat légitime, le genre de débat démocratique et responsable qui honore la politique et au terme duquel devront se redéfinir les équilibre de sécurité et de santé publique en France.

Nous poursuivons tous les mêmes objectifs : une baisse de la consommation de cannabis pour améliorer la santé et la sécurité. Ne négligeons aucun chemin pour atteindre ces objectifs.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Très bien, Myriam EL KHOMRI.

Pas de commentaires ?

Que voulez-vous, Monsieur GOUJON ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - L'orateur peut reprendre la parole pendant deux minutes, après le Préfet de police, peut-être.

M. LE MAIRE DE PARIS.- Vous avez posé votre question au Maire de Paris. Le Maire de Paris, c'est moi.

Ôtez-moi d'un doute, je suis Maire de Paris ou non ?

Monsieur, ce n'est pas moi qui ai écrit cela, Il y a "Conseil de Paris des 20 et 21 juin 2011, question d'actualité de M. Philippe GOUJON" sur papier à en-tête du groupe U.M.P.P.A "à M. le Maire de Paris au nom du groupe U.M.P.P.A."

Si vous voulez, je peux donner la parole à M. le Préfet de police, s'il le souhaite et très brièvement, mais votre question m'était adressée.

Jusqu'à nouvel ordre, c'est moi le Maire de Paris.

Monsieur GOUJON, soyez cohérent.

Vous avez envie d'entendre le point de vue très bref de M. le Préfet de police, c'est bien volontiers, s'il en a envie.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, la question vous est adressée, mais puisque j'ai entendu Mme Myriam EL KHOMRI qui parlait de faillite policière, je me sens un peu concerné.

Dans cette affaire, j'ai coutume de dire que, par principe, les services de police n'ont pas à commenter la loi ni à la modifier. Il y aura, comme cela vient d'être indiqué à la fois par celui qui pose la question et par Mme EL KHOMRI qui lui a répondu, un débat.

De ce débat, il résultera des textes et la Préfecture de police, là comme ailleurs, appliquera la loi. C'est d'ailleurs ce qu'elle fait. Des institutions de notre République ne s'empressent pas autant, si vous voyez ce je veux dire, d'appliquer la loi.

Puisque l'on parle de faillite policière, vous savez que, depuis que j'ai pris mes fonctions, j'ai manifesté à plusieurs reprises l'intérêt porté à la lutte contre la drogue, dans la mesure où je considère que c'est un fléau tout à fait important pour la vie en société dans notre ville et dans votre ville, Monsieur le Maire, comme ailleurs.

Nous avons lancé ce plan drogue dès octobre 2007. Dans le cadre de l'agglomération, il est aujourd'hui appliqué dans les trois départements et je pense qu'il est un peu exagéré de parler de faillite policière.

S'agissant de la légalisation, j'ai bien dit qu'il ne nous appartient pas de décider. Le législateur, le Gouvernement décidera après débat, mais il est évident que la police peut avoir une petite idée.

Je fais simplement deux ou trois réflexions. La première, c'est que le plan drogue que nous avons engagé, n'est pas motivé par la recherche d'un tableau de chasse, mais tout simplement par la nécessité de faire que les gens vivent mieux, notamment dans les halls d'immeuble.

Deuxièmement, nous avons de forts risques, ce sera un sujet compliqué si l'on doit légaliser, avec la mise en place d'un nouveau dispositif de vente à l'image du tabac, mais, à l'image du tabac, il y a fort à parier, puisque c'est ce que l'on vit actuellement, que s'il y a légalisation, il y aura des trafics sur des mauvais produits.

A l'heure actuelle, il faut avoir à l'esprit - et nous le regrettons tous - qu'au-delà du cannabis, d'autres drogues sont présentes, à Paris comme ailleurs : la cocaïne sous forme de crack, par exemple, l'héroïne ou les drogues de synthèse.

Il suffit de se référer à ce qui s'est passé hier dans le 19e arrondissement pour s'apercevoir que les trafiquants sont multicartes. Dans une saisie, hier, dans le 19e arrondissement, il y avait de l'herbe, 2,9 kilos de crack (ce qui n'est pas rien) et d'autres substances. Voilà ce que je peux dire, sous l'angle répressif.

Sous l'angle de la prévention, comme vous le savez, Monsieur le Maire, puisque j'ai eu l'occasion de vous le dire, ainsi qu'à M. Georges SARRE et à Mme Myriam EL KHOMRI, nous ne sommes pas restés bras ballants à la Préfecture de police dans le cadre du contrat parisien de sécurité.

Il ne nous appartient pas à nous, Préfecture de police, de prévoir la politique sanitaire, mais l'on peut s'y associer avec intelligence.

J'ai amené, parce que je subodorais que j'allais peut-être être appelé à intervenir, deux documents que j'ai diffusés aux élus de Paris - et je souhaite qu'ils soient lus - sur les effets du cannabis et de la cocaïne.

S'agissant du cannabis, je dois dire que nous sommes très inquiets, parce qu'il faut savoir de quoi on parle. S'agissant du cannabis, ce qu'il faut voir, c'est que la teneur en T.H.C. est de plus en plus inquiétante, que les produits soient cultivés de façon naturelle comme autrefois ou en serre, voire de manière bio.

C'est un problème très grave pour notre pays, qui constitue un véritable danger, notamment pour les enfants et les adolescents.

Les documents que l'on a élaborés ne sont pas des documents de policiers, ce sont des médecins, des pédopsychiatres, des psychiatres, des sociologues ou des assistantes sociales qui se sont exprimés.

Comme il m'arrive de parler avec mon cerveau unique, qui me sert pour la fonction et à titre personnel, je considère que c'est un danger très important, mais c'est un petit élément dans un débat dont j'ai conscience qu'il me dépasse.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur GOUJON ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Nous avons entendu le Préfet de police, nous avons entendu la parole de Mme EL KHOMRI que je ne néglige pas du tout, bien au contraire, mais il aurait été intéressant pour l'ensemble des Parisiens et de leurs représentants de connaître votre point de vue personnel, étant donné qu'il y a un débat, c'est vrai, mais qui a été lancé par l'un des membres importants de votre majorité. C'est même un maire d'arrondissement.

Dès lors qu'un maire d'arrondissement lance le débat, souffrez que les autres maires d'arrondissement aussi puissent donner leur point de vue. C'est fait, pour ce qui concerne un certain nombre d'entre eux. Les deux points de vue sont là, d'autant que vous avez l'habitude de débattre aussi de sujets d'ordre national, qui ne sont pas forcément adaptés à cette enceinte.

Face à la réponse qui consiste à dire que c'est un débat qu'il faut avoir à l'Assemblée nationale, je ferais valoir qu'on peut l'avoir ici aussi, d'autant plus que c'est l'un d'entre vous, et pas des moindres, qui l'a lancé.

C'est vrai que le combat de la drogue n'est pas perdu, dans ce pays, bien au contraire d'ailleurs, parce que le niveau de la consommation de cannabis a retrouvé celui de 2002 et qu'il baisse depuis 2003.

Simplement, nous aurions aimé, ici, dans cette enceinte, que l'ensemble des forces politiques de notre Conseil puissent soutenir la politique menée par tous les gouvernements, de gauche comme de droite, de prévention, de soins, de réduction des risques, menée contre le cannabis.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GOUJON, d'abord, vous êtes un peu impatient et il faut savoir attendre un peu.

Bien sûr, je vais vous donner mon sentiment, mais je voulais laisser s'exprimer le débat, écouter chacun, vous deux fois !

Deuxièmement, si nous voulons tenir ici, au Conseil de Paris, tous les débats intéressants dans notre pays, il faut fusionner le Conseil de Paris à l'Assemblée nationale ou au Sénat. Mais, le Sénat, cela va être compliqué !

Donc, ayons la modestie, de temps en temps, de nous comporter en Assemblée locale.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - C'est vous qui l'avez lancé.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous permettez ?

M. Daniel VAILLANT, comme vous l'avez dit, est parlementaire. Il y a des instances parlementaires, mais puisque vous y tenez, je vais vous donner quelques éléments.

D'abord, vous avez qualifié Daniel VAILLANT d'un de mes amis proches. Vous avez raison et je ne compte pas mettre de distance.

Mais vous savez, entre amis proches, on peut avoir parfois des appréhensions de sujets de fond, compliqués, qui ne sont pas identiques. D'ailleurs, j'ai cru voir sur d'autres sujets, qui n'étaient pas très idéologiques, certaines différences parmi vous.

Mais là, c'est une question qui, vraiment, interpelle.

Je vais vous rappeler d'abord quelque chose.

Lorsque M. PASQUA était Ministre de l'Intérieur, il avait recommandé que soit ouvert un grand débat sur la question. Malheureusement, il n'a pas été entendu et le mérite principal du rapport de Daniel VAILLANT, c'est de demander que s'ouvre un grand débat national sur ce sujet.

Sur ce sujet, je suis complètement d'accord avec Daniel VAILLANT.

Vous permettez ? Je vous ai écouté, qu'est-ce que vous avez ?...

Eh bien, voilà, cela peut arriver !

Je ne suis pas sectaire, comme vous, moi !

Je pense que le principal mérite de son rapport, c'est que la société française a besoin d'un débat sans tabou, complet sur ce sujet.

Deuxième remarque que je voudrais faire, c'est que le statu quo n'est absolument pas satisfaisant. Vous avez fait allusion à tous les gouvernements. D'accord, tous les gouvernements, en attendant, la situation actuelle ne convient pas.

Personnellement, je considère ce sujet comme un sujet de santé publique et c'est pourquoi je serais peut-être moins catégorique que mon ami Daniel VAILLANT sur les solutions qu'il préconise, notamment en matière de légalisation.

En revanche, il y a une question que je me pose ; ne le prenez pas comme une manière de clore le débat ! Je me demande, sur la pénalisation des consommateurs, s'il ne vaudrait pas mieux que nos forces de police, que j'estime beaucoup, soient consacrées à autre chose qu'à réprimer les fumeurs de joints. Vous voyez ! Parce qu'il y a beaucoup de boulot et ce n'est, d'ailleurs, pas ce qu'ils font le plus.

Une intervenante. - Ils ne font pas que cela !

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est marrant, vous voulez des débats et vous refusez que les gens s'écoutent !

J'essaie de vous donner un sentiment ouvert, mesuré, pas sectaire et vous voulez absolument crisper.

Moi non !

Donc, dans les enceintes qui conviennent, c'est-à-dire sans doute l'Assemblée nationale, le Sénat et au-delà, je souhaite effectivement qu'il y ait un grand débat sur ce sujet et un débat qui, je l'espère, nous fera avancer.

D'ailleurs, une autre chose, que je ne vois pas assez dans la presse actuellement sur ce sujet, c'est de vraies analyses complètes des expériences étrangères, car certaines sont des échecs, d'autres ont des éléments de réussite. Je pense que nous devrions procéder à une évaluation beaucoup plus approfondie de toutes les expériences étrangères.

Mais, bien entendu, si vous souhaitez qu'on en reparle, on verra dans la conférence d'organisation s'il faut organiser un débat prioritaire sur le cannabis.

II - Question d'actualité posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative au personnel des crèches parisiennes.

M. LE MAIRE DE PARIS. - En attendant, on passe à l'autre question d'actualité qui nous concerne.

(Applaudissement de M. Jean VUILLERMOZ).

Merci, Jean VUILLERMOZ !

J'ai un copain ! Merci, Jean. Parce que, tu vois, c'est à la fois un problème de santé publique, de sport.

Maintenant, je donne la parole à Mme BRUNO.

Mme Catherine BRUNO. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, le conflit qui oppose le personnel des crèches parisiennes à la Municipalité n'a que trop duré : grèves successives d'une ampleur inédite, malaise qui perdure chez le personnel de la petite enfance, pique-niques de parents excédés sur le parvis de l'Hôtel de Ville, rafale de vœux en Conseil de Paris, parfois même repris par l'Exécutif, rien n'y fait.

Une étude de la D.R.E.E.S. indique que Paris est la ville la moins bien lotie en offre d'accueil d'enfants de moins de 3 ans, même si les moyens ont indéniablement été mobilisés avec la création de 4.500 nouvelles places de crèche sous votre seconde mandature.

Mais vous ne semblez pas parvenir, Monsieur le Maire, à remédier à la pénurie des personnels et à la dégradation des conditions d'accueil des enfants. La gestion à flux tendu des personnels se traduit par un sous-effectif récurrent, alors que l'absentéisme atteint le chiffre tristement record de 17 %, entraînant fermetures intempestives d'établissements, recours aux personnels techniques, d'entretien et de direction pour assurer l'encadrement des enfants ou encore réduction de l'amplitude horaire. Que dire de la mise en œuvre des projets pédagogiques, jetés aux oubliettes, d'une impossible ubiquité ?

Sur ces problèmes structurels, se greffent de légitimes préoccupations en termes de reconnaissance professionnelle et de rémunération, notamment eu égard au remplacement souhaité des primes dites d'assiduité par une prime forfaitaire.

Des réponses exhaustives doivent être apportées au plus vite, sous peine d'un épuisement du personnel, d'une mise en danger potentiel des enfants et d'une fronde des parents.

J'ai donc plusieurs questions à vous poser, Monsieur le Maire.

Tout d'abord, la Mairie vient de proposer la création de 126 postes d'agents titulaires supplémentaires, une meilleure organisation des 475 personnels remplaçants, ainsi qu'une amélioration de la formation continue pour les agents. Promesses alléchantes mais très insuffisantes au regard des besoins urgents.

Aussi, une politique de recrutement au long terme de personnels des crèches, ainsi qu'une véritable gestion des ressources humaines sont-elles envisagées ?

Cette réorganisation des personnels se résumera-t-elle à autant de redéploiement ? Auquel cas, cette solution en trompe-l'œil ne saurait être satisfaisante.

Ces personnels sont d'ores et déjà affectés à des crèches en manque d'effectif qu'on ne peut dépouiller au profit d'autres établissements. Est-ce là votre vision d'une gestion efficiente de l'absentéisme, Monsieur le Maire ?

De plus, quel plan précipitamment concocté sera-t-il mis en œuvre pour la formation continue des agents ?

Ces quatre questions en appellent une plus générale : comment comptez-vous fidéliser le personnel des crèches dont la profession est en proie à une rotation et à une défection considérables ? En 2010, 512 auxiliaires de puériculture étaient recrutées, tandis que 459 s'en allaient. Si la création de places doit indispensablement s'accompagner d'un accroissement du personnel, il faut également leur donner l'envie de rester. Quelles mesures favoriseront l'attractivité de postes qui souffrent d'une concurrence du secteur privé, plus rémunérateur, et d'un éloignement pesant du domicile, souvent situé en banlieue ?

Mon groupe avait accepté de retirer en mars dernier son vœu concernant l'amélioration des conditions de travail des responsables de crèche, sous couvert de l'apport de réponses satisfaisantes à venir. Force est de constater que ce n'est pas le cas et que l'heure n'est plus à la patience ni aux économies de bout de chandelle, mais à une gestion humaine et pragmatique.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je remercie Mme BRUNO de sa question puisqu'elle va nous permettre de détailler l'ensemble des mesures qui ont été proposées aux personnels de la petite enfance.

Depuis le mois de janvier, un dialogue approfondi a été mené avec les représentants des personnels, afin de trouver des solutions permettant de faire face aux difficultés auxquelles sont confrontées les équipes, dans un contexte marqué par une forte croissance du parc des équipements municipaux et également par une pénurie nationale de personnels formés.

Ce dialogue a permis d'identifier les besoins et d'établir un calendrier de discussion, devant déboucher sur l'élaboration collective de solutions de court terme et de long terme, concernant l'ensemble des catégories de personnel. Ce calendrier avait été acté avec l'accord des syndicats.

Dès le mois de février, plusieurs mesures en faveur des responsables d'établissement furent ainsi décidées et immédiatement mises en œuvre :

- une revalorisation indemnitaire : 1.080 euros supplémentaires par an pour les responsables d'établissement non logées par la Ville, 600 euros par an pour celles qui sont logées, 480 euros par an pour les adjointes de direction ;

- simplification des tâches administratives par le transfert, à l'encaissement des chèques, de la tarification aux services centraux ;

- affectation de 30 agents préalablement formés pour épauler les responsables des crèches sans adjointes.

En dépit de ces avancées des discussions en cours, sans respecter le calendrier prévu, l'intersyndicale a appelé à la grève au début du mois de mai pour - je cite - créer un rapport de force. Le fonctionnement des établissements municipaux a, depuis, été perturbé par huit journées de grève occasionnant la fermeture totale ou partielle de certaines crèches.

Tout en regrettant cette méthode préjudiciable au service municipal d'accueil, la Ville a poursuivi et approfondi le dialogue avec les organisations syndicales : cinq rencontres ont eu lieu ces dernières semaines, débouchant sur de nouvelles propositions précises et concrètes. Je citerai les principales d'entre elles :

- le remplacement de l'actuelle prime d'assiduité par une prime petite enfance, désormais aux deux tiers forfaitaires, pour un coût global de 2 millions d'euros par an ;

- la refondation et le renforcement du volant des personnels remplaçants avec, d'une part, le recrutement à partir du mois de juin de 126 agents titulaires supplémentaires et, d'autre part, une meilleure répartition des 475 personnels qui, aujourd'hui, doublent à temps complet des personnes à temps partiel ou à inaptitude partielle.

Et nous aurons d'ailleurs une évaluation de la mise en œuvre de ces mesures dès l'automne. La Ville a également proposé trois autres mesures, qui ne figuraient pas dans les revendications premières de l'intersyndicale et qui permettent d'améliorer les conditions de travail et de vie des agents, et également de les fidéliser :

- Premièrement, le doublement des attributions de logement du parc social de la Ville en faveur des personnels de la petite enfance : alors que 87 agents ont été logés par la Ville en 2010, la Ville propose, pour 2012, d'attribuer 190 logements aux personnels de la petite enfance. Il s'agit là d'un effort qui équivaut à plus qu'un doublement, là encore, dans un objectif de fidélisation.

- Par ailleurs, nous avons décidé de l'amélioration de l'offre de formation continue pour enrichir les parcours professionnels des agents.

- Et enfin, dans un souci d'équité par rapport aux revalorisations en faveur des autres responsables d'établissements, une revalorisation complémentaire de 480 euros par an du régime indemnitaire des responsables de haltes-garderies, crèches familiales et jardins d'enfants.

Voyez donc que, dans un contexte budgétaire contraint que connaît la Ville, cet ensemble de mesures, qui représente tout de même 6,5 millions d'euros par an, constitue un effort inédit de la Ville en faveur du secteur municipal de la petite enfance.

Malgré tout - je dois le déplorer - un nouveau préavis de grève a été déposé pour demain, mardi 21 juin. Mais nous recevrons à nouveau les organisations syndicales, comme nous l'avons fait depuis de nombreuses semaines, avec la volonté encore renouvelée de trouver, avec les représentants des personnels, la voie d'une solution efficace et pérenne pour la qualité du service public de la petite enfance à Paris.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci. J'invite tout le monde - mais je ne dis pas cela pour la personne qui va prendre la parole maintenant - à respecter les temps de parole, aussi bien les personnes qui interrogent que les personnes qui répondent.

Madame BRUNO ?

Mme Catherine BRUNO. - Oui, merci. Vous ne pouvez pas me répondre, Monsieur le Maire, comme à Mme DECORTE ce matin, en vous contentant d'énumérer les quelques dispositions qui viennent d'être actées, dont j'ai déjà fait état dans ma question d'actualité.

Je souhaiterais, moi, une réponse précise à chacune des questions que je vous ai posées et qui n'ont rien de cosmétiques. La création de 126 postes de titulaires est une bonne chose - et je m'en réjouis -, mais c'est insuffisant et vous ne proposez rien en profondeur pour fidéliser le personnel. Les mêmes problèmes qui se posent aux personnels actuellement viendront se poser également aux nouveaux titulaires.

Vous me répondez de façon administrative : chiffres, primes, redéploiement, mais c'est de la reconnaissance, de la considération et surtout de l'écoute que ces personnels attendent. Et c'est là-dessus que je voudrais que vous compreniez les souffrances de ces personnels dont le mal-être est de plus en plus constaté.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chère Madame, vous nous demandez plus que les 126 embauches qu'on a prévues, alors que vous ne cessez, à toutes les séances, y compris ce matin, de nous demander de réduire le personnel. Je vous en prie ! Un peu de cohérence, s'il vous plaît.

III - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris, relative au désengagement social de l'Etat.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, je donne la parole à M. Rémi FÉRAUD pour la question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Rémi FÉRAUD, maire du 10e arrondissement. - Monsieur le Maire, chers collègues, la solidarité est le premier budget de la Ville de Paris. Elle y consacre chaque année un peu plus de 2 milliards d'euros, en hausse de 70 % depuis 2001. C'est un choix que notre Municipalité assume dans le respect de ses compétences obligatoires, certes, mais aussi au-delà, afin de tenir compte d'une demande sociale croissante.

A l'inverse, l'Etat, pourtant porteur de l'exigence de solidarité nationale, n'assume pas ses responsabilités, et le désengagement social de l'Etat atteint ainsi aujourd'hui des niveaux sans précédent, dont Paris, en particulier, est victime. Prenons le cas, tout d'abord, du financement de la politique de la ville. Et bien, année après année, celle-ci est de moins en moins partenariale, alors que c'est sa nature même, et ce à cause de la baisse massive de la contribution de l'Etat.

Quelques chiffres, simplement : l'Etat y participait à hauteur de 1,4 million d'euros en 2009. Sa contribution est passée à 1,1 million d'euros en 2010 et à 700.000 euros en 2011. Cela représente donc 50 % de crédits en moins en deux ans et en une année, l'Etat aura ainsi enlevé 440.000 euros aux 400 associations qui, dans les quatorze quartiers les plus populaires de Paris, accompagnent, aident, forment et aident à s'intégrer celles et ceux qui y vivent.

Cet abandon a des effets tout à fait concrets. C'est par exemple l'association "Ego" à la Goutte d'Or dans le 18e, qui perd 6.000 euros ; c'est l'association "Accord" dans le 10e arrondissement, qui accompagne la population d'origine turque, et qui se voit retirer 9.000 euros de subvention et ainsi menacée dans son existence même. Pour vous prendre l'exemple de mon arrondissement, la baisse totale des crédits atteint cette année 70 %. Et cela est très légèrement, mais à peine supérieur, à la moyenne parisienne.

Certes, pour 2011, la Préfecture de Paris propose, en compensation, de créer des postes d'adultes relais, mais si cette proposition est bienvenue, elle ne peut remplacer les projets portés par les associations et c'est bien la cohésion sociale qui est ainsi menacée par le retrait de l'Etat.

Il en est de même pour l'hébergement d'urgence. C'est le deuxième exemple qui en dit long sur la politique du Gouvernement de François FILLON. Alors que l'Etat, seul compétent selon les textes en matière d'hébergement d'urgence, diagnostique lui-même 13.000 places manquantes en Région parisienne, le Gouvernement réduit cette année d'un quart sa contribution au Samu social et préconise une baisse quotidienne de 3.500 prises en charge.

Ce sont autant de personnes à la rue et une situation qui sera d'autant plus dramatique qu'il manque déjà plusieurs milliers de places d'accueil pour les demandeurs d'asile en Ile-de-France. Un rapport du Sénat, publié il y a quelques jours, pointe d'ailleurs ces capacités insuffisantes et dénonce la baisse de 56 % des crédits pour l'hébergement des demandeurs d'asile dans la loi de finances pour 2011.

Si je m'arrête enfin un instant sur la mise à l'abri des 1.600 mineurs isolés étrangers...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Il faut vous arrêter complètement, d'ailleurs.

M. Rémi FÉRAUD, maire du 10e arrondissement. - Je finis... comptabilisés aujourd'hui, l'Etat ne leur consacre que 3 millions d'euros, quand la Ville mobilise, elle, 70 millions d'euros. Face à cette situation critique, Monsieur le Maire, et au nom du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, je souhaiterais donc que vous nous apportiez les précisions nécessaires sur les conséquences du désengagement social de l'Etat à Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est une question originale, puisqu'elle interpelle deux membres de l'Exécutif : Olga et Gisèle. Mais vous vous débrouillez : c'est trois minutes pour vous deux. Olga d'abord, puis Gisèle.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, les conséquences des orientations actuelles de l'Etat en matière d'hébergement d'urgence sont désastreuses. L'Etat a décidé de mettre en place une politique du logement, d'abord pour lutter contre les phénomènes de pauvreté. L'intention paraît méritoire, mais en réalité, il s'agit de supprimer l'hébergement des plus exclus pour le remplacer par des résidences sociales qui engagent les budgets des départements.

La politique de la casse sociale du Gouvernement continue, en toute connaissance de cause, puisque l'Etat reconnaît que 13.000 places d'hébergement manquent en Ile-de-France.

Par ailleurs, d'ici la fin de cette année, le Préfet de Région a ordonné au Samu social d'organiser la suppression de 2.300 nuitées hôtelières à Paris, sur les 9.400 actuelles. Cela veut dire que 800 familles avec des enfants se retrouveront à la rue. Et cela a déjà commencé. C'est presque 70 personnes, dont des enfants - et c'est une situation inédite -, qui se retrouvent chaque soir sans solution d'hébergement après avoir appelé le 115. Les plus fragiles, ce sont aussi les demandeurs d'asile, les 900 saisonniers de l'hébergement, mis à la porte tous les ans des centres d'hébergement hivernaux et tous ceux qui ont trouvé refuge dans les bois ou le long du périphérique, faute d'une main tendue.

Jamais maltraitance de l'Etat n'avait été organisée de la sorte. Pour dénoncer cette situation, notre collectivité a engagé une procédure contentieuse contre l'Etat. Beaucoup de collectivités franciliennes partagent notre détermination. Le 23 juin, ici même à l'Hôtel de Ville, les présidents des Conseils généraux de Paris, du Val de Marne, de la Seine-Saint-Denis et le Président de la Région Ile-de-France dénonceront avec les associations ce désengagement inacceptable.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Très bien. Très bref.

Mme Gisèle STIEVENARD a la parole.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe. - M. FÉRAUD a raison d'insister sur l'urgence sociale et l'impérieuse nécessité de rétablir la solidarité nationale fort malmenée par le Gouvernement.

Concernant la politique de la ville, nos quatorze quartiers ont connu de réels changements depuis dix ans. Pour autant, les équilibres restent fragiles et les tensions s'accentuent avec la crise et l'afflux considérable de personnes en errance.

Il n'est donc pas question de relâcher l'effort. C'est ce que fait la Ville en maintenant son investissement dans les actions associatives. En témoigne la communication du Maire de Paris, ici même en mars dernier, pour impulser un plan d'action renouvelé en faveur des quartiers populaires jusqu'en 2014.

Encore faut-il que l'Etat reste à nos côtés. Hélas, à Paris comme ailleurs, la réalité est toute autre. La baisse de 20 % des crédits nationaux menace la poursuite d'actions de terrain indispensables. Récemment, des maires de tous bords politiques ont à nouveau alerté sur l'urgence de maintenir le social aux côtés de l'urbain pour assurer l'efficacité et la durabilité des politiques urbaines qui sont conduites dans ces quartiers.

Certes, il y a 35 postes supplémentaires d'adultes relais, ce qui est une bonne chose, mais l'Etat décroche sur la réussite éducative et l'enveloppe des subventions aux associations est en baisse de 50 % en moyenne sur deux ans, voire davantage dans le 10e et le 14e arrondissement. Là c'est vraiment la remise en cause de la géographie prioritaire qui ne dit pas son nom. C'est autant de moins pour la culture, le lien social, le sport, la prévention, le soutien à la parentalité.

Ce retrait est un bien mauvais calcul de la part de l'Etat. Aussi, avec les maires d'arrondissement, nous demandons le réexamen en urgence des situations associatives critiques et la mobilisation de crédits supplémentaires pour les quartiers parisiens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous avez été parfaites toutes les deux.

IV - Question d'actualité du groupe EELVA relative à l'équilibre économique du projet Autolib' et à sa pertinence écologique.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, M. Jacques BOUTAULT a la parole pour le groupe "Europe Ecologie, Les Verts et apparentés".

Je n'ai rien oublié ?

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Vous êtes très bien, Monsieur le Maire.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Après, il faut que l'on parle plus longtemps d'eux.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - La presse s'est récemment fait l'écho d'un rapport du Conseil d'analyse stratégique sur la voiture électrique qui met en doute la pertinence écologique des motorisations à propulsion électrique et qualifie de véhicule propre, le seul véhicule hybride.

Outre la production nucléaire de l'électricité, l'absence de filières de recyclage pose problème. Mais le cœur du rapport n'est pas là. Ces auteurs ont porté une attention particulière aux flottes de voitures en libre service et ont étudié particulièrement l'économie du projet parisien Autolib.

Pour les experts ayant mené l'étude, la rentabilité économique d'Autolib' ne pourra être atteinte que si l'opération enregistre 200.000 abonnements et si les véhicules sont en utilisation payante au moins sept heures par jour toute l'année.

C'est effectivement le seul scénario, pourtant peu probable, qui a été retenu par le syndicat mixte, car le seul permettant de dégager des recettes nécessaires à l'équilibre du projet. Or, le C.A.S. qui a mené des études comparatives constate que, dans les villes qui exploitent une flotte de véhicules électriques en libre service, le temps moyen d'utilisation quotidien n'excède pas une heure.

L'hypothèse d'une utilisation sept heures par jour est d'autant moins probable que le temps de recharge des batteries des véhicules risque d'être prolongé en hiver par l'impact du chauffage dont la puissance est équivalente à la station de recharge elle-même.

Dans l'hypothèse la plus probable, le bilan d'Autolib' serait donc largement négatif et coûterait, toujours d'après le C.A.S., plus de 60 milliards d'euros par an. Par ailleurs, il semble que de plus en plus de communes refusent de participer au syndicat mixte et que le Préfet lui-même rechigne à entériner la création d'un syndicat mixte ouvert, permettant l'adhésion des communes.

Aussi, le groupe des écologistes et apparentés souhaiterait obtenir plusieurs précisions. Il aimerait savoir si le calendrier d'implantations des stations Autolib' est confirmé et si les constructeurs seront bien en mesure de proposer un parc de 3.000 à 4.000 voitures électriques, comme prévu d'ici l'année prochaine.

Les élus écologiques souhaiteraient également savoir si Bolloré, l'exploitant, assumera les pertes probables jusqu'à 60 milliards d'euros tous les ans ou si cette charge incombera aux collectivités membres du syndicat mixte.

L'autopartage est une bien meilleure solution car n'entraînant aucune investissement d'infrastructure, ni frais de dégradation ou de personnels, puisque les personnes empruntant les véhicules seront recensées et qu'elles doivent remettre le véhicule à la station en ouvrage où elle l'on trouvé.

Ne pensez-vous pas, Monsieur le Maire, que dans un contexte de rigueur budgétaire, il serait plus sage, pendant qu'il en est encore temps, de réorienter le projet vers un système d'autopartage, plus facile à exploiter et répondant mieux aux enjeux écologiques de notre cité ?

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Mme Annick LEPETIT a la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce rapport du Conseil d'analyse stratégique que vous relayez, Monsieur BOUTAULT, préconise uniquement des améliorations pour les moteurs thermiques ou le développement des véhicules hybrides, donc des moteurs qui restent polluants.

Je ne crois pas que le statu quo, en matière de pollution automobile, soit possible. Il nous faut trouver une nouvelle organisation de la mobilité, qui ne se contente pas d'améliorer les moteurs existants, dont les sources d'énergie sont non renouvelables, mais au contraire il nous faut diversifier les modes de transport pour réduire notre consommation globale d'énergie.

Le véhicule électrique constitue un premier pas en limitant les émissions de gaz à effet de serre mais également celles de polluants de proximité, source de nombreuses maladies respiratoires, à Paris notamment.

En outre, le véhicule électrique n'émet pas de bruit et, comme vous le savez, le bruit est la première source de nuisance déclarée par nos concitoyens en ville.

Alors, revenons au rapport quelques secondes. Le Centre d'analyse stratégique a consacré exactement 3 pages sur 258 à l'analyse du modèle économique d'Autolib, sur la base d'informations qui sont aujourd'hui datées de 2008 et du début de 2009.

Je vais prendre des exemples très concrets : le rapport note qu'il y a une quinzaine de communes de la petite couronne qui sont regroupées dans un syndicat mixte alors qu'il y en a 45. Ce sont 45 communes, dont notre Ville bien sûr, plus la Région qui a voté une subvention.

Autre erreur notable, le prix affiché pour l'installation d'une station Autolib'. Le rapport note 60.000 euros. Or, nous n'avons jamais, jamais, évoqué ce chiffre. Nous avons toujours dit, et vous pouvez le vérifier dans toutes mes interventions au Conseil de Paris, que le plafond dévolu pour les communes par station est de 50.000 euros. Pourquoi ici il y a 60.000 ? Je n'en sais rien. En tout cas, c'est totalement faux.

Sur le prix concernant les usagers, il y a également une erreur. Il est inscrit dans le rapport qu'il est de 15 euros par mois, or il est de 12 euros par mois. Le cœur même de l'analyse consiste à appliquer sans aucune justification des hypothèses de fréquentation qui sont extraites du système de véhicule en libre service de La Rochelle. Or, ni la taille du dispositif, ni les densités d'occupation au sol, ni même l'activité économique, ne permettent d'établir des comparaisons valables. J'en profite d'ailleurs pour saluer au passage le Maire de La Rochelle qui a été un précurseur dans ce domaine.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Et sans doute pour conclure, oui.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - J'en finirai, Monsieur le Maire, le véhicule a été homologué le mois dernier, et le service ouvrira comme prévu au mois d'octobre, en phase de test bien sûr et au mois de décembre pour le grand public. Il permettra à 4 millions de Franciliens d'avoir accès à un véhicule sans avoir besoin d'en acheter un. Il constituera donc un virage sociologique majeur dans la question des mobilités urbaines.

Des villes du monde entier nous contactent pour évaluer notre expérience. Une fois encore, Paris innove pour améliorer la vie quotidienne de nos concitoyens. Je suis fière comme toutes les autres communes qui participent au syndicat mixte créé depuis plus d'un an, Monsieur BOUTAULT, de participer à cette révolution de la mobilité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

V - Question d'actualité du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relative au respect de l'accord visant la régularisation des travailleurs sans papier.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme Emmanuelle BECKER pour le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. Je n'ai rien oublié ? C'est bon.

Mme Emmanuelle BECKER. - C'est bon, merci.

Monsieur le Préfet, le 18 juin 2010, il y a un peu plus d'un an, le Ministère de l'Immigration publiait un texte exposant de nouveaux critères de régularisation pour les travailleurs sans papier.

Après 10 mois de grève de ces salariés, de mobilisation d'organisations syndicale et de défense des Droits de l'Homme, après trois semaines d'occupation de la place de la Bastille, la mise en place de ces critères améliorés et simplifiés était reconnue comme une avancée significative.

Enfin, les travailleurs sans papier n'étaient plus considérés comme des migrants illégaux, mais comme des salariés participant positivement à l'activité économique de notre pays, payant des cotisations et des impôts comme n'importe quel autre salarié.

Je salue au nom de mon groupe le courage de ces 6.000 salariés qui se sont engagés dans ce mouvement de grève particulièrement dur et je souhaite souligner la mobilisation forte et exemplaire de centaines de travailleuses sans papier des services à la personne.

Ces personnes, nous le savons, se dépensent sans compter pour accompagner les enfants des autres à l'école, assurer l'entretien des maisons, soutenir les personnes âgées dans leurs tâches quotidiennes. Elles subissent plus que les autres des temps partiels ultra précaires qui leur font traverser Paris et même l'Ile-de-France en long, en large, pour quelques heures ici ou là, avec, chaque jour, la peur d'un contrôle policier dans la rue où les réseaux de transport.

Quelle satisfaction le Gouvernement peut-il trouver à maintenir ces femmes et ces hommes dans une situation aussi cauchemardesque ?

Je le réaffirme, le combat de ces femmes et de ces hommes pour leur dignité est exemplaire ; il est aussi une victoire en faveur de tous les salariés qui se battent au quotidien pour le respect de leurs droits dans le travail.

Suite à cet accord, un millier de travailleurs sans papier s'était fièrement rassemblés le 3 août 2010 place Saint-Michel pour accompagner leurs délégués venu déposer 550 premiers dossiers de régularisation, en présence également de représentants syndicaux et associatifs du groupe des 11, associés à cette avancée victorieuse, mais face aux lenteurs et blocages dans le traitement de leurs dossiers, le mouvement a dû se remobiliser et a investi la Cité de l'histoire nationale de l'immigration le 7 octobre 2010.

De nouveaux engagements avaient alors été donnés par le Gouvernement pour la délivrance de récépissés et pour accélérer l'instruction des dossiers.

Or, un an après l'accord du 18 juin, la situation de ces salariés ne s'améliore pas, des milliers de dossiers ont été déposés, mais les régularisations interviennent au compte-gouttes. De nouvelles pièces administratives sont exigées, des conditions de durée de présence en France sont ajoutées, les dossiers des intérimaires ne font pas l'objet d'un traitement respectueux des accords initiaux.

Aussi, Monsieur le Préfet, je vous fais part de notre désaccord quant aux conditions dans lesquelles se déroulent actuellement les procédures de régularisation des travailleurs sans papier et je souhaiterais connaître les mesures d'urgence que vous comptez mettre en œuvre afin de respecter l'application de l'accord donné par le Gouvernement il y a maintenant plus d'un an.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. le Préfet de police.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers, Madame le Conseiller, depuis l'accord du 18 juin 2010, et tout particulièrement l'addendum au guide des bonnes pratiques qui a été annexé, la Préfecture de police a loyalement participé à sa mise en œuvre et, pour reprendre vos expressions, je dirai sans lenteur ni blocage, elle a appliqué ces nouvelles règles comme elle le fait depuis 2008 pour l'admission exceptionnelle au séjour par le travail.

Nos relations de travail avec les organisations syndicales, et notamment la CGT, sont suivies et régulières, avec l'engagement de la P.P. d'analyser chaque dossier à l'aune des critères nationaux tout en maintenant un haut degré de lutte contre le travail illégal.

Paris a été la première Préfecture concernée par la mise en œuvre de cet addendum, ainsi que des différents textes qui ont suivi. C'est ainsi que 1.560 dossiers ont été déposés par les organisations syndicales, majoritairement la CGT, entre les mois d'août et de novembre 2010.

Je rappelle que sur la liste nationale qui avait été - vous y avez fait référence - officiellement remise au Ministère de l'Immigration par les organisations syndicales en juin 2010, seuls 4.000 dossiers ont été concrètement déposés par rapport à une base de noms - c'est le chiffre que vous avez donné - de 6.300 noms. On voit donc que la Préfecture de police représente plus du tiers de ce volume.

A la veille de l'expiration du délai de validité de l'accord, dont je rappelle qu'il sera fin juin, je peux dresser le bilan suivant.

D'abord, il faut rappeler les critères qui avaient été mis dans cet addendum du 18 juin 2010. Le texte fixe comme critères pour les étrangers candidats à l'admission exceptionnelle au séjour cinq ans de séjour en France, une activité professionnelle antérieure à tester par 12 bulletins de salaires sur les 18 derniers mois, sauf pour les intérimaires pour lesquels le délai est porté à 24 mois, et 6 bulletins de salaire sur les 12 derniers mois et, enfin, une promesse d'embauche, ces critères étant cumulatifs.

Très peu des demandes présentées satisfaisaient initialement à ces dispositions, car un certain nombre de demandeurs présentaient des parcours professionnels discontinus, faits d'alternance de périodes de travail intérimaire et de périodes sans emploi dans des secteurs d'activité parfois très diversifiés.

Beaucoup de demandes d'admission exceptionnelle au séjour se fondaient sur de simples engagements d'entreprises de travail temporaire très précaires et dépourvus de consistance juridique au regard des textes, avec un risque évident de "dumping" social.

Comme le prévoit la loi et en vue de son assouplissement, nous avons prescrit aux services d'étudier l'ensemble des situations individuelles, en intégrant dans cet examen la durée de présence sur le territoire français, des éléments de vie privée et familiale et des conditions de séjour, c'est-à-dire que nous avons, pour parler de façon beaucoup plus simple et rapide, appliqué avec intelligence les critères, en privilégiant par ailleurs une admission au séjour répondant à la fois à des besoins avérés et pérennes du marché du travail et à une véritable stabilisation sociale de la situation des étrangers concernés.

Grâce à la mobilisation importante en termes humains et matériels, nous avons, par exemple, organisé deux journées complètes dans les services du boulevard Ney pour accueillir ces personnes. Le bilan chiffré s'établit maintenant comme suit : 589 récépissés de demandes de titre de séjour ont été délivrés. Sur ces 589 personnes, 439 sont, à ce jour, munies d'une carte de séjour, 351 cartes salariés, 88 cartes vie privée et familiale. Même si les discussions avec la CGT se poursuivent, la majorité des autres demandeurs n'a pas vocation à voir leur situation réexaminée.

Comme je n'avais pas, d'ailleurs, le texte complet de votre question, je dois dire, pour reprendre les termes, que nous n'avons aucun plaisir à voir des personnes dans des situations de recherche, comme vous l'avez décrit, qui parcourraient Paris. Je pense que toutes les personnes qui travaillent à la Préfecture de police sous notre autorité font preuve de beaucoup plus de diligence et d'humanité.

Je rappelle, puisque j'ai déjà été interrogé sur cette question, et j'ai à chaque fois signalé cette situation, qu'il y a, à Paris, 110.000 demandeurs d'emplois et que parmi ces 110.000 demandeurs d'emplois, il y en a 24.000 qui sont des personnes de nationalité étrangère en situation régulière, ce qui n'est pas rien.

Au vu de ces chiffres, je ne conçois pas que la priorité ne soit pas donnée aux personnes de nationalité étrangère qui ont, un jour, effectué toutes les démarches prévues par la loi pour entrer de manière régulière sur notre territoire ou pour régulariser leur situation au regard du droit au séjour.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Pascale BOISTARD, pour un commentaire au nom de l'Exécutif ?

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Oui, un commentaire rapide.

D'abord remercier de cette question d'actualité, parce qu'il est vrai qu'il faut toujours évaluer ce que nous faisons en termes politiques et nous avons, au sein de l'Exécutif et de la majorité municipale, beaucoup accompagné ces travailleurs sans papier, afin qu'ils puissent déposer leurs dossiers, même si les syndicats, bien évidemment, étaient présents, la CGT et d'autres d'ailleurs, et j'ai accompagné moi-même notamment les travailleurs sans papier employés sur le chantier du tramway.

Néanmoins, nous avons eu le sentiment, et je vous le dis, Monsieur le Préfet, à un moment donné, que vos services n'avaient pas été destinataires des accords gouvernementaux, puisqu'en juillet, lorsque j'assistais à une réunion avec quelqu'un de votre cabinet, j'ai eu le sentiment que ces instructions ne lui étaient pas parvenues et nous avons eu des difficultés à traiter de ces dossiers.

Vous dire aussi qu'aujourd'hui, il est difficile d'invoquer le chômage de migrants en situation régulière, puisqu'il s'agit, en l'occurrence, de parler d'emplois et de quels types d'emplois. On ne peut pas classifier les migrants en recherche d'emploi sans préciser dans quels types de secteurs ils souhaitent travailler. On ne peut les comparer simplement aux migrants sans papiers. Vous le savez très bien, aujourd'hui, de nombreux secteurs, même s'ils ne sont pas toujours listés dans ces fameuses listes des emplois, sont en tension, font partie des métiers qui sont exercés par ces travailleurs sans papiers et c'est pourquoi ils sont d'ailleurs embauchés par ces entreprises dans le B.T.P. et aussi dans l'aide à la personne.

Je souhaite, et en cela j'appuie la question d'actualité du groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche, que nous continuions à progresser sur le traitement des dossiers.

Je sais que de nombreuses lois, et une dernière vient encore d'être votée, sont mises en œuvre par le Gouvernement, mais il s'agit de situations humaines, avec des personnes qui sont là depuis très longtemps et qui contribuent activement à l'économie de cette Ville.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame BOISTARD.

Nous passons au Conseil général.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à quinze heures quarante-cinq minutes, est reprise à dix-sept heures dix minutes, sous la présidence de M. Christian SAUTTER, adjoint).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous revenons en formation de Conseil municipal, en 8e Commission.

2011, CAB_MA 21 - Signature d'une convention avec le Département de la Réunion.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous allons commencer par le projet de délibération CAB_MA 21. Il s'agit d'une signature d'une convention avec le Département de la Réunion.

C'est Mme Geneviève BERTRAND qui interroge Mme HIDALGO.

Madame BERTRAND, vous avez la parole.

Mme Geneviève BERTRAND. - Merci, Monsieur le Maire.

Le projet de délibération relatif à la signature d'une convention de partenariat avec le Département de la Réunion est un exemple de la politique de coopération territoriale conduite par la collectivité parisienne.

A ce jour, une vingtaine de conventions a été signée avec des communes riveraines et deux départements voisins de Paris. Mais c'est dès 2001 que le Maire de Paris exprimait le souhait d'établir également des partenariats avec les départements ultras-marins de la France.

En 2010, l'an dernier, deux conventions ont été signées avec les Départements de Guadeloupe et de Martinique. J'étais intervenue pour me réjouir de ces partenariats, mais je m'étais étonnée du passage de ces délibérations en 7e Commission - ce qui semblait limiter le périmètre, et donc la portée de ces conventions - et non en 8e Commission, qui a compétence pour toutes les autres conventions déjà citées.

En 2011, par le passage en 8e Commission, la convention de partenariat avec le Département de la Réunion est à sa juste place, à parité avec les départements de la petite couronne d'Ile-de-France. A l'instar des conventions Guadeloupe et Martinique, c'est, au-delà d'échanges de savoir-faire administratifs, l'ensemble des domaines social, culturel, éducatif, économique et sportif, qui est l'objet de la convention, au profit des originaires des Départements de Paris et de la Réunion, qu'ils soient résidants ou de passage.

Sur l'accueil et l'hébergement de ces ressortissants, il va de soi que les problèmes de grand éloignement, si préjudiciables aux régions d'Outre-Mer, nécessitent une prise en considération autre que celle des départements métropolitains.

A ce stade, je souhaite faire deux observations, qui interrogent et dont les réponses n'apparaissent pas à la lecture de la convention.

Premièrement : quels sont les ordres de grandeur des populations concernées - celles qui viennent à Paris depuis la Réunion : étudiants, stagiaires, demandeurs d'emplois, personnels de la collectivité parisienne - et, plus largement, quelle est la part des Réunionnais résidant à Paris et en Ile-de-France ? Nous manquons d'éléments sociologiques d'appréciation d'une population d'ailleurs extrêmement diverse et qui contribue à la richesse collective.

Deuxième interrogation : les départements d'Outre-Mer étant également des régions françaises, quelle est l'implication des régions autres que l'Ile-de-France et de l'Ile-de-France aux côtés du Département de Paris dans cette coopération avec la Région de la Réunion ?

Nul doute que Paris a beaucoup à apprendre de l'île de la Réunion, véritable laboratoire des cohabitations interethniques, interreligieuses, interculturelles, et que les trois ans de la durée initialement prévue pour le travail en commun ne seront pas de trop pour mettre en œuvre les pistes de travail et d'échanges au moyen du comité de suivi envisagé.

Nous voterons, bien évidemment, ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame BERTRAND, pour ce très bel exposé.

Je donne la parole à Mme Anne HIDALGO pour une très belle réponse.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire, d'anticiper sur une très belle réponse. Je voudrais vraiment remercier Geneviève BERTRAND, d'abord d'avoir vraiment retenu dans son propos que nous avons suivi ses conseils. C'est vrai qu'il était plus logique de passer ces conventions de partenariat en 8e Commission. Donc merci de le préciser dans votre intervention. Merci aussi de signaler l'importance de ce partenariat, parce qu'effectivement, il y a un flux de population en augmentation.

Je suis désolée, Madame BERTRAND. Je ne pourrai pas vous apporter ici les précisions que vous demandez, mais je vais vous les faire parvenir, puisque je me suis posée les mêmes questions en travaillant sur cette convention, à savoir : quels sont les ordres de grandeur des populations réunionnaises à Paris ?

On sait - et cela nous est indiqué dans cette convention - qu'il y a un flux croissant de population entre Paris et la Réunion, et notamment de nombreux agents, originaires de la Réunion, qui travaillent à la Ville. Nous savons qu'environ 5.000 Domiens travaillent à la Ville de Paris, mais je n'ai pas la part spécifique des personnes originaires de la Réunion. Donc je vous apporterai ces éléments ; idem sur la Région Ile-de-France.

Mais c'est vrai que vous nous permettez, par votre intervention, de mettre l'accent sur cette collaboration, qui est à la fois sur le plan administratif - je sais qu'elle est extrêmement appréciée de la part de nos collègues d'Outre-Mer -, mais également sur le plan social et culturel, puisque nous avons énormément de manifestations en commun, qui n'identifient pas la Réunion en tant que telle, mais je vous rappelle notamment le festival "Le Pari Outre-Mer", ou encore le "Carnaval Tropical" qui, cette année, va se dérouler début juillet sur les Champs-Elysées.

Nous avons aussi un accompagnement, notamment économique et éducatif : éducatif avec des stages qui sont proposés aux étudiants de Paris et aux étudiants de la Réunion, inversement dans chaque collectivité. Et puis, nous avons également plusieurs idées à l'œuvre : le fait par exemple de mettre à l'honneur, lors d'un "Paris Plages", l'île de la Réunion, d'installer aussi un village temporaire sur le parvis de l'Hôtel de Ville, bref, je crois, ici des initiatives extrêmement concrètes qui nous permettent de souder ce partenariat et de souder cette population réunionnaise et parisienne, parisienne et réunionnaise, toujours plus nombreuse.

Mais je vous apporterai des précisions quant à l'ordre de grandeur précis ; idem sur les autres collectivités territoriales qui interviendraient, notamment à la Réunion, mais j'entends aussi dans votre question la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame HIDALGO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération CAB_MA 21.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, CAB_MA 21).

2011, SG 162 - Aménagement des berges de Seine : Approbation du principe et des modalités de passation de deux marchés de prestations de services.
2011, SG 165 - Aménagement des berges de Seine (4e et 7e) : Autorisation de dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives au projet.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. sur le retrait de la délibération et le report de l'enquête publique.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Et nous arrivons aux projets de délibérations SG 162 et SG 165, tous les deux relatifs à l'aménagement des berges de la Seine : le premier vous propose d'approuver le principe et les modalités de passation de deux marchés de prestations de services et le second vous propose d'autoriser le dépôt de demandes d'autorisation d'urbanisme relatives à ce projet.

Il y a huit inscrits. C'est Mme HIDALGO qui répondra.

La première inscrite est Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, à laquelle je donne la parole.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Merci, Monsieur le Maire. Mon intervention portera sur les deux projets de délibération, si vous le voulez bien.

2012 sera l'année de l'aménagement des berges à Paris, mais saviez-vous que 2012, selon une interprétation du calendrier maya, c'est aussi une année apocalyptique ?

Mais rien, pas même les délais liés à l'enquête publique, ne doit bouleverser votre calendrier. Alors que nous devions nous prononcer avant la fin de l'été sur le retour de l'enquête publique, nous sommes en fait invités à lancer des marchés publics de conception et de communication, et priés d'autoriser le dépôt de documents d'urbanisme, sans connaître l'avis de la commission d'enquête, ni les observations des Parisiens et des Franciliens. Que signifie ce désordre ? Pourquoi mettre la charrue avant les bœufs ? C'est comme procéder à la désignation avant les primaires. Cette précipitation signifie-t-elle que les résultats sont acquis ?

Pourquoi lancer cette procédure en juillet pour la terminer en août ?

Décidément, ce projet joue beaucoup avec les vacances et les touristes. Cela correspond, certes, à l'esprit de ce projet d'aménagement des berges : activités éphémères et animations ludiques, "Paris Plage" le jour et "booms" la nuit.

Mais, déjà, la Préfecture de police constatait en février dernier que la fermeture du tronçon rive gauche était "intervenue en période de vacances et de jours fériés, altérant "de facto" les enseignements sur la circulation". Il en ressortait pourtant, si vous l'avez oublié, un allongement significatif des temps de parcours.

Un test grandeur nature, malgré vous d'ailleurs, a été fourni jeudi dernier lors d'une grande manifestation qui s'est tenue sur la rive gauche, qui a rendu parfaitement impossible la circulation. Il s'en est suivi une thrombose monstre, qui n'a retrouvé une fluidité que tard dans la soirée.

Cette décontraction, vis-à-vis d'une procédure obligatoire, est liée, nous l'avons tous compris, à un calendrier très serré.

Mais alors, pourquoi avoir annoncé un vote du Conseil à cette séance-ci ou à la suivante ?

Vous alléguez que la consultation, pendant ce temps, se poursuit, mais, dois-je le signaler, dans les formes que vous avez choisies. Je ne reviendrai pas sur nos débats de février ni sur la confrontation de sondages totalement divergents.

Je note que même vos alliés au sein de la Majorité se plaignent des modalités de concertation. Il suffit de lire les deux vœux déposés par les Verts en cette séance, qui sollicitent une nécessaire concertation en amont des projets d'importance.

On ne saurait mieux dire.

Quoi qu'il en soit, la communication, elle, n'est pas oubliée, puisque le marché qui nous est soumis porte sa dépense à 400.000 euros hors taxe pour les 18 mois d'exécution.

A ce prix, je ne doute pas que les dépliants, dossiers de presse et autres supports seront particulièrement séduisants et l'animation du site Internet très réactive.

En revanche, et conforme en cela aux règles des marchés publics, la procédure adaptée concernant la conception et la production déléguée des manifestations est financièrement moins instructive.

Les indications fournies par l'exposé des motifs dessinent les marges de manœuvre du futur prestataire, souples dans le choix des animations, figées dans l'étau de votre projet.

Ainsi, la réversibilité imposée tient aux précautions obligées contre les risques d'inondation que le Préfet de Région a rappelées. Ce n'est nullement lié à un quelconque pragmatisme ou considération pour l'impact régional de l'aménagement.

Quant à l'axe économique invoqué, c'est la part marchande du dossier, non une référence à l'activité générale et aux flux divers et essentiels qu'elle génère.

La Seine est l'élément historiquement structurant de Paris. Elle n'a jamais, Monsieur le Maire, été perdue et si notre Capitale doit reconquérir son fleuve, que la bataille se fasse de manière apaisée et que le profit soit partagé par tous.

Cette reconquête, nous la souhaitions, mais il fallait qu'elle soit programmée au regard d'une offre parallèle de transports en commun et que cette offre soit structurante.

Cette conquête, nous la voulions, mais pour tous. Il existe dans les 12e et 15e arrondissements, ainsi que dans mon cher 13e arrondissement, des espaces sur les berges qui doivent être aménagés. Ces linéaires ont même fait l'objet d'une session de rattrapage en février dernier. Ils disparaissent à nouveau, seulement évoqués au titre d'aménagements complémentaires, avec l'emploi peu restrictif d'un verbe au conditionnel.

Ils ne sont pas des parties objets de la reconquête. Ils sont simplement des accessoires potentiels.

Le marché de programmation ne précise rien pour eux, les autorisations d'urbanisme ne visent principalement, et pour cause, que le 7e arrondissement, territoire choisi des plus emblématiques, réalisations au passage sans rapport avec les besoins en équipements de proximité.

Bref, le projet des berges c'est : 2012 et l'extrême cœur de Paris, demain et seulement là. Tant pis si les riverains ne sont pas favorables, si la projection annoncée thrombose les carrefours et voies avoisinantes et si le boulevard périphérique s'en trouve encore plus engorgé.

En février, Monsieur le Maire, vous m'interpelliez sous le vocable ironique de "porte-parole des vrais gens". Vous conviendrez que je ne puisse si vite me convertir au monde des "happy few" des berges.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Bravo pour le temps.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

En février dernier, mes chers collègues, vous le savez, le Conseil de Paris a voté le projet d'aménagement des voies sur berges. Depuis lors, nous avons attendu l'enquête publique, en vain, jusqu'à ces derniers jours.

Nous avions d'abord entendu parler du mois de juin et d'une enquête limitée à deux arrondissements.

Puis, par la voie des annonces légales d'un quotidien (la presse étant comme d'habitude notre principale source d'informations), nous avons appris dans un premier temps que cette enquête aurait lieu en pleine torpeur estivale, au mois de juillet et, dans le journal du surlendemain, qu'elle aura lieu définitivement du 9 juillet au 4 septembre.

Bravo, Monsieur le Maire ! Pour un exemple de démocratie locale, c'en est un !

M. BOUAKKAZ qui n'est pas là - et c'est dommage, parce qu'il en est un chantre certainement sincère - doit apprécier.

De qui se moque-t-on ?

Il a été expliqué que ce projet impactait tout Paris, bien au-delà des voies sur berges, en tout cas en ce qui concerne les reports de circulation. Le Maire de Paris s'est vanté d'avoir organisé une large concertation, en nous en faisant d'ailleurs une présentation tout à fait biseautée par rapport à ce qu'elle a été en réalité.

Maintenant, seulement 10 mairies sont concernées. Ce sont des dates estivales qui sont choisies et elles seules. Je trouve que cette façon de faire est un véritable scandale et un déni de démocratie, et ce quel que soit le projet concerné. Je ne parle donc pas là du fond du problème, je parle de la forme qui est inacceptable.

Ce projet mérite mieux qu'une concertation en catimini, à une période où de nombreux Parisiens sont loin de la Capitale. Quant à se réfugier sur les quatre premiers jours de septembre pour dire que l'on dépasse les vacances d'été, alors là, il faut vraiment ne pas avoir d'enfants pour ne pas savoir ce que sont pour les parents les jours les plus chargés de l'année !

Mais ce n'est pas tout. Vous nous demandez aujourd'hui l'autorisation de déposer des demandes d'autorisation d'urbanisme et de voter les dépenses de communication relatives à ce projet, avant même l'ouverture de l'enquête publique. Vous prévoyez déjà les marchés pour les animations festives qui s'y tiendront. Mais alors, à quoi sert l'enquête publique ?

Dans la délibération, vous ne pensez quand même pas vous en exonérer en écrivant, je cite : "Ces autorisations ne préjugent évidemment pas de la procédure d'enquête publique menée par ailleurs, qui devra faire l'objet d'un avis du commissaire enquêteur et d'une délibération ultérieure de déclaration de projet."

Mais alors, de quoi préjugent-elles, à quoi servent-elles, s'il y a modification par l'enquête publique ? Quel bel exemple d'hypocrisie !

Monsieur le Maire, seriez-vous si inquiet des résultats de l'enquête publique que vous vouliez la torpiller à tout prix ?

L'aménagement, voire la fermeture, des voies sur berges est quelque chose que l'on peut souhaiter, parce que nous désirons tous un accès plus facile à la Seine, sur tout son parcours.

Seulement, il ne peut être raisonnablement envisagé que lorsque les infrastructures de transport public suffisantes pour le report seront réalisées et qu'elles auront ainsi permis de baisser vraiment le volume de la circulation.

Je n'invente rien, ce sont les conditions que le Maire de Paris a posées lui-même en 2008, à la réalisation d'un tel projet. Aucune n'est réalisée aujourd'hui.

L'une d'elle va certes démarrer avec la réalisation du Grand Paris, voulu par le Président de la République, et le métro Paris Express, mais il faudra du temps, il est impossible de le nier.

Aujourd'hui, le R.E.R. C est toujours aussi vétuste et irrégulier et votre projet, c'est la R.A.T.P. qui le dit, rendra plus difficile la tenue des temps de parcours sur la moitié du réseau de bus à Paris "intra muros". 30 % du réseau de bus seront impactés.

Monsieur le Maire, nous demandons deux choses : d'abord que cette délibération soit retirée de l'ordre du jour dans l'attente des conclusions de l'enquête publique et, par ailleurs, que l'enquête soit différée pour inclure au moins une quinzaine de jours au mois de septembre, afin de recueillir l'opinion et les observations d'un maximum de Parisiens et de Métropolitains, parce que c'est ainsi qu'une démocratie locale réelle vit et vit vraiment.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci.

Madame DAUVERGNE, vous avez la parole.

Mme Emmanuelle DAUVERGNE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Vous avez dévoilé sans consultation préalable des maires concernés le projet d'aménagement des voies sur berges le 14 avril 2010 à la presse. Il vous a fallu en revanche six mois de plus pour lancer une concertation officielle.

La mairie du 7e arrondissement a été très active sur ce dossier. Nous avons été à l'initiative de la première réunion publique, qui s'est tenue le 31 mai 2010, en présence de l'A.P.U.R. et de la Direction de la Voirie.

Nous avons mené une consultation dont les résultats furent aussi significatifs que sans détour. Près de 6.000 participants se sont exprimés à plus de 90 % contre le projet tel que vous l'avez conçu.

Nos concitoyens ont du bon sens, ils ont bien compris que l'attrait des quais bas pour le tourisme est assez limité alors que les nuisances liées au report de la circulation dans tout l'arrondissement seront bien réelles et préjudiciables à la santé, au bien-être et à l'économie. Dans le même temps, vous n'avez rassemblé péniblement que 3.200 avis lors de votre concertation qui devait toucher pourtant l'ensemble du territoire parisien et des communes limitrophes, et encore, ces avis furent très partagés, quand ils n'émanaient pas de sources invérifiables !

Ce manque d'enthousiasme général de la population témoigne du peu d'intérêt de nos concitoyens pour ce projet, hormis ceux qui sont directement impactés et qui ne peuvent que le rejeter en l'état.

Nos concitoyens regrettent, Monsieur le Maire, que vous n'ayez tenu aucun compte de leurs critiques et de leurs inquiétudes et que vous vous entêtiez à vouloir supprimer la circulation sur les quais bas dans le 7e arrondissement.

Le véritable intérêt de ce projet est effectivement purement politicien. Il consiste à imaginer un projet gadget destiné à faire oublier les naufrages des Halles, de Jean Bouin, du 104, et les lourdes difficultés que vous rencontrez avec les serres d'Auteuil. Vous qui, d'habitude, vantez les mérites de la démocratie participative, vous l'ignorez quand elle vous est défavorable.

En nous présentant ces délibérations, vous nous proposez de bafouer la participation publique. En effet, le projet des berges doit faire l'objet d'une enquête publique. Alors que cette enquête n'a pas encore eu lieu, vous demandez des autorisations d'urbanisme et de passer un marché public comme si le résultat de l'enquête vous était acquis. C'est donc un coup de force. Il n'y a aucune urgence à demander des autorisations d'urbanisme pour des dispositions qui sont susceptibles de changer à la lumière de l'enquête publique.

En effet, l'objet d'une enquête publique est de recueillir l'avis de nos concitoyens, mais aussi des élus, afin de valider ou d'amender le projet.

On ne conçoit pas ce changement de rythme ; lent pour lancer la concertation et précipité pour la réalisation.

En demandant dès maintenant à pouvoir déposer des autorisations d'urbanisme, vous délivrez le message que vous ne tiendrez pas compte des résultats de l'enquête publique ; c'est un véritable déni de démocratie. Ce déni de démocratie est confirmé par les dates que vous avez retenues pour l'enquête publique, à savoir uniquement pendant deux mois de vacances d'été et notamment pendant "Paris Plage".

Nous vous avons écrit pour vous demander de prolonger l'enquête pendant au moins les deux premières semaines de septembre.

Conformément à notre programme de mandature, dans le 7e arrondissement, nous avons la conviction qu'il est possible d'aménager les quais de Seine dans le 7e, mais autrement. C'est pourquoi nous avons écrit à M. Bertrand LEMOINE, directeur général de l'Atelier international du Grand Paris, alors que notre collègue Pierre MANSAT n'en avait pas encore été élu président, afin de lui demander de participer à la définition d'un projet davantage adapté aux besoins des Franciliens qui n'handicape pas notre économie, qui ne dégrade pas les conditions de vie de nos concitoyens et n'aggrave pas les encombrement de la ville la plus embouteillée d'Europe.

Pour toutes ces raisons, je vous demande, Monsieur le Maire, de bien vouloir retirer ces projets de délibération de l'ordre du jour de cette séance et de demander les autorisations d'urbanisme une fois les conclusions du rapport d'enquête publique connues et l'intérêt général du projet voté par notre Assemblée.

Je vous remercie.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace M. Christian SAUTTER au fauteuil de la présidence).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Michel DUMONT.

M. Michel DUMONT. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous avez, une fois de plus, Monsieur le Maire, une étrange conception de la démocratie. Vous nous demandez, en effet, de vous autoriser à déposer des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives à votre projet d'aménagement des voies sur berges, dont la fermeture de la voie sur berges rive gauche, en vous abstenant d'attendre les résultats de l'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur.

Cette manière de procéder montre effectivement le peu de cas que vous faites de l'avis des élus, d'une part, et des Parisiens, d'autre part, qui s'exprimeront lors de cette enquête publique. Ils apprécieront - je parle des Parisiens - l'intérêt que vous portez à leurs observations.

Enquête publique, effectivement, que vous ne semblez pas pressé d'organiser, puisque vous avez attendu la période estivale, susceptible d'en amoindrir l'expression.

Ce projet de délibération est tout simplement un déni de démocratie, comme viennent de le dire certains de mes collègues, et sa légalité peut d'ailleurs être mise en doute, mais cette manière de faire est conforme, nous le savons, aux procédés de passage en force que vous nous imposez régulièrement.

Vous ne voulez pas de débat, ni avec les élus ni avec les Parisiens, aveuglés, finalement, par un certain militantisme anti-voiture.

Votre projet est mauvais pour Paris, vous le savez, il pénalisera l'activité économique au cœur de notre ville. Il n'est pas écologique non plus, puisqu'il engendrera des embouteillages, sources de pollution et de nuisance sonore.

Vous sous-estimez volontairement les impacts de report de circulation par des études tronquées.

La circulation sur la rive gauche deviendra ingérable, engendrant de surcroît des risques majeurs en cas d'incendie, les véhicules de secours restant inexorablement bloqués dans la circulation.

Quant au risque de crue centennale de la Seine, il y est délibérément ignoré, alors que pendant des mois, nous avons travaillé ici, au Conseil de Paris, pour en atténuer les éventuelles conséquences qui pourront être dramatiques pour l'ensemble de Paris et de la Région parisienne.

Ne vous retranchez pas derrière cette mascarade de concertation préalable, savamment organisée par votre cabinet et dont vous nous avez rappelé à maintes reprises les différents éléments favorables à votre projet.

Nous voterons donc contre votre projet de délibération qui, je le répète, est un véritable déni de démocratie, sauf si vous acceptez de le retirer de l'ordre du jour en attendant les conclusions de l'enquête publique ; c'est l'objet du vœu déposé par notre groupe.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUMONT.

M. POZZO di BORGO n'est pas là, donc je donne la parole à Jean-François MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues, je l'avais dit lors des séances précédentes, je soutiens, dans cette histoire, la double ambition de l'Exécutif municipal : l'ambition de reconquérir les berges de la Seine, parce que c'est fidèle à notre histoire, c'est fidèle à ce que Paris a vécu, prospéré, autour de son fleuve, et puis je partage la deuxième ambition de la Ville de Paris qui est, à cet égard, de réduire la place de la voiture individuelle polluante dans les déplacements des Parisiens parce que, on le sait, c'est le sens de l'histoire, le sens qu'il faut suivre pour notre planète et pour notre santé.

J'avais remarqué, cependant, à l'époque, et j'avais dû rappeler à l'Exécutif avec humour et avec beaucoup de sympathie que, cependant, les quais piétons autour de la Seine n'étaient pas inventés aujourd'hui grâce à ces délibérations, mais bien que la pratique piétonne le long de la Seine existait depuis déjà fort longtemps dans un certain nombre de quais - je pense évidemment à l'île de la Cité, mais je pense aussi, dans le 13e arrondissement, face à la bibliothèque François Mitterrand -, et au moment du premier débat sur ces berges de Seine, j'avais invité la Ville de Paris à procéder réellement à une reconquête des berges, à réellement témoigner d'une envie de rendre le fleuve aux Parisiens et aux mobilités douces, à des espaces de loisirs le long de ce fleuve et de lui donner une fonction éducative, sociale, sportive et économique, mais sur l'ensemble de son projet.

Et j'avais d'ailleurs, et c'est pour cela que je suis d'autant plus surpris aujourd'hui par ces demandes de déclarations d'urbanisme, déposé un vœu qui avait été adopté par notre Assemblée le 6 juillet dernier, le vœu n° 172, qui mentionnait la nécessité dans ce projet d'élargir les investissements pour les berges de Seine aux autres quais concernés et pas seulement aux 2,3 kilomètres en cause de la rive gauche, mais bien dans le 12e, à Bercy, dans le 13e, face à la bibliothèque François Mitterrand, le long de l'île de la Cité et dans 15e arrondissement sur le quai André-Citroën, où il y a un certain nombre d'espaces publics que nous pouvions là aussi reconquérir.

Cela a fait l'objet d'un vœu qui a force de loi, j'espère, dans notre assemblée, et je regrette vraiment aujourd'hui que l'Exécutif ne nous propose qu'un projet qui se concentre, une fois de plus, sur les quelques kilomètres du centre de Paris et qui n'est pas fidèle à l'esprit de reconquête, qui semblait être celui qui avait été présenté par l'Exécutif et celui qui avait été amendé par mon vœu du mois de juillet 2010.

Je regrette donc et j'attends des réponses de la part de Mme HIDALGO sur ces questions, au risque de m'abstenir sur ce projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA adjoint, président. - Merci.

Mme Dominique BERTINOTTI n'étant pas là - on avance vite comme cela -, la parole est à M. Claude DARGENT.

M. Claude DARGENT. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, chers collègues, le projet de réaménagement des voies sur berges est un des projets majeurs de cette mandature. Il a été défini et précisé à plusieurs reprises dans cet hémicycle et continue d'avancer, comme l'illustre ce projet de délibération.

Depuis son vote en février dernier, ce projet a évolué positivement, prenant en compte les remarques successives des riverains, des arrondissements et des autres groupes politiques, tout en conservant son inspiration fondamentale, à savoir repenser le lien de la Ville avec la Seine pour imaginer la métropole de demain.

Au terme de la concertation qui a été conduite, des aménagements complémentaires ont été décidés dans les 12e, 13e et 15e arrondissements ; je pense qu'Anne HIDALGO en parlera ; pour le 15e en particulier, le réaménagement de l'île aux Cygnes, auquel je suis attaché, mais également dans les autres arrondissements que je viens de citer. Ces aménagements permettront de mettre en valeur de nombreuses possibilités d'usage des bords de Seine.

Alors, j'ai bien entendu Mme DOUVIN qui regrettait les dates de l'enquête publique du 9 juillet au 4 septembre ; je voudrais lui dire que les Parisiens, en tout cas les Parisiens que je connais, auront le loisir, au cours de ces deux mois, de formuler les observations qu'ils jugeront utiles, puisque, Madame DOUVIN, nos concitoyens ne peuvent, hélas, pas partir deux mois en vacances et que, sur cette période, certes, pendant les congés d'été, il y aura tout le temps de formuler les remarques nécessaires.

Notre volonté politique n'a pas failli depuis la présentation du projet. Conformément à nos engagements, nous permettrons aux Parisiens de se réapproprier ce site exceptionnel, cette ligne de vie de notre Capitale qu'est la Seine. C'est d'ailleurs le désir des Parisiennes et des Parisiens, comme en témoigne le sondage IFOP paru il y a quelques mois.

Conformément à nos engagements, nous proposerons la création d'activités sportives, culturelles et économiques en bordure de Seine, en lieu et place de l'autoroute actuelle, défendue par nos collègues de Droite, dans leur vision dépassée du tout automobile en milieu urbain.

Le projet de délibération qui nous est soumis permettra au Maire de Paris de solliciter des demandes d'autorisation liées au Plan de sauvegarde et de mise en vigueur dans le 7e et éventuellement dans le 4e arrondissement.

Alors, je viens d'entendre les expressions de nos collègues de Droite, et visiblement leur position n'a guère évolué sur ce projet. Elle s'illustre par un conservatisme incorrigible, à rebours des attentes des Parisiennes et des Parisiens.

Je rappellerai ici le contre-projet présenté par l'U.M.P. à l'époque : une autoroute urbaine, dans un tunnel, placé sur les quais, avec de surcroît des commerces de luxe pour faire bon poids.

Je souhaite que l'on note bien ici que par leur propos réitérés aujourd'hui, l'U.M.P. et le Nouveau Centre, pour une fois réconciliés un instant, sont toujours opposés à ce projet d'aménagement des voies sur berges.

Je souhaite qu'on le note, parce qu'une des spécialités de la Droite de cet hémicycle est d'être contre les projets du Maire de Paris avant, et ensuite de dire qu'elle est pour. Le tramway l'a bien montré en son temps.

Aujourd'hui, nous entrons dans la phase opérationnelle de ce projet : valoriser les berges, dessiner un nouvel espace public au service de tous les habitants de la Capitale. Nous l'avons déjà souligné, ce projet permettra à tous ses habitants de respirer davantage sur ce site classé au patrimoine mondial de l'Unesco, sous le signe d'une écologie urbaine indispensable au Paris de demain.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur DARGENT.

La parole est à Mme HIDALGO pour répondre sur ces deux projets de délibération.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais vraiment remercier l'ensemble des orateurs, d'abord de la constance de leur position. Je voudrais effectivement, comme vient de le faire Claude DARGENT, dire finalement : rien de nouveau quant aux positions de la Droite, U.M.P. et Nouveau centre, ils sont contre ce projet. C'est à une petite nuance près, car j'ai cru comprendre qu'il y a un petit groupe de jeunes qui, sans doute, a un peu mieux senti les évolutions de Paris que ses aînés. Toujours est-il que la grande majorité de cette composante de notre Assemblée est contre, elle nous l'avait dit et fait savoir et elle le confirme à nouveau ici. C'est dommage !

C'est dommage ! Même s'il m'est arrivée de dire, dans certaines réunions publiques : ne changez rien. Ne changez rien, parce que c'est plutôt rassurant pour nous de voir que, oui, nous accompagnons un mouvement de la ville écologique, un mouvement de la ville qui reconquiert son fleuve.

D'ailleurs, si vous regardez, si vous avez la curiosité de voir ce qui se passe dans d'autres capitales dans le monde, vous verrez que c'est un mouvement assez généralisé, parce que les villes ont conscience aujourd'hui qu'elles doivent se donner de l'espace et qu'elles doivent récupérer les voiries pour des circulations douces, des promenades, d'autres usages, des usages pacifiés, autres que ceux de la voiture.

C'est vraiment un mouvement généralisé, qui existe aujourd'hui sur tous les continents. Je vous invite à regarder, par exemple, ce qui se dit, dans des instances comme C.G.L.U. ou encore le C40 qui regroupe les quarante plus grandes villes pour le climat, présidé par le Maire de New York. Et j'ai eu l'occasion de participer récemment à une de ces conférences où toutes les grandes villes du monde cherchent des solutions pour lutter contre la pollution, contre le trafic automobile.

Et toutes les grandes villes du monde, qui ont un fleuve, auquel souvent elles ont tourné le dos, notamment pour ce qui relève du monde occidental pendant les 30 glorieuses, se retournent vers ce fleuve pour en faire des espaces de promenade et des espaces pour les habitants.

Alors, tant pis, vous êtes contre, vous n'avez toujours pas compris quel était le sens de l'histoire. Nous, nous continuons. Nous continuons et je voudrais effectivement dire, comme l'a souligné d'ailleurs Claude DARGENT et peut-être en réponse à M. MARTINS, que oui, suite à la concertation qui n'a pas été du tout une consultation artificielle, nous avons rencontré des habitants des vingt arrondissements de Paris, nous avons eu des ateliers et un site Internet, nous avons travaillé avec les élus des communes limitrophes, bref, nous avons fait une concertation extrêmement large avec les associations parisiennes, tous nous ont dit à l'issue de cette concertation : il faut élargir le périmètre.

Effectivement, l'aménagement des voies sur berges ne concerne pas simplement la partie centrale de notre ville, celle qui est classée patrimoine mondial de l'Unesco, mais aussi ces berges qui vont du 13e au 15e arrondissement et du 12e au 16e arrondissement.

Nous avons entendu cela dans la concertation. Mais les projets de délibération, qui sont proposés aujourd'hui, visent - je vais revenir sur le sens de ces projets de délibération - la partie de ces quais qui va être interdite aux voitures. C'est-à-dire celle sur laquelle il y a, à partir de notre projet des voies sur berges, vraiment une modification extrêmement forte, puisque ces 2,3 kilomètres notamment sur la rive gauche vont être interdits aux voitures. Donc, nous avons une procédure spécifique, qui concerne notamment l'enquête publique pour cette partie-là, parce qu'elle est beaucoup plus impactée par nos propositions.

Les autres aménagements, ceux qui verront le jour sur le 13e, sur le 15e arrondissement, sur l'Ile aux Cygnes, sont des aménagements qui ne relèvent pas du tout de la même procédure, qui pourront se faire avec les autorisations d'urbanisme que nous déposerons en son temps, mais qui ne relèvent pas du même type d'intervention, notamment de l'enquête publique qui va être lancée.

Alors, j'ai entendu les élus U.M.P. expliquer que c'est un déni de démocratie que de présenter ces deux projets de délibération alors que l'enquête publique n'a pas eu lieu. D'abord, il faut être très précis sur les termes : il n'y a pas de déni de démocratie, nous suivons des procédures qui juridiquement sont totalement fondées et légales. D'ailleurs, le Maire de Paris est autorisé à déposer des demandes d'autorisations d'urbanisme avant le vote de la délibération sur la déclaration de projet. C'est une conséquence de l'article L. 126-1 du Code de l'environnement qui nous permet de faire cela.

Nous sommes tout à fait respectueux de la légalité et notamment des procédures du Code de l'environnement.

D'ailleurs quand j'entends Mme DOUVIN me dire : oui, vous voulez en gros faire en sorte que l'enquête publique ne soit pas sincère - elle n'a pas utilisé ce terme mais c'était le sens de sa question -, j'ai envie de lui répondre : vous vous y connaissez dans le 17e en matière d'enquête publique ? L'enquête publique sur Clichy-Batignolles, qu'est-ce qu'on n'a pas entendu ici ! Séance du Conseil de Paris après séance du Conseil de Paris, on nous annonçait l'apocalypse quant à l'enquête publique Clichy-Batignolles, et elle s'est soldée par un avis favorable du commissaire enquêteur. Je sais que cela a beaucoup irrité Mme KUSTER, qui d'ailleurs l'a exprimé comme tel dans la presse.

En matière d'enquête publique, nous sommes respectueux des règles. Nous pouvons procéder aujourd'hui à cette demande d'autorisation d'urbanisme avant le vote de la délibération sur la déclaration de projet, simplement parce que nous avons le temps. Nous avons le droit de ne pas perdre du temps.

C'est aussi dans un souci de bonne gestion de ce projet, dans un souci d'apporter ces aménagements aux Parisiens dès l'été 2012, que nous refusons de perdre du temps et que nous nous inscrivons dans les procédures juridiques telles qu'elles nous sont ouvertes.

La Ville d'ailleurs a saisi aussi le Port de Paris au début du mois de juin. Le Port est en train de finaliser un schéma d'orientation portuaire pour Paris à l'échelle de la métropole. Ce schéma a fait l'objet d'un travail conjoint, qui sera présenté le 29 juin prochain au Conseil d'administration des ports de Paris. Nous travaillons donc tout à fait étroitement avec les autorités qui sont impliquées dans ce projet des voies sur berges.

Je pense avoir répondu à M. MARTINS et à un certain nombre de remarques de mes collègues.

S'agissant du marché visant à permettre à des équipes pluridisciplinaires, dont l'une d'entre elles gèrera le site plus tard, de se préparer, là aussi nous sommes tout à fait dans le cadre de l'application de l'article 30 du Code des marchés publics, qui dispose clairement que nous pouvons lancer ce marché.

Ce marché vise à quoi ? Je l'avais dit pendant la discussion précédente sur les voies sur berges : il faudra une gestion unique. C'est pourquoi nous avons lancé ce marché qui permettra de sélectionner une équipe qui comprendra des services d'aménagement urbain, d'architecture paysagère, mais aussi une dimension artistique, une dimension ludique, culturelle et sportive, parce que, sur l'ensemble de ces berges, ce sont ces activités-là que l'on va trouver et il nous faut vraiment une équipe pour gérer cet espace public d'un type nouveau, avec des moyens adaptés. Nous sommes totalement dans ce processus-là.

Le deuxième marché qui est lancé porte sur l'information et la communication du projet d'aménagement des berges que nous allons continuer à travailler.

Je vous donne quelques éléments de calendrier, puisque vous nous faites grief que l'enquête publique démarrerait à l'été.

Elle démarrera le 5 juillet jusqu'à la fin du mois d'août, avec une exposition, avec un registre dans les mairies d'arrondissement qui bordent la Seine, ainsi que dans les salons d'accueil de l'Hôtel de Ville qui vont être aménagés pour le besoin de cette enquête publique. Il y aura aussi, puisqu'elle se déroule en grande partie pendant "Paris Plage", une consultation très, très large, puisque "Paris Plage" attire environ 4 millions de personnes, pas que des Parisiens, mais 4 millions de personnes sur les voies sur berges qui seront également amenées à se prononcer sur cette enquête publique.

Je rappellerai à Mme DOUVIN, qui nous dit que, quand on a des enfants à Paris, on sait ce que sont les vacances. Oui, mais moi, je ne connais pas beaucoup de familles à Paris qui partent pendant huit semaines l'été ! Je pense que cela doit être laissé à quelques catégories de population. J'ai plutôt tendance à voir des Parisiens dont certains ne peuvent toujours pas partir en vacances et qui profitent de "Paris Plage", et d'autres, effectivement, prennent trois semaines ou quatre semaines mais, en général, pas huit semaines, pendant les vacances d'été.

Donc, là aussi, nous avons consulté et la jurisprudence est tout à fait précise en la matière : il n'y a absolument pas d'illégalité à faire une consultation de cette nature dans la période que nous avons définie.

En parallèle de cette enquête publique, qui va se dérouler dès le 5 juillet, nous avons, je vous en informe, plusieurs procédures en cours :

- un marché de production délégué ; ce sont les marchés que nous venons de faire passer pour octobre 2011 ;

- une attribution de la concession pour la culée du pont Alexandre III en octobre 2011 ;

- la Maison des Célestins ; vous savez, cette petite maison pour laquelle il y aura la désignation d'un concessionnaire en octobre 2011.

Le dépôt de tous les dossiers d'autorisation d'urbanisme (par exemple, la déclaration préalable pour l'emmarchement qui va se situer au droit du musée d'Orsay ou le permis d'aménager pour les travaux de voirie dans le 7e arrondissement), tout cela sera fait en septembre. C'est donc envisagé après le déroulement de l'enquête publique mais avant la remise du rapport de la commission d'enquête.

Et puis, nous allons aussi lancer des consultations pour les marchés de travaux en septembre, et également en février pour les derniers marchés que nous aurons à passer, afin de pouvoir présenter une nouvelle convention au Conseil de Paris avant l'été 2012, avec une mise en service de tous ces aménagements, notamment sur la rive gauche, à l'été 2012.

Voilà les éléments que je voulais apporter et qui répondent, je crois, à vos questions.

A part le fait que vous ne changez pas d'avis, moi, je pense que le choix que nous faisons de ne pas accepter de perdre du temps et de respecter tout à fait l'ensemble des procédures est le choix le plus respectueux de l'intérêt des Parisiens, tout comme celui de reconquérir les berges de la Seine. Essayez de regarder quand même un peu autour de vous ! Regardez ce qui se passe dans les autres capitales ! Je l'espère, en tous les cas, si vous regardez vraiment ailleurs, vous comprendrez sans doute pourquoi nous sommes aussi convaincus par ce projet qui s'inscrit pleinement dans notre politique d'écologie urbaine.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame DOUVIN, vous voulez dire deux mots parce que vous avez été mise en cause, c'est cela ?

Mme Laurence DOUVIN. - J'ai été mise en cause à deux reprises.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Rapidement, alors !

Mme Laurence DOUVIN. - J'ai donc été mise en cause à deux reprises par Mme HIDALGO.

Je voudrais dire que, Madame HIDALGO, vous avez apparemment une audition sélective. Voici les deux points en question : quand j'ai parlé du début du mois de septembre, c'est bien pour expliquer que c'était précisément le moment où les jours pendant lesquels les mères de famille et les pères de famille étaient les plus occupés, notamment par la rentrée des classes des enfants. Je pense que ce n'est pas contestable et il ne s'agissait pas d'autre chose.

D'autre part, vous nous parlez de notre opposition viscérale à l'aménagement des voies sur berges. Ce n'est absolument pas ce que j'ai dit, puisque j'ai, au contraire, posé les conditions de la réussite de ce projet mais, apparemment, cela ne vous arrange pas que je dise ce genre de chose, donc vous les travestissez !

Troisième point, en ce qui concerne l'enquête publique, quand vous avez fait référence à l'enquête publique du 17e arrondissement, je note qu'ici c'est le Code de l'environnement que vous opposez à l'enquête publique et à la consultation des Parisiens. Je pense qu'ils apprécieront !

Enfin, Monsieur DARGENT, c'est nous qui avons parlé de l'Ile aux Cygnes en premier. Alors, vous vous raccrochez à notre projet après, comme le Maire de Paris !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La mise au point a été faite, nous n'allons pas plus loin !

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 162.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, SG 162).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 165.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, SG 165).

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la modification du PLU : ajout de réserves "espaces verts".
Vœu déposé par le groupe EELVA demandant un débat organisé sur les différentes modifications apportées au Plan Local d'Urbanisme.
Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la modification générale du Plan Local d'Urbanisme.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération. Nous allons examiner conjointement les vœux n° 8, n° 9 et n° 10 relatifs à la modification du P.L.U.

Le vœu n° 8 a été déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés ; les vœux n° 9 et n° 10 par le groupe E.E.L.V.A.

La parole est à M. François VAUGLIN pour une minute.

M. François VAUGLIN. - En l'occurrence, il s'agit d'un vœu qui s'inscrit dans la suite de l'enquête publique qui vient d'avoir lieu sur le Règlement des espaces verts. Nous profitons de cette occasion parce que le 11e arrondissement est l'arrondissement le plus dense de Paris et que le quartier Belleville - Saint-Maur est le quartier le plus dense du 11e arrondissement. Nous sommes sur des densités qui sont extrêmement élevées, les plus hautes d'Europe.

La raison de ce vœu est simple : c'est l'absence d'espaces verts.

Donc, nous souhaitons profiter de cette occasion pour ajouter trois réserves pour espaces verts, afin qu'elles soient étudiées d'ici le vote de la modification prochaine du P.L.U.

J'en profite pour signaler que, à cette occasion, un travail a été réalisé par le 11e arrondissement. Un vœu a été unanimement voté, qui comporte d'autres réserves et d'autres propositions que nous serons amenés à vous proposer au fur et à mesure de l'évolution du P.L.U.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Répondez, Madame la Première adjointe !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je vais donc répondre au vœu n° 8. Je pense que je peux associer Fabienne GIBOUDEAUX, puisque nous présentons ensemble cette modification de P.L.U. qui concerne notamment les zones UV et les espaces verts. C'est un avis favorable à la demande du 11e arrondissement.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 142).

La parole est à M. BOUTAULT pour nous parler du vœu n° 9.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Oui, Monsieur le Maire, si vous le permettez.

Le Plan local d'urbanisme est en vigueur depuis le 1er septembre 2006. Pourtant, il a déjà fait l'objet de nombreuses modifications et révisions. La dernière procédure de modification a fait l'objet d'une enquête publique qui a pris fin le 17 juin dernier. Elle sera soumise pour approbation à notre Assemblée prochainement.

Le P.L.U. de 2006 comportait un certain nombre d'avancées, comme le maintien des plafonds de hauteur, la protection renforcée du patrimoine et des espaces verts, la préservation des commerces de proximité. Avec les modifications successives actuelles, beaucoup de Parisiens ne se reconnaissent plus dans le P.L.U., notamment à cause :

- du déplafonnement des hauteurs, pour répondre aux besoins de certains promoteurs privés, comme la Samaritaine, les Batignolles, Masséna ;

- de la construction dans les espaces verts, comme à Jean Bouin, dans les serres d'Auteuil pour Roland Garros, dans le bois de Boulogne pour L.V.M.H. ;

- voire la cession de certains terrains à la spéculation immobilière, comme au Forum des Halles ou pour la construction de la tour Triangle.

C'est la raison pour laquelle les Ecologistes et Apparentés souhaitent que le P.L.U., tel que modifié, en vigueur, fasse l'objet d'un débat au Conseil de Paris, afin que nous puissions tous ensemble évaluer les conséquences de ces modifications et révisions successives sur l'économie générale du projet que nous avions voté en 2006.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci.

Je vais émettre un avis favorable au dispositif du vœu, mais pas aux considérants, que je ne partage pas, parce que, bien évidemment, je ne suis pas d'accord avec votre affirmation selon laquelle les Parisiens ne se reconnaîtraient plus dans les évolutions du P.L.U.

En revanche, il est vrai qu'il y a eu des modifications importantes du P.L.U. Cela me paraît tout à fait normal de faire un point au Conseil de Paris. Je pense aussi que, comme nous sommes suspendus à l'ordonnance qui va réformer toutes les procédures, l'idée d'un débat est une bonne idée.

J'émets donc un avis favorable à cette proposition, en demandant simplement que l'on attende les nouveaux textes.

D'accord pour ce débat, peut-être fixerons-nous la date ensemble pour qu'il soit vraiment pertinent. Attendons ces modifications qui devraient intervenir assez rapidement, et nous pourrons avoir ce débat dans le dernier trimestre de l'année.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif et amendé dans le sens proposé par la première adjointe.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2011, V. 143).

Nous allons parler du vœu n° 10. Je donne la parole à M. CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Cela va être court.

Lors de l'adoption du P.L.U., il a été créé un Observatoire du P.L.U. Le projet de modification actuel lui a été présenté. On souhaiterait qu'il donne son avis avant que le Conseil Paris ne se prononce, à la fin de l'enquête publique.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame HIDALGO ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Là aussi, je suis d'accord, avec une réserve : l'Observatoire du P.L.U. n'émet pas un avis, mais je suis bien entendu tout à fait d'accord pour le réunir et pour débattre, comme nous l'avons fait déjà à plusieurs reprises, notamment des conclusions et des observations qui seront apportées pendant l'enquête publique.

Je pense que le travail que nous avons engagé avec Fabienne GIBOUDEAUX pourra être soumis à l'Observatoire du P.L.U.

Je donne un avis favorable, tout en rappelant, que l'arrêté de création de l'Observatoire du P.L.U. ne prévoit pas qu'il puisse émettre un avis, mais bien évidemment le débat est tout à fait important dans cette instance.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 144).

Vœu déposé par le groupe CI relatif au lancement d'une étude sur de nouvelles opportunités foncières.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 11, relatif au lancement d'une étude sur de nouvelles opportunités foncières, a été déposé par le groupe Centre et Indépendants.

La parole est à M. Jérôme DUBUS, une minute.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Si le marché parisien du logement en accession, neuf ou ancien, connaît une telle hausse, c'est parce que nous sommes dans une économie de la pénurie.

Le déséquilibre offre/demande explique en grande partie la remontée importante des prix, malgré la crise. Dès lors, toutes les pistes pour créer de nouveaux logements doivent être explorées.

J'ai déjà fait voter au nom de mon groupe il y a deux mois le principe d'une étude sur la transformation des bureaux déclassés en logements.

Aujourd'hui et avec les travaux récents issus de la démarche Urbanisme de projet lancée par le Secrétaire d'État Benoist APPARU, ainsi qu'avec ceux provenant de la consultation architecturale du Grand Paris, de nouvelles opportunités foncières à Paris doivent être recherchées.

Ces opportunités sont de deux types, d'abord ce qu'on appelle les "dents creuses", ou les friches et ensuite, le rehaussement des immeubles.

Nous souhaitons, sans évidemment avoir d'idée complètement arrêtée sur ces deux sujets, que la Ville lance une étude ou qu'elle actualise, plus exactement, une étude sur le point des dents creuses et que, deuxièmement, une cartographie soit réalisée sur les bâtiments susceptibles d'être surélevés dans Paris.

C'est un vœu assez simple. Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Conseiller.

Je donne la parole à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

J'émets un avis défavorable, parce que la question de la densification des dents creuses a déjà été étudiée. C'est une question qui, au final, doit vraiment se concevoir au cas par cas, en fonction du type de projet, de l'état du bâtiment, de l'intérêt patrimonial, des contraintes de sous-sol, etc. Ce sont des cas spécifiques à chaque fois.

Cela doit également prendre en compte l'insertion paysagère, les contraintes de gabarit ou de vue.

Donc, ce n'est pas par ce biais que nous allons obtenir des possibilités supplémentaires par exemple de construction de logements à Paris, je pense notamment au logement social.

La Ville soutient néanmoins cette idée de densification. Par exemple, nous avons mis en place des outils qui favorisent cette densification. Je pense au bonus de C.O.S. de 20 % en cas de réalisation d'immeuble H.Q.E., du bonus de C.O.S. de 20 % pour les programmes de logement social.

Le bonus de C.O.S. de 20 % en cas de réalisation H.Q.E. a failli sauter suite à une modification législative de l'année dernière, que l'on a fini par rattraper, sinon cela ne permettait absolument pas à Paris de bénéficier de cette disposition, que nous avions votée préalablement.

Nous avons des outils, nous en avons votés un également, je ne sais plus si vous étiez d'accord, je crois que non, mais, par exemple, lorsque nous avons prévu la modification du P.L.U., notamment pour l'aggrandissement de la surface nécessaire pour l'exonération de la création de places de parking, où nous passons de 1.000 à 2.000 mètres carrés, c'est une mesure (et ça, je crois que, sur les rangs de la majorité municipale, nous en étions tous convaincus) qui permet justement de mieux utiliser les capacités de petites parcelles.

Voilà, Monsieur DUBUS, les éléments précis que je voulais vous apporter et vous dire que la proposition que vous nous faites n'est pas celle qui permettra, malheureusement, de trouver des opportunités foncières pour faire du logement et du logement social à Paris.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 11 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe CI relatif au devenir de l'immeuble, 51, avenue Simon Bolivar (19e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 12, relatif au devenir de l'immeuble 51, avenue Simon-Bolivar, a été déposé par le groupe Centre et Indépendants.

La parole est à Mme GASNIER, pour une minute.

Mme Fabienne GASNIER. - Merci.

L'immeuble du 51, avenue Simon-Bolivar, dans le 19e arrondissement, qui abritait jusqu'en 2008 la section locale de la voirie et de l'urbanisme, appartient à la Ville de Paris, qui a pris la décision de le vendre.

Je rappelle que cet immeuble a fait l'objet d'un squat par "Jeudi Noir" au mois d'avril et par les migrants tunisiens au mois de mai.

Bien que la Ville se soit engagée à ce que la vente de cet immeuble se fasse dans le cadre d'un appel à candidatures, permettant de privilégier les projets de valorisation architecturale et de recueillir une recette à la hauteur de la valeur estimée par les Domaines, un des acquéreurs envisage de transformer ce lieu en salle de concert, avec deux bars ouverts jusqu'à 4 heures du matin, alors que l'avenue Simon-Bolivar et la rue Manin sont constituées de logements familiaux.

Par conséquent, ce lieu de nuit n'apparaît pas comme étant adapté aux besoins du quartier et des riverains.

C'est pourquoi nous souhaiterions savoir quelles sont les intentions de la Ville quant à l'avenir de cet immeuble.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci.

Ce vœu est une demande de précisions. J'imagine qu'il n'y a pas d'avis favorable ou défavorable, mais j'apporte les précisions concernant cet immeuble du 51, avenue Simon-Bolivar.

Il s'agit d'un bâtiment d'une grande qualité patrimoniale et la Ville est vraiment soucieuse de sa préservation, mais sa réutilisation pour les besoins municipaux (par exemple l'implantation de services municipaux ou même réalisation d'équipements publics ou de logements) n'est ni techniquement ni financièrement envisageable, compte tenu de la spécificité des locaux.

Ce bâtiment est, en effet, constitué d'une structure métallique très importante qui entraîne des contraintes fortes en matière de sécurité incendie ; c'est notamment ce qui est à l'origine du relogement des services municipaux qui l'occupaient précédemment et cela rend impossible son utilisation pour des besoins transitoires.

Donc, la Ville a décidé, en conséquence, d'engager un processus de cession de ce bâtiment et une consultation par voie d'appel d'offres a été lancée en mai 2010 par voie de presse.

Les offres faites par les différents candidats n'ont pas encore permis à la Ville de donner suite, soit parce que le montant financier était trop faible, soit parce que l'utilisation envisagée pouvait constituer une source de nuisance pour le quartier, en tous les cas c'est ce qui a été largement relayé, et c'est notamment le cas du projet qui prévoyait l'organisation régulière de concerts.

Dès lors, nous allons relancer cette consultation… On va d'abord la déclarer sans suite et lancer un nouvel appel à candidatures pour que l'acquisition du bâtiment puisse être relancée dans les meilleurs délais et sur les bases d'un nouveau cahier des charges.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame GASNIER, retirez-vous le vœu compte tenu des précisions qui ont été données par Mme HIDALGO ?

Mme Fabienne GASNIER. - Je le maintiens.

Même si vous avez donné quelques précisions, on ne sait pas quel sera, finalement, le nouvel acquéreur et s'il rentrera dans le cadre qui est souhaité par les riverains.

Je le maintiens.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - C'est un vœu qui posait une question sur nos intentions, qui ne se résout pas par un oui ou un non, mais puisqu'il est maintenu, ce sera non, donc avis défavorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - D'accord.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 12 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sauvegarde du Bois Dormoy.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 13 concernant la sauvegarde du Bois Dormoy a été déposée par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à M. BOURNAZEL, pour une minute.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Monsieur le Maire.

Oui, ce vœu est relatif à la sauvegarde du Bois Dormoy qui est un jardin partagé situé 2 bis, Cité de la Chapelle, qui est un lieu magique, un poumon vert dans la ville, dans un lieu extrêmement dense.

Evidemment, sur ce lieu est prévue la création d'un équipement destiné à la petite enfance et une maison d'accueil pour personnes âgées dépendantes et pour malades d'Alzheimer, une structure intergénérationnelle que nous soutenons et que nous considérons comme importante.

Néanmoins, l'association qui a travaillé sur ce jardin partagé est une association dynamique qui a travaillé en partenariat notamment avec des écoles, des associations, et qui a mené un véritable projet que vous voudrions voir se poursuivre.

C'est la raison pour laquelle nous demandons que des études soient faites, pour voir s'il n'est pas possible de créer cet équipement intergénérationnel sur un autre lieu que le Bois Dormoy ou en tout cas préserver une partie du Bois Dormoy et, enfin, voir s'il n'est pas possible, sur les terrains de la porte de la Chapelle, d'étudier un tel projet, parce que les riverains, les habitants, les associations, les écoles du quartier, tous les habitants sont attachés à ce poumon vert qui est une exception dans un lieu aussi dense.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci.

Je voudrais rappeler à M. BOURNAZEL qu'il y a un projet ambitieux de créer sur ce site une structure intergénérationnelle qui accueillerait notamment des personnes âgées dépendantes, des malades d'Alzheimer, une structure d'accueil de petite enfance aussi ; c'est un projet d'intérêt général qui est soutenu par la mairie d'arrondissement, mais aussi par la Municipalité parisienne.

Ce projet majeur d'intérêt général occupe bien toute l'emprise.

Quant au projet du Bois Dormoy, il est vrai qu'il joue un rôle de socialisation et de convivialité dans le quartier. C'est pourquoi la proposition de la mairie du 18e de créer une promenade verte le long de la rue de la Chapelle est une piste tout à fait intéressante qui permettrait, d'une part, de relocaliser les activités de jardin partagé, tout en offrant une promenade agréable et conviviale aux habitants de l'arrondissement, mais je crois que cette piste a fait l'objet, d'abord, d'un vœu présenté par les élus de la majorité du 18e, vœu qui va être présenté également au Conseil de Paris, mais dans la commission que préside notamment Fabienne GIBOUDEAUX ; j'émets un avis défavorable au vœu de M. BOURNAZEL en apportant les éléments de réponse qui seront confirmés d'ailleurs par ma collègue Fabienne GIBOUDEAUX, je pense, lorsque nous examinerons ses délibérations.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Avant de passer au vote, il y a une explication de vote de M. le président GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons étudiés lors du dernier Conseil d'arrondissement le vœu présenté par M. BOURNAZEL et celui évoqué par Mme HIDALGO a été présenté par Pascal JULIEN.

Ce que dit M. BOURNAZEL sur l'importance de ce jardin du Bois Dormoy, je ne peux que le partager, d'autant plus que nous nous sommes battus il y a quelques années pour que ce jardin partagé voie le jour sur cette parcelle, dans un quartier qui compte vraiment très peu d'espaces verts.

Je souhaiterais simplement dire, moi aussi, qu'il est plus réaliste, vu que ce lieu est destiné à accueillir des personnes âgées, d'élaborer un autre projet, et c'est pour cela que nous nous sommes mis d'accord avec le maire du 18e sur le projet de Coulée verte.

Nous nous abstiendrons donc sur ce vœu présenté par M. BOURNAZEL.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait !

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 13 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

2011, DU 149 - Attribution de la dénomination place Louis Aragon à l'espace situé à la pointe ouest de l'Ile Saint-Louis (4e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DU 149 relatif à l'attribution de la dénomination place Louis-Aragon à l'espace situé à la pointe ouest de l'île Saint-Louis.

La parole est à M. Ian BROSSAT, pour cinq minutes.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, je voudrais ici, au nom de mon groupe, saluer cette décision visant à honorer Louis Aragon en donnant son nom à une place parisienne.

Louis Aragon est l'auteur d'une œuvre majeure dans l'histoire littéraire française et son attachement particulier à Paris rend comme évidente la nécessité d'inscrire son nom parmi ces rues qu'il a chantées, qu'il a évoquées comme personne, car Aragon aimait Paris ; c'est toute l'âme et la richesse de Paris qui sont passées sous la plume du poète.

Aragon observait Paris, il comprenait Paris et il expliquait Paris dans toute la subjectivité d'une ville que chacun peut s'approprier.

Ainsi, "le paysan de Paris" nous offre-t-il à voir le Paris surréaliste des années 1920 autant que, je cite, "le sentiment de la nature aux Buttes Chaumont".

Paris est bien plus qu'un décor dans l'œuvre d'Aragon, c'est un personnage récurrent, que l'on apprend à connaître dans toutes ses évolutions. Paris est un acteur des travaux d'Aragon autant qu'Aragon a été un acteur de l'histoire de Paris.

L'étudiant en médecine du Val de Grâce recevait chez lui, après ses nuits de garde, des artistes dont l'héritage est aujourd'hui immense : Paul Eluard, André Breton, Pablo Picasso, Philippe Soupault, Man Ray et, plus tard, Elsa Triolet, dont le nom est aujourd'hui indissociable de celui d'Aragon.

C'est ensemble que Triolet et Aragon se sont engagés dans la Résistance. Poursuivant leur œuvre littéraire sous des pseudonymes, ils ont su mettre en action leur engagement communiste dans le combat contre l'occupation.

Décoré pour son courage sur le front pendant la drôle de guerre, Louis Aragon n'a jamais séparé le combat armé et le combat littéraire contre le nazisme. C'est ainsi qu'il a fourni parmi les plus beaux exemples de poèmes de la Résistance.

Chacun de nous a en tête les vers de "La rose et le Réséda" composés pour Gabriel Péri ou Honoré d'Estienne d'Orves ou des "Strophes pour se souvenir", rédigées à la mémoire du groupe Manouchian.

Rendre hommage à Louis Aragon, c'est donc aussi rendre hommage à un homme épris de justice, de solidarité et de liberté, resté fidèle jusqu'à sa mort à son parti, le Parti communiste français, et à la défense des classes populaires parisiennes.

A ce titre, placer Louis Aragon dans le cœur géographique de notre ville, c'est lui rendre un hommage à la hauteur de son apport pour Paris. Les lecteurs d'Aurélien pourront, à présent, voir le nom de son auteur sous les fenêtres même de l'endroit où vivait le personnage.

Nous donnons à Louis Aragon une place au centre de la ville, au centre de notre ville, une place entourée de l'eau de la Seine. Gageons que les passants, les riverains, les touristes et les curieux sauront apprécier comme Aragon, je cite, "Ce Paris où il fait bon, même au cœur de l'orage, où il fait clair, même au cœur de la nuit".

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Très bien.

La parole est à Mme HIDALGO pour répondre.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Ian BROSSAT a été tellement éloquent que c'est difficile d'en dire plus. Comme lui, nous nous réjouissons que Paris rende hommage à ce grand poète, à ce grand humaniste, à ce grand militant politique, à cet homme de la Résistance, à cet écrivain, à cet homme qui a vraiment influencé, je crois, ce que nous sommes et qui avait cet attachement à la Ville qui vient d'être souligné. Le fait qu'on puisse situer cette place Aragon à l'Ouest de l'Ile Saint-Louis est, je crois aussi, un élément de l'hommage qui est rendu à ce grand poète.

C'est un lieu particulièrement beau, c'est un lieu où les promeneurs sauront venir se reposer et peut-être lire et déclamer des vers des grands poèmes d'Aragon.

Je me réjouis qu'aujourd'hui nous puissions attribuer cette dénomination de place Louis Aragon à cette pointe ouest de l'Ile Saint-Louis, grâce d'ailleurs à la demande et au vœu qui avait été formulé en ce sens par le groupe communiste ici présent.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 149.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DU 149).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la dénomination d'une rue dans Paris portant le nom de "Roger Joseph Boscovich".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération : le vœu n° 14 relatif à la dénomination d'une rue, portant le nom de Roger Joseph Boscovich. Elle a été déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

La parole est à M. Patrick BLOCHE.

M. Patrick BLOCHE, maire du 11e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire, de me donner la parole pour présenter ce vœu qui vise effectivement à donner à un lieu, une rue de Paris, le nom de Roger Joseph Boscovich.

Roger Joseph Boscovich est né en Croatie, très exactement à Dubrovnik, en 1711, donc c'est un homme du XVIIIe siècle, devenu Français d'adoption et qui illustre plus que d'autres sans doute ce que fut l'intensité, notamment au XVIII siècle, des relations entre la France et la Croatie, dans des domaines très divers, scientifique et technique, universitaire, économique et culturel.

Il y avait donc un vrai échange entre les intellectuels croates notamment et les intellectuels français, ceux qui ont fait la France des Lumières. Roger Joseph Boscovich était lié à Buffon, à d'Alembert et à Laplace.

C'est un intellectuel très pluraliste, comme c'était souvent le cas à l'époque, physicien, astronome, mathématicien, architecte, philosophe. C'était un savant très reconnu, qui a fait progresser les savoirs dans de nombreux domaines. Cet homme de sciences, également diplomate, était un polyglotte qui parcourait les pays et qui à ce titre est une figure scientifique et intellectuelle de l'Europe du XVIIIe siècle.

Il a été naturalisé français, il était membre de l'Institut, il fut nommé directeur de l'optique de la Marine royale. De ce fait, ce que nous pourrions marquer comme attention, si j'ose dire, voire intention à travers le vote de ce vœu et bien sûr sa concrétisation dans les temps à venir, c'est l'attachement historique que nous avons à ce beau pays qu'est la Croatie et quelque part les encouragements que la France, et notamment Paris et c'est déjà une réalité sur le plan diplomatique, et le suivi que nous assurons à l'égard de la Croatie alors que ce pays va être le prochain pays adhérent de l'Union européenne.

Il franchit ses étapes les unes après les autres. Il ferme le chapitre de leur adhésion. Ce sera donc le 28e pays membres de l'Union européenne. C'est un pays dans lequel nous sommes nombreux à nous rendre, notamment durant la période estivale.

C'est non seulement rendre hommage à Roger Joseph Boscovich, mais c'est également évidemment dire l'amitié de Paris pour la Croatie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Oui, c'est un avis favorable, bien sûr, à la fois pour l'homme des Lumières, le scientifique, le savant, le philosophe, puis pour ce dernier point évoqué par Patrick BLOCHE sur cet encouragement à la Croatie, qui adhérera prochainement à l'Union européenne.

Je voudrais rappeler - à ce stade de mon propos, c'est une remarque générale -, que nous devons présenter des noms de femmes si nous voulons rattraper les retards en matière de dénomination des rues et des espaces publics. Je vous demande aussi vraiment de faire les efforts nécessaires partout pour rattraper ce retard indigne, compte tenu de la place que les femmes occupent ou ont occupé dans l'histoire de notre ville.

Bien sûr, c'est une remarque générale, qui ne vise pas particulièrement ce vœu auquel je donne un avis favorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

Nous avons…

M. Patrick BLOCHE, maire du 11e arrondissement. - Monsieur le Maire ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Pardon, Monsieur BLOCHE ?

M. Patrick BLOCHE, maire du 11e arrondissement. - Je voulais évidemment rassurer notre première adjointe sur le fait que deux des trois derniers lieux qui ont été inaugurés dans le 11e arrondissement portaient des noms de femmes : la place Mireille Havet que j'ai inaugurée avec Christophe GIRARD, et l'esplanade Maria Doriath dans le boulevard de Charonne.

Nous avons aussi voté, pas plus tard que mardi dernier, en Conseil du 11e arrondissement, un vœu visant à honorer la seule femme des 23 résistants de l'Affiche rouge, Olga Bencic.

Donc, en l'occurrence, nous sommes plus souvent amenés à voter des vœux visant à donner des noms de femmes à des lieux, des rues ou des bâtiments de Paris, plutôt que des hommes, afin de rattraper ce retard que vous avez pointé, Madame la première adjointe.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - C'est vrai pour le 11e arrondissement, c'est vrai aussi pour le 13e arrondissement qui fournit beaucoup de noms nouveaux.

Je le reconnais tout à fait.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Après cet échange d'amabilité, nous respecterons la parité, qui visiblement n'est pas respectée dans le 11 arrondissement puisqu'il y a plus de femmes que d'hommes, mais enfin !

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 145).

Vœu déposé par déposé par le groupe Communiste et élus du Parti du Gauche pour une rue, une place ou un lieu de mémoire à Paris, consacré à Maximilien Robespierre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 15 relatif à l'attribution d'une rue, d'une place ou d'un lieu de mémoire consacré à Maximilien Robespierre. Il a été déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

La parole est à M. CORBIÈRE, pour une minute.

Mme Danielle SIMONNET. - Et bien non, ce sera une femme qui le soutiendra ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - C'est formidable.

Allez-y !

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, oui, revoilà un débat qui se poursuit à Paris depuis plusieurs décennies et sur lequel nous sommes déjà intervenus. Je pense notamment à mon cher collègue Alexis CORBIÈRE.

Franchement, comment expliquer que celui qui, le premier, formula dans un discours de 1790 notre triptyque républicain "liberté, égalité, fraternité", comment expliquer que celui qui sans doute fut la figure la plus connue de la grande Révolution française, fondatrice de notre République, comment expliquer que celui qui intervint pour la fin du colonialisme à l'Assemblée nationale, pour l'émancipation des juifs, pour le droit de vote des comédiens qui étaient alors exclus, comment expliquer que celui qui porta haut les exigences d'égalité de la Révolution française ; bref, évidemment, il s'agit de Maximilien Robespierre ;

Comment expliquer que cet ancien député de Paris n'ait pas une rue, une place, un lieu de mémoire à son nom ? Comme vous le savez, pour sauver les archives de Robespierre de leur mise aux enchères, l'Etat les a préempté pour 700.000 euros pour sauver ce patrimoine national. De nombreux historiens réputés ont interpellé le Maire de Paris à ce sujet.

Il y a un an, vous nous avez dit que ce personnage historique n'était pas consensuel, mais qu'on approuve ou non totalement son rôle historique dans la Révolution française, et quelle que soit la place exacte qu'on lui attribue dans la Révolution française, il fut un personnage central de la Révolution française et de notre République.

Alors n'oubliez pas, par ailleurs, que nous célébrons en ce moment la Commune de Paris et que, je vous rappelle, il y a toujours une rue Thiers à Paris, notamment dans le 16e arrondissement.

Je conclus : nous demandons à travers ce vœu du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche que soit nommée une rue ou une place Maximilien Robespierre, qu'un groupe de réflexion soit créé pour que Paris honore dignement, dans les meilleures conditions, ce personnage majeur de la grande Révolution et de la République française.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je donne la parole à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Comme l'a dit Mme SIMONNET, ce sujet reste non consensuel. C'est vrai que nous avons déjà débattu ici, à plusieurs reprises, de la dénomination de la place de Maximilien Robespierre à Paris.

Vous avez retracé une part de la marque de cet homme et notamment une marque positive, mais c'est aussi celui qui représente et incarne la Terreur, l'un des épisodes les plus controversés et passionnés de l'histoire de France.

Je rappelle d'ailleurs que la dénomination "Robespierre" avait déjà fait l'objet de vives polémiques, lors de l'après seconde guerre mondiale, ici, au Conseil de Paris, puisque le Conseil avait voté, à l'instigation du groupe Communiste, le principe d'une place Robespierre en 1946 et, suite à un changement de majorité, elle a été débaptisée en 1950.

Nous nous efforçons, depuis plusieurs années, au sein de notre majorité, de faire que l'histoire sociale, syndicale, politique, de nombreux personnages, d'hommes et de femmes qui ont fait l'histoire de la France et de notre Ville, soit mise à l'honneur sur nos places.

Les choix que nous faisons portent en général sur des personnes consensuelles, bien que le consensus ne veuille pas dire que tout le monde est d'accord, puisque j'ai souvenir de votes qui ont dégagé une majorité dans cette Assemblée, mais qui n'entraînaient pas la totalité des voix de cette Assemblée.

Aujourd'hui, l'Exécutif considère que le sujet n'est pas mûr pour venir effectivement proposer une dénomination Maximilien Robespierre.

Je pense qu'il faudra continuer à travailler, que les historiens poursuivent leur travail sur Robespierre et que le débat ait lieu.

Je pense que le débat sur la mémoire historique de Robespierre est un débat qu'il faut accepter d'avoir, de façon très ouverte, sans aucun tabou, mais, à l'heure qu'il est, j'émets un avis défavorable, au nom de l'Exécutif, sur la proposition qui nous est faite.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Il y a une explication de vote de M. DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Maximilien Robespierre est en passe de devenir le marronnier des rues parisiennes ! La proposition d'attribuer son nom à une voie de la Capitale tend à revenir en effet tout aussi régulièrement dans nos débats que certains sujets de presse.

Passé du M.R.C. au Front de Gauche, de Georges SARRE à Alexis CORBIÈRE, Robespierre reste dans le rouge, du rouge citoyen au rouge archéo-révolutionnaire.

Certes, un élément nouveau est ajouté en soutien à ce vœu. Il tient à l'acquisition par l'État récemment d'archives inédites de Robespierre, mais il y a une différence certaine entre conserver dans le domaine public les écrits d'une personnalité, dont le rôle majeur dans la Révolution française ne peut être nié, et honorer sa mémoire.

Le propos hagiographique de Mme SIMONNET ferait vaciller des têtes, pour ne pas dire les ferait tomber, s'il n'y avait dans son vœu une considération salvatrice.

Oui, aucun peuple n'a intérêt à oublier le nom de Robespierre, à oublier que la Terreur fut mise à l'ordre du jour sous son autorité, qu'elle devint une forme de totalitarisme sanglant, prémonitoire d'un certain nombre d'autres totalitarismes.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Du calme, s'il vous plaît ! Les têtes vont tomber.

M. Jérôme DUBUS. - L'abolitionniste de la peine de mort en 1791 est bien le terroriste de 1794. En posant en vérité absolue leur conception et leur haine, l'Incorruptible et quelques autres ont transformé leurs idéaux de la Révolution française en une période sanguinaire des plus atroces.

Honorer sa mémoire serait, dès lors, manifester une étrange et inquiétante complaisance avec la tyrannie, une inquiétante complaisance avec les régimes passés et présents, qui se réfèrent à Robespierre et à son action.

Vous l'avez compris, nous ne pourrons voter ce vœu. Ce n'est pas sous les traits de Robespierre que, pour nous, se définit un grand républicain, car la République mérite mieux que ce grand personnage pour le moins controversé.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - 200 ans après, des témoins ont parlé et l'affaire est relancée.

M. Jean-Pierre CAFFET a la parole.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Je serai beaucoup plus bref que Jérôme DUBUS et j'aurais une opinion beaucoup moins tranchée que la sienne, puisque la vision de M. DUBUS est totalement manichéenne, il y a d'un côté le bien et de l'autre le mal, alors que l'histoire, Monsieur DUBUS, vous devriez le savoir, est beaucoup plus complexe que cela.

Sur le fond, je ne conteste absolument pas que Maximilien Robespierre ait été l'un des principaux personnages qui ont incarné la Révolution de 1789 jusqu'à 1794, date de sa mort.

Personne ne peut contester non plus que Robespierre ait été sans doute, probablement, l'un des personnages de la Révolution française qui ont joué un rôle tout à fait considérable dans cette révolution, et qu'il ait été le plus controversé.

D'autres, beaucoup d'autres, font un consensus qui, j'en suis intimement convaincu, ferait l'unanimité dans cet hémicycle, si l'on décidait de les honorer par un nom de rue ou de lieu dans Paris.

Il se trouve que ce n'est pas le cas de Maximilien Robespierre pour une série de raisons.

Anne HIDALGO a évoqué la Terreur. Il y a eu, après la Terreur, la Grande Terreur en juin 1794, qui a été bien pire que la Terreur.

Il y a eu la loi sur les suspects, elle était antérieure à la Grande Terreur et, pour moi qui suis un laïc, il y a aussi ce culte de l'Etre suprême, que personnellement je considère comme ayant été une dérive absolument invraisemblable de la Révolution française, qu'il faut attribuer à Maximilien Robespierre, lequel considérait lui-même que ce culte était indissociable de ce qu'il considérait comme quelque chose d'absolument intangible, à savoir l'immortalité de l'âme.

Pour un laïc comme moi, c'est quelque chose que, franchement… Cela me bloque.

Il n'y a pas que la Terreur, il n'y a pas que la Grande Terreur, il y a également ce culte de l'Etre suprême, associé encore une fois à l'immortalité de l'âme.

Je comprends que l'on puisse avoir des doutes sur l'immortalité de l'âme, mais l'instaurer en culte est quelque chose qui, pour le laïc que je suis, est totalement inacceptable.

C'est la raison pour laquelle, moi, je ne voterai pas ce vœu. Je demanderai à mon groupe de faire de même, sauf à ceux qui voudraient honorer l'immortalité de l'âme au cours de cette séance.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous voulez dire deux mots sur l'immortalité de l'âme ? Non ?

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, certains ont voté une place Jean-Paul-II. Franchement, faisait-elle consensus ?

Du point de vue de la laïcité, cela ne vous posait aucun souci, moi beaucoup, sans parler du droit des femmes…

Que l'on ne soit toujours pas capable d'honorer quelqu'un qui fut l'un des fondateurs de la République n'est pas responsable, n'est pas sérieux de la part de cette Assemblée.

Ce débat va donc se poursuivre et nous savons que les historiens aussi continueront à le mener avec nous.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Sylvain GAREL, pour une explication de vote.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne pensais pas intervenir sur ce sujet, parce qu'on a déjà eu un débat sur cette question qui revient.

Je suis de ceux qui se sont opposés, y compris physiquement, à la place Jean-Paul-II. En matière de laïcité, je pense que ce que vient de dire Jean-Pierre CAFFET, qui malheureusement ne s'est pas opposé à la place Jean-Paul-II, tient la route.

S'agissant de l'immortalité de l'âme, Jean-Paul II tient la route aussi.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Ce n'était pas un culte imposé, mon cher ami.

M. Sylvain GAREL. - A l'église catholique, le culte du Pape, c'est tout de même quelque chose ! Et le Vatican, c'est un Etat, donc…

M. Jean-Pierre CAFFET. - Et alors ?

M. Sylvain GAREL. - Bien, et alors... Et le culte… Non, je ne veux pas supprimer, mais je…

M. Jean-Pierre CAFFET. - Propose donc un vœu de suppression du Vatican...

M. Sylvain GAREL. - Si tu me pousses, je vais me laisser tenter. Fais attention.

Moi, ce qui me gêne, c'est aussi le symbole que représente aujourd'hui Robespierre. C'est vrai qu'en France - on peut le regretter -, mais pour la plupart de nos concitoyens, Robespierre, c'est la Terreur, c'est la guillotine, c'est la peine de mort comme moyen de faire de la politique. Et je pense que…

Il était contre, mais enfin, il l'a fait appliquer…

Entre les gens qui sont contre et qui la font appliquer et ceux qui sont pour et qui ne la font pas appliquer, je préfère les seconds… Surtout que ce n'était pas à petite dose, quand même. Ce sont des centaines de personnes qui ont été exécutées en quelques mois. Je pense qu'on ne peut pas voter un tel symbole, qui serait une reconnaissance d'une façon de faire de la politique que je trouve odieuse.

M. Jérôme DUBUS. - Très bien.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe CI relatif à l'attribution du nom de Hamzah Al-Khatib à une rue ou un lieu parisien.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Après ce débat d'historiens, nous allons passer à l'actualité.

Le vœu n° 16, relatif à l'attribution du nom de Hamzah Al-Khatib à une rue où un lieu parisien, a été déposé par le groupe Centre et Indépendants.

La parole est à M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Oui, je souhaiterais, au nom de mon groupe, revenir sur le sort horrible qui a été réservé par les autorités syriennes à Hamzah Al-Khatib.

Hamzah était un adolescent de 13 ans. Arrêté le 29 avril dernier à Deraa, pour avoir chanté "à bas le régime", il fut torturé dans des conditions atroces et achevé de trois balles en pleine poitrine. Il fut rendu le 31 mai à sa famille.

Comme l'a écrit récemment le grand poète Tahar Ben Jelloun, "ceux qui ont fait cela sont des rats, même pas des loups, simplement des rats charognards et hallucinés […] élevés dans le jus nauséabond du parti Baas".

Hamzah est devenu le martyre du soulèvement du peuple syrien contre un régime sanguinaire, dictatorial, qui réprime la révolution avec une violence inouïe. Hamzah est devenu le symbole de milliers de morts, dont le chiffre grandit jour après jour, dans une indifférence assez assourdissante. Cette barbarie n'arrête pas le peuple syrien, magnifique de courage, qui descend dans la rue plusieurs fois par semaine, en sachant qu'il risque la mort.

Hamzah, comme Mohamed Bouazizi, et des milliers d'autres anonymes, est mort pour que le printemps arabe continue demain.

L'attribution d'un lieu à la mémoire de ce jeune syrien briserait cette chape de plomb et serait un signal fort envoyé au peuple syrien, en lutte, par tous les élus parisiens. Je vous remercie donc de voter ce vœu, en espérant que cette attribution pourra se faire dans les meilleurs délais.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je voudrais dire, tout d'abord, l'inquiétude et l'indignation que m'inspire - et nous inspire sans doute, puisque c'est un sentiment partagé - la façon dont le Gouvernement de Damas a entrepris d'étouffer cette contestation, dans le silence et la censure et avec une intimidation terrible.

Le régime syrien réprime, et avec une incroyable brutalité, presque dans l'indifférence, alors que les informations nous parviennent extrêmement difficilement. Et donc, je voudrais exprimer solennellement, à l'occasion de la réponse à ce vœu, la solidarité de Paris avec celles et ceux qui luttent pour les Droits de l'Homme en Syrie, qui ont le courage de défier un pouvoir arbitraire et tyrannique.

Et je souhaite que la France, l'Europe, sachent notamment ne pas abandonner les démocrates syriens et leurs aspirations légitimes à la liberté et à la dignité, comme d'ailleurs la France et l'Europe ne devraient pas non plus abandonner les réfugiés - les réfugiés tunisiens, les réfugiés libyens et, demain, sans doute, les réfugiés syriens - qui viendront frapper à nos portes suite à ces révolutions et à la répression qu'ils ont pu connaître.

Le combat pour la liberté que mènent les Syriens mérite notre respect et notre soutien et donc, nous devons afficher cette solidarité sans faille avec les victimes de la répression. Mais en ce qui concerne votre vœu, Monsieur DUBUS, il me semble encore prématuré. Compte tenu de la très, très grande confusion qui règne en Syrie, de la répression féroce qui s'abat en faisant des centaines de victimes, il ne semble pas opportun de baptiser aujourd'hui, là, à cet instant, une rue de Paris du nom de Hamzah Al-Khatib.

Il y a une différence avec la Tunisie, puisque c'est justement l'immolation de Mohamed Bouazizi qui fut l'événement déclencheur du printemps de Jasmin. Je comprends et je partage l'émotion, mais je donne à ce stade un avis défavorable à ce vœu.

Et je propose que nous revenions devant notre Conseil ultérieurement, et notamment lorsque la confusion qui règne aujourd'hui en Syrie sera - je l'espère - dépassée pour que nous puissions aussi honorer ceux qui se sont battus contre le tyran syrien pour lequel, comme pour d'autres tyrans, je pense que nous avons eu beaucoup trop de complaisance dans les années récentes.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 16 assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Pardon…

M. Yves POZZO di BORGO. - Franchement, Madame HIDALGO, Madame le Maire, lorsque le Maire de Paris nous avait proposé le vœu pour le jeune tunisien qui a été immolé, nous avions, en concertation avec lui, en faisant simplement atténuer les considérants qui avaient été exprimés, manifesté une solidarité. Mais franchement, il faut avoir l'esprit tortueux pour expliquer que vous ne votez pas ce vœu.

Je ne vous comprends pas : est-ce que c'est parce que ce n'est pas vous qui l'avez proposé ? Est-ce que c'est parce que c'est le domaine de l'Exécutif ? Mais franchement, je n'arrive pas à comprendre la différence. Tout cela est complètement fou.

Je suis désolé que sur une affaire aussi importante, aussi représentative de cette volonté de liberté qu'exprime ce jeune, enfin qu'expriment tous ces gens en Syrie, vous disiez pour une raison obscure : "on ne vote pas pour ce vœu-là". Je regrette, Madame HIDALGO, mais tout cela n'est pas crédible.

Nous votons, bien sûr, ce vœu, mais franchement, je me suis assis par terre quand je vous ai écoutée.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - J'ai apporté des explications. Voilà.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Bien.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 16 assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

2011, DLH 108 - Création d'une aide de la Ville de Paris au Syndicat des copropriétaires dans l'opération d'amélioration thermique des bâtiments du 13e arrondissement.
Vœu déposé par le groupe PCF-PG relatif à l'augmentation de la subvention.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DLH 108 relatif à la création d'une aide de la Ville de Paris au Syndicat des copropriétaires dans l'opération d'amélioration thermique des bâtiments du 13e arrondissement.

La parole est à M. Jérôme COUMET.

M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Nous menons une opération pilote dans le 13e, qui a pour but d'entraîner les copropriétés dans ce type de rénovation thermique. Et effectivement, essayer d'entraîner les copropriétés, ce n'est pas une chose simple.

Nous avons fait le choix de s'adresser de manière assez large aux différentes copropriétés. On a choisi les bâtiments construits entre 1940 et 1981, c'est-à-dire pas moins de 24.000 logements qui sont potentiellement concernés, car ce sont les périodes où on construisait les immeubles les plus énergétivores, comme on dit.

Franchement, tout cela n'étant qu'incitatif, nous ne savions pas si nous allions susciter un fort intérêt. Ce premier pari est a priori gagné. Lors de la dernière réunion d'information en mairie, nous avons rempli la salle des fêtes du 13e - et notre salle des fêtes est la plus grande. Cependant, nous voyons bien que certains points peuvent être plus difficiles que d'autres, et là où donc cela peut coincer. Le coût des travaux peut être important : de l'ordre de 10.000 euros à 15.000 euros en moyenne par lot. Donc, c'est conséquent.

Et même si tout cela a pour but de s'amortir dans le temps et, au final, de faire gagner de l'argent aux copropriétaires, les sommes n'en restent pas moins très importantes. Aussi, nous avons envisagé - tout comme la Région, d'ailleurs - des soutiens ciblés à certains travaux, car les aides de l'A.N.A.H. - vous le savez - sont particulièrement restrictives.

Toutefois, il n'est pas question, évidemment, de subventionner les copropriétés sans condition stricte. Aussi seront subventionnés les travaux les plus difficiles à décider et on a essayé de cibler tout ce qui est isolation des façades, évidemment liées à un ravalement aussi. La Ville de Paris aidera dorénavant ce type de travaux pour essayer d'inciter les copropriétés à mener à bien des isolations par l'extérieur, évidemment uniquement quand elles sont suggérées par les conseils que nous avons mis en place.

Donc, je voulais saluer cette opération. Une somme importante a été budgétisée, mais je ne suis pas sûr qu'elle soit dépensée parce que ce n'est pas simple, quand on est copropriétaire, de s'engager dans des travaux très lourds, vous le savez. Tout de même, je souhaitais souligner cet effort réel de la Ville de Paris pour faire en sorte que les opérations thermiques ne concernent pas que les bâtiments qui dépendent directement ou indirectement d'elle, c'est-à-dire les bâtiments municipaux ou les logements sociaux, mais que l'on puisse aussi planter un certain nombre de jalons et s'adresser aux copropriétés.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais, à mon tour, après Jérôme COUMET, aussi me féliciter de cette délibération qui continue de décliner progressivement le Plan climat dans sa mise en œuvre concrète par des dispositifs qui, chaque jour, s'enrichissent. On est là sur la question du bâti à Paris et le bâti à Paris c'est un quart des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire ; c'est donc extrêmement important.

On a engagé une politique en ce qui concerne les bâtiments publics, on a engagé une politique en ce qui concerne les logements sociaux. Reste évidemment un stock considérable qui est celui des copropriétés : 45.000 copropriétés sur le territoire parisien, c'est un réservoir majeur d'économies d'énergie et de réduction de gaz à effet de serre.

Depuis trois ans, la Ville a lancé le plan "copropriété objectif climat" puis progressivement est apparue la nécessité de développer un outil complémentaire qui est l'O.P.A.T.B. et dont les grands principes ont été rappelés il y a quelques instants par le maire du 13e arrondissement, Jérôme COUMET.

Pourquoi un dispositif particulier à Paris ? Tout simplement parce que, dans le cadre des dispositifs qui ont été mis en place au niveau national, notamment à l'occasion du Grenelle, l'éco-PTZ qui a été créé, et qui est plutôt une bonne disposition, est un dispositif qui est particulièrement efficace pour des immeuble, je dirais, monopropriétaire et particulièrement pour les pavillons. D'ailleurs, ce n'est pas par hasard si 99,5 % des éco-PTZ sont aujourd'hui sur des pavillons. C'est donc un outil utile mais qui se révèle peu efficace sur le territoire parisien.

Nous avons besoin d'innover aujourd'hui pour avoir une action efficace, sur une ville où on a principalement un tissu de copropriétés, sachant que nous n'avons pas de dispositif réglementaire contraignant pour les copropriétés et que nous sommes uniquement dans l'incitation, ce qui rend beaucoup plus difficile l'efficacité de notre action.

L'O.P.A.T.B. a un gros avantage sur le territoire qui a été choisi dans le 13e arrondissement. En plus de concerner d'ores et déjà 2 % des logements parisiens - 24.000 logements, c'est 2 % des logements parisiens -, ce sont des immeubles qui ont été ciblés comme étant particulièrement énergivores - cela a été dit par Jérôme COUMET - et, par ailleurs, des immeubles dans lesquels il y a pas mal de précarité énergétique. On a vraiment une action efficace à la fois d'un point de vue environnemental et d'un point de vue social.

Il ne suffit pas, malheureusement, de mettre en place ce dispositif d'incitation, diagnostic, aide aux copropriétés pour faire l'expertise, mais encore faut-il, évidemment, que l'on arrive à faire en sorte que ces copropriétés passent à l'acte. C'est aujourd'hui l'enjeu majeur de ce type de dispositif : une fois qu'on a fait cet accompagnement, comment faire en sorte que les copropriétés décident de passer à l'acte ?

L'idée est venue progressivement de nos discussions et de nos réflexions, d'une aide directe à la copropriété. C'est cette nouvelle étape qui va être franchie avec ce projet de délibération. Je pense que c'est une étape très conséquente.

Le travail qui est mené parallèlement avec la Région Ile-de-France pour mettre en place une société d'économie mixte de tiers investissement pourrait déboucher sur un autre outil très utile pour contribuer à rendre encore plus faisables ces travaux dans les copropriétés.

En tout cas, je veux vraiment souligner que l'on travaille dans le cadre d'une très bonne coopération avec la DLH, avec Jean-Yves MANO et ses équipes sur la mise en place de ces dispositifs qui, je crois, font que Paris aujourd'hui est à la pointe en matière d'innovation sur ces dispositifs. J'espère que tout cela va rencontrer un succès significatif. J'espère que la somme qui est prévue sera utilisée parce que cela voudra dire que le dispositif est un succès et que, derrière, nous pourrons mettre en place d'autres O.P.A.T.B. sur le territoire parisien. Parce qu'on ne peut pas se contenter de traiter 2 % des logements, mais il faut aller évidemment beaucoup plus loin. L'objectif du Plan climat, c'est que, d'ici 2020, on se soit attaqué à 25 % de la consommation énergétique des bâtiments. On a donc encore un gros travail à faire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Je voulais remercier les orateurs par rapport à ce projet de délibération.

Monsieur Jérôme COUMET, Monsieur BAUPIN, nous sommes tous des passionnés des grandes ambitions de la Ville de Paris par rapport au Plan climat et à l'isolation thermique des habitants. Je dirais que les habitants aussi sont très concernés. Pour preuve : une réunion récente en mairie du 13e arrondissement qui a rassemblé énormément de copropriétaires des bâtiments concernés par cette opération assez innovante de mobilisation extrêmement importante de la Ville de Paris qui fournit des outils techniques ô combien importants et qui paie à 100 % le diagnostic thermique.

Nous en sommes à un stade où il s'agira, bien sûr, de passer à l'exécution des travaux. Nous savons tous, compte tenu du coût de l'immobilier à Paris, que les acheteurs récents risquent d'avoir des difficultés à aller au-delà étant donné leurs capacités financières.

C'est pourquoi la Ville de Paris a décidé d'octroyer une aide directe aux syndicats de copropriété pour faciliter la prise d'une décision qui concerne souvent des immeubles de grande hauteur et présente donc des difficultés.

Nous innovons, nous espérons une réussite de cette initiative. Pour répondre en même temps à un amendement qui vise à majorer la participation financière de la Ville, que ce soit en terme de pourcentage de travaux remboursés ou de plafond de travaux, je propose d'en rester strictement aux termes de la délibération, avec un plafond de travaux à 10.000 euros et une subvention à 20 %, et de ne pas les porter à 12.000 euros et à 25 %. Je pense que ce n'est pas aujourd'hui l'élément déclenchant des travaux qui fera la différence.

Par contre, je propose que nous fassions objectivement un bilan après six mois de lancement de cette opération, pour voir quels sont les éléments emportant la décision au niveau des copropriétés et si un écart de 5 % est un élément qui a pu freiner ou pas les travaux.

Je crois que nous apprenons en marchant. Je considère que l'on peut se revoir légitimement dans six mois, avec un premier bilan où nous aurons éventuellement à ajuster nos propositions.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 108.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DLH 108).

Le vœu n'ayant pas été présenté est considéré comme retiré.

2011, DLH 122 - Location par bail emphytéotique, au profit de la société "Immobilière 3F", de l'immeuble communal 10, rue Lacaze (14e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DLH 122 : location par bail emphytéotique, au profit de la société "Immobilière 3F", de l'immeuble communal 10, rue Lacaze dans le 14e.

La parole est à M. DUBUS pour 5 minutes.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Sur ce bail emphytéotique que la Mairie de Paris va conclure avec la société "3F", je n'aurai que peu d'observations à formuler. D'ailleurs, nous voterons ce projet de délibération.

L'immeuble préempté par la Ville se trouve en zone déficitaire en logement social. C'est un facteur assez peu fréquent pour être noté.

Autre élément de ce dossier : ce bâtiment à usage commercial est libre de toute occupation. C'est là une configuration rare. En général, comme nous le constatons, la grande majorité des préemptions municipales ou acquisitions directes par les bailleurs sociaux concerne des immeubles occupés, labellisés ensuite logement social par la grâce d'un conventionnement et de fonds publics.

Sur le principe de cette opération, pas d'objection.

Son prix d'achat est d'ailleurs à la hauteur des possibilités constructibles de la parcelle.

Ce qui, dans ce projet de délibération, pour ceux qui l'ont lu, attire plus précisément l'attention, vous l'aurez deviné, c'est la mise à disposition des locaux existants à l'association "Droits Devant". Nous aimerions en savoir davantage sur les conditions de cette mise à disposition, sur l'espace disponible, par exemple, sur la prise en charge d'éventuels travaux de mise aux normes, sur sa durée prévisionnelle.

On nous dit qu'elle est limitée au délai nécessaire pour la finalisation du programme immobilier. Y aura-t-il, à ce terme, un engagement de relogement ? Pourquoi cette association a-t-elle été choisie plus qu'une autre ? Pourquoi est-elle imposée au bailleur ? Nous pouvons, certes, le deviner.

Selon ses habitudes affables, Jean-Yves MANO va assurer dans quelques instants qu'il n'y a rien que de très habituel dans cette procédure et que, bien sûr, toute information sera fournie ultérieurement.

Je fais la réponse !

J'aimerais le croire si je n'attendais encore les précisions promises voici quatre mois sur les conditions de relogement du DAL. Il y a plus de trois ans désormais, et son président ne l'ignore pas, que "Paris Habitat" a acquis, pour le transformer en logement social, l'immeuble squatté par le DAL, 24, rue de la Banque. Cette même adresse, est-il besoin de le mentionner, hébergeait l'association des "Macaq Troubadours", qui empochait, en dehors de tout cadre légal, les loyers des locaux mis gracieusement à sa disposition par la Mairie de Paris et qui s'est encore distinguée ce week-end.

L'insuffisance de contrôles ou l'excessive confiance dans ses partenaires peuvent conduire à de telles situations.

Le groupe Centriste n'est nullement opposé à des conventions de mise à disposition. L'existence de locaux vides en attente de projet peut être une solution, bien que temporaire, pour faire face à la demande associative. Faut-il encore s'assurer de la fiabilité des bénéficiaires et faut-il s'assurer également que la sélection des heureux lauréats obéisse à des critères parfaitement transparents !

Une fois de plus, je crains que ce ne soit pas le cas.

Nous voterons donc ce projet de délibération, mais nous demandons des explications sur ce sujet.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Monsieur DUBUS, d'abord, dans votre intervention, vous parliez de la rue de la Banque.

Très honnêtement, je pense que dans les prochains jours, la rue de la Banque sera disponible pour que le chantier démarre pour construire des logements sociaux ; vous voilà satisfait dans une réponse…

Comme quoi les choses sont délicates et difficiles, mais nous y arrivons et, effectivement, la rue de la Banque aura sa destination pour laquelle elle a été achetée.

En ce qui concerne l'immeuble de la rue Lacaze, vous notez tout l'intérêt de l'acquisition de cet immeuble, vous faites bien ; effectivement, dans le 14e, dans ce lieu déficitaire en logement social, c'est une bonne opportunité.

Vous mettez le doigt sur une association qui est "Droit Devant", mais vous connaissez l'histoire associative de Paris, Monsieur DUBUS, comme moi, et "Droit Devant" fait partie du paysage associatif depuis les années quatre-vingt-dix… enfin, moi, je les connais au moins depuis cette époque-là, donc cela fait bientôt plus de 25 ans, et donc, bien évidemment, ils ont tout à fait leur place sur le territoire parisien, il se trouve qu'ils occupent aujourd'hui un bâtiment à titre provisoire et précaire, qu'ils doivent partir et, en association responsable, ils s'en vont ; nous leur proposons, le temps de monter ce dossier, une occupation précaire de ce local rue Lacaze, pour lequel il ne sera pas demandé de loyer ; comme toute occupation de local, ils paieront simplement les charges, il n'y a pas de travail, tout ceci se fait en bonne et due forme par la signature d'un bail précaire tel que nous avons l'habitude de le pratiquer pour une utilisation ponctuelle. Cela a au moins l'avantage, Monsieur DUBUS, d'éviter le squat, donc je trouve que nous avons là une évolution positive dans nos relations avec le tissu associatif et nous ne pouvons que nous en réjouir.

M. Jérôme DUBUS. - Cela n'évite pas les sous-locations !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait !

Je mets aux voix,à main levée, le projet de délibération DLH 122.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DLH 122).

2011, DLH 133 - Réalisation par la SEMIDEP d'un programme de construction comportant 3 logements PLA-I et 7 logements PLUS, 5 rue de Rottembourg (12e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DLH 133 relatif à la réalisation par la SEMIDEP d'un programme de construction comportant trois logements P.L.A.-I. et 7 logements PLUS 5, rue de Rottembourg, dans le 12e.

La parole est à Mme CHARNOZ pour cinq minutes.

Mme Sandrine CHARNOZ. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, mon intervention profite de ce projet de délibération pour évoquer l'ensemble des projets de délibération inscrits à ce Conseil sur le financement d'opérations de logements sociaux.

Je voudrais, tout d'abord, signaler que ce sont les premières opérations de logements sociaux présentées pour une décision de financement au Conseil de Paris en 2011. Il s'agit des DLH 130, 133, 138, 146 et 152.

En effet, la délégation de compétences entre l'Etat et Paris vient tout juste d'être visée par l'Etat, après de longs atermoiements de la part du Trésorier payeur général qui faisaient eux-mêmes suite à de longues négociations avec le Préfet de Région, qui, en dépit d'un bilan plus que positif de la première délégation et d'un budget de l'Etat toujours plus en baisse, avait renforcé ses exigences à l'égard de la Ville pour la nouvelle convention.

Ce retard souligne les nombreux obstacles administratifs et politiques que la Ville doit surmonter pour financer des logements sociaux, malgré le fort engagement de notre équipe.

De plus, le décalage temporel se cumule avec une enveloppe en deçà des ambitions de notre collectivité. En effet, notre ambition est d'atteindre 20 % de logements sociaux dès 2014 et non 2020 comme l'exige la loi. Nous souhaitons donc un maintien de la contribution de l'Etat à 600 millions d'euros pour financer 6.000 logements sociaux par an.

Cette baisse est d'autant plus paradoxale que nous étions d'accord sur les objectifs du Plan local d'habitat, comme en atteste l'avis favorable émis par le Préfet de Région après que le P.L.H. a recueilli également un avis favorable unanime des membres du Comité régional de l'habitat.

Il prouve une nouvelle fois à ceux qui avaient encore besoin de preuves que l'Etat préfère la communication à l'action. Si Benoît APPARU veut nous laisser croire que le logement social est une priorité pour le Gouvernement, les incessantes réductions budgétaires, - 75 % sur le budget de l'aide à la pierre cette année, nous prouvent le contraire.

Au-delà de la contradiction, c'est bel et bien la mise en difficulté de Parisiens et de Parisiennes qui souhaitent se loger décemment dans notre ville.

Nous serons donc mobilisés pour atteindre nos objectifs de 6.000 logements sociaux par an et je rappelle les réserves opposées à la signature de la convention de la délégation de l'aide à la pierre, où Paris ne se contentera pas des 100 millions d'euros accordés par l'Etat et se mobilisera pour obtenir les 120 millions nécessaires pour mettre en œuvre sa politique du logement.

Nous attendons que les crédits non consommés par les autres collectivités nous soient ainsi reversés.

Rappelons que lors de la première convention de délégation, il avait était prévu initialement des financements à parité entre la Ville et l'Etat. Ce temps est révolu, le désengagement de l'Etat est flagrant et la décomposition des financements présentée dans ces délibérations en atteste.

Par ailleurs, ces projets de délibération illustrent la diversité des interventions de notre Municipalité en matière de logement. Les projets rue des Trois-Frères menés par "Paris Habitat" ou rue des Poissonnières par la S.G.I.M. sont issus de préemptions dans des secteurs très déficitaires en logements sociaux. La première opération permettra de construire 13 logements sociaux, la deuxième quatre PLUS et un local d'activité.

La troisième me tient particulièrement à cœur, car il s'agit de l'opération située rue de Rottembourg dans le 12e, où la SEMIDEP réalisera demain 10 logements sociaux et un local d'activité. Cette opération a d'ailleurs été retardée par un recours contentieux finalement gagné par la Ville suite à la préemption de ce terrain.

Si certains font tout pour ralentir les opérations de logements sociaux, notre détermination est entière et nous conduirons nos projets à terme, surtout dans les secteurs déficitaires, car c'est une ville mixte que nous voulons.

Autre projet : celui de la rue Piat, mené par "Paris Habitat", qui est issu d'une opération de requalification patrimoniale d'immeubles existants. Cette opération de restructuration/réhabilitation optimise les espaces pour offrir demain une crèche, des logements sociaux et des espaces extérieurs requalifiés.

Le projet rue Lecuirot, par "Logis Transports", est issu d'une opération en V.E.F.A. d'un promoteur privé où 10 logements sociaux s'intègreront dans une opération de 86 logements privés.

Mixité et accueil des personnels travaillant au service de notre Ville, dans ce cas les agents R.A.T.P., sont au cœur de nos préoccupations.

Préemptions, constructions neuves, habilitations lourdes d'immeubles extrêmement dégradés, requalifications, restructurations, optimisations d'immeubles existants, nous multiplions les modes opératoires pour construire chaque année des logements sociaux en nombre.

Je vous invite à voter ces projets de délibération et à vous mobiliser pour que l'Etat assume son rôle de garant de la cohésion sociale et de la solidarité nationale et permette à Paris d'atteindre ses objectifs fixés conjointement dans le Plan local d'habitat.

Je vous remercie.

(M. François DAGNAUD, adjoint, remplace M. Pierre SCHAPIRA au fauteuil de la présidence).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour vous répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Mme CHARNOZ, avec enthousiasme, passait en revue la totalité des différentes initiatives que nous prenons en matière de politique de l'habitat, que ce soit par les préemptions, la construction neuve, la réhabilitation, les constructions en V.E.F.A., du logement social ou du logement spécifique dont tous les Parisiens ont besoin, dans un contexte financier difficile, compliqué, de désengagements de l'Etat, où, après avoir établi un rapport de force avec l'Etat, nous avons, dans un premier temps, obtenu une enveloppe de 100 millions d'euros, avec, comme vous le soulignez, Madame CHARNOZ, la perspective d'avoir 20 millions d'euros complémentaires, condition pour atteindre l'objectif de 6.000 logements sociaux.

Je ne peux que souscrire à tous vos propos et je vous encourage, évidemment, à voter le projet de délibération concerné et à poursuivre notre détermination pour faire 6.000 logements sociaux sur le territoire parisien.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 133.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DLH 133).

2011, DLH 146 - Réalisation par "Paris Habitat - OPH" d'un programme de construction de 6 logements PLUS et 6 logements PLS, 38-48, rue Piat et 3-5, rue du Père Julien Dhuit (20e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous devons adopter l'amendement technique n° 18 qui a été déposé par l'Exécutif sur le projet de délibération DLH 146. Je ne crois pas que cela mérite de plus amples commentaires.

Je mets donc aux voix, à main levée, l'amendement technique n° 18.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement est donc adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 146 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2011, DLH 146).

2011, DLH 148 - Réalisation par "Paris Habitat OPH" d'un programme de requalification des espaces extérieurs et d'amélioration de la qualité de service de 566 logements sur le groupe " Ilot du Clos ", 2-24, rue du Clos et 79-99, rue des Orteaux (20e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous arrivons au projet de délibération DLH 148 relatif à une opération sur le groupe Ilot du Clos dans le 20e arrondissement.

La parole est à Mme Virginie DASPET et M. Jean-Yves MANO lui répondra.

Mme Virginie DASPET. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce projet de délibération porte sur la requalification des espaces extérieurs et des halls de l'Ilot du Clos, patrimoine de "Paris Habitat".

L'Ilot du Clos, construit à la fin des années soixante-dix, comporte 566 logements situés au carrefour des rues du Clos, Saint-Blaise et des Orteaux.

A l'image du quartier Saint-Blaise, cet ensemble est caractérisé par une forte densité et la présence d'immeubles de grande hauteur qui montent jusqu'à R+17. En cœur d'îlot, un cheminement piéton, par bien des égards labyrinthique, relie la rue du Clos à la rue des Orteaux et distribue l'accès aux halls des immeubles. Ce cheminement très accidenté associe des marches et des rampes non accessibles PMR.

La circulation au sein des espaces intérieurs comme extérieurs est donc bien difficile, l'accès aux logements et aux équipements étant peu lisible et parfois même conflictuel.

"Paris Habitat" va donc procéder à la requalification des espaces extérieurs et des halls de cet ensemble immobilier. Les cheminements au sein de l'îlot que je viens d'évoquer seront améliorés, afin de supprimer les recoins et de simplifier les accès.

En priorité, l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite sera considérablement améliorée par la création de nouvelles rampes et, si nécessaire, d'une plateforme élévatrice afin que tous les halls leur deviennent accessibles. Pour les autres usagers, des escaliers seront créés afin de permettre un cheminement plus direct.

Un effort particulier portera également sur les halls et les locaux communs. L'ensemble des sols, plafonds, revêtements et portes sera rénové. Les batteries de boîtes aux lettres seront remplacées. Des locaux de tri sélectif seront créés.

Plusieurs loges de gardiens seront déplacées en façade, ce qui constitue une garantie supplémentaire en termes de qualité de l'accueil comme de sécurité. Dans le même esprit, les halls seront amenés au droit des façades, afin d'éviter des regroupements sous les porches et les éclairages extérieurs principaux seront rénovés. Il y aura également, en termes de sécurité, l'installation d'une grille sécurisée à l'entrée du 99, rue des Orteaux, qui longera cette rue devant les locaux d'activité.

Bref, vous l'aurez compris, ce programme apportera clairement une meilleure qualité de vie et de service aux locataires, elle facilitera leur quotidien et évidemment elle est fort attendu par ses résidents.

Il nous reste néanmoins un regret à formuler : celui que les espaces situés en bordure d'îlot n'aient pu bénéficier du traitement qu'ils auraient mérité. En effet, une imbrication des bâtiments crée force recoins et espaces résiduels, qui au-delà de leur esthétique douteuse favorisent la malpropreté et contribuent au sentiment d'insécurité des résidents.

Mais là, une fois encore, c'est la question du financement qui est posée. Il me paraît utile de préciser que cette opération s'inscrit à la lisière du grand projet de renouvellement urbain Saint-Blaise. Quand je parle de lisière, je ne parle pas ici uniquement de frontière géographique, car ce G.P.R.U. sera finalement bien moins ambitieux que nous l'aurions souhaité. Quand je dis "nous", c'est aussi bien la Ville de Paris que les élus du 20e qui sont directement concernés par ce G.P.R.U.

De fait, avec la baisse majeure des crédits, des financements accordés par l'A.N.R.U. - c'est quasiment 50 % de moins que ce que nous attendions -, il a fallu trouver des solutions complémentaires. Nous avons fait appel aux différents acteurs en présence, plus particulièrement les bailleurs sociaux, pour qu'ils accompagnent les mutations du quartier Saint-Blaise en soutenant des opérations complémentaires.

C'est justement ce que fait Paris Habitat aujourd'hui et il convient de le saluer, d'autant que dans la même démarche d'autres travaux ont été préalablement engagés. Ainsi le ravalement des immeubles et la réfection des parties communes de l'îlot ont d'ores et déjà été réalisés. Le remplacement des menuiseries interviendra d'ici 2013 et la rénovation de certaines toitures terrasses d'ici 2014.

Pour en revenir à l'opération que nous évoquons aujourd'hui et à son financement, son coût est évalué à 2.523.475 euros, soit près de 4.458 euros par logement. En sus du prêt P.A.M. de 336.823 euros, la Région Ile-de-France contribue à son financement à hauteur de 1.132.000 euros. La Ville de Paris pour 630.860 euros, le solde, soit 425.783 euros étant financé par les fonds propres de "Paris Habitat".

Je vous invite donc, chers collègues, à voter ce projet de délibération et à autoriser ainsi notre Ville à participer au financement de ce programme et à se porter garant du prêt P.A.M. à contracter par "Paris Habitat".

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO pour vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Ce secteur géographique du 20e arrondissement fait partie des secteurs où, dans la fin des années 70, nous avions une concentration de tout ce qu'il ne faut pas faire en matière d'urbanisme, puisqu'il y a un amoncellement de populations et de bâtiments qui fait de ce secteur là un des secteurs les plus denses d'Europe, avec les aléas qu'il convient aujourd'hui d'analyser avec lucidité.

Ce sont des lieux compliqués et complexes. Pour certains d'entre eux, du côté de Saint-Blaise, il y a des démolitions et des restructurations et, dans ce cas particulier, une amélioration technique extrêmement importante pour prendre en compte le souhait des habitants de cet ensemble immobilier de bénéficier de plus de quiétude et de sécurité par rapport à leur vie quotidienne.

Oui, "Paris Habitat" s'engage. Il s'engage à restructurer les halls d'entrée, les entrées, les sectorisations font partie des opérations. Ce sont des réponses classiques, je dirais, par rapport à ce type d'évolution comportementale dans des secteurs de densité similaire. Bien sûr, ceci est un premier pas vers une restructuration un peu plus lourde, avec le changement des fenêtres, la restructuration des toitures, et sans doute demain une vison plus globale en fonction du Plan climat.

Voilà l'enjeu de ce projet de délibération, souligné dans force détails par le représentant du 20e arrondissement que je remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 148.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DLH 148).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux travaux à engager au foyer de travailleurs immigrés situé 15, rue Bisson (20e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous abordons le vœu n° 19 relatif à la situation du foyer des travailleurs migrants de la rue Bisson dans le 20e arrondissement déposé par le groupe "Europe Ecologie - Les Verts apparentés" et présenté, en une minute, par Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je présente un vœu qui a été adopté à l'unanimité de notre dernier Conseil d'arrondissement, le 9 juin dernier. Il a pour but de vous alerter sur l'état très dégradé du foyer qui se situe 15, rue Bisson dans le 20e arrondissement. Des dégradations qui sont issues de travaux qui avaient été réalisés par la R.I.V.P. en 2003, qui avaient donné lieu à de nombreuses malfaçons, notamment concernant le réseau d'alimentation en eau et qui génère aujourd'hui beaucoup de fuites et de dégradations de l'immeuble.

Il y a aussi une insuffisance notoire d'entretien régulier du foyer par le gestionnaire l'AFTAM. C'est pourquoi nous demandons dans ce vœu que le Maire de Paris insiste fortement auprès du propriétaire, qui est la R.I.V.P., pour qu'elle réalise les travaux nécessaires pour la remise en état de ce foyer, et aussi auprès du gestionnaire pour que l'entretien puisse être fait régulièrement et pour que parallèlement des réunions de concertation, qui avaient déjà eu lieu auparavant, reprennent pour associer les habitants de ce foyer au suivi de ces travaux qui s'avèrent urgents et nécessaires et soient organisées trois fois par an.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO pour vous répondre et donner la position de l'Exécutif.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Mme GIBOUDEAUX souligne avec justesse la difficulté actuelle de ce foyer Bisson qui a pourtant fait l'objet d'une réhabilitation, sans doute dans de très mauvaises conditions au début des années 2000, sous une gestion qui n'était pas encore tout à fait celle de la Ville de Paris, puisque M. LOMBARDINI était encore le directeur de cet établissement.

Ceci, à l'évidence, a été fait a minima, sans respect et sans contrôle, ce qui fait qu'aujourd'hui les travaux sont extrêmement importants et les conditions de vie absolument indignes dans ce foyer.

C'est pourquoi, dans l'urgence absolue aujourd'hui, nous avons - la Ville de Paris - fait pression sur le gestionnaire et demandé à la R.I.V.P. de s'engager dans des travaux de remise en état des circuits d'eau et des étanchéité des cabines, de remplacement de quelques lavabos, de reprises de carrelage.

Enfin, il y a une série de travaux d'urgence a minima qui laissera présager à l'évidence des travaux beaucoup plus lourds, qui nécessiteront bien sûr un comité de pilotage. Le premier comité de pilotage se réunira dans les prochains jours, à savoir le 4 juillet.

C'est donc un avis favorable que nous donnons au vœu qui nous est proposé.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Avant de passer au vote, nous avons une demande d'explication de vote de Mme Danielle SIMONNET au nom de son groupe, rapide, s'il vous plaît.

Mme Danielle SIMONNET. - Le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche soutient bien entendu ce vœu, mais mine de rien nous constatons qu'heureusement les mobilisations des résidents des foyers ont permis de bousculer un peu le "timing" et de faire en sorte qu'enfin ce comité de pilotage se mette en place et que l'ensemble aussi des organismes référents et en responsabilité fassent évoluer la situation qui, depuis la réunion qui avait eu lieu il y a un an, n'avait pas évolué s'agissant de l'information et de la concertation en direction des résidents de ce foyer.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 146).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'accès au logement des personnes en situation de handicap.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le vœu suivant n° 20 concerne l'accès au logement des personnes en situation de handicap.

C'est M. MENGUY qui le présente en une minute et M. Jean-Yves MANO lui répondra.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu fait suite à un débat que nous avons eu lors du précédent Conseil, je crois, sur la question de l'adaptabilité et de l'accessibilité des logements sociaux à Paris pour les personnes en situation de handicap.

La volonté de financer en PLUS et P.L.A.-I de nouvelles opérations d'unité de logements spécialisés avait été actée et nous avions dit - je crois que Monsieur MANO était d'accord sur le principe quand nous en avons débattu en séance; il me semblait vous avoir vu acquiescer - que nous souhaitions que cette option puisse être élargie quel que soit le logement social, puisque nous pensons qu'il faut un principe d'égalité par rapport aux personnes en situation de handicap, comme nous demandons, sur d'autres plans, l'amélioration de l'accessibilité, notamment la question des stations de métro.

Ce vœu, comme nous vous en avions fait part lors du précédent Conseil, demande d'étendre cette question pour les logements en catégorie P.L.S.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

M. Jean-Yves MANO a la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Très précis, votre vœu ne dit pas tout à fait cela.

Le vœu demande que les U.L.S. (je vais expliquer ce que c'est) soient accessibles et financés en P.L.S. pour bénéficier à des personnes susceptibles d'avoir des revenus au niveau du P.L.S.

La réalité, quand on connaît les problèmes du handicap, démontre à l'évidence que ce type de logement est fait pour un handicap lourd, auquel est rattaché une plate-forme de services, à disposition des personnes qui, certes, peuvent avoir une certaine autonomie, mais sont obligées d'avoir un soutien logistique relativement fort.

A l'évidence, ces personnes ne sont pas en capacité d'exercer une activité professionnelle.

Nous avons déjà fait l'expérience que vous souhaitez. Nous avons financé un temps un certain nombre de logements U.L.S. en P.L.S., mais nous avons été incapables de trouver les personnes ayant des revenus suffisants pour les occuper, ce qui a eu pour conséquence que nous avons dû baisser les loyers pratiqués pour avoir les personnes qui correspondent, avec des revenus qui sont des aides diverses liées à leur situation personnelle.

Il n'y a pas chez nous de caricature par rapport à telle ou telle catégorie. Les faits sont les suivants : les personnes qui peuvent bénéficier de ce type d'appartement ne peuvent pas avoir d'activité professionnelle et ont des revenus qui sont inférieurs au niveau du revenu PLUS. C'est pourquoi, en tout pragmatisme, et non pas sectarisme, nous proposons le financement des logements U.L.S. en financement PLUS.

Je peux vous rassurer également de façon générale sur le cas des personnes qui ont un handicap, occupant un appartement qui nécessite une adaptation. Il n'y a pas là non plus de séparation dans notre esprit, sur le fait que toute personne qui fait une demande peut se voir allouer à la fois une allocation en fonction de ses revenus et des aides des bailleurs sociaux, si elle occupe un logement social.

Je vous suggère de retirer votre vœu, qui ne correspond pas à la réalité concrète de ce que vivent les gens que nous souhaitons mettre dans les logements U.L.S., compte tenu de leur handicap.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Monsieur MENGUY, retirez-vous votre vœu ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Monsieur MANO, j'ai bien entendu ce que vous avez expliqué.

On va le maintenir, mais, en deux mots, c'est quelque chose que j'avais déjà évoqué lors du dernier débat. Nous avons un certain nombre d'ensembles de logements, pour lesquels il y a eu des problèmes concrets d'adaptabilité de l'appartement par rapport au handicap, je pense notamment à Boucicaut.

J'en avais déjà parlé, je me permets de le redire à titre informatif. Je ne sais pas si la situation vous est remontée ou si c'est quelque chose qui a pu être réglée, mais je voulais profiter de ce vœu pour vous faire remonter de nouveau cette situation particulière.

Ce n'est pas à l'aune du vœu que nous avons présenté, mais j'en profite pour rappeler cette question.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le vœu est maintenu. J'ai besoin de connaître la position de l'Exécutif.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Défavorable.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Je voudrais compléter ce qu'a dit Jean-Yves MANO et essayer à nouveau de vous convaincre. Je vous rappelle les chiffres : 92 % des ménages, je parle de ménages et pas de personnes, qui comptent une personne en situation de handicap et qui demandent un logement social, ont un plafond de ressources inférieur au P.L.A.I., 92 %.

Vous nous parlez éventuellement de 8 % de demandeurs de logement qui seraient au-dessus de ce plafond. Ces 8 % (je réitère ce qu'a dit M. MANO), s'ils ont des ressources supplémentaires, cela veut bien dire qu'ils ne sont pas aussi lourdement handicapés que les personnes auxquelles sont réservés ces U.L.S., appartements entièrement domotisés, pas simplement "adaptés".

De ce fait, ils n'entrent pas dans la catégorie d'usagers potentiels de ces U.L.S., c'est la raison pour laquelle j'insiste à nouveau, après M. MANO, pour que vous retiriez votre vœu qui ne correspond à personne. Les personnes que vous souhaiteriez faire vivre dans ces appartements n'existent pas.

Ceux et celles qui vivent dans des logements sociaux et qui ne relèvent pas d'U.L.S. ont d'autres types d'aide à leur disposition : le PACT de Paris, la prestation de compensation du handicap qui est aussi destinée à faire des travaux d'adaptation des logements.

Ces dispositifs peuvent être utilisés, même si je reconnais bien volontiers que c'est parfois un peu long, mais il n'en reste pas moins que le dispositif existe et qu'il ne s'agit pas de cet autre dispositif qui s'appelle U.L.S.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pour moi, c'est très clair.

On ne va pas épiloguer. Maintenez-vous votre voeu, Monsieur MENGUY ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Oui.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 20 avec avis défavorable de l'Exécutif, puissamment étayé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Nous avons terminé avec la 8e Commission.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. pour une stèle à l'honneur de nos soldats morts pour la France en Afghanistan.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous entamons l'examen des projets de délibération inscrits en 9e Commission, avec le vœu n° 21 relatif à une stèle en l'honneur des soldats morts pour la France en Afghanistan, déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Mme DOUVIN nous le présente et Odette CHRISTIENNE répondra.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, séance après séance, le Conseil de Paris décide d'honorer des personnalités, qu'elles soient étrangères ou françaises, qui répondent à des critères et des profils variés.

Or, aujourd'hui, tel n'est pas le cas pour nos soldats morts en Afghanistan. Malheureusement, en préparant ce vœu, j'avais un nombre de soldats inférieur à celui présenté aujourd'hui, puisque ce sont maintenant 62 soldats qui sont morts en opération.

Considérant que le Maire de Paris a répondu favorablement en avril dernier à la demande du président de l'association de défense des droits des militaires morts en opérations extérieures, pour qu'une stèle soit érigée dans la Capitale pour honorer leur mémoire, nous souhaiterions, au-delà de l'intention, qu'aujourd'hui cette stèle soit érigée sans attendre, dans un lieu qui soit symbolique de nos armées et que ce soit décidé en collaboration avec les associations de soutien à l'armée française.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à Mme Odette CHRISTIENNE.

Mme Odette CHRISTIENNE, adjointe. - Je voudrais tout d'abord rendre hommage à Florian Morillon, 21 ans, chasseur parachutiste de première classe du premier régiment des chasseurs parachutistes de Pamiers, tué au combat samedi dernier en Kapisa.

Quant au vœu, ce vœu reprend tout à fait le vœu déposé lors de la séance du Conseil des 16 et 17 mai par un autre groupe.

La réponse étant donc identique, je vous renvoie au compte rendu du précédent Conseil et je rappelle que la réponse informative avait entraîné le retrait du vœu.

Cependant, nous vous informons qu'après une nouvelle rencontre le 31 mai à l'Hôtel de Ville avec le Général THORETTE, la commission créée par le Ministère de la Défense n'a pas finalisé le projet concernant le monument aux morts pour la France en opérations extérieures, dont évidemment les morts en Afghanistan, projet qui relève de l'État.

Nous confirmons cependant qu'informés des décisions du Ministre de la Défense, nous accompagnerons la mise en place de ce monument, dont la forme même n'a pas encore été déterminée, si l'espace souhaité pour son implantation est sur le territoire de la Ville de Paris.

Je propose que vous retiriez ce vœu, car il est dépassé.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Madame DOUVIN, retirez-vous ce vœu ?

Mme Laurence DOUVIN. - Mme CHRISTIENNE donne un certain nombre d'informations, elle fait notamment état de la responsabilité de l'État et je suis sensible à son argumentation.

Néanmoins, il me semble important que, par rapport à un certain nombre de demandeurs qui sont soucieux que cet honneur soit rendu à nos soldats français, le Maire de Paris et le Conseil de Paris s'expriment à nouveau sur cette question.

Je maintiens le vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Il y a plusieurs demandes d'explication de vote.

Monsieur POZZO di BORGO ?

M. Yves POZZO di BORGO. - Notre groupe a déposé le vœu que Mme DOUVIN a copié intégralement.

A l'époque, nous l'avions retiré car nous pensions, et nous pensons toujours aujourd'hui, que la position de l'adjointe au Maire chargée de ce dossier est la plus sérieuse.

C'est la raison pour laquelle nous ne voterons pas ce vœu parce que nous considérons qu'il faut, dans ce genre de chose, avoir un peu de dignité et de réserve.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Monsieur MARTINS ?

M. Jean-François MARTINS. - Sans surprise, je rejoindrai la position de Mme CHRISTIENNE et de M. POZZO di BORGO sur le nécessaire temps d'attente, à la fois pour la dignité et le respect.

Je crois malheureusement que d'autres de nos jeunes compatriotes risquent de perdre leur vie là-bas. Tant que le conflit n'est pas terminé, il sera précipité d'apposer de telles stèles.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le sujet est sérieux, on va éviter les polémiques inutiles.

Monsieur GAREL ? Après, on passe au vote.

M. Sylvain GAREL. - Je pense que, si l'on veut protéger les soldats français qui sont en Afghanistan, le mieux serait que nous votions un vœu pour demander leur rapatriement immédiat. Si l'on veut bien les protéger !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, ce vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour son adoption ? Le groupe U.M.P.P.A.

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

2011, DAC 14 - Signature d'une convention de mécénat avec la société OJEJ portant sur la restauration du grand-orgue du Temple de l'Eglise Réformée de Pentemont (7e). Montant : 300.000 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DAC 14, sur lequel Mme MACÉ de LÉPINAY est inscrite. Danièle POURTAUD lui répondra.

Madame MACÉ de LÉPINAY, vous avez la parole.

C'est la convention de mécénat avec la société OJEJ pour la restauration du grand-orgue du Temple de l'Eglise Réformée de Pentemont.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Effectivement, si je me suis inscrite sur ce projet de délibération, c'est pour attirer l'attention de notre Assemblée sur les orgues de la Ville de Paris.

Notre ville a un patrimoine organistique unique au monde qui attire les organistes du monde entier. Dans notre ville, les plus grands compositeurs ont vécu, ont composé, les plus grands interprètes ont joué. Vraiment, notre patrimoine organistique est remarquable et extrêmement varié.

Les orgues sont des instruments fragiles. Certains, comme les Cavaillé-Coll, ont besoin de révisions régulières.

C'est pour cela que j'avais posé en 9e Commission la question à Mme POURTAUT, de savoir quelle était la politique de la Ville en matière d'entretien et de rénovation. Je ne parle pas de création d'orgues et tout le monde se rappelle de la création du magnifique instrument de l'église Saint-Louis-en-l'Ile.

Mme POURTAUD m'a dit qu'elle me donnerait tous les éléments. Elle m'a malheureusement fait communiquer trois lignes qui laissent à penser que le budget consacré à l'entretien de nos orgues est vraiment misérable. D'après ce que j'ai compris, les organistes, d'une façon générale, qui tiennent les orgues dans nos églises, se débrouillent pour trouver l'argent, pour réparer comme ils le peuvent les instruments. La Commission des orgues qui existaient ne s'est pas réunie depuis plus de 10 ans.

Là, nous avons un projet de délibération qui est très explicite puisque, grâce à un mécénat exceptionnel de M. SEYDOUX, l'orgue du Temple de Pentemont va pouvoir être restauré.

Le mécénat de M. SEYDOUX se monte à 300.000 euros sur les 450.000 euros du budget que représente la restauration de cet orgue. Il me semble que les 150.000 euros en question, qui restent à la charge de la Ville, représentent la totalité du budget de la Ville pour les orgues en une année.

J'aurais voulu que Mme POURTAUD puisse nous dire si la Ville avait une politique en matière de restauration d'orgues, quelle somme y était consacrée chaque année, quels étaient les projets qui étaient étudiés en ce moment et quand ils seraient mis en œuvre, puisqu'il semble qu'il n'y ait pas grand-chose de prévu, vu que les crédits sont, semble-t-il, ridiculement bas.

Je voudrais dire à mes collègues que la Ville a beaucoup d'atouts. On a parlé tout à l'heure de son fleuve. Il y a un atout absolument exceptionnel : c'est son patrimoine.

Je redis que je trouve dommage que l'on parle peu de ce patrimoine et surtout que l'on n'y consacre pas les sommes nécessaires, en dehors de quelques opérations très voyantes et malheureusement très lourdes.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais à la fois remercier Mme MACÉ de LÉPINAY qui permet d'attirer l'attention du Conseil de Paris sur notre politique en matière de restauration d'orgues et, en même temps, trouver un petit peu dommage la manière dont elle a caricaturé notre intervention.

Effectivement, je partage avec elle l'opinion que les orgues parisiens sont absolument exceptionnels, à la fois par leur taille et par leur diversité, puisque la quasi-totalité des époques sont présentes, du XVIIe au XXe siècle.

Nous consacrons, Madame MACÉ de LÉPINAY, 150.000 euros par an en investissement et 80.000 euros par an en fonctionnement pour l'entretien. L'investissement nous permet de faire les travaux importants, évidemment pas les grands relevages. Lorsqu'il s'agit d'un grand relevage, il y a un budget exceptionnel. Vous aurez, comme moi, constaté qu'en 2010, nous avons pu rendre à l'orgue de Saint-Jean-de-Montmartre son lustre d'antan. Je crois que vous étiez à la soirée d'inauguration, qui a été très belle, le 27 avril.

Pour 2011, nous restaurons sur nos crédits l'orgue de Saint-Séverin dans le 5e arrondissement ; les travaux seront terminés en octobre 2011.

En 2012, les travaux porteront sur l'orgue de Saint-Nicolas-des-Champs dans le 3e. Des travaux à Saint-Pierre-de-Montrouge seront, pour partie, à la charge des entreprises qui ont malheureusement endommagé l'instrument lors de la restauration du clocher.

Nous pourrons également intervenir sur Saint-Michel-des-Batignolles et puis, il y aura effectivement, c'est l'objet de ce projet de délibération, l'orgue du Temple de Pentemont.

Moi, je ne peux que me féliciter que des mécénats viennent nous aider à entretenir ces éléments du patrimoine.

Je crois qu'il ne faut pas, comme vous avez l'air de le faire, traiter le mécénat comme un pis-aller, avec mépris, en disant : si je comprends bien, les organistes se débrouillent comme ils peuvent.

Non, Madame MACÉ de LÉPINAY, les orgues sont des œuvres d'art, donc il est normal qu'elles puissent faire l'objet d'un mécénat. Je m'associe à vos remerciements envers M. Jérôme SEYDOUX qui nous permet de faire ce relevage au Temple de Pentemont, mais je pense qu'il ne faut vraiment pas rechigner sur ces opérations.

Merci, Monsieur le Maire.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de ces explications très complètes.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 14.

Qui est pour ?

Pas d'opposition ?

Pas d'abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DAC 14).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port Mahon (14e).
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port-Mahon (14e).
Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port-Mahon (14e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Chers collègues, les trois vœux n° 26, n° 27 et n° 28, relatifs au chemin du Port Mahon, ont été déposés par les groupes E.E.L.V.A., U.M.P.P.A. et M. MARTINS. Il revient donc à M. René DUTREY, à Mme CARRÈRE-GÉE et à M. MARTINS de les présenter, chacun en une minute, et Mme POURTAUD répondra.

La parole est à M. René DUTREY.

M. René DUTREY. - Depuis notre élection en 2001, la mairie du 14e et la Mairie centrale se sont opposées au projet porté par le promoteur SOFERIM au 26, rue de la Tombe-Issoire, projet qui dénature autant en surface qu'en sous-sol le patrimoine de notre arrondissement.

En 2005, à l'époque, "Le Parisien" relatait la position de la Mairie - je vous la cite : "Le maire du 14e a dénoncé le coup de force de la SOFERIM qui a pris l'habitude de s'asseoir sur la loi. Son comportement et ses méthodes sont inacceptables. Ce promoteur s'arc-boute sur son projet, alors que le Maire de Paris a refusé le permis de démolir, le permis de construire et que la Commission du Vieux Paris vient de prendre une position contre tout projet dénaturant le site de la dernière ferme de Paris."

Cette position a été celle de la Mairie jusqu'à il y a un mois. Depuis un mois, un revirement s'est opéré et la Mairie est devenue accompagnatrice, apparemment, de ce projet, pour mon plus grand désespoir.

J'ai seulement trois questions à poser, en moins d'une minute.

Première question : Madame POURTAUD, vous êtes adjointe au patrimoine. Considérez-vous qu'un monument historique, percé de 12 piliers béton, avec un mur de 100 mètres rajouté et l'injection de 1/8e de la carrière, puisse être considéré comme une restauration ?

Deuxièmement : l'aqueduc gallo-romain situé dans la cour de la ferme, cet aqueduc pour lequel nous nous sommes battus ensemble, avec M. CHERKI, en 1996, sur la Z.A.C. "Alésia-Montsouris", cet aqueduc n'apparaît dans aucun document, ni sur l'autorisation de travaux du Ministère, ni sur les permis de démolir délivrés par la Ville. Allez-vous passer l'aqueduc par pertes et profits ?

Dernière question, je finis, il y en a pour cinq mots : il y a apparemment un accord entre la DRAC, la Ville et le promoteur. Quels sont le contour et le contenu exact de cet accord ?

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Madame CARRÈRE-GÉE, vous avez la parole.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Un rappel, d'abord. Comme l'a dit René DUTREY lors de la campagne pour les élections municipales, l'ensemble des partis politiques ici représentés se sont engagés à sauvegarder la ferme Montsouris et à protéger la carrière de Port Mahon.

Je rends hommage aux élus des Verts, du Centre, du MoDem et du groupe Communiste qui sont restés fidèles à cet engagement, ainsi qu'au conseiller socialiste qui a su, en Conseil d'arrondissement, surmonter les clivages partisans pour voter ce vœu à nos côtés.

Si nous sommes tous engagés, c'est pour une raison simple : la ferme de Montsouris et la carrière sont un patrimoine unique. Ce n'est pas une ferme parmi 10 ou parmi 5 ou parmi 4 fermes à Paris que nous voudrions sauvegarder, c'est la seule !

Pour l'avenir de cette ferme, de surcroît, les projets culturels et sociaux fourmillent ; beaucoup sont de qualité.

Nous vous demandons solennellement, Monsieur le Maire, que l'ensemble des Conseillers de Paris s'associe à l'ensemble des groupes du 14e, aux associations rassemblées dans le collectif et que l'on lance un appel à projets pour l'avenir de cette ferme, pour réaliser un projet culturel et social sur cette ferme. Nous demandons ensuite que la Ville prononce une expropriation pour cause d'utilité publique, parce qu'il est hors de question, et l'ensemble des élus du 14e arrondissement se mobilisera comme ils se sont déjà mobilisés, qu'il y ait un projet immobilier sur ce site.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

Dernier vœu présenté sur le sujet : celui de M. MARTINS, une minute.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues, on parle ici de carrière médiévale et, en l'occurrence, la carrière de Port Mahon, celle qui se situe sous la dernière ferme de Paris, est la seule carrière dans Paris officiellement reconnue et datée comme une carrière du XIVe siècle qui est reconnue Monument historique depuis 1994 et qui est, je le crois, l'une des dernières traces des bâtisseurs de Paris, allant chercher dans le sous-sol les pierres nécessitant la construction de cette ville et de cette capitale que nous aimons tant.

Or, de quoi parlons-nous ici ? Nous parlons du projet de la SOFERIM, qui a vocation à bétonner, sous couvert de restauration, et d'injecter du béton dans une carrière historique, je l'ai dit, du XIVe siècle et d'installer 12 piliers en béton et un mur de 100 mètres.

S'agit-il d'une restauration ? Je laisserai Mme POURTAUD répondre à la question de M. DUTREY.

La question est plus simple : si c'est une restauration, pourquoi donc un promoteur, SOFERIM, qui n'est ni un mécène ni un philanthrope, dont le but n'est pas de préserver les monuments historiques mais plus de faire des promotions immobilières à forte rentabilité ? L'idée est évidemment de mettre des piliers de soubassement qui serviront à renforcer le sol et donc à avoir un projet immobilier dessus par la suite, défigurant à la fois les carrières, mais aussi la ferme Montsouris qui est au bout.

C'est évidemment pour toutes ces raisons patrimoniales que j'invite à voter ce vœu, ainsi que ceux de mes collègues, Mme CARRÈRE-GÉE et René DUTREY, et, par ailleurs, comme l'a dit Mme CARRÈRE-GÉE, pour une raison civique qui est le respect des engagements, et notamment les engagements des socialistes sur ce sujet qui, comme le MoDem, les Verts et l'U.M.P., s'engageaient à préserver cette carrière et cette ferme.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Avant d'entendre la réponse de Danièle POURTAUD, la parole est au maire du 14e arrondissement, Pascal CHERKI.

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement. - Pour l'engagement socialiste, Monsieur MARTINS, je vous rappellerai que dans son document de campagne, mon prédécesseur s'était engagé à ce que l'on sauve la ferme. Pourquoi pas la carrière ? Pour la bonne et simple raison que c'est de la responsabilité de la DRAC.

Oui, le site, mais nous, la Ville, on est compétente dessus ; dessous, ce n'est pas nous. Je suis désolé, c'est comme cela.

Moi, ce que je voudrais savoir, parce que la question de la ferme, c'est autre chose, c'est quand il y aura un permis de construire ; là, on se prononcera, on devra se prononcer et le P.L.U. fixe les règles et nous avons toujours dit - c'est la position de la mairie du 14e arrondissement - que nous voulions que la grange - c'est ce qu'on appelle la ferme - soit rachetée par la Ville pour y faire un équipement - c'est dit au P.L.U. - soit à vocation culturelle, soit de petite enfance.

Après, il y a la question des carrières. Un nouveau projet a été déposé par le SOFERIM, à laquelle il appartient, c'est sa responsabilité, puisque c'est la propriétaire du site, éventuellement, de décider ou non de faire un projet de restauration, de confortation, peu importe, je ne suis pas spécialiste.

La DRAC a donné son autorisation ; c'est l'administration qui est chargée, à un moment donné, de la protection des sites classés.

Moi, je ne suis pas spécialiste de la restauration des carrières et, je le dis ici, je ne le deviendrai pas.

Par contre, je suivrai la position de la Ville. Soit la Ville considère que c'est de la responsabilité de la DRAC et donc c'est à l'Etat de prendre ses responsabilités, c'est une chose, soit la Ville considère qu'elle doit donner un avis sur le contenu du projet, mais je souhaite qu'elle le donne rapidement.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Mme Danièle POURTAUD a la parole pour répondre à l'ensemble des intervenants.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme c'est un dossier compliqué et ancien, c'est bien d'avoir un peu les idées claires et je dirai pour commencer, mais cela vient d'être rappelé par le maire du 14e, je dirai donc à Mme CARRÈRE-GÉE, que le dossier dont nous parlons aujourd'hui n'est absolument pas celui de la ferme, dont je rappelle qu'elle a été protégée en P.V.P. au P.L.U. grâce à nous et seulement grâce à nous.

Alors, maintenant, le dossier de ce soir. Il s'agit effectivement de l'autorisation donnée par la DRAC pour la restauration des carrières de Port Mahon.

Je rappelle que ce dossier est suivi très attentivement par la Ville, puisque, effectivement, je ne sais pas si cela répondra de manière satisfaisante à M. DUTREY, la carrière de Port Mahon est un édifice patrimonial et c'est effectivement la seule carrière moyenâgeuse sous Paris. C'est un patrimoine important pour le 14e et c'est pourquoi les élus de la majorité municipale se sont plusieurs fois opposés à des projets immobiliers qui ne prenaient pas en compte la sauvegarde de la carrière et risquaient de la mettre en danger.

La Ville a même été condamnée, je le rappelle, par le Tribunal administratif en 2004 pour avoir refusé des permis de construire sur cette parcelle.

Mais le deuxième point que je voudrais souligner, c'est que cette carrière est protégée au titre des Monuments historiques et tous les travaux la concernant doivent être autorisés par le Ministère de la Culture et faits sous son contrôle.

Sur la carrière de Port Mahon, le Ministère de la Culture a d'ailleurs déjà refusé des travaux à plusieurs reprises, parce qu'ils ne respectaient pas les règles d'intervention sur monument classé.

Il n'est pas dans les compétences de la Ville d'autoriser ou d'interdire des travaux sur monuments classés. Il n'est pas dans les compétences de l'adjointe au patrimoine de décider si la méthode de restauration proposée est conforme aux méthodes d'intervention sur monument historique.

C'est de la responsabilité du Ministère de la Culture, et de la Direction régionale des Affaires culturelles.

En revanche, c'est le troisième point que je voudrais rappeler, la Ville, par l'intermédiaire du service de l'Inspection générale des carrières, doit veiller à l'état de la carrière sur le plan de la sécurité et cette carrière n'est plus entretenue depuis son classement en 1998.

Je voudrais simplement souligner que le patrimoine, lorsqu'il n'est pas entretenu, se dégrade ; c'est valable pour les églises parisiennes comme pour les carrières parisiennes. Le rapport de l'I.G.C. de 2009 pointe les fragilités de ce sous-sol, les zones où des éboulements ont eu lieu et indiquent très clairement la nécessité de conforter cette carrière.

Quelles que soient les autorisations d'aujourd'hui, elles ne préjugent pas des autorisations futures sur les projets futurs.

J'observe donc que le propriétaire a, cette fois-ci, déposé un dossier visant à restaurer la carrière, que ce dossier a été instruit longuement depuis juillet 2009 par la DRAC qui a missionné pour étudier le dossier un comité d'experts, composé de l'architecte en chef des Monuments historiques, Hervé BAPTISTE, de Marc VIRET, archéologue auprès de l'I.N.R.A.P., et d'un bureau d'études techniques avec M. Henri de LÉPINAY.

Ce dossier a fait l'objet de beaucoup d'études et de beaucoup de demandes d'expertises complémentaires. J'observe que les travaux sont confiés par le propriétaire à l'architecte en chef des Monuments historiques, très bon connaisseur de Paris, et que le suivi et le contrôle des travaux sera assuré par la DRAC et par l'Inspection du patrimoine.

En conclusion, je dirai donc que, grâce à la vigilance des associations et à l'engagement des élus, le Ministère de la Culture est maintenant très vigilant sur ce dossier et que je ne vois pas à quel titre, en droit, nous devrions attaquer une décision qui autorise la restauration de cette carrière sous le contrôle étroit du Ministère de la Culture.

La restauration, je le rappelle, est nécessaire pour des raisons de sécurité.

Je propose donc, Monsieur le Maire, chers collègues, de repousser ces vœux.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Avec un avis défavorable sur les trois vœux qui, si j'ai bien compris, portaient à peu près la même position, acceptez-vous un vote commun sur les trois vœux ? J'imagine que les choix seront un peu les mêmes.

Sur l'ensemble de ces trois vœux, qui est pour ?

Il n'y a pas d'explication de vote sur un vœu qu'on a présenté.

Je suis désolé, il y a une question simple. Le groupe qui a déposé le vœu va le voter ; c'est la logique. Donc il n'y a pas d'explication de vote à donner…

Non, je suis désolé, ce n'est pas dans le règlement. Une minute, si vous voulez !

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à dix-neuf heures cinquante minutes, est reprise à dix-neuf heures cinquante-cinq minutes, sous la présidence de M. François DAGNAUD, adjoint).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - La séance est reprise.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port Mahon (14e).
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port-Mahon (14e).
Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port-Mahon (14e). (suite)

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pour qu'il n'y ait pas de frustration, y a-t-il des éléments radicalement nouveaux, que les uns et les autres souhaiteraient apporter ?

Monsieur DUTREY ?

M. René DUTREY. - Je veux une réponse en un mot sur l'aqueduc. Va-t-on prendre en compte l'aqueduc dans les permis de construire ou de démolir ou est-ce que cela va passer par pertes et profits ?

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Monsieur CAFFET ?

M. Jean-Pierre CAFFET. - Monsieur le Maire, très rapidement, je connais bien ce dossier. On y a travaillé, on y a passé énormément de temps sous l'ancienne mandature avec René DUTREY.

Compte tenu du travail effectué en commun, par toute la Majorité municipale, à partir de 2002, 2003, si j'ai bonne mémoire, je crois que personne dans cet hémicycle ne peut mettre en doute la détermination et la volonté de la Majorité municipale, de faire en sorte que les projets de la SOFERIM ne voient pas le jour.

Je tenais à le rappeler. Je ne vois pas pourquoi ce qui était vrai sous l'ancienne mandature ne le serait plus dans la nouvelle, première chose.

D'ailleurs, Danièle POURTAUD rappelait avec énormément de justesse que la Ville avait été condamnée pour avoir refusé les permis de construire et les permis de démolir de la SOFERIM et que le contribuable s'y retrouverait.

Quand je dis "s'y retrouverait", c'est-à-dire que la Ville, bien évidemment, sera très probablement condamnée à verser des indemnités significatives à la SOFERIM.

Pas de procès d'intention entre nous, nous avons tous été d'accord sur ce sujet et je ne vois pas pourquoi nous ne le serions plus.

Je n'ai pas lu l'autorisation de travaux donnée à la D.R.A.C. Ce sur quoi, je crois, il y a uniquement un désaccord, ce n'est pas sur le fond.

Monsieur DUTREY, n'ayant pas regardé le dossier dans le détail ces dernières semaines ou ces derniers jours, je ne peux pas répondre à la question de savoir ce que va devenir l'aqueduc.

Je n'imagine pas la Ville, pour une raison qui m'échapperait, revenir sur des années et des années de combat que nous avons mené ensemble pour que ce site soit préservé.

Là où nous avons un désaccord, probablement, c'est uniquement sur la question juridique, à savoir : la Ville a-t-elle un véritable fondement pour attaquer cette décision de la D.R.A.C. ou non ?

C'est peut-être la seule divergence que nous ayons entre nous, d'autant que n'importe qui peut attaquer cette décision, n'importe quel citoyen et n'importe quelle association.

Je me réjouirais que tous ceux qui, sans siéger dans cet hémicycle, ont mené à nos côtés le combat depuis de longues années maintenant, probablement près de 10 ans, ne mettent pas en demeure la Ville d'attaquer devant le Tribunal administratif une décision de la D.R.A.C., alors que l'on ne sait pas si la Ville a un véritable intérêt à agir ou un fondement juridique à attaquer cette décision, alors que tant d'associations et tant d'habitants du 14e arrondissement peuvent le faire à sa place.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Une demande d'explication de vote de Mme CARRÈRE-GÉE pour son groupe.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Brièvement.

Monsieur CAFFET, si seulement vous pouviez avoir raison, mais je crains que la Ville de Paris n'ait délivré le 27 avril dernier les autorisations de démolir à la SOFERIM.

Ce serait tellement bien, si vous aviez raison, mais, malheureusement, vous avez tort, dans les circonstances actuelles.

M. Jean-Pierre CAFFET. - C'est vous qui le dites !

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - La Ville a délivré les autorisations de démolir et a donné un avis favorable à la D.R.A.C.

Madame POURTAUD, vous posiez une question simple à votre tour : à quel titre la Ville et moi, Madame POURTAUD, à quel titre devrais-je m'engager dans un recours contre cette autorisation de travaux ? Un seul titre, Madame POURTAUD, vos fonctions à la Ville de Paris : adjointe chargée du patrimoine.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif, chacun l'aura compris.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Mon intuition m'amènerait à penser qu'il y a une majorité pour rejeter les vœux.

Pour moi, il y a majorité contre.

Personne ne le conteste ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par M. MARTINS assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Patience, chers collègues, nous avons encore deux vœux à examiner.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le vœu n° 29, sur la situation des musées de la Ville, a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Je vous ai posé la question, écoutez…

M. Jean-Baptiste MENGUY. - On vous a répondu à trois ou quatre !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - On est passé à autre chose, maintenant ! J'ai posé la question, je suis désolé, mais personne n'a demandé la parole.

Madame DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, je vous remercie de me donner la parole.

Il est sain, puisque le comptage des voix n'est pas tout à fait certain, que nous ayons un comptage et que vous nous donniez le résultat. Cela prendra quelques minutes, c'est tout à fait faisable.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - On recommence. La séance d'explication de vote a un peu perturbé les choses.

Qui est favorable à l'adoption de ces vœux, qui ont reçu un avis défavorable de l'Exécutif ? 18 voix pour.

Contre ? 27 voix contre.

Les vœux sont rejetés.

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la situation des musées de la Ville.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous terminons avec le vœu n° 29, présenté par le groupe U.M.P.P.A. en une minute, sur la situation des musées de la Ville.

Mme DOUVIN a la parole.

Mme Laurence DOUVIN.- Monsieur le Maire, mes chers collègues, vous vous souvenez du vol qui a eu lieu au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris en mai 2010, ce vol dont le produit a été estimé à 500 millions euros.

A la suite de ce vol, un rapport a été commandé à l'Inspection générale et remis au Maire de Paris au mois de décembre. Ce rapport a considéré les multiples problèmes qui se posent, notamment en ce qui concerne la sécurité, en ce qui concerne également l'organisation des musées, considérant également que le Bureau des musées est totalement noyé par une multitude de tâches trop diverses, qui l'empêchent de se concentrer sur sa mission principale, qui est d'assurer la sécurité des musées.

C'est pourquoi nous émettons le vœu que le Maire de Paris accélère la transformation des musées parisiens en établissements publics autonomes et leur donne également les moyens humains et financiers de garantir dès à présent la sécurité des œuvres et des personnes et de mettre en œuvre une politique ambitieuse de conquête de nouveaux publics.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Si ce sujet n'était pas si sérieux, le vœu du groupe U.M.P.P.A. prêterait à sourire ! Je sais bien qu'il est dans le rôle de l'opposition de polémiquer, mais permettez-moi de vous dire que tout ce qui est excessif est insignifiant.

Pardonnez-moi de vous dire que je trouve que les considérants de votre vœu sont particulièrement injurieux, injurieux à la fois pour les élus, Christophe GIRARD et moi-même (mais, bon, considérons que les basses attaques font partie du jeu politicien), mais aussi assez peu respectueux pour le Maire de Paris, que vous attaquez sans apparemment connaître le sujet sur lequel vous polémiquez.

C'est surtout peu respectueux pour les personnels des musées et la Direction des Affaires culturelles, qui sont particulièrement dévoués et très investis dans leur mission.

Alors, je pense comprendre d'où viennent vos sources. Mais permettez-moi de vous dire qu'il ne suffit pas de lire des articles dans les journaux. Si l'on s'intéresse sincèrement à la situation des musées de la Ville, je pense qu'il est préférable de suivre les délibérations du Conseil de Paris.

Si tel était votre cas, vous sauriez, parce que nous avons voté de nombreuses délibérations depuis un an, que la Ville a mis en place un Plan général de sécurité dans l'ensemble des musées, reposant sur trois leviers : investissement, organisation et gouvernance.

Ce plan a été élaboré avant le vol, à partir d'éléments d'un audit préexistant mais, suite au vol, ce document a servi de base de travail et il a été complété par de nouveaux audits de sécurité et sûreté, qui ont été réalisés conjointement par la Direction des Affaires culturelles et la D.P.P. pour chaque musée, ainsi que par le Rapport général sur la sécurité des musées qui a été établi par l'Inspection générale de la Ville à la demande du Maire, et la synthèse est consultable par chacun sur le site de la Ville.

Vous sauriez également que ce sont 8 millions d'euros en investissement de nouveaux crédits dédiés à la mise en conformité des différents établissements que nous avons votés depuis un an.

Vous sauriez qu'au total ce sont près de 16 millions d'euros qui seront consacrés aux travaux dans les musées, avec les travaux de mise en sécurité de Galliera et de Bourdelle d'ici la fin de la mandature, ainsi que le lancement de la restructuration du musée Carnavalet pour 10 millions euros.

Toutes ces mesures s'accompagnent, vous le savez également, d'une réflexion sur la gouvernance et l'organisation de la sécurité, qui s'appuie notamment sur le renforcement de l'encadrement et la professionnalisation de la filière, mais qui permet aussi d'améliorer la circulation de la formation.

Vous sauriez, puisque nous l'avons voté, que nous avons créé six postes de techniciens supérieurs des services culturels qui renforcent l'encadrement de nos musées Cernuschi, Cognacq-Jay, Petit Palais et Musée d'Art moderne. Et que deux autres ont été également mis à disposition de la cellule centrale de sécurité des musées au Bureau des musées.

Tout cela, c'est pour la sécurité. Par ailleurs, vous faites état effectivement de notre projet, qui a été annoncé à plusieurs reprises, de créer un établissement public pour changer le mode d'organisation de la gouvernance et de la gestion de nos musées.

L'équipe de la mission de préfiguration est aujourd'hui au complet. Un assistant à maîtrise d'ouvrage a été désigné. Des groupes de travail qui se réunissent actuellement et qui associent les personnels, les directeurs de musées et les services de la Direction des Affaires culturelles remettront leurs premières conclusions en octobre et leur rapport en décembre.

Nous avons prévu de créer l'établissement public à la mi-2012 et son démarrage opérationnel en janvier 2013.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame POURTAUD, pouvez-vous aller vers la fin.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Voilà.

Il n'y a rien à accélérer, à moins que vous ne soyez partisans des réformes décidées d'en haut et sans concertation avec les personnels.

Le calendrier est celui que je viens de vous indiquer, il sera tenu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - J'ai compris que ce vœu recevait un avis défavorable de l'Exécutif.

Je le soumets, avec cet avis défavorable.

Monsieur POZZO di BORGO, une explication de vote ?

M. Yves POZZO di BORGO. - Nous avons été très sensibles à l'argument de l'Exécutif.

C'est vrai que, dans une logique d'opposition, nous serons très durs si jamais la mission de préfiguration n'arrive pas à sortir ce qu'elle avait décidé, mais, là, franchement, je ne comprends pas très bien ce vœu.

C'est la raison pour laquelle nous ne le voterons pas.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Je voudrais dire à Mme POURTAUD qu'elle nous a fait une réponse de donneuse de leçons plutôt laborieuse.

Nous avons vocation et nous sommes dans notre rôle quand nous parlons du patrimoine culturel de la Ville de Paris et quand nous nous en soucions.

Nous n'avons en aucune manière attaqué le personnel, bien au contraire. Si elle a bien voulu écouter le vœu, le texte du vœu est de donner des moyens humains et financiers supplémentaires aux personnels. Il n'y a vraiment pas de contradiction, c'est tout à fait important.

Nous demandons d'accélérer ce calendrier. La date qu'elle nous donne, c'est tout de même janvier 2013, ce n'est pas demain.

Bien entendu, nous maintenons le vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

2011, DAC 414 - Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention à l'association "Le Cent Atelier en commun" (12e). Montant : 100.000 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous terminons, de façon exceptionnelle et par marque de grande courtoisie républicaine vis-à-vis de notre collègue qui s'était absentée de façon très inopportune tout à l'heure, avec l'examen du projet de délibération DAC 414.

Madame MONTANDON, vous avez la parole.

M. Pierre MANSAT vous répondra en lieu et place de Christophe GIRARD. Nous comptons sur vous pour être brève.

Mme Valérie MONTANDON. - Je vous remercie, Monsieur le Maire, de me donner la parole.

Je voulais tout d'abord signaler que mon intervention ne remet en cause ni le travail ni les services que rend l'association "Le 100 - Atelier en commun", aux artistes parisiens.

Mon intervention porte sur le manque de rigueur dont la Mairie de Paris a fait preuve lors de l'attribution de la subvention d'un montant non négligeable de 100.000 euros.

A la lecture de la délibération, lorsque je me suis aperçue que le président et le trésorier étaient la même personne, j'ai cru à une erreur de frappe et, lorsqu'en Conseil d'arrondissement, vous nous avez expliqué que, en effet, il ne s'agissait pas d'une erreur et que, pendant une certaine période, le trésorier et le président de cette association étaient représentés par la même personne, je suis restée très dubitative.

Comment pouvez-vous accepter une telle situation et, surtout, comment pouvez-vous octroyer une subvention d'un montant aussi important que 100.000 euros, qui plus est en hausse de plus de 42 % par rapport à l'année dernière ?

A titre de parallèle, je voulais vous rappeler que lorsqu'une entreprise demande un crédit d'un tel montant, je peux vous garantir que les documents qu'elle doit fournir, accompagnés souvent d'une caution personnelle d'un dirigeant, ont intérêt d'être conformes avec la législation.

Vous comprendrez bien qu'au vu de ce manque flagrant de rigueur et de transparence, je souhaiterais aussi connaître ce qui justifie une augmentation de la subvention de plus de 42 % par rapport à l'année dernière.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

M. Pierre MANSAT a la parole.

M. Pierre MANSAT, adjoint, au lieu et place de M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Voici ce que Christophe GIRARD me demandait de vous dire, en réponse à votre intervention : alternative efficace à l'atelier privatif, "Le 100, Atelier en Commun", est une réponse concrète à l'insuffisance des lieux de production artistique. Il permet la mutualisation d'espaces de travail et d'emplois au service d'artistes. "Le 100" accueille sans sélection ni jugement esthétique les artistes amateurs ou professionnels, mais aussi les associations de quartiers. L'atelier est ouvert sept jours sur sept et douze heures par jour en semaine, huit heures en week-ends.

L'association a mis en place un système de rotation qui permet d'accueillir quotidiennement une soixantaine d'artistes : art visuel, art dramatique, danse et musique. Pour accompagner le développement de ce projet innovant et solidaire, le montant de la subvention au titre de la culture est proposé en augmentation de 30.000 euros. Soit un total porté à 100.000 euros, pour consolider des emplois durables et limiter le recours aux contrats aidés afin de pérenniser l'équipe existante.

En Conseil du 12e arrondissement, Madame MONTANDON, vous avez constaté une anomalie concernant le bureau de l'association. Vous vous êtes étonnée de lire le même nom - en l'occurrence, Sébastien EYMARD-DUVERNAY - dans les statuts de l'association, au titre à la fois de président et de trésorier. Je tiens à vous rassurer : il s'agissait d'une situation provisoire à la suite du départ précipité de la trésorière, situation qui ne présentait aucun vice de forme selon les services juridiques.

Ainsi, depuis l'assemblée générale du 11 juin dernier, la situation a été réglée, une nouvelle trésorière nommée, si bien qu'aujourd'hui le bureau est composé comme suit :

- président : Sébastien EYMARD-DUVERNAY ;

- secrétaire : Marc GANILSY ;

- trésorière : Anne BERNARD-ESCALE*.

Le projet de délibération a été rédigé par la DAC avant cette assemblée générale, étant donnés les circuits de validation, donc ces nouvelles informations n'avaient pas pu y figurer.

La fiche de présentation jointe au projet sera à l'avenir rectifiée. Christophe GIRARD tenait à vous rassurer sur notre vigilance.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 414.

Qui est favorable ?

Qui s'y oppose ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DAC 414).

Et bien, chers collègues, la séance est suspendue. Nous nous retrouvons demain à 9 heures pour la suite de l'ordre du jour. Bonne soirée.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le lundi 20 juin 2011 à vingt heures dix minutes, est reprise le mardi 21 juin 2011 à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. Jean VUILLERMOZ, adjoint).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Bonjour chers collègues, nous reprenons la séance.

2011, DU 84 - Approbation de la réglementation locale de la publicité, des enseignes et des préenseignes applicable à Paris.
Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au nouveau Règlement Local de la Publicité.
Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la réglementation locale de la publicité, des enseignes et des préenseignes.
Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à l'harmonisation des réglementations publicitaires avec les communes limitrophes.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons examiner le projet de délibération DU 84, sur lequel le groupe E.E.L.V.A. a déposé l'amendement n° 22 bis, le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés le vœu n° 23, le groupe Centre et Indépendants le vœu n° 24 et M. MARTINS le vœu n° 25.

L'amendement n° 22 a été retiré.

Je donne la parole à M. Alexis CORBIÈRE pour une minute.

M. Alexis CORBIÈRE. - Pour 10 minutes… N'est-ce pas, Monsieur le Président ?

Et l'amendement n° 22 bis n'est pas qu'à l'initiative du groupe E.E.L.V.A., mais j'en suis aussi signataire, et c'est important.

J'interviens à propos de l'approbation du nouveau règlement local de publicité au nom du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

Il m'a semblé nécessaire, dans les 10 minutes qui me sont laissées, de construire mon intervention en deux temps. Tout d'abord, il m'a semblé important d'aller à la racine du problème. Pour la clarté de nos échanges, effectivement, il faut aller à la racine de notre débat sur ce règlement local de publicité, revenir à sa genèse et donc s'interroger dans un premier temps sur la place majeure qu'occupe la publicité dans notre société, dans nos vies et donc à Paris.

En effet, il ne s'agit pas seulement à mes yeux d'un simple débat sur le paysage urbain et notre environnement, même si cette dimension existe, et je ne la néglige pas.

Le problème est pourtant plus profond que cela et, socialement, plus grave.

Je m'explique : j'affirme qu'aujourd'hui, la publicité occupe une place inouïe dans notre quotidien, une place démesurée, problématique, choquante, et je dirai inacceptable.

Autrefois limitée à des espaces d'expression purement commerciaux, quand elle s'appelait encore "réclame", la publicité investit désormais tous les terrains de la communication verbale et non verbale, s'introduisant plus ou moins subrepticement dans notre intimité, transformant le rapport que nous entretenons avec le monde et avec nous-mêmes. Nos boîtes aux lettres débordent de 35 kilos de prospectus annuels, nos boîtes mails de "spams" malhonnêtes, nos téléphones réceptionnent des S.M.S. non voulus provenant d'agences, etc.

Les marques ont fait de nous des femmes et des hommes sandwichs à leur service, nous obligeant à porter des vêtements décorés par leur logo et, faute de temps, je ne dirai rien sur la publicité télévisuelle.

Je commencerai donc mon propos en allant, sans faux-semblant, droit au but. Mes amis du groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche et moi-même, nous pensons que nous sommes tous, consciemment ou non, victimes d'un matraquage idéologique quotidien absolument scandaleux.

Oui, il s'agit bien d'un véritable matraquage. Quel autre mot employer ?

Qu'on en juge ! Des études ont démontré que quotidiennement, nous sommes soumis à près de 3.000 messages publicitaires non sollicités. On estime que 350.000 publicités sont vues durant la période de l'enfance. Cela représente des millions à l'échelle d'une vie entière et qui peut croire que cela serait anodin pour chacun d'entre nous ?

Sur le plan psychologique, l'agression est manifeste. Sollicitant le concours de sociologues, d'anthropologues, de psychologues, de spécialistes de la communication subliminale, du conditionnement, de la compression des messages, d'analystes des inflexions de voix, d'hypnotechniciens, de psycholinguistes et même de neurobiologistes, les publicitaires se donnent pour projet de sonder, d'envahir et influencer notre subconscient de citoyen consommateur.

Cette publicité véhicule des valeurs réactionnaires, conforte les hiérarchies en place, produit du bonheur virtuel, donne une image d'individualisme dans les rapports sociaux et aussi de sexisme. Oui, elles sont sexistes, ces publicités ! Je n'ai pas le temps de développer sur ce que l'on appelle aujourd'hui le publisexisme, mais chacun sait combien la femme est ramenée à un simple objet de promotion et de consommation sur bien des publicités, pour acheter une voiture ou je ne sais trop quel objet…

Ce commentaire élève votre grande intelligence, cher ami, et je vous reconnais bien là. N'ayez crainte, l'incorruptible aurait été du côté de ceux qui combattent la publicité. Vous, à votre place, évidemment, vous vous félicitez de ce matraquage idéologique. Cela me conforte.

Tout cela semble n'adresser qu'un seul message : consomme ou crève !

Nouvelle culture de masse, la publicité, c'est la fabrique du consentement ; c'est pourquoi elle s'intéresse particulièrement aux enfants, dont l'esprit est plus malléable, mais pas seulement. Les fondements de l'ordre social actuel que, pour notre part, nous trouvons si injustes, sont indissociablement matériels et culturels. Tout cela est rendu possible grâce à cette véritable pieuvre publicitaire qui fait de nous, non pas des citoyens éclairés, mais des consommateurs frustrés.

Il faut donc une réponse politique à cette offensive, à cet envahissement de la sphère intime et de l'espace public.

Prenons la mesure de la gravité du problème et ceux qui, dans cette assemblée, pensent que la publicité, chacun a le droit d'aimer ou de ne pas aimer, c'est une question de goût individuel, cela ne nous regarde pas, je considère qu'ils se trompent lourdement.

Alors, chers collègues, une fois ce constat posé, j'en viens au règlement local de publicité pour Paris dont nous avons à présent à débattre.

De notre point de vue, le texte aujourd'hui présenté n'est pas, hélas, tout à fait à la hauteur de la gravité de la situation que je viens de décrire précédemment.

Nous aurions pu nous inspirer des exemples de Sao Paulo au Brésil, première ville au monde en décembre 2007 à supprimer totalement la publicité dans ses rues, ou celle, bien plus modeste, de Forcalquier, dans les Alpes de Haute Provence.

Ce n'est pas ce qui a été fait et c'est dommage, mais je dois être juste et saluer le travail réalisé sous la présidence de Danièle POURTAUD ; ce R.L.P. comprend de réelles avancées par rapport à la situation précédente, je le sais.

Durant la commission d'élaboration du R.L.P. dans laquelle j'ai siégé, j'ai déposé plus d'une trentaine d'amendements, plusieurs ont été intégrés et, de mon point de vue, ils ont amélioré le texte initialement proposé.

Je pense notamment à nos amendements interdisant les publicités olfactives, publicités sonores, par projection, ou encore ceux exprimant notre refus de voir utiliser des dispositifs publicitaires utilisant des mesures automatiques de l'audience ou du comportement des personnes passant à proximité ou bien celui exigeant que les bâches publicitaires ne soient pas éclairées la nuit et bien d'autres exemples.

Nous sommes heureux d'avoir pu ainsi améliorer ce texte, mais d'autres amendements que nous avons proposés ont été rejetés, notamment ceux qui voulaient restreindre la taille de la publicité, ceux qui demandaient que soit arrêté le défilement des dispositifs d'affichage entre 22 heures et 7 heures du matin ou lors des pics de consommation électrique.

Ironie, il semble que nous sommes en retrait sur ce point, et sur ce seul point, par rapport au décret d'application du Grenelle 2.

A également été rejetée notre demande de voir la publicité interdite dans un rayon de 200 mètres autour des écoles, lui préférant une formulation bien moins restrictive que prévu de 50 mètres seulement devant l'entrée du bâtiment scolaire.

Sur ces deux points que je viens d'évoquer, ce texte marque même des reculs très précis par rapport au R.L.P. qui avait été rédigé en 2007, mais qui n'a pas été appliqué pour les raisons que vous savez.

Nous ne comprenons pas les raisons de ce recul, ce n'est pas l'accord sur lequel notre majorité s'était regroupée pour retravailler ce R.L.P., et pour protester énergiquement et publiquement devant ces reculs, j'ai fait le choix de m'abstenir au terme des quatre séances de travail d'élaboration du R.L.P.

Je le sais, dans cette assemblée, certains de nos collègues élus s'inquiètent des conséquences de la baisse des recettes pour la Ville qu'entraînerait ce nouvel R.L.P., et pourtant, je leur dis, il faut l'assumer, car c'est ce que veulent les Parisiens qui nous ont élus et gare à cette logique, qui pourrait nous rendre aveugles, qui consisterait à chercher des recettes sans s'interroger sur leurs conséquences sociales. Cela pourrait nous amener demain à commettre bien des bêtises ; accepterions-nous, par exemple, que les personnels de la Ville de Paris voient leurs tenues arborer des marques afin de combler les manques à gagner éventuels de la Ville ou accepterions-nous que nos écoliers deviennent la cible de cadeaux publicitaires dans les classes ? Bien sûr que non !

Donc restons fermes ! C'est ce que nous demandent les Parisiens et même les Français qui regardent toujours ce que fait Paris avec une attention particulière.

Plusieurs études ont démontré que 79 % des Français jugent la publicité envahissante, 58 % la jugent agressive et même 51 % dangereuse.

N'ayons donc pas la main qui tremble, les Parisiens sont à nos côtés !

Voilà, Monsieur le Maire, vous l'avez compris, ce R.L.P. n'est pas encore celui que nous attendions, il manque d'ambition, il ne prend pas la mesure de la menace de l'omniprésence de la publicité dans notre quotidien et sur nous-mêmes, sur nos enfants, sur notre liberté de conscience.

Toutefois, il constitue une avancée. C'est un pas en avant. 30 % de publicité en moins à Paris, ce n'est pas rien. Des affichages plus espacés, ce n'est pas rien. 900 panneaux publicitaires supprimés, ce n'est pas rien. L'interdiction des panneaux interactifs, la restriction des publicités lumineuses, ce n'est pas rien. Ces avancées existent, nous les saluons et, surtout, nous voulons qu'elles s'appliquent réellement sans délai.

Je n'ignore pas que ce texte est sous la menace de recours des annonceurs qui veulent garder la totalité de leurs juteux bénéfices. Ils risquent demain d'être attaqués par ces puissants groupes financiers qui ne tolèrent pas ces quelques avancées.

Je prends donc, avec mon groupe, la mesure de la situation et nous ne voulons pas d'un nouveau pas en arrière ou d'une nouvelle perte de temps.

Nous partageons ce point de vue avec les principales associations qui luttent contre l'invasion de la publicité. Je pense aux "Déboulonneurs" et aux associations "R.A.P." que je salue, qui mènent un travail courageux et qui veulent également que ce R.L.P. s'applique au plus vite.

C'est pourquoi, tout en restant exigeants, nous prenons nos responsabilités. L'amendement que nous présentons avec le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" permet de faire en sorte que si, sitôt ce R.L.P. adopté, des recours étaient déposés contre lui pour l'annuler, Paris serait immédiatement soumis au régime général bien plus défavorable aux annonceurs que tous les R.L.P.

Dans ces conditions, dans la mesure où, je n'en doute pas, cet amendement n° 22 bis va être adopté et après avoir exprimé ce que j'ai dit dans ma première partie, j'espère clairement que, vu les décisions et les critiques sur ce R.L.P., dans les prochaines années, un nouvel R.L.P. encore plus contraignant soit adopté, mais en prenant acte des avancées qu'il représente, nous voterons ce R.L.P.

Je le répète, dans la mesure où nous voulons rompre avec le R.L.P. actuel datant de 1992, nous voulons empêcher que des recours attaquent le R.L.P. soumis au vote aujourd'hui, nous prenons nos responsabilités et votons ce R.L.P.

Ce sera un vote critique, mais ce ne sera pas un vote résigné.

Ce sera un vote combatif pour dire publiquement à tous les groupes privés d'annonceurs publicitaires, qui se préparent à déposer des recours pour maintenir leurs bénéfices : "Bas les pattes ! Le temps de cerveau disponible des Parisiens n'est pas à vendre."

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, le Règlement local de publicité qui nous est soumis aujourd'hui est un acte manqué de votre mandature.

Rendez-vous compte, Monsieur le Maire : la première procédure de révision du R.L.P. date du mois d'avril 2003. Huit longues années ont donc été nécessaires à votre majorité pour parvenir à un nouveau texte.

Je ne reviendrai pas sur l'interminable chronologie du premier projet, version 2007, que vous avez finalement retiré devant l'imminence de son invalidation par le juge administratif.

En juillet 2009, vous avez donc décidé de constituer un groupe de travail dont j'ai fait partie, ainsi que ma collègue Claire de CLERMONT-TONNERRE, afin d'élaborer un nouveau règlement local de publicité et des enseignes à Paris.

Tout d'abord, nous tenons à souligner notre désapprobation quant à la méthode qui a entouré l'élaboration de ce règlement.

En effet, il y a eu cinq réunions du groupe. Ces réunions n'auront été qu'une parodie de concertation. Le nouveau règlement a été entièrement rédigé et préparé par les services de la Ville, et non par les membres du groupe de travail, comme le prévoit expressément la loi.

Après nous être étonnés en troisième séance de cet état de fait, la présidente du groupe de travail nous a simplement informés que les présentations PowerPoint de la Direction de l'Urbanisme, auxquelles nous avions le droit d'assister depuis le début, faisaient office de "rédaction du règlement" (c'est une citation).

Les réunions du groupe de travail n'ont donné lieu qu'à des débats stériles, puisque aucune de nos remarques et observations n'a été prise en compte dans le cadre de la rédaction du projet.

Alors, nous avons certes beaucoup discuté, mais nous n'avons rien élaboré.

Par ailleurs, que dire du temps qui nous a été laissé pour prendre connaissance du projet et présenter nos amendements avant la réunion finale du vote du texte ?

Nous déplorons également que les maires d'arrondissement n'aient jamais été associés à cette procédure, et en particulier dans la phase finale de l'adoption du texte, ne serait-ce que par l'envoi à chacun d'entre eux des éléments cartographiques les concernant. C'est notre groupe qui les leur a fournis.

Madame POURTAUD, l'empressement que vous avez manifesté afin de gagner la course contre la montre avant le 14 juillet 2011, date fatidique à laquelle nous passerions en procédure d'élaboration du type Grenelle 2, aura été préjudiciable au contenu de ce règlement.

En effet, nous ne pouvons que regretter la position du Maire de Paris, consistant à ne pas placer ce nouveau projet de règlement sous l'égide du Grenelle 2, qui entrera en vigueur, mes chers collègues, le mois prochain.

Rendez-vous compte, la Ville de Paris disposera d'un règlement pour dix ans, dont les fondements juridiques ne feront plus partie du droit positif dans un mois !

Paris, capitale de la France, qui joue pourtant un rôle moteur pour de nombreuses autres collectivités, dans des domaines très variés (nous pouvons en être fiers), non, cette fois-ci, en décidant délibérément de prendre une décennie de retard, Monsieur le Maire, vous offrez à notre ville un retour vers le passé, au lieu d'entrer dans le monde d'après.

Ce monde d'après, précisément, c'est la voie qu'a choisie d'adopter notre majorité présidentielle avec le Grenelle en matière d'environnement.

C'est très regrettable, car, Monsieur le Maire, vous le savez, le Grenelle 2 présente de nombreuses avancées.

Outre la définition de règles qui tendent notamment à prévenir ou à limiter les nuisances lumineuses des dispositifs pour les publicités et à économiser l'énergie, à titre d'exemple, le Grenelle 2 aurait permis enfin de légaliser le micro-affichage.

Je vais m'arrêter quelques instants sur cette question. Vous le savez, la plupart des annonceurs du micro-affichage ont de petits budgets, notamment ceux de la culture, pour faire la promotion des spectacles vivants, expositions, festivals et concerts. Ils ne peuvent pas avoir accès aux médias de masse, bien sûr pour des raisons financières.

Le micro-affichage est alors le seul mode de publicité extérieure, à la portée de ces nombreuses associations, afin de toucher un grand public.

Christophe GIRARD ne me démentira pas si je dis que la Ville de Paris veut être et doit être un acteur majeur de la diversité culturelle.

Alors, pourquoi la Ville de Paris n'a-t-elle pas décidé de rendre légal ce type d'affichage de proximité, inférieur à un mètre carré, alors que, dans les faits, elle le tolère ?

Je le regrette d'autant plus que le groupe de travail avait parfaitement la faculté juridique de le légaliser, sous l'empire de l'ancienne loi sur laquelle repose précisément notre nouveau R.L.P.

Le micro-affichage est présent chez près de 70.000 commerçants indépendants de proximité en France, près de 8.000 commerçants à Paris.

Au-delà du complément de revenus que ces dispositifs leur offrent, il s'agit aussi de 1.000 emplois qui sont concernés et qui sont menacés directement en renouvelant cette interdiction.

Le législateur, pour sa part, a compris le rôle majeur que jouait le micro-affichage en le légalisant, dans le cadre de la loi du 12 juillet 2010.

Alors, je pose la question et j'espère que l'Exécutif s'exprimera clairement dans sa réponse sur ce sujet précis : comptez-vous, dans l'application du nouveau règlement, tolérer ou non le micro-affichage à Paris ?

L'ambition de la réforme du règlement local de publicité visait à réduire de manière substantielle l'impact de la publicité extérieure et à mieux insérer les enseignes dans le paysage urbain et patrimonial.

Les nombreuses avancées contenues dans le Grenelle 2 étaient objectivement en mesure d'aider la Ville de Paris à atteindre ses objectifs, en allant parfois même bien au-delà des restrictions que vous prescrivez dans votre nouveau R.L.P., Monsieur le Maire.

J'entends déjà la réponse qui serait que les décrets d'application de la loi du 12 juillet 2010 n'étant pas encore parus, celle-ci n'aurait été d'aucun secours dans notre procédure, mais, justement, il était de la responsabilité de l'Exécutif de suspendre les travaux dans l'attente de la promulgation des décrets.

Il ne s'agissait pas d'une question politique. Dois-je, mes chers collègues, vous rappeler que l'ensemble des parties prenantes, en dehors de tous clivages, ont contribué à l'élaboration du Grenelle de l'environnement ?

Cela aurait, au contraire, permis de profiter de la législation qui servait le plus pour réduire la publicité, si c'était nécessaire. Nous aurions unanimement salué cette décision courageuse.

Comptons bien ensemble, cela fait huit ans que nous attendons une réforme du R.L.P. Nous n'étions vraiment plus à un ou deux mois près.

Un autre point sur lequel je souhaiterais que vous nous apportiez des éclaircissements concerne les contrôles. De l'aveu même de certains élus de votre majorité (je fais référence à des propos très clairs tenus en 9e Commission la semaine dernière), la Ville de Paris sait parfaitement édicter de nouveaux règlements, moins bien les faire respecter.

Or, en matière de police d'affichage publicitaire, la loi Grenelle 2 offre désormais au Maire, en sa qualité d'autorité compétente en matière de police et de publicité, la faculté de commissionner des agents municipaux assermentés.

Qu'en est-il à Paris, fort de sa volonté de garder les prescriptions du passé. Qui est concrètement chargé de contrôler ces publicités ? A quel rythme se font ces contrôles ? Existe-t-il un suivi des infractions constatées ? Une mise au point sur ce sujet est nécessaire.

Enfin, bien que nous saluions les quelques avancées contenues dans ce nouveau règlement, notamment dans l'effort de la meilleure prise en compte du paysage urbain et dans l'annonce d'un groupe de travail sur l'élaboration d'une charte de bonnes pratiques, telle que nous l'avons proposée, force est de constater que tous nos amendements ont été rejetés et que, même notre participation à ce groupe de travail, qui est notre idée, semble remise en cause par Mme POURTAUD.

Notre proposition d'établir une charte, élaborée avec le concours de l'autorité de régulation professionnelle de la publicité, a pour objet de contenir un ensemble de prescriptions permettant aux professionnels de s'engager sur des standards en matière de protection environnementale, patrimoniale, architecturale et d'ordre public. Cette proposition transcende bien évidemment notre position de vote, puisque - je vous le rappelle - c'est très principalement en raison de la non-conformité avec le Grenelle de l'environnement que nous voterons contre ce R.L.P.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Madame Catherine BRUNO, vous avez la parole.

Mme Catherine BRUNO. - Ce nouveau règlement local de publicité affiche un anachronisme et une inadaptation au monde dans lequel nous vivons, qui ne peuvent convenir à notre Capitale.

Un anachronisme, parce qu'il est resté figé sur son projet de 2003, comme si rien ne s'était passé depuis le lancement de sa révision, comme si les évolutions permises par le Grenelle 2 de l'environnement n'existaient pas, comme si les discussions du groupe de travail n'avaient servi à rien ; une inadaptation au monde également, parce qu'il ne tient pas compte des besoins et des exigences d'une capitale internationale qui doit rayonner, parce qu'il est inopérant dans son application et enfin parce qu'il n'assume pas les réalités du monde et ne parvient pas à trouver de logique.

Je voudrais prendre quelques exemples pour illustrer mon propos : d'abord celui de l'inter-distance entre les panneaux publicitaires. Il est particulièrement étrange que le périphérique soit mieux protégé que Paris intra-muros : 25 mètres entre deux panneaux dans le centre de la Capitale, 60 mètres sur le périphérique. Il y a là une incohérence incompréhensible. L'endroit où la publicité a le moins d'impact visuel sera donc celui soumis au plus de contraintes, puisque la surface des panneaux sera de plus limitée à 8 mètres carrés. Pourquoi un tel empressement à faire du périphérique un véritable sanctuaire ?

La question des bâches publicitaires est également révélatrice de votre difficulté à résoudre vos propres contradictions. La possibilité, pour les bâtiments historiques nationaux, de financer une partie de leur rénovation par les bâches publicitaires s'est avérée une excellente solution, parce qu'elles sont encadrées par des conditions précises et soumises à autorisation, parce que, pour la très grande majorité des Parisiens, ces bâches publicitaires, qui masquent le chantier durant les travaux, sont vécues comme des événements dans la Ville.

La Conciergerie, Orsay ou l'Opéra Garnier ont ainsi bénéficié de plusieurs millions d'euros pour l'occasion. Comment ne pas reconnaître que ces affiches ont participé à l'image plutôt glamour de Paris ? Pourquoi les musées ou les bâtiments municipaux ne pourraient-ils pas utiliser ce moyen de financement pour leur rénovation ?

Les particuliers également devraient avoir droit à ce type de solution pour le ravalement des façades de leurs immeubles. Ce serait un moyen efficace d'incitation, car souvent, les copropriétés reculent devant les coûts de tels travaux. Nous avons là un dispositif qui pourrait accélérer la réalisation du plan climat. Cette participation au financement peut clairement être un facteur déclencheur.

Or, le nouveau règlement prévoit de limiter la publicité sur ces bâches à 12 mètres carrés. Mais ce choix est un non-choix. C'est une mesure inopérante. A l'échelle d'une façade d'immeuble, c'est la taille d'un timbre poste ! Autant dire que cela revient à une interdiction pure et simple, car il n'y aura pas de marché. Tout l'intérêt est de proposer une affiche qui permette un certain esthétisme d'ensemble. Préférez-vous sérieusement les bâches grises et tristes qui recouvrent actuellement les chantiers ?

L'idée selon laquelle on risquerait de transformer Paris en une zone de publicité géante est tout à fait fausse, d'abord parce qu'un chantier est par essence ponctuel, ensuite parce que les immeubles susceptibles d'être concernés nécessitent une taille conséquente et se limitent à des localisations particulières. Ce nouveau règlement, c'est enfin la mise en péril d'une activité de proximité.

Le micro affichage, ce n'est pas le domaine des grands annonceurs ; c'est un secteur spécifique qui correspond à un marché pour de petites et moyennes entreprises. Bien souvent, il constitue une vraie source de revenus pour les petits commerces, des petits commerces de proximité qui connaissent des difficultés en cette période de crise.

On connaît leur importance dans l'animation de la vie d'un quartier, et je sais que les maires d'arrondissements sont très sensibles à la bonne santé de ces commerces, auxquels les habitants sont attachés. En supprimant le micro affichage, c'est à un secteur et à un marché tout entier que vous touchez directement.

Le micro affichage, ce n'est d'ailleurs pas l'emblème de la pollution visuelle et morale de la société de consommation que vous semblez condamner. La plupart du temps, il s'agit de promotion de spectacles, d'événements culturels ou de titres de presse. Reconnaissez que le micro affichage peut avoir son utilité.

Bien entendu, nous sommes favorables à l'encadrement de la publicité dans Paris. Elle a d'ailleurs baissé significativement depuis 2000 : moins 40 % de panneaux à Paris, cela grâce à l'autorégulation de la profession.

Mais ce nouveau règlement ne règle rien pour l'avenir, parce que dans la recherche d'une posture, il va tenir Paris à l'écart de la législation nationale. Alors que le Grenelle 2 permettait des dispositions pour une maîtrise moderne et responsable de la publicité, vous allez enfermer la Capitale par des règles déjà obsolètes et des positions d'arrière-garde.

Nous voterons contre ce projet de délibération.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Madame GOLDGRAB, vous avez la parole.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Merci, Monsieur le Maire, chers collègues.

L'occasion nous est donnée aujourd'hui de voter le nouveau Règlement local de publicité. Je m'en réjouis, car il constitue une avancée significative pour l'encadrement de la publicité à Paris, quoi qu'en disent les orateurs précédents.

Il existe aujourd'hui, à Paris, plus de 12.000 panneaux publicitaires, qui représentent environ 100.000 mètres carrés, et nous percevons en moyenne près de 3.000 messages publicitaires par jour.

Si la publicité représente un secteur économique très lucratif et une manne financière non négligeable pour la Ville, il est nécessaire qu'elle soit encadrée, car elle s'impose de plus en plus aux Parisiennes et aux Parisiens de façon intrusive, et même parfois agressive.

En témoignent justement - Madame BRUNO - les bâches géantes apposées sur les façades de grands monuments classés avec l'autorisation du Ministère de la Culture, dont la Conciergerie - vous l'avez citée -, le Musée d'Orsay, sans l'accord du Maire de Paris et donc des Parisiens.

Nous avons demandé, lors du précédent Conseil de Paris, qu'elles entrent dans le cadre du R.L.P. et que le Maire ait un droit de regard sur la taille et les emplacements de ces publicités géantes qui, quoi qu'en dise Madame BRUNO, défigurent les berges de la Seine et donc les transforment en boulevard des marques. Sans interdire une quelconque activité économique, il est nécessaire de lutter au maximum contre les effets excessifs et envahissant de ces publicités, géantes ou pas géantes. Et d'ailleurs, il y a une certaine contradiction, de ce que j'ai entendu, à demander moins de publicité et acquiescer à cette publicité sur les berges de la Seine. Je n'ai pas très bien compris le sens de l'intervention précédente sur ce point.

Il s'agit, pour nous, d'un véritable enjeu de société. On tend aujourd'hui à nous imposer un modèle culturel par le biais de la publicité omniprésente et entêtante, ce que défendait Alexis CORBIÈRE. Le citoyen se retrouve alors réduit au simple rôle de consommateur, ce qui annihile de fait toute liberté de choix. Il ne peut alors que subir ce qui lui est imposé.

Le principe de la liberté de conscience intellectuelle voudrait que les citoyens aient le droit de choisir les produits culturels qui les intéressent, et non qu'ils soient formatés inconsciemment par la publicité. Je rappellerai à cet égard la phrase célèbre de Patrick LE LAY, ancien P.D.G. de TF1, à l'un des auteurs du livre "Les dirigeants face au changement" paru en 2004, qu'il vendait à Coca Cola du temps de cerveau humain disponible. On se souvient comment cette réponse avait choqué l'opinion publique.

Donc nous en revenons d'ailleurs là au principe de la laïcité cher aux radicaux de gauche, entendu non pas dans un sens religieux, mais dans un sens de la défense de la liberté de conscience non formatée - donc en l'occurrence par les publicités - et de la diversité culturelle.

Ce nouveau règlement, que nous nous apprêtons à voter, présente un certain nombre d'avancées - je le disais - en la matière. Je me réjouis, moi, par exemple, de la disposition concernant l'éloignement des dispositifs publicitaires à 50 mètres des écoles, ainsi qu'aux abords des espaces verts. Il est en effet de notre devoir d'élus de veiller à ce que les enfants soient protégés de ce matraquage commercial dès leur plus jeune âge.

La simplification du zonage supprimant toute zone de publicité élargie constitue également une amélioration significative, dans le sens où Paris devient une zone de publicité restreinte. Il en va de même pour la réduction des formats des affiches publicitaires à travers la suppression des supports de 12 mètres carrés, dits 4 fois 3, désormais limités à 8 mètres carrés. Et moi, je me réjouis, en tant qu'élue du 18e arrondissement, du renforcement de la protection de la Butte Montmartre mais également de la protection des bords de Seine, dont je parlais tout à l'heure, et des canaux.

J'en profite, à ce titre, pour saluer l'effort de la Ville en matière de lutte contre la publicité intrusive. Il est, en effet, question d'interdire tous dispositifs intrusifs ou de comptage d'audience, dispositifs auxquels nous nous étions déjà opposés en mars 2009, en ce qui concerne les Radicaux de gauche, notamment dans les couloirs de métro, mais également, je crois que nous l'avions fait au nom du groupe.

Par ailleurs, j'insisterai également sur un point qui nous tient à cœur, à savoir le fait d'accorder une place plus significative à la publicité culturelle informative et touristique. Nous avions, encore les Radicaux de gauche, présenté en 2006 un vœu qui a été voté à l'unanimité du Conseil de Paris, qui allait dans ce sens. Ce vœu demandait à la R.A.T.P. de consacrer un nombre significatif de panneaux à forte visibilité, dévolus à la publicité commerciale, à de l'espace d'utilité sociale et d'information citoyenne, culturelle ou touristique.

Enfin, nous déposons aujourd'hui un vœu au nom du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, afin qu'un inventaire des dispositifs qui deviendront illégaux avec la mise en place du nouveau R.L.P. soit effectué, afin de mettre la Ville en parfaite conformité avec le nouveau règlement, et ce, dans les meilleurs délais.

Il en va de la qualité paysagère et patrimoniale de nos quartiers et donc de la qualité de vie de nos citoyens.

Le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés votera avec plaisir ce R.L.P.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole à M. Jacques BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Tout d'abord, permettez-moi de regretter que le projet de délibération ne nous ait pas été présenté avant que nous en débattions.

La révision du R.L.P. est, en effet, l'aboutissement d'un long combat entamé en 2003. Le Conseil de Paris a approuvé, par une délibération au mois de mai de cette année 2003, l'engagement de modification du règlement. Il nous a fallu donc huit ans pour parvenir à un texte tout juste acceptable.

On mesure bien alors la force des lobbies. La pub considérée comme le bras armé de la surconsommation, l'outil du formatage des esprits, le média de l'obsolescence programmée des produits. Mais nous nous préoccupons, en tant que Conseillers de Paris, de son impact sur le patrimoine et sur le paysage urbain de notre ville.

En 2003, le Conseil de Paris demande la révision de cette réglementation et du zonage de la publicité. Un groupe de travail est constitué par le Préfet de Paris, présidé par le Maire de Paris, qui aboutit après quatre ans de travail au projet de Règlement local de publicité qui a été voté à l'unanimité par le Conseil de Paris en décembre 2007.

Les syndicats d'afficheurs et les publicitaires contestent alors immédiatement ce texte, jugé trop restrictif à leur goût, mais ils l'attaquent sur la forme et non pas sur le fond, puisque le recours des publicitaires porte sur un vice de forme consécutif à une erreur de l'Etat, des services de la Préfecture, dans la composition du groupe de travail.

A la suite de ce recours, le Tribunal administratif suspend l'exécution de l'arrêté par le Maire de Paris, mais, après un pourvoi en cassation de la part de l'Etat et de la Ville, le Conseil d'Etat lève finalement l'impossibilité de promulguer le R.L.P. en juin 2008.

Le groupe des Écologistes regrette alors la décision du Maire de Paris de ne pas signer l'arrêté municipal qui aurait permis alors de mettre en œuvre le R.L.P., nécessitant de relancer une nouvelle procédure de concertation, qui arrive à son terme aujourd'hui.

Quelles sont les avancées du R.L.P. qui nous est soumis ?

Le R.L.P. parisien de 2007 marquait certaines avancées par rapport au R.L.P. de 1986 qui régit encore la publicité à Paris. Plusieurs avancées permettaient une meilleure protection de notre patrimoine urbain. Le texte actait :

- la fin des zones de publicité élargie autour des quartiers populaires de la périphérie parisienne ;

- la réduction des panneaux de 4 x 3 mètres à 8 mètres carrés ;

- la diminution de 30 % du nombre de dispositifs publicitaires sur la voie publique ;

- l'arrêt des panneaux déroulants entre minuit et 7 heures du matin ;

- l'instauration d'un périmètre de publicité interdite de 50 mètres autour des écoles et des funérariums, la Ville considérant que les écoles font partie de son "patrimoine à protéger".

La protection de la Butte Montmartre, des canaux et des bords de Seine avait été également actée en y interdisant la publicité (sauf sur les mâts porte-affiches et colonnes Morris dans ces secteurs). Nous avions aussi interdit la publicité sur les véhicules, ainsi que les écrans publicitaires sur l'espace public et nous avions encadré la publicité sur les bus et les taxis.

En relançant en juillet 2009 ces concertations, les élus pensaient bien que ces acquis de la réglementation de 2007 allaient pouvoir être conservés. Or, la première séance du groupe de travail ne se tient qu'un an plus tard, en juillet 2010, l'Etat ayant cette fois pris son temps pour constituer, sans erreur, le groupe de travail et le convoquer, sans erreur non plus, dans les bonnes formes.

Mais la loi nous obligeait à aboutir dans un délai d'un an. Nous y sommes.

Au mois de février 2011, s'est tenue la dernière des cinq réunions du groupe de travail. Elle s'est déroulée dans une certaine confusion et laisse un sentiment de déception. L'Exécutif, pour faire passer son texte, a dû ferrailler constamment contre les élus U.M.P. et Centristes, qui réclamaient toujours plus de largesses pour la publicité. La présidente a dû lutter parfois contre les membres de son propre groupe politique, alliés aux publicitaires, et même contre le Préfet qui, avant de rendre son avis sur des amendements déposés par les Écologistes et le Parti de gauche, n'a pas hésité à solliciter le représentant de la Chambre de commerce, qui n'a que voix délibérative, afin de savoir si tel amendement aurait des conséquences économiques.

"Oui", lui répond alors évidemment le représentant de la Chambre de commerce, entraînant ipso facto un avis défavorable des services de l'Etat, pourtant présents à cette réunion pour assurer la légalité de sa tenue et devant adopter une neutralité de comportement qui n'a pas été respectée.

En tout, plus de 175 amendements ont été déposés. Des 12 amendements de la droite et des Centristes, aucun n'a été retenu, fort heureusement ! Ils visaient à faire de notre cité une espèce de Disney Land, avec ampoules clignotantes, écrans frétillants, enseignes bigarrées et affiches géantes à chaque coin de rue. Même les publicitaires n'en demandaient pas tant !

Au prétexte de favoriser le dynamisme commercial et touristique de Paris, la mise en œuvre de cet amendement aurait, au contraire, banalisé notre ville et sérieusement dégradé son patrimoine.

Au final, le texte adompté (que nous votons ce jour) enregistre un certain nombre de reculs par rapport au R.L.P. de 2007. La publicité autour des écoles sera limitée… mais seulement dans un linéaire de 50 mètres de part et d'autre de l'entrée principale de l'établissement scolaire.

Les panneaux défilants ne seront plus arrêtés la nuit entre minuit et 7 heures du matin mais uniquement en cas de nuisances. Le plafond des hauteurs du P.L.U. pourra être dépassé pour l'installation de publicités géantes d'enseignes et sur les toits-terrasses.

Par ailleurs, la publicité sur les bâches décoratives de chantiers est désormais autorisée sur une surface de 16 mètres carrés. Elle ne pourra cependant pas être éclairée la nuit. Ouf !

Cette limite de 16 mètres carrés est toutefois bien trop permissive, alors que l'Etat s'apprête à autoriser, dans le cadre du Grenelle, cette limite à 12 mètres carrés. C'est, au passage, l'un des seuls points sur lesquels le Grenelle est plus restrictif que notre projet de R.L.P., Grenelle souvent présenté comme moins favorable à la publicité, alors qu'en réalité, il semble que les décrets s'apprêtent à autoriser les écrans de télé sur voirie et notamment de créer des zones numériques où ces écrans publicitaires pourront atteindre 6 mètres carrés !

Le texte de Règlement local de publicité que nous nous apprêtons à voter enregistre cependant quelques avancées obtenues de haute lutte. Avancées que je voudrais vous citer, notamment :

- pas de publicité en relief,

- pas de publicité olfactive, sonore, par projection lumineuse ou par installation d'objets publicitaires sur l'espace public,

- pas de publicité dans les jardins partagés,

- pas de publicité par faisceau laser,

- les écrans sont interdits sur le mobilier urbain,

- les dispositifs de capteur d'audience, tels qu'on en trouve dans le métro, sont également prohibés.

Pourquoi ne pas avoir attendu l'application de la loi Grenelle 2 pour relancer la procédure d'élaboration du R.L.P. ?

Puisque la question est posée, je vais y répondre : parce qu'on avait déjà perdu beaucoup de temps depuis 2007 à cause des recours administratifs. Le texte du R.L.P. 2007 avait fait consensus dans notre Assemblée, je l'ai dit, et il était acquis que l'esprit du nouveau règlement serait celui du R.L.P. de 2007. La phase d'élaboration pouvait donc se trouver écourtée puisque les débats avaient eu lieu quelque temps plus ôt.

D'autre part, en juillet 2009, quand il a été décidé de relancer la procédure d'élaboration du R.L.P., la loi Grenelle 2 n'était pas encore votée et la teneur du texte pas encore connue, et d'ailleurs les décrets d'application ne sont toujours pas publiés.

La droite, qui fustige ce règlement jugé publicide, nous presse par ailleurs d'adopter la procédure de Grenelle alors que celle-ci est bien plus permissive à l'égard de la publicité.

Enfin, j'ajoute que la loi Grenelle 2 s'appliquera bien sûr à Paris. Ce n'est que la procédure elle-même qui nous permet de procéder ainsi. Et nous aurons bien sûr à appliquer toutes les dispositions du Grenelle quand elles seront en vigueur.

On peut regretter que l'adoption du R.L.P. ne s'accompagne pas du recrutement du personnel supplémentaire chargé de veiller au respect de nouvelles dispositions. Il n'y a actuellement que quatre inspecteurs chargés de la publicité dans l'organigramme de la Ville de Paris, cela n'est pas suffisant.

Nous avons, nous le groupe écologiste avec nos amis du Parti de la gauche, déposé un amendement qui demande l'abrogation du précédent R.L.P.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur BOUTAULT, vos dix minutes…

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Je termine là-dessus.

Je répète, nous avons déposé un vœu avec le front de gauche pour demander l'abrogation du précédent R.L.P. dès le vote de celui-ci. C'est d'abord et avant tout un engagement politique solennel que je souhaite que prenne notre collectivité en votant cet amendement.

Un engagement à réellement mettre en œuvre ce règlement qui, malgré ses limites, reste exemplaire par son exigence et peut servir de modèle à d'autres villes.

L'abrogation du R.L.P. précédent, celui de 1986, garantit qu'en cas de recours juridique des publicitaires…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur, il faut conclure.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Contre le vote que nous nous apprêtons à émettre le Code de l'environnement s'applique. Or, l'application de la loi (le Code de l'environnement) entérinerait une réduction de 80 % de la publicité à Paris.

Nous voulons dire par là aux publicitaires qui s'apprêtent à mobiliser des armées d'avocats contre la volonté démocratique des Parisiens : cela suffit ! Nous voulons que cette volonté démocratique soit respectée et que ce nouveau Règlement Local de Publicité, tel que l'ont voulu les Parisiens, s'applique dans les meilleurs délais.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

M. Jean-François MARTINS a la parole.

M. Jean-François MARTINS. - Quand j'écoute les orateurs précédents, je me demande réellement de quoi il s'agit ce matin. Quelle est la nature du projet de délibération qui nous est proposé ? Si effectivement il s'agit d'un Règlement local de la publicité, il me semble que le premier enjeu pour la Ville de Paris est avant tout de maintenir et de protéger son cadre de vie, ses perspectives monumentales et patrimoniales et d'offrir à chaque Parisien et à chaque visiteur de Paris un cadre de vie où l'on peut à la fois profiter du patrimoine et vivre dans une ville dynamique et économiquement prospère. Il ne s'agit pas, comme visiblement je l'ai entendu, d'être pour ou contre la publicité, comme les interventions de M. BOUTAULT, de M. CORBIÈRE ou de Mme GOLDGRAB.

Parce que je ne crois pas, comme eux, que la publicité soit une menace sur notre liberté de conscience, une machine à propagande. La publicité est, je crois, un moyen de promotion commerciale, comme il en existe tant d'autres. Et je crois, c'est peut-être la différence fondamentale entre nous, et j'ai une confiance illimitée dans l'intelligence humaine et le sens critique de nos concitoyens.

Par ailleurs, depuis maintenant plus d'un demi-siècle, ils se sont éduqués aux médias et à la publicité et savent la recevoir avec intelligence et sens critique.

Deuxièmement…

Monsieur CORBIÈRE, dans ce cas, demandez à ce que la Ville interdise même de faire sa propre publicité, puisqu'elle utilise également ces supports ! Allez jusqu'au bout de votre raisonnement ! Vous voyez bien que cela ne tient pas.

Deuxièmement, la différence entre nous, c'est que je ne crois pas… je n'oublie pas que, par ailleurs, la publicité est également un outil au service des services publics, de l'intérêt général, de l'économie sociale et solidaire, de la culture qui utilisent aussi la publicité pour faire de la promotion. Et là, vous l'accorderez, non pas du grand capital mais de sujets auxquels je sais que vous êtes plus sensibles.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Laissez M. MARTINS. Laissez M. MARTINS parler, s'il vous plait.

M. Jean-François MARTINS. - Dernier élément : l'affichage extérieur, ce sur quoi la Ville de Paris a son mot à dire, n'est finalement que la portion congrue de l'exposition publicitaire, elle, beaucoup plus dangereuse je crois, à laquelle sont soumis nos concitoyens, qui est la densité et l'éditorialisation de la publicité que vous allez pouvoir trouver en publicité ou en radio, qui est bien plus importante que l'affichage extérieur.

Si l'on considère strictement la protection du patrimoine et du cadre de vie, et si l'on sort de la posture politique, alors oui, ce règlement local de la publicité est relativement - Monsieur GAREL, écoutez-moi, Monsieur GAREL, car vous allez être surpris - ce R.L.P. est relativement équilibré et efficace à l'égard de la protection du cadre de vie et des perspectives monumentales et patrimoniales. Il protège les plus fragiles - je pense notamment aux enfants - il réduit la densité et laisse à nos concitoyens la liberté de pouvoir jouir de perspectives et de vues sur les monuments et sur l'architecture parisienne.

C'est à vrai dire en la matière tout ce qui compte, et pas de savoir si la publicité, c'est le bien ou le mal. Je laisse le manichéisme à d'autres !

Cependant, deux questions majeures.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Non, non, il faut conclure, Monsieur MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Je conclus sur deux questions. La première où je rejoindrai M. BOUTAULT en disant que ce règlement n'aura aucune force, si l'on ne se donne pas les moyens d'exécuter et de contrôler ce règlement. Je vois un certain nombre de dispositions aujourd'hui sur les enseignes lumineuses au-dessus des boutiques qui sont typiquement pas respectées, alors qu'il y a déjà une réglementation parisienne et que, dans tous nos quartiers et tous nos arrondissements, on voit des enseignes qui clignotent avec des variabilités de lumière qui sont malheureusement contraires au règlement…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur MARTINS, concluez.

M. Jean-François MARTINS. - Et donc je demande à Mme POURTAUD quels effectifs elle compte mettre en œuvre pour vérifier et contrôler ce règlement.

La deuxième, et c'est le sens du vœu que j'ai déposé, il faut que nous soyons lucides : ce règlement va créer des effets d'aubaine sur les villes limitrophes et va créer une distorsion, notamment sur le périphérique où nous aurons vue, du côté intérieur, sur une densité faible de publicité, et sur le périphérique extérieur nous aurons vue sur les communes limitrophes, et donc sur une densité beaucoup plus importante.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

M. Jean-François MARTINS. - Donc j'appelle la Ville de Paris à travailler de concert dans mon vœu avec les communes limitrophes.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame Claire de CLERMONT-TONNERRE, vous avez 6,45 minutes à partager avec M. Thierry COUDERT qui n'est pas là, mais à vous de jouer.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

"La publicité ne sera définitivement accueillie, même si elle n'est qu'éphémère, qu'à partir du moment où elle sera intégrée à la ville. Elle doit donc être attrayante et organisée au lieu d'être agressive et omniprésente."

Ces propos de Michel d'Ornano, repris par le sénateur DUPONT dans le cadre du Grenelle II, nous ont largement inspirés pour évaluer le contenu du R.L.P. que vous nous demandez d'entériner.

Si la démarche adoptée pour l'élaboration de ce document nous semble contestable, notamment votre refus de placer le nouveau R.L.P. sous l'égide du Grenelle II, je reconnais que ce texte reprend plusieurs avancées que nous avions portées dans le cadre du groupe de travail de 2007.

Nous sommes bien évidemment favorables à plusieurs dispositions visant à améliorer le cadre de vie de nos concitoyens. Je citerai en particulier :

- l'arrêt de la prolifération anarchique des panneaux publicitaires implantés dans les quartiers périphériques,

- la préservation des perspectives paysagées qu'il s'agisse par exemple dans le 15e des talus des voies ferrées longeant les berges de Seine ou des abords de l'ancienne Petite Ceinture,

- le respect des espaces verts protégés, même si nous regrettons que cette disposition soit assez limitée puisqu'un article sur-mesure permet à "Paris Habitat" d'implanter des panneaux publicitaires sur une bande de 4 mètres à l'intérieur du périmètre protégé.

Nous sommes également favorables aux dispositions portant sur l'interdiction des panneaux publicitaires sur un linéaire de 50 mètres à l'entrée de nos écoles, ainsi qu'aux mesures relatives à l'arrêt de dispositifs d'affichage déroulants ou défilants, en cas de nuisance sonore ou lumineuse avérée portant atteinte à la tranquillité du voisinage.

Au-delà de ces avancées, je souhaite insister plus particulièrement sur trois points d'achoppement : d'abord sur l'absence d'évaluation de l'impact financier du nouveau R.L.P., ensuite sur les problèmes liés au manque de coordination avec les communes riveraines, enfin sur la question des bâches travaux, qu'il s'agisse des bâches apposées sur les monuments historiques ou sur les immeubles privés.

Je déplore, en premier lieu, l'absence d'étude d'impact portant sur les conséquences financières de ces nouvelles règles. Si nous pensons que la réglementation de la publicité à Paris a pour objectif d'améliorer le paysage urbain et le cadre de vie des Parisiens, nous considérons que ce rapport harmonieux au paysage doit également prendre en compte le maintien de l'équilibre fragile entre respect de l'environnement et dynamisme économique.

Or, en dépit de nos demandes réitérées, vous avez toujours fait la sourde oreille et refusé de nous communiquer les éléments indispensables pour évaluer l'impact économique et financier de ce nouveau projet de Règlement.

Si en 2009, la Ville a touché plus de 24 millions d'euros de recettes liées à la publicité extérieure, ces rentrées sont aujourd'hui menacées puisque votre Adjoint vient d'annoncer dans les colonnes d'un mensuel vouloir "une diminution drastique de la publicité dans la Capitale".

Ces déclarations nous amènent à vous poser les questions suivantes : quel sera l'impact du nouveau Règlement sur les finances de la Ville ? La diminution des recettes sera-t-elle compensée par une augmentation des tarifs ? Et, enfin, quelles seront les conséquences économiques induites par ce nouveau R.L.P. pour l'emploi, pour les entreprises et pour les commerces confrontés à des délais de mise en conformité de leurs enseignes ou à la suppression du micro-affichage ?

J'en viens au deuxième point de mon intervention pour exprimer nos regrets que ce règlement n'ait pu être élaboré de manière concertée avec les communes limitrophes.

De ce fait, Paris et les Parisiens subiront la double peine, avec, d'une part, une perte de recettes pour la Ville et, d'autre part, un transfert des panneaux et des enseignes lumineuses de l'autre côté du périphérique, sans que nos habitants ne bénéficient de la moindre amélioration paysagère.

Cette question de la gestion des interfaces avec les collectivités voisines a pourtant été posée avec pertinence lors de l'élaboration de la loi Grenelle 2, qui offre la possibilité d'élaborer de manière intercommunale les règlements locaux de publicité.

Une telle démarche aurait été judicieuse, surtout à l'heure du Grand Paris.

S'il était nécessaire de le rappeler encore une fois, il s'agit bien là d'une justification supplémentaire pour mon Groupe de déplorer que le R.L.P. parisien n'ait pas été élaboré dans le cadre juridique du Grenelle 2.

J'ajoute que les Chartes de Coopération signées entre la Ville et les collectivités riveraines auraient à tout le moins pu permettre d'engager des discussions avec nos voisins afin d'appréhender ce problème et de tenter d'aboutir à une harmonisation des règlements.

Je vais maintenant évoquer la question des bâches publicitaires temporaires destinées à masquer les échafaudages des travaux de façade.

Pourquoi, mes chers collègues, tant d'émoi autour de ces bâches temporaires qui masquent des échafaudages sinistres ? Contrairement à ceux qui, sur ces bancs, crient "haro sur la pub", nous estimons, en particulier sur ce point, que les spécificités de la Capitale sont de nature à justifier certains aménagements afin de préserver nos richesses patrimoniales.

Ainsi, depuis 2007, les monuments historiques disposent de la possibilité de faire financer leur restauration par la pose de bâches publicitaires de chantier, le montant de la redevance, qui peut varier selon les sites de 40.000 à 100.000 euros par mois, étant exclusivement affecté aux travaux. Cette disposition permet, par exemple, au Louvre de financer une part substantielle des 7 millions consacrés à la restauration de la façade et de la toiture des Galeries d'Apollon.

Aujourd'hui, alors que les textes autorisent la Ville à restaurer à moindre coût ses monuments historiques et alors que vous nous annoncez de sombres perspectives pour nos finances, pourquoi, Monsieur le Maire, persistez-vous à vous priver de recettes qui vous permettraient d'engager la restauration des façades de la Madeleine ou de Saint Augustin ou de tant d'autres édifices municipaux classés, qu'il s'agisse de certains théâtres ou passages couverts, dont les façades noircies assombrissent les perspectives parisiennes.

Au-delà des monuments historiques, il nous semble intéressant d'étudier la possibilité de permettre aux propriétaires, dans un cadre bien défini, de bénéficier de cette potentialité afin de les aider à financer les lourds travaux d'isolation thermique ou de ravalement de leur immeuble qui, je le souligne, contribuent de manière appréciable à la mise en valeur du patrimoine architectural de la ville et à l'amélioration du cadre de vie des Parisiens.

Or, la limite de 16 mètres carrés proposée dans le R.L.P. présente une réelle contrainte, puisque cette taille est jugée insuffisante au regard des coûts de fabrication des toiles et des redevances devant être versées à la Ville.

Il y aurait là une vraie réflexion à engager pour trouver un équilibre entre amélioration du patrimoine bâti et respect du paysage. Une publicité occupant 30 % maximum de la surface totale d'une bâche support et insérée dans un visuel représentant par exemple l'image du bâtiment occulté nous semble une perspective intéressante.

Nous avons d'ailleurs formulé des propositions en ce sens dans le cadre de la concertation engagée autour des décrets du Grenelle 2.

Monsieur le Maire, les différents sujets que je viens d'évoquer auraient nécessité une véritable concertation. Votre refus à entendre nos préoccupations, votre volonté délibérée d'avoir choisi de courir après le temps au fil de ces derniers mois ne nous aura pas permis d'approfondir ces questions.

Vous avez préféré engager une course contre la montre pour échapper au Grenelle 2 en décidant d'élaborer un règlement qui repose sur les bases d'une loi de 1979. Vous donnez à Paris "un vrai temps de retard" pour les 10 ans à venir.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Monsieur Jérôme DUBUS, vous avez la parole. Il vous reste 4 minutes 30.

M. Jérôme DUBUS. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, avec ce nouveau R.L.P., nous revenons quatre ans en arrière. Nous devons, en effet, voter un nouveau Règlement local de publicité qui est, en réalité, un copier-coller du projet de règlement de 2003 que vous aviez fait adopter en 2007 et auquel vous aviez dû renoncer en raison des risques d'annulation par le Tribunal administratif. C'est vraiment la machine à remonter le temps !

Pourtant, de nombreux événements se sont déroulés depuis et on aurait pu espérer que cet échec vous aurait fait évoluer, que le Grenelle 2 vous aurait amené à revoir votre copie.

Non, vous restez bloqué sur vos anciennes positions, alors que cette réforme du Grenelle 2, voulue et portée à bout de bras par Jean-Louis BORLOO permet de nouvelles perspectives en matière de développement durable.

Que dit la loi du 12 juillet 2010 ?

Elle offrait à la Ville deux possibilités : soit de conduire à son terme la procédure de révision du R.L.P. dans un délai d'un an sous le régime de l'ancienne législation, soit, deuxième solution, d'attendre les décrets d'application qui sont prévus pour l'été et se placer sous l'empire de la nouvelle loi.

Vous avez clairement refusé le choix de l'avenir en décidant de persister dans votre ancien projet de règlement. Depuis, c'est la marche forcée, tout le monde court, le Préfet de Région court, les élus courent, les adjoints courent, l'administration court, avant le 12 juillet, date couperet, car il faudra encore rédiger l'arrêté et le transmettre au Préfet.

La Ville a traîné l'incertitude juridique de ce règlement comme un boulet depuis des années et il n'était pas possible d'attendre quelques mois supplémentaires ? Personne ne peut croire à ce prétexte.

Après huit ans d'attente, la Ville va donc prendre un nouveau règlement pour, au grand maximum, les 10 prochaines années qui viennent, quand elle aurait pu se projeter vers le futur avec sérénité, et encore ne faudrait-il pas qu'une nouvelle annulation par le Tribunal administratif n'écourte sa durée de vie.

Sur un sujet aussi essentiel, nous étions en droit d'espérer un temps d'avance, car dans le même temps, mes chers collègues, la plupart des grandes villes ont révisé leur règlement de publicité ; Nantes l'a révisé, Bordeaux l'a révisé, Lille et Marseille l'ont révisé depuis longtemps, sans contentieux, car il y a eu une volonté de négociation de leur part et, en moyenne, dans ces villes, le nombre de panneaux de 12 et 8 mètres carrés a diminué de 30 %.

Paris a voulu être exemplaire, Paris est à la traîne, à cause de positions trop idéologiques. Ce sont d'ailleurs les mêmes qui souillent les murs régulièrement de notre ville avec de l'affichage politique pendant les campagnes électorales !

On peut également douter de l'application réelle de ce nouveau règlement, dont les dispositions apparaissent pour beaucoup inapplicables ou inopérantes ; je pense aux bâches publicitaires de 12 mètres carrés ou au micro-affichage. En réalité, ce n'est pas la volonté de l'appliquer qui prévaut, c'est la forme d'hypocrisie à laquelle vous êtes contraint de céder.

Au sein de votre majorité, on en a encore eu l'exemple ce matin, certains groupes font une allergie boutonneuse à l'existence même de la publicité…

Et ils avaient fait de la révision du R.L.P. une cause de leur ralliement. Ce nouveau R.L.P., c'est votre gage à leur égard.

Et pourtant, Paris est une ville où la pression publicitaire est faible. En attendant le nouveau R.L.P., l'autorégulation a bien fonctionné ; 4.000 panneaux publicitaires en 1998, 2.300 en 2009, moins 45 % en 11 ans ; que vouloir de plus ?

Mes chers collègues, il n'y a pas de Mad Men à Paris, en tout cas pas en matière publicitaire.

Autre bizarrerie de ce règlement, le nouveau règlement interdit toute utilisation de la publicité digitale, mais dans le même temps, la Ville travaille sous l'impulsion d'un autre de vos adjoints sur le développement, je le cite, "du mobilier intelligent", dont le digital est précisément une composante essentielle. Cet adjoint a-t-il conscience qu'il perd son temps ?

Alors, quelle est la solution ? Quelle est la solution ? Nous vous proposons, dès la publication des décrets d'application du Grenelle 2, que le Conseil de Paris lance une nouvelle procédure de révision du Règlement local de publicité. C'est notre vœu que, bien évidemment, vous voterez. Une vraie négociation, des certitudes juridiques, une meilleure prise en compte des acteurs économiques, voilà ce dont Paris a besoin en matière publicitaire, voilà mes chers collègues, ce que nous vous proposons ce matin.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

La dernière intervention sera celle de Mme Pauline VÉRON. Elle a 9 minutes pour intervenir.

Mme Pauline VÉRON. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous sommes aujourd'hui appelés à nous prononcer sur la nouvelle réglementation locale de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes applicables à Paris et je m'en réjouis.

En effet, il s'agit d'une réforme importante, comme l'ont rappelé les précédents orateurs, qui va profondément modifier le visage de Paris du fait de la réduction substantielle de la publicité extérieure et de la meilleure insertion des enseignes dans le paysage urbain.

Au nom de l'ensemble de mon groupe, je tiens à remercier Danièle POURTAUD qui a présidé le groupe de travail chargé d'élaborer ce nouveau règlement, groupe de travail qui a approuvé à une très large majorité ce nouveau règlement : 12 voix favorables, 2 abstentions et 2 voix défavorables seulement.

Il était temps que notre ville se dote d'une nouvelle réglementation locale de la publicité, adaptée aux évolutions de l'espace urbain que la Municipalité a accompagnées, ainsi qu'au caractère patrimonial exceptionnel de Paris, mais aussi qui tienne compte de l'évolution du rapport des citoyens à la publicité.

En effet, depuis plusieurs années, nombreux sont ceux qui manifestent leur souhait d'une ville dans laquelle il y aurait moins de publicité, soit tout simplement par un refus des publicités dans leur boîte aux lettres, soit de façon plus radicale par des actions anti-pub, bien souvent trop sévèrement réprimées.

Les règles actuelles adoptées il y a 25 ans se devaient d'évoluer afin de réduire la quantité des espaces publicitaires, en cohérence avec notre politique d'aménagement de l'espace public et notre volonté de désencombrer l'espace public, mais aussi afin de supprimer certains dispositifs publicitaires particulièrement intrusifs, comme par exemple les publicités clignotantes ou animées, ainsi que les publicités en volume.

Ce travail avait démarré dès 2003, sous la présidence à l'époque de Jean-Pierre CAFFET. Ce travail avait abouti à l'approbation d'un nouveau règlement par le Conseil de Paris en décembre 2007, comme cela a été rappelé.

Toutefois, suite à des recours contentieux des annonceurs faisant peser une incertitude sur la légalité du nouveau règlement, notre Conseil, en juillet 2009, a abrogé les délibérations validant ce règlement et a relancé l'élaboration d'un nouveau règlement.

Après deux ans de travail, une nouvelle réglementation innovante et ambitieuse nous est à nouveau proposée.

Le "statu quo" serait très préjudiciable pour notre ville, surtout pour les quartiers périphériques de Paris et ceux qui y vivent, puisque ce sont dans ces quartiers que les affiches publicitaires sont les plus nombreuses.

Certains groupes croient pouvoir s'abriter derrière de pseudos arguments juridiques pour obtenir le "statu quo". En effet, on essaie de nous faire croire qu'il faudrait attendre certains décrets d'application de la loi dite Grenelle 2.

Or, d'une part, la loi elle-même a prévu la possibilité pour la trentaine de villes qui, comme Paris, étaient en cours de procédure, de poursuivre le travail entamé, sous réserve que le nouveau règlement soit promulgué avant le 13 juillet 2011.

Je précise que cette demande provenait tout autant de maires de Droite que de Gauche. D'ailleurs, Monsieur DUBUS, vous avez cité des villes de Droite, comme Bordeaux, qui ont adopté leur règlement publicitaire récemment, sans attendre le Grenelle 2.

D'autre part, les décrets d'application n'étant pas prêts, cela repousserait à plusieurs mois l'adoption d'un nouveau règlement. Bref, vous nous dites qu'il est urgent d'attendre.

Après huit ans de concertation avec les services de l'État et des personnalités qualifiées désignées par la Préfecture, puis l'avis favorable de la Commission départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, nous avons aujourd'hui un nouveau règlement en cohérence avec le P.L.U.

C'est une étape supplémentaire, permettant d'améliorer la qualité du paysage urbain, en introduisant des règles plus respectueuses de l'environnement tout en favorisant les ambitions économiques, culturelles et touristiques de notre ville.

C'est un texte ambitieux, qui va modifier de façon importante la physionomie de Paris. Cette révision aura un impact important, puisqu'elle réduira d'environ 30 % la densité publicitaire sur les territoires parisiens.

La suppression de toutes les zones de publicité élargie, notamment celle des boulevards de Clichy et de Rochechouart, pour prendre l'exemple du 9e arrondissement (il n'y avait pas que le périphérique qui était en zone de publicité élargie, mais aussi des quartiers du cœur de Paris), la création de zones de publicité interdite, comme la Butte Montmartre ou les berges de Seine et des canaux, la réduction des formats des affiches publicitaires, l'interdiction de la publicité autour des écoles et dans les espaces verts, la grande limitation de la publicité lumineuse et de la publicité sur les véhicules, notamment sur les bus, sont des progrès importants, proposés dans le texte qui est soumis à notre approbation.

Avant de conclure, je tenais à revenir sur la question des bâches géantes sur les bâtiments classés de l'État, que nous avons pu voir par exemple sur le Palais Garnier.

A ce sujet, je ne résiste pas au plaisir de vous faire part d'une citation :

"N'êtes-vous pas comme moi, ne vous sentez-vous pas offusqués par ces grandes pancartes industrielles qui s'étalent au milieu de nos rues, s'imposent à nos regards et nous gâtent tant de belles vues de notre cité ?

Peut-être serez-vous étonnés de cette question, tant pis alors, car déjà vous êtes contaminés par le milieu dans lequel vous vivez et le sentiment du goût s'est émoussé dans votre esprit.

Quant à moi, ces énormes affiches peintes me causent toujours une impression fort désagréable, pénible même, et je me sens bien souvent saisi d'un violent dépit contre les administrateurs qui laissent ou ont laissé si négligemment notre Ville compromettre sa beauté par de telles enseignes.

Comment ? Je ne pourrais pas, en parcourant certains quartiers de Paris, admirer à mon aise les édifices qui se sont construits, sans être entravé dans mon admiration par d'énormes annonces qui attirent et blessent ma vue ?"

C'est un texte de Charles Garnier lui-même, qui date de 1871. Le pauvre, s'il avait vu les bâches mises sur l'Opéra, aurait vraiment été plus qu'attristé !

Ces bâches échappent au règlement local de la publicité depuis un décret du ministre de la Culture d'avril 2007. Ce décret prévoit une mesure dérogatoire pour les bâtiments classés, en autorisant que la publicité représente jusqu'à 50 % de la surface de la bâche. Or, ces publicités géantes défigurent l'Opéra ou les berges de la Seine, pourtant classés au patrimoine mondial de l'Unesco.

J'espère que le vœu présenté au nom de l'Exécutif au dernier Conseil demandant au ministre de la Culture de respecter les règles du nouveau R.L.P. parisien, qui prévoit que la publicité sur les bâches d'échafaudage ne dépasse pas 16 mètres carrés, sera exaucé par le ministre de la Culture.

L'adoption d'un nouveau règlement local de publicité va permettre une amélioration majeure du cadre de vie parisien. C'est pourquoi mon groupe le votera avec détermination.

(M. le Maire de Paris reprend place au fauteuil de la présidence).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Mme Danièle POURTAUD va répondre pour l'Exécutif.

Je l'invite, si elle a des commentaires à faire sur les amendements ou vœux, à les faire. Notamment, je crois qu'elle a proposé un complément au vœu de M. MARTINS, je lui demande de le préciser pendant son propos, de manière à ce qu'après on puisse passer au vote rapidement.

Madame Danièle POURTAUD ?

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais commencer par remercier tous les orateurs de la majorité et de l'opposition, qui ont salué l'importance de cette réforme et les améliorations qu'elle va apporter au cadre de vie des Parisiens.

Cela a été rappelé notamment par Pauline VÉRON et Laurence GOLDGRAB, le R.L.P. actuel a 25 ans et ne correspond plus aux évolutions de notre ville et aux rapports de nos concitoyens à la publicité.

Rapports d'ailleurs perçus par de nombreux élus, dont le sénateur DUPONT, de la majorité présidentielle, mais qui échappent apparemment aux élus de la droite parisienne.

Cette refonte du R.L.P., voulue par notre majorité dès 2003, avait fait l'objet d'un important travail sous la houlette de Jean-Pierre CAFFET, pour aboutir à des propositions très novatrices, votées par le Conseil de Paris en décembre 2007, non pas à l'unanimité, mais par la majorité de l'époque.

Malheureusement, des vices de forme dus à des erreurs de la Préfecture avaient rendu le nouveau règlement trop fragile juridiquement. D'un commun accord, la Ville et l'État ont décidé de relancer une nouvelle procédure de révision, ce qui fut fait par une délibération du Conseil de Paris en juillet 2009.

Après deux nouvelles années de travail et de concertation, je suis fière de vous le présenter aujourd'hui.

Très rapidement, parce que beaucoup de choses ont été dites, je voudrais rappeler la philosophie de ces nouvelles règles et les principales dispositions de ce nouveau règlement de publicité extérieure et des enseignes.

La philosophie, il ne s'agit pas pour nous d'être anti-pub. Ce n'est pas le sujet, n'en déplaise à Alexis CORBIÈRE, et je partage sur ce point la position de Jean-François MARTINS.

La publicité est depuis près d'un siècle consubstantielle de la vie économique.

Il s'agissait, puisque nous sommes dans le Code de l'environnement, de mieux protéger le patrimoine, les paysages et le cadre de vie dans notre ville, tout en préservant les ambitions économiques, culturelles et touristiques de la Capitale.

Nous avons voulu protéger le cadre de vie de manière identique, dans les quartiers périphériques et dans le centre. Cela a été rappelé à l'instant encore par Pauline VÉRON, en cohérence avec notre démarche de requalification de l'espace public et en particulier pour les 10 % de nos concitoyens qui vivent entre les boulevards des Maréchaux et le périphérique.

Nous avons voulu des règles plus simples, pour qu'elles soient mieux comprises et donc mieux appliquées. Je réponds là au vœu de Laurence GOLDGRAB, Gilles ALAYRAC et les élus du groupe socialiste, à l'amendement du groupe Vert et des élus du parti de Gauche, que j'accepterai dans un instant, et aux interrogations de Mme DOUVIN : oui, bien sûr, les services de la Direction de l'Urbanisme feront appliquer ces règles avec leur professionnalisme habituel, que je salue.

Les principales mesures : suppression des grands formats et des densifications, cela a été rappelé. Nous avons choisi de supprimer les 4 par 3, particulièrement disgracieux dans le paysage et très présents dans la ceinture de Paris et sur le périphérique, 923 dispositifs vont disparaître.

De la même manière, la publicité sur les bus ne pourra plus dépasser 16 mètres carrés et, sur les véhicules de tourisme, 2 mètres carrés. Plus de bus ou de voitures entièrement pelliculés.

Par ailleurs, les espacements entre deux dispositifs sont portés à 25 mètres en ville, y compris pour les palissades de chantiers, et 60 mètres sur le périphérique. La publicité lumineuse ne sera plus autorisée qu'en toit-terrasse, ce qui, en clair, doit la faire disparaître des toits des immeubles haussmanniens ou faubouriens de Paris.

Un zonage plus simple et plus protecteur, Paris n'aura plus de zones de publicité élargie et passera d'une réglementation de 8 zones à 4 zones :

- 2 zones de publicité interdite, sauf pour les mâts et colonnes porte-affiches, Montmartre, les berges de la Seine et les secteurs sauvegardés ;

- 2 zones de publicité restreinte sur le reste du territoire.

Nous avons mis en place également de nouvelles protections.

Les établissements scolaires, ainsi que les funérariums seront protégés sur une longueur de 50 mètres dans la rue de part et d'autre de leur entrée principale, sujet ardemment défendu par beaucoup d'élus ; je pense en particulier à Karen TAÏEB dans le groupe de travail.

Les jardins partagés seront protégés, comme les espaces verts, grâce aux amendements portés par Jacques BOUTAULT dans le groupe de travail.

La conjugaison de toutes ces mesures doit aboutir à une diminution d'environ 30 % de la densité publicitaire sur le territoire parisien.

Nous avons également souhaité protéger nos concitoyens contre tous dispositifs intrusifs ou de comptage, tels qu'ils avaient commencé à être expérimentés dans le métro il y a un an. Notre Conseil s'en était ému, Laurence GOLDGRAB l'a rappelé. La C.N.I.L. y travaille. Nous les avons interdits dans ce nouveau texte, grâce aux propositions des élus de la majorité présents dans le groupe de travail, et en particulier Alexis CORBIÈRE et Jacques BOUTAULT.

Un mot des nouvelles règles pour les enseignes des entreprises ou des commerces.

Les enseignes devront s'intégrer, mieux que ce n'est le cas aujourd'hui, à l'architecture des bâtiments et respecter des règles plus homogènes en matière de couleur ou de densité lumineuse.

Nous avons veillé à ce que, comme la loi le permet, des règles préservent la spécificité des établissements culturels : cinémas ou théâtres.

Je vais répondre maintenant, Monsieur le Maire, très rapidement à quelques interventions, en particulier la fausse objection des orateurs de l'U.M.P. et au vœu du Centre et Indépendants qui justifient leur volonté d'immobilisme par la nécessité d'attendre le Grenelle 2. Je rappellerai, tout d'abord, que la loi a explicitement prévu que les villes - il y en a une trentaine -, comme Paris - cela a été rappelé par Pauline VERON -, qui avaient entrepris la révision de leur R.L.P. avant le vote du Grenelle 2, pouvaient continuer, sous réserve d'avoir abouti au plus tard le 13 juillet 2011.

D'autre part, je rappellerai également que les décrets n'étant toujours pas sortis, le cadre juridique précis du Grenelle 2 n'est toujours pas connu, n'en déplaise à Mme DOUVIN, à Mme BRUNO, à M. DUBUS : non, le Grenelle 2 n'existe pas encore !

Ce qui signifie qu'attendre le Grenelle 2 reporterait au moins de deux ans l'adoption de nouvelles règles. Je dis bien "au moins deux ans" et non pas de quelques mois, puisque Mme DOUVIN a longuement déploré que nous n'ayons mis que deux ans à préparer cette nouvelle mouture.

Soyons clairs : on ne peut pas à la fois se déclarer pour la diminution de la présence publicitaire dans nos rues et déclarer qu'il est urgent d'attendre ! Je rappelle que cette réforme a été voulue par le Conseil de Paris dès 2003.

Je crois que ceux qui s'abritent derrière le Grenelle 2 sont, en fait, tout simplement satisfaits de la situation actuelle, très profitable, reconnaissons-le, aux afficheurs !

Je ne reviendrai pas longuement sur le débat concernant les immenses bâches publicitaires, 700 mètres carrés quand même sur la Conciergerie ou le Louvre, puisque nous avons eu ce débat au Conseil du mois de mai et Mme GOLDGRAB, Mme VERON ont très bien rappelé la position de l'Exécutif. Je renvoie donc Mme BRUNO et Mme de CLERMONT-TONNERRE au compte rendu de nos débats du mois de mai.

Deuxième remarque ou interrogation, à laquelle je souhaiterais répondre : celle portée par Jean-François MARTINS, que je remercie, par ailleurs, pour son analyse positive de notre projet ; question concernant la distorsion des règles de part et d'autre du périphérique. C'est vrai, c'est un risque, mais la loi a donné cette compétence aux communes, nous n'y pouvons rien. Vous souhaitez, dans un vœu, que Paris entreprenne des démarches pour aboutir à l'harmonisation des règles avec les communes limitrophes. Je ne sais pas si certaines vont bientôt refaire leur Règlement Local de Publicité, mais soyons clairs, cela reviendrait à leur demander de se conformer aux règles que nous votons aujourd'hui.

Je ne crois pas que cela soit politiquement conforme au nouveau rapport que le Maire de Paris a souhaité construire avec nos voisins. Je sais d'ailleurs que vous partagez cette manière de voir. Il est, en revanche, tout à fait possible, si elles le souhaitent, de fournir à ces communes toutes nos études et tous nos éléments d'analyse pour leur permettre éventuellement de se rapprocher de nos règles.

Je vous proposerai donc d'amender votre vœu en ce sens.

Monsieur le Maire, chers collègues, je conclus en répétant qu'il s'agit d'une réforme très novatrice, majeure pour la qualité du cadre de vie de nos concitoyens et pour l'attractivité touristique de la Capitale. Je crois que tous ceux qui la voteront pourront être fiers de cette avancée.

Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Danièle POURTAUD, et merci à tous. Je crois que c'est un sujet majeur. On va voir dans la mise en œuvre, mais je pense que cela devrait changer vraiment des choses en bien pour la beauté de Paris et aussi pour une certaine philosophie urbaine.

Je vous remercie tous d'avoir pris part à cet échange.

Nous allons passer aux votes.

L'amendement n° 22 du groupe E.E.L.V.A. est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 22 bis du groupe "Europe Écologie - Les Verts et Apparentés", avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Ne prend pas part au vote ?

L'amendement est adopté.

Ensuite, je mets aux voix, à main levée, le vœu du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ? Merci.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Il est adopté. (2011, V. 147).

Il y a aussi le vœu n° 24 du groupe Centre et Indépendants, sur lequel il vient d'être répondu par Danièle POURTAUD, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu.

Qui est pour ? Merci.

Qui est contre ? Merci.

Qui s'abstient ?

Le vou est rejeté.

Enfin, le vœu n° 25 de M. MARTINS, qui a été retravaillé par lui-même et Danièle POURTAUD.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu amendé de M. MARTINS assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu amendé est adopté. (2011, V. 148).

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 84 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2011, DU 84).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à Troy DAVIS.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous pouvons maintenant passer au vœu n° 30 de la 9e Commission, relatif à Troy DAVIS, vœu qui a été déposé par le groupe E.E.L.V.A.

Je donne la parole à M. GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons déjà attiré l'attention de notre Assemblée sur la situation de Troy DAVIS qui est un des nombreux habitants des Etats-Unis à subir une justice souvent implacable et un de ceux qui attendent depuis des années dans les couloirs de la mort.

Ceux qui ont étudié la situation de la peine de mort aux Etats-Unis ne seront guère surpris que Troy DAVIS soit un jeune Afro-Américain, puisque ce sont eux majoritairement qui sont condamnés à mort dans ce pays et qui sont parfois malheureusement exécutés.

(M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Si vous voulez bien écouter l'orateur, s'il vous plaît !

M. Sylvain GAREL. - Si la situation d'un condamné à mort peut vous intéresser !

M. Troy DAVIS, vous vous rendez compte, a été condamné en 1991. Voici 20 ans qu'il est dans le couloir de la mort et que l'essentiel, pour ne pas dire la totalité, de la condamnation repose sur des témoignages, alors que la quasi-totalité des témoins depuis se sont rétractés. Il y a un sérieux doute sur la culpabilité de Troy DAVIS. Et de plus, de toute façon, nous sommes, comme je l'espère tout le monde dans cet hémicycle, opposés à la peine de mort.

Malheureusement, aujourd'hui la situation de Troy DAVIS est très fragile. Les derniers appels ont été négatifs et Troy DAVIS risque d'être exécuté dans les semaines ou les mois qui viennent. C'est pour cela que nous demandons donc de nouveau au Maire de Paris de réitérer notre position à cet éventuelle exécution comme à l'exécution de tous les condamnés à mort aux Etats-Unis et ailleurs.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur GAREL.

Pour répondre la parole est à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Le vœu déposé par le groupe "Les Verts" est simple : il sollicite de notre part à tous que nous exprimions à nouveau publiquement notre combat contre la peine de mort et notre soutien à Troy DAVIS qui clame son innocence comme l'a rappelé très justement le président GAREL.

Suite à l'annonce de la Cour suprême des Etats-Unis en mars dernier, qu'elle examine dans son dernier recours, Troy DAVIS est plus que jamais menacé d'une exécution imminente, vous l'avez rappelé. Un certain nombre d'associations à travers le monde, dont Amnesty International, avec lesquelles nous travaillons le soutient. Seul reste l'espoir de sensibiliser le Comité des grâces de l'Etat de Géorgie pour commuer sa peine de mort.

Pour notre part, nous l'avons fait en 2008, dans le prolongement de notre engagement contre la peine de mort partout dans le monde, nous continuons à nous associer à ce combat et nous convenons de nous adresser de nouveau à l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique afin de lui exprimer la position du Conseil de Paris.

C'est un avis évidemment favorable.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 149).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la nomination de Raoni METUKTIRE comme citoyen d'honneur.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 31, relatif à la nomination de Raoni METUKTIRE comme citoyen d'honneur, a été déposé par le groupe E.E.L.V.A.

La parole est à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, Raoni METUKTIRE, que tout le monde connaît par son prénom plus que par son nom, est l'un des plus célèbres, pour ne pas dire le plus célèbre des chefs de tribus indiens vivant dans la forêt amazonienne.

Il est célèbre parce que, depuis des années, il se bat pour sauvegarder à la fois sa tribu et les autres tribus amazoniennes qui vivent dans ce secteur de la planète, mais aussi pour sauvegarder la forêt amazonienne du Brésil, qui est, comme vous le savez, l'un des poumons, le principal poumon de notre planète.

Cette forêt et les tribus qui vivent à l'intérieur sont grandement menacés par la course au profit, qui de tous côtés attaque ce territoire gigantesque, mais qui chaque année perd des milliers de kilomètres carrés de superficie dédiée à la forêt et permettant à ces indiens de survivre.

Aujourd'hui la situation de Raoni METUKTIRE et des Kayapos, qui est son peuple, est extrêmement menacée. Raoni est venu en France il y a quelques années. Il est d'ailleurs passé par l'Hôtel de ville et aussi passé dans quelques écoles, dans le 18e en particulier, suscitant beaucoup d'intérêt et de curiosité de la part de jeunes Parisiens qui voyaient pour la première fois de leur vie un indien amazonien.

A travers Raoni, c'est la lutte pour la sauvegarde des peuples indigènes et la lutte pour la sauvegarde de la forêt amazonienne que nous voulons honorer à travers une nomination de citoyen d'honneur de la Ville de Paris.

Nous souhaitons que très rapidement, d'ici le prochain Conseil, la commission que nous avons mise en place pour décider des citoyens d'honneur de la Ville de Paris se réunisse et décide que Raoni soit le prochain citoyen d'honneur de notre Ville.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, Monsieur SCHAPIRA, vous avez la parole.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Au nom de l'Exécutif, je prends note de ce vœu.

Jusqu'à maintenant, dès lors qu'un groupe déposait un vœu relatif à une demande de citoyenneté d'honneur, j'ai toujours réuni ladite commission sans passer auparavant par le Conseil de Paris, mais si c'est la nouvelle procédure, je veux bien.

Nous réunirons la commission. Je n'ai jamais refusé de la réunir. Donc, nous allons le faire très rapidement évidemment en fonction de nos agendas respectifs, de manière à ce que l'on puisse le faire dès le mois de juillet.

Sinon sur le fond, je suis entièrement d'accord avec le Président GAREL. Je souhaite juste rappeler qu'avec Anne HIDALGO, nous l'avons reçu l'année dernière ici. Il nous a expliqué évidemment tous les problèmes de la forêt amazonienne. Le chef Raoni est maintenant très âgé et a toujours une très forte personnalité. Il mène ce combat essentiel auprès de ces populations pour la défense, la préservation de la forêt amazonienne.

D'ailleurs, il se bat en ce moment contre le projet d'un barrage à Bello Monte, qui vient de recevoir l'aval de l'Institut brésilien de l'environnement. Il est vraiment, malgré son âge, cette forte personnalité, toujours à la pointe du combat pour défendre la forêt amazonienne et ses populations.

Donc, on réunira le vœu qui consiste à prendre acte de cela et de réunir la commission. Evidemment, j'y suis entièrement favorable.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 150).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la reconnaissance de l'Etat de Palestine.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 32 est relatif à la reconnaissance de l'Etat de Palestine. Il a été déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

La parole est à Mme Emmanuelle BECKER, pour une minute.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci.

D'ores et déjà plus de 130 pays dans le monde sur 193 ont fait le choix de reconnaître l'Etat palestinien. En septembre prochain, l'assemblée générale de l'ONU devrait officialiser cette reconnaissance, accueillir la Palestine comme nouvel Etat membre de l'organisation et, de fait, reconnaître que la situation à Gaza a déjà trop duré.

C'est pourquoi le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche considère que si le Conseil de Paris se positionne aujourd'hui, ce sera un geste fort dans le débat qui est mené en France, pour que la France, pays des droits de l'homme, reconnaisse à son tour l'Etat palestinien et prenne une place active dans l'Union européenne pour qu'elle prenne une décision identique.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Oui, j'ai bien lu le vœu du groupe communiste. Le Conseil de Paris peut prendre position aujourd'hui. Le Maire l'a fait le 28 avril, très clairement, en disant qu'il fallait effectivement un Etat palestinien, qu'il fallait deux états évidemment dans cette région.

Moi, je suis entièrement d'accord avec ce vœu. J'ajouterai simplement un petit amendement ou plutôt un ajout : "Le Conseil de Paris estime que le temps est venu pour que la France, pays des droits de l'homme, reconnaisse à son tour l'Etat palestinien." Je rajouterais ce membre de phrase : "Etat souverain et voisin de l'Etat d'Israël, et prenne une place active dans l'Union européenne pour qu'elle prenne une décision identique".

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je pense que vous êtes d'accord ?

Mme HOFFENBERG a demandé une explication de vote.

Mme Valérie HOFFENBERG. - Oui.

Le Président de la République et le Ministre des Affaires étrangères se sont exprimés à plusieurs reprise pour dire que la reconnaissance d'un Etat palestinien, en septembre, de manière unilatérale, était la plus mauvaise des solutions, car elle n'améliorerait pas la situation sur le terrain pour les Palestiniens et isolerait Israël.

Si nous sommes, bien entendu, favorables à la création d'un Etat palestinien, nous pensons qu'il est préférable d'encourager le retour à la table des négociations et de privilégier une reconnaissance mutuelle.

Les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Italie se sont prononcés contre cette résolution. La France de son côté a choisi de multiplier les rencontres, les initiatives avant septembre pour encourager la reprise de négociations directes, en espérant que ce vote unilatéral ne soit pas nécessaire en septembre.

Je voudrais d'autre part dire qu'il semblerait difficile pour la France et l'Union européenne de reconnaître un Etat, dont le Gouvernement, s'il devait avoir lieu, d'union nationale, composé du Hamas et du Fatah, ne reconnaîtrait pas les trois principes du quartet : reconnaissance d'Israël, reconnaissance des accords de paix, fin de la violence et qui, d'autre part, détiendrait un otage français.

La libération de Gilad SHALIT devrait aussi faire partie des conditions précédant la reconnaissance de cet Etat. C'est pourquoi nous ne voterons pas ce vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Bien.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu amendé assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2011, V. 151).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'opération en faveur d'"un bateau pour Gaza".

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le voeu n° 33 relatif à l'opération en faveur d'un bateau pour Gaza a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à Mme Valérie HOFFENBERG.

Mme Valérie HOFFENBERG. - Oui, Monsieur le Maire. Dans quelques jours, un bateau français s'apprête à partir pour Gaza. Cette initiative, qui est soutenue par certaines associations et partis politiques, comme le Parti Communiste Français, les Verts et le F.N., est inutile, dangereuse et contre-productive : inutile, car près de 250 camions traversent chaque jour la frontière entre Israël et Gaza pour livrer des biens de consommation et de la nourriture, inutile, car la frontière entre Gaza et l'Egypte est désormais ouverte et il n'y a donc pas de crise humanitaire à Gaza, dangereuse et contre-productive, car elle a pour objectif de créer des tensions avec Israël, alors même que la France essaye de relancer des négociations pour la paix.

Le Gouvernement français déconseille fortement à ses ressortissants de participer à cette opération, qui ne peut qu'envenimer la situation, et recommande de faire acheminer toute l'aide humanitaire par les voies terrestres, et particulièrement via les canaux mis en place par les autorités israéliennes.

L'Union européenne, par la voix de Catherine ASHTON, déconseille aussi à tous les ressortissants européens de monter sur cette flottille. Les Turcs viennent aussi d'annuler leur participation et il serait regrettable qu'un bateau français parte de France.

Nous demandons au Maire de Paris de condamner cette initiative et d'appeler les Parisiens à la responsabilité, à renoncer à soutenir cette opération et, surtout, à ne pas embarquer sur ce bateau si celui-ci, malgré nos recommandations et mises en garde, devait néanmoins partir.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Vivement que l'élection des Français de l'étranger soit terminée. Voilà. On sera plus calmes ! On sera plus calmes, parce que là, vraiment, trop c'est trop !

Alors, au nom de l'Exécutif, j'avais été amené, au Conseil de mars dernier, à m'exprimer sur ce dossier en réponse à un vœu déposé par le groupe Communiste. Ce vœu rappelait alors, à juste titre, la situation résultant du blocus économique imposé à la bande de Gaza, et ce malgré la mise en œuvre de plusieurs mesures qui ont allégé ce blocus. J'avais alors exprimé notre accord sur cette partie du vœu, qui dénonçait le maintien, dans son principe, du blocus.

Concernant la deuxième partie du vœu, qui portait sur une campagne "un bateau pour Gaza", j'avais émis un avis négatif au nom de l'Exécutif, exprimant nos doutes quant à l'opportunité d'une telle campagne, sans compter que certaines organisations participantes portent une analyse extrêmement manichéenne, et je maintiens cet avis aujourd'hui.

La situation politique en Palestine est fragile. Nous espérons tous - toutes et tous - une amélioration de la situation de l'ensemble des Palestiniens, et en particulier ceux vivant dans la bande de Gaza, qui souffrent du blocus comme des dissensions entre le Fatah et le Hamas. Nous espérons également une avancée du processus de paix.

Pour en revenir à l'objet précis du vœu d'aujourd'hui, même si l'Exécutif municipal ne souhaite toujours pas s'associer à cette campagne, pour les raisons que je viens de rappeler, il ne nous revient pas d'interdire ou de déconseiller aux Parisiens qui le voudraient de s'y associer.

C'est pourquoi je vous propose… C'est la liberté d'expression et de manifestation. C'est pourquoi je vous propose de retirer votre vœu, faute de quoi je serais obligé d'émettre un avis négatif.

Puisque nous parlons de Gaza, j'en profite - puisque cela avait l'air de vous échapper - pour vous informer que le Maire de Paris a reçu, il y a quelques jours le père de Gilad SHALIT, Noam SHALIT, que nous avons fait citoyen d'honneur de la Ville de Paris. Et le Maire, d'un commun accord avec la famille, a pris la décision de mettre un portrait de Gilad SHALIT le 25 juin, date du 50e anniversaire de son enlèvement.

En ce qui concerne le vœu, j'appelle à voter contre votre vœu, Madame.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

J'ai une explication de vote de M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Heureusement que, de temps en temps, on parle de l'Etat d'Israël dans cette Assemblée, parce que cela permet de voir Mme HOFFENBERG et cela lui permet de venir au Conseil de Paris, parce qu'on ne l'entend jamais ! On ne l'entend jamais ! On ne l'entend jamais sur un autre sujet que sur celui-là. Jamais !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Laissez-le finir. Je vous donnerai la parole après.

Laissez finir M. BROSSAT !

M. Ian BROSSAT. - Je demande, d'ailleurs, puisque vous vous énervez... Puisque vous vous énervez...

Vous savez, Monsieur LAMOUR… Monsieur LAMOUR…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - On va faire une suspension de séance de deux minutes.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à dix heures quarante minutes, est reprise à dix heures quarante-cinq minutes, sous la présidence de M. Jean VUILLERMOZ, adjoint).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - La séance va reprendre.

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'opération en faveur d'"un bateau pour Gaza". (suite).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - J'ai une demande de rappel au règlement par le président du groupe U.M.P.P.A. Je lui donne la parole.

M. Jean-François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Président.

Quels que soient les sujets et, Monsieur SCHAPIRA, quelles que soient les périodes, vous nous citez telle ou telle élection. Et alors, Monsieur SCHAPIRA ! Et alors ! C'est le rôle d'une assemblée comme la nôtre de traiter tous les dossiers, quelle que soit la période : campagne, pas campagne. Et d'ailleurs, vous nous avez habitués, au niveau de l'Exécutif municipal, au mélange des genres que nous assumons et pour lesquels nous débattons en permanence au Conseil de Paris.

Mais, Monsieur le Président, M. Ian BROSSAT s'est comporté d'une manière totalement…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je ne suis pas président. Je suis maire.

M. Jean-François LAMOUR. - Laissez-moi terminer.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Oui, mais je suis maire. Je ne suis pas président.

M. Jean-François LAMOUR. - J'ai insulté quelqu'un, moi ? Vous me laissez terminer ? Qu'est-ce que c'est que ce travail ?

Donc, Monsieur le Président…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur le Maire. Allez, continuez. Je ne suis pas président.

M. Jean-François LAMOUR. - Vous êtes président de la séance. Vous présidez la séance, oui ou non ? Alors, Monsieur le Maire...

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - En général, on s'adresse comme cela.

M. Jean-François LAMOUR. - En plus, il faut respecter un protocole auquel vous ne nous avez pas beaucoup habitués, Monsieur VUILLERMOZ.

Alors, Monsieur le Maire, M. Ian BROSSAT s'est comporté d'une manière indigne pour un président de groupe. Il a mis en cause, effectivement, la présence d'une élue du groupe U.M.P., alors que cette élue est en permanence - en permanence - au Conseil de Paris, sur des sujets d'ailleurs qui l'intéressent, peut-être plus que d'autres, et c'est tout à fait normal. Et je trouve d'ailleurs que c'est plutôt bien que des élus se spécialisent dans tel ou tel domaine. Et je ne vois pas en quoi, Monsieur BROSSAT, cela remette en question les compétences de cette élue.

Alors, plutôt que de faire des attaques personnelles comme vous venez de le faire, répondez sur le fond. C'est beaucoup mieux que, en permanence, d'ironiser comme vous le faites régulièrement, sur tel ou tel.

Venez-en au fond, dites effectivement ce que vous avez à dire sur ce vœu, c'est votre droit et c'est le débat démocratique, mais essayez de respecter les personnes et l'ensemble des membres du Conseil de Paris.

Je crois que cela vous honorera et rendra plus crédibles les interrogations, voire les critiques, que vous allez émettre aujourd'hui sur ce vœu.

En réponse, Monsieur le Maire, à ces attaques de M. BROSSAT, je demande à ce que Mme Valérie HOFFENBERG puisse faire une explication de vote et puisse répondre aux attaques de M. BROSSAT.

Je trouve encore une fois inacceptables les propos qu'il a tenus à son égard.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur le Président, je vous signale tout de même que, en général, lorsque l'on dépose un vœu, on a une minute pour le présenter et on ne reprend pas la parole après.

Pour l'instant, je vais donner la parole à M. Ian BROSSAT pour une explication de vote et, ensuite, il y aura M. GAREL.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Tout d'abord, je maintiens tous mes propos et je pense d'ailleurs que les comptes rendus de séance permettront très largement de confirmer ce que j'ai dit tout à l'heure.

Par ailleurs, on pourrait me faire tous les procès du monde, j'ai passé mon enfance en Israël, je parle hébreu couramment. En l'occurrence, le procès que vous insinuez me paraît peu approprié.

Par ailleurs, tout ce que l'on voit, c'est qu'à chaque fois que, d'une manière ou d'une autre, nous mettons en cause la politique de l'État d'Israël, non pas l'existence de l'État d'Israël, mais la politique de l'État d'Israël, à chaque fois, le groupe U.M.P.P.A., par la voix de Mme HOFFENBERG (c'est comme cela), pousse des cris d'orfraie. C'est la réalité.

La réalité, c'est que vous cautionnez systématiquement la politique de l'État d'Israël, quelle qu'elle soit.

Nous avons le droit de considérer que nous sommes en opposition avec vous sur cette question.

Je suis fier que la Ville de Paris, sous notre impulsion d'ailleurs, sous celle du groupe "Vert" également, permette que nous prenions nos distances et que nous critiquions la politique de l'État d'Israël lorsqu'elle mérite d'être critiquée.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je donne la parole pour une demande d'explication de vote à M. GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Je vais être très court.

Je partage totalement…

Je vais partager une fois que le calme sera revenu, puisqu'apparemment il y a des sujets que certains élus ne supportent pas de voir discutés ici…

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Vous faites une basse politique, qui n'a rien à voir avec le Conseil municipal de Paris.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - On peut peut-être laisser parler M. GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Je partage totalement ce que vient de dire Ian BROSSAT, je confirme que Mme HOFFENBERG ne prend la parole dans cet hémicycle que pour les questions liées au conflit…

Qui chez nous prend la parole uniquement sur cette question ? Personne !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Laissez parler M. GAREL.

Pierre, tu n'as pas la parole.

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Et bien, je la prends !

M. Sylvain GAREL. - Dans ce cas, j'éteins le micro et on se parle, tous ensemble. Cela va faciliter le débat.

Je recommence.

Je disais donc que je partage ce qu'a dit Ian BROSSAT, qu'effectivement Mme HOFFENBERG n'est présente que pour intervenir sur les questions liées au conflit israélo-palestinien.

M. Jean-François LAMOUR. - De quoi je me mêle ?

M. Sylvain GAREL. - Deuxièmement, que la critique que vient de faire Pierre AIDENBAUM ne tient pas, parce que je vous rappelle que ce n'est pas nous qui avons déposé un vœu sur le bateau pour Gaza, mais l'U.M.P.P.A., qui demande, par un vœu totalement absurde, que la Ville ne soutienne pas une opération qu'elle n'a jamais soutenue, ce qui est complètement débile et qui n'a aucun sens !

Je pense franchement qu'avec ce genre d'interventions, vous ne faites rien pour que la paix s'installe dans cette région du monde.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - M. SCHAPIRA et Mme HOFFENBERG souhaitent s'exprimer.

Très court, Madame, respectez le règlement. Je donnerai la parole à M. SCHAPIRA après.

Madame HOFFENBERG, soyez courte, s'il vous plaît.

Mme Valérie HOFFENBERG. - Très bien.

D'abord, j'assume tout à fait mon rôle de devoir, dans cet hémicycle, défendre la paix et Israël, comme je le fais au nom du groupe U.M.P.P.A. Je l'assume et j'en suis effectivement extrêmement fière.

Deuxième élément, Monsieur, je m'exprime. Chacun a un domaine de compétence. Je suis là de façon régulière, je prends la parole sur celui-ci où j'ai des compétences que vous n'avez pas, parce que vous ne connaissez pas la région. J'assume mes compétences dans ce domaine.

Troisièmement, permettez-moi de vous dire aussi que je n'accepte pas que M. SCHAPIRA ait dit tout à l'heure que je n'intervenais que parce qu'il y avait des élections.

Si vous regardez, justement, vous l'avez dit vous-mêmes, mes interventions depuis trois ans, il y a une contradiction, cela fait trois ans que j'interviens sur ce sujet, puisque c'est aussi ma fonction.

Je m'inscris en faux par rapport à toutes ces accusations.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur SCHAPIRA ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - On ne va pas relancer le débat.

Les élections, c'est pour tout le monde, ne prenez pas cela pour vous, Madame HOFFENBERG. Les élections, tout le monde y est et vous le savez très bien.

Simplement, je voulais remettre les pendules à l'heure.

Le vœu dont on parle, pourquoi y a-t-il un refus ?

Je ne sais même plus où il est, d'ailleurs !

Calmez-vous, c'est facile d'être ici.

Simplement, le vœu demande à ce que le Maire de Paris appelle les Parisiens à ne pas participer à cette campagne. Non, ce n'est pas possible, c'est le droit de manifestation. Le Maire ne va pas dire : "Vous ne participez pas à telle campagne".

Pour le reste, j'ai dit ce que j'avais à dire dans ma réponse.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 33 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à l'apposition d'une plaque en mémoire des élus de la Commune.
Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la réhabilitation de la Commune et des Communards.
Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à l'apposition d'une plaque commémorative des élus de la Commune dans les mairies d'arrondissements.
Vœu de l'Excécutif.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la pose de plaques en mémoire des élus parisiens tués ou blessés au cours des conflits des XIXe et XXe siècles.
Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à l'attribution du nom de Blanche Lefebvre à un lieu public des Batignolles.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous allons examiner conjointement les vœux n° 34 et 38 du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, le vœu n° 35 de Mme BACHE, le vœu n° 36 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, le vœu n° 36 bis de l'Exécutif et le vœu n° 37 du groupe U.M.P.P.A.

La parole est à M. Claude DARGENT pour une minute.

M. Claude DARGENT. - Monsieur le Maire, pour ramener un peu de sérénité dans cette Assemblée, nous allons parler de la Commune.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, la Commune de Paris constitue un épisode majeur dans l'Histoire de notre Capitale.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - S'il vous plaît, est-il possible d'écouter les orateurs ?

M. Claude DARGENT. - Merci, Monsieur le Maire.

La Commune constitue donc un épisode majeur dans l'Histoire de notre Capitale et d'ailleurs dans l'Histoire de la France, il n'est point besoin d'y insister beaucoup.

Pourtant, force est de constater que cette période reste méconnue par bon nombre de Parisiens. La Commune ne fait ainsi pas partie des commémorations nationales et demeure encore trop peu enseignée.

L'apposition de plaques commémoratives, en hommage aux élus de la Commune, dans toutes les mairies d'arrondissement, participerait d'un devoir de mémoire.

L'association "Les Amis de la Commune" a sollicité tous les maires d'arrondissement en février dernier et je salue ses deux présidents, Claudine REY et Jean-Louis ROBERT.

Les élus de Gauche des 7e, 15e et 17e arrondissements ont souhaité relayer cette demande légitime et voir apposer une plaque commémorative dans leur mairie d'arrondissement.

Des plaques existent d'ores et déjà dans plusieurs arrondissements. Nous pensons que cela mérite d'être le cas dans l'ensemble des arrondissements parisiens.

Plus généralement, d'ailleurs, nous souhaitons que ce geste soit l'occasion de revenir sur le rapport que nous entretenons à cette période de notre Histoire.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Mme Marinette BACHE a la parole, pour une minute.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

La Ville de Paris vient de fêter dignement le 140e anniversaire de la Commune et en témoignent, entre autres, la récente exposition qui a eu lieu à l'Hôtel de Ville, le cycle de conférences organisé au Petit Palais, mais aussi les nombreuses initiatives des arrondissements.

Cette attention de notre Municipalité n'est pas nouvelle. De nombreux noms de Communards ont, au cours des ans, été honorés.

Je veux également rappeler l'excellente plaquette éditée lors de notre précédent mandat, à l'initiative d'Odette CHRISTIENNE, en direction des scolaires, des collèges et des lycées de Paris, dont Catherine VIEU-CHARIER a eu la bonne idée de reprendre la diffusion.

Nous souhaiterions que, au-delà de notre ville, ce soit désormais la Nation qui reconnaisse le travail et les avancées démocratiques et sociales de la Commune.

Alors, je sais qu'il est reproché à notre vœu de vouloir imposer la Commune dans les programmes scolaires, mais notre propre action Ville de Paris, de distribuer cette plaquette dans les établissements scolaires du second degré, démontre bien le manque qui existe dans l'Education nationale.

Je veux souligner que cette plaquette est le fruit d'un travail d'historiens et ce n'est rien d'autre que cela que nous demandons.

Ma deuxième remarque vise le refus de l'inscription des noms des directeurs administratifs des grandes administrations. Or, celles-ci ont des salles aux noms de leurs directeurs généraux. Il serait juste que ceux qui sont restés pour les faire fonctionner plutôt que de fuir à Versailles soient également honorés.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

M. Ian BROSSAT a la parole.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu est également relatif à la commémoration de la Commune dont nous fêtons en ce moment le 140e anniversaire. Catherine VIEU-CHARIER a été à l'initiative de toute une série d'événements à cette occasion. Ce vœu va dans le même sens que ceux présentés par mes collègues du groupe P.S.R.G.A., il vise à ce que le Maire de Paris demande aux maires d'arrondissement d'étudier la citation et la commémoration de l'ensemble des élus de Paris, y compris ceux de la Commune, et d'apposer une plaque en leur mémoire lorsque ce n'est pas le cas ; ce n'est le cas aujourd'hui que dans deux arrondissements, l'idée serait que cette réhabilitation des élus de la Commune puisse se faire dans les plus brefs délais.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame Isabelle GACHET, vous avez la parole.

Mme Isabelle GACHET. - Merci, Monsieur le Maire.

L'insurrection de la Commune de Paris est un moment emblématique de notre Histoire parisienne, mais aussi nationale.

Il y a 140 ans, Blanche Lefebvre était blanchisseuse au lavoir Sainte-Marie des Batignolles. Comme les femmes n'avaient pas le droit de vote, elle ne fut pas élue sur la Commune. Pour autant, elle participa à la gestion de la Ville. Membre particulièrement actif du Club de la révolution sociale qui s'ouvrit le 3 mai 1871 en l'église Sainte-Marie des Batignolles et de la Commission exécutive du Comité central de l'union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés, elle fut tuée à l'âge de 24 ans sur la barricade des Batignolles.

Très peu de Communardes sont à ce jour honorées. C'est pourquoi nous souhaitons qu'une rue ou un lieu public de son quartier rappelle à la mémoire de chacun cet enfant des Batignolles, idéaliste, engagée et courageuse.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour répondre, la parole est à Mme Odette CHRISTIENNE.

Mme Odette CHRISTIENNE, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Il est évident que ces vœux vont presque tous, sur le fond du moins, dans le même sens et je vous propose, au nom de l'Exécutif d'ailleurs…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame CHRISTIENNE, je suis désolé, j'ai fait une petite erreur, j'ai oublié Mme DOUVIN.

Permettez-moi de lui donner la parole et vous répondrez juste après.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu part, bien entendu, des plaques commémoratives aux élus de la Commune à Paris, il est un petit peu plus général, puisqu'il considère que ce type de plaques doit répondre à des règles communes à l'ensemble des arrondissements et donc nous souhaitons émettre le vœu que le Maire de Paris mette en place un groupe d'étude qui soit composé de représentants de chaque groupe politique qui siège au Conseil de Paris et d'historiens, afin d'élaborer les règles qui doivent prévaloir dans l'ensemble des arrondissements pour honorer la mémoire des élus parisiens qui furent tués ou blessés au cours des conflits qui ont marqué le XIXe et le XXe siècle.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame CHRISTIENNE, je vous prie de bien vouloir m'excuser. Je vous redonne la parole.

Mme Odette CHRISTIENNE, adjointe. - Nous prenons en compte également ce vœu, dont la première partie donne bien l'intention de parler de la Commune, puisqu'il est question ici de la Commune, et je pense que le vœu que nous allons proposer au nom de l'Exécutif satisfera toutes les demandes.

Il est évident que l'année 2011 a été l'occasion de commémorer le 140e anniversaire de la Commune, que nous tous considérons que la Commune, et c'est donc le contenu de ce vœu substitutif, est l'un des événements les plus forts de l'Histoire de Paris, que la Commune a porté des valeurs modernes telles que la reconnaissance de l'égalité des sexes et des salaires, la séparation de l'église et de l'Etat, l'école laïque et gratuite, la reconnaissance de la citoyenneté pour les étrangers ou encore le droit au logement.

Le rassemblement du 18 mars dernier, en association avec "Les Amis de la Commune", a eu lieu sur le parvis de l'Hôtel de Ville pour rappeler cet épisode.

Considérant aussi que la Ville de Paris a également organisé une exposition qui a eu un très grand succès, puisque visitée par 80.000 personnes. Elle rendait hommage à cet épisode historique à travers des gravures et des affiches ; elle a été vraiment très appréciée.

Nous rappelons aussi que la Ville a soutenu l'association "Les Amis de la Commune" pour l'organisation d'une exposition intitulée : "Commune de Paris, une histoire moderne" au Couvent des Cordeliers.

Nous rappelons que, déjà, des plaques commémoratives en hommage aux élus de la Commune de Paris existent dans cinq arrondissements : le 11e, le 14e, le 10e, le 18e, le 20e arrondissement.

Considérant les vœux des groupes cités, en particulier du Parti socialiste et des radicaux de gauche, du Parti Communiste et du Parti de gauche et de Marinette BACHE, en ajoutant d'ailleurs le vœu qui est venu de l'U.M.P., sur notre proposition et au nom de l'Exécutif, le Conseil de Paris demande au Gouvernement de la République la réhabilitation de la Commune et des Communards, émet le vœu qu'à l'occasion du 140e anniversaire de la Commune de Paris soit réhabilitée la mémoire des conseillers élus sous la Commune de Paris en 1871 et qu'il soit étudié avec l'ensemble des maires d'arrondissement les possibilités d'apposer une plaque commémorative portant leur nom dans le hall des mairies qui, jusqu'à maintenant, ne disposent pas de plaques de cette nature et que le travail de mémoire commencé dès la fin du XIXe soit poursuivi, que les Communards soient reconnus par un certain nombre de rues, de plaques et de monuments pour marquer les lieux significatifs de cette histoire importante, cette histoire de la Commune, comme la Ville de Paris l'a fait cette année en apposant une plaque sur les murs de la caserne Lobau.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je vais demander à tous ceux qui ont déposé des vœux s'ils les retirent au profit du 36 bis.

Madame BACHE ?

Mme Marinette BACHE. - Bien que nous regrettions que la question de l'enseignement de la Commune ne soit pas repris en compte dans ce vœu, bien évidemment, ce qui nous importe le plus, c'est que la réhabilitation de la Commune et des Communards, et pas simplement des élus, soit prise en compte.

Evidemment, nous rejoindrons le vœu présenté par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Bien.

Ian BROSSAT n'est pas là. Madame ARROUZE, vous retirez le vœu ?

Mme Aline ARROUZE. - Oui, bien sûr, Monsieur le Maire.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés ?

M. Claude DARGENT. - Le vœu proposé par l'Exécutif englobe notre proposition, donc pas de difficulté pour le retirer.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame DOUVIN, pour le vœu n° 37 ?

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, je répondrai que je maintiens notre vœu, puisque celui-ci ne répond en aucune manière à notre proposition et à notre demande.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 152).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 37 de l'U.M.P.P.A. avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Le vœu n° 38 a été retiré.

Nous passons maintenant à la 1ère Commission et nous allons examiner le projet de délibération SG 157. Il s'agit des…

Non, le n° 38 a été retiré, je suis désolé !

Il y a encore un petit problème.

Il fallait voter le vœu n° 38 de Mme GACHET ? Il n'a pas été retiré ? J'ai demandé si le vœu n° 38 était retiré, on m'a dit oui.

Mme Isabelle GACHET. - Oui, Monsieur le Maire, il n'y a pas de souci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Comment cela, il n'y a pas de souci ?

Mme Isabelle GACHET. - Il est retiré.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - On est d'accord.

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la subvention de l'association "Au nom de la mémoire".

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 39 n'ayant pas été présenté, il est considéré comme retiré.

2011, SG 157 - Observations définitives par la Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France sur les marges de manoeuvre financières de la Ville de Paris pour les exercices 2007 et suivants.
Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants concernant les subventions aux associations.
Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants concernant la nécessité d'élaborer des perspectives pluriannuelles d'investissement.
Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants concernant la communication aux élus des outils de prévision.
Vœux déposés par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Excusez-moi, nous repassons à la 1ère Commission et nous examinons le projet de délibération SG 157, sur lequel le groupe Centre et Indépendants a déposé les vœux n° 40, n° 41 et n° 42, et l'Exécutif les vœux n° 42 bis et n° 42 ter.

Je donne la parole à M. CONTASSOT. Tous les groupes ont 5 minutes pour intervenir.

C'est donc M. CONTASSOT qui va commencer.

Il n'est pas là. Qui le remplace ? Personne.

Je vais donc donner la parole à M. Jérôme DUBUS, pour 5 minutes.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, pour son dixième anniversaire, cette majorité ne se refuse rien ! Flambée des subventions aux associations, gonflement de la dette, explosion des dépenses de fonctionnement, inflation des charges de personnels, hypertrophie des dépenses sociales, auxquelles s'ajoute une augmentation de la fiscalité de 9 % en 2009, faisant suite aux 8 % de 2008, sans compter bien évidemment la création de la taxe foncière départementale.

Tel est le désastreux bilan dont fait état le rapport de la Chambre régionale des comptes.

Monsieur le Maire, si Paris est une fête, comme l'écrivait Hemingway, le quotidien des Parisiens est moins romanesque, car toutes ces dépenses n'ont pas amélioré la situation : hausse du nombre des demandeurs de logement, étiolement du tissu économique consacré par le départ de grandes et de nombreuses entreprises, accroissement de la précarité et du chômage, Paris reste aujourd'hui numéro 2 de notre région dans ce domaine, derrière la Seine-Saint-Denis.

A ce sombre bilan, se greffe une inconséquence financière cristallisée par un emballement des dépenses de fonctionnement, tandis que les dépenses de personnels coûtent un peu plus de 2 milliards à la collectivité et que les seules dépenses à caractère général sont en augmentation de 6 % depuis 2007.

Sans une prise de conscience immédiate de votre part, la situation ne pourra que se dégrader davantage, tant l'évolution s'annonce défavorable. Aucun augure divinatoire, au sens caché, en cela mais du simple bon sens, un cri d'alerte, audible à qui veut bien tendre l'oreille. La rigidité à la hausse des charges de personnel d'ici 2013 devrait frôler les 3 % par an.

Dans ce contexte, la seule stabilisation des effectifs est inefficace.

Pourtant, rien ne semble vous effrayer, tant vous continuez à distribuer des subventions, comme d'autres les petits pains : 211 millions d'euros aux associations en 2009, sans audit ni contrôle.

Pourquoi donc balayer d'un revers de main le vœu présenté par mon groupe au Conseil de Paris de décembre dernier, qui réclamait une évaluation régulière et indépendante de l'utilisation qui en est faite.

143 % d'augmentation des subventions aux associations en 10 ans : cela mérite tout de même réflexion !

C'est la raison pour laquelle nous proposons de nouveau le vœu que mon collègue Christian SAINT-ETIENNE vous présentera tout à l'heure.

Quant à la partie investissement, la différence flagrante entre les dépenses inscrites au budget et celles effectivement réalisées relativise considérablement les déclarations triomphalistes.

La baisse du taux de consommation des crédits de paiement de 26 % entre 2007 et 2008 témoigne de votre réticence à dépenser efficace et utile, alors même que l'effet d'annonce jouait à plein, avec une augmentation de 44 % des autorisations de programme entre 2007 et 2010.

Un bel emballage, certes, pour un cadeau bien décevant !

Oui, mes chers collègues, il y a bien tromperie sur la marchandise en matière d'investissement.

D'autant que l'avenir ne vous donnera sans doute pas l'occasion de corriger cette copie. La baisse inéluctable des recettes exceptionnelles et des compensations, l'augmentation des dépenses de personnels et des charges sociales auront une influence négative sur le montant de l'autofinancement brut. Ceci ne pourra que diminuer, bien évidemment, les moyens disponibles pour investir, alors même que la capacité d'investissement a diminué drastiquement entre 2007 et 2009, passant de 1,5 milliard à 1,2 milliard.

Cet air vous est, bien évidemment, familier. Que ce soit le couplet de l'agence de notation "Standard & Poor's" qui, dès décembre 2010, soulignait que la capacité d'autofinancement de la Ville était de plus en plus dépendante de la maîtrise des coûts de fonctionnement et de recettes exceptionnelles, ou le constat aujourd'hui, sévère, dressé par la Chambre régionale des comptes.

Mais cette musique-là n'adoucit pas vos moeurs budgétaires et la réalisation de votre programme d'investissement se traduira inexorablement par une augmentation de la dette de la Ville. Alors, il faudra expliquer aux Parisiens qu'il n'est pas si grave que l'encours de la dette, rapporté à la population, ait quasiment doublé en cinq ans. Allez donc leur montrer par quel tour de passe-passe vous comptez effacer leur ardoise ! Userez-vous de la fiscalité comme d'une éponge ? Nous, nous lui préférons le chiffon d'une réduction des dépenses publiques : propre et efficace.

Cette détérioration structurelle de l'épargne brute de la Ville et de sa capacité de désendettement risque de se traduire tôt ou tard par un nouveau coup de massue fiscale. Pourtant, il n'existe pas de solution miracle pour faire des économies, sans réduction d'effectifs, sans contraction des investissements et sans alourdissement de la dette. C'est la quadrature du cercle, le cercle des illusions disparues ! 2012 ne marquera peut-être pas la fin du monde, mais elle marquera la fin des illusions pour la Ville de Paris.

Un peu moins d'effets d'annonce, davantage de sagesse dans votre gestion, davantage d'efficacité dans les services publics, voilà, Monsieur le Maire et Monsieur GAUDILLÈRE, ce qu'attendent les Parisiens.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Vous avez cité M. Christian SAINT-ETIENNE, mais il n'est pas là.

Je vais donner la parole à M. Jean-François MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Le rapport de la C.R.C. a au moins un avantage, c'est de définitivement arbitrer un débat qui est toujours très houleux dans ce Conseil mais qu'il convient, en tout cas une bonne fois pour toutes, de clore, puisque la C.R.C. elle-même reconnaît le désengagement réel de l'Etat aux côtés de la Ville de Paris et chiffre même ce désengagement à hauteur de 385 millions d'euros en 2009, validant, je dois le reconnaître, les positions de l'Exécutif sur ce fameux désengagement de l'Etat, désengagement de l'Etat qui, par ailleurs, comme le souligne la C.R.C., va toucher directement les plus faibles, puisque 140 millions sur les 385 sont le manque à verser par l'Etat sur le R.M.I. et le R.S.A.

On voit bien ici que l'effort supplémentaire que la Ville de Paris a dû fournir, notamment pour faire face à la crise en 2009 et 2010, a été à ce point sur les dépenses sociales, donc, du coup, sur une partie de dépenses de personnels pour aider les plus démunis de nos concitoyens, eux-mêmes abandonnés par l'Etat.

Deuxième élément…

Je ne vais pas vous plaire jusqu'à la fin de mon intervention, malheureusement !

Deuxième élément, cependant, qu'il est important de mesurer : la Ville de Paris a investi, et investi lourdement depuis maintenant une décennie. Une fois de plus, c'est un effort qu'il faut vous reconnaître. Cependant, la C.R.C. reconnaît désormais que, si l'importance de l'investissement a été notable cette dernière décennie, l'augmentation des dépenses de fonctionnement va peser durablement sur notre capacité d'investissement à long terme, ce qui nous laissera malheureusement deux choix : ou réduire nos dépenses de fonctionnement ou augmenter la dette.

Malheureusement, vous savez que je suis d'une famille politique qui n'est par particulièrement encline à vouloir endetter plus que de raison les générations futures et nous devrons donc dans l'avenir trouver un certain nombre d'éléments qui nous permettront de réduire les dépenses de fonctionnement.

A ce titre, plutôt que de faire du dogmatisme sur la réduction de nos dépenses de fonctionnement et plutôt que d'être, d'un côté et de l'autre de l'hémicycle, sur des postures "moins d'agents" et "plus d'agents", je crois qu'il faut donner, et la C.R.C. nous en donne la preuve, les outils de pilotage réels au Conseil de Paris. La C.R.C. démontre qu'ils sont déficients, qu'ils ne sont pas assez transparents et qu'ils ne permettent pas un pilotage stratégique de notre budget et, notamment, me semble-t-il, sur le budget aux associations.

Il y a, je crois, dans ce pays, une loi organique, la fameuse loi organique relative aux lois de Finances, qui avait été votée avec l'ensemble des groupes politiques, à l'époque, et qui avait donné un nouvel esprit aux finances publiques.

Si elle ne s'applique pas directement à la Ville de Paris, il me semble que, notamment pour le budget aux associations, nous devrions nous inspirer d'un certain nombre de fonctionnements par mission, notamment parce que, à l'aune de chaque Conseil de Paris, nous venons et nous votons des subventions sur des thématiques qui sont les mêmes et qui reviennent, Conseil par Conseil, et qui ne nous permettent pas, à l'échelle d'une année, d'avoir un vrai plan d'investissement sur les jardins partagés, un vrai plan d'investissement sur les jardins numériques, un certain nombre de plans d'investissement sur l'aide sociale.

Les subventions sont votées de manière séquencée, de manière dissociée, ne nous permettant pas d'avoir un véritable plan annuel avec l'ensemble du financement que nous donnons à…

M. le Maire du 14e triomphant !

Ne nous permettant pas de mesurer ce que nous donnons aux associations, non pas parce qu'elles sont associations, mais parce qu'elles répondent à une mission de service public que nous leur déléguons, que ce soit l'aide sociale ou l'amélioration du cadre de vie.

C'est essentiellement sur ce point, Monsieur le Maire et Monsieur GAUDILLÈRE, qu'il faudra avancer, il me semble, pour l'exercice 2012.

C'est la capacité de pouvoir, par mission et non plus par association, gérer nos grands budgets d'investissement et de subventions.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

M. CONTASSOT vient d'arriver, je lui donne la parole.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Le rapport de la C.R.C. sur les marges de manœuvre financières vient en débat un mois après celui sur les déchets. J'avais souligné d'ailleurs, lors de l'examen de ce dernier rapport, ma surprise devant les erreurs de la Chambre.

Je n'ai pas été déçu en lisant celui qui nous est soumis aujourd'hui : les mêmes approximations, les mêmes erreurs, les mêmes conclusions erronées.

Ainsi, la Chambre propose une analyse du périmètre de la Ville plus large que le seul budget municipal et départemental. Démarche intéressante et pertinente, pour apprécier l'effet de levier potentiel.

Hélas, la Chambre s'embrouille totalement dans les chiffres, montrant qu'après Luc CHATEL, incapable de faire une règle de 3, elle ne sait pas mieux calculer un pourcentage. Elle affecte ainsi l'ensemble des personnels parisiens de la Préfecture de police au périmètre, alors même qu'elle reconnaît que moins de la moitié y concourt. Cela se traduit par plus de 8.000 emplois supplémentaires indûment affectés.

De même, au plan financier, la Chambre ne tient pas compte de la localisation ni de la nature des activités qu'elle inclut. Ainsi, elle confond le paiement de l'eau, qui est une consommation, avec des ressources fiscales et elle omet de vérifier que certaines S.E.M., dont une que je connais particulièrement bien, interviennent en dehors du territoire parisien.

De plus, elle n'hésite pas à retenir des chiffres farfelus, qui laissent accroire que la moyenne des salaires pour un organisme pourrait dépasser 106.000 euros par an. Les salariés de cet organisme seront sans doute contents de l'apprendre.

Idem pour le financement des six centres de tri du SYCTOM, dont j'attends avec impatience de connaître la localisation et les capacités de tri.

Idem encore pour le nombre d'équivalents temps plein personnels de la Ville, qui ne correspond pas aux données de la M.I.E.

Les 12,5 milliards d'euros et les 73.000 emplois annoncés ne correspondent donc à aucune réalité.

Je ne peux passer sous silence l'énormité également qui consiste à comparer des collectivités territoriales sans vérifier si celles-ci couvrent les mêmes activités et de la même manière.

Ainsi, comparer les charges de personnel de Paris et de Marseille n'a aucun sens, lorsque Paris gère la propreté en régie avec plus de 7.000 agents, alors que Marseille ne gère rien en propre, dans tous les sens du terme, d'ailleurs. Il suffirait que Paris privatise, comme Marseille, pour qu'elle devienne meilleure encore. Cela n'a aucun sens, si ce n'est idéologique.

Cela dit, le rapport pointe néanmoins quelques éléments intéressants.

La Chambre met en exergue le montant élevé des investissements et cela est plutôt positif, surtout après la période de repli qui a précédé 2001.

Ainsi, les retards accumulés, notamment en matière de crèches et de déplacements, sont-ils progressivement comblés, mais cela a nécessairement un coût, et la C.R.C. met le doigt sur les évolutions à venir. Nous sommes bien obligés de constater qu'il y aura quelques difficultés à court terme.

Dès 2013, Paris aura du mal à faire face à ses engagements politiques en matière de financement des investissements.

Trois solutions seront possibles :

- pratiquer la fuite en avant en recourant massivement à l'emprunt,

- annuler ou reporter des projets,

- adapter la fiscalité.

Annuler certains investissements aussi dispendieux que peu au service des Parisiennes et Parisiens ne nous ferait évidemment aucune peine.

Une Canopée à 350 millions n'apportera de satisfaction qu'à son concepteur et à son donneur d'ordre. Cela fait assez cher par personne concernée.

Reconstruire Jean Bouin n'aura été qu'un gâchis supplémentaire, alors que Charléty démontre à chaque match son potentiel. Dévaster les collections botaniques de Paris au profit du sport business n'est pas à la gloire de ses défenseurs.

Des économies substantielles sont donc possibles, elles ne suffiront néanmoins pas à passer l'échéance.

Si l'on admet qu'il serait irresponsable de recourir à l'emprunt, alors qu'il y a des marges de manœuvre, il faut en tirer les conséquences et redonner à l'impôt ses lettres de noblesse.

La Chambre souligne fort justement la faible fiscalité parisienne. Depuis 2001, nous disons, en ce qui nous concerne, qu'il n'est pas sérieux de pratiquer comme l'État, qui veut toujours moins d'impôts par démagogie et électoratisme, faisant croire ainsi aux citoyens qu'ils pourraient bénéficier de services publics de qualité sans que quiconque ait à les financer.

L'impôt doit retrouver sa juste place dans notre société et être le meilleur vecteur de la solidarité entre les personnes et les territoires.

A cet égard, la C.R.C. relève avec pertinence que cela permettrait de dégager plus d'1,4 milliard et que cela sera d'autant plus utile, je cite, que "quelle qu'elle soit, la structure de coopération de la métropole nécessitera un rééquilibrage des ressources entre les départements de la petite couronne".

S'agissant de fonctionnement, tout autant d'investissement, le recours à l'emprunt ne serait donc pas adapté.

Comme il faut également cesser de faire de l'emploi une variable d'ajustement, le courage politique consiste à utiliser les bons outils pour une bonne politique.

Certes, il n'est pas question de prendre la Capitale pour une vache à lait, mais une solidarité plus grande des territoires devient urgente. A l'heure des blocages de "Paris Métropole" sur ce dossier, l'affirmation de la C.R.C. n'en prend que plus de valeur.

J'ajoute que la C.R.C. n'oublie pas de souligner que l'État spolie Paris, notamment par non compensation des transferts de charges, mais je ne suis pas naïf au point de croire que cela pourrait changer à court terme.

Au final, ce rapport présente une situation plutôt positive, avec des points de vigilance qu'il ne faut pas sous-estimer. La démarche logique serait donc qu'un débat soit organisé sur ces sujets, en amont des orientations budgétaires qui ne portent que sur l'exercice suivant, afin de tracer les grands choix en matière d'investissement, de fiscalité et de politique du personnel.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur SAINT-ETIENNE, vous avez la parole.

M. Christian SAINT-ETIENNE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

La gestion de la collectivité parisienne est désormais régulièrement épinglée par la Chambre régionale des comptes sans susciter plus de réaction qu'un agacement de votre part, Monsieur le Maire, comme si nul avis, nul conseil ne pouvait trouver grâce à vos yeux.

Votre entêtement à ignorer l'inflation des dépenses de personnel et des charges à caractère général, dont vous qualifiez l'évolution de "maintenue" et de "contenue", n'a d'égal que votre refus de toute mesure budgétaire curative.

De plus, cet excès de dépenses se fait sans la moindre évaluation de l'utilisation des deniers publics. C'est la raison pour laquelle, compte tenu des préconisations du rapport qui a été publié par l'Inspection générale en septembre 2009, mon groupe vous présente un vœu réclamant une évaluation annuelle des subventions qui devraient être examinées en Conseil de Paris, lors du débat relatif à l'approbation des comptes administratifs.

Nous réclamons également un audit régulier et indépendant de toutes les associations recevant plus de 150.000 euros de subventions par an, afin de définir et de mettre en place une véritable procédure de vérification de l'utilisation des sommes allouées.

Quant à l'investissement, le faible taux de consommation des crédits de paiement témoigne de l'incapacité à penser au long terme et à investir durablement.

Aussi, dans la droite ligne des recommandations de la Chambre régionale des comptes, mon groupe propose que des perspectives pluriannuelles d'investissement soit élaborées. Pour nous, c'est absolument essentiel. Nous souhaitons véritablement ces budgets pluriannuels, autour d'objectifs hiérarchisés (pas 42 priorités, mais trois ou quatre), accompagnés des engagements financiers correspondant puis débattus en Conseil de Paris lors de l'examen des comptes administratifs.

Cette démarche de planification stratégique servirait des logiques de discipline budgétaire, de maîtrise de la dépense publique et de visibilité à long terme, grâce à la définition d'objectifs stratégiques dans un cadre financier précis.

Les ressources mobilisées en faveur de l'investissement, telles que les cessions d'actifs n'étant pas inextinguibles, la capacité d'autofinancement net se contractant avec une diminution de 40 % entre 2007 et 2009 et le ratio de désendettement s'allongeant de deux ans, il s'avère véritablement impératif d'élaborer des outils de prévision, dans le but de rationaliser la dépense publique et de faciliter la prise de décision politique.

C'est notamment le sens du dernier vœu que nous vous présentons et qui sollicite la diffusion à l'ensemble des conseillers de Paris du tableau interne intitulé "Perspectives à trois ans", qui mentionne les prévisions de recettes et de dépenses, ainsi que le recours aux nouveaux emprunts.

Ce document serait versé aux pièces à l'appui du débat d'orientations budgétaires au Conseil de Paris.

Ces propositions constructives et légitimes n'ont pour autre vocation que d'alléger les charges pesant sur les Parisiens. De ce point de vue, le recours souhaité par certains à l'impôt oublie que déjà à Paris le coût de la vie est le plus élevé de France et l'un des plus élevés au monde.

On veut imposer aux Parisiens une double peine, à la fois la peine du coût de la vie le plus élevé d'Europe et une peine de surfiscalité. Je pense qu'on peut éviter cette surfiscalité. De toute façon, vous avez beaucoup donné par deux augmentations très fortes d'imposition et ce n'est pas le meilleur moyen pour régler les problèmes.

Nous souhaitons que ces propositions constructives - qui n'ont d'autre vocation que d'alléger les charges pesant sur les Parisiens, qu'elles soient acquittées avec les augmentations successives de fiscalité locale, dont vous les accablez, ou qu'elles obèrent l'avenir - visent à surmonter les difficultés que connaissent nos concitoyens.

Mais ces vœux ne sont qu'une première étape, tant la maîtrise des dépenses constitue une urgence et le principal instrument de pilotage financier.

C'est donc toute une série de réformes structurelles et de bonnes pratiques de gestion qui doivent être adoptées, mettant l'accent sur la programmation financière des dépenses d'équipement, le contrôle de gestion des charges courantes mais aussi une gestion fine des dépenses à caractère social. Il est temps de prendre les mesures d'une gestion rationalisée et cohérente qui s'impose à tous dans le cadre de notre collectivité.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur SAINT-ETIENNE.

Monsieur LEGARET, vous avez la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, merci de me donner la parole.

Je voulais, en tant que Président de la Commission des finances, m'exprimer un instant, m'étant déjà exprimé hier matin et ayant reçu de la part de Mme ERRECART des réponses, je dirais, excessives sur le plan de la critique, et je voudrais m'en expliquer.

J'ai cité hier matin les dépenses réelles de fonctionnement comparées entre Paris, Lyon et Marseille. J'ai tiré ces chiffres du rapport définitif de la Cour des comptes…

Monsieur CONTASSOT, laissez-moi poursuivre. J'ai entendu votre intervention que je considère également comme très excessive.

S'agissant d'un rapport de la Cour des comptes…

Mais je trouve cela très excessif.

M. Yves CONTASSOT. - C'est grave !

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Mais laissez-moi parler.

Je voudrais rappeler qu'un rapport de la Chambre régionale des comptes est soumis à une procédure contradictoire. Le Maire reçoit donc un rapport provisoire. Il fait sur ce rapport provisoire des observations, toutes les observations qu'il est libre de faire. Ensuite, nous avons un rapport définitif.

Vous ne pouvez pas, Monsieur CONTASSOT, faire comme si la Chambre régionale des comptes n'avait pas reçu ces observations. D'ailleurs, le rapport de la Chambre régionale des comptes porte en toutes lettres la marque de la prise en compte de ces observations : cela figure en page 22 du rapport.

Je vais vous lire ce paragraphe, parce qu'apparemment il a échappé aussi bien à M. CONTASSOT qu'à Mme ERRECART : "S'agissant de la comparaison avec la strate des villes de plus de 100.000 habitants, la Ville de Paris a fait observer que cet indicateur devait être pondéré en raison de l'appartenance de villes comme Lyon et Marseille à des structures intercommunales. Si ce rappel est exact, il sera juste d'indiquer que le présent rapport n'a fondé aucune observation en relation avec les compétences exercées par ces collectivités intercommunales, ni procédé à un retraitement (Cf. taxe professionnelle unique), ce qui rend difficile une éventuelle pondération de l'indicateur".

C'est bien la preuve, Monsieur CONTASSOT, que la Chambre régionale des comptes a parfaitement pris en compte ces observations et a maintenu les ratios de comparaison qui sont les siens.

Je voudrais que l'on me donne acte que lorsque je cite le rapport de la Chambre régionale des comptes, que je cite le rapport définitif, je ne suis pas en train de me livrer à une polémique de bas étage. Je prends simplement ce qui est écrit dans le rapport définitif de la Chambre régionale des comptes.

C'est le premier point.

Je voudrais par ailleurs revenir...

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur LEGARET, il faudrait conclure.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Non, laissez-moi encore dire deux mots, si vous le voulez bien. Je suis Président de la Commission des finances…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Oui, mais ce n'est pas prévu.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je m'exprime rarement à ce titre. J'aimerais pouvoir aller jusqu'au bout de mon propos.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Il faudra faire changer le règlement.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Comment ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Il faudra faire changer le règlement.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Qu'est-ce qu'il y a dans le règlement qui interdise à des Présidents de commission de s'exprimer ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Ce n'est pas inscrit. Alors concluez.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Puisque rien ne l'interdit, peut-être pourriez-vous prendre la liberté de m'autoriser à le faire ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Concluez, concluez.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je voudrais dire par ailleurs qu'Yves CONTASSOT a eu raison d'insister sur l'évolution des dépenses de la Ville sur les exercices 2011 à 2013. La Chambre régionale des comptes y consacre un développement intéressant.

J'aimerais bien que la Ville de Paris nous fasse une analyse prospective et nous indique quel sera le plan B, parce qu'il y a effectivement plusieurs hypothèses qui sont possibles, et je pense que ces observations de la Chambre régionale des comptes méritent une observation.

Dernier point. In fine, la Chambre régionale des comptes recommande à la Ville d'établir et de rendre public un plan pluriannuel des investissements. J'ai eu déjà l'occasion de m'exprimer hier. D'après ce que je sais et d'après des débats qui ont déjà eu lieu dans cet hémicycle, il y a un P.I.P.P. qui existe mais que je n'ai personnellement jamais vu.

Je suis maire d'arrondissement, je suis Président de la Commission des Finances, il semble que des maires d'arrondissement appartenant à la majorité aient vu ce document. Il n'a jamais été rendu public.

Il y a un vœu n° 42 qui a donné lieu à un vœu n° 42 bis. J'ai personnellement fait observer que ce vœu n° 42 bis était complètement incompréhensible, donc on a rédigé un vœu n° 42 ter qui est un peu moins incompréhensible que le précédent. Mais pourquoi dans ce vœu n° 42 ter l'Exécutif ne cite pas le P.I.P.P. ?

C'est quand même facile, c'est un document et c'est un sigle qui a déjà été utilisé au Conseil de Paris…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Là, vous êtes à cinq minutes.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Pourquoi est-ce qu'on ne cite pas le P.I.P.P. et que l'on tourne autour du pot ?

Je suis tout à fait prêt à adopter ce vœu n° 42 ter, à condition qu'il porte le sigle P.I.P.P. qui est consacré et qui n'est pas un terme occulte dans cette Assemblée.

Je vous remercie. En vous remerciant de m'avoir donné la parole, Monsieur le Maire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur BRAVO, vous avez la parole.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Chers collègues, cette présentation de la Chambre régionale des comptes est intéressante et positive. En effet, d'autres rapports récents de la C.R.C. sur les finances parisiennes étaient autrement plus critiques.

Je relève, et M. MARTINS l'a fait juste avant moi, que ce rapport fait le constat du désengagement de l'Etat, ayant conduit la collectivité parisienne à augmenter les moyens qu'elle consacre aux plus fragiles.

Je relève aussi qu'il est bien difficile de comparer des ratios financiers de la Ville de Paris et ceux des villes de régions, puisque l'ampleur des charges est incomparable. En effet, nombre de charges en régions sont soutenues par des intercommunalités, ce qui n'est pas le cas pour Paris.

Pour ma part, ce nouveau rapport de la C.R.C. livre quatre enseignements principaux.

D'abord, l'estimation des marges de manœuvre financière de la Ville gagnerait à être envisagée au sein d'un périmètre, élargi, consolidé par l'agrégation aux budgets communaux et départementaux des budgets annexes, des grands opérateurs tels que le C.A.S.-V.P., le budget spécial de la Préfecture de police, des bénéficiaires des participations de la Ville et des engagements hors bilan.

Je me souviens d'ailleurs que l'on en parlait avec Jean-François LEGARET, il y a un certain temps. Ce nouveau périmètre atteindrait alors plus de 12 milliards d'euros pour 73.000 agents, soit un périmètre élargi de 50 à 60 %, plus fidèle à la réalité parisienne.

Le deuxième point que je veux souligner, après la Chambre régionale des comptes, c'est que la Ville de Paris a fait preuve, je lis : "d'une bonne capacité de réaction face à la crise". La Chambre régionale des comptes insiste sur la programmation d'importants travaux d'équipements, sur les projets d'innovation et les mesures liées à la solidarité et à l'emploi.

Le troisième point, je l'ai cité tout à l'heure, le désengagement de l'Etat. Les contraintes conjoncturelles dues à l'environnement financier se sont conjuguées aux contraintes structurelles propres à la Ville. La C.R.C. confirme ainsi le diagnostic de la Ville maintes fois répété ici : les réformes législatives ont eu pour effet de restreindre la liberté de fixation des taux et de diminuer les dotations que l'Etat doit verser. Par ailleurs, les transferts de compétences sont toujours très mal compensés.

Or, comme dans toutes les grandes villes, Paris a dû composer avec un volume de charges fixes important, notamment en dépenses sociales et de fonctionnement, car il est facile de parler de dépenses à caractère général. J'ai bien précisé les choses : dépenses sociales et de fonctionnement.

Si une solution a été la mobilisation annoncée des marges de manœuvre fiscales, celle-ci s'est intégrée à un train de mesures visant à augmenter les recettes (cessions d'actifs, offres de recettes patrimoniales, etc.).

La variation de l'encours de la dette n'a donc constitué qu'une variable d'ajustement parmi d'autres pour financer les investissements. Si le stock des emprunts est passé de 2,2 milliards en 2007 à 2,5 milliards en 2009, il reste que le niveau d'endettement rapporté aux recettes réelles de fonctionnement demeure, à Paris, largement en dessous de la moyenne des villes de plus de 100.000 habitants. C'est écrit en toutes lettres, chers collègues, en page 33 du rapport de la Chambre.

Pour la période 2011-2013, deux perspectives sont esquissées.

Le premier scénario vient des agences de notation. La capacité d'autofinancement brut serait préservée, permettant d'envisager un programme annuel d'investissement d'environ 1,5 milliard d'euros du fait de l'augmentation des recettes fiscales, et, je le répète, après l'augmentation des taux, deux fois seulement en 13 ans, mais aussi de la stabilisation de l'autofinancement et de la maîtrise des dépenses de fonctionnement, couplées à des recettes d'investissement en augmentation et à un moindre recours à l'emprunt.

Mais le second scénario est, lui, imaginé par la C.R.C. Il verrait une baisse inéluctable de la capacité d'autofinancement, du fait de la diminution des recettes exceptionnelles et des compensations, en plus de l'augmentation des charges de personnel. La Ville n'aurait, en ces circonstances, d'autres choix que celui d'un arbitrage entre des postes d'équipement et le montant du recours à l'emprunt.

Dans le cas d'un maintien du rythme de dépense, les emprunts pourraient atteindre 3,3 milliards en 2013 et la C.R.C., cela a été dit sur tous les bancs, préconise naturellement une véritable programmation pluriannuelle des investissements.

Chers collègues, je termine en regrettant que ce bon rapport de la C.R.C. garde étrangement le silence sur l'excellente gestion de la dette parisienne, qui, dans une démarche récurrente de couverture des risques, se protège des risques de variation de taux.

Preuve en est que la Ville emprunte à des taux significativement inférieurs aux O.A.T. à 10 ans, comme c'est dit très justement page 35 du rapport de la Chambre.

En définitive, il suffit de rapprocher ces analyses de la Chambre régionale des comptes et notre débat d'hier sur le compte administratif de 2010 pour mettre en lumière deux ratios majeurs dont Jean-François LEGARET devrait se souvenir et qui caractérisent la bonne santé de toute finance locale : d'une part, l'encours de la dette par rapport aux recettes réelles de fonctionnement, je l'ai déjà dit, d'autre part, le nombre d'anuités de la dette en recettes de fonctionnement.

Je termine, tout est dit avec ce rapport : les finances de la Ville sont en bel état, ces finances sont bien gérées, elles ménagent de réelles marges de manœuvre pour l'avenir.

Monsieur le Maire, votre gestion est digne de ce qu'attendent les Parisiennes et les Parisiens.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, je donne la parole à Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un débat d'ailleurs intéressant, je trouve, et les arguments qui ont été échangés ont tous de la valeur, même si certains me paraissent plus justes que d'autres.

Je vais peut-être commencer par rectifier un certain nombre d'erreurs que j'ai entendues dans la bouche des orateurs de l'opposition et je les prends dans l'ordre où ils se sont exprimés.

M. DUBUS a parlé d'une augmentation de 9 % de la fiscalité en 2010, je crois qu'il a commis une erreur que j'ai d'ailleurs rectifiée par avance hier, vous pouvez ouvrir le rapport financier à la page 4, c'est la première ligne, les impôts directs locaux ont rapporté 2.122 millions en 2009 et 2.292 millions en 2010, ce qui fait très exactement 8,0 % d'augmentation et je suis tout de même très sensible à la différence entre 8 et 9.

Deuxièmement, M. DUBUS nous a parlé de "l'explosion", c'est le terme que j'ai entendu en tout cas, des charges à caractère général, mais, Monsieur DUBUS, nous avons parfaitement jugulé l'augmentation des charges à caractère général, puisqu'elles n'ont augmenté en 2009 que de 1,6 % et, en 2010, de 1,5 %, c'est-à-dire, grosso modo, l'inflation, et croyez-moi, cela n'a pas été facile, parce que les charges à caractère général incluent notamment la création de toute une série d'équipements publics qu'il faut évidemment chauffer, équiper, etc.

Je ne crains rien, en tout cas je ne crains pas de critique, sur notre maîtrise des charges à caractère général.

Troisièmement, la distribution excessive des subventions. J'ai entendu que l'on distribuait les subventions comme des petits pains, ce qui fera très plaisir aux associations parisiennes qui sont aidées dans la ou les missions qu'elles assument au service des Parisiens. Je vous signale, Monsieur DUBUS, et il vous suffit, là aussi, de prendre l'excellent rapport financier que j'ai fait distribuer, que les subventions de fonctionnement versées par la Ville, c'est dans les dernières lignes du tableau de la page 4, ont diminué en 2010, puisqu'elles sont passées de 218 à 202 millions, c'est-à-dire - 8 %. Donc le terme de "distribution de petits pains" ou de "multiplication des petits pains", pour prendre une comparaison évangélique, me paraît excessif.

M. Jérôme DUBUS. - 143 % d'augmentation depuis deux ans !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Monsieur DUBUS, je vous parle de la gestion que nous assumons depuis le début de cette mandature…

Je continue…

Sur les crédits de paiement, je ne sais pas combien de fois je vais être obligé de répéter dans cette enceinte et hors de cette enceinte trois chiffres que je voudrais voir gravés en lettres d'or : le montant moyen des investissements de la mandature de M. TIBERI, dans laquelle M. LEGARET était adjoint aux Finances était 713 millions, le montant moyen…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Cela n'a aucun sens !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Allons ! Laissez M. GAUDILLÈRE s'exprimer !

On vous a donné la parole, vous avez parlé ; maintenant, c'est M. GAUDILLÈRE qui répond.

Monsieur LEGARET, s'il vous plaît !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Merci, Monsieur le Maire.

Je le répète, au cas où on ne l'aurait pas entendu : 713 millions par an en moyenne de 1995 à 2000, 1.262 millions de 2001 à 2007, c'est-à-dire une augmentation de 80 %, et 1.509 millions depuis trois ans, c'est-à-dire une nouvelle augmentation…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Ecoutez !

Si, vous pouvez écouter ! Vous êtes là pour vous exprimer et là aussi pour écouter quand on vous répond.

Maintenant, c'est M. GAUDILLÈRE qui parle, laissez-le parler !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - M. LEGARET nous dit : "tout ceci n'a aucun sens". Mais si, Monsieur LEGARET, cela a un sens très précis.

Vous avez appartenu à une municipalité, vous avez conduit les finances d'une municipalité qui était malthusienne, qui investissait très peu. C'était un choix politique, c'était le vôtre, et il est tout à fait respectable. Il vous a coûté très cher aux élections de 2001, mais voilà la signification des chiffres que je viens de donner.

M. SAINT-ETIENNE, lui, a évoqué l'inflation des dépenses de personnels, mais, voyez-vous, Monsieur SAINT-ETIENNE, l'évolution des dépenses de personnel est un sujet important, puisqu'il porte sur, en gros, le tiers et même un tout petit peu plus du tiers des dépenses de la Ville, nous y sommes extrêmement attentifs. C'est la raison pour laquelle, en 2008, j'ai suggéré au Maire de Paris, qui en a pris la décision, de stabiliser les effectifs de la Ville de Paris et, par conséquent, l'évolution des dépenses de personnel depuis 2008 obéit à des facteurs qui sont totalement exogènes à l'action de la Municipalité et qui s'appellent "l'augmentation du point" quand il y en a, et il y en a eu jusqu'en 2010, qui s'appellent "l'évolution du glissement vieillesse technicité" et qui s'appellent "quelques mesures catégorielles", donc l'augmentation de la masse salariale a été limitée - je dis bien limitée - à 2,7 % en 2009 et à 2,2 % en 2010.

J'en viens aux perspectives pluriannuelles. C'est un vrai sujet et le vœu que vous avez déposé évoque un problème qu'il ne faut pas éluder.

Nous essayons, année après année, de voir clair dans les trois ou quatre années successives, suivantes, ce qui n'est pas toujours facile, parce que, comme vous le savez, il y a des facteurs qui nous échappent, par exemple, je ne sais pas exactement ce que sera l'évolution des dotations de l'Etat, des compensations de l'Etat dans les années à venir, je ne sais pas non plus ce que sera l'évolution précise des droits immobiliers, je ne sais pas exactement ce que sera la consommation ou l'évolution des dépenses sociales obligatoires, tous ces facteurs, vous le savez, sont des facteurs parfaitement exogènes à l'action de la Municipalité.

Donc les perspectives pluriannuelles que nous construisons comprennent un certain nombre d'hypothèses sur ces facteurs exogènes et puis des prévisions volontaristes sur ce qui dépend de nous, par exemple l'évolution des subventions, l'évolution des charges à caractère général, etc.

C'est ce document synthétique que nous adressons aux agences de notation, et je ne vois...

UN INTERVENANT. - Pourquoi pas à nous ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Je disais donc que c'est ce document que nous adressons aux agences de notation et je ne vois aucun inconvénient, c'est tout le sens du vœu n° 42 ter que j'ai fait distribuer il y a une heure, je ne vois aucun inconvénient à ce que ces éléments soient discutés, notamment par la Commission des finances.

Simplement, je ne voudrais pas que ces prévisions soient prises comme des prévisions mathématiques. Je répète qu'elles comportent une bonne partie de leurs rubriques, donc des masses de dépense en jeu, qui ne dépendent pas de nous. Lorsque je fais, dans mes perspectives pluriannuelles, une prévision sur les dotations de l'Etat, je peux être contredit par la vérité. C'est la même chose pour les droits immobiliers, c'est la même chose pour la masse salariale parce qu'en fonction, par exemple, de l'évolution du point, je peux être contredit dans mes perspectives.

Je les donnerai, je les discuterai, mais j'en soulignerai le caractère forcément relatif.

M. LEGARET a évoqué deux sujets, entre autres.

La comparaison des dépenses avec les autres villes : c'est vrai que c'est un des points du rapport de la Chambre régionale des comptes que je n'ai pas compris, parce que nous avions fait remarquer à la Chambre régionale des comptes, et elle y fait allusion ; vous avez raison, Monsieur le Président LEGARET. Page 22, nous avions fait remarquer à la Chambre régionale des comptes qu'il est difficile de faire une comparaison entre les dépenses de la Ville de Paris et les dépenses, par exemple, de la Ville de Marseille ou de la Ville de Lyon qui sont intégrées, vous le savez, dans des structures intercommunales importantes et coûteuses.

Curieusement, la Chambre régionale a écrit : "Cette remarque est exacte", mais elle n'en a pas tenu compte !

Je persiste à penser que les comparaisons auraient été meilleures si elles avaient tenu compte de cette hétérogénéité.

Et puis, M. LEGARET évoque, comme il l'avait fait d'ailleurs l'an dernier, le problème du programme d'investissement.

Alors, je suis un peu étonné, je le redis, parce que je l'avais déjà dit en 2010 : nous avons évoqué à plusieurs reprises ici les grandes masses des investissements de la Ville. Notamment, je l'ai fait pour la première fois, en tant qu'adjoint aux Finances, lors du débat d'orientations budgétaires d'octobre 2008. Je vous ai dit : "Nous allons consacrer plus de 2,2 milliards au logement et à l'habitat, nous allons consacrer près de 1,5 milliard à la voirie et aux déplacements, dont 730 millions d'euros pour la prolongation du tramway". J'avais évoqué des chiffres sur les espaces verts, sur les crèches. Je peux les réévoquer, bien entendu, je peux même les actualiser parce qu'ils ont un peu varié depuis 2008. Je le ferai très volontiers lorsque nous examinerons le débat d'orientations budgétaires, mais, je dirais, c'est tout ce qui existe en matière de programme d'investissement.

Pour le reste, chacun des investissements concernés est décidé en fonction des opportunités foncières, en fonction des décisions du Maire, en fonction des discussions avec les maires d'arrondissement. Chacun de ces investissements fait l'objet de beaucoup de délibérations, puisque dans la vie d'un investissement, il y a un certain nombre de délibérations de principe puis d'applications. La CAO en est saisie.

Donc, je trouve qu'en matière de transparence d'investissement, nous sommes tout à fait au maximum de ce que nous pouvons faire.

Je parlais de l'actualisation il y a une minute. Je parlais de l'actualisation du P.I.P.P. il y a une minute, enfin, du programme d'investissement. Nous avons rajouté des investissements par rapport...

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Il y a donc un P.I.P.P., vous venez de le dire !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur, soyez quand même respectueux ! Laissez parler M. le Maire chargé de vous répondre et ne l'interrompez pas en permanence.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Il ne répond pas !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Si, il répond ! Alors, écoutez-le !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Je disais donc que nous actualisons nos prévisions d'investissement et c'est ainsi, par exemple, que nous avons rajouté les 40 millions d'euros...

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Il y a bien un P.I.P.P.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Monsieur LEGARET, il y a des prévisions d'enveloppe, je viens de le dire. D'ailleurs, je ne peux pas le dire plus clairement…

Oui, nous appelons cela effectivement un programme d'investissement parce que dire que l'on va consacrer 2,2 milliards au logement social et 1,5 milliard à la voirie, oui, cela s'appelle un "programme d'investissement". Cela ne s'appelle pas un programme de jeu, cela ne s'appelle pas un programme de bricolage, cela s'appelle un programme d'investissement. Je ne vois pas quels mots je pourrais employer !

Je répète que, dans l'actualisation, nous avons intégré de nouveaux investissements et, par exemple, les berges de la Seine.

Je vais terminer, parce que je ne voudrais pas lasser l'auditoire avec ce sujet, quel qu'en soit l'intérêt, en soulignant tout de même que le rapport de la Chambre régionale des comptes comprend des éléments qui sont très louangeurs sur la gestion de la Ville de Paris. Jacques BRAVO en a souligné quelques-uns, je vais en souligner d'autres.

La Chambre régionale des comptes a souligné notre capacité de réaction en temps de crise, elle a consacré des développements, que je vous invite à lire, au fait que la Ville de Paris, confrontée à un recul de 300 millions des droits de mutation, a eu, sur ses problèmes de gestion et face à un environnement financier dégradé, une réactivité considérable.

J'ai cité hier trois éléments sur les relations avec l'Etat. Je ne me lasse pas de les citer à nouveau, parce que j'ai peur que certains ne les aient pas entendus, notamment sur les bancs de l'U.M.P. et du Nouveau Centre :

- premièrement, la Chambre souligne la diminution des dotations de l'Etat,

- deuxièmement, la Chambre souligne que des transferts de compétences ont eu lieu sans transferts équivalents en recettes,

- troisièmement, la Chambre souligne que les lois votées par la majorité de M. FILLON ont - je cite - "restreint l'autonomie locale en matière de fixation des taux".

Enfin, dernier élément très positif souligné par la Chambre régionale - je cite : "La Ville de Paris a lancé un programme important de travaux dans l'habitat, l'aménagement, les infrastructures, les équipements scolaires, culturels et sportifs. Ce programme ambitieux a été complété ensuite par de nouveaux projets innovants."

Je vais conclure en expliquant deux choses.

D'abord, il est exact et cela, aussi bien la Chambre régionale des comptes, que des orateurs de l'opposition, que des orateurs de la majorité l'ont souligné, et personne ne peut le nier, il est exact qu'un certain nombre de facteurs vont influer lourdement dans les années à venir sur l'évolution de nos recettes de fonctionnement et d'investissement. Ce sont les dépenses sociales, qui appuient non pas sur les recettes mais sur les dépenses, ce sont les contributions de l'Etat et ce sont les péréquations.

Il est clair que l'évolution exacte de chacun de ces facteurs, que je ne peux pas prévoir aujourd'hui, que personne ne peut prévoir aujourd'hui, aura une influence sur la répartition du financement de l'investissement entre, d'une part, l'emprunt et, d'autre part, l'autofinancement.

Mais, d'une part, je crois que notre marge d'endettement est encore suffisamment large et nous assumerons une augmentation de l'endettement dans les années à venir. Je l'ai dit, le Maire l'a d'ailleurs dit lui-même à plusieurs reprises.

D'autre part, je voudrais rassurer les Parisiens sur une hypothèse qui a été émise, je ne sais plus si c'est par M. SAINT-ETIENNE ou par M. DUBUS, l'hypothèse d'une augmentation des impôts directs locaux d'ici à 2014.

Non, non, nous n'augmenterons pas les impôts directs locaux d'ici à 2014 !

Je dirais qu'entre ceux qui veulent, selon une formule dont l'humour, peut-être involontaire, n'a échappé à personne, "redonner à l'impôt ses lettres de noblesse" et ceux qui veulent, au contraire, diminuer les impôts, je pense que l'attitude mesurée de la Municipalité, qui les a augmentés dans des proportions modérées au début de la mandature et qui ne souhaite pas y revenir, cette attitude est la plus sage et nous n'avons pas l'intention d'y renoncer.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur GAUDILLÈRE. J'ai bien compris que vous donniez un avis défavorable aux vœux n° 40, n° 41 et n° 42 du Centre et Indépendants et que vous proposiez le vœu n° 42 ter de l'Exécutif.

Vous ne retirez pas ces vœux, donc on va être obligé de les mettre aux voix…

On n'est pas obligé ! On va les mettre aux voix.

Je retire "obligé", Monsieur le Président.

Je les mets aux voix.

Vous voulez une explication de vote ? Allez-y !

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je voudrais faire une courte explication de vote en disant que nous voterons ces vœux mais, s'agissant du vœu n° 42 ter, qui a été, comme je l'ai rappelé, réécrit, je n'arrive absolument à comprendre cette façon de tourner autour du P.I.P.P. qui est cité. M. GAUDILLÈRE, après en avoir parlé, se rétracte.

Je voudrais simplement lire l'article, le paragraphe qui figure dans le rapport de la C.R.C :

"En toute hypothèse, la qualité de la prévision devient une arme indispensable." On ne peut être que tous d'accord.

"C'est pourquoi les prévisions strictement annuelles gagneraient à être transformées en une véritable programmation pluriannuelle des investissements." C'est bien de cela dont on parle.

"Formalisée et communicable." Cela veut bien dire que la Chambre régionale des comptes n'a pas eu communication d'un tel document.

"Et surtout accompagnée des moyens de financement, en intégrant toutes les contraintes."

La question est extrêmement simple : si vous voulez donner suite aux recommandations de la C.R.C., il vous reste une seule chose à faire, c'est rendre communicable un plan pluriannuel des investissements.

Ou bien ce document existe, comme je crois le savoir, puisque M. GAUDILLÈRE vient d'y faire référence (cela lui a échappé), puisque dans les Directions on y fait parfois référence, parce que cela échappe aux responsables de ces Directions, parce qu'il arrive aux maires d'arrondissement d'en parler, parce que cela leur échappe, si ce document existe, il vous reste, en application des recommandations de la C.R.C., à le rendre communicable.

Donc, dites-le dans votre vœu n° 42 ter. Si vous le dites, nous voterons ce vœu n° 42 ter. Sinon, nous nous abstiendrons.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 40 du groupe Centre et Indépendants, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 41 du groupe Centre et Indépendants, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 42 du groupe Centre et Indépendants, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Le vœu n° 42 bis de l'Exécutif n'ayant pas été présenté est considéré comme retiré.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 153).

C'était une communication, donc, évidemment, il n'y a pas de vote.

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à l' installation d'une antenne-relais 266, rue Marcadet.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu n° 43 qui ne se rattache à aucun projet de délibération. Ce vœu a été déposé par le groupe E.E.L.V.A. Il est relatif à l'installation d'une antenne-relais, 266, rue Marcadet.

Je donne la parole à Sylvain GAREL, pour une minute.

M. Sylvain GAREL. - Comme vous le savez, Monsieur le Maire, les antennes-relais et la téléphonie mobile en général inquiètent de plus en plus les experts de la santé. Je renvoie au dernier rapport de l'O.M.S. qui commence à s'inquiéter sérieusement.

J'espère d'ailleurs qu'ils s'inquiètent à tort parce que, si par malheur il y avait des effets désastreux sur la santé dus à la téléphonie mobile, au vu des centaines de millions de gens qui utilisent ce type d'appareils dans le monde, cela aurait sans doute des conséquences incalculables.

Vous le savez aussi, les luttes contre l'installation des antennes-relais un peu partout dans notre ville se multiplient. Il y en a une au 266, rue Marcadet, qui dure depuis assez longtemps, puisque c'est un dossier déjà ancien.

Il y a eu récemment une réunion avec les opérateurs, à laquelle j'ai assisté, présidée par Pascal JULIEN, qui est en charge de cette question en tant qu'adjoint au maire du 18e arrondissement.

Les riverains ont montré leur opposition et le maire adjoint, Pascal JULIEN, a dit qu'il soutenait cette position et qu'il la transmettrait à la Commission de concertation de téléphonie mobile.

Il y a eu un problème, sur lequel je ne reviendrai pas parce que cela n'a pas beaucoup d'intérêt, de communication entre le 18e arrondissement et l'Hôtel de Ville. La décision a été prise sans que Pascal JULIEN puisse venir défendre son opposition.

Ce vœu vise simplement à ce que la décision soit réexaminée lors de la prochaine commission qui, je crois, doit se tenir fin juin.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole pour la réponse à M. Mao PÉNINOU.

M. Mao PÉNINOU, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire, merci Sylvain GAREL.

En quelques mots, vous savez sans doute que, sur proposition de la précédente Présidente de la commission, Anne HIDALGO, le Maire m'a confié au mois de février dernier la présidence de la Commission de concertation de la téléphonie mobile.

Je vais profiter de ce vœu pour faire un rapide état des lieux sur où en est-on aujourd'hui sur ce dossier.

Sylvain GAREL vient de donner quelques éléments sur le contexte. Aujourd'hui, vous savez qu'une démarche au niveau de l'État est organisée à travers ce que l'on appelle le C.O.M.O.P., qui vise à organiser un certain nombre d'expérimentations sur l'exposition des citoyens et sur l'émission des antennes de téléphonie mobile.

À la suite de ces expérimentations, des recommandations ou décisions d'ailleurs du Gouvernement peuvent être prises, là-dessus.

La situation est aujourd'hui un peu tendue, nous en sommes à la troisième phase de l'expérimentation, qui est la baisse en réel de la puissance d'émission des antennes.

Les propositions qui ont été faites à cet égard par les opérateurs sont assez difficilement acceptables et la Ville de Paris, par l'intermédiaire du 14e arrondissement, a renouvelé auprès du C.O.M.O.P. sa candidature pour être le terrain d'expérimentation, dans le 14e, d'une baisse généralisée de la puissance d'émission des antennes, permettant de vérifier le maintien du réseau ou pas.

Il y a en plus le rapport qui vient d'être publié par l'O.M.S., auquel Sylvain GAREL faisait allusion tout à l'heure et qui indique, dans son contenu, que les indices s'accumulent, tendant à prouver que l'utilisation du téléphone lui-même pourrait apporter un certain nombre de dangers et qu'il reste de fortes interrogations sur les antennes et leurs effets elles-mêmes.

Par ailleurs, nous sommes dans un contexte où, dans les mois ou les deux ou trois ans qui viennent, deux réseaux supplémentaires vont se déployer, d'une part le réseau Free et, d'autre part, le déploiement des antennes de quatrième génération.

Dans ce contexte, la position de la Ville, en accord avec mes trois collègues, Denis BAUPIN, Jean-Marie LE GUEN et Jean-Louis MISSIKA, est assez claire et assez simple : nous voulons tendre à la moindre exposition possible pour les Parisiens, les Parisiennes et ceux qui visitent Paris, tout en maintenant la couverture maximale possible du réseau.

Nous travaillons dans ce sens dans quatre directions.

Première direction, l'idée de réduire l'exposition en tant que telle. Dans ce cadre, nous avons engagé une renégociation de la charte avec les quatre opérateurs de téléphonie mobile, avec comme objectif une baisse des seuils maximaux d'exposition, pour les Parisiens, les Parisiennes et les usagers de Paris.

Dans ce cadre, la charte actuelle a été renouvelée jusqu'au mois de septembre, ainsi que les autorisations d'occupation du territoire qui permettent l'implantation d'antennes de téléphonie mobile sur les bâtiments de la Ville.

Nous sommes engagés dans cette renégociation avec l'objectif de boucler au mois de septembre.

Deuxième axe sur lequel nous travaillons : améliorer l'accès à l'information et le fonctionnement de la C.C.T.M. elle-même.

Troisième axe : faire organiser une campagne d'information de la Ville de Paris sur la charte elle-même, mais aussi sur le bon usage de la téléphonie mobile, et notamment sur le téléphone portable, notamment en ce qui concerne les enfants, l'usage de l'oreillette, etc.

Enfin, dernier axe en travail étroit avec mon collègue Jean-Louis MISSIKA : promouvoir le réseau de fibre optique à la fois en horizontal et en vertical, pour permettre de privilégier l'usage filaire et l'accès filaire à Internet par rapport à l'accès par ondes, ce qui à la fois relève du principe de précaution, mais aussi tout simplement des capacités technologiques aujourd'hui des ondes. Les transferts de données sont de plus en plus importants, ils ne peuvent pas être assurés dans l'avenir par les ondes et il y aura donc besoin d'accentuer l'accès par le filaire.

C'est dans le cadre de la charte actuelle que se pose la question de l'antenne du 266, rue Marcadet.

Cette antenne a été retirée une première fois de l'ordre du jour de la C.C.T.M. pour permettre justement, dans le 18e arrondissement, la tenue d'une réunion d'information.

Cette réunion s'est elle-même tenue, il y a été fait référence tout à l'heure, et a conduit à ce que cette antenne soit inscrite à l'ordre du jour de la Commission de concertation de la téléphonie mobile du 1er juin dernier.

Les mesures sur le secteur où est implantée l'antenne, qui ont été faites, montrent des expositions entre 0,17 volt/mètre et 0,74 volt/mètre, ce qui est bien en dessous du seuil fixé par la charte parisienne.

Dans ces conditions, cela nous a conduits, à la C.C.T.M., à donner un avis favorable à l'implantation de cette antenne.

Par ailleurs, il y a eu un certain nombre d'incompréhensions sur l'autorisation d'implantation donnée par la Direction de l'Urbanisme, qui est une autorisation d'implantation qui reste soumise à l'avis de la C.C.T.M., et qui n'est évidemment pas une autorisation en tant que telle.

Un vrai travail est mené aujourd'hui sur ce dossier, à la fois par Daniel VAILLANT et par son adjoint, Pascal JULIEN, qui ne pouvait en effet être présent le 1er juin dernier.

Eu égard à leur implication et à leur volonté de pouvoir expliquer leur position, là-dessus, et l'avis de la mairie du 18e arrondissement, je vous propose d'inscrire à nouveau à l'ordre du jour de la prochaine C.C.T.M. l'antenne du 266, rue Marcadet, sachant qu'en l'état actuel des choses, il n'y a pour nous aucune raison de changer notre avis.

Dans ce cadre, je vous propose de retirer votre vœu.

Merci.

(Mme Véronique DUBARRY, adjointe, remplace M. Jean VUILLERMOZ au fauteuil de la présidence).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur GAREL, acceptez-vous la proposition de M. PÉNINOU ?

M. Sylvain GAREL. - Monsieur le Maire, merci.

Oui, nous acceptons cette proposition et je voulais remercier M. Mao PENINOU d'avoir accepté cette proposition du maire du 18e et de son adjoint Pascal JULIEN.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Dans ce cas, le vœu est retiré.

2011, DDEEES 80 - Subvention à l'Institut Français de la Mode (IFM) (13e). Montant : 8.000 euros.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons en 2e Commission, et à l'examen du projet de délibération DDEEES 80. Il s'agit d'une subvention à l'Institut français de la mode.

Mme DOUVIN a la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Tout en étant brève, je souhaite saisir l'occasion de ce projet de délibération, que nous voterons bien entendu, pour évoquer une nouvelle fois Docks en Seine.

En effet, l'Institut français de la mode occupe depuis décembre 2008 moins d'un quart de Docks en Seine, quai d'Austerlitz dans le 13e. Cela va faire presque trois ans maintenant que l'Institut français de la mode se sent très seul.

Comme vous le savez, Docks en Seine, un lieu qui était prévu afin de promouvoir et de valoriser la mode et le design compte 12.000 mètres carrés en intérieur sur 3 niveaux et 6.500 mètres carrés en extérieur, ce qui n'est pas rien.

Je précise également que ce projet aura coûté 23 millions d'euros à la Ville de Paris, qui a dû verser 17 millions d'euros d'indemnité au Port autonome et 6 millions d'euros aux occupants pour la libération des locaux.

Je rappelle que l'inauguration était initialement prévue pour le printemps 2008. Nous en sommes loin. Celle-ci a été constamment repoussée. D'ailleurs à cette époque aucun restaurant, aucune boutique, n'avait voulu signer de bail pour y venir. Donc, la date de l'ouverture avait été repoussée à fin 2009 pour être encore une fois reportée.

Nous avions alors espéré que la date suivante serait maintenue, c'est-à-dire septembre 2010, et donc, très déçus, lorsque l'inauguration a été une énième fois décalée sans date précise.

Devant ces retards à répétition, le dirigeant de Docks en Seine a même dû écrire en fin d'année 2010 dans un courrier qui a été adressé à la seule société ayant signé un bail dans ce bâtiment. "Il est aujourd'hui difficile d'envisager une ouverture au public avant le printemps 2011".

Nous y sommes. Un article du "Journal du Dimanche" du mois de février évoque cette ouverture à l'automne 2011. Le Maire de Paris avait reconnu, "Il y a eu un tâtonnement", et il avait également déclaré qu'il était optimiste pour une ouverture dans huit mois. Si je compte bien, l'ouverture tant attendue devrait avoir lieu en octobre cette année.

Alors, je me tourne vers Madame COHEN-SOLAL pour lui demander : est-ce que vous pourriez nous refaire un point précis sur ce sujet, nous dire si des baux commerciaux ont été enfin signés, afin de faire vivre ce lieu, et surtout nous donner aussi la date officielle d'inauguration si elle est enfin fixée ?

Je vous avais déjà posé cette question au Conseil de Paris de novembre 2010. Vous nous aviez donné rendez-vous à la mi 2011. Nous y sommes et pourtant Docks en Seine n'est toujours pas ouvert.

On peut donc avoir peur que ce lieu, qui s'apparente à un fiasco annoncé, ne vienne en réalité s'ajouter à la longue liste de projets budgétivores, dont le bénéfice réel pour le Parisien est quasi nul.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame DOUVIN.

Mme Lyne COHEN-SOLAL a la parole pour vous répondre.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Je voulais naturellement répondre à Mme DOUVIN sur l'ensemble de ces questions, mais dire un tout petit mot quand même du projet de délibération qui porte sur l'I.F.M., l'Institut français de la mode, pour lequel la Ville de Paris a décidé de verser 8.000 euros pour une manifestation très importante sur le plan international, puisqu'on réunissait à ce moment à Paris l'ensemble des écoles de mode, et l'Association internationale des écoles de mode, ce qui était tout à fait important pour notre ville. Cela met en valeur non seulement les savoir-faire de tous les Parisiens en ce qui concerne la mode, mais montre aussi combien la Ville de Paris reste attractive sur ces sujets.

S'agissant des 12.000 mètres carrés de Docks en Seine, il s'agit bien là d'un équipement voulu et soutenu par la Ville de Paris, Madame DOUVIN. Mais je dois vous rappeler d'abord qu'il voit le jour sur un site et dans des murs qui demeurent la propriété du Port autonome de Paris, et que le maître d'œuvre de ces projets n'est pas la Ville de Paris mais la Caisse des dépôts et consignations, qui a été choisie dans le cadre d'un jury constitué par la Ville de Paris en 2005.

C'est donc bien une équipe mise en place par la Caisse des dépôts et consignations qui a beaucoup tâtonné comme vous l'avez dit, et comme nous le constatons. Comme vous, nous sommes extrêmement impatients que la Caisse des dépôts et consignations permette enfin à ce lieu d'ouvrir et d'accueillir la mode et le design, comme cela a été prévu lors des projets qui ont été évidemment auditionnés par le jury dont je parlais tout à l'heure.

Je vous rappelle que l'architecture et la disposition des lieux conçus par les architectes Jakob+MacFarlane, une superbe ondulation verte le long de la Seine, qui fait partie maintenant du paysage urbain parisien, devrait accueillir autour de ces deux thèmes de la mode et du design un certain nombre d'activités.

Comme je vous l'ai dit aussi, la Caisse des dépôts et consignations a beaucoup tardé, a beaucoup tâtonné dans l'élaboration du programme de cet équipement, mais nous avons tout de même obtenu à l'automne 2010 qu'une équipe, à la fois diversifiée et pluridisciplinaire, puisse être mise en place et donne un projet qui soit à la fois cohérent et original par rapport au projet initial.

Et donc, nous pensons aujourd'hui, au vu de ce qui nous est proposé dans le Comité d'orientation dans lequel nous siégions et nous ne siégions que là, que nous pouvons attendre une ouverture avant la fin de l'année 2011, je veux dire pour novembre 2011.

Vous le savez, l'Institut français de la mode est présent dans une petite partie de ce lieu. Il y aura un espace événementiel de 4.300 mètres carrés, des commerces dévolus à la mode et au design sur un autre tiers, une cinquantaine de boutiques éphémères dédiées aux jeunes créateurs de mode et de design sur 500 mètres carrés et quatre restaurants qui ouvriront sur les bords de Seine.

Nous sommes très loin de ce que vous appelez un fiasco. Pour les Parisiens en tout cas, et pour la Ville de Paris, il me semble que c'est un équipement que nous attendons depuis longtemps mais qui pourrait s'inscrire très bien dans tout le rayonnement de la Ville de Paris dans ces domaines-là.

En tout cas, comptez sur nous pour continuer à être impatients et naturellement exprimer notre impatience. En tout cas, en ce qui me concerne, je vous assure que je ne mégote pas mon temps pour faire en sorte que ce lieu ouvre le plus tôt possible et pour être derrière la Caisse des dépôts et consignations pour l'inviter à travailler le mieux et le plus vite possible et efficace ment pour les Parisiens.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 80.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DDEEES 80).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux conditions de travail des égoutiers.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen des vœux n° 44 du groupe E.E.L.V.A. et n° 44 bis de l'Exécutif.

C'est M. CONTASSOT qui nous présente celui du groupe E.E.L.V.A.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Madame la Maire.

"La Maire", j'ai dit, je n'aurais pas commis cette erreur avec vous.

Ce vœu fait référence évidemment à la situation extrêmement pénible que vivent les égoutiers à Paris, catégorie assez exceptionnelle parce que l'on ne retrouve pas tout à fait ce type de catégorie dans d'autres collectivités territoriales.

Il s'avère qu'il y a un risque extrêmement important à travailler dans des égouts de manière permanente. Les dernières études, il y a celle de l'I.N.R.S. et une autre étude faite par un laboratoire de l'université de Nancy concluent de la même manière qu'il y a des risques extrêmement graves à travailler dans les égouts.

Nous souhaiterions qu'au-delà des solutions curatives, si j'ose dire, on fasse un vrai travail préventif d'analyse de ce nous pourrions faire pour réduire les risques et pas simplement réduire la durée d'exposition à ces risques.

Voilà ce que nous aimerions. Nous avons vu le vœu de l'Exécutif, il nous convient et j'espère que l'on pourra, à travers les groupes de travail, notamment en 2e Commission ou ailleurs, analyser les suites qui seront données.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Madame ERRECART, vous avez la parole pour répondre à M. CONTASSOT et présenter le vœu de l'Exécutif.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Effectivement, M. CONTASSOT a raison de souligner que les conditions de travail des égoutiers sont difficiles. C'est pour cela d'ailleurs que c'est une préoccupation de la Ville de Paris. Depuis ces dernières années, nous avons commandé un certain nombre d'études.

Des études épidémiologiques d'abord pour voir un peu ce qui se passait. Concrètement, ces études ont étudié la mortalité des égoutiers vivant en 2000 et qui avait travaillé entre 1970 et 1999 à la Ville. Effectivement, il est apparu qu'il y avait une surmortalité.

Une surmortalité d'ailleurs qui se manifestait chez les populations jeunes, puisqu'en fait l'année de mortalité des retraités est de 75 ans. C'est plutôt dans les populations jeunes aussi que nous avons ces problèmes, et 75 ans c'est plus jeune que d'autres populations, notamment les cadres, puisque ce chiffre a été cité.

Cela étant, nous continuons ces études et, d'une part, nous allons l'actualiser avec des populations plus récentes et, d'autre part, nous avons demandé à l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation et de l'environnement de réaliser un travail encore plus précis sur les risques sanitaires liés à cette activité.

Toutefois, sans attendre ces résultats complémentaires, la Ville s'est mise en situation d'améliorer significativement les conditions de travail des égoutiers. On a un dispositif de surveillance médicale renforcée. On a un traitement spécifique des équipements individuels (nettoyage des gants, bottes, isolation des parties propres et sales), une sensibilisation de tous les agents sur les mesures d'hygiène à prendre dès la sortie de l'égout, des tests de surcombinaisons protectrices jetables qui vont d'ailleurs être généralisées à présent.

Enfin, à titre individuel, chaque égoutier sera doté d'un détecteur personnel et non plus d'un détecteur commun par équipe, qui permettra non seulement d'assurer le rôle de vigilant vis-à-vis des risques immédiats, mais aussi de permettre une traçabilité des expositions biologiques.

Ces données s'ajouteront aux suivis médicaux renforcés.

Le processus de préparation à la descente aux égouts a été aussi modifié cette année, en ouvrant des bouches d'accès 20 minutes avant. Ces mesures s'ajoutent à des dispositions très anciennes qui prennent en compte l'insalubrité du métier : semaine limitée à 32 heures, retraite à 52 ans, sous condition de 12 années, dont six consécutives dans les réseaux souterrains des égouts, déroulement de carrière accéléré.

Le plan de modernisation des égouts a aussi largement contribué à automatiser certaines tâches.

En clair, les conditions de travail et de sécurité des égoutiers se sont améliorées et, bien entendu, le document unique que M. CONTASSOT souhaite de la Direction a été réalisé et continue son actualisation. D'ailleurs, il est généralisé dans la très grande majorité des Directions. Des études épidémiologiques vont continuer et je ne doute pas que dans quelques années, ces conditions auront été améliorées… En tout cas, j'espère que nous aurons des résultats meilleurs.

Toutefois, je vous propose, dans le cadre du vœu de l'Exécutif, d'aller plus loin, en offrant un droit de reclassement des égoutiers dans d'autres corps pour ne pas prolonger leur carrière dans les égouts au-delà des 12 ans requis pour bénéficier du régime de retraite, et ceci en vertu du principe de précaution.

Je remercie M. CONTASSOT d'avoir accepté le retrait de son vœu au profit du vœu de l'Exécutif, que je vous invite donc à voter.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame ERRECART.

Madame LE STRAT, vous souhaitiez ajouter un mot brièvement ?

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Un mot bref pour compléter ce qu'a très bien décrit Maïté ERRECART, à la fois dans le constat qui a été fait par les services et les directions depuis déjà de nombreuses années et dans les pistes d'évolution qui ont été évoquées.

Je tiens à rappeler que c'est une exigence très forte que nous devons avoir collectivement d'assurer la sécurité et de bonnes conditions de santé aux agents travaillant dans un milieu très fortement insalubre.

Cela fait partie de la mission que nous avons donnée aux services compétents de permettre la sécurité et la santé des agents.

Beaucoup de pistes de travail et d'amélioration des conditions de travail ont été élaborées, nous en avons discuté avec les partenaires sociaux lors du dernier C.H.S. et nous continuerons à travailler sur ce dossier qui n'est évidemment pas clos avec ce vœu, avec une résolution et une détermination très forte d'améliorer les conditions de travail de ce personnel. Ce personnel qui fait un travail très important, totalement invisible, méconnu, mais qui fournit un service essentiel, le service d'assainissement. Or un assainissement viable et des conditions de travail décentes pour les agents, ce sont aussi l'enjeu des questions de salubrité publique.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci à vous pour ce complément d'information.

Le vœu n° 44 est donc retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 154).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'origine des œufs dans la restauration collective municipale.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant au vœu n° 45 déposé par le groupe E.E.L.V.A., qui nous sera présenté par Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci, Madame la Maire.

C'est un vœu qui tombe à pic, dans le bon timing, à quelques minutes d'aller déjeuner, puisqu'il attire l'attention sur les conditions d'élevage des poules pondeuses et donc de la qualité des œufs qui sont proposés, notamment dans la restauration collective et la restauration collective municipale.

En effet, les conditions d'élevage des poules sont connues, elles sont souvent horribles dans l'élevage intensif, puisqu'elles favorisent, au-delà de la souffrance des animaux, la transmission de maladies, génèrent de l'agressivité entre les individus,sont cause de blessures, de lésions. 96 % des Français pensent que les poules devraient être élevées dans d'autres conditions, beaucoup plus respectueuses des animaux.

Il est aussi vrai que les Français perçoivent le fait que dans d'autres conditions d'élevage, ces poules, évidemment, sont dans un environnement plus naturel et les produits - les oeufs sont plus savoureux - ont de meilleures qualités gustatives et de meilleures qualités sanitaires.

C'est pourquoi nous souhaitons que la Ville de Paris privilégie dès à présent l'achat d'œufs issus de poules élevées en France ou en Ile-de-France, et selon les principes de l'agriculture bio, ce qui est facile à vérifier vu le code apposé sur ces oeufs, je le rappelle pour ceux qui ne le connaîtrait pas, le code 0, ou en plein air, le code 1.

Voilà le sens de notre vœu.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame la présidente du groupe E.E.L.V.A.

Mme Maïté ERRECART a la parole pour vous répondre.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Après le sujet de tout à l'heure, il me revient néanmoins de répondre aussi à ce sujet, puisqu'en fait, je m'occupe aussi de la restauration du personnel de la Ville, pour vous dire que depuis 2001, on s'efforce d'améliorer la qualité des repas servis en restauration collective et notamment aussi dans les restaurations scolaires, dans les crèches et dans les restaurants qui sont destinés à notre personnel.

Concrètement, la collectivité parisienne a développé un plan ambitieux en matière d'utilisation des produits issus de l'agriculture biologique, conformément aux engagements du plan de développement de l'alimentation biologique dans les restaurants collectifs municipaux et départementaux.

Pour l'A.S.P.P., qui s'occupe de la restauration du personnel, nous avons, dans la convention, mis un article qui prévoit qu'ils ont besoin de développer et d'intégrer les recommandations du Plan climat de la Ville qui vise à favoriser les produits biologiques et de proximité moins émetteurs de gaz à effet de serre, et hier, devant le Conseil, à l'occasion de la présentation du rapport environnement, vous avez pu lire les premiers résultats auxquels nous parvenons.

Vous reconnaîtrez, je l'espère, avec moi, que 11,6 % de bio dans les restaurants du personnel ou 20 % dans les crèches sont aujourd'hui des niveaux non négligeables, même si les actions en matière de protection de l'environnement sont toujours perfectibles.

Faut-il aller au-delà ? Bien entendu, oui, mais il ne peut être envisagé d'imposer notamment aux caisses des écoles une obligation de résultat rapide en la matière.

En effet, les filières bio, œuf nature ou ovoproduit - en fait, ces restaurants utilisent essentiellement des ovoproduits, c'est-à-dire des œufs liquides pasteurisés - sont en effet très peu développées.

Il ne faut pas négliger ainsi les difficultés qui peuvent émerger dans la recherche de produits bio en termes de bilan carbone, surtout si les volumes demandés dépassent les capacités des filières de production française.

Il ne faut pas aussi se cacher l'épineuse question du prix qui, d'après notre retour d'expérience sur les restaurants du personnel, peut rapidement être dissuasive. On me parle d'un surcoût de 50 ou 100 %.

Quant aux œufs des élevages en plein air, la production en est encore plus réduite.

Vous voyez donc que ce sujet est complexe, tout en étant l'objet de nos actions et de nos engagements.

Nous continuons de suivre le groupe de travail développement durable initié par la Ville de façon à développer l'offre bio en concertation avec les autres structures de la Ville confrontées au même problème.

Dans ces conditions et avec les limites citées ci-dessus, je vous invite à accueillir favorablement le vœu du groupe "Les Verts".

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Très bien.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 155).

2011, DPA 15 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement du site de l'Ecole Supérieure de Physique et de Chimie Industrielle (ESPCI) 10, rue Vauquelin (5e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DPA 15.

Mme CHARNOZ a demandé la parole.

Mme Sandrine CHARNOZ. - Merci, Madame la Maire.

Madame la Maire, mes chers collègues, ce projet de délibération est, pour moi, l'occasion de rappeler la grande qualité et l'histoire prestigieuse qui est celle de l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielle, première école d'ingénieurs française au classement de Shanghai aux côtés de l'Ecole polytechnique. Elle est membre fondateur de deux pôles de recherche et d'enseignement supérieur (le P.R.E.S.), ParisTech et Paris Sciences et Lettres (P.S.L.) ainsi que d'un réseau thématique de recherche avancée, la fondation Pierre-Gilles de Gennes.

L'E.S.P.C.I. a été créée en 1882 par le Conseil de Paris. En effet, en perdant l'Alsace et la Lorraine à l'issue de la guerre de 1870, la France a perdu également son unique école de chimie et c'est le Conseil de Paris qui s'est laissé convaincre par un chimiste dénommé Charles Lauth, qui était ancien enseignant de l'école de chimie de Mulhouse, de créer cette E.S.P.C.I. C'est tout à l'honneur de la Ville de Paris et je tenais à le souligner.

15 ans après sa fondation, l'E.S.P.C.I. a accueilli en 1897 une jeune doctorante polonaise du nom de Marie Curie. Pour ses travaux sur la radioactivité, elle sera récompensée par deux prix Nobel. Et à ce jour, les travaux des époux Curie, de Frédéric Joliot-Curie et de Paul Langevin, et plus près de nous, de Pierre-Gilles de Gennes et Georges Charpak, auront donné à l'E.S.P.C.I. pas moins de sept prix Nobel.

C'est une réussite exceptionnelle, à laquelle la Ville de Paris n'est pas étrangère. Au nom d'une tradition créée par Marie Curie, la Ville de Paris a toujours veillé à laisser aux chercheurs la liberté de mener leurs recherches et la libre disposition de leur propriété intellectuelle.

On doit à l'E.S.P.C.I. des inventions dont très peu savent qu'elles sont nées dans les laboratoires de la rue Vauquelin au cœur du 5e arrondissement. On peut citer, par exemple, le tube à néon et l'air liquide, dont les brevets donneront naissance à l'entreprise du même nom. Plus récemment, les chercheurs de l'E.S.P.C.I., tels que Mathias FINK ou Ludwik LEIBLER, ont mis au point des systèmes révolutionnaires d'imagerie ultrasonores dans le domaine médical ou le caoutchouc autocicatrisant.

Et on le sait peut-être encore moins, mais la technologie de la fameuse box, qui équipe un grand nombre de foyers, a été inventée à l'E.S.P.C.I. par des sociétés créées par un chercheur de l'école du nom de Jacques LEWINER, qui détient par ailleurs le record du nombre de brevets déposés en France.

Cette école a créé des milliers d'emplois et son innovation continue d'irriguer notre industrie. Elle diplôme chaque année 100 ingénieurs de haut niveau, accueille des chercheurs du plus haut niveau et il s'y dépose un brevet par semaine.

Présidée par Jean-Louis MISSIKA depuis mars 2008, elle multiplie les projets dans l'institut Langevin ou l'institut Pierre-Gilles de Gennes, et vient de créer sa fondation dénommée "Fonds de l'E.S.P.C.I. Georges Charpak", en l'honneur du prix Nobel mort en décembre 2010.

L'institut Langevin, justement, créé par l'E.S.P.C.I. et dirigé par Mathias FINK, s'installera en janvier 2012 dans les locaux de la rue Cuvier, entièrement réaménagés aux frais de la Ville de Paris en janvier 2012 pour 3,4 millions d'euros.

A deux reprises, en septembre 2010 et en avril dernier, le contrôleur financier de Bercy traîne à donner son feu vert au démarrage des travaux de l'institut, alors que Paris a d'ores et déjà pris à sa charge, dès l'été 2010, les 3,4 millions d'euros.

Plus de six mois ont été perdus et la Ministre de l'Enseignement supérieur et le Gouvernement semblent tout faire pour ralentir les choses.

Ce projet de délibération porte sur un schéma directeur immobilier. Il s'agit de prendre en main une situation qui ne peut plus attendre : 900 personnes dont 400 chercheurs travaillent dans des locaux construits, pour l'essentiel, en 1900, 1930 et 1968. La surélévation mise en place en 1990 n'a pas permis de traiter l'ensemble des besoins de cette école.

Il faut rappeler peut-être que, sans les deux prix Nobel de Pierre-Gilles de Gennes et Georges Charpak en 1991 et 1992, la droite ne demandait qu'à se séparer de l'E.S.P.C.I., perçue comme un ovni municipal, et qu'elle a refusé toute politique d'envergure pour donner à l'école ses moyens et son autonomie.

Nous regrettons que la Ministre en charge des Finances, conseillère de Paris, n'ait pu agir concrètement, par exemple pour accélérer la livraison de l'institut Langevin. Je me permets d'adresser un message aux élus de l'opposition pour que l'Etat soit une force d'accélération, et non d'inertie, sur les grands chantiers scientifiques de la Capitale.

Aucun euro n'a été financé au titre du plan Campus pour rénover les universités parisiennes depuis son lancement par l'Elysée en 2008. C'est bien peu, vous en conviendrez.

Pour revenir à l'E.S.P.C.I., je voudrais dire que, sous l'impulsion de Jean-Louis MISSIKA et de notre majorité, Paris a décidé de franchir une nouvelle étape en initiant ce schéma directeur pour donner à l'école les moyens de voir encore plus loin et de se donner plus d'ambition dans le cadre d'ensembles universitaires, plus vastes, tels que Paris Sciences et Lettres, alliance dont elle est membre aux côtés de l'Ecole Normale Supérieure, du Collège de France, de l'Observatoire de Paris, de l'Ecole Nationale de Chimie de Paris.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Madame CHARNOZ, j'attire votre attention sur le fait que vous avez épuisé votre temps de parole.

Mme Sandrine CHARNOZ. - Je termine.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - En une phrase.

Mme Sandrine CHARNOZ. - Je salue donc cette initiative pour développer, au cœur de Paris, cette école d'excellence. Je pense que oui, la recherche et l'innovation ont un avenir au cœur de la Capitale ; oui, les écoles d'ingénieurs ont toute leur place à Paris et notre conception de la recherche gagne à être accompagnée.

Et je vous invite à voter ce projet de délibération pour soutenir le dynamisme de notre politique sur la recherche, l'enseignement supérieur et l'innovation.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Conseillère.

M. MISSIKA, après cette longue présentation, n'aura peut-être pas besoin de trop de temps.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, au nom de la 2e Commission. - Je crois que l'exposé était exhaustif.

Je ne peux donc que remercier Sandrine CHARNOZ de cette intervention et dire que, effectivement, nous lançons un processus, qui va durer vraisemblablement tout au long de cette mandature et un morceau de la prochaine mandature, de rénovation complète des bâtiments de l'E.S.P.C.I. sur la montagne Sainte-Geneviève, dans le cadre d'un réaménagement, lui aussi extrêmement important, de l'ensemble des écoles de la montagne Sainte-Geneviève, qui s'inscrit dans ce projet qui s'appelle P.S.L., "Paris Sciences et Lettres".

Je vous remercie de voter ce projet de délibération.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MISSIKA, de votre brièveté.

Nous passons donc au vote. Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPA 15.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPA 15).

Vœu déposé par M. Georges SARRE relatif à la vente de paniers de fruits et légumes produits par des agriculteurs dans les restaurants universitaires.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - J'ai omis de vous préciser que le vœu n° 46 était retiré de l'ordre du jour.

Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER et M. Jérôme DUBUS relatif à l'implantation d'une pépinière d'entreprises sur la Z.A.C. "Pouchet" (17e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons donc maintenant à l'examen du vœu n° 47 déposé par Mme KUSTER.

Madame DOUVIN, vous avez la parole pour une minute.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Nous connaissons tous le rôle des pépinières d'entreprises, rôle très positif pour encourager la création de l'entreprise et notamment accompagner les jeunes entreprises, de manière à ce qu'elles soient plus pérennes et créatrices d'emplois.

Je vous rappelle que la Z.A.C. "Pouchet", inscrite dans le G.P.R.U., dispose de 15 hectares, dont plus de 26.000 mètres carrés sont dédiés à la réalisation de bureaux et que ce projet d'aménagement urbain a pour objectif de favoriser la mixité dans les usages.

Nous avons adopté un vœu, lors de la séance du 29 septembre 2009, qui prévoit de lancer une étude de faisabilité, justement pour l'implantation d'une pépinière d'entreprises.

Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas eu de nouveau à la mairie du 17e arrondissement sur les résultats de cette étude. C'est pourquoi nous émettons le souhait que le Maire de Paris confirme la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'implantation d'une entreprise, sur l'un des secteurs d'intervention de ce programme de la Porte Pouchet et transmette au maire du 17e arrondissement les résultats de l'étude en question.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame DOUVIN.

M. MISSIKA a la parole pour vous répondre.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - Madame DOUVIN, j'avoue que je suis un peu surpris de l'absence de communication entre ce qui se passe au Conseil du 17e arrondissement et ce qui se passe au Conseil de Paris, puisqu'au Conseil du 17e arrondissement, vous avez accepté de retirer ce vœu, au motif que l'étude est déjà lancée et que nous avons apporté les éléments, du fait que cette étude était lancée. Le vœu qui est retiré au Conseil du 17e arrondissement n'est pas retiré au Conseil de Paris.

Donc, je vous répète ce qui a été dit mardi lors de votre Conseil d'arrondissement : l'étude de faisabilité est lancée, un contrat a été signé entre la Ville et un bureau d'études, le cabinet "Sémaphores", et les résultats en seront connus à la fin de l'été.

Cette étude n'a pas pu être lancée plus tôt, parce que l'état d'avancement global du programme ne permettait pas de disposer des éléments suffisants pour cela.

Il faut avoir une petite idée de ce qui peut y avoir dans le programme, pour que l'on puisse y insérer une étude de faisabilité sur une pépinière.

Il y a trois phases, dans l'étude :

- l'analyse de l'opportunité du site à accueillir une pépinière ;

- l'analyse de la faisabilité programmatique de l'opération ;

- l'expertise sur la viabilité économique d'un projet de pépinière.

Je vous remercie au passage de tout le bien que vous avez dit du programme de pépinières lancé par la Ville de Paris et je vous propose de retirer ce vœu qui n'a pas de raison d'être, puisque l'étude est déjà lancée.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Madame DOUVIN, vous retirez le vœu ?

Très bien.

Le vœu est retiré.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'avenir de la Poste du Louvre.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons donc maintenant à l'examen du vœu n° 48, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

M. BROSSAT va nous le présenter.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

Ce vœu concerne l'avenir de La Poste du Louvre.

Le 11 mai dernier, les postiers du site ont reçu un courrier pour annoncer que d'importants travaux sont prévus sur le site de La Poste du Louvre et qu'un projet se dessine, bien que ce projet reste flou, pour l'instant.

Cette lettre a suscité des inquiétudes extrêmement fortes, puisque, depuis plusieurs années, La Poste brade son patrimoine, en particulier à Paris. De nombreux sites ont été vendus rue de Clignancourt, avenue de Wagram, à Montparnasse, rue Bréguet dans le 11e arrondissement et nous pourrions citer encore bien d'autres ventes.

Dans ce contexte, les menaces qui pèsent sur La Poste du Louvre suscitent de très fortes inquiétudes parmi les personnels mais, au-delà, parmi les élus, notamment les élus de l'arrondissement concerné.

Ce vœu vise donc à ce que la Ville de Paris interpelle la direction de La Poste afin d'obtenir le maintien des activités postales sur le site.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur BROSSAT.

M. SAUTTER va nous présenter le vœu de l'Exécutif.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Absolument, Madame la Maire.

Je remercie M. BROSSAT, comme à peu près à chaque Conseil, et il a raison de le faire, d'attirer l'attention de notre Assemblée sur le service postal, auquel la population parisienne est très attachée, les élus et l'Exécutif.

Je signale au passage que la Commission départementale de présence postale, présidée par Jacques BRAVO, suit de très près l'évolution de ce service public essentiel.

En ce qui concerne La Poste du Louvre, je peux dire à M. BROSSAT et à notre Assemblée, que La Poste a décidé, il y a déjà quelques mois, de transférer le centre de tri qui était Poste du Louvre dans deux centres de tri supposés plus modernes, plus automatisés, dans des communes de proche banlieue. La Poste a commencé à réfléchir à l'avenir de ce site.

Avec Anne HIDALGO, nous avons, le 26 mai, écrit au président de La Poste pour lui exprimer nos préoccupations en matière d'évolution du site, notamment en ce qui concerne l'évolution des effectifs.

J'ai le plaisir, c'est le message essentiel du vœu n° 48 bis de l'Exécutif, d'évoquer la réponse que Jean-Paul BAILLY nous a adressée hier, que je cite : "L'équilibre du projet garantira le maintien à terme des activités postales sur le site en pérennisant, d'une part, la distribution, la concentration et l'accueil de la clientèle pour le courrier. D'autre part, le bureau de poste du Louvre conservera, bien sûr, son rôle de point d'accès privilégié. Enfin, une partie du site du Louvre sera utilisée pour optimiser la distribution des colis au centre Paris." Ce qui, je crois, est une nouveauté. "Le renforcement des activités postales sur ce cœur de ville, stratégique pour nos activités, amènera donc des emplois nouveaux."

Je pense que ces propos, qui ne doivent pas désarmer notre vigilance, sont encourageants. Donc, je propose à Ian BROSSAT de retirer son vœu qui voudrait que toute La Poste du Louvre soit consacrée à des activités postales, alors qu'il y a des projets qui tournent autour de logements sociaux et d'équipements collectifs.

Je vous propose donc que le projet de restructuration de La Poste du Louvre garantisse le maintien d'activités postales sur le site, la tenue d'une concertation avec les personnels et le développement des emplois dans le centre de Paris.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Monsieur BROSSAT, que répondez-vous à M. SAUTTER ?

M. Ian BROSSAT. - Nous acceptons cette proposition. J'ajoute qu'il faudra rester très vigilant sur le respect des engagements de La Poste. On a quelques expériences, par exemple le centre de distribution du 6e arrondissement. Après les travaux qui ont eu lieu dans ce centre de distribution et malgré les engagements de la direction de La Poste, le centre de distribution du 6e a été fermé et déplacé dans le 5e. Donc, on voit bien que la vigilance doit être de mise dans les relations que nous avons avec la direction de La Poste.

Néanmoins, j'accepte la proposition qui a été faite par Christian SAUTTER.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BROSSAT.

Dans ce cas, je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Pardon, excusez-moi !

Monsieur LEGARET, une explication de vote ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Juste pour une explication de vote : nous allons voter le vœu n° 48 bis, en appréciant d'ailleurs le fait qu'il intègre ce courrier de Jean-Paul BAILLY qui démontre que la position du Président de La Poste est une position pragmatique et intelligente, et qu'il y a là un potentiel d'avenir indiscutable.

Je voudrais simplement rappeler que, aujourd'hui, l'activité postale a été maintenue sur ce site et que, naturellement, c'est un bureau de vote… un bureau de poste, pardon !

Oui, cela peut même servir de bureau de vote exceptionnellement, mais c'est un bureau de poste qui conserve des caractéristiques uniques en France. Il y a dans la partie arrière de La Poste du Louvre des espaces considérables qui sont aujourd'hui inoccupés, donc on ne peut pas rester sans rien faire.

Je connais bien les positions des syndicats de La Poste, on ne peut pas laisser la situation figée.

Donc, je crois qu'il faut être très à l'écoute des propositions qui sont faites par M. BAILLY et considérer qu'il y a là un potentiel d'avenir indiscutable, extrêmement positif.

C'est la raison pour laquelle nous voterons ce vœu tel qu'il a été rectifié sous la forme du n° 48 bis.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Nous passons donc au vote.

Le vœu n° 48 est donc retiré.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu avec un avis forcément favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 156).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous allons maintenant suspendre la séance, afin de reprendre dès 14 heures 30 précises, très précises, par l'examen du projet de délibération portant sur la mise en œuvre d'Autolib'. Ce dossier prenant environ une heure… plus d'une heure vraisemblablement, de débat, il nous paraît plus raisonnable de suspendre maintenant mais de reprendre très ponctuellement à 14 heures 30.

Bon appétit à toutes et à tous, et à tout à l'heure.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à douze heures trente-cinq minutes, est reprise à quatorze heures trente minutes, sous la présidence de M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Bien, nous reprenons donc la séance et nous passons en 3e Commission.

2011, DVD 106 - Signature avec le Syndicat Mixte Autolib' d'une convention portant superposition d'affectations sur partie du domaine public de voirie en surface de la Ville pour l'implantation de stations et d'espaces Autolib'.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'étude de l'implantation de stations Autolib' au sein du bois de Vincennes.
Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'implantation dans les parcs de stationnements souterrains des stations Autolib'.
Vœu déposé par M. SARRE relatif à la signature avec le syndicat mixte Autolib' d'une convention.
Vœu déposé par M. SARRE relatif aux créations d'emplois industriels et de service générés par le projet Autolib'.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons examiner le projet de délibération DVD 106, sur lequel les vœux nos 49 et 50 ont été déposés par le groupe U.M.P.P.A., sachant que les vœux nos 51 et 52 ont été retirés.

Il s'agit - je vous le rappelle - de la signature, avec le Syndicat mixte Autolib', d'une convention portant superposition d'affectations sur partie du domaine public de voirie en surface de la Ville pour l'implantation de stations et d'espaces Autolib'.

Je donne la parole à M. Denis BAUPIN, groupe E.E.L.V.A., pour cinq minutes.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Une fois n'est pas coutume, je commencerai mon intervention concernant un projet de délibération sur Autolib' en me réjouissant : visiblement, des solutions ont été trouvées aujourd'hui pour permettre des implantations d'auto-partage sur la voirie. Cette évolution va rendre possible, dans de nombreuses villes en France, la possibilité de mettre en place des véhicules partagés en surface.

C'était un sujet sur lequel, dans le mandat précédent, lorsque nous avions développé le label d'auto-partage et les services d'auto-partage sur le territoire parisien, nous avions des difficultés puisque, jusque-là, il n'y avait pas de possibilité de réserver des places sur la voirie pour ces services. Et donc, c'est la raison pour laquelle ils étaient enfermés dans des parkings.

On avait trouvé des astuces juridiques pour permettre des installations provisoires, vers la fin de la mandature, qui permettaient un petit peu, progressivement, de donner de la visibilité à ces services.

Et - semble-t-il - on est encore en attente d'un décret. Je ne sais pas exactement où cela en est, mais enfin, incessamment sous peu, il y aura possibilité que des dispositifs de voitures partagées puissent s'installer sur la voirie. Et cela, c'est une bonne nouvelle pour l'ensemble de ces dispositifs.

Vous ne serez évidemment pas surpris, par contre, que nous n'ayons pas varié de position en ce qui concerne le fond même d'Autolib'. Et donc, cela ne vous surprendra pas, nous ne serons pas favorables à ce projet de délibération, en cohérence avec nos votes précédents.

Je voudrais juste reposer une question, qui a été posée hier par Jacques BOUTAULT lors des questions d'actualité, et à laquelle, me semble-t-il, il n'y a pas eu de réponse apportée. Et je comprends la perplexité, la difficulté, pour ma collègue Annick LEPETIT, de pouvoir répondre à cette question, la question de l'équilibre économique de ce service.

Au vu de ce que ce rapport d'analyse économique a indiqué - même si j'ai bien compris, dans la réponse d'Annick hier, qu'il y avait des approximations dans les données prises en compte dans ce rapport -, malgré tout, cela corrobore beaucoup les inquiétudes que nous avions déjà exprimées lors du précédent Conseil de Paris sur le fait qu'il paraît absolument impossible qu'un tel service, vu toutes les charges qu'il va comporter en matière de jockeys pour déplacer les véhicules, etc., qui viennent s'ajouter aux charges habituelles d'un service d'auto-partage, puisse atteindre l'équilibre économique.

Et d'ailleurs, le chiffre de 200.000 abonnés donné par le rapport correspond à ce que les services de la Ville et le Syndicat mixte Autolib' avaient indiqué il y a déjà quelques mois, c'est-à-dire qu'il fallait entre 200.000 et 220.000 abonnés pour que le service fonctionne.

Or, à tous points de vue, je pense qu'imaginer qu'on puisse avoir 220.000 abonnés pour 3.000 véhicules, c'est quelque chose qui ne correspond à rien de ce qui fonctionne ailleurs en matière de service d'auto-partage. En service d'auto-partage en général, on a un véhicule pour 10 à 12 usagers. Là, il s'agit d'un véhicule pour 75 usagers.

Et donc, il y a deux hypothèses : soit il y aura 220.000 abonnés et ces 220.000 abonnés ne trouveront pas de véhicule ; soit, plus probable, il n'y aura pas 220.000 abonnés et il n'y aura pas d'équilibre économique.

Et la question, donc, qui reste posée, c'est : à partir du moment où il n'y aura pas d'équilibre économique, à partir du moment où M. BOLLORÉ ne s'est engagé qu'à mettre 60 millions d'euros, que se passera-t-il quand ces 60 millions d'euros auront été dépensés pour combler le déficit d'Autolib' ? Qui payera le reste du déficit ? Est-ce que ce sont les collectivités qui sont membres du Syndicat Mixte ou est-ce que ce sera BOLLORÉ ? Enfin, quelle sera la façon dont sera réglé ce problème ?

Je pense que cette question-là mérite que l'on ait des éléments d'explication, avant même que le service ne soit mis en place.

Merci.

Et d'ailleurs, j'en profite pour interpeller quasiment le maire adjoint chargé du budget, qui, lui-même, doit être particulièrement sensible à cette question.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je suis président de séance, mon cher collègue, et donc, je ne m'exprimerai pas sur ce sujet.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN, pour cinq minutes.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Au niveau de ce projet de délibération, nous avons deux points qui attirent notre attention : le premier, c'est la répartition des stations entre la voirie et les systèmes en ouvrage. Depuis le début, nous avions émis le vœu qu'un maximum de stations soient installées en sous-sol, pour ne pas pénaliser encore les utilisateurs de la voirie parisienne.

Tel n'a pas été le cas, bien au contraire, puisque sur 700 stations, il y aura 500 stations qui seront installées sur la voie publique, de quatre à cinq places chacune, soit environ 2.000 places, qui vont être retirées au stationnement actuel.

Ce choix s'explique certainement par la visibilité que le Maire de Paris souhaite donner à l'opération Autolib', mais c'est au détriment de l'ensemble des autres utilisateurs de la voirie : voitures, deux-roues motorisés et mêmes vélos, qui sont aussi demandeurs d'espaces pour leurs véhicules.

On sait bien à quel point ces espaces manquent. Je ne prendrai qu'un seul chiffre : celui des deux-roues motorisés, qui demandent plus de 70.000 places.

Cela veut donc dire que la situation actuelle, déjà caractérisée par une pénurie généralisée de stationnements de surface, va encore s'aggraver. Les diverses enquêtes de terrain récemment effectuées la mesurent déjà parfaitement, notamment dans les quartiers centraux et médians, où les taux de vide sont inférieurs à 3 % de la capacité totale.

En clair, cela veut dire qu'il n'y a pas de place disponible pour ceux qui la cherchent, ce qui explique le temps passé par les automobilistes à tourner pour chercher une place et le surcroît de pollution qui en découle.

Ces chiffres sont incontestables ; les conséquences sur l'air que nous respirons aussi, mais on dirait que le Maire est sourd et autiste, puisqu'il ne les entend pas et se refuse à prendre toute mesure en conséquence.

C'est la raison pour laquelle nous déposons un vœu pour demander, d'une part, un ré-arbitrage des emplacements entre la surface et le sous-sol et, d'autre part, que la suppression des places de stationnement de surface attribuées aux stations Autolib' fasse l'objet d'une compensation par la création de parcs souterrains de quartier, créés en fonction des besoins locaux pour tenir compte des différentes situations locales.

Mutualiser l'usage de la voiture dans Paris est indispensable : développer les services qui vont dans ce sens est effectivement la bonne direction. Les parcs souterrains sont particulièrement intéressants pour cela puisqu'ils disposent de l'espace suffisant pour y installer ces services sans prendre sur la voirie qui, elle, a vocation à être affectée en priorité aux piétons, aux modes doux et aux transports publics.

Il me semble que, là, avec la répartition qui nous est proposée, on va à contresens de ce mouvement.

Le second point que je voulais aborder est l'équilibre du système.

L'installation de stations Autolib' sur voirie constitue bel et bien une incitation à utiliser une voiture, mise à disposition, au lieu d'emprunter les transports publics ou un mode doux. On ne peut pas en même temps vouloir supprimer les voies sur berges, réduire sans cesse l'espace dévolu à la voiture, comme place de la République par exemple, et, dans le même temps, créer une offre de voitures de 3.000 voitures supplémentaires. C'est un non-sens. Il y a fort à penser que ce ne sont pas les automobilistes qui vont vendre leur voiture et se reporter sur Autolib', ce sont vraisemblablement les utilisateurs des transports publics qui, par convenance, vont effectivement utiliser le système, et ceci, en grande partie en raison de l'implantation en surface.

On voit que ce système est conçu pour de petites courses multiples et non pas, comme dans l'autopartage, pour un trajet planifié et indispensable. L'esprit même du système Autolib' pousse à la consommation.

Mes chers collègues, il ne peut pas y avoir de comparaison entre Vélib' et Autolib', pour la raison suivante : dans Vélib', il y a vélo ; dans Autolib', il y a auto. Cela change tout !

Je rappelle que nous avons voté pour Vélib' dès le début de l'opération et constamment depuis.

Madame LEPETIT, nous allons voter pour Autolib', tout en étant très attentifs au sort qui sera réservé à notre vœu sur le stationnement. Si ce vœu n'était pas adopté, dès que nous serons en responsabilité, nous changerons l'équilibre actuel entre stationnements de surface et stationnements souterrains, par la création de parcs de quartier.

Enfin, nous serons particulièrement vigilants, comme l'a d'ailleurs dit M. BAUPIN, quant à l'équilibre financier du système.

Le rapport du Centre d'analyse stratégique qui vient de paraître qualifie l'hypothèse sur laquelle est basée Autolib' de très optimiste. Sa viabilité n'est assurée que si Autolib' compte plus d'abonnés que Vélib', qui a aujourd'hui 160.000 abonnés. C'est considérable, mais pour Autolib', il en faut 200.000. Cela nous inquiète surtout, compte tenu de la superficialité des enquêtes qui ont été faites au début, enquêtes de commercialité, lors de la conception de l'opération. Le plus, on nous dit : "ce sont 7 heures par jour d'utilisation qui sont requises", cela paraît plus qu'optimiste, notamment compte tenu du temps de rechargement des batteries.

La location de voitures en libre service était dans notre programme en 2008. Nous y sommes donc favorables, mais nous serons des sentinelles afin de surveiller et veiller à ce que le système fonctionne sainement.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE pour 5 minutes.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Je souhaite tout d'abord préciser que je m'exprime au nom du Maire du 15e, Philippe GOUJON.

Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Faire en sorte de donner la possibilité aux Parisiens de moins utiliser leur véhicule personnel, voire de s'en séparer au profit d'un dispositif d'autopartage électrique est une solution innovante.

Elle est également fédératrice, car c'est un projet que nous portions dans nos programmes lors des dernières élections municipales. La question du coût énergétique et les problématiques de pollution sont désormais parfaitement comprises par les Françaises et les Français, et davantage peut-être encore par les Parisiennes et les Parisiens.

En ce sens, ce projet donc s'inscrit pleinement dans la dynamique du développement durable lancée par le Gouvernement avec le Grenelle de l'environnement.

Cet accord de principe soulève cependant plusieurs interrogations :

Je tiens en particulier à porter devant notre Assemblée diverses critiques dont nous ont fait part les habitants du 15e, futurs utilisateurs.

Beaucoup ont exprimé leur inquiétude sur la disparition de nombreuses places de stationnement, puisque la majorité des stations seront implantées en surface, d'où la suppression de 200 nouvelles places qui viendront s'ajouter aux quelque 3.000 qui ont déjà disparu dans le 15e en dix ans.

Le coût du projet a également été évoqué à plusieurs reprises, tout comme les problèmes de propreté et de maintenance des véhicules ou encore les risques de vol et de vandalisme.

L'accessibilité aux véhicules aux personnes à mobilité réduite a été souhaitée, ainsi que la mise à disposition de sièges auto pour les enfants.

Enfin, la question a été à nouveau posée de savoir si ce nouveau flux de véhicules n'allait pas accroître les difficultés de circulation. A ceci, s'ajoutent les interrogations soulevées pas la concurrence faite aux taxis et sur la non-adhésion de certaines communes limitrophes.

Les réponses que vous voudrez bien nous apporter nous intéressent d'autant plus que ce projet concerne en premier lieu le 15e arrondissement qui, en tant qu'arrondissement le plus peuplé de la Capitale, accueillera le plus grand nombre de stations.

C'est la raison pour laquelle, dès qu'il a eu connaissance de la mise en œuvre de ce projet, le Maire du 15e a souhaité rencontrer la mission Autolib' et se saisir de ce dossier pour l'insérer dans une démarche de concertation. Philippe GOUJON a ainsi consulté, par le biais des journaux locaux, l'ensemble des habitants et plus particulièrement les conseillers de quartier qui ont été réunis à deux reprises en Mairie et qui ont débattu deux fois en séance publique sur le principe même d'Autolib' et sur les propositions de stations transmises par la Mairie centrale, sans oublier le C.I.C.A. que nous avons tenu sur ce sujet.

Dans le 15e, nous avons donc engagé une concertation exemplaire autour de ce projet. Or, la réponse donnée par la Ville sur l'important travail de terrain participatif réalisé par les conseillers de quartier, qui ont formulé un certain nombre de propositions de modification d'implantation, est plus que décevante. Hormis quelques changements à la marge, pour des raisons principalement techniques, ayant trait à l'étroitesse des trottoirs, à la présence de zones de transport de fonds ou à un refus de l'Architecte des Bâtiments de France, aucune des propositions émises par les habitants du 15e et transmises à votre Adjointe en charge des déplacements n'a été prise en compte.

Il est, en tout cas, assez inacceptable qu'à l'issue de plus d'un an d'échanges et de réunions, vous n'ayez retenu aucune des demandes ou propositions portées par les habitants dans le cadre de cette concertation. C'est aussi méprisant pour les élus locaux et les conseillers de quartier qui s'investissent au quotidien pour améliorer ou adapter à la vie locale les projets qui sortent des bureaux de la Mairie centrale.

Mais, Madame la Maire, je ne désespère pas, puisque je vais vous remettre la liste de nos propositions, que nous vous avons d'ailleurs déjà adressée à plusieurs reprises ; j'espère que vous voudrez bien les examiner une nouvelle fois et que vous entendrez nos demandes, en particulier celles qui portent sur les stations qui sont prévues au 5, place du Commerce et au 79, rue Brancion.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Valérie MONTANDON, pour 5 minutes.

Mme Valérie MONTANDON. - Les places d'attribution de stationnement Autolib' prévues dans le projet ne font pas apparaître de places au sein du bois de Vincennes. Autolib', ce sont des voitures électriques, dont non polluantes. Il y aurait une certaine logique à ce qu'elles desservent le bois, notamment au Sud. En effet, le Sud du bois de Vincennes concentre l'hippodrome, l'école de police, le centre de rétention, l'école du Breuil, la Ferme de Paris, ainsi que de nombreux autres équipements.

Ce périmètre, comme l'ensemble du bois, est très mal desservi par les transports en commun.

Vous communiquez sur la volonté, souvent, de limiter la voiture dans le bois de Vincennes en raison de la pollution.

Ainsi, permettre aux Parisiens de se rendre en voiture électrique aux différents équipements mentionnés précédemment me semble pertinent et même incontournable.

Je pousserai le raisonnement un peu plus loin. Votre majorité a prévu, au Sud du bois, une aire d'accueil des gens du voyage qui se veut être une aire d'accueil pour les gens du voyage qui viennent se faire soigner ou visiter leurs proches hospitalisés dans des hôpitaux parisiens. On peut donc anticiper qu'il va y avoir un certain va-et-vient de véhicules à grande majorité pas forcément électriques mais plutôt diesel.

Pour garder une certaine cohérence dans votre projet d'aménagement, il serait donc intéressant que vous étudiiez la possibilité d'implanter des stationnements d'Autolib' aux alentours.

Ce sont donc pour ces raisons évoquées que je vous demande, s'il vous plaît, que la création de stations Autolib' soit étudiée au sein et aux abords du bois de Vincennes, sur la voirie appartenant, bien sûr, à la Ville de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS pour 5 minutes.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous nous demandez de voter une convention. Or, il se trouve que nous sommes toujours aussi circonspects sur le dispositif que vous nous proposez, si ce n'est de plus en plus.

D'ailleurs, une question d'actualité a été posée hier et je note qu'aucune réponse de fond n'y a été donnée, ni sur le respect des délais de livraison ni sur le modèle économique. Je partage ces interrogations - et, oui, cela peut arriver ! - qui sont légitimes et, à plusieurs reprises, j'ai pointé les doutes que soulève ce projet : des doutes quant à la pertinence du système lui-même et aussi des doutes quant à sa viabilité économique. Nous l'avons déjà dit, le "copier-coller" de Vélib' sur Autolib' ne peut pas fonctionner, nous pensons que le modèle n'est pas transposable.

Nous pensons aussi qu'il n'est pas la meilleure réponse aux besoins des Parisiens et il ne nous paraît pas complètement adapté aux réalités du terrain.

Je ne vais pas revenir à nouveau sur ce point, mais c'est un service trop limité, trop complexe, trop contraignant. Le public visé est trop restreint, le système de réservation de la voiture au départ et de la place de stationnement à l'arrivée ruine le principe même de libre service. Les problèmes de réapprovisionnement des stations et des coûts de fonctionnement liés au vandalisme seront exponentiels comparés à Vélib'.

Mais, au-delà de ces problèmes techniques, c'est la viabilité économique - et je vois qu'il y a un certain consensus sur le sujet - de votre projet qui nous préoccupe.

Selon l'hypothèse que vous avez retenue, la rentabilité du contrat n'est atteinte que si l'opération enregistre 200.000 abonnements et si les véhicules sont en utilisation payante au moins sept heures par jour toute l'année.

C'est donc un scénario qui nous paraît totalement improbable, puisque même Vélib' n'a jamais atteint ces chiffres et ne compte plus aujourd'hui que 165.000 abonnés.

Comment imaginer réaliser un tel objectif alors qu'Autolib' cumule les contraintes ?

Le rapport du Centre d'analyse stratégique ne fait que confirmer les risques de dérive financière de votre modèle économique. Si l'on se réfère à l'expérience de La Rochelle, ville que, j'imagine, vous devez prendre pour modèle et qui a mis en place un système Autolib' depuis plusieurs années, le temps d'utilisation quotidien est d'une heure.

Dans cette hypothèse, le bilan d'Autolib' serait de plus de 60 millions d'euros de perte par an. J'espère que nous ne parviendrons pas à cette extrémité, car les conséquences seraient dramatiques et d'ailleurs davantage dramatiques pour la Ville que pour l'opérateur.

Toutes ces interrogations nous font penser que votre projet présente de sérieux risques, des risques qui concernent au premier chef les communes engagées mais qui apparaissent limités pour l'opérateur.

Le contrat passé entre le syndicat et l'opérateur Bolloré prévoit que celui-ci devra assumer jusqu'à hauteur de 60 millions d'euros les pertes éventuelles sur la durée de l'ensemble du contrat.

Au-delà, ce sera aux collectivités adhérentes de payer. Nous l'avons vu, le seuil de 60 millions d'euros peut être très rapidement atteint.

Or, si une collectivité souhaite se retirer du projet, voyant que celui-ci accumule les déficits, elle ne pourra le faire qu'à condition de l'unanimité des membres. C'est très difficile et quasi impossible.

Compte tenu de l'hypothèse irréaliste sur laquelle le contrat est basé et des difficultés inhérentes à la réussite du système évoqué, il n'est pas improbable que la Ville soit dans l'obligation de combler un déficit important.

Alors, pourquoi Bolloré prendrait-il le risque de s'engager dans un projet économiquement bancal ? Tout simplement parce que ce n'est pas à lui qu'incombe ce risque majeur (on l'a dit, il est plafonné à 60 millions), mais surtout il bénéficie d'aides exceptionnelles qui d'ailleurs font l'objet de suspicions, de doutes, voire de procédures de la part de concurrents privés.

130 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement, 50 millions euros de l'État et des collectivités pour élaborer la technologie de sa batterie, une batterie dont la fiabilité doit encore être testée à grande échelle et que la Ville de Paris lui propose d'expérimenter grandeur nature à travers Autolib'.

25 millions d'euros, c'est la subvention que la Ville accorde pour réaliser sur son territoire les stations Autolib'.

On le voit clairement, la charge du risque repose très largement sur le syndicat. Est-ce aux Parisiens de supporter ce type d'engagements financiers aléatoires ?

Il y avait des alternatives à votre projet, qui garantissaient un service plus efficace et mieux adapté au besoin, en particulier le développement de l'auto-partage (cela a déjà été évoqué à l'instant) ou la valorisation de l'offre privée existante, des taxis et des loueurs qui fournissent un service plus efficace pour un prix similaire.

Les taxis sont un transport public, ils constituent une véritable alternative à l'utilisation de la voiture individuelle. C'est là qu'aurait dû, selon nous, porter la priorité de votre action.

Au contraire, le résultat direct de votre projet, ce sera la suppression immédiate de 2.250 places de stationnement en voirie, c'est-à-dire en quelque sorte une triple peine : la suppression certaine d'emplacements de parking pour un service très limité pour les Parisiens, mais aux conséquences financières importantes pour la Ville.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. le Président BROSSAT, pour cinq minutes.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, la mise en place du service de voitures électriques en libre-service Autolib' franchit aujourd'hui par ce projet de délibération une nouvelle étape importante.

Les élus Communistes s'en félicitent, car ce nouveau service constitue une amélioration de l'offre de transport pour les Parisiens et les Franciliens.

Depuis la première mandature, notre majorité a fait de la question des transports l'un des axes majeurs de son action.

Avec la mise en place de Vélib' et la multiplication des pistes cyclables, la Municipalité parisienne a démontré avec succès sa capacité à proposer des solutions innovantes et ambitieuses pour diversifier l'offre de transport.

Par le développement à grande échelle de couloirs de bus, des efforts considérables ont été faits pour améliorer le trafic de ce mode de transport collectif.

Bref, depuis 2001, Paris a changé de visage, la politique du "tout voiture" qui régnait auparavant est bel et bien révolue. Nous nous en réjouissons et les Parisiens avec nous.

Seulement, il nous faut prendre en considération la diversité des besoins des Parisiens en matière de transport et y répondre nécessairement par une diversité de modes de transport.

Partant de ce constat, il nous semble que le dispositif Autolib' répond également à un souci d'accès du plus grand nombre à ce service, les tarifs proposés permettent une utilisation occasionnelle à un coût accessible, bien que la mise en place d'une tarification sociale soit toujours possible, comme nous souhaitons que ce soit fait pour Vélib', à l'initiative de notre groupe.

En outre, Autolib' sera développé à une grande échelle et s'adressera potentiellement à 4 millions d'usagers, ce qui constitue un vrai progrès dans l'accès aux transports, au sein de la métropole parisienne.

Enfin, nous ne sommes pas indifférents à tout ce que la mise en place du projet Autolib' implique, en termes d'emplois créés à tous les niveaux.

Les véhicules qui seront mis en circulation s'inscrivent dans le domaine des nouvelles technologies et leur conception mobilise de nombreuses P.M.E. qui créent de l'activité économique.

A l'autre bout de cette chaîne d'emplois créés dans le cadre de ce projet, nous trouvons également des salariés de la branche industrielle qu'il faut se féliciter de soutenir de cette manière.

Enfin, ce sont plus de 800 emplois qui seront créés dans le domaine des services aux usagers d'Autolib', comme l'accueil ou le conseil.

Autolib' présente donc selon nous des qualités indéniables qui vont dans le sens de la diversification des moyens de transport. Il s'agit pour nous d'un progrès et d'un service tout simplement utile aux Parisiennes et aux Parisiens.

C'est pourquoi les élus Communistes voteront pour la signature de cette convention et nous espérons qu'Autolib' rencontrera le même succès populaire que Vélib'.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET pour cinq minutes.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, je n'interviendrai ici qu'au nom des élu-e-s du Parti de Gauche.

Nous avons certes voté les précédentes délibérations sur ce sujet, mais sans conviction et avec beaucoup de doutes.

Le sujet, à première vue, peut sembler séduisant, si tous les automobilistes abandonnaient leur voiture avec la garantie, en cas seulement de grande nécessité, de pouvoir accéder à un véhicule sans émission de gaz à effet de serre et, en même temps, pas cher.

Pour autant, si l'on analyse sérieusement le dossier, Autolib' est certainement l'exemple même de la fausse bonne idée, c'est même sans doute un bon cas d'école de capitalisme vert.

D'abord, ce n'est pas parce qu'on réalise des voitures 100 % électriques qu'elles sont non polluantes. Tant que l'essentiel de notre énergie électrique sera produit par nos centrales nucléaires, ayons conscience du caractère très polluant et dangereux de l'énergie que nous consommons.

Mais la question sans doute la plus importante à se poser est la suivante : ceux qui possèdent actuellement une voiture vont-ils cesser de l'utiliser pour Autolib' ? Rien n'est sûr.

L'usage le plus conséquent de la voiture dans Paris est celui lié aux déplacements domicile-travail. L'automobiliste ne pourra absolument pas être sûr d'avoir accès chaque matin à une voiture disponible, du fait du maillage existant limité. Il y a peu de chances que les Parisiens motorisés adoptent plutôt ce mode de transport.

Bien sûr, pour ceux qui n'ont pas de voiture, Autolib' peut rendre des services et ce sont peut-être de grandes opportunités pour des personnes qui n'ont pas de voiture.

C'est peut-être là justement un problème, parce que ceux qui, aujourd'hui, n'ont pas de voiture, vont-ils privilégier demain l'utilisation de voitures électriques plutôt que les transports en commun ou les Vélib' ?

C'est fort probable, car le service représente une solution de confort et un coût raisonnable.

Résultat, on ne va pas contribuer à réduire la place de la voiture dans la Ville et, culturellement, on va même faire le contraire.

Aujourd'hui, 50 % des Parisiens n'ont pas de voiture et vivent très bien sans. On va les inciter à prendre Autolib', alors que l'on veut dans le même temps promouvoir les transports en commun ou le vélo. Ce n'est pas très cohérent, sans parler de l'augmentation du trafic routier dans une ville qui connaît déjà de sérieux problèmes d'embouteillage.

Autre bémol, l'utilisation de la voiture va s'effectuer seulement pour des allers simples, le "one way". Or, on est en face d'un problème important, qui est celui du nombre de stations : 700 stations seulement sont prévues, alors que nous comptons par exemple 1.400 stations de Vélib'.

Le système Autolib' promet 200.000 utilisateurs avec 80 communes adhérentes. Or, quand on constate que Vélib', avec 20.000 vélos et plus d'une dizaine d'utilisations de chaque Vélib' par jour atteint 160.000 utilisateurs, de quelle façon, mes chers collègues, pourrions-nous atteindre 200.000 utilisateurs pour 3.500 à 4.000 véhicules, à terme ?

Je vous demande de refaire le calcul à tête reposée parce que, ainsi, dit oralement, cela paraît un peu compliqué, mais, honnêtement, cela ne me semble absolument pas raisonnable.

Autolib' va être confronté à un autre problème, celui des stationnements et de gestion d'approvisionnement des stations, des difficultés dans le rapatriement des Autolib' qui vont provoquer des déplacements supplémentaires inutiles.

Pour que cela fonctionne, il faudra démultiplier les stationnements et assurer une logistique très lourde pour le réapprovisionnement des stations en véhicules.

Combien tout cela va-t-il coûter ?

Maintenant, Autolib', est-ce un réel service public, puisque géré par le privé ? C'est un sujet qui, pour le coup, ne relève pas simplement de celui d'Autolib', mais il est important, à chaque fois, de l'avoir.

La convention est signée avec la société Bolloré, certes à l'issue d'un marché, mais faut-il rappeler à l'ensemble des collègues de la majorité qui est BOLLORÉ ?

Il n'a rien d'un philanthrope, c'est l'une des 15 premières fortunes françaises, de la bande du Fouquet's, ami des BETTENCOURT, il fait partie de l'oligarchie.

On fait croire à la population que l'on crée un service public, mais comme il est géré par une grosse entreprise privée, c'est bien une logique capitaliste que l'on soutient et que l'on finance.

Franchement, de ce point de vue, difficile de s'enthousiasmer.

Je ne sais pas s'il y aura des "Yachtlib'" prévus sur la Seine, je ne pense pas, mais, sérieusement, nous savons bien par ailleurs qu'il risque d'y avoir autant, si ce n'est plus, de dégradations sur les Autolib' et les stations de rechargement que pour les Vélib', sachant que pour les Vélib', je vous le rappelle, Decaux s'était engagé au départ à prendre en charge toute la maintenance et il a fini par adresser la facture à la Ville, alors on est en droit de s'inquiéter de la même chose pour Autolib'.

Au final, mes chers collègues, on va se retrouver dans les mêmes logiques de faux service public, avec une socialisation des pertes et une privatisation des profits. A Bolloré les bénéfices et aux contribuables la facture !

Au vu du coût de l'opération, ne pourrions-nous pas mieux utiliser cet argent public ? On pourrait inciter au développement des transports en commun, des dispositifs de voitures en autopartage en privilégiant à chaque fois l'économie sociale et solidaire, mais surtout, nous devons repenser de manière plus globale nos déplacements dans une logique de réaménagement du territoire, car l'objectif, pour nous, doit être de réduire les distances domicile - travail ; c'est là le vrai enjeu de la planification écologique liée aux questions de transports quotidiens.

Alors, avec cette fausse bonne idée d'Autolib', on tombe dans un effet de mode et, en fait, on atterrit à un bel exemple de capitalisme vert.

C'est pourquoi, vous l'aurez compris, Alexis CORBIÈRE et moi-même, nous voterons contre ce projet de délibération.

Je vous en remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-François MARTINS, pour cinq minutes.

M. Jean-François MARTINS. - Certains orateurs l'ont rappelé avant moi, la mise en place d'une flotte de véhicules écologiques en libre service dans Paris faisait partie d'un certain nombre de programmes d'entre nous aux élections municipales de 2008 et certains d'entre nous, c'était notre cas, plaidaient même, pourquoi pas, pour des deux-roues motorisés électriques sur le même modèle.

Si nous partageons tous l'envie et l'ambition d'une flotte de véhicules, en libre service, électriques, qui permet à la fois de modifier les usages et les comportements, de promouvoir des modes de déplacement moins gourmands et moins dépendants des énergies fossiles et qui, par ailleurs, permet à la Ville de Paris d'avoir un rôle fort dans un secteur industriel qui est celui de la motorisation électrique, qui permettra, grâce à cette première commande pour la Ville, de lancer, on l'espère, des chaînes de production qui rendront accessible la voiture électrique aux particuliers à des coûts moins importants, le principe ne vaut que s'il se confronte à la réalité des usages, du modèle économique et des besoins des Franciliens et nous devons être particulièrement vigilants à la pertinence et à la réalité des besoins et des usages qui seront ceux des Franciliens, parce que le projet de délibération que nous votons aujourd'hui va modifier durablement le paysage urbain parisien, la voirie et les places de stationnement et donc nous ne pourrons pas revenir en arrière après la délibération d'aujourd'hui.

Nous devons donc mesurer avec responsabilité et avec sens de la prévision la réalité de la possibilité qu'Autolib' fonctionne tel que décrit par le modèle économique que vous nous proposez.

Je ne vais pas rappeler les chiffres qu'un grand nombre d'orateurs ont cités aujourd'hui, mais 200.000 abonnés par an à une utilisation de 7 heures par jour paraît évidemment très loin de ce que la réalité sera et pourra être lorsque la flotte sera mise en place.

Et puis, c'est d'autant plus inquiétant, parce que l'éventualité d'arriver à un certain nombre d'abonnés, à un usage quotidien proche des 7 heures par jour, dépend de notre capacité à faire d'Autolib' un véritable projet métropolitain, un véritable projet à l'égard du Grand Paris, parce que les déplacements que nous pourrions remplacer demain grâce à ces véhicules en libre service seront probablement beaucoup plus des déplacements de banlieue à banlieue, de banlieue à Paris, que des déplacements de Paris intra-muros, où l'offre de transports collectifs est aujourd'hui suffisante.

Eh bien, c'est sur cette dimension partenariale et métropolitaine qu'évidemment, pèsent les plus grandes inquiétudes aujourd'hui, parce que vous l'avez vu comme moi, Madame LEPETIT, un certain nombre de villes (Gentilly, le Kremlin-Bicêtre, Ivry, Vincennes, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Aubervilliers, Saint-Denis ou Clichy-la-Garenne) ont aujourd'hui émis des doutes et, pour certaines, directement des refus d'adhérer à Autolib' et de participer à cette flotte.

Quand on pense que dans les villes que je viens de citer il y a Montreuil, quatrième plus grande ville d'Ile-de-France, Saint-Denis, cinquième plus grande ville d'Ile-de-France, si, demain, ces communes ne sont pas dans ce partenariat, ne sont pas dans la flotte de véhicules en libre service, alors aucune chance que nous atteignions le nombre d'abonnés qui seront nécessaires au modèle économique.

Les questions que j'ai envie de poser à Mme LEPETIT et, finalement, à M. MANSAT par extension, c'est la réalité de la dimension partenariale et métropolitaine du projet et si ces communes et si le nombre de communes qui n'adhèrent pas au projet tend à augmenter dans les mois et dans les semaines qui viennent, cela ne remet-il pas en cause l'équilibre global du projet et sa pertinence ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. Claude DARGENT, pour cinq minutes.

M. Claude DARGENT. - Monsieur le Maire, chers collègues, le projet Autolib' entre dans sa phase opérationnelle avec ce projet de délibération, puisque son objet est d'autoriser l'implantation des futures stations sur le territoire parisien.

Je voudrais souligner ici le caractère profondément innovant de ce projet. Sans équivalent aujourd'hui dans le monde, il participe de la diversification des modes de déplacement dans la Capitale.

En milieu urbain, le tout automobile qui prévalait à Paris jusqu'en 2001 est, en effet, une aberration.

En mettant en place Autolib', notre ville fait figure de pionnière en matière de déplacements et, c'est l'occasion d'informer notre Assemblée, l'association IMPACTS qui réunit les capitales européennes dans le domaine des transports a décidé de tenir son congrès annuel à Paris en 2012 pour mieux observer cette expérience qui intéresse toutes les grandes villes des pays développés.

J'ai bien écouté les objections formulées par le groupe "Vert" concernant l'implantation écologique et l'équilibre économique du projet.

Du point de vue du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, un dispositif qui favorise un recul de la détention et de l'usage de la voiture individuelle constitue un progrès d'un point de vue écologique, dont il serait maladroit de se priver.

L'autopartage présente certes d'autres avantages, mais le fait de pouvoir, avec Autolib', déposer le véhicule à un endroit différent du point de départ ouvre des perspectives de développement plus larges.

Mon groupe est, d'autre part, sensible aux préoccupations d'équilibre économique qui ont été soulevées. Il nous semble raisonnablement garanti par le dispositif.

Evidemment, cet équilibre, comme celui de tout projet novateur, dépend d'un certain nombre de variables, mais les garanties qu'il sera atteint sont fortes et nous pensons, au groupe socialiste, que l'existence d'inévitables incertitudes économiques ne doit pas nous interdire de mettre en œuvre un projet qui constitue un progrès écologique.

Autolib' est d'abord, en effet, une nouvelle organisation de la mobilité, qui participe de la diversification des modes de transport, dans un souci de limitation des gaz à effet de serre et des polluants, sans compter du bruit, qui constitue, comme nous le savons, la première source de pollution à Paris.

Le dispositif est à la frontière de trois enjeux majeurs, comme le rappelle le projet de délibération : un enjeu social, un enjeu environnemental, un enjeu économique.

Depuis la création du syndicat mixte en février 2009, beaucoup de chemin a été parcouru.

Avec ce projet de délibération, nous votons sur les implantations du service à Paris qui privilégiera l'accessibilité et la flexibilité et les déplacements au-delà des frontières de la Capitale, dans l'ensemble de l'aire métropolitaine qui constitue le cœur de l'agglomération.

Au terme de ce projet de délibération, 500 stations seront construites en surface et 200 en souterrain pour un total de 700 stations, ce qui offre un maillage très dense pour les usagers du service.

Le parti pris de la Municipalité est clair, il s'agit de donner une visibilité à ce service, grâce au stationnement en surface, mais les stations implantées en surface ont une taille réduite pour limiter la suppression des places qui est donc un argument qui a été pris en compte.

De ce fait, et cela a été souligné en 3e Commission, environ la moitié des places Autolib' ouvertes se trouveront dans les parkings souterrains. De ce point de vue, l'effort est notable pour limiter l'impact sur la suppression des places en surface.

Alors, lors du débat en Conseil du 15e arrondissement, quelques emplacements nous ont été signalés comme potentiellement problématiques.

Ces emplacements pourront peut-être être déplacés, s'ils peuvent l'être, c'est une bonne chose. Je suis sûr que les arguments seront examinés, mais on conçoit bien aussi qu'existent un certain nombre d'impératifs techniques.

Simplement, à écouter Mme de CLERMONT-TONNERRE tout à l'heure, on a l'impression qu'un vent de révolte s'est levé dans les conseils de quartier de l'arrondissement sur les emplacements proposés pour les stations Autolib'. C'est évidemment faux, et je tiens à le souligner ici.

D'abord, la pauvreté de l'argumentation rapportée interroge sur la pertinence de certaines critiques. Il faut savoir que dans le 15e, ce sont des adjoints au Maire qui président les conseils de quartier et, en Conseil d'arrondissement, une adjointe nous a expliqué qu'on ne pouvait pas implanter une station près d'un collège parce que les véhicules risquaient d'être vandalisés.

Evidemment, avec ce genre d'argument, on ne mettrait pas beaucoup de stations Vélib' dans Paris et je ne suis pas sûr que cet argument, en tous les cas, mérite beaucoup d'intérêt. D'autres en méritent un et il faut examiner les choses, mais j'ai surtout noté, dans les conseils de quartier du 15e arrondissement, un grand intérêt pour ce projet que je ne retrouve pas dans les interventions des élus U.M.P.

Je rappelle aussi le précédent de Vélib' en 2007. A cette période, les mêmes élus de droite, les mêmes, dénonçaient, dans le 15e, la suppression de places liée à la création de stations Vélib' et, ensuite, très vite, compte tenu du succès du dispositif, il a fallu, dans un consensus cette fois-ci général, étendre la taille des stations.

Pour ce qui le concerne, le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés refuse de bouder sa satisfaction et son plaisir face à cette proposition. Oui, c'est un dispositif moderne et écologique qui nous est proposé avec Autolib' et, oui, nous devons accepter avec enthousiasme un projet qui s'inscrit dans la diversification des modes de déplacement dans notre ville, selon un modèle qui suscite l'intérêt bien au-delà de nos frontières.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre à l'ensemble des orateurs, je donne la parole à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais peut-être préciser le projet de délibération que nous sommes en train d'étudier et sur lequel nous sommes interrogés.

Ce projet de délibération, d'une part, définit le cadre réglementaire des parcelles sur lesquelles les stations Autolib' seront réalisées, à savoir une autorisation d'occuper la voirie parisienne et, d'autre part, elle précise la contribution financière de la Ville de Paris aux investissements du Syndicat mixte Autolib' pour réaliser les stations.

C'est donc l'objet du projet de convention entre le Syndicat mixte Autolib' et la Ville de Paris qui est annexé au projet de délibération.

Je rappelle que ce projet de convention a été validé et voté à l'unanimité lors du conseil syndical Autolib' qui s'est tenu avec les élus le 26 mai dernier.

J'ajoute que toutes les villes adhérentes au syndicat mixte font la même chose, chacune devant leur propre Conseil municipal. J'ajoute également que la liste des stations dans chaque arrondissement est annexée à la convention que vous avez tous lue.

Je voulais dire à Mme de CLERMONT-TONNERRE que bien évidemment les stations aujourd'hui sont dans la phase des études techniques et que j'ai écrit à plusieurs reprises, à trois reprises exactement, aux maires d'arrondissement, entre juin 2009 et janvier 2011. Nous sommes donc dans un processus d'échange.

Evidemment, c'est la même chose avec le 15e arrondissement, la liste comporte 53 stations qui sont donc inscrites et s'il y a encore quelques incertitudes pour le maire du 15e, pour les élus du 15e, nous ne manquerons pas bien sûr de les rassurer sur tel ou tel emplacement.

Je voulais également dire un mot sur le nombre de stations en voirie. Cela a fait l'objet notamment d'une intervention de Mme DOUVIN, d'un vœu d'ailleurs de Mme DOUVIN. Effectivement, ce sont à Paris 500 stations de 4 places que nous allons implanter sur voirie et 200 stations de 10 places en sous-sol. Si nous faisons rapidement le calcul, on s'aperçoit, Madame DOUVIN, que nous avons le même nombre de places de voitures : 2.000 en voirie, 2.000 en parking.

Quand vous me demandez à travers votre vœu de privilégier les places en parking, au-delà de l'aspect du maillage que nous avons fait, encore une fois en lien avec les maires d'arrondissement, je voulais vous dire, même si ce n'est pas l'objet de cette convention proprement dite, que nous aurons le même nombre de places pour les voitures Autolib' en parking qu'en voirie.

J'espère que ceci va vous rassurer, mais vous avez raison, de toutes les façons, nous devrons suivre pas à pas le projet Autolib' et l'installation des stations. Cela va sans dire, et je compte bien sur la vigilance des élus de proximité pour que nous puissions continuer à en parler.

Je souhaiterais également intervenir sur le vœu qui a été déposé par Mme MONTANDON qui concerne les bois, et notamment le bois de Vincennes. Je voulais lui dire que lorsque nous avons étudié - cela date de 2009 - le maillage des stations avec l'A.P.U.R. et également avec les élus parisiens et les élus des villes adhérentes, nous avons souhaité et décidé d'ailleurs que nous aurions un maillage très fin, avec des stations en surface, des stations en sous-sol et que les bois, que ce soit le bois de Vincennes ou le bois de Boulogne, ne seraient pas retenus pour implanter des stations, dans la mesure où nous avons donné priorité à l'intermodalité.

Je rappelle qu'Autolib' s'inscrit dans une palette de modes de déplacements qui doivent être complémentaires les uns avec les autres.

J'en profite pour répondre à un certain nombre de conseillers qui m'ont interpellée, en essayant plutôt de cliver et en opposant, par exemple comme l'a fait Mme CUIGNACHE-GALLOIS, les taxis à Autolib', alors que dans la réalisation même du projet, nous souhaitons, bien au contraire, intégrer les taxis qui peuvent être à un moment ou à un autre une complémentarité à Autolib'. Ils le savent, je leur ai dit à plusieurs reprises.

Pour reparler d'intermodalité, nous avons favorisé les stations proches de stations de métro, de RER ou de stations de bus, par exemple, ce qui n'est pas le cas des bois. Mais, en même temps, Madame MONTANDON, je comprends votre souci. Nous allons regarder si nous pouvons implanter des stations Autolib' au plus près des bois. J'ajoute que Saint-Mandé, Saint-Maurice, sont deux villes qui sont riveraines du bois de Vincennes et que, par conséquent, l'implantation de leurs stations ne sont pas très éloignées du bois.

Enfin, je voudrais revenir sur ce rapport, qui est souvent cité et qui l'a été encore tout à l'heure, qui l'était hier, c'est vrai, dans une question d'actualité. Je comprends que Mme DOUVIN ou Mme CUIGNACHE-GALLOIS s'en inspirent - après tout c'est un rapport qui est sorti des services du Premier ministre et on pourrait lui faire confiance - mais j'ignorais que le groupe "Europe Ecologie - les Verts" puisse être aussi sensible que les services du Premier Ministre au lobby des industries automobiles et pétrolières qui ont largement inspiré le rapport du conseil d'analyse stratégique.

Ce rapport ne contient pas des approximations mais des erreurs manifestes. D'ailleurs, il est intitulé "La voiture de demain" alors que, nous, nous parlons de la voiture d'aujourd'hui. Et les erreurs sont manifestes. J'en ai citées quelques-unes hier mais visiblement elles n'ont pas été entendues. Il est noté dans le rapport que la Ville de Paris et une quinzaine de communes de la petite couronne se sont regroupées dans un syndicat mixte, alors qu'il y a 45 villes, plus la Région, ce qui fait 46 collectivités.

D'autre part, il est dit également dans ce rapport que le financement des collectivités serait par station de 60.000 euros, alors qu'il n'a jamais été question de 60.000 euros mais bien d'un plafond de 50.000 euros et ce plafond reste et demeure. Les collectivités dépenseront 50.000 euros par station.

Il est également écrit que l'abonnement mensuel pour les utilisateurs est de 15 euros, alors qu'il est de 12 euros.

Et, bien sûr, à la fin de ce rapport de 258 pages mais qui n'en comprend que 3 sur Autolib', il est écrit que pour l'exploitant, le bilan pourrait être négatif - ils utilisent quand même le conditionnel - de 60 millions par an.

Tout ceci est fait sur une base d'hypothèses fausses.

Je voudrais dire un mot, Monsieur le Maire, si vous me le permettez, sur le modèle économique. Il s'agit d'une délégation de service public. J'en profite pour dire à Mme SIMONNET que c'est dans ce cadre-là que le groupe Bolloré, ou la société comme vous voulez, a été désignée.

Ce modèle économique, c'est d'abord un apport en capital du groupe Bolloré de 50 millions d'euros, la prise en charge des locations de voitures, des assurances, de l'entretien et du service client par le groupe Bolloré. Ce sont des garanties techniques et financières contre le vandalisme et une moindre fréquentation, le risque de non atteinte du chiffre d'affaires qui est pris en charge par le groupe Bolloré à hauteur de 60 millions d'euros.

Si le groupe Bolloré devait arrêter le service comme cela, d'un coup d'un seul, il devrait verser obligatoirement 20 millions d'euros au syndicat mixte. Nous avons aussi mis des objectifs de performance, des garanties de qualité de service, un comité de suivi constitué de dix membres issus du concessionnaire et du syndicat. Enfin, c'est un comité de conciliation constitué de trois membres indépendants et expérimentés.

Donc, si nous voyons que ce service, dont à la fois chacun rêve un peu mais en même temps, je l'ai entendu - notamment dans les propos de Mme SIMONNET, vous l'avez dit plusieurs fois, ce n'est pas sûr, ce n'est pas raisonnable - et, en même temps, d'un côté, vous avez dit qu'il n'y aurait pas assez de voitures Autolib' et, de l'autre côté, vous avez dit que, de toute façon, personne ne les utiliserait…

Bref, on sent bien des inquiétudes, des interrogations, et je les comprends tout à fait.

Maintenant, je souhaite que vous sachiez :

- que l'ensemble des collectivités ont voté unanimement à la fois le cahier des charges mais aussi le candidat, donc le prestataire, aujourd'hui le groupe Bolloré, ainsi que toutes les prestations que nous avons pu inscrire ;

- que, d'autre part, nous innovons ; bien sûr que nous innovons ! Mais ce n'est pas un "copier-coller", comme l'a dit Mme CUIGNACHE-GALLOIS, de Vélib', car, en effet, vous avez raison, Madame, comment peut-on comparer les deux, puisque nous avons des garanties que, pour conduire une Autolib' qui pourra emprunter des autoroutes, il faut un permis de conduire, que, d'autre part, nous avons des prix préférentiels à la fois pour les familles, à la fois pour les entreprises et que des jeunes entre 18 et 21 ans pourront être abonnés à Autolib', ce que ne permettent pas aujourd'hui les agences de location, que ce soit en autopartage ou pas. Bref, un certain nombre d'avantages qui mettent, je le crois, un service public au service justement de tous. C'est bien cela notre objectif.

Quant aux villes qui n'ont pas encore adhéré - j'ai parlé de celles qui l'avaient fait. M. MARTINS a signalé celles qui ne l'avaient pas encore fait - peut-être qu'elles aussi sont dans l'attente, sont dans la demande d'explications. Nous n'avons pas, d'ailleurs, ménagé notre peine et nous la poursuivons. Toutes les villes qui souhaitent nous rencontrer, nous les rencontrons, mais je suis certaine que, si des maires qui n'ont pas choisi pour le moment ce service public ont des lettres de leurs administrés qui leur posent des questions, à savoir "pourquoi nous n'avons pas de station Autolib' dans notre ville ?", ils réfléchiront sans doute autrement et ils pourront, puisque la porte est ouverte, entrer au syndicat mixte.

J'espère que je vous ai un peu rassurés, mais je peux comprendre que ce service totalement novateur, c'est vrai qu'il n'existe pas ailleurs, nous avons d'ailleurs beaucoup de demandes d'autres villes ou d'autres pays pour justement discuter du service Autolib', j'espère que, comme pour Vélib', qui a été, c'est vrai, critiqué non pas au moment du lancement mais juste avant, et finalement peu porté par un certain nombre de groupes au Conseil de Paris, j'espère que nous vous ferons changer d'avis lorsque le service sera ouvert au public, c'est-à-dire au mois de décembre prochain, puisque nous allons donc, comme c'est dit dans le projet de délibération, commencer les travaux des stations dès cet été.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je vais mettre maintenant aux voix le vœu n° 49 du groupe U.M.P.P.A., avec, si j'ai bien compris, Madame LEPETIT, un avis défavorable de l'Exécutif ?

Madame LEPETIT, sur le vœu n° 49, quel est l'avis de l'Exécutif ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Sur le vœu n° 49, déposé par Mme MONTANDON, c'est un avis défavorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Et oui, Monsieur GIANNESINI, je suis moins distrait que je n'en ai l'air !

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 49, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 50 du groupe U.M.P.P.A., avec un avis… ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Défavorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 106.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DVD 106).

Les vœux n^{os} 51 et 52 n'ayant pas été présentés sont considérés comme retirés.

2011, DVD 128 - Signature de contrats et de conventions avec les associations "Mieux Se Déplacer à Bicyclette", "Animation, Insertion et Culture Vélo" et "Vélorution" concernant la mise à disposition gratuite de locaux de la Maison du Vélo (4e) et le versement de subventions.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DVD 128. Il s'agit de la signature de contrats et de conventions avec les associations "Mieux se déplacer à bicyclette", "Animation, Insertion et Culture Vélo" et "Vélorution", concernant la mise à disposition gratuite de locaux de la Maison du Vélo dans le 4e arrondissement et le versement de subventions.

Je donne la parole à Mme Véronique DUBARRY pour 5 minutes maximum.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

J'en profiterai pour intervenir, et j'aurais souhaité le faire dans l'autre sens, sur un autre projet de délibération sur lequel je me suis inscrite, qui est le DPE 63 et qui concerne aussi l'association "Vélorution".

Je commencerai par celui-ci, puisque le DPE 63 porte sur la signature d'une convention avec l'association "Vélorution", afin de lui permettre d'accéder à la déchetterie de la porte des Lilas.

Accéder à la déchetterie, cela veut dire aller récupérer des "épaves" - je mets plein de guillemets à ce mot "épaves" - qui auraient été enlevées de la voie publique par la Préfecture de police, qui se retrouvent donc dans la déchetterie. L'association "Vélorution" a enfin obtenu l'autorisation d'accéder à cette déchetterie. Puis on passe au DVD concernant la nouvelle Maison du Vélo qu'ils seront amenés à partager avec l'association "M.D.B.", pour y organiser des ateliers de réparation de ces vélos qui auront été ainsi récupérés.

Je rappelle un petit point sur lequel nous sommes déjà intervenus à de multiples reprises : lorsque je mets des guillemets à "épaves", c'est très, très volontairement et c'est bien pour démontrer et pour montrer la philosophie qui anime à la fois l'association et qui nous animait nous, élus E.E.L.V., lorsque nous défendions le fait que ces vélos devaient être enlevés avec plus de précautions par la Préfecture de police. Il y a effectivement parfois une gêne sur la voie publique par le fait de cette stagnation d'épaves, parfois très, très longtemps, mais il y a aussi parfois des enlèvements un peu cavaliers, si je puis m'exprimer ainsi, qui demanderaient un petit peu plus de réflexion.

Il y aurait certainement moyen de mettre en place une réflexion avec, par exemple, les régies de quartier, les associer à la Préfecture de police pour ces enlèvements, de façon à bien identifier ces points noirs mais aussi à ne pas enlever des vélos qui seraient encore utilisés.

Le gros problème également pour les propriétaires de vélo qui se sont vu enlever des vélos utilisés, c'est de ne pas savoir qui contacter pour savoir où est passé son vélo.

A Strasbourg, par exemple, il y a une association, au sens "des gens qui travaillent ensemble", qui s'est mise en place, sans destruction - et cela est aussi un point important - de ces vélos au moment de l'enlèvement, puisqu'il peut y avoir une récupération. L'idée est bien de mettre en place une véritable filière de récupération de ces vélos. Il est important, d'un point de vue écolo, d'insister sur le fait que la plupart de ces vélos enlevés ne sont pas des déchets. La plupart ! Certains d'entre eux sont effectivement là depuis des temps immémoriaux et leur enlèvement est tout à fait le bienvenu, mais la plupart de ces vélos ne sont pas des déchets. Il peut y avoir une réutilisation directe de l'objet et c'est le meilleur recyclage que l'on puisse faire.

Il y a, par ailleurs, un effet d'entraînement vers les vélocistes. Il avait pu y avoir, à un moment donné, une crainte d'une désaffection des vélocistes parisiens. En réalité, on se rend compte que les petites réparations auxquelles se livrent les associations "Vélorution" et "MDB" ne sont pas du goût, parce que trop coûteuses en temps, des vélocistes et ils préfèrent se consacrer à des réparations plus lourdes. Donc, cela les arrange bien, quelque part, que ce soient les associations qui prennent en charge.

La Maison du Vélo, je pense, nous pensons que cela ne peut être qu'une première étape, qu'il ne peut pas y avoir que ces locaux consacrés à ces ateliers de réparation. Il faut vraiment penser cette première expérience comme un prototype à développer et à diffuser. Il doit y avoir d'autres locaux, parce que ce type de lieu est forcément un lieu de service de proximité.

Vous comme moi, lorsque nous souhaitons avoir accès à un service, nous privilégions, bien évidemment, la proximité de notre lieu de domicile, de notre lieu de travail. Là encore, cette innovation doit s'inscrire dans un réseau, dans un réseau beaucoup plus large d'ailleurs que Paris même… Nous devons également dans le cadre du Grand Paris avoir une réflexion sur ce qui pourrait se faire en banlieue.

Il est vrai que la mise en place de cette maison a été longue et compliquée. Nous sommes arrivés à un résultat et nous nous en félicitons…

Je terminerai en disant que le président d'honneur de "Vélorution", Nicolas CARNOZ, doit être très heureux de ne plus être seulement l'homme qui tuait des vélos, mais d'être aussi l'homme qui ressuscite des vélos.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce projet de délibération, en effet, prépare l'ouverture de la Maison du Vélo, qui aura lieu durant la Fête du Vélo les 17 et 18 septembre prochains.

La création d'une Maison du Vélo avait été proposée par certaines associations cyclistes et cette idée a été reprise par l'Exécutif dans un vœu adopté en novembre 2009.

Et puis ce projet a été inclus dans le Schéma d'orientation pour le développement du vélo que nous avons adopté à l'unanimité de notre Conseil en juin 2010.

L'objectif, bien sûr, c'est de créer un lieu de référence du cyclisme urbain, ouvert au public, et ce sera la maison de tous les cyclistes, un centre de documentation, des expositions, des services autour du vélo et du soutien également aux associations qui promeuvent ce mode de déplacement.

Trois associations ont fait part à la Municipalité de leur projet : M.D.B. (Mieux se Déplacer à Bicyclette), A.I.C.V. et Vélorution. Chacune, bien évidemment, sera chargée soit de l'accueil du public, soit des cours d'apprentissage de vélo en ville, soit de la réparation du vélo. Et, bien sûr, la Ville de Paris sera également présente dans cette maison, qui sera ouverte dans la semaine, avec des ateliers d'apprentissage qui seront également ouverts le soir.

Nous devons, c'est vrai, sans doute, penser que ces types de lieux sont utiles, à la fois bien sûr pour tous les cyclistes, mais je pense aussi aux futurs cyclistes, et notamment aux plus jeunes, qui doivent comprendre et apprendre les réflexes pour faire du vélo en ville en toute sécurité, ce qui n'est pas toujours évident.

Bien évidemment, nous réalisons des aménagements cyclables, des pistes cyclables, des contresens cyclables, bref, tout ce qui peut permettre aux cyclistes, à la fois de pouvoir emprunter des lieux un peu plus sûrs, mais aussi d'être mieux protégés - si je puis dire - dans une ville où nous essayons quand même de réduire la vitesse des voitures et de dissuader les cyclistes d'emprunter les grands axes qui ne seraient pas protégés.

J'en profite pour dire juste un mot - mais c'est important - sur les questions d'accidentologie, pour dire et redire que la plupart des accidents, malheureusement, sont dus aux problèmes d'angles morts des poids lourds, et nous le constatons et le déplorons, bien évidemment, même si je pense que des progrès peuvent être faits et doivent être faits en ce sens. Voilà.

Alors, juste pour dire un mot et répondre à Véronique DUBARRY, qui semblait dire qu'elle souhaitait qu'il y ait plusieurs Maisons du Vélo : pourquoi pas ? Mais ce qui est important, c'est déjà de commencer par la première. Et, bien évidemment, j'espère que les élus du Conseil de Paris pourront venir nombreux les 17 et 18 septembre à la Maison, à la première Maison du Vélo.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 128.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DVD 128).

2011, DVD 133 - Approbation du bilan de la concertation préalable pour le projet d'extension du tramway T3 de la Porte de la Chapelle à la Porte d'Asnières (17e) et (18e).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'approbation du bilan de la concertation préalable pour le projet d'extension du tramway T3 de la Porte de la Chapelle à la Porte d'Asnières. Il s'agit du projet de délibération DVD 133.

Je donne la parole à M. Denis BAUPIN, pour cinq minutes.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Oui, merci, Monsieur le Maire.

Je devrais me réjouir que le dossier de l'extension du tramway T3 progresse enfin. Normalement, au vu de l'avancement des études qui étaient effectuées il y a maintenant trois ans, on aurait pu, si la décision avait été prise, faire l'extension jusqu'à la Porte d'Asnières, dès le prolongement du tronçon qui est en cours.

Et là, je ne mets pas en question l'adjointe en fonction aujourd'hui. Je la vois qui dénie de la tête. Les décisions ont été prises avant, dans le précédent mandat. Et donc, cela aurait été possible, à ce moment-là, de décider d'aller jusqu'à la Porte d'Asnières. Cela n'a pas été décidé ; cela a été reporté. Maintenant, cela finit par avancer.

Le problème auquel on se heurte aujourd'hui, c'est que, finalement, le projet tel qu'il est présenté - et nous avons déjà eu l'occasion de le dire ici, en Conseil de Paris - sera donc, quelque part, le troisième tronçon du tramway. Après un premier tronçon qui faisait 8 kilomètres, qui a été réalisé dans le précédent mandat, un tronçon de 12 kilomètres, qui va être effectué dans ce mandat-ci, là, il est question de faire un tronçon simplement de 4 kilomètres, jusqu'à la Porte d'Asnières et qui débouche, finalement, sur une espèce de voie de garage, sur un terminus qui n'en est pas un, puisqu'il n'y a, à la Porte d'Asnières, aucune connexion avec d'autres réseaux.

C'est la raison pour laquelle nous avons déjà dit, à plusieurs reprises, qu'il nous paraîtrait beaucoup plus intéressant de poursuivre cette extension du tramway dans le prochain mandat, jusqu'à la Porte Maillot. C'est, au minimum, le sens que cela aurait en matière de connexion avec d'autres réseaux de transports collectifs. C'est ce que prévoit le Schéma directeur de la Région Ile-de-France ; c'est ce que prévoit le Plan de déplacements de Paris.

Donc il y aurait une vraie cohérence à cela. Nous l'avons déjà dit. En plus, cela ferait une extension qui serait de l'ordre de 8 kilomètres, c'est-à-dire l'équivalent du premier tronçon qui avait été effectué dans le précédent mandat, donc quelque chose qui apparaît comme cohérent et faisable au cours d'un mandat.

Le risque, donc, que nous voyons aujourd'hui avec les décisions qui vont être prises - et que nous soutiendrons, parce que nous ne sommes pas contre l'extension du tramway, bien évidemment - c'est que, finalement, on entérine, quelque part, un rallongement du tramway qui soit "petit bras", qui soit insuffisant par rapport aux enjeux qui pourraient être posés, et qui consistent donc à aller au minimum jusqu'à la Porte Maillot.

Alors, je me souviens que lors du débat sur la politique de mobilité qui s'était tenu au Conseil de Paris, lorsque j'avais évoqué ce point, le Maire de Paris m'avait répondu que son ambition pour le prochain mandat, s'il en avait la responsabilité, mais qu'il suggérait pour d'autres, ce serait d'aller beaucoup plus loin que la Porte Maillot.

Donc je ne peux que me réjouir de cette ambition. Et donc, je voudrais poser la question à Mme LEPETIT : où en sont les études préalables ? Où en est la réflexion, aujourd'hui, sur l'extension qui irait bien au-delà de la Porte Maillot pour le prochain tronçon du tramway, de façon à ce que nous ayons réellement mis, pendant cette mandature, sur pied les éléments qui permettront à l'équipe municipale suivante de faire une extension, comme dans le précédent mandat, nous avions déjà préparé l'extension de celle-ci ? Parce qu'on sait bien que vu le temps qu'il faut pour mener les études, vu le temps qu'il faut pour les procédures et le temps qu'il faut pour les travaux, six ans, c'est trop court. Et donc, c'est dans ce mandat-ci que l'on décidera clairement de l'extension suivante, si l'on veut réellement qu'elle soit réalisée.

Donc voilà ma question, sur laquelle j'espère avoir une réponse qui irait même au-delà de nos rêves les plus fous.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Alors il s'agit d'approuver le bilan de la concertation préalable pour le projet d'extension du T3 de la Porte de la Chapelle à la Porte d'Asnières. J'en profite pour vous dire que c'est dans cette mandature que nous avons voté la convention de financement entre la Ville de Paris et la Région, pour les études de ce prolongement du tramway, au-delà de la Porte de la Chapelle.

Je souhaiterais aussi dire à mon ami Denis BAUPIN que, dès 2006, au moment de l'enquête publique sur l'extension du tramway de la Porte d'Ivry à la Porte de la Chapelle, j'avais moi-même manifesté, à travers une lettre au commissaire enquêteur, le souhait que le tramway aille au-delà de la Porte de la Chapelle.

Je n'ai pas pour autant sans cesse interpellé en Conseil de Paris mon prédécesseur pour lui demander ce qu'il faisait.

J'ai compris que l'État n'avait absolument pas participé au financement de ce prolongement de 14,5 kilomètres, Monsieur BAUPIN, et pas de 12 kilomètres, mais peu importe.

L'État en tout cas n'a pas participé au financement, ce qu'il avait fait à hauteur de 16 % pour la partie sud du tramway et ce qu'il va peut-être faire (parce qu'il faut que ce soit écrit noir sur blanc, c'est un engagement aujourd'hui de l'État) à hauteur de 10 % à peine, de 20 millions d'euros.

L'État va donc participer à ce prolongement, mais nous souhaiterions, d'ailleurs le Maire s'est exprimé en ce sens, qu'il puisse participer un peu plus.

Bien sûr, maintenant que nous sommes amenés à demander au Conseil de Paris son avis sur l'extension du tramway jusqu'à la Porte d'Asnières, ce qui n'était pas le cas lors de la précédente mandature, aujourd'hui - et vous n'êtes pas le seul, cher Denis BAUPIN -, d'autres élus souhaiteraient que nous allions au-delà de la Porte d'Asnières.

C'est quelque chose qui ne me pose aucun problème, parce que ce sont des souhaits positifs. Je préfère que l'on dise que le tramway doit aller encore plus loin, plutôt que l'on puisse dire que c'est une erreur de l'histoire, comme cela avait été dit lors de la précédente mandature, par des élus justement de l'Ouest parisien.

Donc, aujourd'hui, je suis ravie qu'il y ait unanimité sur le projet du tramway, non seulement celui que nous sommes en train de construire jusqu'à la Porte de la Chapelle, mais aussi celui, si je puis dire, qui sera le même, puisqu'il sera également sur le boulevard des Maréchaux et qu'il traversera les quartiers Nord de Paris, qui sont des quartiers qui ont besoin de toute notre attention. Ils l'ont, il y a beaucoup de projets dans ces quartiers.

D'avoir en plus le projet du tramway, qui est non seulement un moyen de transport, mais aussi une amélioration urbaine évidente, est une chose que les habitants attendent et c'est finalement cela que nous leur proposons aujourd'hui, puisque nous sommes au bilan de la concertation et que cette concertation a montré que cette attente était importante, était voire même impatiente, bien que chacun sache qu'il faut un peu de temps, à la fois pour réunir les fonds financiers, mais aussi pour faire toutes les études techniques.

Je suis heureuse, bien évidemment, que ce projet de délibération fasse aujourd'hui l'unanimité dans notre Conseil.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 133.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DVD 133).

2011, DVD 80 - Signature d'un marché de travaux d'enrobés bitumineux sur le boulevard périphérique, les voies sur berges,les tunnels et les chaussées de Paris intra muros.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DVD 80 sur un sujet important. Il s'agit de la signature d'un marché de travaux d'enrobés bitumineux sur le boulevard périphérique, les voies sur berges, les tunnels et les chaussées de Paris "intra muros".

Pour aborder ce sujet, je donne la parole à Mme Laurence DOUVIN pour cinq minutes.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Depuis 2001, comme nous le savons tous, les dépenses de voirie ont été considérables, en fonction de la politique menée en matière de circulation.

Les travaux entrepris pour réduire l'espace dévolu aux véhicules, pour aménager différemment l'espace avec les couloirs de bus, les pistes cyclables, pour installer de nouveaux équipements comme Vélib', ont impacté bien sûr les budgets de façon drastique.

Mon propos ne portera pas sur ces points, mais sur ce qui n'a pas fait l'objet de votre attention et qui, pourtant, est fondamental dans une ville, à savoir l'état de la voirie, des chaussées et des trottoirs.

Chaque année, lors de l'examen du budget de la DVD, j'attire l'attention de l'Assemblée sur ce point, sans jamais être entendue.

Aujourd'hui, il nous est proposé un projet de délibération qui porte sur le revêtement d'enrobés bitumineux de certaines voies, mais c'est d'une manière plus globale que le problème se pose.

Certes, il est très important de réduire les nuisances sonores, en particulier sur les voies les plus circulées et celles qui sont citées en font bien évidemment partie. Nous voterons donc ce projet de délibération.

Encore faut-il connaître le plan d'extension de ce type de revêtement sur les autres voies parisiennes, car nous savons bien, localement, qu'en fonction de la circulation, du volume de la circulation, ce revêtement est très largement souhaité, car il change vraiment la vie des riverains au niveau sonore.

Nous souhaitons donc disposer d'un plan d'ensemble, d'achat et de réalisation de ces travaux, non seulement sur les voies citées, mais sur l'ensemble des voies parisiennes qui sont largement circulées.

En ce qui concerne plus globalement encore l'état de la voirie, qui fait l'objet de nombreuses remarques des habitants sur le terrain, que nous entendons tous, nous souhaitons une réflexion globale qui porte sur l'état des chaussées et trottoirs.

L'état des trottoirs s'est dégradé, il occasionne de nombreux incidents, chutes en particulier. Nous en avons tous l'illustration par des actions de particuliers, qui demandent des dédommagements financiers à la Ville de Paris.

En 2010, la Ville a consacré 807.000 euros à l'indemnisation de tiers dont l'accident était lié à l'état de la voirie, mais la très grande majorité des incidents, bien plus nombreux, ne donne pas lieu à des plaintes et les chiffres répertoriés ne sont donc pas significatifs.

Ce sont, la plupart du temps, les commerçants qui nous alertent, parce qu'ils ont vu les incidents, et ceci dans tous les quartiers.

Quant à l'état de la chaussée, son état est globalement mauvais. Il y a encore de nombreux trous. D'autre part, l'état des potelets et des balisettes placés sur la chaussée, souvent l'air plus que penché, montre leur dangerosité, vu qu'ils sont très souvent abîmés car chargés de faire une séparation de la voirie non adéquate au besoin.

Enfin, les séparateurs et les boudins représentent un vrai danger pour les deux-roues motorisés et les piétons, qui s'en plaignent souvent.

Évidemment, ce mauvais état de la voirie, c'est moins glamour que les nouvelles réalisations vantées à coups d'articles de presse, mais c'est le quotidien des Parisiens, c'est le nôtre. Ce quotidien compte pour nous, comme il compte pour eux.

C'est pourquoi nous vous demandons de réaliser un état de la voirie, chaussées et trottoirs. Si cet état est en cours de réalisation, comme je l'ai entendu à la 3e Commission, nous demandons que nous soit communiqué un plan de cette remise en état, auquel corresponde, au besoin, un plan financier et un calendrier.

Je vous en remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole à M. Jean-François MARTINS, pour cinq minutes.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues, la question du bruit et des nuisances sonores fait partie sans aucun doute des désagréments de la vie parisienne et est l'un des sujets sur lesquels nos concitoyens nous interpellent le plus et nous demandent le plus rapidement possible d'apporter des solutions.

Il est, d'ailleurs, important de rappeler que ces nuisances sonores font partie de l'environnement et de l'écologie de vie de nos concitoyens et qu'il faut les traiter au même titre que les autres questions environnementales.

Plus avant, ce qui est même particulièrement inquiétant, c'est qu'aujourd'hui - et les mesures de Bruitparif ne semblent pas nous rassurer - à la fois les nuisances ont tendance à augmenter et, au-delà de cela, un certain nombre de médecins, une dernière étude de l'INSERM notamment, nous démontrent que l'impact des nuisances sonores sur la santé est de plus en plus inquiétant : stress, hypertension, dépression nerveuse et même augmentation des diabètes de type 2 pour les personnes soumises à des nuisances sonores la nuit et quand elles dorment.

Évidemment, c'est à la fois un sujet environnemental, mais aussi un sujet de santé publique qu'il faut savoir prendre sur l'ensemble des facteurs qui jouent sur les nuisances sonores.

A ce titre, utiliser les dernières innovations des métiers de la voirie, des métiers du bitume, me semble être l'une des meilleures pistes que la Ville de Paris pouvait emprunter, en choisissant d'avoir le courage, y compris peut-être de dépenser un peu plus d'argent sur ces revêtements de voirie, sur les prochains renouvellements, pour utiliser le meilleur de ce qu'apporte l'innovation, en matière de matériaux, afin de réduire les bruits des moteurs et des pneus sur la chaussée.

C'est l'exemple notamment d'un certain nombre de villes japonaises comme Kyoto ou Hiroshima qui ont fait ce choix et qui ont des rues et des boulevards urbains plus calmes, bien que le trafic y soit tout aussi dense.

Je soutiendrai donc particulièrement ce projet de délibération, Monsieur le Maire, chers collègues, en ajoutant cependant que c'est un plan global qu'il nous faudra adopter, qui comprendra également probablement la réduction d'une certaine vitesse dans Paris, mais également une manière de mieux protéger des locataires contre des appartements mal isolés du bruit et dont les propriétaires ne veulent pas investir dans les travaux minimum, pour protéger ces personnes des nuisances sonores.

Nous devrons apporter à ces locataires, souvent les plus fragiles et démunis, des réponses face à leurs propriétaires.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Je vais maintenant donner la parole à M. Denis BAUPIN pour cinq minutes.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je serais bref, mais pour aller dans le même sens que ce que vient d'évoquer M. MARTINS sur la question du bruit.

Sur le périphérique, on a à peu près 60.000 personnes qui sont exposées au bruit, 40.000 même qui vivent avec des niveaux de bruit qui dépassent les niveaux recommandés par l'Organisation mondiale de la santé.

On a donc des personnes qui sont doublement victimes, quelque part, à la fois d'une forme d'exclusion sociale qui les amène à vivre à proximité du périphérique, parce que personne ne le souhaite, et, en même temps, victimes des nuisances ; ce n'est pas que le bruit, c'est aussi la pollution de l'air.

Face à ces phénomènes, "Bruitparif" a travaillé et a regardé quelles étaient les mesures qui permettraient de réduire significativement le bruit la nuit. Leurs évaluations, c'est qu'avec des revêtements comme ceux qui sont préconisés pour être testés ici, qui soient moins sonores, avec une réduction de la vitesse de circulation la nuit et avec une moindre circulation de camions sur ce périphérique la nuit, on pourrait diviser par deux le nombre de personnes qui subissent des niveaux qui dépassent les niveaux acceptables en matière de bruit, c'est-à-dire 20.000 personnes.

On est donc sur des choses qui sont loin d'être anecdotiques et qui sont particulièrement significatives.

C'est pour cela que je me réjouis que ce projet de délibération permette de faire des tests. On sait bien que refaire les revêtements du périphérique, c'est compliqué, parce qu'il faut des revêtements suffisamment solides, on ne va pas les changer tous les trois mois, il faut qu'ils soient suffisamment absorbants, il faut qu'ils prennent en compte les questions de bruit ; ce sont forcément des matériaux qui ont des capacités dans différents domaines et qui doivent donc être testés.

Je me félicite que, suite à l'interpellation que j'avais posée il y a quelques mois sur le sujet, aujourd'hui, cette question avance ; c'est une bonne nouvelle.

Je me permets de dire qu'au-delà de la voirie qui est ici concernée par ce projet de délibération, qui sont plutôt les voies rapides, évidemment, il y a encore beaucoup d'autres voies dans Paris qui sont des voies sur lesquelles le niveau de nuisance sonore est identifié comme important dans la carte du bruit parisienne ; ce sont d'ailleurs toutes les voies principalement utilisées pour la circulation automobile.

Cela peut être l'occasion aussi, pour des marchés à venir pour les revêtements de ces voiries, de regarder quels tests peuvent être faits sur d'autres voies. Ce ne sont pas forcément exactement les mêmes caractéristiques que le périphérique, on voit bien que ce sont des voies différentes, avec des caractéristiques différentes, qui nous permettent, progressivement, de diminuer ce qui est considéré dans les enquêtes d'opinion publique comme la première nuisance subie par les Parisiens qui est celle du bruit.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois que ce projet de délibération va faire l'unanimité. Il concerne le marché de bitume pour la réfection des chaussées, bien sûr sur le boulevard périphérique, mais également les voies sur berges, les tunnels et un certain nombre de chaussées dans Paris.

Je voudrais dire à Mme DOUVIN que, finalement, son vœu oral est exaucé, puisque nous venons de mettre en place un outil de diagnostic de l'état de dégradation des structures et des revêtements des chaussées et trottoirs sous forme d'application informatique. Un recensement par un relevé visuel des dégradations des revêtements est en cours actuellement. Ce relevé concerne, je le dis quand même parce que je ne suis pas sûre qu'on se rende compte du nombre de kilomètres, 1.600 kilomètres de chaussées et plus de 3.200 kilomètres de trottoirs. Nous aurons une première cartographie de l'état de la voirie parisienne d'ici la fin de l'été et nous pourrons ainsi vous la communiquer. Donc je souhaite, Madame DOUVIN, que lorsque nous aborderons à nouveau ces questions d'état de voirie et de chaussée, nous puissions le faire avec un diagnostic, avec des chiffres plutôt que de dire que la voirie de Paris est en très mauvais état. Je préfère que nous ayons au moins une analyse objective.

Je voudrais également me réjouir, comme les autres intervenants, que nous puissions réduire le bruit en ville, à la fois, bien sûr, par des revêtements différents, nouveaux, mais je tiens à dire, juste pour faire le lien avec une précédente délibération, qu'une des bonnes manières aussi de s'attaquer au bruit en ville, c'est, bien évidemment, de faire ce que la Ville de Paris fait, par exemple soutenir l'achat d'un deux-roues électrique ou mettre en place un service public de voitures électriques.

Je pense que le bruit moindre, s'agissant des véhicules électriques, sera particulièrement apprécié de nos concitoyens.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 80.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DVD 80).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au service de transport fluvial en commun sur le bief de la Seine.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Le premier est le vœu n° 53 déposé par le groupe U.M.P.P.A. et il est relatif au service de transport fluvial en commun sur le bief de la Seine.

Je donne la parole à Mme Laurence DOUVIN, pour une minute.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Lors du conseil du S.T.I.F. du 1er juin dernier, l'expérimentation de Voguéo n'a pas été prolongée et il y a eu vote concernant une délégation de service public pour un nouveau service de transport de voyageurs sur le bief de la Seine à compter de mi-2013.

Nous considérons que l'équilibre financier du nouveau service ne semble pas encore finalisé, notamment quant à la répartition des financements entre le délégataire, les collectivités locales, le S.T.I.F. et les usagers ; c'est pourquoi, étant donné que nous avons besoin, effectivement, de pouvoir compter sur la Seine comme sur une artère de la métropole parisienne pour ses capacités de transport, tant pour le transport de marchandises que pour le transport de personnes, nous demandons que le Conseil de Paris soit régulièrement informé des travaux du groupe de travail Voguéo, afin que nous puissions nous prononcer en toute connaissance de cause sur les conditions techniques et financières de l'exploitation du service.

Ce vœu va de pair, je dois l'indiquer aussi, avec une démarche qui est entreprise par notre groupe qui est de saisir par courrier le président du S.T.I.F. de cette même demande.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Dans sa séance du 1er juin 2011, le conseil du S.T.I.F. a approuvé le principe de lancer une délégation de service public pour la mise en œuvre d'un réseau ambitieux de transport fluvial sur la Seine entre Maisons-Alfort et Vitry-sur-Seine d'une part et Suresnes d'autre part via Paris.

Ce réseau sera composé de trois lignes, il doit être mis en service au deuxième semestre 2013 et le coût de mise en œuvre de ce service est chiffré, en première approche bien sûr, à 25 millions d'euros par an.

Les élus parisiens qui siègent au conseil du S.T.I.F., dont plusieurs élus parisiens de l'opposition font partie, Mme DOUVIN nommément, seront régulièrement tenus informés de l'évolution de ce dossier et, dans le respect des compétences de chaque collectivité, je considère que c'est plutôt dans le cadre du conseil du S.T.I.F., et je le recommande même d'ailleurs, que les informations sur ce dossier devront être données.

C'est pour cette raison que je demande le retrait de ce vœu, parce que nous sommes cinq élus à siéger en conseil du S.T.I.F. et je pense que nous ne serons pas trop de cinq pour suivre de très près ce nouveau marché sous forme de délégation de service public qui nous tient tant à cœur à Paris, comme d'ailleurs dans d'autres communes qui bordent le fleuve.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Faisant partie de ces cinq élus, je vous le confirme.

Si j'ai bien compris, vous demandez le retrait.

Madame DOUVIN, retirez-vous votre vœu ?

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, j'étais quand même seule au conseil du S.T.I.F. du 1er juin en tant que Parisienne lorsque cette délibération est arrivée à l'ordre du jour, je le déplore.

Je ne retire pas ce vœu, je pense qu'il est important que les conseillers de Paris soient tenus régulièrement informés de l'évolution de ce dossier qui est très important.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Donc je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. concernant une amélioration du confort des abris bus Decaux pour les usagers.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 54, déposé également par le groupe U.M.P.P.A., est relatif à une amélioration du confort des abris bus Decaux pour les usagers.

La parole est à Mme DOUVIN, pour une minute.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit là des abris bus et de leur confort.

Les abris bus implantés par la société Decaux ont une couverture en verre translucide. De nombreux usagers se plaignent que ces abris, lorsqu'ils sont exposés aux rayons du soleil, soient particulièrement inconfortables, notamment quand il fait une canicule, puisque leur toit en verre induit un effet de serre.

Ce vœu demande que le Maire de Paris intervienne auprès de la R.A.T.P. afin que la couverture des abris bus soit munie d'un film réfléchissant ou bien thermo-filtrant pour empêcher ces nuisances.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce n'est pas tant un problème de fond que de forme que j'ai vis-à-vis du vœu de M. LEBEL, présenté par Mme DOUVIN, puisque les abris bus ne sont pas exploités par la R.A.T.P., comme c'est écrit dans le vœu, mais bien par la Ville de Paris dans le cadre d'une convention d'occupation domaniale signée avec la société "Sopact", qui est une filiale de Decaux.

Ceci dit, je partage la préoccupation de Mme DOUVIN et de M. LEBEL et je peux vous indiquer que nous avons d'ores et déjà engagé une réflexion pour installer des abris bus offrant aux usagers, aux voyageurs, plus de confort.

Ici, dans ce vœu, sont évoquées les questions de chaleur ; je pense aussi aux problèmes de vent et de pluie et, plus fortement, aux questions de services.

Je souhaite aussi évoquer d'autres mobiliers urbains. Je pense notamment aux appels à projets que mon collègue et ami Jean-Louis MISSIKA vient de lancer. Et parmi la quarantaine de projets retenus figurent des modèles d'abris bus, qui seront testés très prochainement sur le territoire parisien.

Et nous allons enfin lancer très prochainement un nouvel appel d'offres, pour le renouvellement justement de ces abris bus, dont la convention avec "Sopact", que je viens d'évoquer, arrive à échéance en 2013. Donc, ce souci d'un meilleur confort sera bien évidemment intégré.

Aussi, pour toutes ces raisons, je demande à Mme DOUVIN de bien vouloir retirer le vœu de M. LEBEL.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Madame DOUVIN, acceptez-vous de retirer le vœu ?

Mme Laurence DOUVIN. - Je remercie Mme LEPETIT pour ses explications. M'exprimant au nom de M. LEBEL, je maintiens le vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'élargissement du bénéfice de la carte Améthyste aux handicapés de moins de 20 ans.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 55, déposé également par le groupe U.M.P.P.A., est relatif à l'élargissement du bénéfice de la carte Améthyste aux handicapés de moins de 20 ans.

Je donne la parole à M. MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu concerne comme vous l'avez dit la carte Améthyste et la possibilité de l'élargir aux jeunes handicapés de moins de 20 ans.

C'est une question qui nous tient particulièrement à cœur, l'accessibilité en règle générale au service public parisien pour les personnes handicapées et les jeunes. Nous en avions déjà fait état dans le cadre de la communication sur l'enseignement supérieur.

L'allocation d'adulte handicapé ne peut être versée qu'aux adultes de 20 ans au moins, sauf à ne plus être à la charge de ses parents, et les jeunes handicapés de moins de 20 ans qui ne sont pas scolarisés ne bénéficient d'aucune réduction tarifaire, créant, nous le pensons, une inégalité de traitement supplémentaire.

C'est la raison pour laquelle ce vœu demande que le président du S.T.I.F. puisse être saisi pour étudier la possibilité d'élargir ces conditions d'attribution pour la carte Améthyste en y incluant les jeunes handicapés de moins de 20 ans.

C'est, à mon sens, la moindre des choses.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Véronique DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur MENGUY, lorsque je vous ai répondu à un vœu que vous aviez déposé, que votre groupe avait déposé hier, j'étais extrêmement précise, je vous donnais des chiffres, des statistiques, etc.

En ce qui concerne les enfants en situation de handicap de moins de 20 ans, puisque la loi stipule que, en ce qui concerne les personnes handicapées, c'est à 20 ans que l'on devient "majeur", je serai moins précise parce qu'en ce qui concerne les enfants handicapés à Paris nous manquons de données fines.

Il y en a 7.500 à Paris. Sur ces 7.000 et quelque enfants, 3.500 sont scolarisés en milieu ordinaire ou adapté. 2.500 sont scolarisés dans des établissements médico-éducatifs ou dans le secteur sanitaire. Pour ces 2.500, les transports, les trajets domicile-établissement sont donc pris en charge, par l'Etat d'ailleurs, dans le cadre des conventionnements de ces structures.

Donc, cela ne nous intéresse a priori pas, en tout cas tel que présenté dans votre vœu. En revanche, pour les autres, on est effectivement dans un très grand flou, d'abord sur les tranches d'âge, sur leur type de déplacement, combien seraient intéressés ou concernés par la carte Améthyste ? Combien utilisent les P.A.M. ou les taxi adaptés ? Pour combien d'entre eux, la P.C.H. (prestation de compensation du handicap) vient rembourser les frais de transports avancés par les parents ?

Là, pour le coup, nous sommes dans l'interrogation. En ce qui concerne votre vœu, les grands esprits se rencontrant, je me suis posé la question, il y a quelques mois et j'ai déjà commencé à travailler avec le S.T.I.F.

Peut-être que Mme DOUVIN aurait pu vous le dire car il y a eu un vœu qui a été déposé au CA du S.T.I.F. en décembre 2010 et une délibération a été adoptée datant de février 2011. Le président du S.T.I.F. s'est interrogé aussi sur cette possibilité, sachant par ailleurs qu'il y a une toute petite erreur dans ce que vous dites, puisqu'en l'occurrence la carte Améthyste est ouverte dès la majorité officielle, et non pas au sens de la loi de 2005.

Donc, en réalité, les enfants de 18 ans ont déjà accès à la carte Améthyste. En l'occurrence, il s'agirait d'une tranche d'âge de 10 à 16 ans, ou de 12 à 16 ans. Le problème est que l'on ne sait pas combien d'enfants sont concernés.

Donc des études sont déjà en cours au S.T.I.F. et une réflexion est menée sur ce sujet par le S.T.I.F., avec le Centre d'action sociale de la Ville de Paris, que j'ai moi-même saisi. Voilà, une réflexion compliquée, longue, puisque vous le savez, le passage à la télé-billetique va nous obliger aussi à revoir un certain nombre de dispositions.

Avec ces explications, je vous suggère de retirer votre vœu. C'est déjà en cours et on ne peut pas demander des études qui sont déjà lancées depuis six mois.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur MENGUY ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Je veux bien entendre vos explications comme hier. Hier, vous nous expliquiez que notre vœu ne concernait pas 92 % des cas, donc il en restait 8 %. Là, vous nous dites que des études sont en cours depuis six mois au moins, donc j'imagine que vous avez déjà certainement des résultats provisoires ou pas, mais si on a un train de retard, en tout cas, on aimerait bien avoir plus d'information sur ce genre de sujet.

Et franchement, je trouve que vous pourriez au moins nous rejoindre sur le fond du vœu, plutôt que de nous demander encore une fois de retirer un vœu qui se tourne vers les jeunes handicapés.

Franchement, je regrette ce genre de demande, alors que ce serait tout à notre honneur de voter ce vœu à l'unanimité, d'autant plus que, comme vous le dites, c'est déjà sur les rails. Franchement, rien que pour cela, nous maintenons le vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au stationnement abusif dans les pistes cyclables.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 56 déposé par le groupe E.E.L.V.A. est relatif au stationnement abusif dans les pistes cyclables.

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT, pour une minute.

M. Yves CONTASSOT. - Il s'agit d'un vœu qui s'adresse évidemment d'abord à la Préfecture de police, parce qu'il est assez fréquent de constater qu'un certain nombre de pistes cyclables font en quasi-permanence l'objet d'un stationnement illicite et tout à fait abusif.

Les témoignages que nous avons de la part d'un certain nombre des chauffeurs, car il faut bien le dire, sur l'avenue de France, ce sont souvent des chauffeurs de personnalités ou de responsables de grandes entreprises, qui nous disent très clairement que de toute façon, on ne les paiera pas, les P.V. C'est leur témoignage, Monsieur le Représentant du Préfet de police. Et la plupart du temps, quand des policiers arrivent, les voitures dégagent, font le tour du pâté de maison et trois minutes après sont revenues sur ces pistes cyclables.

Nous souhaitons qu'il y ait des opérations vraiment sérieuses pour libérer les pistes cyclables et que plutôt que de verbaliser dans certains quartiers du 13e, en permanence les cyclistes, on verbalise au minimum autant ceux qui empêchent les cyclistes de circuler dans les voies qui leur sont réservées.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je donne maintenant la parole à M. le Représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENT DU PRÉFET DE POLICE. - Le développement du vélo dans la Capitale présente de forts enjeux de sécurité routière, et nous en sommes parfaitement conscients. Et depuis plusieurs années, nous avons intégré ce fait social pour faire évoluer notre action pédagogique et répressive. D'une part, pour diminuer l'exposition des cyclistes aux risques, à la fois de leur fait parfois et du fait des autres véhicules en ce qui les concerne.

Même si les cyclistes sont la catégorie d'usagers la moins touchée en valeur absolue par les accidents, ils représentent 6,6 % des victimes pour 3 % du trafic. Il y a quand même aussi une surreprésentation.

Parmi les sources de danger, vous l'avez dit, les policiers s'attachent à sanctionner avec une certaine rigueur les conducteurs de véhicules qui stationnent sur les pistes ou les bandes cyclables, qui sont et doivent rester strictement réservées aux cyclistes. Cette activité de contrôle est en très forte progression ces deux dernières années.

Ainsi, entre 2009 et 2010, les contraventions dressées ont augmenté de quasiment 30 % à Paris, de 17.300 à 23.745. Et, au cours du premier trimestre 2011, on est déjà à 9.000 contraventions, ce qui fait une augmentation encore à peu près dans les mêmes proportions : 40 % si le rythme est maintenu toute cette année. Les conducteurs indélicats doivent comprendre qu'il ne faut plus stationner par commodité sur ces emplacements.

Le déploiement en cours du procès-verbal électronique nous permettra, en plus, de coupler nos données de verbalisation avec une cartographie de voiries très détaillée, et donc d'affiner les diagnostics de circulation de stationnement, par exemple sur l'avenue de France, et d'orienter encore plus efficacement l'activité des policiers sur ces sites.

Dans le 13e arrondissement, qui vous tient particulièrement à cœur, ce sont, depuis le début de l'année, 521 procès-verbaux en trois mois qui ont été dressés pour les motifs que j'ai indiqués. Des instructions viennent d'être renouvelées aux services de police locaux sur l'avenue de France et le quai d'Austerlitz.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je profite de ce vœu, que j'approuve, pour dire que le cas des aménagements cyclables n'est malheureusement pas un cas isolé. Nous le savons, il y a aussi des occupations illicites des couloirs bus et des stationnements abusifs, je prends l'exemple de la place de l'Opéra, où nous avons trois files de cars qui sont garés les uns à côté des autres. Bref, nous voyons qu'il y a un incivisme caractérisé en matière de stationnement et de circulation, que nous remarquons particulièrement en ce moment, qui s'est développé particulièrement là ces derniers mois. Donc, je profite de ce vœu pour m'adresser à M. le Représentant du Préfet de police et l'encourager à veiller à ce que les aménagements cyclables puissent servir aux cyclistes et les couloirs de bus aux bus et aussi, si ce n'est pas trop, les trottoirs aux piétons.

J'émets un avis favorable, Monsieur le Maire, à ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 157).

Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER et M. Jérôme DUBUS relatif à l'évaluation de la mise en contresens de pistes cyclables.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu suivant, n° 57, a été déposé par Mme Brigitte KUSTER et M. Jérôme DUBUS sur l'évaluation de la mise en contresens de pistes cyclables.

Ni l'un ni l'autre n'étant présents, c'est vous, Madame GASNIER, qui le défendez ? Très bien.

Vous avez la parole pour une minute.

Mme Fabienne GASNIER. - Je vous remercie.

Suite à la mise en place en juin 2010 par la Mairie de Paris de contresens cyclables dans de nombreuses rues du 17e et après de nombreuses réserves émises par la mairie du 17e, en demandant notamment un bilan de l'accidentologie, en ayant aussi conscience du maintien d'un nombre de places de stationnement de voitures suffisant ainsi que des inquiétudes des riverains du quartier Epinettes-Bessière quant à l'étroitesse des rues, nous demandons aujourd'hui une évaluation du dispositif, comprenant notamment une enquête de satisfaction, tant des utilisateurs de ces pistes que des riverains concernés.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Le Président GAREL souhaitait faire une explication de vote, pour 2 minutes.

C'est après l'Exécutif, excusez-moi ! Je suis désolé, j'ai un peu brûlé les étapes.

La parole est d'abord à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

En effet, je m'étais engagée à réaliser un bilan sur la généralisation du double sens cyclable et nous avons, pour préparer ce bilan, mis en place un comité de suivi avec, bien sûr, les services de l'Etat, en particulier ceux du Préfet de police. Ce Comité s'est réuni à plusieurs reprises : la première fois en octobre 2010, donc juste après la fin des aménagements, et une deuxième fois tout récemment, le 15 juin dernier.

Il a permis de mettre au point un certain nombre de critères de suivi :

- la sécurité bien sûr, à travers l'observation et l'analyse des accidents ;

- la vitesse des véhicules ;

- la perception de ces nouveaux aménagements et de la signalisation ;

- la connaissance de la réglementation ;

- la perception aussi du risque de conflit avec d'autres usagers.

Ces travaux sont extrêmement intéressants pour Paris mais également pour les autres collectivités françaises car, vous le savez, la mise en place des double sens cyclables a été réalisée ou est en train de l'être dans l'ensemble des villes de notre pays.

Il est encore trop tôt, ce jour, pour tirer des conclusions, mais je peux vous donner des premiers enseignements concernant l'accidentologie. Même si je sais que certains prévoyaient dès le début des accidents, je constate que nos concitoyens sont prudents, qu'ils ont tout de suite adopté ces mesures nouvelles qui permettent de mieux partager l'espace public. Nous n'observons pas d'augmentation des accidents de cyclistes, qui étaient faibles de toute façon, dans les zones 30.

Par ailleurs, sachez que le Club des Villes et Territoires Cyclables, qui suit cette mise en place du double sens cyclable partout en France, n'a pas non plus signalé d'augmentation de l'accidentologie, contrairement à ce qui a pu être dit ici ou là.

En revanche, nous observons que la limitation de vitesse à 30 kilomètres/heure n'est pas toujours respectée par les automobilistes.

Sur la fréquentation des comptages effectués dans sept rues à Paris, nous voyons que les cyclistes s'approprient plutôt bien ces doubles sens cyclables.

Nous devons poursuivre l'accompagnement de ces mesures, notamment, je le dis et je continue à le dire, à travers une meilleure information des usagers sur la réglementation. Je pense qu'une campagne nationale, dans le cadre de la sécurité routière par exemple, serait la bienvenue pour que l'ensemble de nos concitoyens soient bien informés sur les doubles sens cyclables aujourd'hui en œuvre.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Maintenant, Monsieur le Président GAREL, vous avez la parole pour 2 minutes.

M. Sylvain GAREL. - Je voulais simplement profiter de ce vœu pour rappeler quand même qu'il y a maintenant un an qu'a été mise en place cette politique extrêmement positive des contresens cyclables. Que n'a-t-on pas entendu sur les bancs de la droite, que cela créer des accidents par dizaines, que l'on allait compter les morts du côté des cyclistes ! On s'aperçoit un an après que, comme vient de le dire Annick LEPETIT, l'accidentologie des cyclistes n'a pas augmenté, qu'à ma connaissance - je pense que nous l'aurions su -, aucun décès ou accident très grave n'a été constaté à cause des double-sens cyclables.

Cette opération est donc une opération tout à fait favorable pour le développement du vélo en ville.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'extension de l'opération Paris Respire vers l'est de Montmartre.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 58, déposé par le groupe E.E.L.V.A., est relatif à l'extension de l'opération "Paris Respire" vers l'Est de Montmartre.

Je donne la parole à nouveau à M. le Président GAREL, pour une minute.

M. Sylvain GAREL. - Monsieur le Maire, depuis maintenant plusieurs années, Montmartre bénéficie d'une opération "Paris Respire".

Cette opération était d'abord limitée à l'Est du secteur de la Halle Saint-Pierre, puis s'est agrandie vers les rues Feutrier, André Del Sarte, Muller. Aujourd'hui, à la demande massive des riverains, nous souhaitons que ce dispositif soit étendu jusqu'au boulevard Barbès, sans, bien sûr, inclure le boulevard Barbès, pour permettre à ce quartier, qui est situé à l'Est de la Butte Montmartre, de pouvoir lui aussi mieux respirer le dimanche et les jours fériés.

Pour mettre en place ce dispositif, il ne nécessite que trois barriérages, au lieu de deux actuellement, et la présence de deux A.S.P., ce qui nous semble tout à fait limité en termes de personnels.

Cette opération a été d'ailleurs soutenue très largement lors du dernier Conseil du 18e arrondissement, puisque l'ensemble des élus a voté en faveur de ce projet.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, je donne d'abord la parole à M. le Représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - La Préfecture de police prend acte de cette demande. Néanmoins, il sera difficile d'y répondre de manière opérationnelle, car, effectivement, il y a déjà deux périmètres dans le 18e arrondissement, le quartier de l'Est de Montmartre et le quartier de la rue du Poteau, qui nécessitent beaucoup de points de surveillance et qui mobilisent déjà 9 A.S.P. chaque dimanche.

Or, les A.S.P., comme d'autres agents de statut municipal, sont quand même une denrée rare, particulièrement le dimanche, puisqu'ils travaillent majoritairement par des rythmes de semaine, 5-2, et que tout travail le dimanche doit être compensé et nécessite un réaménagement de l'horaire complet, qui d'ailleurs n'est plus disponible pour les missions de verbalisation du stationnement payant.

Donc, nous avons actuellement l'obligation chaque dimanche de prélever des A.S.P. dans les autres arrondissements pour tenir ces points et une extension qui entraînerait la nécessité d'avoir trois A.S.P. supplémentaires serait de ce point de vue problématique à assumer.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

En effet, le Conseil du 18e arrondissement a voté à l'unanimité ce vœu. J'émets un avis favorable. Je pense que les opérations "Paris Respire" sont très appréciées de nos concitoyens.

Il s'agit en fait d'une opération qui doit être étendue aux rues situées entre Clignancourt, Barbès, Rochechouart et Custine.

C'est une opération, c'est vrai, qui nécessite la présence d'agents, en plus des barrières qui sont posées à l'entrée des rues. Je parlais d'incivisme tout à l'heure, on n'en est pas très loin.

C'est vrai, j'entends bien ce que me dit M. le Préfet de police, à savoir qu'il faudrait mettre du personnel supplémentaire. Cela ne nous empêche pas de réfléchir à d'autres formes, pour empêcher, le dimanche, les voitures d'entrer dans un quartier.

On voit bien, par les expériences aujourd'hui que nous avons dans un certain nombre de quartiers "Paris Respire", que, dès lors qu'il n'y a plus de présence humaine, les barrières sont enlevées et les automobilistes forcent le passage.

Bien souvent, ils n'ont l'air d'être informés de rien. Je parlais aussi d'information sur les nouveaux modes de fonctionnement dans les rues à Paris ou dans d'autres villes, d'ailleurs.

Je crois que nous devrions un peu nous atteler à dire aux uns et aux autres que le partage de l'espace public, ce n'est pas uniquement en faveur des automobilistes.

Je joins donc mon vœu, si je puis dire, à celui de Sylvain GAREL et des élus du 18e arrondissement, pour que nous puissions trouver à la fois bien sûr des personnels qui relèvent de la Préfecture de police, mais aussi réfléchir ensemble à de nouvelles façons de pouvoir protéger ces quartiers, pour le mieux-être des personnes qui y vivent.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur le Président GAREL, pour une explication de vote, je suppose.

M. Sylvain GAREL. - Une explication de vote très rapide et une réponse à M. le Représentant du Préfet de police.

Je remercie Mme la Maire de son soutien, j'en suis très heureux pour les habitants du 18e arrondissement.

Je dois dire que la réponse de M. le Représentant de la Préfecture de police me déçoit énormément. Nous finançons, à la Ville, des milliers d'A.S.P., pour qu'ils fassent un certain nombre de tâches à notre demande.

Je vais demander à ce que l'on revoie ce dispositif. Si vous n'êtes pas capables de dégager deux personnes un week-end, alors que vous êtes capables de mettre 2.000 policiers pour faire un P.S.G.-O.M., c'est vraiment de la mauvaise volonté, une volonté d'entraver les actions de la mairie du 18e et de la Mairie de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 158).

Vœu déposé par Mme KUSTER et M. DUBUS relatif à la piétonisation du passage du Petit Cerf.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 59, sur la piétonisation du passage du Petit Cerf et le vœu n° 59 bis de l'Exécutif devaient être défendus par Mme KUSTER, mais elle n'est pas là.

Madame GASNIER, vous avez la parole pour une minute.

Mme Fabienne GASNIER. - Le passage du Petit Cerf, dans le 17e arrondissement, après avoir été considéré comme un parking chauffé, avec des immeubles délabrés et insalubres du côté pair, a fait l'objet d'une réhabilitation, avec un programme de remise aux normes et de rénovation de ces immeubles.

Afin de valoriser cette réalisation, et après une réflexion lancée par le conseil de quartier Epinettes-Bessière sur l'avenir de cette rue, nous émettons le vœu que soit lancée une étude de faisabilité sur une opération de piétonisation de ce passage, en étroite collaboration bien sûr avec les riverains et le conseil de quartier Epinettes-Bessière.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

En effet, ce vœu a été présenté au Conseil du 17e arrondissement, mais j'ai préféré ne pas le voter, dans la mesure où les riverains du passage du Petit Cerf n'avaient pas été consultés.

Or, vous le savez, pour passer d'une voie privée à une voie publique, il faut que l'ensemble des habitants soit d'accord et favorable à cela.

C'est pour cela que je propose un vœu de l'Exécutif municipal, qui permet à la fois de demander qu'une concertation soit menée auprès des riverains, pour que ceux-ci se prononcent sur une éventuelle municipalisation, dans l'objectif, pourquoi pas, s'ils le souhaitent, de piétoniser la voie, et que sous réserve de cet accord, nous puissions faire une étude de faisabilité pour une opération qui pourrait être lancée dans les plus brefs délais, mais qui mérite bien évidemment de déterminer d'abord les objectifs et les coûts.

Si vous en êtes d'accord, Madame, je vous propose le retrait de votre vœu, pour que nous puissions voter ensemble le vœu de l'Exécutif.

J'en profite d'ailleurs pour dire que le passage du Petit Cerf a été réhabilité de manière extrêmement conséquente. Je parle bien sûr des immeubles, ce qui était une priorité, par la Mairie de Paris. C'est logique que, maintenant, nous puissions nous intéresser à la voirie, mais, pour cela, il faut que nous puissions commencer par la municipalisation de la voie.

Je vous invite bien évidemment à voter ce nouveau vœu.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Le vœu n° 59 est-il maintenu, Madame GASNIER ?

Mme Fabienne GASNIER. - Je le retire, puisque nous allons pouvoir voter l'autre vœu, qui propose d'abord de voir les aspects administratifs et ensuite la piétonisation.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - C'est absolument parfait, en tout cas c'est très constructif.

Le vœu n° 59 est retiré.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 159).

2011, DEVE 53 - Subvention à l'association CLCV 75 (Union Départementale de la Consommation, du Logement et du Cadre de vie de Paris) (15e) pour la diffusion d'un fascicule d'amélioration de la qualité de l'air intérieur dans les logements parisiens. Montant : 3.000 euros.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à la 4e Commission et nous examinons le projet de délibération DEVE 53.

Il s'agit d'une subvention à l'association C.L.C.V. 75 (Union Départementale de la Consommation, du Logement et du Cadre de vie de Paris), 15e arrondissement, pour la diffusion d'un fascicule d'amélioration de la qualité de l'air intérieur dans les logements parisiens, montant : 3.000 euros.

La parole est à Mme Marie-Laure HAREL pour cinq minutes.

Mme Marie-Laure HAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Alors que la Ville s'engage à soutenir l'initiative de l'association "Consommation Logement Cadre de Vie 75", ce projet de délibération est l'occasion pour moi de vous interroger, Monsieur le Maire, sur votre action en matière d'amélioration de la qualité de l'air intérieur, en particulier dans les lieux qui accueillent du jeune public.

Les enfants sont particulièrement vulnérables face aux différentes sources de pollution et la qualité de l'air a sur eux un impact tout à fait notoire.

Le rapport environnemental qui nous a été présenté dans le cadre de ce Conseil semble se féliciter que la qualité de l'air extérieur ait été bonne ou très bonne durant 288 jours en 2010.

Il reste cependant 77 jours où la qualité de l'air n'est pas bonne, soit un peu plus d'un jour sur cinq, à longueur d'année. Cela fait aussi 40 % de plus qu'en 2000, où la mauvaise qualité de l'air se limitait pourtant à 53 jours par an.

Nous ne sommes donc sans doute pas sur le meilleur chemin et je m'inquiète des méthodes que vous avez l'intention d'employer pour l'air intérieur.

Les élus du groupe U.M.P.P.A. sont particulièrement vigilants sur les actions entreprises en matière d'air à l'intérieur des logements, auxquelles renvoie le projet de délibération que nous abordons, notamment lorsqu'il s'agit des crèches.

La loi Grenelle 2 prévoit une surveillance périodique de la qualité de l'air, à la charge des gestionnaires d'établissements tels que les écoles ou les crèches. Cette obligation verra le jour très bientôt, le texte est actuellement étudié par le Conseil d'État.

Le périmètre exact de cette surveillance, que nous voulons optimal, fait l'objet d'une campagne expérimentale au niveau national sur la période 2009-2011.

Près de 300 établissements scolaires sur tout le territoire ont été associés à cette démarche qui s'intéresse surtout à deux types de polluants majeurs : le formaldéide, substance irritante, émise par certains matériaux de construction et d'ameublement, et le benzène, substance cancérigène issue de la combustion.

Dans le cadre de votre communication sur le développement durable en novembre 2009, vous annonciez engager parallèlement avec le Laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris une étude sur l'exposition des enfants à la pollution intérieure dans une trentaine d'écoles.

Ceci m'amène à une première interrogation : cette campagne de mesure initiée par la Ville a-t-elle été coordonnée, dans un souci d'efficacité, avec celle engagée par l'Etat ?

Par ailleurs, dans votre rapport environnemental de 2010, les conclusions indiquent que les principales améliorations vont surtout concerner le choix des matériaux, des équipements, du mobilier, des produits d'entretien, ainsi qu'une meilleure ventilation ou aération des salles de classe.

Est-il possible - ce sera ma seconde question - d'obtenir des précisions sur la mise en œuvre de ces bonnes intentions ?

Je rappelle notamment qu'à partir du 1er janvier prochain, la loi Grenelle a prévu dans son article 180 de soumettre à une obligation d'étiquetage des polluants volatiles les produits de construction et d'ameublement, ainsi que les revêtements muraux et de sol, les peintures et vernis qui émettent des substances dans l'air ambiant.

Le Grenelle crée donc un cadre d'action concret. Comment comptez-vous prendre le relais localement ?

Je vous remercie.

(M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, remplace M. Bernard GAUDILLÈRE au fauteuil de la présidence).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à M. Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Je voudrais remercier Mme HAREL pour son intervention, qui n'a rien à voir avec le sujet du projet de délibération. Si vous m'aviez indiqué que vous vouliez des renseignements sur cette étude, j'aurais amené avec moi l'ensemble des éléments et j'aurais pu vous répondre plus précisément, parce que, de fait, vous pouvez imaginer que je n'ai pas appris les résultats de toutes les études par cœur.

Ceci étant, je me réjouis du souci de coordination que vous évoquez entre le Gouvernement et la Ville de Paris pour les études. J'aurais souhaité qu'il puisse en être de même sur les études que vous avez mentionnées et que l'Etat, de son côté, a lancées, parce que je pense que la coordination ne va pas que dans un seul sens, et je me réjouis que vous vous préoccupiez notamment des jeunes enfants… Il est vrai que quand on a entendu Mme BACHELOT nous expliquer que le bisphénol était sans danger pour la santé des enfants alors que la Ville de Paris avait décidé de supprimer les biberons au bisphénol dans ses propres crèches et que quelques mois après le fait que Mme BACHELOT nous ait dit que c'était sans danger, la Commission européenne les a interdits sur l'ensemble du territoire national, quand on voit que Mme KOSCIUSKO-MORIZET nous expliquait que les ondes, c'était sans danger, et que quelques mois après, l'Organisation mondiale de la santé nous dit que les ondes, c'est très préoccupant, et notamment pour les jeunes enfants, en effet, je me dis qu'en matière de prise en compte de la santé publique, et notamment pour les jeunes enfants, il y a des préoccupations à avoir par rapport aux déclarations que l'on peut entendre.

D'ailleurs, vous avez mentionné la question de l'air extérieur et je me réjouis que maintenant, enfin, il y ait une prise en compte de la part du Gouvernement de la question de la pollution aux particules fines dont sont victimes notamment les jeunes enfants ; de nombreux jeunes enfants, aujourd'hui, subissent des bronchiolites qui peuvent se transformer en maladies d'asthme pour une partie d'entre eux et qui sont liées justement à cette pollution aux particules fines sur laquelle le Gouvernement français va être prochainement condamné par l'Union européenne pour ne pas avoir respecté la réglementation en matière de qualité de l'air.

En effet, je me réjouis, Madame, puisque vous nous parlez des grandes succès de ce Gouvernement, que vous ayez maintenant pris conscience du fait qu'il y a beaucoup, beaucoup, beaucoup à faire si on veut prévenir l'ensemble des pollutions auxquelles sont soumis les jeunes enfants, et pas simplement d'un étiquetage des produits et des mobiliers, mais vraiment d'une interdiction de la vente de ces produits.

Je ne voudrais pas citer l'ensemble des directives européennes et notamment la directive REACH, sur laquelle le Gouvernement français a pesé pour qu'elle soit la moins restrictive possible. Là encore, on aurait pu agir pour faire en sorte de mieux protéger la population et notamment les jeunes enfants. Voilà tout un tas d'éléments…

Après, on peut venir, une fois que l'on n'a pas fait tout le travail en amont qui était nécessaire en matière de réglementation, dire : "Alors, quels sont les résultats ?"

De fait, les résultats de cette étude qui a été menée auprès des écoles et qui sont aujourd'hui en train d'être rassemblés, analysés seront rendus publics, évidemment, parce que la Ville de Paris tient à faire savoir, et en priorité d'ailleurs, aux parents des enfants qui sont concernés par ces écoles quel est l'état de la qualité de l'air dans ces bâtiments, à la fois sur ces questions de mobilier, à la fois sur les questions de revêtement, voire, éventuellement, d'autres pollutions extérieures que subissent les enfants des écoles quand ils sont à proximité de lieux qui ont été pollués, ou de voiries particulièrement circulées.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Il n'y a pas de reprise de parole, Madame, après les interventions sur les projets de délibération.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 53.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DEVE 53).

2011, DEVE 83 - Demandes d'autorisations administratives de travaux pour l'aménagement de l'extension du square René Le Gall (13e).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DEVE 83. Il s'agit de demandes d'autorisations administratives de travaux pour l'aménagement de l'extension du square René Le Gall, dans le 13e arrondissement.

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT pour le groupe E.E.L.V.A.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit d'un aménagement d'une parcelle qui a été achetée il y a quelques années et qui, en attendant un aménagement plus pérenne, est constituée, pour l'essentiel, d'une grande pelouse, sur laquelle de nombreux jeunes jouent assez régulièrement aux jeux de ballon, mais aussi d'autres publics qui viennent pour se détendre, pour se reposer, pour lire, etc., et notamment des familles.

Or, il faut le savoir, le square Le Gall a cette particularité, malgré ses trois hectares, de disposer de très peu de pelouses et celle-ci est la plus grande, et de loin, de l'ensemble des pelouses.

Lors de l'acquisition de cette parcelle, il avait été question de faire des aménagements à caractère sportif, ce qui n'était pas en soi forcément une aberration, sauf que, d'une part, cela fait plus de trois ans maintenant que le projet est en suspens et, d'autre part, il y a juste à côté du square et donnant dans le square un très beau lycée, le lycée Rodin, avec des espaces qui permettent tout à fait de répondre à ces besoins, lycée Rodin qui, par ailleurs, met déjà à disposition partiellement son gymnase pour les activités sportives.

Nous nous interrogeons sur le bien-fondé, à la fois d'imperméabiliser une partie du square, de substituer aux usages actuels un usage exclusif pour une catégorie d'usagers et qui, par définition, serait extrêmement limitée dans le temps, puisqu'aux heures scolaires, les jeunes ne sont pas dans le square, mais, en principe, dans les bahuts, et donc, pour l'immense majorité du temps, ces espaces seraient totalement vides, ce qui est quand même assez paradoxal.

Nous souhaitons que des discussions plus approfondies soient entreprises avec la Région, des contacts ont déjà été pris avec le proviseur par les représentants de la Région, il ne semble pas totalement fermé à l'idée de pouvoir mettre à disposition la cour du lycée pour ces activités sportives, il y met des conditions et c'est légitime. Ce que nous souhaitons, c'est que l'on poursuive ces négociations avec la Région avant d'aller plus loin, de manière à éviter d'avoir deux lieux qui seraient contigus et qui seraient utilisés alternativement pour le même usage, alors que l'on pourrait les mutualiser, gagner beaucoup d'argent et éviter une imperméabilisation, encore une fois, d'un espace vert.

Il nous semble que c'est le bon sens et nous souhaitons vraiment avoir une réponse positive en ce sens et que l'on diffère les travaux en attendant la conclusion de ces négociations.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre, je donne la parole à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Je voudrais dire tout d'abord qu'il y a eu effectivement de nombreuses réunions autour de cette extension du square René Le Gall et qu'il y a eu aussi beaucoup de discussions sur cette aire de jeux de ballon dans ce square.

On a à régler une demande d'usage qui est légitime : mettre plus de jeux de ballon accessibles à un grand public, un public notamment de jeunes, pour éviter que ces jeux de ballon se passent dans les allées et dans le square lui-même et viennent détériorer le square. C'est une demande du personnel du square que j'ai rencontré ; il faut répondre à ce besoin.

Aujourd'hui, je ne sais pas s'il y a eu des négociations, mais en tout cas les contacts qui avaient été pris avec le lycée n'ont pas permis d'aboutir.

Je veux bien m'engager à reprendre contact à la fois avec la Région et le proviseur pour voir si on peut aboutir, mais il faut que cet espace soit accessible aux horaires du jardin et accessible de façon large pour répondre à ces besoins.

Je pense que, néanmoins, il y a d'autres travaux qui sont prévus dans cette extension et qu'il ne faut pas retarder la réalisation de cette extension ; c'est le souhait, en tout cas, du maire du 13e.

Je vais essayer, à la fois, de concilier la demande tout à fait légitime du maire du 13e d'avancer sur les travaux de ce square et voir si l'on peut rapidement trouver une solution avec le lycée.

C'est vrai qu'il est intéressant, en tout cas dans une ville dense comme Paris, d'arriver à mutualiser les usages entre des équipements publics, qu'ils soient de l'Etat, de la Région et de la Ville, évidemment, pour optimiser les surfaces et garantir la qualité pleine terre de nos jardins.

Je vais essayer, dans les très, très brefs délais, de prendre contact et d'avancer quand même sur ce projet d'extension.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 83.

M. Sylvain GAREL. - Attendez, il y a un rappel au règlement.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Un rappel au règlement ? Donc, Monsieur le Président de groupe, quel est le rappel au règlement, s'il vous plaît ?

M. Yves CONTASSOT. - Après un débat sur un projet de délibération, c'est d'avoir une explication de vote. C'est dans le règlement, je suis désolé.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Vous demandez une suspension de séance, c'est cela ?

Ecoutez, je viens de refuser à Mme HAREL une explication de vote sur un projet de délibération. Je suis le règlement intérieur, qui stipule que lorsqu'il y a des projets de délibération, il n'y a pas d'explication de vote à la suite de l'intervention sur le projet de délibération. Je suis le règlement intérieur et je le fais pour tous les groupes politiques.

Donc s'il y a une demande de suspension de séance, elle est de droit et je l'accorderai, mais sinon, nous passons au vote sur le projet de délibération.

Monsieur le Président du groupe, vous demandez une suspension de séance ou pas ?

Bien, donc je passe au vote.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 83.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ? Abstention du groupe E.L.V.A.

Le projet de délibération est adopté. (2011, DEVE 83).

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la création d'une promenade verte le long des voies ferrées du faisceau nord depuis le boulevard Ney, jusqu'à la place de la Chapelle.
Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la création d'une promenade verte.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération : les vœux n° 60 du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, et n° 61 du groupe "Europe Ecologie - Les Verts et Apparentés" sont relatifs à la création d'une promenade verte le long des voies ferrées du faisceau Nord, depuis le boulevard Ney jusqu'à la Place de la Chapelle.

Je donne la parole tout d'abord à Mme Frédérique PIGEON.

Mme Frédérique PIGEON. - Merci.

En effet, l'idée est de demander l'étude de faisabilité, avec d'ailleurs concertation, pour envisager la création d'une promenade verte le long des voies ferrées du faisceau que vous venez de décrire, de dénouer, car si à l'Est de cet axe, les opérations urbaines nous ont permis notamment de prévoir largement la création d'espaces verts, il n'en est pas de même à l'Ouest.

Voilà l'essence de notre vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un vœu qui reprend un peu une discussion - c'est pour cela que je vais être assez rapide - une discussion que nous avons eue hier par un vœu qu'avait présenté M. BOURNAZEL au sujet de l'espace Bois Dormoy.

Comme vous le savez, cet espace est devenu un jardin partagé, un endroit extrêmement agréable d'ailleurs, dans un quartier qui ne l'est pas toujours. Et donc, nous souhaitons que ce jardin partagé puisse trouver sa place d'une façon pérenne.

Malheureusement pour ce jardin, mais heureusement pour nos personnes âgées, un équipement d'accueil des personnes âgées est prévu dans le P.L.U. à cet endroit. Et donc, il faudra qu'un jour ou l'autre, ce jardin se ferme.

Et c'est pour cela que nous avons eu l'idée de créer une promenade verte, qui relierait le Nord au Sud de l'arrondissement, au long des voies ferrées, avec la possibilité que deux jardins partagés, qui existent déjà, puissent trouver un endroit pérenne pour continuer à prospérer.

C'est le sens de ce vœu. Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre aux deux orateurs, la parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci.

Je répondrai de façon commune aux deux orateurs, que je remercie.

Je donnerai un avis favorable aux deux vœux, pour dire ma satisfaction qu'aujourd'hui, nous ayons une autre vision de la planification des espaces verts. On n'est plus sur une planification au cas par cas, quartier par quartier, mais on a une vision un peu plus large. Et on essaie de relier à la fois les usages des espaces verts et aussi des déplacements, qui peuvent se faire d'un espace vert à un autre, et aussi la création de corridors écologiques.

Donc c'est une nouvelle façon de faire la ville, que je trouve assez intéressante. Je pense que - si on peut dire, c'est un des bons points du Grenelle 2 - c'est d'avoir, en tout cas, mis sur la table - enfin, les ateliers du Grenelle - la question des corridors écologiques et des trames vertes et, dans une ville dense comme Paris, cela se traduit par des projets intéressants qui relient des espaces entre eux et qui relient aussi des quartiers entre eux.

Alors là, on est dans un quartier particulier : le quartier qui va de la Porte de la Chapelle jusqu'à la station La Chapelle, donc avec des aménagements importants qui vont être faits dans la prochaine mandature. Et c'est effectivement maintenant qu'il faut lancer des études et planifier la création de ces espaces verts et ces espaces végétalisés. C'est le lien entre ces espaces.

On avait quand même une singularité pour le Bois Dormoy, qui est le jardin partagé qui est cité, qui est plus un bois qu'un jardin. Donc je pense que si on a à reloger et à retrouver une localisation pour ce jardin partagé, il faudra peut-être réinventer un nouveau concept de jardin partagé. Pourquoi pas ? Je sais qu'il y a beaucoup de demandes - pourquoi pas - de créer des vergers en ville. Il y a un projet, notamment, dans La Chapelle, d'un verger partagé.

Et là, c'est l'occasion - je dirais - de réfléchir à une nouvelle programmation des espaces verts. Et je suis, en tout cas, tout à fait favorable à ce qu'on y pense maintenant, qu'on l'étudie et qu'on l'inscrive dans les documents d'urbanisme qui vont faire la ville de demain.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Bien.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 160).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Il est adopté également à l'unanimité. (2011, V. 161).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'intégration de certaines emprises de la rue Castagnary dans le projet de réaménagement de la petite ceinture en coulée verte.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Le vœu n° 62, déposé par le groupe U.M.P.P.A., est relatif à l'intégration de certaines emprises de la rue Castagnary dans le projet de réaménagement de la Petite Ceinture en coulée verte.

Je donne la parole à M. Jean-Baptiste MENGUY pour une minute.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

L'emprise concernée est celle située rue Castagnary dans le 15e, entre une rue transversale entre le boulevard périphérique et l'intérieur du 15e et de Paris, les cuves de la C.P.C.U. et les voies ferrées S.N.C.F. de la gare Montparnasse.

Sur cette emprise, un projet de logement étudiant semble suivi par la Ville de Paris, et les habitants ont fait, plutôt que d'avoir une démarche d'opposition dure, ont plutôt souhaité faire de nouvelles propositions, notamment dans le cadre de conseils de quartiers, pour que cet espace puisse être un espace vert partagé pour la population.

C'est une demande qui apparaît au maire, Philippe GOUJON, et au député, Jean-François LAMOUR, et à la majorité du 15e, comme allant dans le bon sens. Et nous soutenons ce projet.

Dans le cadre, en 2008, de la campagne municipale, nous avions proposé qu'un grand arc vert soit créé dans le 15e, à partir notamment de la Petite Ceinture ferroviaire et du parc Brassens.

Et ce vœu, en accord avec les habitants et les associations, propose de prolonger cet arc vert via la Petite Ceinture ferroviaire sur l'emprise de la rue Castagnary.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre, la parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Il y a effectivement un projet de logement, notamment de logement étudiant, qui est prévu rue Castagnary.

Donc il est difficile, aujourd'hui, pour moi, de vous dire qu'on va arrêter ce programme pour l'aménager dans le cadre d'un projet de continuité verte.

Donc je ne peux pas donner un avis favorable à ce vœu, mais je veux bien travailler avec le 15e arrondissement pour voir si l'on ne peut pas créer des connexions un peu plus importantes entre le projet qui est prévu sur la Petite Ceinture, et qui va permettre une continuité importante entre le parc André Citroën et, à terme, le parc Georges Brassens, et les voies ferrées qui partent de la gare Montparnasse. Peut-être, sur cette allée, il y a des choses intéressantes, mais sur cette parcelle-là, je ne peux pas donner un avis favorable.

Mais je veux bien, en tout cas, réfléchir à des continuités plus importantes, qui partent, en tout cas, de la Petite Ceinture.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Voilà, donc un avis défavorable de l'Exécutif, mais malgré tout une proposition de travail en commun.

Alors je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis défavorable.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche pour le développement des cafés associatifs et la reconnaissance de la Fédération parisienne des Cafés associatifs.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Chers collègues, nous passons désormais à la 5e Commission. Nous allons examiner les vœux n° 63 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et n° 63 bis de l'Exécutif, relatifs au développement des cafés associatifs et à la reconnaissance de la Fédération parisienne des Cafés associatifs.

Je donne la parole à M. Alexis CORBIÈRE, pour une minute.

M. Alexis CORBIÈRE. - Merci, Monsieur le Maire.

Un vœu, concernant les cafés associatifs que vous-même, Monsieur le Maire, vous connaissez bien, car je m'appuie notamment sur le café "La Commune Libre d'Aligre" dans le 12e arrondissement qui vous est cher, et en généralisant sur la situation de beaucoup de ces lieux (il y en a à peu près 13 dans Paris) qui jouent un rôle important de socialisation et qui participent au maillage associatif de Paris.

Mais ce sont des structures, nous le savons tous, parfois fragiles financièrement et qui nécessitent que la Ville, tout en préservant leur indépendance - ces structures tiennent bien à rester indépendantes -, soit vigilante sur leur devenir.

L'objet de ce vœu est donc de demander que nous ayons une attention particulière sur chacune de ces structures, notamment concernant les loyers, que chacune de ces associations puisse en assurer totalement le paiement, et aussi de tenir compte de l'existence de la Fédération parisienne des Cafés associatifs qui, de mon point de vue, pourrait être un interlocuteur privilégié de la Ville.

Voilà donc l'objet de mon vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. Hamou BOUAKKAZ.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, cher Alexis CORBIÈRE, merci d'avoir mis en lumière le travail très important de ces cafés associatifs qui sont des lieux atypiques, des lieux farouchement indépendants.

Le vœu que vous proposez nous demande à la fois de faciliter le paiement du loyer de ces cafés associatifs et de reconnaître la Fédération des Cafés associatifs.

Je vous propose de le retirer et de lui substituer le vœu n° 63 bis, qui reprend le fond de votre vœu, mais qui en aménage la forme de façon à respecter l'indépendance de ces cafés associatifs (tous les cafés associatifs ne souhaitent pas être fédérés) et qui a une formulation par rapport au paiement des loyers, qui nous permet de privilégier l'analyse individuelle des besoins de ces cafés associatifs et leur indépendance, là encore, car un certain nombre de ces cafés tiennent absolument à fonctionner sans notre aide.

Je crois que c'est tout à leur honneur de souhaiter cette indépendance et de la souhaiter farouchement.

Je vous demande de le retirer, parce que vous avez bien vu que l'Exécutif avait tiré la substance de votre vœu, et de bien vouloir voter le vœu n° 63 bis.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Est-ce que le vœu n° 63 est maintenu ?

M. Alexis CORBIÈRE. - Dans ces conditions, je ne vais pas plus loin.

Merci, Hamou, vous avez dit ce que je voulais entendre, à savoir l'attention particulière de la Ville, au cas par cas, mais en tenant compte aussi d'une structuration.

Le fait d'évoquer le nom des cafés ne doit pas faire oublier que mon nom, CORBIÈRE, certes parfois consommé dans des cafés, ne s'écrit pas avec un "S".

Ce petit détail fait et cette correction ajoutée, il va de soi que je retire mon vœu et que je voterai avec enthousiasme celui de l'Exécutif.

Merci.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Le vœu n° 63 est donc retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2011, V. 162).

2011, DPP 1 - Signature d'une convention avec l'association "Fatma & Cie" pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif "Ville Vie Vacances" (3e). Montant : 2.500 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DPP 1. Il s'agit de la signature d'une convention avec l'association "Fatma & Cie" pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif "Ville Vie Vacances" pour un montant de 2.500 euros.

Je donne la parole à M. Jean-Jacques GIANNESINI, pour le groupe U.M.P.P.A.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Je prends la parole sur ce premier projet de délibération consacré à l'un des plus anciens dispositifs de la politique de la ville, le programme "Ville Vie Vacances".

"Ville Vie Vacances" évite le désoeuvrement des mineurs qui ne participent pas spontanément aux activités sportives et culturelles traditionnelles et qui, encore moins, ne partent en vacances.

Ce dispositif contribue donc à la prévention de l'exclusion et à l'égal accès aux loisirs éducatifs, aux vacances des enfants et des jeunes sans activité et/ou en difficulté.

Depuis 2007, l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances assure le suivi et la gestion du dispositif.

En 2010, près de 10 millions d'euros ont été consacrés au soutien de 3.625 projets qui ont concerné 95 départements, durant tout ou partie des vacances scolaires, et qui relèvent de domaines diversifiés : sport, culture, civisme, environnement, sorties, séjours et activités humanitaires.

Ce Conseil de Paris du mois de juin examine les subventions au titre de l'année 2011 aux associations mettant en œuvre le programme "Ville Vie Vacances".

Il n'est pas l'objet ici de commenter chaque subvention, mais de regretter l'absence de bilan sur les actions menées. Malheureusement, il ne s'agit pas d'un grief propre à ce dispositif, mais plutôt à l'ensemble des subventions relevant de la politique de la ville.

Faute de disposer d'informations, nous ne sommes pas en mesure de savoir si l'efficacité du dispositif est assurée par le respect de quelques principes clefs.

La cible prioritaire de ce programme est constituée par les jeunes de 11 à 18 ans, habitant les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Or, la Ville de Paris cible de manière générale les 11 à 21 ans, avec une priorité accordée de 13 à 18 ans. Il serait intéressant d'obtenir en fin d'année scolaire un bilan du public touché par l'ensemble des associations concourant à "Ville Vie Vacances".

Cela nous permettrait notamment de connaître la proportion de filles qui participent à "Ville Vie Vacances", pour mesurer son impact sur la prévention des violences sexistes.

De même, certaines associations n'interviennent pas dans les quartiers politique de la ville, 9e et 3e arrondissements, par exemple.

Bien entendu, si ce dispositif ne concerne pas uniquement les quartiers prioritaires, il doit cibler en priorité les quartiers politique de la ville.

La crainte est de voir des associations qui proposent des prestations de loisirs et de droit commun pendant les vacances scolaires être financés sur des fonds "Ville Vie Vacances".

Encore une fois, comme nous ne disposons pas d'un exposé des motifs particulièrement fourni sur ces associations, ce dernier ne se limitant qu'à un copier/coller maladroit, nous ne pouvons pas juger du contenu pédagogique de ces structures.

Je terminerai simplement mon intervention par une question. La Ville de Paris va-t-elle prochainement expérimenter les dispositifs initiés par l'ACSE et l'A.N.C.V. pour favoriser les séjours ?

L'intérêt des séjours est significatif. Ils permettent d'ouvrir sur de nouveaux horizons, mais aussi de mener un projet sur le long terme, tout en impliquant fortement les jeunes (préparation et financement du projet).

L'expérience a été étendue cette année, sans qu'il ne soit précisé si Paris faisait partie des départements pilotes.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à Mme Myriam EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Merci, Monsieur le Président.

Vous l'avez dit, "Ville Vie Vacances" est un dispositif partagé entre la Ville et l'État, sur lequel nous avons chacun, les uns et les autres, fixé des orientations.

En l'occurrence, la Ville de Paris a essayé de cibler sur de l'action de proximité dans des espaces où il y avait énormément de jeunes et où il y avait très peu d'activités proposées, avec une cible d'âge, notamment les 11-18 ans.

Par ailleurs, la Ville finance également un dispositif avec la Préfecture de police, avec des cars qui viennent chercher des jeunes dans différents quartiers, notamment les quartiers "politique de la ville" qui ont été ciblés, et qui les amènent sur des bases de loisirs où ils ont des activités tout au long de la journée.

Pour le Département de Paris, parce que je vous parlerai au nom de la DPP et de la DASES, aujourd'hui, nous avons les délibérations DPP, mais une grande partie est également de la DASES, où la DASES finance majoritairement des séjours et la DPP des activités de proximité.

Je réponds à votre dernière question : oui, nous finançons des séjours. Au niveau de la Ville de Paris, ce sont à peu près 430.000 euros qui sont donnés dans le cadre du dispositif "Ville Vie Vacances", plus de 140 associations, 400 projets et, l'an dernier, il y a eu 20.000 jeunes touchés.

Vous m'auriez demandé des bilans avant cette séance, je vous les aurai donnés puisque, avec l'État, entre la DPP et la DASES, il y a des visites sur les lieux de ces actions et, donc, nous savons précisément le nombre de jeunes qui ont participé.

C'est ainsi que nous arrivons à voir justement si notre orientation, qui est justement une mixité des publics, c'est-à-dire ne pas faire que des activités sportives comme du football où il n'y aura que des jeunes hommes, mais essayer de trouver des activités culturelles et physiques qui mélangent les publics, des équipes mixtes aussi de football ou de sport, c'est vers cela que nous allons et nous rendons bien compte que ces objectifs justement de mixité des publics sont aujourd'hui réalisés.

Je me permets quand même de noter que si vous souhaitez un bilan extrêmement exhaustif de l'ensemble des actions, je suis prête à vous le donner.

Vous vous étiez inscrit sur le DPP 1, donc j'avais un bilan, par exemple, de l'action menée par "Fatma & Cie" dans le 3e arrondissement, et je peux vous dire qu'il y a eu beaucoup de jeunes qui ont participé, par exemple, à l'action avec le ping-pong. Et nous avons touché également beaucoup de jeunes en début d'après-midi, qui ont 12 ans, et des jeunes vers 19 heures qui avaient plus 17 ou 18 ans.

C'est vrai que l'objectif de "Ville Vie Vacances", c'est aussi un dispositif de prévention de la délinquance, c'est-à-dire quand des jeunes sont dans l'espace public, c'est aller à leur rencontre et les attirer vers ces activités.

Ce n'est pas justement pour, quelque part, répondre à l'activité classique de ces associations. Je crois que vous ne pouvez pas nous demander de cibler tel ou tel âge etc., nous pouvons avoir une grande fourchette de 11 à 18 ans.

Bien évidemment, si un gamin de 9 ans, qui est dans l'espace public, dans lequel il n'y a pas d'activité, j'invite ces associations à le prendre en charge, en lui proposant des activités. C'est comme cela aussi que nous concourrons à une plus grande paix publique dans notre espace public.

Enfin, je voulais signaler à l'Assemblée aujourd'hui que nous testons deux expériences de "Ville Vie Vacances" nocturnes, toujours dans cet esprit de prévention de la délinquance. C'est ce qui va être mené par l'association "Espoir 18" dans le 18e, avec un "V.V.V." de 22 heures à 2 heures du matin, en direction des plus grands. Et également une action, un espace jeune éphémère, avec le centre social "Etincelles" dans le 20e arrondissement. Je crois que, là aussi, nous répondons véritablement à la question de la régularisation des jeunes dans l'espace public.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 1.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DPP 1).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la sécurité dans les quartiers d'habitat social du 17e arrondissement.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 64 déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés est relatif à la sécurité dans les quartiers d'habitat social du 17e arrondissement.

Je donne la parole à M. Patrick KLUGMAN, pour une minute.

M. Patrick KLUGMAN. - Merci Monsieur le Maire.

Je voudrais revenir sur un événement tragique, survenu dans la nuit du 9 au 10 mai dernier, rue Curnonsky, où un jeune homme de 17 ans a été tué par balle.

La situation dans ce quartier d'habitat social, de violences récurrentes et en augmentation est connue de tous. D'ailleurs, le contrat de sécurité mentionne bien que c'est bien la mission de l'Etat, ce que nous savons bien ici.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire, nous aimerions que le Maire de Paris saisisse le Préfet de police, afin qu'il renforce les effectifs de police dans l'arrondissement, et particulièrement naturellement dans le quartier de la rue Curnonsky.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame EL KHOMRI, vous avez la parole.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjoint. - Merci, Monsieur le Président.

L'Exécutif rend un avis favorable sur ce vœu, qui est l'expression d'une inquiétude partagée par de nombreux élus, en particulier les maires d'arrondissement au sujet de l'intensité de la violence dans la Capitale.

C'est cette inquiétude dont je souhaite vous faire part, Monsieur le Représentant du Préfet de police, et qu'ont porté les élus du 17e arrondissement, adossée non pas aux statistiques mais au sentiment des Parisiens qui me semble être un baromètre indispensable dans le domaine de la sécurité.

Que dit ce baromètre aujourd'hui dans le 17e, mais également dans un certain nombre d'arrondissements populaires ? Que la violence et les affrontements sur la voie publique augmentent, que cette violence apparaît souvent gratuite ou à tout le moins disproportionnée, que les armes semblent circuler avec une facilité déconcertante, que l'équité territoriale qui devait présider à la répartition des forces de sécurité dans la Capitale est loin d'être garantie.

Cette équité, la Ville cherche à l'atteindre, là où il lui semble nécessaire de compenser ou de compléter des engagements insuffisants de l'Etat. C'est ce qu'elle fait en finançant le G.P.I.S. à hauteur de presque 6 millions d'euros par an. C'est ce qu'elle fait en développant la médiation sur la voie publique avec la création des équipes de correspondants de nuit ; une équipe qui démarre cette semaine autour de la place de Stalingrad et une équipe l'an prochain dans le 17e.

Monsieur le Représentant du Préfet de police, ce que ce vœu nous rappelle, c'est qu'avec le sujet de l'équité territoriale dans le domaine de la sécurité, la Municipalité et la Préfecture de police sont attendues à un rendez-vous qu'elles ne doivent pas manquer.

Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Le quartier Curnonsky fait bien l'objet d'un fort investissement des services de police, non seulement avec une présence policière en uniforme, donc visible, mais aussi en matière de coordination des unités en civil discrètes.

Ainsi, la présence de la brigade de soutien des quartiers dans ce quartier a permis de traiter au cours de ces derniers mois 110 doléances de riverains et 48 opérations de sécurisation. Le commissaire de l'arrondissement, encore le mois dernier, le 23 mai, participait à la mairie d'arrondissement à une réunion spécifique sur ce quartier avec tous les acteurs : associations et bailleurs sociaux.

En août, depuis la création de la police d'agglomération, des opérations conjointes sont organisées par le commissariat du 17e avec les commissariats des communes de Clichy et Levallois, avec une à deux opérations par semaine, ce qui montre un effet tangible de la police d'agglomération pour mieux sécuriser les franges urbaines intercommunales. Dans ces opérations, 500 personnes ont été contrôlées et 14 interpellées.

Mais la cause principale de la violence de ce quartier est connue, puisqu'il s'agit du deal de cannabis, de cocaïne et de "crack". Le profil de "dealer" et les antécédents judiciaires du jeune homme tué dans la nuit du 10 au 11 mai ne permettent pas d'exclure l'hypothèse d'un règlement de compte, et l'enquête est conduite par la brigade criminelle.

Préalablement à cet événement, quelques jours à peine, une semaine précisément, dans le cadre du plan "stups" et sur commission rogatoire - un individu qui était porteur d'une quantité de stupéfiants avait été surveillé en janvier et interpellé -, une opération de surveillance avait permis, le 3 mai, d'interpeller et de démanteler un réseau de trafic de cannabis, avec l'arrestation de 8 vendeurs une semaine avant les faits. Trois mis en cause sont entre les mains de la justice.

Par ailleurs, pour améliorer la sécurité en termes de prévention situationnelle, le bailleur social "Paris Habitat" a proposé de réaliser des travaux de condamnation d'accès aux caves, qui sont parfois des sites de replis, et d'installer un système de vidéoprotection qui complètera celui mis en place dans le cadre du plan de vidéoprotection pour Paris, qui sera opérationnel à la fin de l'année ou au premier semestre 2012.

Enfin, il convient de rappeler que s'agissant des autres mineurs du quartier moins enracinés dans la délinquance, je ne parle pas des "dealers", et afin d'éviter qu'ils ne suivent le mauvais exemple de leurs aînés, le Préfet de police a proposé dès 2009, au Maire de Paris et aux maires d'arrondissement qui étaient d'accord, la constitution d'un groupe de suivi individualisé. Je souhaite que ce groupe soit rapidement mis en place dans cet arrondissement. Nous comptons sur nos récents échanges pour que cette lacune soit comblée prochainement.

Enfin, s'agissant de l'équité territoriale dans Paris, j'ai le souvenir qu'il y a, une ou deux séances du Conseil, un vœu a été adopté se plaignant de projets de la Préfecture de police pour justement améliorer cette répartition.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - J'ai deux demandes d'explication de vote. Tout d'abord de M. Jean-Didier BERTHAULT pour le groupe U.M.P.P.A. pour deux minutes.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est une explication de vote qui ira dans le même sens que les échanges que nous avons eus en Conseil d'arrondissement et je garderai d'ailleurs le même ton que lors de ce Conseil.

Pour vous dire, le Préfet a fait allusion à cette réunion du 23 mai, qui a rassemblé l'ensemble des acteurs à la suite, pas simplement de ce drame, mais à la suite aussi du suivi que nous effectuons régulièrement. Moi-même, en tant que président de ce conseil de quartier, et Jean-François DIVRY, adjoint au Maire du 17e en charge de la sécurité.

On a été particulièrement vigilant parce que je voudrais revenir sur ce vœu. Le problème, et le Préfet l'a dit, ce n'est pas un problème de sous-effectif de police dans ce quartier. Le problème est bien plus profond que cela. Ce sentiment d'insécurité, qui s'est développé depuis un an, est dû aussi à des problèmes de procédure, qui ont retardé l'enquête de police, qui ont fait que la commission rogatoire a créé un certain nombre de problématiques nouvelles, qu'il a fallu traiter avant qu'il y ait pu avoir ces arrestations.

Nous avons découvert, et la police en tout cas a découvert, non pas un deal précis mais un vrai supermarché de drogue dans ce quartier. Le Préfet l'a rappelé : cannabis, cocaïne, "crack", ce qui fait qu'aujourd'hui il ne s'agit pas de rejeter la responsabilité sur les autres mais il s'agit de continuer à mettre les acteurs autour de la même table.

C'est la raison pour laquelle, avec les bailleurs sociaux, qui doivent eux-mêmes maintenant, et "Paris Habitat" en l'occurrence, mettrent de la vidéoprotection, condamner les accès aux caves, faire en sorte que ces logements aujourd'hui soient sécurisés, de façon à ce qu'on ne puisse pas aboutir au "deal", tel qu'on a pu le laisser se développer ces dernières années, puisque c'est récurrents et que tous les cinq ou six ans, on a affaire à ce développement de "deal". S'il y a des "dealers", c'est qu'il y a des clients. Tout le monde le sait.

Ce qui veut dire qu'à partir de là, il va falloir que l'on complète ce système de vidéosurveillance. Je rappelle qu'au titre du conseil de quartier, les caméras de vidéosurveillance n'étaient pas prévues initialement à cet endroit, que c'est à la demande du conseil de quartier et à ma demande que vous avez accepté au niveau de la Préfecture de police de les ajouter et que ce dispositif complètera certainement efficacement ce que le bailleur social a maintenant à mettre.

Mais je voudrais en appeler à la responsabilité de chacun, ce n'est certainement pas en rejetant la responsabilité, ou en tout cas les possibles responsabilités sur la Préfecture de police ou sur le bailleur ou sur les autres que l'on arrivera à sortir de cette affaire, qui est très complexe, Monsieur KLUGMAN, vous le savez bien. C'est en continuant à mettre tous les acteurs autour de la table ainsi que nous le faisons à la mairie du 17e.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur BERTHAULT, votre vote, puisque c'était une explication de vote ?

Monsieur CONTASSOT, pour le groupe E.E.L.V.A., vous avez la parole.

M. Yves CONTASSOT. - Ce vœu vient à point nommé puisque, le Préfet de police vient de le rappeler, il s'agit avant tout d'une question qui n'est pas simplement une question de sécurité comme cela, mais qui est liée notamment au trafic de cannabis, pour l'essentiel en tout cas.

Or, ce vœu nous semble un peu curieux, au-delà d'une maladresse du deuxième considérant qui laisserait supposer qu'"habitat social" égale "problèmes récurrents de violence", c'est peut-être un peu rapide, je pense que c'est une pure maladresse, mais au-delà de cela, il fait appel strictement et uniquement à "renforcement de la sécurité, de la police". On a vu la droite dire : "Cela ne suffit pas ! Il faut, en plus, de la vidéosurveillance, etc."

Il me semble que cela fait totalement l'impasse sur des questions beaucoup plus structurantes et, hélas, qui ne sont pas propres à un quartier du 17e, mais qui sont dans de nombreuses communes et on le voit bien, et notamment ce qui se passe dans certaines villes de la Seine-Saint-Denis.

Donc, nous ne participerons pas au vote sur un tel vœu qui fait totalement l'impasse sur des questions en amont qu'il faudrait se poser. Nous nous félicitons, d'ailleurs, de voir que la question de la légalisation et de la dépénalisation de l'usage progresse dans notre société, sauf évidemment sur les bancs de la droite qui n'a rien compris à cette question.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame EL KHOMRI, vous avez la parole pour un complément de réponse.

La parole est à Mme EL KHOMRI !

S'il vous plaît, la parole est à Mme EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Permettez-moi de rappeler deux, trois éléments.

Le premier, c'est que, quand j'ai parlé d'équité territoriale, c'est parce que j'ai le sentiment qu'aujourd'hui, c'est bien dans les quartiers populaires que l'on souffre le plus de l'insécurité. La réponse qui est donnée aujourd'hui, par exemple, de condamnation des caves, cela veut dire que des habitants qui paient un loyer n'auront pas accès à leur cave parce qu'il y a du trafic dans l'immeuble. Cela veut dire quand même que, quelque part, ils paient doublement le prix de cette insécurité.

Enfin, je trouve cela particulièrement injuste.

C'est pour cela que je rappelais que la Ville mettait en œuvre, par exemple, les 6 millions d'euros au titre du G.P.I.S., Groupement Parisien Inter-bailleurs de Surveillance, qui va dans les quartiers d'habitat social. C'est aussi une bonne réponse et ce n'est pas pour appeler l'un contre l'autre, c'est, bien évidemment, tous ensemble, mais je crois qu'il est important de se rendre compte qu'aujourd'hui, à Paris, là où on souffre le plus de l'insécurité, c'est dans les quartiers populaires. C'est en cela que la question de l'équité territoriale se pose.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 163).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au soutien aux indignés de la Bastille.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Le vœu n° 65, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, est relatif au soutien aux indignés de la Bastille.

Je donne la parole à Mme Danielle SIMONNET, pour une minute.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, comme vous le savez, l'Espagne a connu durant le mois de mai un mouvement démocratique et citoyen d'une ampleur historique sans précédent. Ce mouvement des indignés, en faveur d'une démocratie réelle maintenant, ce mouvement pacifique a occupé plusieurs semaines la Puerta del Sol de Madrid et s'est développé dans de nombreuses villes et villages dans toute l'Espagne. Force est de constater qu'après les révolutions citoyennes en marche des peuples arabes, on a un vent de révolte contre la précarité, la non-redistribution des richesses qui traverse la Méditerranée. On voit bien aussi toutes les mobilisations que connaît la Grèce en ce moment.

Dans le même temps, nous avons eu, en France, d'autres mobilisations qui sont, bien sûr, sans aucune mesure ; ces mobilisations initiées en France, et notamment au travers des indignés de la place de la Bastille, ne sont, certes, à ce stade, pas comparables mais elles portent également les mêmes aspirations.

Le 29 mai dernier, ils étaient plus de 2.000 à se rassembler place de la Bastille mais les forces de police ont procédé à leur évacuation. Depuis, chaque soir, ils essaient de tenir des assemblées générales, très pacifiques, très démocratiques, qui ne portent pas atteinte à l'environnement et au cadre de notre vie publique.

Mais aujourd'hui, ces mobilisations sont empêchées.

Donc, sur proposition du groupe Communiste et élus du Parti de gauche, on propose, à travers ce vœu, d'abord de réfléchir à quelle position doit avoir la Ville. Si, demain, les mobilisations sont équivalentes à la Puerta del Sol, la Ville les soutiendra-t-elle ? Tel est le souhait du groupe Communiste et élus du Parti de gauche.

On émet le vœu que le Maire de Paris intervienne auprès du Préfet de police pour demander que ces rassemblements démocratiques puissent être autorisés.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame Myriam EL KHOMRI, vous avez la parole.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Président.

Les rassemblements de jeunes indignés, dont Danielle SIMONNET vient de parler avec beaucoup de justesse, témoignent dans le même temps d'une vitalité et d'une maturité démocratique. Parce qu'ils traduisent une foi en la démocratie, une espérance qui refuse de se contenter de ce que l'on lui présente comme la fatalité, ces rassemblements me semblent devoir être autorisés partout où ils se tiennent sans préjudice de la paix publique, ce qui a toujours été le cas jusqu'à aujourd'hui.

C'est donc un avis favorable que rend l'Exécutif sur ce vœu, en vous demandant, Monsieur le Représentant du Préfet de police :

- d'ouvrir l'espace public à ces rassemblements de citoyens dont l'engagement honore la République ;

- d'ouvrir cet espace en veillant, bien sûr, à ce que ce lieu demeure accessible à tous les Parisiens, dans des conditions de libre circulation et de sécurité acceptable.

Je citerai Georges Bernanos qui disait : "C'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le reste du monde à la température normale. Quand la jeunesse se refroidit, le reste du monde claque des dents." Les indignés sont une manifestation contemporaine de cette fièvre, à laquelle il vous appartient, Monsieur le Représentant du Préfet de police, de donner l'espace nécessaire pour que la société vienne s'y chauffer, sans s'y brûler.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je souhaiterais simplement préciser que, dans notre république démocratique, la Préfecture de police n'a pas à ouvrir l'espace puisqu'il est ouvert, par principe. Donc, la Préfecture de police n'autorise pas les manifestations, elle en reçoit la déclaration.

D'ailleurs, dans le cadre du mouvement qui nous préoccupe, c'est bien un problème puisque, alors que, depuis un mois, il y a des manifestations quasiment quotidiennes, seules deux ont été régulièrement déclarées selon les formes de la loi. Bien évidemment, nous avons toujours toléré et encadré ces manifestations, sauf lorsqu'elles ont quitté le terrain de la manifestation pour devenir une obstruction à l'espace et à la libre circulation, notamment le 21 mai 2011 lorsque la circulation était bloquée sur le boulevard du Temple, notamment lorsque le 29 mai 2011, la place de la Bastille, au-delà du rassemblement, a été occupée avec des tentes de manière permanente et lorsque le 2 juin et le 12 juin, des tentatives équivalentes ont été faites.

Mais modulo ces trois interventions, la Préfecture de police a parfaitement toléré et laissé la liberté de manifestation se dérouler.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - J'ai une demande d'explication de vote de M. MARTINS, pour 2 minutes maximum.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, les indignés de la place Puerta del Sol à Madrid relèvent, et à travers un certain nombre de mouvements de jeunesse en Europe, toute une jeunesse et toute une génération qui, d'ailleurs, ne sont plus seulement les jeunes mais quasiment jusqu'aux trentenaires, sur la place qui peut être la leur dans une société où, visiblement, l'Etat providence, qui avait été celui des générations précédentes, ne leur sera pas acquis. Ils devront probablement payer les pots cassés d'un certain nombre de décisions prises antérieurement.

Cette question de la jeunesse, qui se pose évidemment, et qui s'interroge sur la place qui sera la sienne dans la société, nous ne pouvons pas l'ignorer. Je crois que ce qu'il s'est passé en Espagne nous alerte et nous alerte d'autant plus qu'en Espagne, c'était un mouvement relativement spontané, issu de manière très citoyenne par les habitants et les jeunes Madrilènes.

Ce qu'il s'est passé à Paris est un tout petit peu d'un ordre différent. Pour être allé, je crois comme vous, Madame SIMONNET, place de la Bastille, rencontrer ces jeunes, j'ai été surpris que, finalement, ils scandent environ toutes les 3 minutes "Qu'ils s'en aillent tous ! Qu'il s'en aillent tous", reconnaissant le titre d'un livre bien connu sorti il y a quelque temps par l'un de vos leaders et, si j'ai bien compris, votre candidat à l'élection présidentielle !

Considérant que ce qu'il se passe à la Bastille est peut-être moins spontané, moins citoyen et un peu plus politicien que ce qu'il s'est passé en Espagne, je ne voterai pas ce vœu, Madame SIMONNET.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 164).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la sécurité dans les quartiers d'habitat social du 17e arrondissement.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Le vœu n° 66 déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés n'ayant pas été présenté est considéré comme retiré.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la nécessité d'amplifier les résultats obtenus dans la lutte contre les violences aux personnes.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Les vœux n° 67 du groupe U.M.P.P.A. et n° 67 bis de l'Exécutif ont trait à la nécessité d'amplifier les résultats obtenus dans la lutte contre les violences aux personnes.

Je donne la parole à M. Jean-Jacques GIANNESINI, pour une minute.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Trois choses.

Nous savons donc que la part des mineurs a représenté 21,5 % des violences à la personne, selon les chiffres de l'O.N.D.R.P.

On a les violences aux personnes qui ont diminué de 1,4 % dans l'agglomération parisienne sur les quatre premiers mois de l'année 2011

La troisième chose : on sait que la Préfecture de police vient de prendre des mesures nouvelles pour renforcer la lutte contre les violences aux personnes.

Nous souhaiterions connaître un petit peu, de la part du Préfet de police, le détail des objectifs poursuivis et les moyens d'intensifier la lutte contre la violence aux personnes à Paris, notamment en prévenant davantage l'implication des mineurs.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame EL KHOMRI, vous avez la parole.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

J'ai proposé un vœu n° 67 bis parce qu'il s'agit plus peut-être d'une question qui est posée à la Préfecture de police et il me semblait important, autour de la question de l'implication des mineurs dans les violences aux personnes, de rappeler qu'il y avait notre attachement à la fois à la justice des mineurs - je crois que c'est un élément extrêmement important - et également rappeler le rôle de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, dans le cadre du suivi des mineurs délinquants. Cela constitue également la proposition de mon vœu.

Je voulais rappeler, malgré les statistiques qui sont sur une diminution de la violence aux personnes, qu'il y avait des quartiers qui étaient tout à fait touchés ou des communautés : la communauté chinoise est la grande manifestation et encore, ce qu'il s'est passé hier soir, d'une agression d'une personne de la communauté chinoise, d'un racket, montre que ces questions se posent encore avec beaucoup d'intensité sur Paris.

Moi-même, je suis élue d'un arrondissement où, à la Goutte d'Or, il y a eu de très nombreux vols/violences de façon importante ces derniers mois.

Je voulais également rappeler que la Préfecture de police a fait, avec des chercheurs, une grande ouverture, un travail d'un an autour de la question de la prévention des violences aux personnes, qui nous a semblé tout à fait intéressant et je voulais rappeler aussi l'attachement de la Municipalité à l'accueil des T.I.G. ; on en parlera dans deux interventions, mais c'était un vœu un peu plus global, c'est pour cela que je proposais ce vœu-là.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur le Préfet de police ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. **-** Merci, Monsieur le Maire.

Mesdames et Messieurs les Conseillers, les violences contre les personnes au sein de la délinquance, et particulièrement l'implication des mineurs, sont évidemment au cœur d'une stratégie territoriale de sécurité, mais les analyses qui, parfois, affleurent dans le débat public mériteraient parfois d'être un peu plus approfondies pour qu'on se donne les moyens concrets d'agir efficacement et incontournablement dans un cadre partenarial si on parle de mineurs.

Tout d'abord, l'évolution des phénomènes.

Schématiquement, à Paris, les violences avaient connu une croissance rapide de 1996 à 2001, puis une diminution modérée entre 2001 et 2008 et l'augmentation constatée entre 2009 et 2010, pour l'instant, semble jugulée depuis le début de l'année, puisqu'on est, sur cinq mois, ce qui est significatif, à une baisse de 8,9 %.

Ces bons résultats sont notamment le fruit d'une stratégie de combat quotidien contre les vols de smartphones avec violence dans les transports en commun qui avaient fortement progressé l'an dernier et qui, désormais, régressent.

Nous avons multiplié les patrouilles anti-délinquances en civil, développé une doctrine opérationnelle de vidéo-patrouille grâce aux caméras du métro et du RER pour prendre les auteurs en flagrant délit et rendre les policiers plus mobiles et plus réactifs, aux bons moments et aux bons endroits.

Cette expérience préfigure ce que nous souhaitons faire partout sur la voie publique dans Paris avec le plan de vidéoprotection "1.000 caméras".

Nous avons également mené une très grande action préventive et l'excellente disposition législative qui permet de bloquer les téléphones portables, 14.000 à ce jour dans l'agglomération, semble contribuer, modestement mais sûrement, à assécher le marché, les terminaux étant inutilisables.

Nous restons très présents, Madame la Maire, sur les quartiers que vous avez cités, puisque, hier soir encore, puisque vous parlez de la communauté chinoise, nous y étions, la deuxième division de police judiciaire a interpellé trois individus de nationalité chinoise qui extorquaient des fonds avec violence sur d'autres individus de nationalité chinoise qui étaient forcés de vendre à la sauvette porte de Bagnolet. On voit que l'on est au cœur de ces problématiques.

Mais il est vrai qu'il y a une spécificité parisienne par rapport au reste de l'agglomération en matière de délinquance des mineurs, puisque la délinquance des mineurs progresse à Paris, ce qui n'est pas le cas dans le reste de l'agglomération.

Une fraction croissante de ces mineurs, d'ailleurs, n'habite pas Paris, mais ils viennent y "travailler", ou n'ont pas de domicile stable déclaré dans l'agglomération et au moment où on parle de la réforme de la justice des mineurs, il n'est pas inutile de souligner qu'il n'y a plus de journée aujourd'hui à Paris sans que des mineurs de 12, 13, 14 ou 15 ans soient interpellés, donc il y a un travail de la police, pour des faits de cambriolage ou d'agression des distributeurs.

De janvier à juin, 15.300 mineurs ont ainsi été interpellés et mis en cause, soit 19,7 % de la délinquance totale, mais les mineurs, par rapport aux majeurs, se caractérisent par une propension au vol plus élevée. 58 des faits qui leur sont reprochés concernent des vols contre 17 % pour les adultes.

Face à ces constats, vous l'avez rappelé, je vais aller vite, nous nous sommes engagés dans une action de fond sur les violences. Une réflexion pluridisciplinaire croisée a associé des chercheurs, des sociologues, la P.J.J., l'Education nationale et, bien évidemment, les municipalités.

Les conclusions rappellent toutes l'intérêt d'un suivi individualisé, concret, interinstitutionnel et dans la durée, qui prolonge les surveillances et les interventions policières. Il faut combiner action éducative, travail social et psychologique.

Nous contribuerons, pour notre part, à ces actions partenariales.

Trois exemples.

Depuis mai, nous accueillons désormais des jeunes à la Préfecture de police dans le cadre d'un parcours individualisé. Sur une période de deux à quatre mois, ils effectuent des travaux manuels à la P.P. : manutention, réparation, montage, peinture, complétés par des rappels à la règle ; il faut restaurer chez ces jeunes des valeurs telles que la citoyenneté, le respect de l'autorité, mais aussi le goût de l'effort et la rigueur.

Nous avons un partenariat avec la P.J.J. pour accueillir des enfants suivis par le juge des mineurs entre 13 et 18 ans.

Deuxième type d'actions, des stages de citoyenneté collectifs, alternatifs à la sanction ; ils visent des primo délinquants qui ont fait des actes peu graves, notamment le non-respect de l'autorité, des institutions républicaines ou des biens publics. Nous avons, là aussi, un partenariat avec le Parquet de Paris, la P.J.J. et l'association d'aide pénale A.A.P.

Enfin, nous avons développé un module de prévention pour les cyberviolences ou les violences sur internet qui peuvent avoir des développements physiques dans la rue ; en à peine six mois, nous avons sensibilisé 10.200 jeunes Parisiens dans les établissements scolaires à travers de multiples interventions de nos policiers formateurs anti-violence.

Enfin, la Préfecture de police considère qu'il est possible de rendre plus concret le fonctionnement des contrats de sécurité d'arrondissement et elle est tout à fait à prendre sa part dans ce domaine et attend avec intérêt le développement du suivi individualisé des mineurs et des jeunes majeurs.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Compte tenu des réponses qui ont été apportées, Monsieur GIANNESINI, maintenez-vous votre vœu ?

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Oui, Monsieur le Maire, nous le maintenons, dans la mesure où les deux vœux sont complémentaires et nous voterons les deux, mais il s'agit des actions essentiellement menées par le Gouvernement à travers la Préfecture de police de Paris.

Même si on ne doit pas nier les actions de la P.J.J., naturellement, et c'est le partenariat engagé qui a été rappelé par M. VEDEL, il est clair que les deux vœux sont complémentaires, donc nous pouvons le maintenir.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 165).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 166).

Vœu déposé par M. MARTINS relatif à l'augmentation de l'offre de T.I.G.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 68 de M. Jean-François MARTINS, relatif à l'augmentation de l'offre de T.I.G.

Vous avez une minute, Monsieur MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Quoi qu'en pense le député CIOTTI qui vient de rendre un rapport sur l'exécution des peines qui n'offre finalement d'autre alternative aux peines que l'emprisonnement, il existe des peines alternatives et nous croyons en tout cas qu'à Paris, nous devons favoriser ce type de peines alternatives qui permettent d'éviter, notamment pour les primo délinquants, directement un parcours d'incarcération qui, on le sait, est parfois un parcours qui pousse à un aggravement de la délinquance, voire même à un passage vers la criminalité.

Je crois qu'il est important de trouver d'autres formes alternatives de peines qui permettront à des primo délinquants de se réinsérer plus rapidement et de faire l'éducation nécessaire.

Michel MERCIER, Garde des Sceaux, la semaine dernière, a appelé les collectivités locales à une plus grande mobilisation en faveur d'une offre de travail d'intérêt général ; c'était le sens de mon vœu.

Seuls 17 % des T.I.G. prononcés à Paris trouvent une place à la Ville de Paris, dans les mairies d'arrondissement, dans les directions centrales.

Le souhait de ce vœu était donc de doubler les offres de travail d'intérêt général offertes par les directions centrales et les mairies d'arrondissement, afin que nous accueillions un nombre plus important de ces délinquants que j'espère en tout cas en voie de réinsertion.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame EL KHOMRI, vous avez la parole.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Président.

Je tiens à remercier M. MARTINS de porter la question du travail d'intérêt général dans cette Assemblée. C'est une préoccupation que nous avons avec le Maire de Paris, comme j'ai pu lui indiquer, que ce soit les T.I.G. en direction des mineurs ou les T.I.G. en direction des majeurs, les dialogues citoyens, nous y prenons largement notre part ; c'est pour cela que M. MARTINS nous demande aujourd'hui d'accueillir 300 personnes par an condamnées à une peine de T.I.G. d'ici 2012 ; c'est en cela que son vœu n'a pas vraiment de sens, parce que je dois le faire dès 2011 et, aujourd'hui, nous avons créé environ 82 fiches de poste à la Ville. Au sein de mon cabinet, nous allons créer un poste de T.I.G., Catherine VIEU-CHARIER s'est également engagée à le faire. La DPE, la DJS, la DEVE, la Direction des Affaires juridiques, la DPP, de nombreuses administration sont en train de jouer ce jeu tellement l'enjeu est important.

Cependant, il me paraît important de préciser qu'aujourd'hui, il y a 1.500 personnes qui sont suivies par le service pénitentiaire d'insertion et de probation, donc 1.500 personnes qui ont ces peines de T.I.G., qu'ils ne sont que sept personnes à suivre leur mise en œuvre, ce qui me paraît particulièrement insuffisant en termes de service de justice, que ce soit sur la P.J.J. ou au niveau du S.P.I.P., mais en tout cas, sur la participation de la collectivité, sachez que l'objectif de M. MARTINS, nous le réaliserons d'ici la fin de l'année 2011 et, par ailleurs, j'ai pris contact avec de nombreuses institutions, comme la Garde républicaine, qui sont aussi prêts à prendre de nombreux "T.I.Gistes" à Paris, la Protection civile et encore de nombreuses associations.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur MARTINS, votre vœu est exaucé dès 2011.

Maintenez-vous néanmoins ?

M. Jean-François MARTINS. - Je n'avais que les chiffres de 2010 qui mentionnaient 142 places. Je suis ravi que l'on atteigne les 300 à la fin de l'année.

Evidemment, je retire mon vœu et adresse toutes mes félicitations à Myriam EL KHOMRI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je vous remercie.

2011, DPVI 85 - Gestion urbaine de proximité dans les quartiers en politique de la ville. Subventions à 10 associations mettant en oeuvre des projets visant à l'amélioration du cadre de vie. Montant : 27.000 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons à présent le projet de délibération DPVI 85. Il s'agit de la gestion urbaine de proximité dans les quartiers en politique de la ville et de la subvention à 10 associations mettant en œuvre des projets visant à l'amélioration du cadre de vie, pour un montant de 27.000 euros.

Je donne tout d'abord la parole à M. Jean-Baptiste MENGUY pour le groupe U.M.P.P.A.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, je profite de l'inscription de ce projet de délibération portant sur l'attribution de subventions à trois régies de quartier parisiennes (10e, 17e et 20e) pour vous rappeler la création de l'association de préfiguration de la régie de quartier Vaugirard au début de cette année, création qui n'a toujours pas donné lieu à l'inscription à l'ordre du jour de notre Assemblée pour l'attribution d'une subvention de démarrage de 46.000 euros.

Un bref rappel des faits, d'abord. Ce projet fait partie du pacte de mandature remis par Philippe GOUJON, le maire du 15e, au Maire de Paris en 2008. Il s'inscrit dans la politique menée depuis des années par la Municipalité parisienne dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.

Des contacts ont été pris début 2009 avec le Comité national de liaison des régies de quartier, avec les associations et les institutions, afin de valider la pertinence du projet, puis a été rédigée une note d'opportunité, de laquelle il ressort que des problèmes sociaux très lourds se posent dans le 15e, qui justifient la création d'une régie.

Des difficultés socioéconomiques ont été révélées par certains critères (forte proportion de jeunes déscolarisés, taux de chômage élevé, proportion de familles monoparentales supérieure à la moyenne parisienne, etc.) qui sont identiques, voire parfois plus marqués que dans des quartiers parisiens classé en politique de la ville.

Le quartier des Périchaux, par exemple, a été classé un temps, en 2003, en microquartier politique de la ville.

Il y a eu une nécessité de traitement également d'un urbanisme vieillissant avec notamment le début d'une réflexion sur le quartier Bargue/Kandinsky et de la mise en place d'outils adaptés pour atténuer les effets de la crise.

Une réunion plénière de lancement de la procédure a eu lieu en mars 2010 avec une quarantaine de partenaires locaux, parmi lesquels des élus de Droite et de Gauche, notamment notre collègue Gilles ALAYRAC, des responsables d'association, des acteurs institutionnels et des bailleurs.

Puis, trois réunions d'un groupe de travail spécifique se sont tenues. Ce groupe a réfléchi à la définition du territoire, à la participation des habitants et aux activités, mais aussi à l'engagement des partenaires.

En septembre dernier, le maire du 15e arrondissement a rencontré Mme DAGOMA, qui a validé le projet et lui a confirmé son intention de soutenir cette création.

En novembre, deux nouvelles réunions de travail consacrées à l'élaboration des statuts, suivies le 10 décembre de l'Assemblée générale constitutive de l'association de préfiguration et aussi de l'élection du Conseil d'administration, se sont tenues.

Etaient présents à cette Assemblée générale Mme DAGOMA, Guy DUMONTIER, président d'honneur du C.N.L.R.Q. et plus de 120 habitants et responsables associatifs.

16 représentants associatifs se sont portés candidats, pour huit postes à pourvoir, ainsi que 18 habitants, également pour huit postes à pourvoir. Voilà la démonstration d'un vrai processus démocratique.

A la demande de Mme DAGOMA, d'ailleurs, nous avons accepté que la présidence de la régie ne revienne pas comme prévu à une élue, Sylvie CEYRAC, mais à un habitant du quartier qui est M. Jacques MATHIEU-POYETON, qu'il faut saluer ici.

Fin janvier 2011, le Conseil d'administration s'est réuni et a procédé à l'élection du bureau de l'association de préfiguration.

Les démarches administratives ont ensuite été entreprises pour le passage d'une délibération en Conseil de Paris en mars ou avril, mais, depuis, rien n'a bougé, c'est la raison pour laquelle nous avons souhaité prendre la parole sur ce projet de délibération, pour rappeler l'Exécutif à ses obligations en la matière.

Les travaux du local loué auprès de "Paris Habitat" sont achevés et les partenaires pressentis (le Ministère de la Défense, Unibail, des bailleurs sociaux) sont aujourd'hui en attente.

Il serait donc navrant, je conclurai par là, que les blocages administratifs dont on nous parle ne soient pas levés et que les habitants du 15e, les plus fragiles d'entre eux, pâtissent de cette situation désolante.

Je vous remercie donc, Madame l'adjointe, au nom de l'Exécutif, de bien vouloir faire diligence à nos demandes et de faire débloquer cette situation.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je souhaite, dans mon intervention, souligner une nouvelle fois la qualité du travail des équipes de la délégation de la politique de la ville qui se sont investies sur la gestion urbaine de proximité depuis plusieurs années et plus récemment sur l'élargissement de la démarche "Nature +".

Malgré le désengagement de l'État, qui a drastiquement baissé les subventions aux associations, dans les quartiers parisiens politique de la ville, les projets se multiplient et se diversifient.

La démarche "Nature +", qui a démarré dans le 20e arrondissement, s'est développée rapidement sur d'autres arrondissements.

Je souhaite ainsi féliciter et encourager l'action de deux associations, qui travaillent dans les quartiers politique de la ville des 13e et 18e arrondissements.

L'association "Guinguette Pirate - Petit Bain" a fait naître un projet de jardinage collectif au cœur de la cité Chevaleret, dans des conditions difficiles et ingrates. Le projet était situé dans un espace très minéral, avec des espaces libres très dégradés.

Un travail porte à porte avec les locataires et un soutien du centre social du quartier a permis une réappropriation de cet espace et je suis satisfaite que, aujourd'hui, la SEMIDEP soit partenaire de ce projet.

Avec beaucoup de patience, ils ont fédéré les habitants, les jeunes de la cité et les enfants, tout en améliorant le cadre de vie de ce quartier.

Cette association a aussi un projet de guinguette sur le Port de la Gare et souhaite à cette occasion créer des emplois pour les jeunes en insertion issus des quartiers politique de la ville et aussi inviter dans leur guinguette des habitants de la cité Chevaleret, qui sortent trop peu souvent de leur quartier.

La deuxième association, qui est située dans le 18e arrondissement, "Ecobox", a installé un jardin partagé impasse de la Chapelle.

Elle a pour projet d'accueillir les écoles et collèges du quartier qui ne disposent pas de jardin pour mettre en pratique leurs cours de sciences et vie de la terre.

Les élèves de l'école polyvalente Maurice Genevoix, du collège Marx Dormoy, de l'école maternelle Emile Duployé vont pouvoir participer à la construction de parcelles de jardinage, de composteurs et de systèmes de récupération d'eau de pluie et même rencontrer un maraîcher.

Toutes ces initiatives, qui nécessitent peu de moyens et améliorent beaucoup la qualité de vie de ces quartiers politique de la ville, ont le mérite d'être encouragées par notre ville, nous ne pouvons que nous en féliciter et nous féliciter aussi de la vitalité associative de ces quartiers.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Léa FILOCHE pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Léa FILOCHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous avons de la chance. Les Parisiens ont vraiment pas mal de chance. Malheureusement, certains élus de cette instance n'en ont pas encore vraiment conscience.

Nous avons une réelle mixité sociale à Paris, je pense que pas grand monde peut remettre cela en cause, et ce malgré les tentatives répétées et surtout scandaleuses du Gouvernement. Nous parvenons à maintenir toutes les classes sociales à Paris, notamment "via" nos actions politique de la ville.

Eh oui !

Mais, en fait, ce n'est pas seulement de la chance, c'est aussi une volonté politique, c'est aussi un choix, c'est aussi un engagement. La Ville de Paris est volontaire, motivée, convaincue. Nous nous battrons encore contre les choix assumés aujourd'hui par l'État et son Gouvernement de remettre en cause l'égalité des droits, notamment à Paris.

Certes, la politique de la ville n'est pas une fin en soi, et dans le cadre qui nous est imposé aujourd'hui, notamment celui du chômage de masse, de l'augmentation de la précarité, de l'augmentation des inégalités et de la pauvreté, la politique de la ville est avant tout une chance.

Les deux projets de délibération qui nous sont soumis aujourd'hui en matière de politique de la ville en sont de bons exemples. Dans la lignée de notre dernier Conseil et de la communication que le Maire de Paris avait faite, nous continuons à travailler à ce que chaque Parisien trouve sa place dans notre ville, quels que soient ses revenus, son travail, sa condition sociale ou encore son origine.

Il est donc soumis à notre vote un premier projet de délibération qui finance des associations, qui ont notamment, dans le cadre de la gestion urbaine de proximité, permis d'améliorer sensiblement le quotidien des habitants dans certains quartiers.

La G.U.P., comme on l'appelle, en coordonnant tous les acteurs locaux, permet de faire du cadre de vie une priorité. C'est d'ailleurs dans ce cadre qu'est née la démarche "Nature +" dans le 20e arrondissement, qui a vocation à recenser des coins, des recoins, des espaces végétalisés peu valorisés pour les transformer en espaces végétalisés, artistiques et/ou ludiques.

C'est donc dans ce cadre et dans la perspective de la généralisation de la démarche innovante de "Nature +" que nous vous proposons de voter cette subvention.

Le second projet de délibération concerne le financement d'associations qui permettent, comme à chaque Conseil de Paris, aux habitants de s'approprier leur quartier en participant aux actions des associations.

A hauteur de 22.000 euros pour une dizaine d'associations, nous favorisons ainsi l'investissement et la participation des habitants à la vie de leur quartier, de façon très concrète.

Vous pouvez constater, mes chers collègues, que dans ce projet de délibération nous finançons des actions qui ont lieu sur presque tout le territoire parisien des quartiers politique de la ville.

Nous pensons que chacun de ces quartiers n'a aujourd'hui plus besoin ni de justifier son existence ni de justifier l'intervention publique sur son territoire, mais nous ne pouvons aussi que constater que ce n'est pas le même choix que fait le Gouvernement.

Non seulement le budget national consacré à la politique de la ville est en baisse de 20 % en 2011, non seulement le plan "Espoir Banlieues" annoncé par l'État comme un nouveau plan Marshall des banlieues en 2008 se révèle totalement inadapté aux enjeux, mais en plus les contrats urbains de cohésion sociale reconduits à l'identique jusqu'en 2014 auraient nécessité, et cela aurait été le minimum, de nouvelles mesures et une politique beaucoup plus ambitieuse.

Quant à la situation parisienne, je ne vais pas être beaucoup plus longue, mais nous dénonçons de façon extrêmement forte la baisse sans précédent des subventions de l'État aux associations de nos quartiers populaires qui atteint entre 2009 et 2011 50 %, et dans les 10e et 14e arrondissements près de 70 %.

En effet, l'Etat consacre à ces associations, qui travaillent dans les quartiers parisiens en difficulté, 722.000 euros en 2011, contre 1,4 million d'euros en 2009.

J'attire particulièrement l'attention de tous les élus, ici présents et ceux qui ne sont pas présents, sur les conséquences dramatiques de ces baisses drastiques des crédits qui mettent en péril les actions déclarées comme prioritaires par l'Etat lui-même.

Je les cite : l'insertion sociale et professionnelle, le soutien aux familles et aux enfants, la santé des jeunes précaires, l'action des centres sociaux, l'accompagnement des jeunes en rupture, etc.

Mais ces baisses touchent aussi certains quartiers - je l'ai dit : le 10e et le 14e - beaucoup plus que d'autres, sans aucune concertation avec la Ville, et au mépris des réalités sociales et économiques que je vous ai déjà rappelées de nombreuses fois dans cet hémicycle.

Je conclus : je suis très inquiète pour l'avenir de nos quartiers, à Paris comme ailleurs, qui n'ont pas besoin de subir un nouveau désengagement de l'Etat qui, visiblement, se fout - excusez-moi du terme - de la mixité sociale, à Paris comme ailleurs, mais en plus souhaite faire payer aux plus précaires et aux plus pauvres non seulement la crise, mais aussi les exonérations fiscales que ce gouvernement vote sans scrupule aux plus riches des Français.

L'urgence est, au contraire, à répartir mieux les richesses, à répondre à l'urgence sociale, à augmenter les crédits pour que l'intervention publique soit une réalité et une priorité.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre, la parole est à Mme Gisèle STIEVENARD.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Je tiens à remercier l'ensemble des orateurs et à dire à Mme GIBOUDEAUX que nous aurons le plaisir, début juillet, d'inaugurer ce magnifique lieu culturel, lieu d'insertion, qui s'appelle Petit Bain dans le 13e arrondissement, qui, en effet, avec Guinguette Pirate, fait un travail fort intéressant dans le quartier Chevaleret et va au-devant de publics qui, spontanément, ne se tournent pas vers la culture.

Il y a un travail de médiation culturelle tout à fait intéressant qui est conduit.

Elle a aussi valorisé l'action d'Ecobox à La Chapelle et je partage l'appréciation qu'elle porte sur la qualité des projets qui sont portés.

M. MENGUY a fait - je pense - une erreur d'inscription, parce qu'en réalité, il voulait s'inscrire sur d'autres projets de délibération : DPVI 57, DPVI 87, DPVI 88, qui sont des financements portés auprès de régies de quartier des 11e, 17e et 20e arrondissements. Je ne suis pas en mesure de lui répondre concernant le 15e arrondissement. Je pense qu'il pourra, à une autre occasion, renouveler sa question.

Il est parti, mais il a eu la courtoisie de me prévenir, car il devait récupérer son enfant à la crèche. Je tiens à le préciser.

Sur le projet de délibération dont nous parlons à l'instant, c'est une première concrétisation du plan d'actions renouvelé en faveur des quartiers populaires, qui a été présenté par le Maire de Paris, ici même en mars dernier.

Avec les habitants et les maires d'arrondissement, nous voulons des quartiers de qualité, beaux, propres, sécurisés, végétalisés, agréables à vivre et, pour cela, la politique de la ville mobilise deux outils originaux : la gestion urbaine de proximité et la démarche "Nature +".

La gestion urbaine de proximité est un outil déjà bien rodé, des cellules de veille se réunissent régulièrement avec tous les acteurs concernés par l'espace public : élus d'arrondissements, habitants, services de la Ville, bailleurs, gardiens, police. Des marches exploratoires permettent de repérer les problèmes pour les traiter au fond et rapidement.

C'est ainsi que cinq quartiers sont dotés de cet outil. Et nous avons déjà signé cinq chartes G.U.P. Et bientôt, le 10e arrondissement se joindra aux quatre premiers arrondissements qui ont initié la démarche.

Concernant "Nature +", c'est une innovation qui partage le même objectif. Le lancement a été fait, comme l'a rappelé Léa FILOCHE, de façon très positive dans le 20e arrondissement. Nous le généralisons à tous les quartiers.

Ce programme de transformation des délaissés urbains en espaces végétalisés porte ses fruits. C'est une invention parisienne qui a été primée nationalement pour son originalité. Et nous avons là dix premiers projets associatifs G.U.P. et "Nature +", et ce n'est qu'une étape, car nous avons l'intention d'aller beaucoup plus loin.

Et nos équipes de développement local sont en train de lister un certain nombre de sites à traiter, de façon à arrêter une programmation globale sur plusieurs années.

Léa FILOCHE avait raison également de rappeler que nous avons de la chance à Paris, car il y a un vrai investissement dans nos quartiers populaires parisiens, pour conserver autant qu'il est possible la mixité sociale.

Il est vrai que ces dernières années, l'Etat est en retrait, a levé le pied, ce que nous regrettons beaucoup, parce que nous pensons que la solidarité nationale doit accompagner les solidarités locales, et non pas tenter de faire porter uniquement aux solidarités locales ce qui est à faire dans ces quartiers.

Nous souhaitons - j'ai eu l'occasion de le dire déjà - que l'Etat reste fortement présent à nos côtés.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 85.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DPVI 85).

2011, DPVI 113 - Subventions à sept associations créatrices d'emplois d'adultes relais. Montant total : 42.354 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons à présent le projet de délibération DPVI 113. Il s'agit de subventions à sept associations créatrices d'emplois d'adultes relais, pour un montant total de 42.354 euros.

Je donne la parole à M. Jean-Jacques GIANNESINI, pour le groupe U.M.P.P.A.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Le Maire de Paris a lancé, la semaine dernière, une polémique sur le niveau des subventions allouées aux associations parisiennes dans le cadre de la politique de la ville.

Au-delà de cette politique des chiffres, il convient de rappeler un élément essentiel, c'est que la politique de la ville ne s'évalue pas sur le taux de financement de l'Etat ou des collectivités, mais sur le changement ou non que cela apporte aux habitants des quartiers prioritaires.

Des indicateurs nationaux sont, dans ce domaine, en progression. Prenons le domaine de la réussite scolaire entre 2008 et 2010 : l'écart du taux de réussite des brevets des collèges entre les quartiers "politique de la ville" et ceux de droit commun a reculé de deux points.

De même, l'ACSE est désormais en mesure de verser les subventions aux associations dès le printemps, permettant ainsi d'améliorer significativement leur trésorerie pour mieux préparer leurs actions.

Les recettes socialistes sont toujours les mêmes, promettent plus d'argent, sans en contrôler l'utilisation, pour donner l'impression d'agir sur ce domaine. Cette attitude ne conduit qu'à l'endettement et au conservatisme. On ne peut pas nier les contraintes budgétaires qui pèsent aujourd'hui sur l'Etat.

Oui, nous assumons les choix indispensables qui ont été faits pour ramener les quartiers les plus touchés à un niveau proche du reste du territoire. Pour cela, il faut mobiliser plus de crédits dans un nombre plus limité de quartiers, il est vrai. Il faut surtout savoir comment utiliser l'argent. Or, le Conseil de Paris n'a que des éléments très sporadiques pour juger de l'efficacité de tel ou tel programme.

Vous appelez devant les élus du "Paris Métropole" à davantage de solidarité métropolitaine dans tous les domaines, et vous tenez ensuite un autre discours, différent, devant la presse. Vous vous plaignez d'avoir perdu moins de 700.000 euros quand, dans le même temps, vous percevez plus de 1 milliard de droits de mutation, et on sait que le Maire de Clichy était intervenu et il a beaucoup apprécié.

700.000 euros, c'est 0,35 % du coût de la rénovation du stade Jean Bouin, financé par les Parisiens. Vous avez choisi de privilégier le sport spectacle au détriment du sport de proximité.

On aurait pu penser que cette infrastructure de proximité soit mobilisée pendant les vacances pour les jeunes de nos quartiers, donc il faut assumer, Monsieur le Maire, vos choix.

J'en viens plus précisément à ce projet de délibération qui vient tordre le cou à toute idée de désengagement de l'Etat. Le Gouvernement finance en effet 80 % des postes d'adultes relais, quand la Ville en finance 20 %. Au total, l'Etat y consacre 77 millions d'euros sur l'ensemble du territoire national. Ces postes permettent de mener des actions de médiation dans des domaines aussi divers que l'éducation, la santé, le transport et la tranquillité publique.

Surtout, il constitue, pour les personnes qui en bénéficient, un formidable outil de réinsertion sociale.

L'Etat, Monsieur le Maire, ne se désengage pas de la politique de la Ville, comme vous pouvez le dire. Hier encore, deux Ministres du Gouvernement de François FILLON, Claude GUÉANT et Maurice LEROY, ont annoncé travailler sur un Acte II du programme de rénovation urbaine. Là où vous polémiquez, Monsieur le Maire, le Gouvernement agit.

Je vous en remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mme STIEVENARD a la parole.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Ce projet de délibération porte sur la mise en œuvre de cofinancement de la Ville pour 9 postes d'adultes relais.

Nous avons déjà présenté des délibérations en mars et en mai derniers. A ce jour, 74 postes sont soutenus, et nous aurons d'autres délibérations complémentaires, qui porteront ce chiffre à environ 115 à 120 postes.

M. GIANNESINI se saisit de ce projet de délibération pour développer l'argumentaire national. Mais les faits sont têtus, Monsieur GIANNESINI. Nous en avons parlé hier lors des questions d'actualité : oui, l'Etat se désengage de l'appel à projets associatif.

A Paris, les crédits sont en recul de 50 %. Nous sommes passés de 1,4 million en 2009 à 700.000 euros cette année. Ce qui signifie qu'à Paris le soutien financier aux associations est désormais assuré à 80 % par la Ville, qui y consacre plus de 4 millions d'euros par an.

Certes, je vous l'accorde, nous constatons la création positive de 35 postes supplémentaires d'adultes relais. Mais ce soutien, d'une autre nature, ne répond pas aux besoins de nombreuses associations pour leurs projets et leurs actions de terrain. S'ajoute à cela la tendance connue pour les années à venir au plan national, puisque la baisse du budget de l'ACSE est d'ores et déjà programmée de façon pluriannuelle.

Concrètement, cela signifie qu'en 2012 et 2013, sans changement dans les orientations nationales, la baisse des subventions aux associations va encore s'accentuer. Or, les marges de manœuvre dégagées cette année par la Préfecture de Paris sur les adultes relais ne se renouvelleront pas forcément.

En ce qui concerne le co-financement de la Ville, il n'y a pas d'automaticité. Donc, tout ceci sera revu en temps utile. Nous, Ville de Paris, nous assurons le maintien du niveau des subventions et nous lançons de nouveaux dispositifs.

Mais vous ne pouvez pas compter sur nous pour pallier les défaillances de l'Etat sur tous les plans. Objectivement, Léa FILOCHE avait tout à fait raison de dire que nous sommes très inquiets, légitimement inquiets, et nous dénonçons cette tendance lourde et grave au désengagement de la part de l'Etat.

Quant aux vérifications que nous faisons sur l'effectivité des actions menées, je puis vous assurer que les mairies d'arrondissement y sont très attentives et nos équipes de développement local également.

Donc, cette suspicion, Monsieur GIANNESINI, que vous ne cessez de porter à l'égard des associations est profondément injuste.

Par ailleurs, nous avons chaque année un bleu budgétaire, qui rend compte très précisément de l'effort investi dans les quartiers populaires parisiens. Nous avons un bilan très précis de toutes les actions que nous avons conduites dans nos quartiers depuis 2007 au titre du contrat urbain de cohésion sociale.

Par conséquent, la transparence est là et nous sommes en capacité de rendre des comptes. Nous rencontrons ces associations très régulièrement et nous pouvons vérifier qu'elles font un vrai travail qui permet de maintenir le lien social et qui évite, à mon sens, beaucoup de tensions et d'explosions qui pourraient exister dans ces quartiers s'il n'y avait pas tout ce tissu associatif et l'action exercée par nos services publics.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 113.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2011, DPVI 113).

Vœu déposé par le groupe Communiste et les élus du Parti de Gauche relatif à l'ouverture du mariage aux couples du même sexe.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous allons maintenant examiner en 6e Commission des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 69 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche est relatif à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

La parole est M. Ian BROSSAT, pour une minute.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Je suis très heureux de présenter ce vœu n° 69 relatif à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

Vous le savez, la discrimination actuelle est une discrimination discriminatoire, puisqu'elle ne permet pas à tous les couples de se marier, et ce vœu vise précisément à ce que la Ville de Paris puisse prendre position dans un débat, qui maintenant prend de l'ampleur.

Je pense à deux propositions de loi qui ont été déposées à l'Assemblée nationale, l'une par Marie-Georges BUFFET, l'autre par Patrick BLOCHE, au nom de leurs groupes respectifs, et qui visent précisément à ce que l'égalité des droits puisse être garantie, à ce que tous les couples puissent désormais se marier. De nombreux pays du monde, depuis 2001, ont d'ailleurs adopté des législations qui garantissent cette égalité des droits.

Ce vœu vise donc à ce que le Conseil de Paris exprime son soutien à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à Mme Véronique DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Monsieur BROSSAT, vous avez commencé en disant que vous étiez très heureux de présenter ce vœu. Je vous assure que je suis également très heureuse de profiter des hasards de l'ordre du jour et de l'absence de Mme BENGUIGUI, et de vous apporter cette réponse au nom de l'Exécutif.

Une évolution législative qui ouvrirait le mariage aux couples de même sexe est bien évidemment absolument nécessaire.

Vous avez mentionné un certain nombre d'inégalités des droits. Je rajouterai, même si vous ne l'avez pas mentionné, le droit des enfants puisqu'on peut faire comme si, on peut faire semblant, on peut ne pas regarder la réalité, mais il y a des enfants dont les parents sont de même sexe et qui se trouvent ainsi exclus de toute une série de droits, et il me paraît important que cette législation prenne en compte cet aspect de la vie de ces couples.

Tous les désirs d'engagement sont égaux. Il me semblait important de redire à quel point - et vous avez raison de dire que c'est une discrimination -, à quel point il est urgent que la France se rallie à l'ensemble des pays, ou quasi l'ensemble des pays européens, et ouvre le droit au mariage aux couples de même sexe.

Je rajouterai à titre personnel, puisque vous avez cité Marie-George BUFFET et Patrick BLOCHE, je rajouterai que j'étais à Bègles lorsque Noël MAMÈRE a procédé au seul et unique mariage de couple de même sexe en France et j'en retire également une très, très grande fierté. Je crois que, de ce côté-ci de l'hémicycle mais peut-être au-delà, nous avons intérêt à nous engager collectivement pour que cette avancée des droits soit réelle, effective et concrète.

Donc, c'est bien évidemment, en vertu de tout ce que je viens de dire, un avis favorable de l'Exécutif à ce vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - J'ai deux demandes d'explication de vote.

Une première demande de M. Thierry COUDERT.

M. Thierry COUDERT. - Monsieur le Maire, la politique peut, en effet, parfois être belle et nous amener, l'espace d'un instant, à revisiter les valeurs qui sont au cœur de la vie : l'amour, la famille, l'enfant.

Je remercie, à ce titre, l'ouverture d'esprit du Président LAMOUR qui m'autorise à m'exprimer à titre personnel et laissera à chacun de nous la liberté de vote.

Cette liberté, je la prendrai pour voter ce vœu, car, précisément, fervent défenseur du mariage, je crois en l'égalité absolue entre les individus, qui ne saurait varier selon l'orientation sexuelle de chacun. Chacun devrait avoir droit au bonheur en couple, quelle que soit la forme de celui-ci, le vivre pleinement en toute lumière, face aux autres et à la société.

De leur côté, les enfants d'homosexuels, et nous savons qu'il en existe beaucoup, ont le droit d'avoir des parents dont ils n'ont pas à rougir et que la société reconnaît comme tels.

Alors, dit-on, le mariage homosexuel remet en cause le mariage en tant qu'institution fondatrice de la famille mais, précisément, ceux qui le réclament ont souvent une conception de la famille beaucoup plus traditionnelle que celle de bien des hétérosexuels dans une société où plus d'une naissance sur deux est hors mariage. L'évolution de la famille classique a précisément fait voler en éclats les principaux arguments opposés au mariage homosexuel :

- "le mariage ne peut avoir lieu qu'entre un homme et une femme, car eux seuls peuvent biologiquement avoir un enfant", mais que dire des couples qui ne veulent ou ne peuvent avoir d'enfant ?

- "les enfants ont besoin d'un père et d'une mère pour être élevés", mais que dire des familles monoparentales aux problèmes desquels le Conseil de Paris, et à juste titre, consacrait une partie de sa dernière session.

"Il n'y a pas de droit à l'enfant", certes, mais il y a encore trop d'orphelins en France et dans le monde qui n'ont pas droit à des parents. Pourquoi les priver de l'amour de deux hommes ou de deux femmes ?

Je suis de ceux qui regrettent que le PACS n'ait pas répondu à la question de l'égalité entre homosexuels et hétérosexuels. Un hétérosexuel a le choix entre le PACS et le mariage, un homosexuel ne peut que se pacser. Le PACS ne sera un progrès que lorsque chacun pourra choisir le degré d'engagement qu'il souhaite contracter avec son partenaire.

Le mariage homosexuel n'est pas l'ennemi du mariage ou de la famille, loin de là. Le reconnaître rendra au mariage sa vraie vocation : être l'acte qui unit deux êtres qui veulent inscrire leur amour dans la durée, bâtir quelque chose de solide au sein de la société et accueillir, sous une forme ou sous une autre, un enfant qui partagera cet amour.

Laisser à chacun le choix de sa vie, quelle que soit son orientation sexuelle, lui permettre de s'épanouir dans une société qui proscrit l'homophobie mais qui laisse encore trop souvent vivre dans l'obscurité, voire dans la honte de soi-même, des homosexuels, voilà un geste politiquement fort qui permettrait à la France, patrie des droits de l'Homme, à une époque où de plus en plus de pays, notamment européens, notamment de tradition catholique, reconnaissent le mariage homosexuel et l'homoparentalité, de reprendre le flambeau.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. Philippe DUCLOUX, pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Philippe DUCLOUX. - Merci, Monsieur le Maire.

Tout d'abord, avant de réagir sur ce vœu, je voudrais remercier notre collègue Thierry COUDERT de son intervention, du courage qui est le sien au sein de son groupe d'avoir pris cette position tout à fait officielle aujourd'hui et je voulais vraiment lui dire un grand merci.

Par rapport au vœu qui nous est présenté par mon collègue Ian BROSSAT, bien entendu, je dirai dans quelques instants quel sera le vote du groupe socialiste. Mais c'est un vœu important !

C'est un vœu important, même si, au départ, effectivement, il faut modifier la loi, il faut faire en sorte que les députés de notre Assemblée votent la modification législative qui fasse que le mariage homosexuel ou le mariage avec les personnes de même sexe puisse voir le jour.

Je voudrais, à ce titre, remercier les deux députés, à l'époque, Marie-George BUFFET et puis, plus récemment, Patrick BLOCHE qui a permis la semaine dernière à l'Assemblée nationale, avec ce débat sur le mariage pour les couples de même sexe, de relancer ce débat. Il est vrai que, depuis le Gouvernement JOSPIN, depuis le vote du PACS en 1999, depuis, plus rien !

A l'époque, la France était à l'avant-garde du Monde. Aujourd'hui, malheureusement, les gouvernements successifs de droite n'ont pas tenu compte de l'évolution de la société et on ne peut que le regretter. La France est à la traîne.

Vous l'aurez compris, mes chers collègues, le Conseil de Paris, même si, au départ, cela ne relève pas directement d'une de ses prérogatives, ne peut que soutenir ce vœu. Il en est de même pour le groupe socialiste qui soutient ce vœu avec enthousiasme.

Mais je voudrais quand même, à ce stade de mon propos, en dehors de l'aspect politique de cette démarche, rendre hommage à toutes les associations qui, à une certaine époque, ont permis de lancer ce débat ; je pense notamment à une association que je connais bien, "Homosexualités et Socialisme" qui avait lancé le débat sur le Contrat d'Union Civile et le Contrat d'Union Sociale, qui fait qu'aujourd'hui un certain nombre de leaders politiques de gauche, et certains leaders de droite, je pense notamment à Franck RIESTER et Roselyne BACHELOT qui, en tenant compte que la société évolue ont pris des positions tout à fait courageuses, faisant ainsi évoluer le monde politique à travers ces prises de position.

Malheureusement, aujourd'hui, on voit que le Gouvernement continue à avoir cette vision de l'esprit tout à fait rétrécie en la matière et qu'il ne se rend pas compte réellement de l'évolution de notre société.

Bien entendu, nous votons ce vœu et je souhaite que, très prochainement, à l'Assemblée nationale, puisse voir le jour, avec évidemment une autre majorité, un vote qui permettra d'avoir et de voir aboutir le mariage pour les couples de même sexe.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 167).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'application de la loi du 11 février 2005 "pour l'égalité des droits et chances des personnes handicapées".

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Le vœu n° 70, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, est relatif à l'application de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et chances des personnes handicapées.

Je donne la parole à M. Hamou BOUAKKAZ, pour une minute.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, à l'occasion du compte administratif, notre Assemblée a pu se réjouir des progrès substantiels accomplis par notre collectivité dans l'inclusion des personnes handicapées à la vie de la cité.

Quel contraste avec un gouvernement impécunieux qui, pour tout bilan de la Conférence nationale du handicap, a fait un tour de passe-passe consistant à enlever 150 millions à l'emploi des personnes handicapées pour le mettre dans l'accessibilité !

Quel contraste avec un gouvernement qui détricote la loi du 11 février 2005 et qui assouplit les règles d'accessibilité des bâtiments, alors que plus d'un français sur deux passera, à un moment de sa vie, par une situation de handicap !

Ce vœu vise à demander au premier magistrat de notre Assemblée d'interpeller solennellement le Premier Ministre sur la nécessité d'appliquer la loi du 11 février 2005 pour que l'égalité des droits entre les personnes handicapées et les personnes valides soit effective.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

En effet, cette interpellation est nécessaire. On a vu, au travers d'une loi qui n'avait rien à voir, puisque c'était un projet de loi concernant les Maisons Départementales des Personnes Handicapées, la tentation… plus qu'une tentation, d'ailleurs, puisqu'elle a été suivi d'effet, de glisser un article au milieu de tout un tas d'articles techniques concernant le statut des M.D.P.H., de glisser un article remettant en cause la loi de 2005 en ce qui concerne l'accessibilité.

Fort heureusement, le Conseil d'Etat saisi a émis un avis négatif sur ce rajout.

Il n'en reste pas moins que ce projet de loi va passer en deuxième lecture au Sénat, à la fin du mois de juin, et qu'à nouveau, au moment de cet examen, il y a un rapport d'un sénateur, le sénateur DOLIGÉ, Président également du Conseil général du Loiret, qui revient sur la possibilité de mettre en oeuvre des dérogations quasi systématiques à la mise en oeuvre des articles de la loi de 2005 concernant la mise en accessibilité.

Vous avez à juste titre, Monsieur le Maire, Cher Collègue, précisé que la Ville de Paris était plutôt exemplaire en la matière et, pourtant, le travail que nous avons à faire sur un bâti ancien est extrêmement compliqué et bien sûr, puisque c'est l'un des arguments du sénateur DOLIGÉ, bien sûr, c'est un coût, mais par-delà le coût, je crois que c'est un engagement, c'est une volonté politique, c'est une responsabilité politique.

Pour toutes ces raisons, je donnerai, bien sûr, un avis favorable à ce vœu, puisqu'il nous rappelle à juste titre que par-delà les questions financières, il y a aussi une question philosophique en ce qui concerne la mise en accessibilité et, comme je le dis souvent, et je vais le redire au risque d'être redondante, l'accessibilité ne concerne pas seulement les personnes en situation de handicap, mais elle concerne chacun d'entre nous à un moment donné ou un autre de notre vie, celui ou celle se déplaçant avec un enfant en bas âge, celui ou celle qui tient le bras de sa grand-tante ou de son grand-oncle âgé, celui ou celle qui a des problèmes de vue à un moment donné, des problèmes d'audition, bref, le panel est large.

La mise en accessibilité, je le reprécise ici également, ne concerne pas seulement les personnes en fauteuil, la mise en accessibilité concerne tous les types de handicaps et concerne, je le redis, chacun d'entre nous. Je vous invite donc à voter ce vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2011, V. 168).

2011, DFPE 295 - Subvention à l'association "Réseau Môm'artre" destinée à financer le fonctionnement de ses trois antennes des 18e et 20e arrondissements. Montant : 13.000 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous examinons le projet de délibération DFPE 295. Il s'agit de la subvention à l'association "Réseau Môm'artre", destinée à financer le fonctionnement de ses trois antennes des 18e et 20e arrondissements pour un montant de 13.000 euros.

Je donne la parole à Mme Karen TAÏEB, pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Karen TAÏEB. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois que j'ai l'honneur de clore cette séance et je suis ravie de le faire avec cette association qui fait un travail remarquable.

Lors des différentes auditions que nous avons pu faire dans le cadre de la M.I.E. "familles monoparentales à Paris", celle des responsables de Môm'artre nous a particulièrement séduits, je pense même de façon unanime ; il y avait à la fois cette énergie, cette volonté, cette détermination qu'ont les associations, et le regard citoyen, responsable, positif même, et généreux, sur un sujet qui touche de plus en plus de familles à Paris.

Depuis sa création en 2000, l'association Môm'artre se donne pour objectif général d'aider les familles à mieux vivre en ville avec leurs enfants, de favoriser le retour ou le maintien dans l'emploi des mères de famille qui élèvent seules leurs enfants, d'associer à son service de garde un accès aux pratiques artistiques pour les enfants, de créer du lien social au cœur d'un quartier.

Cela vous donne la mesure de l'ambition de cette association qui œuvre sur deux axes notamment : le bien-être des enfants et une aide précieuse aux parents en difficulté, le plus souvent la mère.

Et Môm'artre a déjà fait des petits issus de cette première antenne créée dans le 18e arrondissement : Môm'Ganne a ouvert dans le 20e et Môm'Pelleport devrait suivre prochainement.

En plus d'une halte-garderie ouverte pour les enfants de 1 à 3 ans de 8 heures à 15 heures, l'association a développé un accueil des enfants âgés de 6 à 11 ans, notamment le soir, de 16 heures 30 jusqu'à 20 heures en semaine scolaire, ainsi que le mercredi et pendant une partie des vacances scolaires.

Les animateurs qui vont chercher les enfants des écoles voisines offrent une aide aux devoirs en semaine jusqu'à 18 heures et un soutien scolaire individualisé le samedi matin.

Donner un accès à l'art à tous les enfants et valoriser leur expression hors du cadre scolaire et familial est également un des objectifs à la fois original et éducatif, déclencheur d'appétit culturel et sans aucun doute révélateur de talent.

Môm'artre ouvre la moitié des vacances scolaires, proposant des stages artistiques à la semaine, des sorties culturelles pour 24 enfants en moyenne. L'association met également ses ateliers à la disposition des artistes du quartier qui sont tenus, en retour, d'animer un groupe d'enfants. S'établit ainsi un véritable échange culturel et intergénérationnel.

Plus récemment, l'association a développé des activités de loisirs partagés parents/enfants par l'intermédiaire d'un collège consultatif composé de représentants des familles, et dont certains sont élus au Conseil d'administration.

Ainsi, sont organisés un repas de quartier trimestriel sur des thèmes liés aux cuisines du monde ou encore des vernissages des œuvres des enfants sur un rythme bimestriel.

Si Môm'artre fait le bonheur des enfants, il est un outil majeur pour l'insertion professionnelle des mères élevant seules leurs enfants.

Les chiffres ont été rappelés avec le rapport de la M.I.E. : 34 % des familles sont monoparentales, 5.000 mamans sont sans emploi et au R.S.A., un tiers de ces mères seules vit en dessous du seuil de pauvreté et 12 % seulement des 0-3 ans sont accueillis dans les crèches.

Telle est la difficile équation qu'ont à résoudre ces mamans à la recherche d'un emploi.

"Môm'rue Ganne" a ainsi mis en place depuis un an un partenariat avec l'association "Projets 19", qui assure une permanence hebdomadaire chaque vendredi matin dans les locaux de l'association.

12 femmes ont été accompagnées depuis septembre 2010 et trois ont retrouvé un emploi. Cette action sera renforcée l'année prochaine avec pour objectif d'accompagner 40 femmes.

Courant 2012, "Môm'Pelleport" compte aussi proposer un accompagnement vers l'emploi des femmes, divers ateliers individuels et collectifs fondés prioritairement sur des techniques artistiques et portant sur l'estime et le regard de soi, la valorisation des compétences ou l'apparence seront proposés.

Enfin, "Môm'artre" crée du lien social. Les bénévoles du quartier, personnes à la retraite ou étudiants, sont un précieux renfort pour l'équipe de "Môm'artre" lorsqu'ils accompagnent un salarié à l'une des écoles du quartier ou aident les enfants à faire leurs devoirs. Chaque année, un dîner des bénévoles est proposé.

L'association joue un rôle complémentaire aux périscolaires de la DASCO en prenant en charge les enfants jusqu'à 20 heures.

Dernier point qui rime avec justice sociale, la participation des familles est toujours proportionnelle aux revenus des familles. À l'année, elle se fait en fonction du quotient familial et, pendant les vacances, le tarif à la journée est de 1 à 5 euros par jour et par enfant, la monoparentalité restant l'un des critères de priorité.

Nous voterons donc ce projet de délibération avec enthousiasme, car c'est l'occasion de rendre hommage à celles et ceux qui, avec leurs associations, rendent à Paris ses couleurs de fraternité et de nous inviter à réfléchir à une ouverture d'une antenne "Môm'artre" dans les quartiers de la Ville où les familles monoparentales sont les plus nombreuses et où les mères attendent des solutions concrètes à leurs problèmes du quotidien.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à Mme Véronique DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, au lieu et place de Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Olga TROSTIANSKY n'étant pas là, c'est en son nom que je vais vous répondre. Elle voulait d'abord vous remercier d'avoir mis un nouveau coup de projecteur sur cette association qui, on l'a bien vu au travers de votre intervention, réalise un travail considérable.

Vous avez insisté - et vous avez bien fait - sur la particularité de cette association, à savoir les horaires décalés, puisqu'elle propose à la fois des activités périscolaires jusqu'à 20 heures et des activités de loisirs en famille, le mercredi et le week-end.

On voit bien l'intérêt que peuvent représenter ces horaires décalés pour les parents travaillant, leur permettant de continuer leur travail, tout en étant assurés d'un service fiable, sérieux et complet, autour de l'éveil artistique pour leur enfant jusqu'à leur retour.

Je vous confirme que, dès cet automne, l'association va ouvrir une troisième antenne, au 169, rue de Pelleport. Cet emplacement est logique, puisque c'est l'un des quartiers qui compte le plus de foyers monoparentaux à Paris (environ 40 %, alors que l'on sait que la moyenne parisienne est autour de 27 %).

Puisque vous avez parfaitement développé l'ensemble des activités, je n'y reviendrai pas. Je voudrais simplement, pour Mme TROSTIANSKY, insister sur le fait que nous avons besoin d'autres associations, d'autres structures de ce type, comme l'a montré d'ailleurs à la fois le rapport de la M.I.E. sur les foyers monoparentaux et comme l'a rappelé également le dernier rapport de l'observatoire des familles, puisque nous avons vu dans ce rapport qu'un nombre de plus en plus important de familles choisissait de s'installer à Paris, considérant notre ville comme étant particulièrement accueillante.

Donc, dans le prolongement de ces travaux, il y aura d'autres antennes, d'autres associations qui s'inscriront dans ce réseau, il y en aura une dans le 12e arrondissement et le travail avec Michèle BLUMENTHAL, la maire du 12e arrondissement, a déjà été commencé. Il y en aura une certainement dans le 14e arrondissement et, là encore, le travail de Mme TROSTIANSKY avec Pascal CHERKI a déjà été entamé.

Encore merci pour ce coup de projecteur et, bien évidemment, je crois que tout le monde encore ici présent ce soir votera avec enthousiasme, comme vous l'avez suggéré, ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 295.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2011, DFPE 295).

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous invite enfin à vous prononcer sur la désignation de représentants dans les organismes suivants :

Centre régional de documentation pédagogique de l'Académie de Paris (R. 33) :

Titulaire :

- Mme Colombe BROSSEL.

Suppléante :

- Mme Emmanuelle BECKER.

Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris (R. 34) :

Formation plénière :

- M. Jean-Yves MANO suppléant, en remplacement de M. François VAUGLIN, désigné les 23 et 24 novembre 2009, démissionnaire.

Formation spécialisée dudit Conseil appelée à statuer sur les déclarations d'insalubrité :

- M. Jean-Yves MANO suppléant, en remplacement de M. François VAUGLIN, désigné les 23 et 24 novembre 2009, démissionnaire.

Les candidatures proposées sont adoptées. (2011, R. 33 à R. 34).

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose maintenant de vous prononcer à main levée, par un vote global, sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibération sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès-verbal intégral de la présente séance.

Clôture de la séance.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je vous remercie, chers collègues, la séance est levée.

(La séance est levée le mardi 21 juin 2011 à dix-huit heures quinze minutes).

Votes spécifiques.

Mme Anne Christine LANG ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DLH 142 Transfert au profit de la SA d'HLM EFIDIS des garanties d'emprunt accordées par la Ville de Paris à SAGECO pour le financement de divers programmes de logements sociaux dans les 2e, 3e, 12e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DLH 130 Réalisation par Logis Transports, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 3 logements PLA-I et 7 logements PLUS, 10 rue Lecuirot (14e).

M. Jérôme COUMET, Mmes Marie-Pierre de LA GONTRIE, Annick OLIVIER, M. Christian SAUTTER, Mme Liliane CAPELLE, M. Patrick TRÉMÈGE et Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DPE 45 Signature d'une convention de participation financière avec la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Paris (SEMAPA) relative aux modalités de financement des travaux de réalisation des réseaux d'assainissement avenue de la Porte d'Ivry (13e) dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Joseph Bédier - Porte d'Ivry.

M. François VAUGLIN, Mme Annick LEPETIT, MM. Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE et M. Jérôme DUBUS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DDEEES 41 Subvention (42.000 euros) avec convention à l'APUR dans le cadre de l'avenant portant sur le programme d'actualisation de la banque de données sur le commerce.

Mmes Lyne COHEN-SOLAL, Danièle POURTAUD, M. Philippe MOINE et Mme Catherine DUMAS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DAC 94 Signature d'une convention (35.000 euros) passée avec l'association Paris-Ateliers (13e) pour l'attribution d'une subvention.

M. Jean-Yves MANO, Mmes Colombe BROSSEL, Gisèle STIEVENARD, Halima JEMNI, M. Daniel ASSOULINE, Mme Hélène BIDARD, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Roxane DECORTE, Emmanuelle DAUVERGNE et Anne TACHÈNE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011 DLH 136 Location par bail emphytéotique, au profit de la SGIM, de l'immeuble communal 57 rue Letellier (15e).

2011 DLH 138 Réalisation par la SGIM d'un programme comportant 4 logements PLUS 36 rue Poissonnière (2e).

M. Pierre AIDENBAUM, Mmes Danièle POURTAUD, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Dominique BERTINOTTI, Frédérique CALANDRA, Sandrine CHARNOZ, MM. Jean-Yves MANO, René DUTREY, Jean-François LEGARET et Mme Claude-Annick TISSOT ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011 DU 116 Echange d'emprises entre la Ville et l'AP-HP et transaction entre la Ville et la RIVP pour la réalisation d'un escalier d'accès au futur espace vert, dans le cadre du Lotissement Hérold, 7 place du Rhin et Danube, 60 à 78 rue du Général Brunet, 123 bis Bd Sérurier et 1 à 23 rue Francis Ponge (19e).

2011 DLH 66 Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts complémentaires PLA-I et PLUS à contracter par la RIVP pour le financement du programme d'acquisition-réhabilitation du 106 rue Castagnary (15e).

2011 DLH 139 Avenant au bail emphytéotique consenti à la RIVP, portant location de l'immeuble communal 18 rue de la Voûte (12e).

M. Jean-Yves MANO ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011 DLH 91 Octroi de la garantie de la Ville de Paris à un emprunt PLA-I à contracter par France Habitation en vue du financement d'un programme comportant un FJT de 126 logements PLA-I, 11 square Monsoreau (20e).

2011 DLH 143 Réaménagement de deux emprunts contractés par France Habitation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour le financement de deux opérations de logements sociaux, 25 rue Lucien Sampaix (10e) et 11 rue des Fermiers (17e).

Mme Olivia POLSKI ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DLH 155 Transfert au profit de DOMAXIS des garanties d'emprunt accordées par la Ville de Paris à la SA d'HLM PAX-PROGRES-PALLAS pour le financement de divers programmes de logements sociaux situés dans les 4e, 10e, 12e, 13e, 15e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

M. Didier GUILLOT, Mmes Hélène BIDARD, Véronique DUBARRY et M. Pierre-Yves BOURNAZEL ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DLH 133 Réalisation par la SEMIDEP d'un programme de construction comportant 3 logements PLA-I et 7 logements PLUS, 5 rue de Rottembourg (12e).

M. Didier GUILLOT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DLH 125 Réaménagement de 2 emprunts de la SA d'HLM Batigère IDF auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue du financement d'un projet d'acquisition de 268 logements locatifs conventionnés, 113 à 117 rue des Orteaux,50 à 54 rue Mouraud,109 bd Davout,86 à 90 rue Saint-Blaise et un projet de construction de 10 logements PLS 71 rue de la Plaine 20e.

Mme Pascale BOISTARD ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011 DLH 122 Location par bail emphytéotique, au profit de la société Immobilière 3F, de l'immeuble communal 10 rue Lacaze (14e).

2011 DLH 123 Transfert au profit de Résidences Sociales Ile de France (RSIF) des garanties d'emprunt initialement accordées par la Ville de Paris à la SA d'HLM Immobilière 3F pour le financement de divers programmes de logements sociaux situés dans les 10e, 15e et 17e arrondissements.

2011 DLH 124 Transfert au profit d'Immobilière 3 F et de Résidences Sociales Ile-de-France (RSIF) des garanties d'emprunt initialement accordées par la Ville de Paris à la SADIF pour le financement de divers programmes de logements sociaux situés dans les 9e, 11e, 13e, 15e, 18e et 20e arrondissements.

M. Jean-Yves MANO, Mme Halima JEMNI, MM. Gauthier CARON-THIBAULT, René DUTREY, Jean TIBERI et Mme Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011 DLH 98 Avenant au bail emphytéotique conclu le 23 avril 2008 au profit de PARIS HABITAT-OPH, portant location d'une emprise communale située 83-91 rue des Haies (20e)

2011 DLH 121 Modification de la garantie de la Ville de Paris accordée à Paris Habitat OPH pour la réalisation d'un programme de réhabilitation Plan Climat comportant 156 logements situé 65-81 avenue Secrétan (19e).

2011 DLH 146 Réalisation par Paris Habitat - OPH d'un programme de construction de 6 logements PLUS et 6 logements PLS, 38-48 rue Piat et 3-5 rue du Père Julien Dhuit (20e).

2011 DLH 148 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme de requalification des espaces extérieurs et d'amélioration de la qualité de service de 566 logements sur le groupe " Ilot du Clos ", 2-24 rue du Clos et 79-99 rue des Orteaux (20e).

2011 DLH 152 Réalisation par Paris Habitat - OPH d'un programme de construction de 9 logements PLUS et 4 logements PLAI, 22 rue des Trois Frères (18e).

M. Philippe DUCLOUX, Mme Laurence GOLDGRAB, M. Patrick BLOCHE, Mme Lyne COHEN-SOLAL, MM. Julien BARGETON, Jacques BOUTAULT, Mmes Claude-Annick TISSOT et Brigitte KUSTER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DU 192 Acquisition de 2 parcelles de terrain et d'un volume par la Ville de Paris auprès de la SEMAEST dans le secteur d'aménagement PAJOL (18e).

M. Roger MADEC, Mmes Claudine BOUYGUES, Isabelle GACHET, MM. Rémi FERAUD, François DAGNAUD, Denis BAUPIN, Mme Brigitte KUSTER, MM. Hervé BENESSIANO, Jean-Jacques GIANNESINI et Mme Fabienne GASNIER ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2011 DU 165 Signature d'un protocole avec la SEMAVIP pour la cession de terrains rue Gaston Tessier (19e).

2011 DU 170 Modification du prix de cession à la SEMAVIP d'une emprise du domaine public routier, dans le cadre de la réalisation de la ZAC Porte Pouchet, au droit des numéros 1 à 9 de la rue Emile Borel (17e).

M. Alain LHOSTIS ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2011 DEVE 79 Subvention à l'association PRIARTéM pour des actions de sensibilisation aux effets de la téléphonie mobile - Montant : 4.000 euros.

Votes spécifiés.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN et M. Pierre-Yves BOURNAZEL ont voté POUR le vœu n° 69.

Mme Laurence DREYFUSS vote CONTRE le vœu n° 69.

M. Patrick KLUGMAN ne prend pas part au vote sur les vœux n^{os} 32 et 33.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL et Mme Roxane DECORTE ont voté POUR le projet de délibération DASCO 80.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL et Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération SG 162, SG 165.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL et Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN ont voté POUR le vœu n° 7.

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée.

Les projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée sont les suivants :

2011 DEVE 79 Subvention à l'association PRIARTéM pour des actions de sensibilisation aux effets de la téléphonie mobile - Montant : 4.000 euros.

M. Denis BAUPIN, rapporteur.

2011 DPVI 78 Subvention à l'association Ligue des Droits de l'Homme avec signature de l'avenant n° 2 à la convention. Montant : 80.000 euros.

Mme Yamina BENGUIGUI, rapporteure.

2011 DPVI 61 Subvention à l'Association Pour la Promotion Individuelle et Collective, et pour l'Egalité des Droits (11e). Montant : 11.000 euros.

2011 DPVI 64 Subvention de fonctionnement au titre de l'Intégration à l'association Paroles d'Hommmes et de Femmes. Signature de l'avenant n° 2 à la convention pluriannuelle 2009-2011 conclue avec la Ville de Paris. Montant : 10 000 euros.

2011 DPVI 92 Subvention (9000 euros) au titre de l'Intégration à l'Association de Culture Berbère sur le thème de l'accès aux droits.

Mme Pascale BOISTARD, rapporteure.

2011 DUCT 36 Subvention (4.000 euros) à l'association Ecole normale du 18e.

2011 DUCT 72 Signature d'une convention avec l'association Le Relais Ménilmontant (20e). Montant :4.000 euros.

2011 DUCT 74 Signature d'une convention avec l'association "La Pépinière Mathis" (19e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 25.000 euros.

2011 DUCT 79 Subvention à l'association Les Comptoirs de l'Inde (20e). Montant : 1.500 euros.

2011 DUCT 62 Subvention Fonds du Maire à l'association Ozanam services (15e).Montant : 1.500 euros.

2011 DUCT 89 Subvention Fonds du Maire à l'association Réseau d'échanges réciproques de savoirs du 9e (RERS du 9e). Montant : 1.000 euros.

2011 DUCT 91 Subvention Fonds du Maire à l'association UNAFAM - Union Nationale des Familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (17e). Montant : 5.000 euros.

2011 DUCT 92 Subvention Fonds du Maire à l'association Compagnie Nathalie Sevilla (14e). Montant : 500 euros.

2011 DUCT 96 Subvention Fonds du Maire (9e) à l'association Nouvelles voies (Meudon-la-Forêt). Montant : 2.000 euros.

2011 DUCT 100 Subvention Fonds du Maire à l'association Postures (3e). Montant : 4.500 euros.

2011 DUCT 111 Subvention Fonds du Maire (19e) à l'établissement public Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris. Montant : 10.000 euros.

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2011 DDEEES 101 Subvention (60.000 euros) avec convention avec l'association "A Suivre" pour l'organisation de l'opération "Paris face cachée" (10e).

2011 DDEEES 164 Subvention à l'association 813 - Les Amis des Littératures Policières. Montant : 2.000 euros.

2011 DICOM 14 Signature d'une convention passée avec l'association "Les Productions Bellevilloises" (11e) afin d'aider au financement du projet de développement de la diffusion de Télé Belleville - Montant : 2.000 euros.

M. Jean-Bernard BROS, rapporteur.

2011 DASCO 26 Signature de 72 marchés à bons de commande de prestations de service passés en application de l'article 30 du code des marchés publics relatifs à l'organisation, la mise en oeuvre et au suivi des ateliers bleus culturels et scientifiques dans les écoles élémentaires publiques de la Ville pour l'année scolaire 2011-2012, reconductible en 2012-2013.

2011 DASCO 28 Remboursement de frais de stages d'élèves des lycées Lucas de Néhou (5e) et Suzanne Valadon (18e).

2011 DASCO 50 Signature de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage avec la S.A.G.I. pour l'étude et la réalisation d'une école maternelle de 5 classes et d'une cuisine centrale, 68-70 rue de Rochechouart (9e).

2011 DASCO 57 Subvention (3.000 euros) à l'association Cahiers et Cinéma (11e) pour le 3ème festival parisien du film scolaire et périscolaire.

2011 DPA 35 Indemnisation de la Société BECS dans le cadre des travaux de restructuration et d'extension du service de restauration de l'école élémentaire, 34, rue du Faubourg Saint-Denis (10e).

2011 DPA 37 Indemnisation de la société Urbaine de Travaux pour travaux supplémentaires réalisés dans le cadre de l'opération de reconstruction du groupe scolaire Alain Fournier (14e).

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2011 DASES 8 Subvention à l'association Centre d'Information et d'Animation du 7e -Inter 7.Montant : 5.000 euros.

Mme Liliane CAPELLE, rapporteure.

2011 DDEEES 41 Subvention (42.000 euros) avec convention à l'APUR dans le cadre de l'avenant portant sur le programme d'actualisation de la banque de données sur le commerce.

2011 DDEEES 95 Signature d'une convention pour subvention à l'association Agence pour la Promotion de la Création Industrielle. Montant : 38.000 euros.

2011 DDEEES 108 Subvention à l'association Afrikevents (Montreuil) pour la 5e édition du Labo Ethnik du 17 au 19 juin 2011. Montant : 10.000 euros.

2011 DDEEES 123 Subvention à l'association "Eléments Terre et Feu" pour l'organisation de la 4e édition du Festival Céramique au Village Mouffetard en 2011. Montant : 1.500 euros.

2011 DDEEES 141 Modification des tarifs applicables au marché aux puces de la porte de Vanves et au square aux artistes (14e).

2011 DDEEES 144 - DPE 54 Indemnisation amiable d'une entreprise à Paris 19e en raison des préjudices subis du fait des travaux d'extension du Tramway T3.

2011 DDEEES 154 Subvention à l'association Carré de la Porte Montmartre (18e) pour des animations commerciales au titre de l'année 2011.Montant : 8.000 euros.

2011 DDEEES 67 Signature d'une convention avec l'association des commerçants Le Hameau de Belleville Pyrénées Jourdain (19e) pour l'attribution d'une subvention pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 30.000 euros.

2011 DDEEES 142 Subvention à l'association Marché Poncelet Bayen (17e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 3.000 euros.

2011 DDEEES 151 Subvention à l'Association des commerçants Avron Concept (20e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 6.000 euros.

2011 DDEEES 152 Subvention à l'association Centre Commercial Daguerre (14e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 7.000 euros.

2011 DDEEES 153 Subvention à l'association des commerçants et artisans de la rue Didot (14e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 6.000 euros.

2011 DDEEES 158 Subvention à l'association des commerçants Vaugirard-Convention (15e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 16.000 euros.

2011 DDEEES 159 Subvention à l'association de la rue Brézin (14e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 3.000 euros.

2011 DDEEES 162 Subvention à l'association des commerçants les amis de la rue des Belles-Feuilles (16e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 5.000 euros.

2011 DDEEES 163 Subvention au groupement des commerçants de l'avenue de Versailles, Auteuil-Point du Jour (16e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 10.000 euros.

2011 DDEEES 165 Subvention à l'association des commerçants du Futur (14e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 8.500 euros.

2011 DDEEES 166 Subvention à l'association des commerçants de l'avenue Sécrétan (19e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 5.500 euros.

2011 DDEEES 168 Subvention à l'association des Plaisanciers (14e) pour les illuminations de fin d'année 2010. Montant : 7.000 euros.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2011 DPE 41 Approbation des modalités de lancement et d'attribution de marchés de fourniture d'accessoires et de pièces moteurs pour les poids lourds et engins de la Propreté de Paris.

2011 DPE 63 Signature d'une convention avec l'association Vélorution (20e) en vue de lui permettre d'accéder à la déchetterie de la porte des Lilas.

M. François DAGNAUD, rapporteur.

2011 DPE 51 Approbation des modalités de lancement de marchés de prestations d'entretien et de marquage des tenues de travail des ouvriers de la Direction de la Propreté et de l'Eau.

M. François DAGNAUD et Mme Anne LE STRAT, rapporteurs.

2011 DASCO 25 Subvention (28.000 euros) avec convention avec l'association "Cap Sport Art Aventure et Amitié" (15e) pour des programmes éducatifs de sensibilisation aux réalités du handicap, intitulés "Cap Classes", organisés au sein des écoles primaires.

Mme Véronique DUBARRY, **Mme Colombe BROSSEL**, rapporteures.

2011 DASES 19 Signature avec le Département de Paris d'une convention de transfert de gestion du terrain et des locaux situés 29, boulevard Brune et 2 à 6 impasse Vandal (14e).

2011 DPP 2 Signature d'une convention avec l'association Pulsart pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 9e arrondissement. Montant : 2.000 euros.

2011 DPP 3 Signature d'une convention avec 2 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 10e arrondissement. Montant : 4.500 euros.

2011 DPP 4 Signature d'une convention avec 3 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances (11e). Montant : 7.770 euros.

2011 DPP 5 Signature d'une convention avec 2 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 13e arrondissement - Montant : 5.200 euros

2011 DPP 6 Signature d'une convention avec 2 associations pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 14e arrondissement. Montant : 3.272 euros.

2011 DPP 7 Signature d'une convention avec 2 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 17e arrondissement. Montant : 9.525 euros.

2011 DPP 8 Signature de conventions avec 4 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances (18e). Montant : 28.500 euros.

2011 DPP 9 Signature d'une convention avec 2 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 19e arrondissement. Montant : 15.000 euros.

2011 DPP 10 Signature d'une convention avec 5 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 20e arrondissement. Montant : 14.200 euros.

2011 DPP 15 Subvention (80.000 euros) avec convention avec l'association Paris aide aux victimes Paris (13e).

2011 DPP 19 Subvention (5.000 euros) avec convention avec l'association sportive et artistique des sapeurs pompiers de Paris (13e).

2011 DPP 20 Signature d'une convention avec l'association française des victimes du terrorisme (AFVT) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 4.000 euros.

2011 DPP 21 Subvention (20.000 euros) avec convention avec l'association pour la défense des familles et de l'individu Paris (18e).

2011 DPP 22 Subvention (34.000 euros) avec convention avec l'association de politique criminelle appliquée et de réinsertion sociale (1er).

2011 PP 15 Dispositions statutaires applicables au corps des secrétaires administratifs de la préfecture de police.

2011 PP 16 Dispositions fixant la nature et le programme des épreuves des concours de recrutement de secrétaire administratif de la préfecture de police.

2011 PP 17 Dispositions fixant les modalités d'organisation et les épreuves des examens professionnels pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure et de classe exceptionnelle de la préfecture de police.

2011 PP 18 Statut particulier du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la préfecture de police.

2011 PP 19 Statut particulier du corps des infirmiers de la Préfecture de police.

2011 PP 20 Dispositions fixant la nature des épreuves, les modalités et les règles générales d'organisation des concours sur titres pour le recrutement des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la préfecture de police.

2011 PP 21 Attribution d'une prime spécifique aux personnels de l'infirmerie psychiatrique appartenant aux corps des cadres de santé, des infirmiers en soins généraux et spécialisés et des infimiers de la préfecture de police.

2011 PP 22 Attribution d'une prime spéciale de début de carrière à certains personnels infirmiers de la préfecture de police.

2011 PP 23 Autorisation de signer une convention de groupement de commandes avec les services État de la préfecture de police pour la constitution et la mise en oeuvre d'un socle Système d'Information Géographique (SIG) à la préfecture de police, les fournitures et les prestations associées.

2011 PP 24 Location de salles équipées et fourniture de prestations complémentaires en vue de l'organisation des recrutements des personnels de statut administration parisienne de la préfecture de police. Approbation du principe de l'opération ainsi que des pièces administratives.

2011 PP 27 Autorisation de signer une convention de groupement de commande avec les services État de la préfecture de police concernant l'acquisition de vélos tout terrain pour les unités cyclistes du Secrétariat Général de la Police (SGA) de Paris et les agents de surveillance de Paris (ASP).

2011 PP 28 Autorisation de signer une convention de groupement de commandes avec les services État de la préfecture de police pour des prestations de conseil en management des systèmes d'information et de communication.

2011 PP 29 Autorisation à M. le préfet de police de signer les marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la ville de Paris.

2011 PP 30 Approbation d'un projet de règlement amiable de diverses affaires mettant en cause la responsabilité de la commune de Paris.

2011 PP 31 Marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence pour les prestations de tierce maintenance applicative de la gestion électronique des documents à la Direction des Transports et de la Protection du Public (DTPP). Approbation du principe de l'opération et des pièces administratives du marché. Autorisation de signer le marché.

2011 PP 32 Fourniture d'outillage à main, d'outillage électroportatif et pneumatique et de divers matériel d'équipement pour ateliers destinés aux services de la préfecture de police. Approbation du principe de l'opération ainsi que des pièces administratives.

Mme Myriam EL KHOMRI, rapporteure.

2011 DILT 19 Approbation et signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour des prestations de gestion externalisée des archives intermédiaires de la Ville et du Département de Paris, des services dotés d'un budget annexe et des mairies d'arrondissement, et lancement et attribution du marché à bons de commande correspondant.

2011 DILT 21 Approbation des modalités de lancement et d'attribution de marchés à bons de commande pour la fourniture, en 2 lots séparés, de motocyclettes routières avec leurs pièces détachées et accessoires, et de motocyclettes tous chemins avec leurs pièces détachées et accessoires.

2011 DPA 29 Fixation des modalités d'organisation du travail des personnels de l'atelier et du magasin de la Section Locale d'Architecture 1-2-3-4.

2011 DRH 49 Prestation de remboursement des abonnements souscrits par les agents de la commune de Paris au dispositif Vélib'.

2011 DRH 50 Approbation des modalités de lancement d'un marché de prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement des projets primes, décisionnel, métiers, compétences, recrutement hors concours, formation et santé prévention dans le cadre du système d'information des ressources humaines (RH21).

2011 DSTI 3 Signature d'un marché relatif au maintien en condition opérationnelle du système informatique de gestion des collections des musées parisiens (progiciel Adlib) et à la réalisation de prestations connexes.

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2011 DF 33 Budget supplémentaire 2011- Modification du montant des trois dotations des états spéciaux des arrondissements.

2011 DF 39 Reprise sur amortissement des frais d'études relatifs aux lancements des marchés publics effectués en 2006 et 2007.

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2011 DEVE 70 Demandes d'autorisations administratives de travaux et approbation des modalités de passation des marchés pour l'aménagement de deux jardins dans le cadre du GPRU de la résidence Michelet (19e).

2011 DEVE 87 Demande de déclaration préalable de travaux pour l'aménagement de deux murs végétalisés 19 et 25 rue Tiquetonne (2e).

2011 DEVE 93 Autorisation à M. le Maire de Paris de solliciter le concours financier de l'ADEME dans le cadre de l'aménagement du jardin Curial sur la résidence Michelet (19e).

2011 DEVE 32 Signature d'une convention avec l'association Les jardins partagés du XIVe renouvelant la mise à disposition d'une parcelle de terrain à usage de jardin partagé, square Chanoine Viollet (14e).

2011 DEVE 58 Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation des dommages causés aux intéressés lors d'accidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2011 CAB_MA 15 Subvention à l'association Rencontres européennes - Europoésie (94400 Vitry sur Seine) pour l'organisation de deux journées de commémoration et d'hommage à Aimé Césaire. Montant : 5.000 euros.

2011 DAC 1 Subvention à l'association Les Concerts romantiques (93). Montant : 6.000 euros.

2011 DAC 16 Subvention à l'association Ars Mobilis (92140 Clamart). Montant : 10.000 euros.

2011 DAC 40 Signature d'un avenant à convention avec la SARL La Manufacture (11e) pour l'attribution d'une subvention au Théâtre de la Bastille. Montant : 307.500 euros.

2011 DAC 45 Signature d'un avenant à la convention avec la SARL Les Ateliers de Danse (11e) pour l'attribution d'une subvention au lieu la Ménagerie de Verre. Montant : 76.125 euros.

2011 DAC 59 Subvention (4.000 euros) à l'Association pour la Culture et la Musique traditionnelle Vietnamienne (ACMVN) (95150 TAVERNY).

2011 DAC 63 Subvention à l'association Volontariat et Soutien par l'Art (16e). Montant : 3.000 euros.

2011 DAC 78 Subvention à l'association Choeur du Marais et Ensemble Vocal du Marais (5e). Montant : 2.500 euros.

2011 DAC 94 Signature d'une convention (35.000 euros) passée avec l'association Paris-Ateliers (13e) pour l'attribution d'une subvention.

2011 DAC 172 Subvention (3.000 euros) à l'association Collectif Travaux Publics (1190 Bruxelles, Belgique).

2011 DAC 175 Subvention (7.000 euros) à l'association Compagnie Pas Sage à l'Acte (16e).

2011 DAC 215 Subvention à l'association CRL 10 (10e). Montant : 7.000 euros.

2011 DAC 220 Subvention (9.000 euros) à l'Association PM (11e).

2011 DAC 226 Subvention à l'association Sonic Protest (10e) pour l'organisation de la 7e édition de son festival musical. - Montant : 10.000 euros

2011 DAC 251 Subvention (9.000 euros) à l'Association La Compagnie Les Larrons (18e).

2011 DAC 257 Subvention (8.000 euros) à l'Association Sambre (95 FOSSES).

2011 DAC 287 Subvention à l'association TJAD Cie. Montant : 4.000 euros.

2011 DAC 290 Subvention à l'association Comité des fêtes et d'animations du 3e arrondissement. Montant : 10.000 euros.

2011 DAC 292 Signature d'une convention avec l'association Les Amis de Magnum Photos (18e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 80.000 euros.

2011 DAC 309 Subvention à l'association ATEM, (10e) Montant : 10.000 euros.

2011 DAC 317 Subvention à l'association La Comète (14e). Montant : 2.000 euros

2011 DAC 318 Subvention (13.000 euros) à l'Association de la Médiathèque Musicale Mahler (8e).

2011 DAC 323 Subvention à l'association Mouvance d'Arts (12e). Montant : 10.000 euros

2011 DAC 326 Signature d'un avenant à la convention passée avec l'Association pour la Création et la Diffusion Artistique - A.C.D.A. (20e) (100.000 euros).

2011 DAC 331 Subvention à l'association Fédération Musicale de Paris (13e). Montant : 10.000 euros.

2011 DAC 332 Subvention à l'association Centenaire de Jean-Louis Barrault (8e). Montant : 15.000 euros.

2011 DAC 340 Subvention à l'association Paris Culture 20 et signature d'une convention d'occupation précaire de l'Espace Cirque de la porte des Lilas (20e). Montant : 22.000 euros.

2011 DAC 341 Subvention à l'association Les Mains Sales (Bruxelles). Montant : 5.000 euros.

2011 DAC 342 Subvention à l'association Compagnie des Corps Parlants. Montant : 3.000 euros.

2011 DAC 345 Signature d'une convention avec l'association DELIDEMO (12e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 12.000 euros.

2011 DAC 358 Subvention à l'Association Théâtre et Territoires Associés (19e). Montant : 19.000 euros

2011 DAC 359 Subvention (15.000 euros) à l'association Studio des Variétés (9e) au titre de ses actions de formation et d'accompagnement d'artistes des musiques actuelles.

2011 DAC 362 Subvention à la compagnie En corps et en jeu (5e). Montant : 5.000 euros.

2011 DAC 367 Subvention à l'association Ensemble Carpe Diem (38260). Montant : 5.000 euros.

2011 DAC 368 Signature d'une convention avec l'association Le Concert spirituel (1e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 40.000 euros.

2011 DAC 369 Subvention à l'association Orchestre-Atelier Ostinato (20e). Montant : 10.000 euros.

2011 DAC 374 Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l' Etat et l'association Musique Nouvelle en Liberté (1er) (180.000 euros) relative au versement du solde de la subvention 2011.

2011 DAC 385 Subvention à la SARL Spectaculaire. Montant : 22.000 euros.

2011 DAC 390 Subvention à l'association La Galerie du Haut Pavé (5e). Montant : 4.000 euros.

2011 DAC 391 Signature d'un avenant à convention avec l'association Musée du Montparnasse (15e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 90.000 euros.

2011 DAC 392 Subvention à l'association In Famous (19e) au titre de ses activités musicales en 2011. - Montant : 13.000 euros

2011 DAC 401 Subventions sollicitées auprès de l'Etat dans le cadre de la Dotation Générale de Décentralisation pour les travaux de deux nouvelles bibliothèques.

2011 DAC 402 Subvention à l'association Dédale (20e). Montant : 3.000 euros.

2011 DAC 403 Subvention à l'association Lézarts de la Bièvre (5e). Montant : 3.000 euros.

2011 DAC 405 Signature avec l'association ktha compagnie (12e) d'une convention pluriannuelle 2011-2013 relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement. Montant : 15.000 euros.

2011 DAC 410 Subvention (2.500 euros) à l'association La Charte des auteurs et des illustrateurs pour la jeunesse (14e).

2011 DAC 411 Subvention à la SCOP Ici-Même (20e). Montant : 17.000 euros.

2011 DAC 419 Subvention à l'association Les Miches Tinguettes (11e). Montant : 2.000 euros.

2011 DAC 425 Subvention (5.000 euros) à l'association Les Trois Ourses (11e).

2011 DAC 442 Subvention à l'association Comité de Saint-Germain-des-Prés, Saint-Germain-des-Prés d'hier, d'aujourd'hui et de demain (6e). Montant : 2.500 euros.

2011 DAC 443 Subvention à l'association Le 6e, Ateliers d'Artistes (6e). Montant : 3.000 euros.

2011 DICOM 8 Approbation du principe et des modalités d'attribution du marché relatif au spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2011 de la Ville de Paris.

2011 SG 73 Subvention (101.500 euros) avec convention à l'association Cinémas Indépendants Parisiens.

2011 SG 74 Subvention (157.000 euros) avec convention à l'association Enfances au cinéma.

2011 SG 77 Subvention (2.000 euros) l'association Très d'Esprit (20e).

2011 SG 78 Subvention (8.000 euros) à l'association Collectif Jeune Cinéma (10e).

2011 SG 79 Subvention (4.000 euros) à l'association Signes de nuit (4e).

2011 SG 81 Subvention (3.000 euros) à l'association Cinédoc.

2011 SG 85 Subvention (5000 euros) avec convention à l'association du Festival du cinéma chinois de Paris (16e).

M. Christophe GIRARD, rapporteur.

2011 DAC 237 Subvention à l'association Centre Mandapa (13e) au titre de ses activités en 2011. Montant : 18.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **Mme Pascale BOISTARD**, rapporteurs.

2011 DAC 297 Subvention à l'association SIDVEM (14e). Montant : 3.000 euros

M. Christophe GIRARD, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

2011 DAC 272 - DEVE 89 Subvention (7 000 euros) à l'association Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie (18e).

M. Christophe GIRARD, Mme Fabienne GIBOUDEAUX et M. Denis BAUPIN, rapporteurs.

2011 DAC 267 - DJS 210 Signature de deux conventions avec l'association Paris Macadam-Les Arcavals (18e) pour l'attribution de subventions. Montant : 29.500 euros.

2011 DAC 277 - DJS 315 Subvention (9.500 euros) à l'association Festival des Musiques Sacrées de Paris (13e).

M. Christophe GIRARD, **M. Bruno JULLIARD**, rapporteurs.

2011 DAC 394 - DJS 338 - SG 141 Signature d'une convention avec l'association L'Esprit Jazz pour l'attribution d'une subvention destinée à l'organisation de la 11e édition de son festival Jazz à Saint-Germain-des-Prés. Montant : 22.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **M. Bruno JULLIARD**, **Mme Fatima LALEM,** rapporteurs.

2011 DAC 398 - DJS 310 - DPVI 100 Signature d'une convention triennale avec l'association Salle Saint Bruno (18e) relative à l'attribution d'une subvention pour le projet Goutte d'Or en fête. Montant : 35.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **M. Bruno JULLIARD**, **Mme Gisèle STIEVENARD,** rapporteurs.

2011 DAC 87 Acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des musées de la Ville de Paris.

M. Christophe GIRARD et Mme Danièle POURTAUD, rapporteurs.

2011 SG 88 - DGRI 19 Subvention (10 000 euros) avec convention à l'association Isratim (1er).

M. Christophe GIRARD et M. Pierre SCHAPIRA, rapporteurs.

2011 DAC 434 - DGRI 62 Subvention à l'association Coup de soleil. Montant : 17.800 euros.

M. Christophe GIRARD et M. Pierre SCHAPIRA, **Mme Pascale BOISTARD,** rapporteurs.

2011 SG 101 - DPVI 329 Subvention (27 000 euros) à 16 associations porteuses des projets audiovisuels des quartiers de la Politique de la Ville dans le cadre du partenariat Mission Cinéma et DPVI visant à valoriser le caractère social du cinéma.

M. Christophe GIRARD, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2011 DU 165 Signature d'un protocole avec la SEMAVIP pour la cession de terrains rue Gaston Tessier (19e).

2011 DU 170 Modification du prix de cession à la SEMAVIP d'une emprise du domaine public routier, dans le cadre de la réalisation de la ZAC Porte Pouchet, au droit des numéros 1 à 9 de la rue Emile Borel (17e).

2011 DU 192 Acquisition de 2 parcelles de terrain et d'un volume par la Ville de Paris auprès de la SEMAEST dans le secteur d'aménagement PAJOL (18e).

2011 DU 187 Substitution de la dénomination "boulevard Hippolyte Marquès" à celle de "boulevard de la Zone" (13e).

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

2011 DU 116 Echange d'emprises entre la Ville et l'AP-HP et transaction entre la Ville et la RIVP pour la réalisation d'un escalier d'accès au futur espace vert, dans le cadre du Lotissement Hérold, 7 place du Rhin et Danube, 60 à 78 rue du Général Brunet, 123 bis Bd Sérurier et 1 à 23 rue Francis Ponge (19e).

Mme Anne HIDALGO, **Mme Fabienne GIBOUDEAUX**, rapporteures.

2011 DU 181 Bilan de la concertation préalable et arrêt du dossier définitif dans le cadre de travaux d'investissement routier sur le site de l'îlot Binet, 60 à 66, rue René Binet et 16 à 32, avenue de la porte de Montmartre (18e).

Mme Anne HIDALGO, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteures.

2011 DJS 168 Subvention à l'association Entr'Aide (19e). Montant : 5.000 euros.

2011 DJS 197 Subvention (2.000 euros) à Slam ô Féminin (12e).

2011 DJS 217 Signature d'un avenant à la convention triennale 2009-2011 avec l'association R.Style (19e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 10.000 euros.

2011 DJS 275 Subvention (2.000 euros) à Da Patch Ateliers (11e).

2011 DJS 331 Subvention à Kiosquorama. Montant : 3.500 euros.

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2011 DJS 289 - DPVI 328 Subvention à l'association Solidarité Paga Lagny Davout (PLD) (20e). Montant : 2.000 euros.

2011 DJS 301 - DPVI 349 Subvention au Centre Paroissial d'Initiatives Jeunes (CEPIJE) (14e). Montant : 5.000 euros.

2011 DJS 356 - DPVI 355 Subvention à l'association Imp-Actes Ingénierie, Médiation, Patrimoine, Animation, Culture, Territoire, Environnement, Santé. Montant : 2.000 euros.

2011 DJS 357 - DPVI 354 Signature d'un avenant à la convention avec Paris Basket 18e pour l'attribution d'une subvention. Montant : 2.000 euros.

2011 DJS 359 - DPVI 352 Subvention à l'association Les Petits Débrouillards Ile-de-France (19e). Montant : 2.000 euros.

M. Bruno JULLIARD, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2011 SG 18 Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'Association Nationale de Réadaptation Sociale (ANRS) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 40.000 euros.

2011 SG 50 Subvention à l'association Franco-chinoise Pierre Ducerf (3e). Montant : 4.000 euros.

2011 SG 55 Subvention à la Fédération d'Associations et Centres d'Emigrés Espagnols en France (FACEEF) (93210 LA PLAINE SAINT DENIS). Montant : 10.000 euros.

2011 SG 58 Subvention au Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles (GAMS) (20e) pour son action de lutte contre le mariage forcé et l'excision. Montant : 10.000 euros.

2011 SG 60 Subvention à l'association Libres Terres des Femmes (19e) pour son action en faveur des femmes. Montant : 3.500 euros.

2011 SG 69 Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'association IRFED Europe (13e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 25. 000 euros.

2011 SG 132 Subvention à l'association Informelles (12e), pour son action de mise en ligne d'une information sur l'égalité femmes/hommes. Montant : 1.500 euros.

2011 SG 143 Subvention à l'association L'Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (L'ACORT) (10e) au titre de la politique de la Ville. Montant : 4.000 euros.

2011 SG 151 Subvention à l'association Adéquations (10e). Montant : 3.500 euros.

2011 SG 166 Adhésion (2200 euros) à l'association des élu(e)s contre les violences faites aux femmes (19e). ECVF

Mme Fatima LALEM, rapporteure.

2011 DASES 12 Signature d'une convention avec l'association SOLIDARITE SIDA (11e) pour l'attribution de deux subventions. Montant : 50.000 euros et 55.000 euros.

M. Jean-Marie LE GUEN, **M. Christophe GIRARD et M. Pierre SCHAPIRA**, rapporteurs.

2011 DVD 107 Signature de la convention avec le Conseil Régional d'Ile de France et le STIF pour les études relatives au schéma de principe et du dossier d'enquête publique pour le projet d'extension du tramway T3 de la Porte d'Asnières à la Porte de la Chapelle (17e et 18e).

2011 DVD 59 Signature d'une convention avec Ports de Paris relative au travaux de voirie le long du quai Point du Jour (16e).

2011 DVD 66 Signature d'un marché pour la fourniture, la distribution de cartes de stationnement et leurs accessoires, et la fourniture de tickets horodateurs et de file d'attente (2 lots).

2011 DVD 129 Indemnisation amiable de différents tiers en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris. Montant : 82 325 euros.

Mme Annick LEPETIT, rapporteure.

2011 DPE 34 Adhésion de la Ville de Paris à l'Association Française des Ingénieurs et Techniciens de l'Environnement (AFITE) et versement de la cotisation pour l'année 2011.

2011 DPE 45 Signature d'une convention de participation financière avec la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Paris (SEMAPA) relative aux modalités de financement des travaux de réalisation des réseaux d'assainissement avenue de la Porte d'Ivry (13e) dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Joseph Bédier - Porte d'Ivry.

2011 DPE 50 Approbation des modalités d'attribution d'un marché d'analyse des effluents industriels et sédiments du réseau d'assainissement parisien.

2011 DPE 52 Signature d'une convention avec le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (S.I.A.A.P.) pour le financement de travaux de renouvellement de mesures isolés du réseau d'assainissement parisien.

2011 DPE 53 Signature d'une convention avec le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (S.I.A.A.P.) pour le financement des travaux de mise en oeuvre de fibres optiques pour sécuriser les transmissions de stations de gestion locale.

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2011 DVD 98 Signature d'une convention avec l'association exécutive du Comité Départemental du Tourisme de Seine Saint-Denis (93500 PANTIN) pour l'attribution une subvention. Montant : 55.000 euros.

Mme Anne LE STRAT, M. Pierre MANSAT, rapporteurs.

2011 DPE 40 - DGRI 25 Signature d'un avenant à convention passée avec l'association Le Secours Catholique pour le règlement du solde de la subvention pour son projet d'accompagnement des dynamiques communautaires d'amélioration de l'environnement dans les domaines de l'hygiène, de l'eau et de l'assainissement dans la région de Tigray (Ethiopie).

Mme Anne LE STRAT, **M. Pierre SCHAPIRA**, rapporteurs.

2011 DLH 29 Transfert au profit de la Société Nationale Immobilière (SNI) des garanties d'emprunt accordées par la Ville de Paris à la SAGI pour le financement de divers programmes de logements sociaux, de commerces et de locaux d'activités.

2011 DLH 54 Octroi de la garantie de la Ville pour un Eco prêt Réhabilitation en vue de compléter le financement d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 15 logements PLUS et 3 logements PLA-I à réaliser par EFFIDIS - 95 rue Julien Lacroix (20e).

2011 DLH 66 Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts complémentaires PLA-I et PLUS à contracter par la RIVP pour le financement du programme d'acquisition-réhabilitation du 106 rue Castagnary (15e).

2011 DLH 91 Octroi de la garantie de la Ville de Paris à un emprunt PLA-I à contracter par France Habitation en vue du financement d'un programme comportant un FJT de 126 logements PLA-I, 11 square Monsoreau (20e).

2011 DLH 98 Avenant au bail emphytéotique conclu le 23 avril 2008 au profit de PARIS HABITAT-OPH, portant location d'une emprise communale située 83-91 rue des Haies (20e).

2011 DLH 100 Subvention au Syndicat du Logement et de la Consommation. Montant : 15.000 euros

2011 DLH 118 Octroi de la garantie de la Ville de Paris à un emprunt complémentaire PLA-I à contracter par ADOMA pour la restructuration du Foyer de Travailleurs Migrants la Commanderie et une résidence sociale de logements de 400 PLA-I, 15-21 boulevard de la Commanderie (19e).

2011 DLH 121 Modification de la garantie de la Ville de Paris accordée à Paris Habitat OPH pour la réalisation d'un programme de réhabilitation Plan Climat comportant 156 logements situé 65-81 avenue Secrétan (19e).

2011 DLH 123 Transfert au profit de Résidences Sociales Ile de France (RSIF) des garanties d'emprunt initialement accordées par la Ville de Paris à la SA d'HLM Immobilière 3F pour le financement de divers programmes de logements sociaux situés dans les 10e, 15e et 17e arrondissements.

2011 DLH 124 Transfert au profit d'Immobilière 3 F et de Résidences Sociales Ile-de-France (RSIF) des garanties d'emprunt initialement accordées par la Ville de Paris à la SADIF pour le financement de divers programmes de logements sociaux situés dans les 9e, 11e, 13e, 15e, 18e et 20e arrondissements.

2011 DLH 125 Réaménagement de 2 emprunts de la SA d'HLM Batigère IDF auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue du financement d'un projet d'acquisition de 268 logements locatifs conventionnés, 113 à 117 rue des Orteaux,50 à 54 rue Mouraud,109 bd Davout,86 à 90 rue Saint-Blaise et un projet de construction de 10 logements PLS 71 rue de la Plaine 20e.

2011 DLH 129 Modification de la garantie accordée par la Ville de Paris aux emprunts à contracter par la Fondation Hospitalière Sainte-Marie en vue du financement du programme de construction neuve d'un foyer pour personnes handicapées comportant 45 logements PLS et d'un EHPAD comportant 20 logements PLS 110, rue des Poissonniers (18e).

2011 DLH 130 Réalisation par Logis Transports, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 3 logements PLA-I et 7 logements PLUS, 10 rue Lecuirot (14e).

2011 DLH 136 Location par bail emphytéotique, au profit de la SGIM, de l'immeuble communal 57 rue Letellier (15e).

2011 DLH 138 Réalisation par la SGIM d'un programme comportant 4 logements PLUS 36 rue Poissonnière (2e).

2011 DLH 139 Avenant au bail emphytéotique consenti à la RIVP, portant location de l'immeuble communal 18 rue de la Voûte (12e).

2011 DLH 141 Dépôt d'une déclaration préalable pour une division foncière de la parcelle communale 4A, 4C et 7B Villa du Lavoir - site René Boulanger (10e).

2011 DLH 142 Transfert au profit de la SA d'HLM EFIDIS des garanties d'emprunt accordées par la Ville de Paris à SAGECO pour le financement de divers programmes de logements sociaux dans les 2e, 3e, 12e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

2011 DLH 143 Réaménagement de deux emprunts contractés par France Habitation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour le financement de deux opérations de logements sociaux, 25 rue Lucien Sampaix (10e) et 11 rue des Fermiers (17e).

2011 DLH 152 Réalisation par Paris Habitat - OPH d'un programme de construction de 9 logements PLUS et 4 logements PLAI, 22 rue des Trois Frères (18e).

2011 DLH 155 Transfert au profit de DOMAXIS des garanties d'emprunt accordées par la Ville de Paris à la SA d'HLM PAX-PROGRES-PALLAS pour le financement de divers programmes de logements sociaux situés dans les 4e, 10e, 12e, 13e, 15e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

2011 DLH 176 Approbation du principe d'indemnisation pour des travaux de sous-traitance réalisés au 67 boulevard de Montmorency (16e).

2011 DU 32 Scission de la copropriété, annulation subséquente du règlement de copropriété et création d'une servitude de passage sur la propriété de la Ville, pour la réalisation dans le bâtiment sur rue d'une opération de logements sociaux dans l'immeuble en copropriété 42, rue Cauchy (15e).

2011 DU 161 Vente par voie d'adjudication publique d'un logement avec annexe et cave (lots n° 9-18-25), libres d'occupation, dans l'immeuble 35-37 rue Bonaparte (6e).

2011 DU 162 Vente par voie d'adjudication publique d'un logement vacant (lot n° 14) dans l'immeuble 5-7 rue des Beaux-Arts (6e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2011 DU 47 Cession de pavillons d'habitation dans le secteur des Docks de Saint-Ouen à SEQUANO, aménageur de la commune de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis).

2011 DU 164 Démolition de la passerelle implantée sur les parcelles R n° 78 et R n° 90 à Pantin. Constitution de servitude de passage sur la parcelle S62 au profit de la commune de Pantin (Seine-Saint-Denis) et d'Elis (MAJ) - Constitution de servitude non aedificandi au profit de la Ville de Paris - Déclassement et vente de la parcelle R78.

2011 SG 1 Adhésion de la Ville de Paris à l'Association des Maires de France et versement de la cotisation 2011. Montant : 38.330 euros.

2011 SG 2 Adhésion de la Ville de Paris à l'Association des Maires d'Ile-de-France et versement de la cotisation 2011. Montant : 54.000 euros.

2011 SG 3 Adhésion de la Ville de Paris à l'Association des Maires de grandes villes de France et versement de la cotisation 2011. Montant : 55.376,56 euros.

M. Pierre MANSAT, rapporteur.

2011 DASCO 52 Approbation du contenu et des modalités d'attribution de concessions de logement dans les trois écoles d'art parisiennes, BOULLE (13e), ESTIENNE (13e) et DUPERRE (3e).

2011 DASCO 58 Fixation au titre de l'exercice 2010 du taux de progression de la valeur des prestations accessoires accordées gratuitement aux agents de l'Etat logés par nécessité absolue de service dans les trois écoles d'arts parisiennes (BOULLE, ESTIENNE et DUPERRE).

2011 DDEEES 113 Subvention (15.000 euros) à l'Association française d'Astronomie pour l'organisation d'actions de diffusion de la culture scientifique.

2011 DDEEES 115 Subvention (25.000 euros) avec convention avec la Société française de Physique pour l'organisation d'une journée de célébration des cent ans de la découverte de la supraconductivité.

2011 DDEEES 139 Subvention (3.000 euros) à l'Institut Curie pour l'organisation d'une conférence internationale sur la microscopie de force atomique.

2011 DDEEES 140 Subvention (6.000 euros) au Centre national de la recherche scientifique (CNRS - Délégation IDF Ouest & Nord), Laboratoire d'Etudes du Rayonnement et de la Matière en Astrophysique (LERMA) pour l'organisation de la première conférence ECLA (Conférence européenne d'Astrophysique de Laboratoire).

2011 DDEEES 145 Subvention (5.000 euros) à la Société Française d'Astronomie et d'Astrophysique (SF2A) pour l'organisation des journées de l'astrophysique française.

2011 DDEEES 146 Subvention (3.000 euros) à la l'université Paris 1 - Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique - CRALMI pour l'organisation d'un colloque intitulé " Les indépendances hispano-américaines, un objet d'histoire ".

2011 DDEEES 147 Subvention (3.000 euros) à la Société géologique de France pour l'organisation de promenades scientifiques.

2011 DDEEES 148 Subvention (5.000 euros) à l'association Parcours des Sciences pour l'organisation de promenades scientifiques.

2011 DDEEES 149 Subvention (10.000 euros) à l'Université Paris 6 Pierre et Marie Curie pour l'organisation de manifestations de culture scientifique dans le cadre de l'Année internationale de la Chimie.

2011 DDEEES 170 Subvention (200.000 euros) avec convention avec la Fondation des Sciences Mathématiques de Paris.

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2011 DA 7 Lancement de marchés à bons de commande pour des prestations de diagnostic de présence de termites dans des immeubles privés et établissements publics, dans le cadre du groupement de commandes pour la réalisation, l'aménagement et la maintenance de bâtiments, en 2 lots séparés.

2011 DA 9 Lancement d'accords-cadres en appel d'offres pour des prestations de contrôle technique de la construction, dans le cadre du groupement de commandes pour des fournitures, des travaux ou des prestations liées à la réalisation, à l'aménagement, à la maintenance ou au bon fonctionnement des locaux et équipements publics et privés.

2011 DA 12 Signature avec la société CONPAS COORDINATION d'un marché subséquent à bons de commande sans minimum et sans maximum passé en application de l'article 76 du code des amrchés publics sur le fondement de l'accord-cadre pour des prestations de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers (lot n°5)

2011 DAJ 15 Signature des marchés et accord cadre à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres les 26 mai et 7 juin 2011. Attribution et signature de marchés de maîtrise d'oeuvre.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2011 DFPE 13 Signature d'une convention avec l'association Oeuvre de Secours aux Enfants, gestionnaire du lieu d'accueil enfants-parents La Maison des Sources (20e), et d'un avenant pour l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2011. Montant : 119.858 euros.

2011 DFPE 42 Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association Générale Des Familles De Paris 12 pour l'attribution d'une subvention. Montant : 84.531 euros.

2011 DFPE 44 Signature d'un avenant N°2 à la convention passée avec l'association Les Pieds Tendres (12e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 69.042 euros.

2011 DFPE 50 Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association Le Club des Petits Gavroches (10e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 116.957 euros.

2011 DFPE 52 Signature d'un avenant N° 2 à la convention passée avec l'association Association Familiale Notre-Dame de Nazareth (15e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 22.844 euros.

2011 DFPE 56 Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association Calinot Singe pour l'attribution d'une subvention. Montant : 37.911 euros.

2011 DFPE 57 Signature d'un avenant N° 2 à la convention passée avec l'association Au Fil de la Decouverte (15e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 22.819 euros.

2011 DFPE 64 Signature d'une convention passée avec l'association ABC Puériculture pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour la création d'un établissement d'accueil collectif non permanent de type multi-accueil Flamand (13e). Montant : 173.967 euros.

2011 DFPE 66 Signature d'une convention passée avec l'association ABC Puériculture pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour la création d'un établissement d'accueil collectif non permanent de type multi-accueil Les Bluets (11e). Montant : 301.149 euros.

2011 DFPE 88 Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association Le Repaire des Lutins (20e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 95.302 euros.

2011 DFPE 92 Signature d'un avenant N°2 à la convention passée avec l'association Les Apaches des Vignoles (20e) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale. Montant : 62.051 euros.

2011 DFPE 130 Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association d'Education Populaire Notre Dame des Champs - Montparnasse Rencontres (14e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 48.161 euros.

2011 DFPE 131 Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'association Gribouille Alésia (14e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 82.727 euros.

2011 DFPE 135 Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association La Cool Douche (14e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 76.182 euros.

2011 DFPE 185 Signature d'un avenant N°2 à la convention passée avec l'association Babillages (11e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 123.755 euros.

2011 DFPE 172 Signature de deux conventions passée avec l'association La Maison des Bout'Chou (19e) pour l'attribution de subventions pour la création d'une crèche collective 3 bis rue de Cambrai. Montant total : 92.864 euros.

2011 DFPE 234 Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'association La Maison des Bout'chou pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi accueil D'ici et d'Ailleurs. Montant : 225.012 euros.

2011 DFPE 235 Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'association La Maison des Bout'chou pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Bout'Chou Péan. Montant : 63.184 euros.

2011 DFPE 236 Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'association La Maison des Bout'chou pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Bout'Chou 2. Montant : 362.859 euros.

2011 DFPE 237 Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'association La Maison des Bout'chou pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Les Petites Souris du Mont (14e). Montant : 63.472 euros.

2011 DFPE 238 Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'association La Maison des Bout'chou pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement du jardin maternel La Maison Enchantée (14e). Montant : 37.655 euros.

2011 DFPE 239 Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'association La Maison des Bout'chou pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Bout'Chou 1 (14e). Montant : 53.815 euros.

2011 DFPE 240 Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association La Maison des Bout'chou pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective La Maison Enchantée (14e). Montant : 798.634 euros.

2011 DFPE 241 Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association La Maison Des Bout'Chou pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi accueil Le Temps de l'Enfance (15e). Montant : 264.202 euros.

2011 DFPE 242 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association La Maison des Bout'chou pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil Les P'Tits Bonheurs (19e). Montant : 141.234 euros.

2011 DFPE 254 Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'association Métramômes (20e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 86.977 euros.

2011 DFPE 277 Approbation et signature d'une convention pour l'analyse des pratiques des professionnels de santé de la Protection Maternelle et Infantile, des Relais Assistantes Maternelles du Département de Paris et des établissements de Petite enfance de la Ville de Paris et attribution des marchés à bons de commande correspondants.

2011 DFPE 291 Signature d'une convention avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour la mise en conformité incendie et accessibilité handicap de l'établissement d'accueil de la petite enfance Globe Trotteurs (9e). Montant : 207.725 euros.

2011 DFPE 338 Signature d'une convention passée avec l'association Le Dauphin Bleu pour l'attribution d'une subvention d'équipement pour l'aménagement d'un établissement d'accueil collectif non permanent de petite enfance de 25 places dans des locaux situés 81-83, rue Vauvenargues (18e). Montant : 222.130 euros.

2011 DPA 47 Indemnisation de la société S.H.M.M. pour travaux supplémentaires réalisés dans le cadre de l'opération de construction d'une crèche collective et d'une halte garderie, 19, rue Malte Brun (20e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2011 DAC 69 Autorisation à M. le Maire de Paris de signer une convention de mécénat liant la Fondation d'entreprise Hermès au Petit Palais, Musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris et à la Parisienne de Photographie.

2011 DAC 225 Partenariat avec les bibliothèques d'Ile-de-France pour une conservation partagée de la littérature jeunesse.

2011 DAC 312 Subvention à l'association 13 en vue(s) (13e). Montant : 6.000 euros.

2011 DAC 314 Subvention (5.000 euros) à l'association Bleu comme une orange Paris (17e).

2011 DAC 316 Subvention à l'association Groupement des associations d'Amis de Musées de la région Ile de France (4e). Montant : 5.000 euros.

2011 DAC 329 Acceptation de dons manuels faits en faveur des bibliothèques spécialisées de la Ville de Paris.

2011 DAC 423 Subvention à l'Association Chantiers Histoire et Architecture Médiévales (14e). Montant : 5.000 euros.

Mme Danièle POURTAUD, rapporteure.

2011 DGRI 15 Subvention (150.000 euros) avec signature de l'avenant n°2 à la convention passée avec Institut Français (7e) dans le cadre des relations internationales.

2011 DGRI 52 Subvention avec convention à l'association Organisation Pan-Africaine de Lutte contre le Sida (6e) pour trois programmes de lutte contre le sida au Gabon, au Togo et en Guinée.

2011 DGRI 56 Subvention (150.000 euros) avec convention à l'association Médecins du Monde (18e) pour un programme de lutte contre le sida en Tanzanie.

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2011 DPVI 57 Subvention à la Régie de quartier Papille et Papillons (20e). Montant : 12.000 euros.

2011 DPVI 87 Subvention à la régie de quartier du 11e Fontaine au Roi. Montant : 9.000 euros.

2011 DPVI 88 Subvention à la Régie de quartier Passerelles 17. Montant : 12.000 euros.

2011 DPVI 89 Subventions à 7 associations mettant en oeuvre des projets visant à la participation et à la mobilisation des habitants dans les quartiers en Politique de la Ville. Montant : 22.000 euros.

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2011 CAB_MA 12 Subvention à l'association Comité d'Action Sociale en faveur des Originaires des Départements d'Outre-Mer (1er) pour la mise en oeuvre de son programme d'activités pour 2011. Montant : 10.000 euros.

2011 DFPE 282 Subvention à l'association Réel, Symbolique, Imaginaire La Ressource (17e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 6.000 euros.

2011 DFPE 283 Subvention à l'association Strata'j'm (92704 COLOMBES) pour l'action Accueil jeux parents-enfants. Montant : 2.000 euros.

2011 DFPE 284 Subvention à l'association Plus Loin (20e), destinée à financer l'action Rencontre, découverte et ouverture en famille. Montant : 3.000 euros.

2011 DFPE 285 Subvention à l'association Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (10e) destinée à financer des actions de médiation scolaire Ecole - parents. Montant : 2.700 euros.

2011 DFPE 286 Subvention à l'association Culture 2+ (18e). Montant : 12. 000 euros.

2011 DFPE 294 Subvention à l'association Contact Paris Ile de France (4e). Montant : 5 000 euros.

2011 DFPE 296 Signature d'une convention avec l'association Le Petit Ney (18e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 3.000 euros.

2011 DFPE 297 Subvention à l'association LOREM (Loisirs Résidentiels des Mariniers) (14e) destinée à financer son espace jeux. Montant : 2.000 euros.

2011 DFPE 298 Subvention à l'association Latitude Sport et Culture (19e), destinée à financer un espace jeux. Montant : 3.000 euros.

2011 DFPE 299 Subvention à l'association Cultures sur Cour (18e) destinée à financer des actions en direction des familles. Montant : 4.000 euros.

2011 DFPE 300 Subvention à l'association Le Picoulet - Mission Populaire (11e) pour le financement des actions Accompagnement et médiation auprès des familles et espace public numérique. Montant : 4.000 euros.

2011 DFPE 301 Signature d'une convention triennale avec l'association Ecole des Parents et des Educateurs (EPE, 11e) pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour son Café des Parents. Montant : 48.500 euros.

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2011 DAC 160 Subvention (1.000 euros) à l'association Union des engagés volontaires anciens combattants Juifs 1939-1945, leurs enfants et amis (4e).

2011 DAC 229 Apposition d'une plaque commémorative à la mémoire de Pierre Deville 9 avenue Emile Acollas (7e). Montant : 1.949 euros.

2011 DAC 273 Apposition d'une plaque commémorative à la mémoire de Michel Saltzermann sur les grilles du Jardin des Plantes quai Saint Bernard (5e). Montant : 3.237 euros.

2011 DAC 351 Subvention (6.000 euros) à l'association Ciné - Histoire, Paris (15e).

2011 DAC 352 Subvention à l'Union des associations des anciens combattants et victimes de guerre du 11e arrondissement (U.A.A.C.V.G, 11e). Montant : 600 euros.

2011 DAC 354 Subvention au Comité d'entente des associations de combattants et victimes de guerre du 12e arrondissement. Montant : 750 euros.

2011 DAC 355 Subvention au Comité d'entente des associations d'anciens combattants et victimes de guerre, groupements du souvenir et sociétés patriotiques du 14e arrondissement de Paris. Montant : 600 euros.

2011 DAC 366 Subvention au Comité de liaison des associations d'anciens combattants et résistants du 17e arrondissement C.L.A.A.C.R 17. Montant : 5.000 euros.

2011 DAC 372 Subvention au Comité d'entente des anciens combattants et victimes de guerre du 19e arrondissement. Montant : 900 euros.

2011 DAC 375 Subvention à l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre et des combattants pour l'amitié, la solidarité, la mémoire, l'antifascisme et la paix ARAC 19e section (19e). Montant : 600 euros.

2011 DAC 382 Subvention à l'Union française des associations de combattants et victimes de guerre - Union locale du 20e arrondissement de Paris (U.F.A.C.). Montant : 500 euros.

2011 DAC 397 Subvention (5.000 euros) au Comité d'action de la Résistance Paris (5e).

2011 DAC 399 Subvention (2.000 euros) à l'association Libération Nord Paris (15e).

2011 DAC 400 Subvention (900 euros) à l'Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française et de leurs amis Paris (16e).

2011 DAC 406 Subvention (6.030 euros) à l'association Les Amitiés de la Résistance Paris (15e).

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

2011 CAB_MA 17 Subvention aux associations Football club Antillais Paris 19, Martigua et Accolade pour l'organisation du Paris sports ultramarins. Montant : 9.000 euros.

2011 DJS 31 Subventions à dix-sept organismes locaux de Fédérations Nationales Sportives. Montant total : 35.600 euros.

2011 DJS 39 Subventions à huit associations du 5e arrondissement. Montant total : 13.400 euros.

2011 DJS 40 Subventions à huit associations sportives du 6e arrondissement. Montant total : 15.500 euros.

2011 DJS 43 Subventions à cinq associations du 8e arrondissement. Montant total : 6.700 euros.

2011 DJS 52 Subventions à trois associations du 13e arrondissement. Montant total : 35.000 euros.

2011 DJS 60 Subventions à seize associations du 18e arrondissement. Montant total : 26.550 euros

2011 DJS 66 Subventions à trois organismes locaux des Fédérations Nationales Sportives. Montant total : 23.000 euros.

2011 DJS 78 Signature d'une convention avec le Comité Départemental de Roller Skating de Paris CDRS 75 (12e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 22.000 euros.

2011 DJS 85 Signature d'une convention avec le Sporting Club Universitaire de France (17e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 40.000 euros.

2011 DJS 93 Signature d'une convention avec Judo Paris Centre (1er) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 10.000 euros.

2011 DJS 94 Signature d'une convention avec l'Association Sportive du Centre de Paris (2e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 31.000 euros.

2011 DJS 99 Signature d'une convention avec l'A. S. Jeunesse Saint-Vincent de Paul (10e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 6.000 euros.

2011 DJS 100 Signature d'une convention avec l'Espérance de Reuilly (12e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 18.000 euros.

2011 DJS 106 Signature d'une convention avec le Cercle des Escrimeurs Parisiens (13e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 24.000 euros.

2011 DJS 108 Signature d'une convention avec Paris Alésia Football Club (14e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 44.000 euros.

2011 DJS 110 Signature d'une convention avec l'Olympique Paris XV (15e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 12.000 euros.

2011 DJS 113 Signature d'une convention avec Neptune Club de France (15e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 11.000 euros.

2011 DJS 122 Signature d'une convention avec l'Amicale Manin Sport Paris-Est (19e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 13.000 euros.

2011 DJS 124 Signature d'une convention avec l'association Coopyr Sportif (20e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 9.000 euros.

2011 DJS 125 Signature d'une convention avec l'association Ménilmontant Patro Sports (20e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 8.000 euros.

2011 DJS 131 Subventions à onze associations du 12e arrondissement. Montant total : 20.350 euros.

2011 DJS 133 Subvention à Tennis Compétition Loisirs 14 (14e). Montant : 800 euros.

2011 DJS 173 Signature d'une convention avec la Fédération Française de Gymnastique pour l'attribution d'une subvention à l'occasion de l'organisation de l'édition 2011 des Internationaux de France de Gymnastique les 19 et 20 mars 2011 au P. O. P. B. Montant : 25.000 euros.

2011 DJS 223 Signature d'une convention (365.000 euros) avec le P.U.C. Omnisports pour l'attribution d'une subvention au titre de la saison sportive 2011-2012.

2011 DJS 263 Subventions à cinq associations du 16e arrondissement. Montant total : 11.900 euros.

2011 DJS 268 Signature d'une convention avec l'association Plus Loin (20e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 3.700 euros.

2011 DJS 280 Autorisation de consentir au dépôt d'une demande de permis de construire présentée par la société Besta, sous-concessionnaire d'une dépendance du domaine public municipal dédiée à la pratique du tennis située 92, boulevard Flandrin (16e).

2011 DJS 305 Subvention à trois associations dont l'activité s'exerce dans le cadre de plusieurs arrondissements. Montant total : 19.800 euros.

2011 DJS 327 Signature de marchés article 30 relatifs à l'encadrement des ateliers bleus sportifs de l'année scolaire 2011-2012, reconductibles pour 2012-2013.

2011 DJS 352 Signature d'un contrat de transaction passé avec la société Reflex pour le règlement d'un litige dans le cadre de la consultation relative à la mise en place d'un dispositif de stadiers au stade Charléty pour la retransmission de la Coupe du monde de Football 2010

2011 DJS 373 Dépôt d'une demande de permis de construire présentée par la Ligue de Paris de Tennis pour la couverture de quatre terrains de tennis situés au sein du Stade de la Porte des Lilas (20e).

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

2011 DJS 23 Subventions à dix-sept associations parisiennes handisports. Montant total : 30.550 euros.

2011 DJS 89 Signature d'une convention avec CAP SAAA (15e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 35.000 euros

M. Jean VUILLERMOZ, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

En outre, l'Assemblée a pris connaissance de la communication suivante :

2011 DAJ 11 Communication de la liste de marchés attribués du 8 avril au 11 mai 2011.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

Liste des membres présents.

MM. Gérard d'ABOVILLE, Pierre AIDENBAUM, Gilles ALAYRAC, David ALPHAND, Mmes Aline ARROUZE, Lynda ASMANI, MM. Daniel ASSOULINE, David ASSOULINE, Pierre AURIACOMBE, Mmes Marie-Chantal BACH, Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mmes Florence BERTHOUT, Dominique BERTINOTTI, Geneviève BERTRAND, Hélène BIDARD, M. Patrick BLOCHE, Mmes Michèle BLUMENTHAL, Pascale BOISTARD, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER, MM. Pierre-Yves BOURNAZEL, Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, MM. Jacques BRAVO, Jean-Bernard BROS, Ian BROSSAT, Mmes Colombe BROSSEL, Catherine BRUNO, Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, Mmes Frédérique CALANDRA, Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mmes Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, Sandrine CHARNOZ, MM. Pierre CHARON, Michel CHARZAT, Mme Joëlle CHÉRIOUX de SOULTRAIT, M. Pascal CHERKI, Mmes Odette

CHRISTIENNE, Claire de CLERMONT-TONNERRE, Lyne COHEN-SOLAL, MM. Yves CONTASSOT, Alexis CORBIÈRE, Thierry COUDERT, Jérôme COUMET, Daniel-Georges COURTOIS, Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, M. François DAGNAUD, Mme Seybah DAGOMA, M. Claude DARGENT, Mmes Virginie DASPET, Rachida DATI, Melle Emmanuelle DAUVERGNE, M. Bernard DEBRÉ, Mme Roxane DECORTE, MM. Bertrand DELANOË, Alain DESTREM, Mmes Laurence DOUVIN, Laurence DREYFUSS, Véronique DUBARRY, MM. Jérôme DUBUS, Philippe DUCLOUX, Mme Catherine DUMAS, MM. Michel DUMONT, René DUTREY, Mmes Myriam EL KHOMRI, Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mmes Léa FILOCHE, Mireille FLAM, Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, MM. Bernard GAUDILLÈRE, Jean-Jacques GIANNESINI, Mmes Danièle GIAZZI, Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Christophe GIRARD, Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Philippe GOUJON, Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mmes Anne HIDALGO, Valérie HOFFENBERG, Halima JEMNI, MM. Bruno JULLIARD, Patrick KLUGMAN, Mmes Marie-Pierre de LA GONTRIE, Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, MM. François LEBEL, Jean-Pierre LECOQ, Jean-François LEGARET, Pierre LELLOUCHE, Mme Annick LEPETIT, MM. Romain LÉVY, Alain LHOSTIS, Mmes Katia LOPEZ, Hélène MACÉ de LÉPINAY, MM. Roger MADEC, Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Daniel MARCOVITCH, Jean-François MARTINS, Jean-Baptiste MENGUY, Etienne MERCIER, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, MM. Jean-Louis MISSIKA, Philippe MOINE, Mmes Camille MONTACIÉ, Valérie MONTANDON, Claire MOREL, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Martine NAMY-CAULIER, Annick OLIVIER, Anne-Constance ONGHENA, Françoise de PANAFIEU, M. Mao PENINOU, Mme Frédérique PIGEON, Melle Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Mmes Olivia POLSKI, Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO di BORGO, Mme Firmine RICHARD, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, MM. Christian SAINT-ETIENNE, Hermano SANCHES RUIVO, Georges SARRE, Christian SAUTTER, Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mmes Gisèle STIEVENARD, Anne TACHENE, Karen TAÏEB, M. Jean TIBÉRI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, MM. Daniel VAILLANT, François VAUGLIN, Mme Pauline VERON, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

Excusées :

Mme Christine LAGARDE, Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Absente :

Mme Brigitte KUSTER.

Liste des membres présents en Commission.

1ère Commission

MM. Jean-François LEGARET, David ALPHAND, Julien BARGETON, Jacques BRAVO, Jean-Pierre CAFFET, Sylvain GAREL, Bernard GAUDILLÈRE, Mmes Geneviève BERTRAND, Laurence DREYFUSS, Maïté ERRECART, Camille MONTACIÉ et M. Mao PÉNINOU.

Excusé : M. Pierre GABORIAU.

2e Commission

Mmes Claudine BOUYGUES, Geneviève BERTRAND, Lyne COHEN-SOLAL, Maïté ERRECART, M. Jean-Louis MISSIKA, Mme Valérie SACHS et M. Christian SAUTTER.

Excusée : Mme Seybah DAGOMA.

3e Commission

M. Claude DARGENT, Mmes Edith CUIGNACHE-GALLOIS, Laurence DOUVIN, Annick LEPETIT et M. Christophe NAJDOVSKI.

4e Commission

M. Daniel MARCOVITCH, Mme Aline ARROUZE, M. Denis BAUPIN, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, MM. Yves CONTASSOT, François DAGNAUD, Mmes Isabelle GACHET, Fabienne GIBOUDEAUX, Anne LE STRAT et Annick OLIVIER.

5e Commission

Mme Danielle SIMONNET, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Myriam EL KHOMRI, MM. Jean-Jacques GIANNESINI, Mao PÉNINOU, Mmes Gisèle STIEVENARD et Geneviève BERTRAND.

Excusée : Mme Sylvie WIEVIORKA.

6e Commission

Mmes Karen TAÏEB, Geneviève BERTRAND, Pascale BOISTARD, Liliane CAPELLE, Véronique DUBARRY, Myriam EL KHOMRI, Fatima LALEM, Martine MÉRIGOT de TREIGNY et M. Vincent ROGER.

Excusés : Mme Catherine BRUNO, M. Romain LÉVY et Mme Olga TROSTIANSKY.

7e Commission

Mmes Emmanuelle BECKER, Michèle BLUMENTHAL, Colombe BROSSEL, MM. Bruno JULLIARD, Jean-Baptiste MENGUY, Christophe NAJDOVSKI et Jean VUILLERMOZ.

Excusés : M. Richard STEIN et Mme Marie-Annick BARTHE.

8e Commission

M. René DUTREY, Mmes Geneviève BERTRAND, Roxane DECORTE, Anne HIDALGO, MM. Jean-Yves MANO et Pierre MANSAT.

Excusés : Mme Sandrine CHARNOZ et M. Jérôme DUBUS.

9e Commission

Mme Geneviève BERTRAND, M. Pierre AIDENBAUM, Mme Danielle FOURNIER, M. Christophe GIRARD, Mmes Laurence GOLDGRAB, Hélène MACÉ de LÉPINAY, Danièle POURTAUD, M. Pierre SCHAPIRA et Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Excusée : Mme Catherine DUMAS.

Annexe n° 1 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police.

I - Question du groupe E.E.L.V.A.

QE 2011-14 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris relative à la démolition de l'ensemble immobilier des 25, rue Stephenson et 2, rue Cavé (18e).

Libellé de la question :

"Monsieur le Maire, dans le cadre de la Convention publique d'aménagement du 11 juin 2002 entre la Ville de Paris et la S.E.M.A.V.I.P., vous avez été autorisé à signer un avenant intégrant l'ensemble immobilier des 25 rue Stephenson et 2 rue Cavé à l'opération de réhabilitation de Château-Rouge.

Lors du Conseil municipal des 3 et 4 avril 2006, vous avez vous-même souligné à propos de ce bâtiment que "sous réserve qu'un diagnostic approfondi quant à la structure porteuse de l'immeuble qui, en apparence, présente quelques désordres liés notamment aux problèmes d'humidité, une démolition/reconstruction n'est pas souhaitée eu égard à la qualité architecturale de l'ensemble immobilier, notamment sur la partie donnant rue Cavé".

Les co-propriétaires de l'époque ont alors sollicité une expertise d'architecte dont le rapport remis en juin 2008 indiquait que l'immeuble supporterait parfaitement la réhabilitation qu'il nécessitait.

La S.E.M.A.V.I.P., s'affranchissant de l'obligation que lui fait la CPA du 11 juin 2002 de ne démolir les immeubles à réhabiliter que "si nécessaire" (art. 2-c) et de laisser à la Ville, qui se l'est expressément réservée, "la maîtrise de la décision entre réhabilitation et démolition/ reconstruction", a toutefois demandé le permis de démolir le bâtiment, ce dernier lui ayant été accordé par décision du 25 février 2010.

Nous nous interrogeons sur le bien fondé des raisons données par la S.E.M.A.V.I.P. pour la démolition et non la réhabilitation du bâtiment, qui affirme que l'immeuble concerné serait fragilisé en raison de sa localisation "sur de nombreuses carrières" alors qu'il est, au contraire, situé "en dehors des zones de carrières connues" comme en attestent les renseignements d'urbanisme et l'expertise récente du Groupe Ingénierie Europe qui confirme "l'absence de tout indice d'anciennes carrières" dans le secteur considéré, allant jusqu'à souligner "les risques liés à la démolition" de cet ensemble compte tenu de sa position en angle de bas de côte, soutenant l'îlot constitué d'une vingtaine d'immeubles se soutenant les uns les autres.

Nous notons par ailleurs que la Commission du Vieux Paris a demandé solennellement, en septembre 2010, un temps d'arrêt aux démolitions pratiquées dans le cadre de la CPA du 11 juin 2002 et "un bilan d'étape urgent", au motif que "les démolitions dans le secteur de Château-Rouge sont beaucoup plus nombreuses que ne le prévoient les plans initiaux" ; que les plans initiaux sont précisément ceux fixés par la CPA de 2002 et ses avenants, dont aucun ne prévoit ni ne permet la démolition de l'ensemble des 25, rue Stephenson-2, rue Cavé.

Par conséquent, nous vous demandons, Monsieur le Maire, de bien vouloir au regard de ces éléments et des affirmations de la S.E.M.A.V.I.P. révélées erronées quant à la présence d'anciennes carrières en sous sol (motif de sa demande de démolition), revoir le permis de démolir qui lui a été accordé le 25 février 2010 pour l'ensemble immobilier situé au 2 rue Cavé et 25 rue Stephenson, dans le sens d'une réhabilitation."

Réponse non parvenue.

II - Questions du groupe U.M.P.PA.

QE 2011-15 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le devenir de la circulation porte Maillot et le boulevard périphérique.

Libellé de la question :

"Mme Laurence Douvin et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris si des études ont été menées en matière de circulation routière en ce qui concerne le débouché de la couverture de l'avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine à la Porte Maillot.

En insérant dans l'axe allant de l'Etoile jusqu'à la Défense, un aménagement de cette ampleur demande des études approfondies, sur les conditions de la circulation tant au niveau de la porte Maillot elle-même qu'à celui du boulevard périphérique dans les deux sens.

Aussi, Mme Laurence DOUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. souhaiteraient savoir si de telles études sont en cours et si tel est le cas, quand ils en auront connaissance ?"

Réponse non parvenue.

QE 2011-16 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux corbeilles à papier installées sur la voirie parisienne.

Libellé de la question :

"Paris compte plus de 30.000 corbeilles implantées sur la voie publique parisienne. Dès 2005, il avait été convenu de les remplacer par un autre matériel comportant un porte sac en dur, facile d'entretien pour les services de la direction de la Propreté et de l'Environnement.

La Ville de Paris a donc lancé une consultation en vue de la conception d'une nouvelle corbeille de propreté pour l'espace public de voirie et les jardins, devant concilier esthétisme avec les obligations de sécurité dues à "Vigipirate".

Mme Laurence DOUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris que leur soient communiqués l'avancée de cette consultation, les différents projets élaborés ainsi que les résultats."

Réponse non parvenue.

Tableau des voeux et amendements déposés en Commission

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
7e	*7e*	1	138	PS-RGA	LANG	CM	Vnr	-	Recrutement d'enseignants non titulaires par le Rectoral via pôle emploi pour l'année 2011-2012	BROSSEL	Adopté	20-juin
7e	*7e*	2	139	PS-RGA	POLSKI , CHERKI	CM	Vnr	-	Classement en ZEP des écoles maternelles et élémentaires Alain Fournier, 188-190 rue d'Alésia, Maurice d'Ocagne et Maurice Rouvier	BROSSEL	Adopté	20-juin
7e	*7e*	3	140	EELVA	GAREL, DUBARRY	CM	Vnr	-	Application base-élèves dans les écoles du 1er degré	BROSSEL	Adopté	20-juin
7e	*7e*	4	141	EELVA	LOPEZ, DUBARRY	CM	Vnr	-	Vidéosurveillance dans les établissements scolaires	BROSSEL	Adopté (amendé oralement)	20-juin
7e	*7e*	5		PCF-PG	CORBIERE	CM	Vnr	-	Arrêt du gel des concours de recrutements des professeurs de la Ville de Paris	BROSSEL	Retiré	20-juin
7e	*7e*	6		PCF-PG	SIMONNET, BECKER	CM	Vnr	-	Accueil des enfants dans les établissements d'accueil de jeunes enfants	NAJDOVSKI	Rejeté	20-juin
8e	*8e*	7		UMPPA	LAMOUR, DUTREY	CM	V	SG 165	Retrait de la délibération et report de l'enquête publique	HIDALGO	Rejeté	20-juin
1ère	*8e*	8	142	PS-RGA	BLOCHE, VAUGLIN	CM	Vnr	-	Modification du PLU : ajout de réserves "espaces verts"	HIDALGO	Adopté	20-juin
8e	*8e*	9	143	EELVA	BOUTAULT, DUTREY, FOURNIER, CONTASSOT	CM	Vnr	-	Organisation d'un débat sur les différentes modifications apportées au PLU	HIDALGO	Adopté (amendé oralement)	20-juin
8e	*8e*	10	144	EELVA	CONTASSOT, DUTREY	CM	Vnr	-	Réunion de l'Observatoire du PLU	HIDALGO	Adopté	20-juin
8e	*8e*	11		CI	DUBUS, TACHENE	CM	Vnr	-	Lancement d'une étude sur de nouvelles opportunités foncières	HIDALGO	Rejeté	20-juin
1ère	*8e*	12		CI	GASNIER, DUBUS	CM	Vnr	-	Avenir de l'immeuble, 51, avenue Simon Bolivar	HIDALGO	Rejeté	20-juin
1ère	*8e*	13		UMPPA	BOURNAZEL	CM	Vnr		Sauvegarde du Bois Dormoy	HIDALGO	Rejeté	20-juin
8e	*8e*	14	145	PS-RGA	BLOCHE	CM	Vnr	-	Attibution du nom de Roger Joseph Boscovich à une rue de Paris	HIDALGO	Adopté	20-juin
8e	*8e*	15		PCF-PG	CORBIERE	CM	Vnr	-	Dénomination d'une rue, d'une place ou d'un lieu de mémoire en hommage à Maximilien Robespierre	HIDALGO	Rejeté	20-juin
8e	*8e*	16		CI	DUBUS	CM	Vnr	-	Attribution du nom de Hamzah Al-Khatib à une rue ou un lieu parisien	HIDALGO	Rejeté	20-juin
8e	*8e*	17		PCF-PG	BECKER	CM	A	DLH 108	Augmentation de la subvention	MANO	Retiré (non présenté)	20-juin
8e	*8e*	18		Exécutif	MANO	CM	A	DLH 146	Changement de l'organisme prêteur	MANO	Adopté	20-juin

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	*8e*	19	146	EELVA	BAUPIN, CHARZAT, GIBOUDEAUX, LOPEZ	CM	Vnr	-	Travaux à engager au foyer de travailleurs immigrés 15 rue Bisson (20e)	MANO	Adopté	20-juin
8e	*8e*	20		UMPPA	LAMOUR, MENGUY	CM	Vnr		Accès au logement des personnes en situation de handicap	MANO	Rejeté	20-juin
1ère	*9e*	21		UMPPA	DOUVIN	CM	Vnr	-	Stèle en l'honneur de nos soldats morts pour la France en Afghanistan	CHRISTIENNE	Rejeté	20-juin
9e	*9e*	22		EELVA	BOUTAULT	CM	A	DU 84	Ajout de deux articles au délibéré du projet R,L,P	POURTAUD	Retiré	21-juin
séance	*9e*	22bis		EELVA		CM	A	DU 84		POURTAUD	Adopté	21-juin
1ère	*9e*	23	147	PS-RGA	GOLDGRAB, BROS, ALAYRAC	CM	V	DU 84	Inventaire général des dispositifs publicitaires devenus illégaux	POURTAUD	Adopté	21-juin
1ère	*9e*	24		CI	BRUNO, DUBUS	CM	V	DU 84	Nouvelle procédure de révision du règlement local de publicité	POURTAUD	Rejeté	21-juin
1ère	*9e*	25	148	Non inscrit	MARTINS	CM	V	DU 84	Harmonisation des règlementations publicitaires avec les communes limitrophes	POURTAUD	Adopté (amendé oralement)	21-juin
1ère	*9e*	26		EELVA	DUTREY	CM	Vnr	-	Sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port Mahon (14e)	POURTAUD	Rejeté	20-juin
1ère	*9e*	27		UMPPA	CARRERE-GEE	CM	Vnr	-	Seuvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port Mahon (14e)	POURTAUD	Rejeté	20-juin
8e	*9e*	28		Non inscrit	MARTINS	CM	Vnr	-	Sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port Mahon (14e)	POURTAUD	Rejeté	20-juin
1ère	*9e*	29		UMPPA	LAMOUR, GOUJON, COUDERT	CM	Vnr	-	Situation des musées de la Ville de Paris	POURTAUD	Rejeté	20-juin
9e	*9e*	30	149	EELVA	GAREL	CM	Vnr	-	Opposition à la peine de mort et soutien à Troy Davis	SCHAPIRA	Adopté	21-juin
9e	*9e*	31	150	EELVA	GAREL	CM	Vnr	-	Nomination de Raoni Metuktire comme citoyen d'honneur de la Ville de Paris	SCHAPIRA	Adopté	21-juin
9e	*9e*	32	151	PCF-PG	BECKER	CM	Vnr	-	Reconnaissance de l'Etat de Palestine	SCHAPIRA	Adopté (amendé oralement)	21-juin
1ère	*9e*	33		UMPPA	HOFFENBERG	CM	Vnr	-	Non participation des parisiens en faveur "d'un bateau pour Gaza"	SCHAPIRA	Rejeté	21-juin
9e	*9e*	34		PS-RGA	DARGENT, LEPETIT, HIDALGO, LALEM, ALAYRAC, GACHET, KLUGMAN	CM	Vnr	-	Apposition d'une plaque en mémoire des élus de la Commune de Paris dans les mairies d'arrondissement	VIEU CHARIER	Retiré	21-juin
9e	*9e*	35		PS-RGA	BACHE	CM	Vnr	-	Réhabilitation de la Commune des Communards	VIEU CHARIER	Retiré	21-juin

Déposé en	Commission Séance	n° Definitif	N° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
9e	*9e*	36		PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Apposition d'une plaque en mémoire des élus de la Commune de Paris dans les mairies d'arrondissement	VIEU CHARIER	Retiré	21-juin
séance	*9e*	36bis	152	Exécutif		CM	Vnr			VIEU CHARIER	Adopté	21-juin
1ère	*9e*	37		UMPPA	LAMOUR, DOUVIN	CM	Vnr		Plaques commémoratives en mémoire des élus parisiens tués ou blessés au cours des conflits 19 et 20e siècles	VIEU CHARIER	Rejeté	21-juin
9e	*9e*	38		PS-RGA	GACHET, KLUGMAN, LEPETIT	CM	Vnr	-	Attribution du nom de Blanche Lefebvre à un lieu public des Batignolles	VIEU CHARIER	Retiré (non présenté)	21-juin
1ère	*9e*	39		EELVA	GAREL	CM	Vnr	-	Subvention à l'association "Au nom de la mémoire"	VIEU CHARIER	Retiré (non présenté)	20-juin
1ère	*1ère*	40		CI	POZZO DI BORGO, SAINT-ETIENNE, DUBUS	CM	V	SG 157	Nécessité d'élaborer des perspectives pluriannuelles d'investissement	GAUDILLERE	Rejeté	21-juin
1ère	*1ère*	41		CI	POZZO DI BORGO, SAINT-ETIENNE, DUBUS	CM	V	SG 157	Subventions aux associations	GAUDILLERE	Rejeté	21-juin
1ère	*1ère*	42		CI	POZZO DI BORGO, SAINT-ETIENNE, DUBUS	CM	V	SG 157	Communication aux élus des outils de prévision	GAUDILLERE	Rejeté	21-juin
séance	*1ère*	42bis		Exécutif		CM	V	SG 157		GAUDILLERE	Retiré (non présenté)	20-juin
séance	*1ère*	42ter	153	Exécutif		CM	V	SG 157		GAUDILLERE	Adopté	21-juin
1ère	*1ère*	43		EELVA	GAREL, FOURNIER	CM	Vnr	-	Installation d'une antenne-relais, 266, rue Marcadet	PENINOU	Retiré	21-juin
2e	*2e*	44		EELVA	DUTREY, CONTASSOT, GAREL	CM	Vnr	-	Conditions de travail des égoutiers parisiens	ERRECART	Retiré	21-juin
	2e	44bis	154	Exécutif		CM	Vnr			ERRECART	Adopté	21-juin
1ère	*2e*	45	155	EELVA	BOUTAULT, FOURNIER	CM	Vnr	-	Oeufs dans la restauration collective municipale	ERRECART	Adopté	21-juin
7e	*2e*	46		Non inscrit	SARRE	CM	Vnr	-	Vente de fruits et légumes produits par des agriculteurs de la région Ile-de-France dans les restaurautants universitaires	GUILLOT	Retiré (non présenté)	20/06/2011
2e	*2e*	47		UMPPA CI	KUSTER, DUBUS	CM	Vnr	-	Implantation d'une pépinière d'entreprises sur la ZAC "Pouchet"	MISSIKA	Retiré	21-juin
1ère	*2e*	48		PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Avenir de la poste du Louvre	SAUTTER	Retiré	21-juin
séance	*2e*	48bis	156	Exécutif		CM	Vnr			SAUTTER	Adopté	21-juin

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
3e	*3e*	49		UMPPA	DOUVIN	CM	V	DVD 106	Implantations des stations Autolib' et compensations des places de stationnement de surface supprimées	LEPETIT	Rejeté	21-juin
3e	*3e*	50		UMPPA		CM	V	DVD 106	Implantation de stations Autolib' au sein du bois de Vincennes	LEPETIT	Rejeté	21-juin
3e	*3e*	51		Non inscrit	SARRE	CM	V	DVD 106	Attribution du service public du transport à un opérateur public ou une SEM, connection du futurréseau de transport fluvial en intermodalité, promotion d'un ambitieux programme de communication avec le STIF	LEPETIT	Retiré (non présenté)	20/06/2011
3e	*3e*	52		Non inscrit	SARRE	CM	V	DVD 106	Point de situation sur les emplois créés par Autolib' et mise en valeur de ces emplois	LEPETIT	Retiré (non présenté)	20/06/2011
3e	*3e*	53		UMPPA	DOUVIN	CM	Vnr	-	Informations du CP relatives au service de transport fluvial en commun sur le bief de la Seine	LEPETIT	Rejeté	21-juin
3e	*3e*	54		UMPPA	LEBEL MERIGOT DE TREIGNY	CM	Vnr	-	Amélioration du confort des abris bus Decaux pour les usagers	LEPETIT	Rejeté	21-juin
3e	*3e*	55		UMPPA	LAMOUR DOUVIN MENGUY	CM	Vnr	-	Elargissement du bénéfice de la carte Améthyste aux handicapés de moins de 20 ans	LEPETIT	Rejeté	21-juin
3e	*3e*	56	157	EELVA	CONTASSOT	CM	Vnr	-	Stationnement abusif dans les pistes cyclables	LEPETIT	Adopté	21-juin
1ère	*3e*	57		UMPPA CI	KUSTER, DUBUS	CM	Vnr		Evaluation de la mise en contre-sens de pistes cyclables	LEPETIT	Rejeté	21-juin
1ère	*3e*	58	158	EELVA	GAREL	CM	Vnr	-	Extension de l'opération "Paris Respire vers l'est de Montmartre	LEPETIT	Adopté	21-juin
1ère	*3e*	59		UMPPA CI	KUSTER, DUBUS	CM	Vnr		Piétonisation du passage du Petit Cerf	LEPETIT	Retiré	21-juin
séance	*3e*	59bis	159	Exécutif		CM	Vnr			LEPETIT	Adopté	21-juin
4e	*4e*	60	160	PS-RGA	VAILLANT BOUYGUES	CM	Vnr		Création d'une promenade verte le long des voies ferrées du faisceau nord depuis le bd Ney jusqu'à la place de la Chapelle .	GIBOUDEAUX	Adopté	21-juin
1ère	*4e*	61	161	EELVA	GAREL, FOURNIER	CM	Vnr		Création d'une promenade verte	GIBOUDEAUX	Adopté	21-juin
4e	*4e*	62		UMPPA	GOUJON LAMOUR CLERMONT-TONNERRE	CM	Vnr	-	Intégration ,dans le projet de réaménagement de la 2e tranche de l'ancienne petite ceinture ferroviaire en coulée verte, des emprises adossées à la voie ferrée rue Castagnary, au droit des installations CPCU	GIBOUDEAUX	Rejeté	21-juin
6e	*5e*	63		PCF-PG	CORBIERE	CM	Vnr	-	Développement des cafés associatifs et reconnaissance de la Fédération parisienne des cafés associatifs	BOUAKKAZ	Retiré	21-juin
séance	*5e*	63bis	162	Exécutif		CM	Vnr			BOUAKKAZ	Adopté	21-juin

Déposé en	Commission Séance	n° Definitif	N° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
5e	*5e*	64	163	PS-RGA	LEPETIT KLUGMAN GACHET	CM	Vnr	-	Renforcement des effectifs de police dans le 17e	EL KHOMRI	Adopté	21-juin
5e	*5e*	65	164	PCF-PG	SIMMONET	CM	Vnr	-	Autorisation par la PP des rassemblements démocratiques à la Bastiile	EL KHOMRI	Adopté	21-juin
5e	*5e*	66		PCF-PG	BROSSAT BIDARD	CM	Vnr	-	Subvention exceptionnelle à l'association RSI La Ressource	EL KHOMRI	Retiré (non présenté)	20-juin
5e	*5e*	67	165	UMPPA	GOUJON LAMOUR	CM	Vnr	-	Amplification des résultats obtenus dans la lutte contre les violences aux personnes notamment en prévenant davantage l'implication des mineurs	EL KHOMRI	Adopté	21-juin
Séance	*5e*	67bis	166	Exécutif		CM	Vnr			EL KHOMRI	Adopté	21-juin
1ère	*5e*	68		Non inscrit	MARTINS	CM	Vnr	-	Augmentation de l'offre de TIG	EL KHOMRI	Retiré	21-juin
6e	*6e*	69	167	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Ouverture du mariage aux couples de même sexe	BENGUIGUI	Adopté	21-juin
1ère	*6e*	70	168	PS-RGA	BOUAKKAZ	CM	Vnr	-	Egalité des droits et des chances, participation et citoyenneté des personnes handicapées	DUBARRY	Adopté	21-juin
1ère	*6e*	1	28	EELVA	DUTREY	CG	Vnr	-	Modalités de saisine de la CCAPPEX	TROSTIANSKY	Adopté (amendé oralement)	20-juin
3e	*6e/3e*	2		PCF-PG	SIMONNET	CG	V	DVD 119	Suspension et redéfinition du nouveau contret de service PAM 2 du STIF	DUBARRY	Retiré	20-juin
séance	*6e/3e*	2bis	29	Exécutif		CG	V	DVD 119		DUBARRY	Adopté	20-juin
7e	*7e*	3		UMPPA	MENGUY	CG	Vnr	-	Soutien du Département de Paris aux collèges les plus fragilisés	BROSSEL	Retiré	20-juin

Tableau des votes des groupes politiques

Commission Séance	CM ou CG	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		
					CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	UNANIMITE
1ère	CM	DF 30	Compte administratif d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2010									X	X		
1ère	CM	DF 34	Compte de gestion d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2010									X	X		
1ère	CM	DF 31	Compte administratif des états spéciaux des arrondissements de 2010									X	X		
1ère	CM	DF 32	Compte de gestion des états spéciaux des arrondissements de la Ville de Paris de 2010									X	X		
2ème	CM	DILT 16 - DF 7	Compte administratif du budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux de 2010									X	X		
2ème	CM	DILT 26 DF 8	Compte de gestion du budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux de 2010									X	X		
4ème	CM	DPE 18 DF 3	Compte administratif du budget annexe de l'assainissement de 2010									X	X		
4ème	CM	DPE 19 DF 4	Compte de gestion du budget annexe de l'assainissement de 2010									X	X		
4ème	CM	DPE 20 DF 4	Compte administratif du budget annexe de l'eau de 2010									X	X		
4ème	CM	DPE 21 DF 6	Compte de gestion du budget annexe de l'eau de 2010									X	X		
4ème	CM	DEVE 60 DF 9	Compte administratif du budget annexe du fossoyage de 2010									X	X		
4ème	CM	DEVE 61 DF 10	Compte de gestion du budget annexe du fossoyage de 2010									X	X		
5ème	CM	PP 26	Compte administratif du budgert spécial de la préfecture de police de 2010					X							
5ème	CM	PP 25	Compte de gestion du budget spécial de la préfacture de police de 2010					X							
1ère	CG	DF 4 G	Compte administratif d'investissement et de fonctionnement du département de Paris de 2010									X	X		
1ère	CG	DF 5 G	Compte de gestion d'investissement et de fonctionnement du département de Paris de 2010									X	X		
6ème	CG	DASES 208G - DF 6G	Compte administratif et compte de gestion du budget annexe des établissements départementaux de l'aide sociale à l'enfance de 2010									X	X		

								PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		
Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	UNANIMITE
			CM		DASCO 32	Subvention (5.000 euros) à l'association Fédération de Paris (19 pour le dispositif parisien Lire et faire lire	Adopté											x
			CM		DASCO 80	Subvention exceptionnelle (640.000 euros)à la Caisse des écoles du 18e	Adopté										X	
			CM		DASCO 81	Subvention exceptionnelle (450.000 euros)à la Caisse des écoles du 4e	Adopté										X	
7e	1	138	CM	Vnr	-	Recrutement d'enseignants non titulaires par le Rectoral via pôle emploi pour l'année 2011-2012	Adopté							X		X		
7e	2	139	CM	Vnr	-		Adopté									X		
7e	3	140	CM	Vnr	-	Application base-élèves dans les écoles du 1er degré	Adopté									X		
7e	4	141	CM	Vnr	-	Vidéosurveillance dans les établissements scolaires	Adopté									X		
			CM		DJS 343	Signature d'un marché article 30 relatif à la gestion du centre d'animation Marc Sangnier (14e)	Adopté							X		X		
			CM		DFPE 15	Signature de deux avenants avec l'association l'Arbre Bleu (18e) gestionnaire d'un lieu d'information et d'un lieu d'accueil enfants parents pour l'attribution de 2 subventions au titre de 2011. Montant total : 112.994 euros	Adopté											X
			CM		DFPE 134	Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'Asssociation Familiale Catholique St Pierre -St Dominique pour l'attribution d'une subvention (57.046 euros)	Adopté		X									
7e	6		CM	Vnr	-	Accueil des enfants dans les établissements d'accueil de jeunes enfants	Adopté			X		X						
			CM		DJS 111	Signature d'une convention avec l'Evolution Sportive et Culturelle du Xve pour l'attribution d'une subvention (27.000 euros)	Adopté											X
			CM		DFPE 337	Approbation de la signature du contrat enfance jeunesse entre la Caisse d'Allocations Familiales de Paris et la Ville de Paris (2011-2014)	Adopté											X
			CM		CAB-MA 21	Signature d'une convention avec le département de la Réunion	Adopté											X
			CM		SG 162	Aménagements des berges de Seine. Approbation du principe et des modalités	Adopté								X	X		
8e	7		CM	V	SG 165	Retrait de la délibération et report de l'enquête publique	Adopté	x		x		x						
			CM				Adopté								X	X		
8e	8	142	CM	Vnr	-	Modification du PLU : ajout de réserves "espaces verts"	Adopté											X
8e	9	143	CM	Vnr	-	Organisation d'un débat sur les différentes modifications apportées au PLU	Adopté											X
8e	10	144	CM	Vnr	-	Réunion de l'Observatoire du PLU	Adopté											X
8e	11		CM	Vnr	-	Lancement d'une étude sur de nouvelles opportunités foncières	Adopté	X		X		X						
8e	12		CM	Vnr	-	Avenir de l'immeuble, 51, avenue Simon Bolivar	Adopté	X		X		X						
8e	13		CM	Vnr		Sauvegarde du Bois Dormoy	Adopté	X			X	X						
			CM		DU 149	Attribution de la dénomination place Louis Aragon à l'espace situé à la pointe ouest de l'Ile St Louis (4e)	Adopté											X
8e	14	145	CM	Vnr	-	Attibution du nom de Roger Joseph Boscovich à une rue de Paris	Adopté											X
8e	15		CM	Vnr	-	Dénomination d'une rue, d'une place ou d'un lieu de mémoire en hommage à Maximilien Robespierre	Adopté			2 pour 2 contre		X		X		X		

								PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		
Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	UNANIMITE
8e	16		CM	Vnr	-	Attribution du nom de Hamzah Al-Khatib à une rue ou un lieu parisien	Adopté	X		X		X						
			CM		DLH 108	Création d'une aide de la Ville de Paris au syndicat des copropriétaires dans l'opération d'amélioration thermique des bâtiments du 13e	Adopté											X
			CM		DLH 122	Location par bail emphytéotique, au profit de la société immobilière 3F, de l'immeuble communal 10, rue Lacaze (14e)	Adopté											X
			CM		DLH 133	Réalisation par la SEMIDEP d'un programme de construction comportant 3 logements PLA-I et 7 logements PLU, 5 rue de Royyembourg (5e)	Adopté											X
8e	18		CM	A	DLH 146	Changement de l'organisme prêteur	Adopté									X		
			CM		DLH 146		Adopté									X		
			CM		DLH 148		Adopté											X
8e	19	146	CM	Vnr	-	Travaux à engager au foyer de travailleurs immigrés 15 rue Bisson (20e)	Adopté											X
8e	20		CM	Vnr		Accès au logement des personnes en situation de handicap	Rejeté	X		X		X						
9e	21		CM	Vnr	-	Stèle en l'honneur de nos soldats morts pour la France en Afghanistan	Rejeté	X		X		X		X				
			CM		DAC 14		Adopté											X
9e	22bis		CM	A	DU 84		Adopté								X		X	
9e	23	147	CM	V	DU 84	Inventaire général des dispositifs publicitaires devenus illégaux	Adopté											X
9e	24		CM	V	DU 84	Nouvelle procédure de révision du règlement local de publicité	Rejeté	X		X			X		X		X	
9e	25	148	CM	V	DU 84	Harmonisation des réglementations publicitaires avec les communes limitrophes	Adopté											X
9e	26		CM	Vnr	-	Sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port Mahon (14e)	Rejeté					X						
9e	27		CM	Vnr	-	Seuvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port Mahon (14e)	Rejeté					X						
9e	28		CM	Vnr	-	Sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port Mahon (14e)	Rejeté					X						
9e	29		CM	Vnr	-	Situation des musées de la Ville de Paris	Adopté	X		X		X						
			CM		DAC 414	Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention (100.000 euros) à l'association Le Cent Atelier en commun (12e)	Adopté										X	
			CM		DU 84	Approbation de la réglementation locale de la publicité des enseignes et des préenseignes applicable à Paris	Adopté							X		X		

									PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		
Commission Séance	n° définitif	N° adopté	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	UNANIMITE
9e	30	149	CM	Vnr	-	Opposition à la peine de mort et soutien à Troy Davis	Adopté								X		X	
9e	31	150	CM	Vnr	-	Nomination de Raoni Metuktire comme citoyen d'honneur de la Ville de Paris	Adopté											X
9e	32	151	CM	Vnr	-	Reconnaissance de l'Etat de Palestine	Adopté									X		
9e	33		CM	Vnr	-	Non participation des parisiens en faveur "d'un bateau pour Gaza"	Rejeté	X		X		X		X				
9e	36bis	152	CM	Vnr			Adopté							X		X		
9e	37		CM	Vnr		Plaques commémoratives en mémoire des élus parisiens tués ou blessés au cours des conflits 19 et 20e siècles	Rejeté	X		X		X		X				
1ère	40		CM	V	SG 157	Nécessité d'élaborer des perspectives pluriannuelles d'investissement	Rejeté	X		X		X		X				
1ère	41		CM	V	SG 157	Subventions aux associations	Rejeté	X		X		X		X				
1ère	42		CM	V	SG 157	Communication aux élus des outils de prévision	Rejeté	X		X		X		X				
1ère	42ter	153	CM	V	SG 157		Adopté								X		X	
			CM		DDEEES 80	Subvention à l'institut Français de la Mode (8.000 euros)	Adopté											X
2e	44bis	154	CM	Vnr			Adopté											X
2e	45	155	CM	Vnr	-	Oeufs dans la restauration collective municipale	Adopté											X
			CM		DPA 15		Adopté											X
2e	48bis	156	CM	Vnr			Adopté											X
3e	49		CM	V	DVD 106	Implantations des stations Autolib' et compensations des places de stationnement de surface supprimées	Rejeté	X		X		X						
3e	50		CM	V	DVD 106	Implantation de stations Autolib' au sein du bois de Vincennes	Rejeté	X		X		X						
			CM		DVD 106		Adopté								X			
			CM		DVD 128		Adopté											X
			CM		DVD 133		Adopté											
			CM		DVD 80		Adopté											X
3e	53		CM	Vnr	-	Informations du CP relatives au service de transport fluvial en commun sur le bief de la Seine	Adopté	X		X		X						
3e	54		CM	Vnr	-	Amélioration du confort des abris bus Decaux pour les usagers	Adopté	X		X		X						
3e	55		CM	Vnr	-	Elargissement du bénéfice de la carte Améthyste aux handicapés de moins de 20 ans	Adopté	X		X		X						
3e	56	157	CM	Vnr	-	Stationnement abusif dans les pistes cyclables	Adopté											
3e	57		CM	Vnr		Evaluation de la mise en contre-sens de pistes cyclables	Adopté	X		X		X						
3e	58	158	CM	Vnr	-	Extension de l'opération "Paris Respire vers l'est de Montmartre	Adopté							X			X	
3e	59bis	159	CM	Vnr			Adopté											X
			CM		DEVE 53		Adopté											
			CM		DEVE 83	Demande d'autorisations administratives de travaux pour l'aménagement de l'extension du square René Le Gall (13e)	Adopté				X							
4e	60	160	CM	Vnr	-	Création d'une promenade verte le long des voies ferrées du faisceau nord depuis le bd Ney jusqu'à la place de la Chapelle .	Adopté											X
4e	61	161	CM	Vnr		Création d'une promenade verte	Adopté											X
4e	62		CM	Vnr	-	Intégration ,dans le projet de réaménagement de la 2e tranche de l'ancienne petite ceinture ferroviaire en coulée verte, des emprises adossées à la voie ferrée rue Castagnary, au droit des installations CPCU	Rejeté	X		X		X						
5e	63bis	162	CM	Vnr			Adopté											X
			CM		DPP 1	Subvention (2.500 euros) avec convention à l'association Fatma & Cie dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances	Adopté											X
5e	64	163	CM	Vnr	-	Renforcement des effectifs de police dans le 17e	Adopté				X				X		X	
5e	65	164	CM	Vnr	-	Autorisation par la PP des rassemblements démocratiques à la Bastille	Adopté							X				

Commission Séance	n° Définitif	N° adopté	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
								CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
5e	67	165	CM	Vnr	-	Amplification des résultats obtenus dans la lutte contre les violences aux personnes notamment en prévenant davantage l'implication des mineurs	Adopté											
5e	67bis	166	CM	Vnr			Adopté											
			CM		DPVI 85		Adopté											X
			CM		DPVI 113		Adopté											X
6e	69	167	CM	Vnr	-	Ouverture du mariage aux couples de même sexe	Adopté							X				
6e	70	168	CM	Vnr	-	Egalité des droits et des chances, participation et citoyenneté des personnes handicapées	Adopté									X		
			CM		DFPE 295		Adopté											X

								PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		
Commission Séance	n° définitif	N° adopté	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	UNANIMITE
			CG		DVD 134G	Signature d'une convention avec le Maire de Paris pour l'extension du tramway T3 de la Porte de la Chapelle à la Porte d'Asnières au titre du contrat particulier avec la Région d'Ile de France (2009-2013)	Adopté												X
			CG		DASES 409G	Prolongation d'un dispositif d'aide d'urgence envers les migrants tunisiens (500.000 euros)	Adopté								X	X		
			CG		DASES 193G	Signature de l'avenant n°1 passée avec l'association Parrains par Mille pour une subvention (70.000 euros)	Adopté											X
			CG		DASES 118G	Service Appui Santé	Adopté									X		
			CG		DASES 119G		Adopté											X
6e	1	28	CG	Vnr	-	Modalités de saisine de la CCAPPEX	Adopté (amendé oralement)								X		X	
			CG		DVD 119G		Adopté											X
6e/3e	2bis	29	CG	V	DVD 119		Adopté											X
			CG		DASCO 16G		Adopté											X

Sommaire

Ouverture de la séance. 649

Adoption de comptes rendus. 649

Désignation d'un président de séance pour le vote des comptes administratifs. 649

Comptes administratifs de la Ville et du Département de Paris. Discussion commune. 2011, SG 169 - Approbation du rapport social (exercice 2010). 2011, SG 163 - Approbation du rapport environnemental (exercice 2010). 649

2011, DF 30 - Compte administratif d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2010. 671

2011, DF 34 - Compte de gestion d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2010. 672

2011, DF 31 - Compte administratif des états spéciaux des arrondissements de 2010. 672

2011, DF 32 - Compte de gestion des états spéciaux des arrondissements de la Ville de Paris de 2010. 672

2011, DILT 16 - DF 7 - Compte administratif du budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux de 2010. 672

2011, DILT 26 - DF 8 - Compte de gestion du budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux de 2010. 672

2011, DPE 18 - DF 3 - Compte administratif du budget annexe de l'assainissement de 2010. 672

2011, DPE 19 - DF 5 - Compte de gestion du budget annexe de l'assainissement de 2010. 672

2011, DPE 20 - DF 4 - Compte administratif du budget annexe de l'eau de 2010. 672

2011, DPE 21 - DF 6 - Compte de gestion du budget annexe de l'eau de 2010. 673

2011, DEVE 60 - DF 9 - Compte administratif du budget annexe du fossoyage de 2010. 673

2011, DEVE 61 - DF 10 - Compte de gestion du budget annexe du fossoyage de 2010. 673

2011, PP 26 - Compte administratif du budget spécial de la préfecture de police de 2010. 673

2011, PP 25 - Compte de gestion du budget spécial de la Préfecture de police de 2010. 673

Suspension et reprise de la séance. 674

2011, DASCO 32 - Subvention (5.000 euros) à l'association Fédération de Paris de la Ligue de l'Enseignement Paris (19e) pour le dispositif parisien Lire et faire lire. 674

2011, DASCO 80 - Subvention exceptionnelle à la Caisse des écoles du 18e arrondissement. Montant : 640.000 euros. 2011, DASCO 81 - Subvention exceptionnelle à la Caisse des écoles du 4è arrondissement. Montant : 450.000 euros. . .676

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au recrutement d'enseignants non titulaires par le Rectorat via Pôle Emploi le 26 mai 2001. 677

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif au classement en ZEP des écoles Alain Fournier, Maurice d'Ocagne et Maurice Rouvier (14e). 678

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à l'application Base-élèves dans les écoles du 1er degré. 680

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la vidéosurveillance dans les établissements scolaires. 681

Vœu déposé par le groupe PCF/PG pour l'arrêt du gel des concours de recrutements des professeurs de la Ville. 681

2011, DJS 343 - Signature d'un marché article 30 relatif à la gestion du centre d'animation Marc Sangnier (14e). 683

2011, DFPE 15 - Signature de deux avenants avec l'association l'Arbre Bleu (18e), gestionnaire d'un lieu d'information et d'un lieu d'accueil enfants parents pour l'attribution de deux subventions au titre de l'année 2011. Montant total : 112.994 euros. 685

2011, DFPE 134 - Signature d'un avenant n°2 à la convention passée avec l'Association Familiale Catholique Saint Pierre - Saint Dominique pour l'attribution d'une subvention. Montant : 57.046 euros. 687

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'accueil des enfants dans les établissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE). 688

2011, DJS 111 - Signature d'une convention avec l'Evolution Sportive et Culturelle du XVe pour l'attribution d'une subvention. Montant : 27.000 euros. 689

2011, DFPE 337 - Approbation de la signature du contrat enfance jeunesse entre la Caisse d'Allocations Familiales de la Paris et la Ville de Paris (2011-2014). 690

Dépôt de questions d'actualité. 691

Suspension et reprise de la séance. 692

I - Question d'actualité de M. GOUJON au nom du groupe U.M.P.P.A. relative à la légalisation du cannabis. 692

II - Question d'actualité posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative au personnel des crèches parisiennes. 695

III - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris, relative au désengagement social de l'Etat. 697

IV - Question d'actualité du groupe EELVA relative à l'équilibre économique du projet Autolib' et à sa pertinence écologique. 698

V - Question d'actualité du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relative au respect de l'accord visant la régularisation des travailleurs sans papier. 699

Suspension et reprise de la séance. 701

2011, CAB_MA 21 - Signature d'une convention avec le Département de la Réunion. 701

2011, SG 162 - Aménagement des berges de Seine : Approbation du principe et des modalités de passation de deux marchés de prestations de services. 2011, SG 165 - Aménagement des berges de Seine (4e et 7e) : Autorisation de dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives au projet. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. sur le retrait de la délibération et le report de l'enquête publique. 702

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la modification du PLU : ajout de réserves "espaces verts". Vœu déposé par le groupe EELVA demandant un débat organisé sur les différentes modifications apportées au Plan Local d'Urbanisme. Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la modification générale du Plan Local d'Urbanisme. 709

Vœu déposé par le groupe CI relatif au lancement d'une étude sur de nouvelles opportunités foncières. 710

Vœu déposé par le groupe CI relatif au devenir de l'immeuble, 51, avenue Simon Bolivar (19e). 711

Vœu déposé par le groupe U.M.P.PA. relatif à la sauvegarde du Bois Dormoy. 712

2011, DU 149 - Attribution de la dénomination place Louis Aragon à l'espace situé à la pointe ouest de l'Ile Saint-Louis (4e). 713

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la dénomination d'une rue dans Paris portant le nom de "Roger Joseph Boscovich". 714

Vœu déposé par déposé par le groupe Communiste et élus du Parti du Gauche pour une rue, une place ou un lieu de mémoire à Paris, consacré à Maximilien Robespierre. 714

Vœu déposé par le groupe CI relatif à l'attribution du nom de Hamzah Al-Khatib à une rue ou un lieu parisien. 717

2011, DLH 108 - Création d'une aide de la Ville de Paris au Syndicat des copropriétaires dans l'opération d'amélioration thermique des bâtiments du 13e arrondissement. Vœu déposé par le groupe PCF-PG relatif à l'augmentation de la subvention. 718

2011, DLH 122 - Location par bail emphytéotique, au profit de la société "Immobilière 3F", de l'immeuble communal 10, rue Lacaze (14e). 719

2011, DLH 133 - Réalisation par la SEMIDEP d'un programme de construction comportant 3 logements PLA-I et 7 logements PLUS, 5 rue de Rottembourg (12e). 720

2011, DLH 146 - Réalisation par "Paris Habitat - OPH" d'un programme de construction de 6 logements PLUS et 6 logements PLS, 38-48, rue Piat et 3-5, rue du Père Julien Dhuit (20e). 722

2011, DLH 148 - Réalisation par "Paris Habitat OPH" d'un programme de requalification des espaces extérieurs et d'amélioration de la qualité de service de 566 logements sur le groupe " Ilot du Clos ", 2-24, rue du Clos et 79-99, rue des Orteaux (20e). 722

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux travaux à engager au foyer de travailleurs immigrés situé 15, rue Bisson (20e). 723

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'accès au logement des personnes en situation de handicap. 724

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. pour une stèle à l'honneur de nos soldats morts pour la France en Afghanistan. 725

2011, DAC 14 - Signature d'une convention de mécénat avec la société OJEJ portant sur la restauration du grand-orgue du Temple de l'Eglise Réformée de Pentemont (7e). Montant : 300.000 euros. 726

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port Mahon (14e). Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port-Mahon (14e). Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port-Mahon (14e). 727

Suspension et reprise de la séance. 729

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port Mahon (14e). Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port-Mahon (14e). Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à la sauvegarde du monument historique de la carrière du chemin de Port-Mahon (14e). (suite) 729

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la situation des musées de la Ville. 731

2011, DAC 414 - Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention à l'association "Le Cent Atelier en commun" (12e). Montant : 100.000 euros. 732

Suspension et reprise de la séance. 733

2011, DU 84 - Approbation de la réglementation locale de la publicité, des enseignes et des préenseignes applicable à Paris. Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au nouveau Règlement Local de la Publicité. Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la réglementation locale de la publicité, des enseignes et des préenseignes. Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à l'harmonisation des réglementations publicitaires avec les communes limitrophes. 733

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à Troy DAVIS. 746

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la nomination de Raoni METUKTIRE comme citoyen d'honneur. . . .747

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la reconnaissance de l'Etat de Palestine. . .748

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'opération en faveur d'"un bateau pour Gaza". 748

Suspension et reprise de la séance. 749

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'opération en faveur d'"un bateau pour Gaza". (suite). 749

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à l'apposition d'une plaque en mémoire des élus de la Commune. Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la réhabilitation de la Commune et des Communards. Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à l'apposition d'une plaque commémorative des élus de la Commune dans les mairies d'arrondissements. Vœu de l'Excécutif. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la pose de plaques en mémoire des élus parisiens tués ou blessés au cours des conflits des XIXe et XXe siècles. Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à l'attribution du nom de Blanche Lefebvre à un lieu public des Batignolles. 751

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la subvention de l'association "Au nom de la mémoire". 753

2011, SG 157 - Observations définitives par la Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France sur les marges de manoeuvre financières de la Ville de Paris pour les exercices 2007 et suivants. Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants concernant les subventions aux associations. Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants concernant la nécessité d'élaborer des perspectives pluriannuelles d'investissement. Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants concernant la communication aux élus des outils de prévision. Vœux déposés par l'Exécutif. 754

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à l' installation d'une antenne-relais 266, rue Marcadet. 763

2011, DDEEES 80 - Subvention à l'Institut Français de la Mode (IFM) (13e). Montant : 8.000 euros. 764

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux conditions de travail des égoutiers. Vœu déposé par l'Exécutif. 765

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'origine des œufs dans la restauration collective municipale. 767

2011, DPA 15 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement du site de l'Ecole Supérieure de Physique et de Chimie Industrielle (ESPCI) 10, rue Vauquelin (5e). 767

Vœu déposé par M. Georges SARRE relatif à la vente de paniers de fruits et légumes produits par des agriculteurs dans les restaurants universitaires. 769

Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER et M. Jérôme DUBUS relatif à l'implantation d'une pépinière d'entreprises sur la Z.A.C. "Pouchet" (17e). 769

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'avenir de la Poste du Louvre. Vœu déposé par l'Exécutif. 769

Suspension et reprise de la séance. 771

2011, DVD 106 - Signature avec le Syndicat Mixte Autolib' d'une convention portant superposition d'affectations sur partie du domaine public de voirie en surface de la Ville pour l'implantation de stations et d'espaces Autolib'. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'étude de l'implantation de stations Autolib' au sein du bois de Vincennes. Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'implantation dans les parcs de stationnements souterrains des stations Autolib'. Vœu déposé par M. SARRE relatif à la signature avec le syndicat mixte Autolib' d'une convention. Vœu déposé par M. SARRE relatif aux créations d'emplois industriels et de service générés par le projet Autolib'. 771

2011, DVD 128 - Signature de contrats et de conventions avec les associations "Mieux Se Déplacer à Bicyclette", "Animation, Insertion et Culture Vélo" et "Vélorution" concernant la mise à disposition gratuite de locaux de la Maison du Vélo (4e) et le versement de subventions. 780

2011, DVD 133 - Approbation du bilan de la concertation préalable pour le projet d'extension du tramway T3 de la Porte de la Chapelle à la Porte d'Asnières (17e) et (18e). 781

2011, DVD 80 - Signature d'un marché de travaux d'enrobés bitumineux sur le boulevard périphérique, les voies sur berges,les tunnels et les chaussées de Paris intra muros. . . .783

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au service de transport fluvial en commun sur le bief de la Seine. 785

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. concernant une amélioration du confort des abris bus Decaux pour les usagers. 785

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'élargissement du bénéfice de la carte Améthyste aux handicapés de moins de 20 ans. 786

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au stationnement abusif dans les pistes cyclables. 787

Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER et M. Jérôme DUBUS relatif à l'évaluation de la mise en contresens de pistes cyclables. 788

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'extension de l'opération Paris Respire vers l'est de Montmartre. . . .789

Vœu déposé par Mme KUSTER et M. DUBUS relatif à la piétonisation du passage du Petit Cerf. Vœu déposé par l'Exécutif. 790

2011, DEVE 53 - Subvention à l'association CLCV 75 (Union Départementale de la Consommation, du Logement et du Cadre de vie de Paris) (15e) pour la diffusion d'un fascicule d'amélioration de la qualité de l'air intérieur dans les logements parisiens. Montant : 3.000 euros. 790

2011, DEVE 83 - Demandes d'autorisations administratives de travaux pour l'aménagement de l'extension du square René Le Gall (13e). 792

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la création d'une promenade verte le long des voies ferrées du faisceau nord depuis le boulevard Ney, jusqu'à la place de la Chapelle. Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à la création d'une promenade verte. 793

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'intégration de certaines emprises de la rue Castagnary dans le projet de réaménagement de la petite ceinture en coulée verte. 794

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche pour le développement des cafés associatifs et la reconnaissance de la Fédération parisienne des Cafés associatifs. Vœu déposé par l'Exécutif. 795

2011, DPP 1 - Signature d'une convention avec l'association "Fatma & Cie" pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif "Ville Vie Vacances" (3e). Montant : 2.500 euros. 795

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la sécurité dans les quartiers d'habitat social du 17e arrondissement. 797

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au soutien aux indignés de la Bastille. . .799

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la sécurité dans les quartiers d'habitat social du 17e arrondissement. 800

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la nécessité d'amplifier les résultats obtenus dans la lutte contre les violences aux personnes. Vœu déposé par l'Exécutif. 800

Vœu déposé par M. MARTINS relatif à l'augmentation de l'offre de T.I.G. 802

2011, DPVI 85 - Gestion urbaine de proximité dans les quartiers en politique de la ville. Subventions à 10 associations mettant en oeuvre des projets visant à l'amélioration du cadre de vie. Montant : 27.000 euros. 802

2011, DPVI 113 - Subventions à sept associations créatrices d'emplois d'adultes relais. Montant total : 42.354 euros. 805

Vœu déposé par le groupe Communiste et les élus du Parti de Gauche relatif à l'ouverture du mariage aux couples du même sexe. 807

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'application de la loi du 11 février 2005 "pour l'égalité des droits et chances des personnes handicapées". 809

2011, DFPE 295 - Subvention à l'association "Réseau Môm'artre" destinée à financer le fonctionnement de ses trois antennes des 18e et 20e arrondissements. Montant : 13.000 euros. 809

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. 811

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription. 811

Clôture de la séance. 811

Votes spécifiques. 811

Votes spécifiés. 813

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée. 813

Liste des membres présents. 824

Liste des membres présents en Commission. 825

Annexe n° 1 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police. 826

I - Question du groupe E.E.L.V.A. QE 2011-14 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris relative à la démolition de l'ensemble immobilier des 25, rue Stephenson et 2, rue Cavé (18e). 826

II - Questions du groupe U.M.P.PA. QE 2011-15 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le devenir de la circulation porte Maillot et le boulevard périphérique. 826

QE 2011-16 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux corbeilles à papier installées sur la voirie parisienne. 826

Tableau des vœux et amendements déposés en Commission 827

Tableau des votes des groupes politiques 832

La Secrétaire générale du Conseil de Paris
Directrice de la publication
Catherine SCHMITT